This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

I con.1832.1

Harvard College Library

FROM

The Publisher

10 Oct. 1901.

ESQUISSES

DE

Littérature politico-économique

PAR

N.-CH. BUNGE

ANCIEN PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE KIEW

ANCIEN MINISTRE DES FINANCES ET PRÉSIDENT DU COMITÉ DES MINISTRES

TRADUIT DU RUSSE

Avec un portrait de l'auteur

GENÈVE

HENRY KÜNDIG, LIBRAIRE DE L'INSTITUT

1900

ESQUISSES

DE

LITTÉRATURE POLITICO-ÉCONOMIQUE

95/8

Lucas Christianowitch
Lange

ESQUISSES

DE

Littérature politico-économique

PAR

Nikolai Khristo...

N.-CH. BUNGE

ANCIEN PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE KIEW

ANCIEN MINISTRE DES FINANCES ET PRÉSIDENT DU COMITÉ DES MINISTRES

TRADUIT DU RUSSE

Avec un portrait de l'auteur.

H. KÜNDIG, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, CORRATERIE, 11

GENÈVE

Econ 1632.1

HARVARD
COLLEGE
LIBRARY

HARVARD UNIV.
OCT 10 1901
CAMB.

The Publisher.

AVANT-PROPOS

La plus grande partie des renseignements dont nous nous sommes servi pour la notice biographique de l'auteur de ce livre nous a été fournie par un de ses disciples les plus distingués, M. Kartavtzoff, dont Bunge appréciait particulièrement le savoir et le talent. Il lui confia une des branches importantes du ministère des finances, le poste de gouverneur de la Banque foncière de la Noblesse et de celle des Paysans, et eut en lui un collaborateur éclairé, énergique et fidèle. Sous le ministre qui succéda à Bunge, M. Kartavtzoff quitta le service de l'Etat et rentra dans la vie privée; son attachement à Bunge ne s'est jamais démenti et leurs rapports restèrent jusqu'à la fin affectueux et intimes. M. Kartavtzoff vient de publier en russe une biographie de Bunge dans laquelle il fait de son maître une peinture chaude et vraie; à chaque page on y voit paraître l'admiration et l'affection qu'il porte à sa mémoire. L'empressement de M. Kartavtzoff à mettre ce travail à notre disposition, même avant sa publication, avec permission de nous en servir, nous fait un devoir de lui exprimer ici notre vive et sincère reconnaissance pour son précieux concours.

La notice biographique est suivie d'une liste des ouvrages publiés par Bunge. Nous laissons à d'autres, plus compétents que nous en économie politique, le soin d'élaborer un résumé critique de ses travaux : nous nous bornons à offrir au public français la traduction de son dernier livre, publié peu de temps avant sa mort, — ouvrage qui résume en quelque sorte l'activité scientifique de toute sa vie.

On s'est efforcé en cette traduction de se tenir aussi près que possible de l'original, quelquefois sans doute aux dépens de l'élégance et même de la langue. Aussi prions-nous le lecteur de vouloir bien se rappeler que ce livre n'a été ni pensé par un Français, ni écrit en langue

française. Nous devons cependant prendre à notre compte quelques répétitions et additions de mots dont le style de l'auteur a été alourdi, mais qui nous ont paru nécessaires pour rendre le texte plus intelligible; de même nous nous sommes permis de couper quelques phrases trop longues et dont le sens, compréhensible en russe, ne pouvait être rendu en français qu'à l'aide de phrases détachées. Nous aurions voulu pouvoir vérifier sur le texte original toutes les citations des écrivains français; malheureusement les indications incomplètes de l'auteur n'ont pas permis de retrouver tous les passages. Quant aux citations des auteurs allemands et anglais, elles ont été traduites uniquement d'après le texte russe de Bunge.

Toutes les notes en bas des pages, qui ne sont pas signées, sont de l'auteur.

Le motif qui a inspiré cette publication est entièrement désintéressé, et nous n'avons d'autre but que de mettre à la portée de la jeunesse des écoles de langue française un ouvrage écrit spécialement à l'intention des jeunes gens studieux qui désirent se faire de l'économie politique une idée juste. La préface « Au lecteur » fera du reste connaître suffisamment les intentions de l'auteur. Puissent nos efforts et nos vœux contribuer à ce résultat élevé, le bien de la jeunesse studieuse, à laquelle Bunge portait un si grand intérêt.

A. Z.

Juillet 1897.

NICOLAS CHRISTIANOWITCH BUNGE

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Nicolas Christianowitch Bunge est né le 11 novembre 1823 à Kiew. Son père, qui était docteur en médecine, a laissé le souvenir d'un homme distingué et d'un médecin habile, spécialement pour les maladies d'enfants. Sa mère, Catherine Nicolaevna, avait été mariée deux fois; de son premier mariage elle n'eut point d'enfants, et de son second ce fils unique qui lui arriva tard, — lorsqu'elle était déjà entrée dans sa trente-septième année.

Madame Bunge, douée d'une intelligence rare, avait reçu une excellente éducation et avait beaucoup lu. N'ayant qu'un seul enfant, si faible de santé qu'elle dut le nourrir pendant près de deux ans, Mme Bunge employa toutes les richesses de son âme à l'élever et à l'instruire. Rarement on vit des rapports aussi intimes et aussi tendres que ceux qui existaient entre cette mère et ce fils. Bunge était fait pour la vie de famille et pourtant il ne s'est pas marié; il disait jusqu'à la fin de ses jours que s'il ne l'avait pas fait, c'est qu'il ne put jamais se décider à introduire chez lui une deuxième maîtresse de maison, à côté de sa mère. — On lui fit, à plusieurs reprises, les propositions les plus séduisantes afin de l'attirer à Saint-Pétersbourg; tant que vécut sa mère, il refusa toujours, car les médecins avaient déclaré que tout changement de climat était hasardeux pour elle. Ce n'est

que trois ans après la mort de celle-ci qu'il accepta, en 1880, le poste d'adjoint du ministre des finances.

On n'a conservé dans sa famille que peu de souvenirs de l'enfance et de la jeunesse de Bunge. Ces années passèrent tranquillement sous la protection tutélaire de sa tendre mère. Il fit ses études au premier gymnase de Kiew, et suivit ensuite les cours de droit à l'université de cette ville. Grâce à ses facultés intellectuelles transcendantes, à sa connaissance des langues étrangères et à son assiduité au travail, il obtint en 1845 (l'année même où il avait terminé l'université) la chaire de maître pour l'enseignement du « droit administratif » au lycée du Prince Besborodko à Niejine, — lycée qui ne possède qu'une unique faculté de droit. En possession d'une chaire à 22 ans, il trouva parmi ses auditeurs beaucoup de jeunes gens de son âge ou même plus âgés que lui. Cette circonstance le rapprocha des étudiants ; mais ce qui contribua encore davantage à ses succès auprès de ses élèves, ce fut son talent de rendre intéressant un sujet qui jusque là avait la réputation d'être le plus ennuyeux de tout l'ensemble des cours. Bunge ne se bornait pas à un large développement de la partie théorique de l'objet qu'il enseignait, et à l'exposition des théories et des lois déduites par la science qui forment ou doivent former la base du droit positif; il s'efforçait aussi de développer l'initiative de ses auditeurs et de déblayer le terrain, afin de rendre leurs études fécondes. Aucune difficulté ne le rebutait dans ses efforts pour atteindre ce but. Par exemple, plusieurs étudiants capables se virent arrêter dans leurs travaux personnels par une connaissance insuffisante des langues étrangères; Bunge n'eut rien de plus pressé que de convertir son cabinet de travail en classe de français et d'allemand. Les étudiants qui voulaient travailler venaient chez lui à différentes heures, à différents jours, et, comme des écoliers, lisaient, traduisaient, et

s'expliquaient mutuellement, sous sa direction, les ouvrages des économistes.

Bunge trouva à Niejine des hommes d'opinions avancées, et se rapprocha d'eux. Bientôt il devint l'âme et la tête de ce cercle qui sympathisait chaudement avec les idées propagées par Granofsky et par Bielinsky. Ce cercle ne cachait pas son antipathie pour les plaies de la société russe à cette époque, le servage en tête, et il cherchait son idéal en Occident ; son influence s'étendait non seulement sur le monde des étudiants, mais aussi dans les régions pédagogiques de Niejine ; elle s'accentua plus encore lorsque Bunge, après avoir soutenu, pour obtenir le grade de licencié[1], sa thèse intitulée *Recherches sur les principes de la législation de Pierre le Grand relativement au commerce*, fut nommé, en 1847, professeur à ce même lycée. Mais ce qui est digne d'admiration par dessus tout, c'est le tact exceptionnel qu'il montra à cette époque pleine de périls pour tout homme ayant des idées libérales.

La Révolution de février 1848 avait provoqué une réaction. Les champions avancés de l'émancipation des serfs et des droits de l'homme furent réduits au silence. Et cependant Bunge, qui ne cachait point ses opinions, ne fut même jamais soupçonné d'être « mal-pensant. » Il se peut que la situation de Niejine, loin de tout centre, au fond de la province, l'ait préservé sous ce rapport; mais ce qui est le plus probable, c'est que sa loyauté et son abstention de tout prosélytisme ont été les vraies causes qui lui ont valu la bonne opinion dont il jouissait dans les sphères administratives.

En 1850, Bunge fut permuté à Kiew, et il entra ainsi dans la seconde phase de son activité, qui devait, sauf quelques interruptions, durer pendant trente ans.

[1] Magistr.

A l'université de Kiew il ne changea rien à ses principes, ni à sa manière d'agir. Il professa tour à tour l'économie politique, la statistique, les finances et les « droits de police » (science de l'administration). Dès que, dans un cours quelconque, les étudiants se montraient désireux de travailler sérieusement, il les invitait chez lui ; de professeur sévère et exigeant qu'il était en chaire, Bunge se transformait alors en camarade plus âgé, ne s'abaissant jamais au niveau des plus jeunes, mais sachant toujours relever ceux-ci jusqu'à lui ; il donnait toujours pleine liberté à l'expression des opinions, et son autorité ne pesait à personne.

En 1852, Bunge conquit le grade de docteur ès sciences politiques par son ouvrage *La théorie du crédit*. Jusque là son activité n'avait été que pédagogique ; à ce moment il débuta dans l'activité pratique comme membre de la commission pour la description des provinces formant l'arrondissement scolaire de Kiew. Bunge en fut d'abord secrétaire, et ensuite vice-président. Il fut confirmé comme professeur ordinaire en 1854, d'abord à la chaire d'économie politique de la faculté d'histoire et de philologie, et plus tard à celle du « droit de police » de la faculté de droit.

En 1859 Bunge entra dans la vie publique où il ne devait pas tarder à marquer sa place. Nommé d'abord recteur de l'université il fut ensuite appelé à Pétersbourg pour prendre part aux travaux des *Commissions de rédaction* chargées d'élaborer les règlements pour l'émancipation des serfs et de rédiger les lois qui allaient fixer la destinée de dizaines de millions d'hommes, soit de toute la classe de la « population rurale libre, » — œuvre à laquelle Bunge avait rêvé dès ses plus jeunes années. Bon nombre de personnes travaillèrent à cette œuvre, et on y travailla longtemps; mais les principaux exécuteurs et codificateurs de la

volonté sacrée de l'Empereur furent Nicolas Miliutine, le Prince Tcherkassky, Jury Samarine, Solovieff et Bunge. C'est à ce dernier qu'appartient en entier le plan de l'opération financière et le règlement même du rachat des terres cultivées par les paysans serfs libérés.

Après l'achèvement de ce travail à Pétersbourg, Bunge retourna à Kiew reprendre ses fonctions de recteur. Une période pénible allait commencer. Son activité pendant ces années n'a pas été appréciée jusqu'à présent comme elle mériterait de l'être, ni décrite d'une manière détaillée. Les troubles allaient éclater en Pologne. Kiew, par la masse de sa population, est le centre d'une région russe; mais à cette époque la majorité des propriétaires fonciers y était de nationalité polonaise. Dans la population urbaine, les Polonais jouaient également un rôle prédominant, par suite de leur état de fortune et de leurs alliances; ils étaient outre cela soutenus par les Juifs, leurs agents et leurs fournisseurs, — élément extrêmement nombreux dans ce pays. Plus de la moitié des étudiants étaient polonais. Naturellement les troubles de Varsovie eurent leur contre coup à Kiew, et l'université, ce foyer de jeunesse turbulente, devint le centre des agitations polonaises, le théâtre de rencontres hostiles entre étudiants russes et étudiants polonais. Il fallait beaucoup d'esprit et de tact pour empêcher la politique de faire irruption dans le domaine des études, et pour échapper en même temps à tout reproche de faiblesse de la part des autorités. Bunge se tira habilement d'une situation aussi difficile. Les Polonais, bien qu'ils n'aient jamais beaucoup aimé Bunge, ont toujours eu de la considération pour lui, et ils ont rendu justice à la correction de son attitude à l'époque des émeutes. Mais à se montrer correct à l'égard des Polonais, on courait le risque de mécontenter l'administration et d'être accusé de manque de patriotisme. Bunge, allemand de nom,

luthérien de religion et libéral d'opinions, a néanmoins su établir solidement sa réputation de fidèle serviteur de la patrie, foncièrement russe de cœur, et d'homme d'une pureté d'âme immaculée.

Arriva le moment où une quantité d'étudiants polonais partirent pour s'enrôler dans les bandes des insurgés ; l'université se vida, et la situation se simplifia. Mais Bunge n'était pas destiné à jouir du repos: on le fit venir à Pétersbourg, où le ministère Golovnine préparait pour nos universités un nouveau règlement qui accorda une certaine autonomie à nos collèges scientifiques, — Bunge fut l'agent le plus en vue parmi ceux qui se livrèrent à ce travail.

Ensuite (1863 à 1864) il fut appelé à faire un cours sur les finances à l'Héritier du Trône, le Grand duc Nicolas Alexandrowitch, qui mourut deux ans après à Nice. Bunge a souvent dit que, pendant ses 35 ans de professorat, il avait rarement eu un élève aussi remarquablement doué qui saisissait les idées avec autant de facilité que Monseigneur le Grand Duc ; jamais leçons, disait-il, ne lui avaient procuré autant de plaisir et de jouissance.

La période suivante de l'activité de Bunge, qui s'étendit jusqu'en 1879, fut pour lui un temps d'activité modeste et cependant très féconde.

Par un concours de conjonctures, les acteurs principaux des grandes réformes sociales avaient, ou bien quitté la scène, comme Nicolas Miliutine, ou étaient rentrés dans l'ombre, comme Samarine, Bunge, le Prince Tcherkassky.

Dès avant 1870 la réaction contre l'ère des grandes réformes commença, et elle ne fit que s'accentuer par la suite. Le soulèvement des Polonais lui donna une première impulsion, en irritant la société russe et en provoquant un élan de sentiment national. Des hommes qui n'avaient pas pris une part active à la réforme se mirent à la tête de ce mouvement, et par cela même

les réformateurs se trouvèrent relégués au second plan. Ce fut ensuite le vieux parti de la noblesse, gravement atteint par l'émancipation, qui releva la tête. Enfin la réaction triompha définitivement par suite de l'odieux attentat contre la vie de l'Empereur Alexandre II, commis le 7 avril 1866. Depuis ce moment des courants tout autres prirent le dessus dans la vie politique russe, et on s'explique comment Bunge est resté comme oublié à Kiew. Il y travailla pourtant avec succès dans trois domaines différents, dans celui du crédit, dans l'administration urbaine, et surtout dans l'œuvre de l'éducation de la jeunesse.

Déjà en 1862 Bunge avait accepté les fonctions de gérant du comptoir de la Banque d'Etat à Kiew. Cet établissement avait travaillé jusque là à perte, et ses affaires allaient très mal ; du jour où Bunge en prit la direction, ce comptoir devint un des plus prospères de la Russie, et un modèle de bonne organisation. En même temps Bunge favorisa beaucoup la création d'institutions de crédit privées. La société de Crédit mutuel de Kiew, qui est sa création, lui doit l'état brillant de ses affaires, car pendant de longues années il fut l'âme de cet établissement, son conseiller le plus sûr bien que désintéressé. Plus tard, il contribua moralement à la fondation de la Banque du Commerce de Kiew, ainsi que d'autres établissements de crédit.

Dès que fut créée à Kiew l'administration urbaine, qui donna une grande liberté à l'initiative locale, Bunge fut élu conseiller urbain. Il ne résigna cette fonction que lorsqu'il fut nommé adjoint du ministre des finances. Bunge était un conseiller actif, prenant constamment part aux séances de la « douma » (conseil municipal), se laissant nommer dans différentes commissions qui élaboraient les budgets et qui en contrôlaient l'exécution ; d'ordinaire il fut le président et en même temps la cheville ouvrière de ces commissions.

Ses fonctions de directeur du comptoir de la Banque d'Etat, et son activité dans la société de Crédit mutuel, fournirent à Bunge l'occasion d'étudier pratiquement les conditions du mouvement commercial et industriel dans les domaines les plus divers, et ses fonctions de conseiller urbain et de président des commissions des finances de la ville l'initièrent à une quantité de questions d'économie locale. Ces deux branches d'activité le mirent en rapport avec une très grande quantité d'individus, de situations matérielle et sociale très différentes. Dans toutes les sphères de son activité, Bunge sut conquérir la confiance et le respect général ; il est donc tout naturel que la municipalité (douma) de Kiew lui ait offert, à plusieurs reprises, d'occuper le siège de maire. Mais il se rendait compte que les préoccupations de détail d'une administration aussi assujétissante que l'est celle d'une grande ville ne pouvaient que nuire à son activité de professeur; aussi refusa-t-il ces flatteuses propositions, afin de consacrer la plus grande partie de son travail à la science, à ses leçons et aux étudiants.

Pendant les dernières années que Bunge passa à Kiew, sa silhouette comme professeur et éducateur de la jeunesse se dessina de plus en plus nettement.

Bunge, comme professeur, se distinguait par un exposé lumineux du sujet traité, et par l'absence complète de phrases inutiles ; il était ennemi de toute rhétorique. Il s'efforçait, en exposant un sujet, non seulement de le rendre compréhensible à ses auditeurs, mais en plus de l'expliquer nettement, de l'éclairer de tous les côtés. Chaque thèse, chaque théorie était envisagée sous ses divers aspects et appréciée d'une manière absolument impartiale ; dans chaque écrivain il indiquait les parties faibles et les côtés saillants; après l'énoncé d'un fait économique ancien ou récent, il en indiquait les suites bienfaisantes ou funestes, les causes

vraies ou seulement apparentes, les résultats utiles ou nuisibles pour les différents intérêts. Bunge n'avait de prédilection pour aucun écrivain et pour aucune théorie spéciale ; en toute théorie, même la plus fausse (les systèmes communiste ou socialiste par exemple), il faisait ressortir le grain de vérité qu'elle contenait, et il soulignait ce qui était juste ou conforme au sentiment chrétien et à la morale chrétienne ; mais en même temps il mettait impitoyablement en pièces les utopies, et il appelait l'attention de ses auditeurs sur la discordance de semblables théories avec les exigences de la nature humaine, ou les conditions d'existence faites aux sociétés. Il faisait défiler devant ses élèves les mercantilistes, les physiocrates, l'école d'Adam Smith, Malthus et Ricardo, celles des socialistes, des communistes, l'école de l'harmonie des intérêts, l'école historique avec Roscher en tête, les socialistes de la chaire, et ainsi de suite. Bunge trouvait partout des pensées dignes d'attention, d'étude et de recherches, et partout aussi des erreurs, qu'il signalait à ses élèves en les exhortant instamment à ne point les répéter.

Les étudiants suivaient ses leçons pendant deux ou trois ans, et chacun, selon ses préférences et la direction de son esprit, rangeait le professeur parmi les adeptes de telle ou telle école ; mais aucun d'eux n'aurait pu prouver que Bunge fût le champion d'une théorie ou d'un enseignement déterminé.

La faculté étonnante qu'avait Bunge d'embrasser les diverses faces des questions et des théories, exerça une grande influence sur toute sa vie et sur son activité ultérieure. Elle explique en particulier pourquoi il ne laissa pas de disciples dans le sens propre du mot, ne fonda pas d'école. Parmi ses meilleurs élèves il y eut, et il y a encore, des adeptes de l'harmonie des intérêts et des socialistes déclarés, des champions de la liberté commerciale et des protectionnistes à outrance, des monométal-

listes et des bimétallistes, et ainsi de suite. La même tendance de son esprit se refléta aussi sur son activité comme ministre des finances. C'est grâce à elle qu'il put entamer les questions les plus considérables et les plus diverses; mais cette même disposition fut cause aussi, au moins dans une très grande mesure, d'un certain manque de persévérance dans la réalisation de ses plans. Lorsqu'il se trouvait en face d'une opposition décidée à l'un de ses projets, il discernait très clairement la force de l'objection, et il constatait, le cas échéant, le côté faible de ses propositions; souvent, là ou un homme d'un esprit moins ouvert, moins habitué à aborder les sujets par leurs multiples côtés, aurait sauté le fossé, aurait fondu sur ses adversaires et déblayé la route pour de nouvelles victoires, Bunge balançait, parfois cédait; ayant reculé une fois, deux fois, il diminuait par cela même la confiance que ses alliés avaient en lui, et renforçait par cela même les rangs ennemis, auxquels se joignaient les hésitants, comme cela se produit toujours en pareil cas.

Toutefois cette disposition d'esprit, nuisible peut-être chez un homme d'Etat appelé à poursuivre des buts pratiques, était précieuse chez un professeur. Elle faisait que la pensée de l'auditeur n'était pas dirigée forcément dans un sens déterminé; les goûts innés n'étaient pas violentés; la pensée opérait librement sans être ni contrainte ni brisée, et ce qui résultait d'un pareil travail du cerveau était quelque chose faisant corps avec l'individu, faisant partie de son être. C'est là la raison pour laquelle les élèves de Bunge, — du moins les mieux doués et ceux qui se sont signalés dans le domaine des questions économiques — ont continué pendant des dizaines d'années à marcher dans la direction qu'ils avaient déjà prise durant le cours de leurs études universitaires.

Bunge ne se bornait pas à ses leçons. A Kiew comme à Niejine,

il engageait ses élèves à prendre part à des travaux pratiques dans le domaine des sciences qu'il professait. Cependant l'auditoire n'était pas très rempli aux heures de ces travaux, parce que Bunge réclamait de ceux qui commençaient à travailler avec lui l'attention et la persévérance.

Les étudiants qui participaient à ces exercices s'attachaient vivement à Bunge et restaient pour toujours ses admirateurs enthousiastes ; mais on ne peut pas dire qu'il fût populaire parmi les étudiants en général. Bunge n'était pas homme à influencer les foules, parce qu'il avait en horreur tout « éclat et bruit de paroles, » parce que toute recherche de popularité lui était odieuse, parce qu'il était très sévère dans l'accomplissement de ses devoirs de professeur et de recteur, tandis que l'idée du devoir, telle que la comprenait la jeunesse pendant l'époque tourmentée qu'on traversait alors, était tout autre que celle d'après laquelle agissait Bunge ; enfin sa parole acérée faisait souvent trembler la jeunesse. En revanche cette même jeunesse avait pour Bunge un respect sans bornes, et ce respect fut un des facteurs importants dans la vie de l'université de Kiew pendant les années de 1871 à 1874. A cette époque Bunge était arrivé au rectorat par voie d'élection. Les jeunes gens savaient que le recteur était toujours prêt à les écouter, à les conseiller, à les diriger, et à leur venir en aide ; ils savaient aussi que, lorsqu'il avait une fois donné sa parole, il la tenait toujours, qu'il prenait constamment fait et cause pour les étuidants, et qu'il était homme à les secourir dans les moments difficiles. Sa réputation était sans tache et l'on avait constaté (ce qui importait à la jeunesse d'alors) qu'il ne faisait pas la cour à l'administration, qu'il n'allait jamais chez les chefs sans nécessité, et ne s'adressait à eux que lorsque les affaires de l'université ou l'intérêt personnel d'un étudiant l'exigeaient, ou encore lorsque les gouvernants lui demandaient son avis. — Il a

été dit plus haut que le respect pour la personne de Bunge joua un rôle important dans l'histoire de l'université de Kiew à l'époque où la jeunesse était fortement travaillée par la propagande des théories révolutionnaires. Cette propagande dans les masses populaires, *l'aller au peuple,* comme on disait, — avait commencé. En même temps les chefs des agitateurs locaux trouvaient utile d'agiter constamment les étudiants afin de maintenir l'excitation nerveuse dans le personnel administratif et, dans la société, le mécontentement que provoquait l'exportation par mesure administrative d'étudiants dans des villes éloignées des universités. C'est alors que furent fermées toutes les universités où l'élément russe prédominait sur les autres nationalités, celles de St-Pétersbourg, de Moscou, de Kazan, de Kharkoff et d'Odessa ; seule l'université de Kiew fut épargnée pendant le rectorat de Bunge. Quelle en était la raison ? A l'université de Kiew il y avait plus d'éléments portés à l'agitation que dans toute autre; il y avait parmi les étudiants beaucoup d'hommes qui se sont expatriés pour cause politique, beaucoup de personnes des deux sexes, qui, plus tard, immédiatement avant ou après l'année 1880, ont été jugées et condamnées à des peines sévères comme anarchistes militants. Par bonheur pour les étudiants l'université de Kiew avait Bunge pour recteur, et celui-ci savait diriger la jeunesse. Il n'autorisait jamais ni les réunions, ni la création entre les étudiants de cercles où l'on se réunissait pour dîner ou pour faire des lectures (cercles défendus par l'administration); mais il connaissait l'existence de ces réunions clandestines et il insistait auprès de l'administration pour qu'on fermât les yeux sur elles; lui, de son côté, répondait personnellement de l'ordre. Les réunions furent maintes fois orageuses et, à plus d'une reprise, on décida de soutenir par des protestations les camarades soi-disant opprimés de Pétersbourg, de Kharkoff, ou d'ailleurs. On les aurait effectivement soutenus, et

nombre d'étudiants auraient été exilés sans Bunge, qui sut arrêter les manifestations et prévenir à temps les troubles. Il était évidemment au courant de ce que faisaient les étudiants. A peine un mouvement quelconque était-il projeté, que les étudiants les plus intransigeants, et en même temps les plus influents, étaient invités à se présenter chez le recteur un matin indiqué, à une heure précise. Dès leur arrivée dans la salle d'attente, tous se sentaient déjà mal à l'aise. D'abord ils comprenaient que le rôle actif de chacun d'eux en particulier avait été remarqué, et que par conséquent, en cas de troubles, ils seraient les premiers à pâtir; d'autre part tous connaissaient la présence d'esprit et le langage exceptionnellement caustique du recteur. Bunge apparaissait. On commençait à s'expliquer; quelqu'un s'échauffait, prenait le mors aux dents; Bunge découvrait à l'instant le point faible et l'arrêtait par un mot spirituel et mordant; les camarades riaient et l'orateur humilié battait en retraite. Une demi-heure d'une conversation semblable apaisait les meneurs, et l'agitation se calmait. Il en fut ainsi tant que Bunge fut recteur, mais il quitta son poste, et l'université ne tarda pas à être fermée, parce que le nouveau recteur, un grand savant et un professeur très populaire (Matweieff), n'avait pas la même manière d'agir que Bunge.

Dans les dernières années de sa vie, on demanda un jour à Bunge pourquoi, en ces occasions, il convoquait ensemble dix à douze personnes, ni plus, ni moins. Il répondit qu'il avait été amené à cette manière de faire par des considérations psychologiques. Au delà du chiffre de douze, les étudiants ne se sentent plus personnellement observés; ils forment une foule, du sein de laquelle peuvent sortir, sous le couvert de l'anonyme, l'injure ou le mot violent qui entameront le prestige du recteur et altèreront le caractère de l'entrevue. — Au-dessous de dix, ce n'est plus un débat, c'est une conversation intime, et, pour les étu-

diants du dehors, ce sera facilement un conciliabule dans lequel leurs camarades auront été trompés ou séduits. Puis l'effet du rire est perdu; le rire de deux ou trois camarades ne produit pas du tout, sur l'orateur pétulant qu'interrompt une remarque mordante de son supérieur, le même effet que l'éclat joyeux de dix jeunes et fortes voix.

C'est ainsi que Bunge savait tenir les étudiants, et en même temps les défendre au besoin. Il ne faisait que quelques concessions à leurs faiblesses, en s'enquérant soigneusement de leur état d'esprit et en leur adressant une parole pleine d'autorité ; en leur faisant entendre sa voix de recteur universellement respecté, il les ramenait dans la voie de l'ordre et du bon sens.

Avant d'aborder l'activité de Bunge pendant les quinze dernières années de sa vie, à Saint-Pétersbourg, où il se montra homme d'Etat accompli, il convient de s'arrêter un instant pour compléter l'idée que le lecteur peut se faire de lui d'après ce qui a été dit jusqu'à présent.

L'héliogravure qui se trouve en tête de ce volume nous dispense de décrire les traits de la figure de Bunge; ajoutons seulement qu'il était de taille moyenne, maigre, voûté et de constitution maladive. Ses yeux et son sourire avaient un charme particulier, fait de finesse et de bonté. Ce n'est qu'à la fin de sa vie qu'il se décida à porter toute sa barbe, qu'il avait jusqu'alors entièrement rasée. Nous signalons ce fait pour le cas où un de nos lecteurs, voyant un portrait de lui antérieur à celui que nous donnons ici, en remarquerait la dissemblance. Sa mise était des plus simples, mais toujours correcte ; sa maison bien tenue. Il prenait soin des choses extérieures par respect pour lui-même et non pas pour l'effet qu'elles produisent sur les autres. Il n'avait aucune vanité : pour lui « être » était tout, « paraître » n'était rien !

La vie de Bunge à Pétersbourg était des plus régulières; levé de grand matin, il se couchait à onze heures. Il ne fréquentait pas du tout le monde; lorsqu'il ne travaillait pas aux affaires d'Etat, son délassement préféré était la lecture d'œuvres littéraires, soit russes soit étrangères. Il aimait aussi passionnément la nature, et, pendant ses vacances d'été, il se livrait avec délices à de longues promenades solitaires dans les belles vallées de l'Allemagne du Sud et de l'Autriche, dans les Alpes suisses et au bord des lacs de la Haute Italie.

Malgré les grandes charges qu'il occupait, malgré l'autorité dont il jouissait, il conserva jusqu'à son dernier jour une rare modestie, jointe à une candeur, à une droiture exceptionnelle, et à une délicatesse de sentiment extrême. La maturité, l'expérience et le pouvoir ne firent que développer chez l'homme d'Etat les qualités morales qui distinguaient déjà le jeune professeur du lycée de Niejine. Indulgent pour les autres, il n'admettait pour lui-même, dans les questions morales, ni compromis, ni concessions. Il poussait si loin le scrupule qu'il n'a jamais, par exemple, placé son avoir, qui du reste a toujours été modeste, en actions d'entreprises quelles qu'elles fussent, de crainte qu'on ne se servît de son nom pour faire de la réclame à une entreprise dans laquelle il aurait été intéressé; — il ne possédait que des fonds d'Etat. En même temps il était très généreux; une grande partie de ses revenus allait, discrètement et sans que le monde en sût rien, à des œuvres de bienfaisance. Refuser un secours demandé, recevoir mal un solliciteur lui était à peu près impossible: du moins personne n'a ouï dire que cela lui fût jamais arrivé. Sa droiture lui interdisait, non seulement de dire une chose qui ne fût pas absolument vraie, mais même de laisser sciemment son interlocuteur sous une fausse impression. Lorsqu'il ne pouvait pas dire le fond de sa pensée, il se taisait et

changeait brusquement le sujet de la conversation. Les natures loyales comme la sienne sont sujettes à se laisser tromper, faute de soupçonner la duplicité chez les autres, et peut-être cet accident est-il arrivé quelquefois à Bunge dans ses relations mondaines, mais jamais dans ses rapports avec des fonctionnaires ou des hommes d'affaires; il pénétrait au contraire l'individu, le fond de sa nature, ses mobiles et ses visées avec une promptitude et une perspicacité étonnantes.

Enfin il était d'une discrétion à toute épreuve. Après chacun de ses nombreux entretiens avec S. M. l'Empereur, il transmettait à qui de droit, avec une entière fidélité, les ordres reçus, lors même qu'ils étaient en opposition avec sa manière de voir ; mais rien de plus : jamais, même avec ses amis les plus intimes, jamais un mot sur les jugements, les sentiments, les sympathies exprimés par sa Majesté. C'était chez lui une affaire de conscience.

Bunge était monarchiste et champion convaincu de l'autocratie en Russie. L'étude approfondie de l'histoire russe et l'expérience des longues années passées en province l'avaient toujours plus affermi dans la pensée que le régime actuel est le produit normal de la vie du peuple russe, qu'il est nécessaire à son développement ultérieur, et au maintien de l'intégrité et de la stabilité de l'empire. Patriote dans le meilleur sens du mot — LA RAISON D'ÉTAT RUSSE devait pour lui primer dans tous les domaines, mais sans rien détruire ni écraser, sans devenir un instrument de vexation pour les sujets de langue et de race étrangères, pour les hétérodoxes ou les dissidents. Il voulait au contraire que chacun pût respirer et vivre librement et à sa guise.

Relativement à la presse, en particulier, il était très libéral, en pratique aussi bien qu'en théorie, comme il l'a prouvé pendant son passage au pouvoir ; jamais aucun journal n'a reçu, à sa demande, ni avertissement, ni réprimande, et cependant les

occasions ne lui en avaient certes pas manqué ; il a été en butte à des attaques acerbes, et même calomnieuses, et les a supportées en silence, et en souriant. Il pensait et disait qu'en Russie plus qu'ailleurs le souverain court le risque d'ignorer la vérité si la presse ne l'éclaire pas, que la presse doit donc être libre, sous réserve de peines sévères contre les abus, peines qui devraient être infligées par les tribunaux, l'administration ne gardant d'autre droit que celui d'arrêter provisoirement une publication jugée nuisible. D'une manière générale, il a toujours combattu l'arbitraire administratif, auquel il opposait l'observation stricte de la loi; à cet égard il a, comme président du Comité des ministres, eu l'occasion de rendre de grands services à son pays.

Dans le domaine administratif, il préconisait la décentralisation économique des provinces et des villes, avec contrôle efficace de la part du gouvernement.

Au point de vue économique enfin, il était adversaire de la propriété communale, qui avait de nombreux partisans dans son entourage. Il a toujours cherché à alléger l'impôt pour les classes pauvres, afin de leur permettre de se livrer au travail d'une manière plus fructueuse et plus commode. Dans la question de l'industrie nationale, il était protectionniste modéré ; son point de vue à ce sujet, et son action lorsqu'il fut ministre des finances, n'ont rien de commun avec les mesures excessives prises par son successeur immédiat.

En avançant dans cette esquisse nous entrerons d'autant moins dans les détails que nous approcherons de l'époque actuelle, car plusieurs des hommes d'Etat dont il fut soit le collaborateur, soit l'adversaire, sont encore en vie et même au pouvoir. Les notes qu'il a laissées sur les hommes et sur les événements du temps où il fut au pouvoir pourront servir plus tard à jeter de la lumière sur la politique suivie en Russie de 1880 à 1895.

On sait qu'en 1879 il s'est effectué dans la politique intérieure de l'Empereur Alexandre II un changement d'orientation important. Le comte Loris-Melikoff fut investi de pouvoirs exceptionnels. Il trouvait les finances en général et le système des contributions en particulier dans un état qui exigeait des réformes radicales que le ministre des finances d'alors était incapable de réaliser. Il y eut vacance d'adjoint du ministre des finances. Ce poste fut offert à Bunge qui l'accepta, et alla s'établir à Pétersbourg.

Les circonstances se précipitaient dans ce temps avec une rapidité vertigineuse. Le ministre des finances donna sa démission. Pour le comte Loris-Melikoff, qui était obligé de chercher des alliés, Bunge, homme modeste et qui n'avait pas habité Pétersbourg depuis des années, ne pouvait être un soutien bien puissant; la place de ministre fut proposée à Abasa, qui était sans contredit l'un des hommes d'Etat les mieux doués, qui avait du crédit à la cour et jouissait en outre d'une grande influence dans les sphères administratives. Abasa ministre et Bunge son adjoint, formaient une association très rare. La largeur d'idées et la grande influence du ministre s'unissaient aux profondes connaissances, à la plume exercée et à la puissance de travail de son adjoint; si l'on ajoute à cela l'intelligence hors ligne de l'un et de l'autre, il n'y aura pas lieu de s'étonner que les quelques mois d'activité commune de ces deux hommes aient été peut-être l'époque la plus brillante de l'histoire de nos finances. C'est alors que fut élaboré le projet d'abaissement des redevances dues par les paysans pour le rachat en toute propriété des terres cultivées par eux, que fut fait le premier pas vers l'amélioration du système monétaire, que fut réorganisé d'une manière excellente l'impôt sur le sucre. Avec des chefs de ministère comme Abasa et Bunge, qui jouissaient de la confiance illimitée du Monarque, et avec la ferme volonté de celui-ci d'entrer résolument dans la

voie de larges réformes financières, il n'était pas douteux qu'un avenir brillant ne s'ouvrît à l'amélioration du bien-être national. Mais tout cela fut arrêté par le crime inouï d'une bande d'assassins, qui arrachèrent à la vie le plus généreux des souverains.

Deux mois ne s'étaient pas écoulés depuis le jour où le nouveau règne avait commencé qu'Abasa et Loris-Melikoff durent abandonner la direction des affaires, et que Bunge fut nommé ministre des finances.

Il mit très peu d'empressement à accepter cette haute charge. Du reste c'était compréhensible. Sa position avait été délicate dès le début. On avait appelé de Kiew le réformateur, l'homme qui avait pris part à l'émancipation des paysans, qui à maintes reprises avait déclaré défectueux le système d'impôts en vigueur, qui avait soutenu la nécessité de répartir plus équitablement les charges entre les contribuables. Il était évident que les éléments hostiles aux réformes prenaient le dessus. Bunge comprit tout cela, aussi dès les premiers jours après qu'il eût accepté le ministère, disait-il, avec son fin sourire, à ses amis et connaissances: « Ma valise est prête; je n'ai qu'à la boucler. »

Les deux premières années du ministère de Bunge furent les plus fécondes de son administration. Nos finances étaient assises sur des bases où il y avait disproportion entre les revenus et les cotes des contribuables ; depuis nombre d'années déjà il était question de modifier la base de l'impôt personnel qui pesait sur la classe rurale, car souvent un paysan riche, avec plusieurs membres valides dans sa famille, payait moins qu'un homme dénué de ressources, sans famille, et à peine en position de cultiver la terre qui formait son lot.

Bunge commença par abaisser les redevances pour le rachat des terres — mesure qui avait été conçue et inaugurée déjà par Abasa. De cette façon on obtint dans l'impôt foncier une plus

exacte répartition entre les paysans des diverses provinces, et, dans chaque province, entre les paysans qui possédaient des terres de différentes qualités. Bunge se décida ensuite à abolir entièrement l'impôt personnel. Il ne fut pas arrêté par le fait qu'il supprimait ainsi dans le budget, d'un trait de plume, un revenu de 50 millions de roubles. Les déficits ne l'effrayèrent pas. Il était fermement convaincu que ces déficits disparaîtraient, car le niveau du bien-être des masses devait s'élever par suite du dégrèvement des impôts et de la répartition plus équitable des charges qui pesaient sur les populations.

Ensuite fut fondée la banque foncière des paysans, — une idée profonde dont l'utilité n'est pas encore appréciée comme elle mériterait de l'être. Cette banque devait, non seulement faciliter aux paysans l'opération de l'achat de terres à leurs anciens seigneurs, mais aussi leur donner les moyens d'en acquérir ailleurs avec l'aide du gouvernement, dans les cas où les rapports tendus entre propriétaires et paysans empêcheraient ces derniers d'en acheter près des villages qu'ils habitent. La banque, dans ce cas, devait servir de soupape de sûreté, prévenir une explosion. Ce but fut entièrement atteint. Avant la création de la banque circulaient partout en Russie des bruits au sujet de nouvelles dotations de terres aux paysans, terres qui devaient soi-disant être enlevées aux propriétaires ; si tôt que la banque commençait à fonctionner dans une localité, ces bruits tombaient, les masses cessaient d'aspirer à l'acquisition gratuite de la terre, par voie violente, et s'occupaient d'en acheter par voie légale.

Avant Bunge, il n'existait dans notre législation aucune limite au sujet des heures de travail dans les fabriques et les usines, aucune régularisation du travail des femmes et des enfants, aucun dispositif au sujet de l'instruction obligatoire des enfants d'ouvriers, et enfin point de règlements concernant la surveillance

des établissements industriels. — Toutes ces questions ont été, de la part de Bunge, l'objet d'une attention spéciale. Le conseil de l'Empire n'adopta pas tout ce que proposa Bunge ; mais au moins les principes essentiels furent introduits dans la loi; l'inspection des fabriques fut créée, et depuis lors les ministres des finances continuent d'avancer dans cette voie, frayée par Bunge.

Autrefois les successions, quelle qu'en fût l'importance et quel que fût le degré de parenté des héritiers, n'étaient soumises à aucun impôt. Bunge obtint que la transmission des propriétés par voie d'héritage ou de donation fût frappée de droits croissants à mesure que les biens passent à des héritiers plus éloignés ; ainsi les enfants payent 1 % de la valeur des biens hérités, les héritiers plus éloignés 4 % et 6 %, tandis que les personnes qui n'ont aucun lien de parenté avec le testataire, paient 8 % de cette même valeur. Les revenus des valeurs émises par l'Etat, ainsi que ceux des actions et obligations d'entreprises particulières, n'étaient autrefois soumises à aucun impôt. Maintenant ils paient une taxe.

On ne pourrait pas énumérer et examiner ici toutes les réformes, fût-ce même les plus importantes, de notre système financier, effectuées par Bunge. En termes généraux, sa politique tendait à égaliser le poids des impôts, à frapper les capitaux mobiliers et immobiliers, et à faire participer les classes riches aux charges dont elles avaient été jusque là exemptes.

Il faut aussi appeler l'attention du lecteur sur le fait que, tout en réformant les finances, Bunge ne cachait jamais aux yeux du public les mesures qu'il avait conçues et qu'il allait prendre. Avant lui, les très humbles rapports du ministre des finances qui accompagnaient les budgets, n'étaient d'ordinaire qu'une sèche énumération de chiffres. Il leur donna un autre caractère, heureusement conservé jusqu'à présent ; il commença à y développer ses vues sur les

questions économiques fondamentales, sur les mesures prises par lui pendant l'année révolue, et sur celles qu'il comptait prendre l'année suivante; souvent il exposait aussi les principes qui guidaient l'administration des finances dans son activité.

L'ensemble des mesures législatives susmentionnées, et surtout le caractère général de sa politique, suscitèrent à Bunge de nombreux ennemis. Leur nombre allait toujours croissant, car jamais il n'acceptait de compromis lorsqu'on posait une question de principes sur le terrain personnel.

Ses rapports avec le fameux Katkoff en offrent un exemple frappant. Vers l'année 1860, lorsque Katkoff était encore anglomane et libéral, il était dans les meilleurs termes avec Bunge. Après cela leurs rapports changèrent. Lorsque Katkoff devint le représentant du nationalisme à outrance, prônant l'arbitraire administratif le plus illimité au détriment de la légalité, et se faisant le champion des intérêts exclusifs de l'industrie, Bunge cessa tout commerce avec lui. A l'entrée de Bunge au ministère, Katkoff lui proposa une transaction d'après laquelle le ministre devait lui garantir une série de mesures, principalement dans le domaine de la politique douanière, tandis que le publiciste s'engagerait de son côté à accepter toutes les autres mesures du ministre et à soutenir celui-ci toutes les fois qu'il le demanderait. Mais Bunge déclina cette offre en disant qu'il n'avait pas foi dans un accord conclu avec un adversaire dont il se séparait sur les questions fondamentales du gouvernement, même sur celles qui n'avaient pas trait aux finances, et qu'il se promettait des résultats plus satisfaisants de l'appui de partisans peu influents, mais ayant toujours professé les mêmes idées que lui, que du soutien d'un puissant tribun qui avait plusieurs fois changé les assises de ses opinions.

Dans tous les temps et dans tous les pays les ministres des

finances ont eu recours au système du *do ut des;* la droiture de caractère et la candeur d'âme de Bunge ne lui permettaient pas d'appliquer ce principe; par conséquent il ne faisait passer les mesures qu'il proposait que par la force de l'argumentation, et jamais par des promesses de complaisance pour les articles intéressant les budgets des autres ministères. Cependant la scission qui se produisit dans le parti dit libéral, les foudres de Katkoff dans les *Viedomosti de Moscou,* les insinuations du *Grajdanine* rendirent difficile, et même précaire la situation de Bunge; mais l'Empereur avait foi en lui.

Il resta encore ministre des finances; mais avec les difficultés qui s'accumulaient sur son chemin, son activité bienfaisante se trouva plus d'une fois entravée.

Grande fut la joie des adversaires de Bunge lorsqu'on apprit, en novembre 1886, qu'il avait loué un appartement à Zarskoe Selo. Mais le décret du jour de l'an 1887, qui le relevait de la charge de ministre, leur apporta une surprise désagréable : Bunge était non seulement nommé membre du Conseil de l'empire, comme tout le monde s'y attendait, mais il était en même temps nommé président du Comité des ministres à la place de Reutern, qui avait presque entièrement perdu la vue.

La situation du président du Comité des ministres en Russie est tout à fait particulière. Il n'a pas de jours fixés pour ses rapports chez l'Empereur, mais il sollicite la faveur d'être reçu toutes les fois que les affaires l'exigent, et il n'a aucun droit d'initiative en matière de législation. Par conséquent il n'a pas d'influence personnelle immédiate sur la marche de l'administration. Mais tous les présidents énergiques, préparés à ce poste par leur service antérieur, étudient à fond toute affaire qui passe par le Comité où les ministres sont en désaccord, et celles aussi qui

sont particulièrement importantes, et vont faire leur rapport à l'Empereur au sujet de ces affaires avant la séance du Comité. Il en résulte que lorsqu'on sait que le président du Comité possède la confiance du Souverain, les ministres ne se permettent que rarement d'entrer en discussion avec lui. Ainsi le président du Comité, quoiqu'impuissant à changer la direction générale de la politique d'un ministre, et à plus forte raison de l'ensemble du ministère, peut néanmoins, dans les cas particuliers, exercer une influence décisive sur les détails des mesures législatives. Telle fut la position de Bunge depuis sa nomination au poste de président du Comité, pendant tout le règne de l'Empereur Alexandre III.

Le nouveau ministre des finances, Wyschnegradsky, savait très bien que Bunge ne l'aimait pas, n'avait aucune sympathie pour lui. Bunge ne s'en cachait même pas. Wyschnegradsky tâcha par conséquent, au commencement de son ministère, d'être désagréable à son prédécesseur ; il donnait aux affaires entamées par Bunge une direction contraire aux vues de ce dernier, et en même temps il se permettait, dans les salles du Conseil de l'empire et du Comité des ministres, de critiquer sans ménagements ses mesures et sa manière de traiter les affaires. Des personnes haut placées conseillèrent à Bunge de donner quelque jour à Wyschnegradsky une bonne leçon ; mais Bunge souriait et se taisait. Bien que n'ayant pas de sympathie pour l'homme, il comprenait la difficulté de sa position comme ministre, et il en tenait compte ; il ne voulait pas augmenter les embarras du nouveau ministre.

Lorsque, à la fin de 1887, fut discuté au Conseil de l'empire le premier budget présenté par Wyschnegradsky, et qu'on l'attaqua avec acharnement, Bunge le défendit avec une telle énergie que Wyschnegradsky en fut frappé. Il baissa de ton. Une année se passa. Lors de la discussion du budget pour l'année 1889,

le même fait se répéta. Wyschnegradsky acquit alors la conviction très nette que dans les moments difficiles il pouvait compter sur Bunge d'une manière absolue; sa manière d'être changea du tout au tout, et bientôt après il commença à présenter au Conseil de l'empire et au Comité des ministres des projets de loi qui s'engageaient visiblement dans les voies préparées par l'activité de Bunge. Au commencement la chose n'était pas encore évidente pour tout le monde; mais lorsqu'il fut question des inspections créées pour les impôts et les fabriques, alors tous comprirent la portée du changement qui s'était opéré. En effet, au début de son ministère, Wyschnegradsky avait souvent répété que non seulement ces inspections n'étaient pas nécessaires, mais que même elles étaient nuisibles. Que résulta-t-il de ces déclarations? On déplaça un ou deux chefs et quatre ou cinq inspecteurs sulbaternes; ensuite, les rapports personnels ayant changé, Wyschnegradsky commença à parler en faveur de ces mêmes inspections et à demander des crédits nouveaux pour étendre leur activité. Dans une conversation privée à ce sujet, mais qui eut lieu dans une société assez nombreuse, Bunge s'adressa à une des personnes présentes et dit à peu près ces paroles: « Vous rappelez-vous m'avoir conseillé de lui donner une bonne leçon? Voyez maintenant! N'est-il pas agréable de sentir qu'un homme qui ne voulait pas même entendre parler de la tâche que je me proposais, peu à peu, doucement, lentement, s'en est chargé lui-même, s'est attelé à mon char et le tire maintenant admirablement bien? C'est en cela que consiste ma vengeance. »

La politique discrète et conciliante de Bunge le mit en situation de servir souvent d'intermédiaire entre des ministres qui étaient en mauvais termes entre eux, et de les amener à se faire des concessions mutuelles. Pendant les derniers temps du règne d'Alexandre III, Bunge fut chargé de missions spéciales très

sérieuses, où son tact extrême fut d'une grande utilité. On peut citer comme exemple la question de la révision des lois finlandaises. Les initiateurs de cette affaire tendaient à lui donner une direction telle que la Finlande eût pu devenir pour nous une seconde Pologne ; Bunge, sans rien céder, ni des sentiments d'un patriote russe, ni des droits du pouvoir suprême, mais sans avoir recours à des mesures coercitives, et sans renverser les bases de l'autonomie de ce pays, dirigea l'affaire de façon à faire clairement comprendre aux Finlandais l'étendue des droits du Monarque à leur égard, et à leur démontrer aussi que, dans le cas de tendances séparatistes de leur part, on trouverait des moyens, sans faire beaucoup de bruit, de changer bien des choses dans l'organisation de leur pays et dans leur vie politique. On donna de la sorte au parti remuant finlandais un sérieux avertissement, ainsi que le temps de réfléchir et de rentrer dans la voie légale.

Avec l'avènement de l'Empereur Nicolas II, l'activité de Bunge devint plus énergique. Les ministres eurent souvent à entendre de lui, pendant les séances du Comité, des paroles comme celles-ci : « Il est impossible de prendre une mesure semblable au début du règne d'un jeune Souverain ! » On savait qu'il allait de plus en plus souvent chez l'Empereur avec ses rapports. Son autorité grandissait et les opinions qu'il énonçait ne laissaient pas de prévaloir.

En Russie, surtout dans la partie où existe la représentation provinciale, on suivait l'activité de Bunge avec un intérêt palpitant. On n'avait pas oublié qu'il travailla activement à l'émancipation des serfs, que c'est sous son ministère que fut supprimé l'impôt personnel ; on s'en souvenait et on espérait que son activité apporterait une troisième fois des fruits de la même espèce. La Providence en décida autrement, et Bunge disparut subitement. Pendant les dernières années de son ministère, et

durant sa présidence du Comité des ministres, Bunge allait en été prendre deux ou trois mois de repos à l'étranger. Il s'y est rendu pour la dernière fois en 1893 ; durant son retour il fit une maladie à Berlin. Il renonça dès lors à voyager et passa l'été de 1894 à Zarskoe Selo, jouissant du splendide parc pour ses promenades quotidiennes.

La mort de l'Empereur Alexandre III, auquel Bunge était profondément attaché, l'avait vivement et profondément impressionné. D'autre part, pendant le nouveau règne, voyant la confiance qu'avait en lui le jeune Souverain, et sentant que cette situation exceptionnelle lui imposait une responsabilité bien plus grande qu'auparavant, Bunge commença à souffrir de plus en plus des inquiétudes que lui causaient la quantité d'affaires sérieuses qui passaient par ses mains. Il étudiait chaque question avec soin. Toutes ces préoccupations le fatiguaient énormément. Sa santé délicate et ce surmenage à 70 ans, firent leur œuvre. Le 3 juin 1895, à 4 heures de l'après-midi, Bunge alla faire une promenade dans le parc de Zarskoe Selo. Il se sentit tout à coup souffrant et retourna chez lui après une promenade d'une demi-heure. On envoya chercher des médecins. A leur expression, il devina que son état était grave. Il prit des dispositions pour faire prévenir S. M. l'Empereur et pour appeler auprès de lui le gérant des affaires du Comité des ministres. Ensuite il dit aux docteurs : « Maintenant, de grâce, ne vous inquiétez plus de moi. Je vois que l'affaire tire à sa fin. Je ne crains pas la mort, mais je prie Dieu de m'épargner de longues souffrances. » Et le Très-Haut exauça sa prière. Moins de trois heures après, il n'était plus.

On ouvrit la lettre qu'il avait écrite pour être lue après sa mort. On y trouva quelques petites dispositions indispensables, l'indication du lieu où se trouvait son testament, et l'expression d'un seul vœu — celui d'être enterré à Kiew, à côté de sa mère chérie.

Sa volonté a été, comme de raison, scrupuleusement exécutée.

Le marbre blanc placé sur sa tombe ne porte que cette inscription, aussi simple et aussi modeste que le fut toute la vie de celui dont il recouvre les cendres :

Nicolas Christianowitch
BUNGE
1823 - 1895

et rien de plus.

LISTE DES OUVRAGES DE N.-CH. BUNGE

DRESSÉE EN 1883 A L'OCCASION DU JUBILÉ DE L'UNIVERSITÉ DE KIEW

1. *Discours sur le crédit*, par le professeur du lycée du prince Besborodko, licencié N.-Ch. Bunge. — (Séance annuelle du lycée, 1849.)
2. *Etude sur les principes de la législation commerciale de Pierre le Grand.* — (Annales de la Patrie, 1850, t. LXVIII, nº 1.)
3. *La théorie du crédit.* — Kiew, 1852.
4. *Réponse au critique au sujet de l'examen de la « théorie du crédit. »* — Parue dans la livraison de juillet du Contemporain, 1852.
5. *Réponse à M. Mikhailoff au sujet de l'examen de la « théorie du crédit. »* — Parue dans la livraison d'octobre de la Bibliothèque pour la lecture, 1852.
6. *Examen de l'ouvrage de M. Babst : John Law ou la crise financière en France pendant les premières années de la régence.* — Deux articles (Annales de la Patrie, 1853, tt. LXXXVIII et LXXXIX).
7. *Recueil de renseignements statistiques sur la Russie.* — Critique (*ibid.* 1854).
8. *Investigations sur l'industrie du fer dans les provinces de l'arrondissement scolaire de Kiew.* — (Travaux de la commission fondée par décret Impérial pour la description des provinces de l'arrondissement scolaire de Kiew, 1855, t. III.)
10. *De la place occupée par l'économie politique dans le système de l'instruction publique et de son rapport avec l'activité pratique.* — (Discours lu à la séance solennelle de l'université de St-Wladimir en 1856.)
11. *D.-P. Jouravsky.* — Nécrologie (Journal de St-Pétersbourg russe, 1856, nº 272).
12. *L'industrie et de sa limitation dans le commerce étranger.* — Quatre articles (Annales de la Patrie, 1857, tt. CIX, CXII et CXV).

13. *Lettres sur la manière d'étudier l'économie politique.* — (Messager russe, 1857, t. XI, n° 17.)
14. *Les prix d'autrefois et de nos jours à Kiew.* — (Indicateur économique, 1857, n° 40.)
15. *Exposé politico-économique de 1855-57.* — (Annales de la Patrie, 1858, t. CXVII.)
16. *Du changement dans la population de la Russie, au point de vue de la composition des classes de la société, entre les 7 et 8me, et les 8 et 9me recensements.* — (Indicateur économique, 1857, n° 44.)
17. *Réponse à P.-A. Koulische.* — (Messager russe, 1857, t. XII, n° 24.)
18. *Lettre au Rédacteur.* — (Messager russe, 1858, t. XIII, n° 4.)
19. *Les chemins de fer du globe terrestre.* — (Annales de la Patrie, 1858, t. CXVII, n° 3.)
20. *De la modification des rapports juridiques en Russie, par suite de l'abolition prochaine du servage.* — (*Ibid.* t. CXIX, n° 8.)
21. *Lettres au lecteur sur l'instruction publique.* — (*Ibid.* t. CXXIV, n° 5.)
22. *L'harmonie des intérêts économiques.* — Le premier système politico-économique de Carey, deux articles (*ibid.* t. CXXVII, nos 11 et 12, ainsi qu'une édition spéciale, St-Pétersbourg, 1860.)
23. *Un nouvel adepte de l'école de Grégoire Blanc.* — (Messager russe, 1858, t. XVI, n° 16.)
24. *Au sujet de l'organisation de l'enseignement dans nos universités.* — (*Ibid.* t. XVII, n° 19.)
25. *Le journal politico-économique de Pickfort et les congrès de savants.* — (*Ibid.* t. XVIII, n° 21.)
26. *Lettre au Rédacteur.* — (*Ibid.*)
27. *De la direction actuelle des universites russes et du besoin de l'instruction supérieure.* — (*Ibid.* 1858, t. XVII.)
28. *Choses nouvelles dans la littérature politico-économique.* — (Indicateur économique, 1858, n° 4.)
29. *Sociétes agricoles par actions.* — (Journal des actionnaires, 1858, n° 102.)
30. *Le credit et le servage.* — (Messager russe, 1859, t. XIX et XX, nos 2 et 8.)
31. *La principale société de banque et de commerce à St-Pétersbourg.* — (Journal des actionnaires, 1859, et reproduit dans le Journal de St-Pétersbourg russe, 1859, n° 176.)
32. *La crise économique de 1857.* — (Annales de la Patrie, 1859, tt. CXXII, CXXIII, CXXV et CXXVI, nos 2, 3, 8, 9.)

33. *Remarques sur les compagnies par actions dans l'année écoulée.* — (Siècle, 1861, n° 8.)
34. *Les doctrines économiques du « Jour ».* — (*Ibid.* n° 38.)
35. *Réponse à l'article de N.-J. Piragoff :* Remarques au sujet du projet du Règlement général pour les universités impériales russes. (Journal de St-Pétersbourg russe, 1862, n° 25.)
36. *Impôts et dettes d'Etats,* de Karl von Hock. — Traduit par N. Bunge, 1865.
37. *Cours de statistique.* — Rédigé pendant le premier semestre 1865 pour les étudiants de l'université de St-Wladimir. Première édition, 1865 ; seconde édition, 1876.
38. *Le papier-monnaie et le système des banques aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord.* — (Messager russe, 1867, n° 6.)
39. *Aperçu général du commerce extérieur, de la balance du commerce et du tarif douanier dans les principaux Etats au XIXe siècle.* — (*Ibid.* t. LXXI.)
40. *Sur la fixation du cours du papier-monnaie.* — (Invalide russe, 1868, n°s 14, 24 et 28.)
41. *John Stuart Mill, envisagé comme économiste.* — (Journal du Ministère de l'instruction publique, 1868, t. CXL.)
42. *Les bases de l'économie politique.* — Kiew, 1870.
43. *Les dépôts de marchandises et les warrants.* — Kiew, 1871.
44. *Le papier-monnaie russe* par A. Wagner, traduction complétée par N. Bunge. Kiew, 1871.
45. *Le droit de police.* — Cours fait à l'Université de St-Wladimir. Cinq livraisons. Kiew, 1873 à 1877.
46. *De la circulation fiduciaire et des banques en Russie.* — (Journal des économistes, 1874, novembre.)
47. *L'Etat et l'instruction publique, primaire et professionnelle, c'est-à-dire scientifique, technique et artistique, en Allemagne, en Angleterre et en France.* — Esquisses des études de Lorenz Stein, par N. Bunge. Kiew, 1877.
48. *Lois et politique des banques.* — (Recueil des sciences sociales, 1874, t. I.)
49. *Le monopole du règne des chemins de fer et ses restrictions.* — (Messager de l'Europe, 1876, t. II, n° 3.)
50. *L'Etat et les lois relatives à l'instruction publique.* — (Recueil des sciences sociales, 1877, t. IV.)
51. *Du rétablissement de la circulation métallique en Russie.* — Kiew, 1877.

52. *Du rétablissement en Russie d'une unité monétaire fixe.* — Kiew, 1878.
53. *Les billets de banque français non échangeables en numéraire en France de 1870 à 1878.* — (Recueil des sciences sociales, 1878, t. VI.)
54. *L'exactitude n'est jamais de trop, même en critique.* — Réponse à la critique du cours « Droit de police, » faite dans le Messager russe (Nouvelles universitaires, 1878, n° 3).
55. *Notice sur l'état actuel de notre unité monétaire et des moyens de l'améliorer.* — (Recueil des sciences sociales, 1880, t. VIII.)

Depuis l'année 1883 Bunge n'a écrit que quatre ouvrages, dont le dernier, le plus important, est celui que nous publions ici en langue française.

56. *La comptabilité de l'Etat et la tenue de livres financière en Angleterre.* — St-Pétersbourg, 1890.
57. *Etude de la question du rétablissement de l'impôt sur le sel.* — St-Pétersbourg, 1893.
58. *Avant-propos au livre de Horn « John Law. »* — Traduction de J. Schipoff. St-Pétersbourg, 1895.
59. *Esquisses de littérature politico-économique.* — St-Pétersbourg, 1895.

Dans cette liste ne figure pas l' « Esquisse historique des doctrines économiques » publiées pour la première fois en 1868, dont parle l'auteur dans la note de la page XLII.

AU LECTEUR

Ce livre est formé d'articles sur l'histoire de l'économie politique, écrits par moi à diverses époques. J'ai choisi un titre qui écartât tout malentendu, afin de ne pas tromper les espérances des lecteurs qui auraient pu attendre de moi l'étude approfondie de questions pratiques, et la solution des principaux problèmes du jour.

Sans renoncer à l'intention de publier dans l'avenir, si mes forces me le permettent, celles de mes recherches qui se rapportent à certaines branches de la politique économique et de l'administration économique de l'Etat, je me bornerai aujourd'hui au domaine théorique, et je le fais précisément parce que j'ai toujours cherché le repos dans le travail de la pensée, qui présente pour moi un charme spécial. En travaillant, je me rappelais des auditeurs dont la mémoire m'est chère ; je me rappelais ma vie intellectuelle passée ; je me rappelais comment j'avais moi-même subi pendant de longues années l'influence de certaines doctrines politico-économiques dominantes, de quelle manière l'entraînement s'était dissipé, par quelle voie j'étais arrivé à la conviction, et je l'avais fait partager à mes auditeurs, que la science s'acquiert non pas par la foi aveugle dans les dogmes de la théorie, présentés comme des vérités évidentes, mais par une analyse scrupuleuse des phénomènes, par

des conclusions tirées correctement de thèses fondamentales, et par des généralisations prudentes (par des inductions allant de cas particuliers à une règle générale). Je me souvenais comment il devenait évident pour moi que souvent les théories s'imposent, non pas parce qu'elles contiennent des vérités indiscutables, mais parce qu'elles correspondent à la disposition présente des esprits, parce qu'elles tirent, avec une logique impitoyable, des conclusions d'hypothèses audacieuses, sans tenir compte de la réalité, ou bien parce qu'elles élèvent à la hauteur de faits statistiques généraux des cas particuliers. Je me rappelais que les systèmes ainsi créés se donnaient pour « le dernier mot de la science, » tandis qu'ils ne pouvaient pas soutenir la moindre critique sérieuse, et qu'aussitôt la fumée théorique dissipée et la démence des têtes calmée, les défauts de ces théories célèbres devenaient aussi manifestes que leur désaccord avec les phénomènes quotidiens que nous observons.

Je suis loin de penser que tout ce qui est connu de nous soit conditionnel et n'ait de valeur que pour une certaine époque et dans de certaines conditions; dans chaque science il y a des vérités inébranlables. Ainsi, le respect de la dignité morale de l'homme, de sa personnalité, l'idée du devoir et de la responsabilité liée au devoir, restent parmi les axiomes qui nous facilitent la juste compréhension des phénomènes de la vie sociale. Mais je suis tout aussi éloigné de penser que les théories erronées et éphémères n'aient qu'une valeur négative : il y a toujours en elles, sinon une parcelle de vérité, du moins quelque chose qui mérite d'être étudié. De plus elles incarnent les tendances et les idéals d'une épo-

que donnée, et en cela elles contribuent à la compréhension de cette époque. Même le dédain transcendant avec lequel de pareilles théories se comportent parfois envers le passé et surtout envers le présent, est utile à certains égards. Leurs exagérations extrêmes leur permettent de développer leurs idées avec une grande clarté et avec précision, et, par cela-même, elles aident à en faire une étude critique. Alors les paroles de la doctrine ne sont plus acceptées au nom de la foi, mais étudiées avec une compréhension nécessaire et avec la conscience du degré de leur force persuasive, ce qui est essentiellement important.

Même le remplacement d'une théorie par une autre ne doit pas nous troubler. Dans le domaine de la science, l'homme, à un moment donné, tout en possédant ce qui a été élaboré avant lui, n'arrive jamais à la solution de toutes les questions qui surgissent dans son esprit. La vraie science, en éclairant le chemin parcouru, ouvre incessamment aux yeux du penseur de nouvelles perspectives, et ce qui avait été donné comme « le dernier mot » n'est au fond qu'un degré transitoire dans le mouvement de notre pensée créatrice. A chaque époque donnée la lumière de l'avenir scintille toujours d'une manière plus ou moins sensible devant nous.

J'ai toujours considéré comme ma tâche de développer en moi-même et chez mes auditeurs l'esprit d'analyse et de critique, et aussi d'apprendre moi-même et d'enseigner aux autres à rassembler et à bien travailler les matériaux. Jusqu'à quel point ai-je réussi? C'est une autre question! Je dois reconnaître que je suis resté toujours, et que je reste encore peu satisfait de mes efforts.

Dominé par ce sentiment, j'ai complété et traité à nouveau quelques parties de ces « Esquisses[1]*. » Une nouvelle élaboration m'en a paru indispensable, car aujourd'hui je ne considère plus comme mien tout ce qui se trouve dans mes écrits d'autrefois.*

J'ajoute, pour terminer, que je n'ai pas la prétention, par la publication de ce livre, de changer les convictions de qui que ce soit, et que je reconnais l'inutilité de toute polémique. Ainsi que Gœthe le remarque fort justement, « les polémistes ne font qu'opposer leurs propres vues aux vues de l'adversaire, et de cette manière la solution du problème ne fait pas un seul pas. » Chacun cherche des preuves plutôt pour faire triompher sa propre opinion que pour réfuter l'opinion d'autrui. J'ai en vue ceux qui étudient l'économie politique, et si mon livre leur rend le même service qu'il m'a rendu, à moi, — c'est-à-dire s'il les délivre des illusions de théories qui prétendent tout concilier, et de la tyrannie de doctrinaires intransigeants, mon but sera pleinement atteint.

Dans un temps comme le nôtre, où l'adoration des fétiches érigés par les diverses doctrines est devenue

[1] *Voici un court compte-rendu des changements introduits. L'« Esquisse historique des doctrines economiques, » publiée pour la première fois en 1868, a été considérablement augmentée d'une revue de la nouvelle littérature allemande. L'article « La théorie de l'harmonie des intérêts privés, » la première étude politico-économique de Carey, écrit en 1858, a été rédigé à nouveau et en partie complété par une analyse critique. L'article « J. S. Mill envisagé comme économiste, » 1868, est republié presque sans changements. Les corrections sont presque exclusivement de simples corrections de rédaction. L'article « Menger jugé par Schmoller » n'a pas encore été publié. Il contient un extrait de l'analyse critique du livre de Menger et sert de complément au dernier chapitre de l'« Esquisse historique des doctrines économiques. » Tous les compléments ont été écrits en 1894.*

une chose assez ordinaire, il est impossible de ne pas souhaiter à tout homme pensant qui prend au sérieux la vie et la science, de s'élever jusqu'à « oser avoir sa propre opinion. » (Griboiedoff.)

N. BUNGE.

St-Pétersbourg, 5 Avril 1895.

PREMIÈRE PARTIE

ESQUISSE HISTORIQUE DES DOCTRINES ÉCONOMIQUES

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION [1].

L'histoire des doctrines économiques prouve l'antique vérité, que la pratique a partout précédé la théorie.

Les œuvres des philosophes et des écrivains politiques de l'antiquité classique, qui nous offrent de vastes recherches sur la meilleure organisation économique des sociétés, sont très pauvres en données scientifiques.

[1] Sources : 1) Blanqui. *Histoire de l'économie politique en Europe 1837-1838.* Plusieurs éditions, 2 vol. — 2) Bargemont (Villeneuve de). *Histoire de l'économie politique,* Paris, 1841. 2 vol. — 3) Mac-Culloch. *The Literature of political economy,* London, 1845. — 4) Bruno Hildebrand. *Die Nationalœconomie der Gegenwart und Zukunft.* Frankfurt 1848. (Les nos 3 et 4 sont traduits en russe.) — 5) Wernadsky. *Esquisse d'une histoire de l'économie politique.* St.-P., 1858. — 6) Kautz (Dr Julius). *Die geschichtliche Entwicklung der Nationalœconomie und ihrer Literatur.* Wien, 1860. 2 vol. — 7) Marlo. *Weltœconomie, 1848-54.* — 8) Du Puynode. *Etudes sur les principaux économistes, 1868.* Il a paru dans les dernières années quelques ouvrages sur l'économie politique en russe : — 9) John Ingram. *Histoire de l'économie politique,* traduit de l'anglais et rédigé par J.-J. Yanjoul. Moscou, 1891. — 10) Maurice Meyer. *Les courants principaux dans la littérature politico-économique contemporaine.* Traduction de la 4me édition allemande. St.-P., 1891. — 11) A.-T. Tchouproff. *Histoire de l'économie politique.* Leçons. Moscou, 1892, etc. Ingram n'expose point l'histoire du socialisme; dans les leçons du prof. Tchouproff, on ne trouve que de courtes indications sur les doctrines socialistes; le livre de Meyer est plus complet que les autres et se distingue par une exposition animée, mais la partie critique y est assez faible. Parmi les ouvrages mentionnés les meilleurs sont ceux de Mac-Culloch, de Bruno Hildebrand, de Ingram et de Tchouproff. Le livre de Kautz contient des indications bibliographiques detaillées.

La littérature politico-économique des peuples modernes commence à se développer depuis le XVIme siècle. Malgré toute la diversité des doctrines en vogue dans la période qui finit avec la première moitié du XVIIIme siècle, on ne peut cependant pas ne pas y remarquer une direction prédominante. Cette direction porte le nom de *système mercantile,* système qui considère l'argent, et principalement la monnaie, comme partie constitutive essentielle de la richesse nationale, ou comme force productrice principale. L'organisation économique repose, selon les idées de l'école mercantile, sur l'intervention directe de l'Etat qui non seulement dirige, mais s'assujettit l'activité privée, en vue d'atteindre des buts politiques.

Dans la deuxième moitié du XVIIIme siècle, apparaît le *système physiocratique,* sous forme de réaction contre la théorie et la pratique mercantiliste. Les physiocrates font consister la richesse dans l'abondance des produits agricoles ; ils considèrent la nature, c'est-à-dire la terre, comme la principale et peut-être l'unique force productrice, et le travail de l'agriculture comme le seul travail producteur. L'organisation économique se présente aux physiocrates comme un ordre naturel, dans lequel on arrive au bien-être par la libre activité et par le libre échange (laisser faire — laisser passer).

Le système d'Adam Smith constitue un degré plus élevé de développement de la science dans la même direction. Smith appelle richesse la totalité des ressources matérielles produites par le travail de l'homme, et satisfaisant à ses besoins. Il oppose à l'organisation économique existante l'organisation naturelle reposant sur le jeu des intérêts de tous et de chacun avec liberté illimitée laissée aux intérêts industriels et privés. Il soumet donc à une critique sans merci : l'intervention de l'Etat dans l'activité économique de la nation, le système d'encouragement, de protection et de direction du travail privé par l'Etat, en un mot, tous les articles de la politique mercantiliste. Les études de Smith présentent la première exposition systématique et complète de

la science dans la mesure où elle était possible. Smith et ses premiers disciples ont élaboré les doctrines des forces productrices, de la division du travail, de la valeur, du prix et de la concurrence, des sources principales du revenu, et ils ont exposé le système de la politique économique libérale.

Mais l'application des principes de Smith n'a pas réalisé les espérances éveillées par l'école de la liberté industrielle. Dans l'activité pratique comme dans la science, apparut l'idée de la nécessité de limiter la liberté, et d'organiser l'économie nationale avec l'intervention de l'Etat (Sismondi, List et plusieurs autres).

Cette direction aboutit au socialisme, — protestation extrême contre la direction libérale de l'école de Smith. En acceptant les idées fondamentales de Smith sur la richesse nationale et sur le travail (principale force productrice), les socialistes assignent pour tâche à la science l'organisation du travail sur les bases de l'association et de la solidarité, autrement dit — la recherche de formes d'organisation économique qui assurent le bien-être général. Le développement ultérieur de la théorie de la liberté industrielle, et, plus tard, la réaction contre le socialisme, ont eu pour facteurs principaux d'abord la doctrine de l'harmonie des intérêts, — le premier système de Carey, transporté en Europe par Bastiat et ses disciples, — et ensuite la direction positive à laquelle appartiennent les écoles historique et statistique. La doctrine de Carey-Bastiat n'est autre chose que le renouvellement de la théorie des disciples de Smith, basée sur le principe que *tous les intérêts légitimes sont harmoniques*. L'école historique tâche de concilier les diverses doctrines et admet qu'il y a pour ces doctrines comme pour l'organisation économique elle-même certaines phases que chaque peuple traverse. Au milieu de toutes ces doctrines économiques contradictoires s'élabore enfin la direction statistique, qui cherche dans l'histoire non pas des moments caractéristiques ou des périodes typiques, mais seulement des matériaux pour ses conclusions, et qui emploie de préférence dans ses investigations la méthode statistique. Telles sont les

études de Tooke, de Newmarck, et spécialement celles de Schmoller.

Tout le contenu de la littérature politico-économique entre facilement dans ces cadres. Celui qui se livre à son étude, — non dans ses sources, mais dans les exposés historiques, — pourrait supposer que chaque doctrine meurt après avoir été elle-même une réaction contre les exagérations et les erreurs des temps précédents. Mais une connaissance plus intime de la littérature nous amène à la conviction que les doctrines politico-économiques ne se présentent pas comme strictement délimitées dans le temps. Les conceptions fondamentales des diverses doctrines furent souvent énoncées bien longtemps avant que ces doctrines devinssent dominantes, et elles ont continué à vivre longtemps après l'avènement d'une nouvelle école. D'autre part, certaines idées appartenant à des systèmes antérieurs et surannés sont reproduites, parfois pendant un temps très long, non seulement par des attardés qui, sans connaître les résultats des récentes recherches scientifiques, arrivent par leurs propres réflexions à trouver ce qui a été élaboré ou aboli bien longtemps auparavant, mais encore par ceux qui s'efforcent de sauver des vérités rejetées seulement par la raison qu'elles furent entremêlées d'erreurs ou imparfaitement comprises et expliquées.

CHAPITRE II

L'ANTIQUITÉ CLASSIQUE. — PLATON ET ARISTOTE[1].

Les principales thèses théoriques de l'économie politique se rencontrent chez les Grecs à l'état fragmentaire. On peut extraire de différents passages des œuvres de Xénophon, de Platon et d'Aristote des idées élémentaires sur la division du travail, l'échange, la monnaie ; mais ces idées ne constituent pas une science à proprement parler.

Considérant l'esclavage comme une institution naturelle, méprisant profondément le travail industriel, et supposant que l'Etat n'existe que pour les citoyens seulement, les Grecs regardaient l'Etat comme un produit mécanique, artificiel, comme un moyen de réaliser le bien et la vertu des citoyens. Telle est la conception développée dans les deux ouvrages de Platon : *La République* et *Les Lois*. Le premier de ces ouvrages représente un idéal de société communiste à la réalisation duquel Platon ne croyait évidemment pas lui-même ; le second contient l'exposition de ce qui est pratiquement réalisable de cet idéal.

L'art de la politique consiste selon Platon à rendre les hommes vertueux et à établir des institutions qui aient leur appui, non pas dans les lois, mais dans les mœurs, dans les connaissances, dans la raison et dans la conscience publique. En réalité, c'est la loi et la contrainte qui constituent chez lui les bases principales de l'ordre social.

[1] Sources : 1) *Œuvres de Platon*, traduites par V. Cousin, 1826-35. *La République et les Lois*. — 2) ARISTOTE. *La Politique*, traduite par Barthélemy St-Hilaire, 1848. — Il existe aussi une traduction russe. — Comp. MARLO. *Weltœconomie*.

Platon exige pour son Etat idéal (sa *cité*), des conditions physiques qui mettent obstacle à son épanouissement industriel; notamment — une position continentale et non maritime, pour que la ville ne soit pas commerçante et n'ait pas de communications faciles avec les autres pays, car c'est dans ces conditions que se développe le goût de la nouveauté et celui du gain, qui donne à la population un caractère de duplicité et de mensonge. Platon exige que le territoire de l'Etat ne soit pas trop vaste, et que le nombre de ses habitants ne surpasse pas 5040 citoyens. La population doit, à son avis, appartenir à la même race, parler la même langue et avoir les mêmes croyances.

Non content de cela le philosophe, pour affermir l'unité politique, veut d'un côté assurer aux citoyens une certaine aisance, et de l'autre — mettre obstacle à l'enrichissement des particuliers. Platon considère la distribution de la terre entre les citoyens comme une concession, et il exige que chacun soit bien convaincu que le lot qui lui est concédé appartient à l'Etat aussi bien qu'au citoyen. Toute la ville et son territoire sont divisés en douze parts, desquelles on attribue à chacun des citoyens deux lots : l'un proche de la ville, l'autre éloigné. Les parcelles de meilleure qualité ont une moindre surface; celles qui sont moins bonnes — une plus grande. Cette distribution reste *immuable* et par conséquent la loi, selon Platon, doir établir l'indivisibilité et l'inaliénabilité des lots et fixer l'émigration du superflu de la population. Partant du principe que la vertu est incompatible avec la richesse et que l'honnête homme ne peut être ni trop riche ni trop pauvre, Platon exige une certaine limitation de la fortune; tout ce qui dépasse cette limite doit revenir à l'Etat et aux dieux protecteurs. A ceux qui enfreindront la loi, il faudra infliger des punitions. De même, Platon défend à ses citoyens d'exercer des métiers méprisés, le trafic honteux du bétail, le commerce en général; il fixe des punitions pour tous ceux qui se livreront à des industries lucratives. Enfin Platon conseille de laisser toutes les industries aux étrangers, de désigner celles qui peuvent être

permises, et enfin de fixer un bénéfice modique aux commerçants.

La règlementation sévère à laquelle Platon soumet l'organisation économique embrasse aussi les autres branches de la vie sociale et privée. Le législateur établit des règles pour le mariage, la naissance et l'éducation des enfants des deux sexes, il surveille l'homme depuis la jeunesse jusqu'à la vieillesse, il l'instruit et il détermine ce qui est honnête et ce qui est honteux dans chaque cas donné.

Ainsi, ce n'est pas l'autonomie, la volonté libre, qui est le moteur principal de l'activité humaine dans l'Etat de Platon, mais c'est la loi, agissant par contrainte, qui indique constamment ce qu'il faut faire et qui punit en même temps les transgresseurs.

Aristote s'éloigne, dans sa politique, de l'idéal platonicien, mais lui aussi subordonne sans condition l'individu à l'Etat. D'après lui, le territoire de l'Etat doit être suffisant pour procurer aux citoyens un bien-être modéré. La situation au bord de la mer et de bonnes voies de communication sont nécessaires pour faciliter les rapports avec l'extérieur. Les forêts, les industries minières et la moitié de la terre sont laissées à l'Etat ; le reste de la terre est réparti entre les citoyens, à raison de deux lots par tête, l'un dans une partie limitrophe de la ville, et l'autre dans une partie éloignée. Le nombre des citoyens ne doit pas être grand, afin qu'ils puissent se connaître les uns les autres. Il est défendu aux citoyens de s'occuper de travaux manuels et d'entrer au service d'autrui. Les classes industrielles ne doivent pas posséder de droits politiques; la culture de la terre est imposée aux esclaves, le commerce et l'industrie sont abandonnés aux alliés non grecs ; il n'est laissé aux citoyens que la surveillance des travaux ; leur vocation réelle c'est la vie publique. A l'encontre de Platon, Aristote attribue une importance particulière à la famille et à la propriété.

Dans l'appréciation des doctrines de Platon et d'Aristote il ne faut pas oublier que l'idéal grec se rapportait à de petites répu-

bliques, ayant une classe privilégiée peu nombreuse qui vivait aux dépens d'esclaves et d'une population asservie. Considérer ces doctrines au point de vue de l'Etat contemporain — ce serait oublier l'énorme distance qui sépare le présent des cadres de la vie politique dans lesquels était enfermée la société grecque.

Quant aux Romains, leurs idées économiques se sont exprimées non pas dans des constructions théoriques de politique économique, mais dans le droit.

CHAPITRE III

LA LITTÉRATURE ÉCONOMIQUE DES PEUPLES MODERNES DE L'EUROPE JUSQU'A LA MOITIÉ DU XVIIIme SIÈCLE[1].

En examinant l'ensemble des productions littéraires dans le domaine de l'économie politique depuis le XVIme siècle jusqu'à la moitié du XVIIIme, on ne peut manquer d'arriver à la conviction que tout en conservant une même direction prédominante, elles ont eu au début un caractère distinct chez les Allemands, chez les Italiens, chez les Français et chez les Anglais.

En Allemagne, l'économie politique apparaît sous la forme de la *caméralistique* qui embrasse la police, le commerce, les finances, la sylviculture, l'agriculture, l'industrie des mines, etc. La direction *camérale* a été déterminée en Allemagne par les rapports

[1] Sources : 1) ROSCHER. *Zur Geschichte der englischen Volkswirthschaftslehre* (1851-52). — 2) Le même. *Geschichte der Nationalœconomie in Deutschland* (1874). — 3) *Zeitschrift für die gesammte Staatswissenschaft* (1854, 3-4). — 4) PECCHIO. *Histoire de l'économie politique en Italie*, traduite par Gallois. — 5) Collection des économistes : *Economistes financiers au XVIIIme siecle.*

spéciaux existant entre le pouvoir public et les classes privilégiées indépendantes. Comme le pouvoir ne pouvait pas frapper d'impôts à volonté ces dernières, il lui fallut chercher l'augmentation des revenus dans une bonne administration des biens de l'Etat (Kammergüter) et dans l'établissement du droit exclusif de l'Etat de s'occuper de certaines branches de l'industrie. Tout cela fit naître le besoin d'une administration connaissant la technologie, la sylviculture, l'agriculture, etc., et aussi la partie appliquée de l'économie politique. De là est née la caméralistique (Kammeralwissenschaft) code de règles résultant des droits étendus du Trésor et de la limitation de l'activité privée par l'activité économique de l'Etat en vue du bien-être national et de l'intérêt du gouvernement, de la conservation des bonnes mœurs, de l'ordre public, etc.

Les premiers essais de littérature politico-économique en Italie furent provoqués par des besoins pratiques. La diversité des systèmes monétaires, la hausse et la baisse artificielles de la valeur de la monnaie métallique, eurent pour effet l'apparition d'un grand nombre d'ouvrages sur la monnaie ; mais, grâce à l'absence d'unité politique et à l'antagonisme croissant de la science et de la vie, les recherches politico-économiques y ont pris plus tard un caractère principalement philosophique. Les savants Italiens, après des spéculations sur la nature de la monnaie, de la valeur, du crédit et des diverses espèces de commerce, où ils donnaient, cela va sans dire, la préférence au commerce actif sur le commerce passif, à l'exportation des produits manufacturés sur celle des produits agricoles, — ont passé aux idées de l'école physiocratique, même avant l'apparition de la doctrine de Quesnay.

En France, les premiers ouvrages politico-économiques furent surtout consacrés aux finances, à la critique des impôts existants, à l'examen de leur influence sur l'économie de l'Etat, à la création de nouveaux systèmes financiers. Vauban, dans son *Projet d'une dîme royale* dépeint la triste situation des classes imposables. Boisguillebert, en attribuant aussi l'appauvrissement de la France au mauvais système des impôts et en réclamant leur ré-

forme, démontre que la richesse ne dépend point de la quantité de la monnaie, mais du maintien de l'harmonie et de la mutualité dans la société. La nature conduit elle-même à ce résultat, « pourvu qu'on la laisse faire » et que l'intervention de l'Etat dans l'industrie ait pour but la protection et la défense de tout le monde contre la violence.

En Angleterre, la littérature politico-économique se distingue par une diversité extraordinaire. Elle débute par l'Utopie de Thomas Morus, et embrasse ensuite toute une série de recherches : sur la composition de la population au point de vue de l'économie de l'Etat, sur les colonies, sur les compagnies commerciales, sur les moyens de développer les différentes branches de l'industrie, sur les banques, la balance du commerce, la monnaie, la valeur, sur les causes du taux élevé de l'intérêt et les moyens de le réduire. Cette richesse remarquable de la littérature s'explique par la part active que les savants anglais prenaient à la solution des questions pratiques, soulevées par l'initiative privée, qui caractérise la race anglo-saxonne.

Raleigh examine les éléments de la population au point de vue de l'économie de l'Etat, et dit que la société se compose de trois classes : 1° ceux qui vivent de leur travail et donnent la meilleure partie de leur récolte aux fainéants; 2° les marchands qui enrichissent le pays; 3° la classe supérieure — *gentry*, qui est gardienne du bon ordre dans l'Etat. D'après Harrington la distribution de la propriété foncière entraîne le mode de gouvernement d'un pays. Il trouve l'absolutisme là où tout le sol appartient à un seul, la monarchie tempérée là où il appartient à un petit nombre, et la démocratie là où le peuple participe à la possession de la terre. Les changements apportés à la distribution de la propriété foncière, en maintenant les anciennes formes de gouvernement, sont, à son avis, la cause des révolutions politiques. Les études sur la population et les colonies forment une grande partie de la littérature économique anglaise. Ceux qui redoutaient un trop grand accroissement de la population étaient

des champions zélés de la colonisation; mais, dans la création des colonies, ils avaient surtout en vue l'importation des matériaux bruts à bon marché, ainsi que l'exportation des produits manufacturés, et ne songeaient pas à se procurer de l'or. Leurs adversaires démontraient par contre que l'accroissement de la population contribue à la prospérité et à la richesse du pays. Child et Petty, écrivains du XVIIme siècle, rappellent à cet égard Bastiat et Carey. Ils furent aussi les défenseurs de l'établissement d'un taux d'intérêt peu élevé (Child exigeait que cette réduction fut imposée par la force de la loi). Certains écrivains anglais, prenant pour exemple la Hollande, conseillaient la création de banques et l'institution de droits protecteurs (Yarranton). Au XVIIIme siècle commence à se dessiner plus nettement la direction mercantiliste, mais la liberté commerciale conservait néanmoins de zélés défenseurs.

CHAPITRE IV

LE SYSTÈME MERCANTILE [1].

Le système mercantile a eu une énorme importance pratique et des représentants nombreux dans la littérature. Du reste il est certain que ce système n'a pas été élaboré sous une forme scientifique, comme un tout harmonisé, comme une doctrine exposée dans toute sa plénitude dans un traité quelconque.

[1] Les sources sont, outre celles citées à la page 3 : 1) RAU. *Lehrbuch der pol. Œconomie.* 1 vol. — 2) A. SMITH. 3) *Economistes financiers au XVIIIme siècle.* — 4) HORN. *L'économie politique avant les Physiocrates.* 1867. — 5) DU PUYSODE. — 6) *Handwörterbuch der Staatswissenschaften. Merkantilsystem.*

Dans le mercantilisme il est nécessaire d'examiner surtout ses idées fondamentales sur la richesse et sur l'organisation économiques.

Relativement à la richesse, il faut distinguer le mercantilisme pratique du mercantilisme scientifique.

Le mercantilisme pratique, qui considère la monnaie comme le facteur essentiel de la richesse nationale, comme une marchandise non destructible par l'usage, et au moyen de laquelle on peut tout acheter, suppose que l'Etat s'enrichit, de même qu'un particulier, par l'acquisition d'une quantité plus grande de monnaie.

On peut répondre à cela que la monnaie ne satisfait pas à un besoin particulier, mais social : sa destination est de servir d'instrument dans les transactions, d'intermédiaire dans l'échange ; seule, elle ne suffit pas pour mettre en circulation les marchandises. Puis il est nécessaire, pour faire l'acquisition des marchandises au moyen de la monnaie, que ces marchandises soient déjà produites. Par conséquent la production présente une source inépuisable de richesse, tandis que la monnaie, une fois dépensée, doit être de nouveau acquise par l'activité économique ou par les produits de cette activité. L'acquisition et l'accumulation de la monnaie au prix de grands sacrifices matériels n'a pas de sens ; car, pour la circulation des marchandises, pour l'échange, une petite quantité de monnaie peut servir aussi bien qu'une quantité considérable. On peut même affirmer que moins on dépense pour la monnaie, comme instrument d'échange, plus la nation épargne de force et de moyens pour la satisfaction de ses besoins.

Le mercantilisme scientifique attribue une valeur non seulement à la monnaie métallique mais à la monnaie en général, et, tout en ne la considérant pas comme la richesse par excellence, cette doctrine suppose que l'augmentation de la quantité de monnaie est nécessaire pour augmenter la vitesse de la circulation, parce qu'avec une circulation rapide, il se crée de nouvelles richesses. D'après Jean Bodin 1 million, passant 20 fois dans la circulation

rend le même service que vingt millions qui n'auraient fait qu'un seul tour; mais, comme la même monnaie ne peut pas circuler en même temps dans deux endroits différents, il faut, pour stimuler la circulation, augmenter la quantité de monnaie métallique et, à défaut de celle-ci, mettre en circulation le crédit (Law).

Sur ce point il est à remarquer qu'une circulation rapide de l'argent contribue autant à l'accélération de la production qu'à celle de la consommation. Tout dépend de la destination de l'argent. Les mercantilistes ont pris dans cette circonstance l'effet pour la cause : la circulation rapide de l'argent pour la cause de la production accélérée, tandis que parfois c'est le contraire qui a lieu.

Quant à l'opinion des mercantilistes sur l'organisation économique de la société, les intérêts privés devraient — selon les idées dominantes de l'époque — être subordonnés sans restriction à l'intérêt de l'Etat, et, comme les intérêts privés ne coïncident pas avec les intérêts sociaux, ils doivent être sacrifiés à ces derniers. De là provient le droit absolu de l'Etat de contraindre au travail et d'organiser tout l'ordre économique de la société, non pas en vue du bien de tout le monde et de chacun en particulier, mais pour procurer à l'Etat la prépondérance sur ses voisins. Avec tout cela, le mercantilisme a son côté humanitaire : en soumettant tout l'ordre économique à l'Etat, il maîtrise l'arbitraire du monopole et de la force, celui du féodalisme dans l'agriculture, celui des corporations dans l'industrie manufacturière. Il s'élève de l'idée étroite d'une association privilégiée à la conception plus large, — de l'Etat, de la nation, qui forme le passage à l'idée de cité universelle, — Weltbürgerthum (Marlo).

Ce qui précède explique l'ensemble des institutions économiques qui s'étaient formées à l'époque du mercantilisme, et qui constituaient l'objet principal des études de ce temps.

L'interdiction d'exporter la monnaie, et l'extraction des métaux précieux, même avec des frais excédant l'avantage de la production, se présentaient comme les moyens les plus faciles pour s'approvisionner d'or et d'argent; mais lorsque T. Mun eut

démontré que l'or exporté, en servant pour les achats et les ventes à l'étranger, rentre dans le pays avec un excédant de valeur, et qu'on se fut convaincu que les pertes dans l'exploitation des mines ne sont compensées par rien, on se tourna vers d'autres mesures. Ces mesures avaient en vue de stimuler la production intérieure (principalement des objets destinés à l'exportation), et de procurer à l'Etat la prépondérance dans le commerce extérieur, au moyen d'une balance du commerce favorable, c'est-à-dire d'un rapport entre l'importation et l'exportation calculé de façon que le prix des marchandises exportées fût supérieur au prix des marchandises importées et que l'étranger fût obligé de payer la différence en monnaie.

Conformément à ces vues, on considéra comme nécessaire ce qui suit :

a) Pour activer la production à l'intérieur de l'Etat : 1° se préoccuper de l'accroissement de la population et de la diminution du nombre des oisifs; 2° exiger des produits manufacturés certaines dimensions, qualités et marques etc., déterminées, sous menace de peines sévères; 3° favoriser l'instruction technique du peuple et diriger les entreprises industrielles.

b) Pour activer l'exportation et obtenir une balance du commerce favorable: 1° établir des droits de douane, afin d'entraver l'importation des produits manufacturés étrangers et de faciliter l'entrée du dehors des matières brutes et par contre afin d'encourager l'exportation des produits manufacturés et de prohiber celle des matières brutes; ce système devait, selon les mercantilistes, augmenter le chiffre de l'exportation, diminuer celui de l'importation et amener le payement de la différence en espèces; 2° conclure des traités de commerce pour faciliter la vente des marchandises; 3° fonder des colonies en assurant un débouché pour les produits de la métropole, en même temps qu'un marché pour l'achat des matières brutes à un prix avantageux; le commerce avec les colonies devait être de préférence monopolisé, c'est-à-dire que le droit exclusif du commerce avec les colonies devait

appartenir à la métropole et dans celle-ci exclusivement à une corporation privilégiée de marchands; 4° créer des compagnies privilégiées de commerce; 5° stimuler l'activité du commerce maritime (Acte de Navigation). Toutes ces mesures sont analysées en détail par A. Smith dans le 4me livre de ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*.

De tous les écrivains de ce temps chez lesquels la direction mercantiliste apparaît nettement, c'est l'auteur des *Considérations sur le numéraire et le commerce*, et de différents mémoires, John Law, le célèbre financier de la France au commencement du XVIIIme siècle, qui mérite une attention spéciale. Dans le *Système de Law*, la tendance politico-économique des XVIIme et XVIIIme siècles a atteint son plus haut point de développement. C'est l'Etat qui devient le moteur de l'activité économique, et non pas les particuliers et leurs intérêts: l'Etat accorde le crédit aux particuliers et non pas les particuliers à l'Etat; l'Etat peut remplacer une monnaie par une autre; les particuliers commettent un crime politique en retenant chez eux l'argent qui est destiné à la circulation. Dans le *Système* tout le commerce colonial reçoit une organisation politique. En un mot, la doctrine de Law représente, en théorie et en pratique, la complète absorption des intérêts de l'individu par ceux de l'Etat, vis-à-vis desquels les particuliers se trouvent être dénués de tout droit.

Le mercantilisme a eu des représentants en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en France, en Russie, etc. Ses traces se sont conservées jusqu'à présent non seulement dans la doctrine protectionniste, mais encore dans les systèmes politico-économiques qui élargissent outre mesure la participation de l'Etat dans le domaine de l'économie nationale.

Néanmoins, longtemps avant que les idées de libre commerce eussent été développées par les physiocrates et par A. Smith, avait déjà paru un discours de Dudley North sur le commerce (North, *Discourse upon trade* 1691). North, en reconnaissant la solidarité de toutes les nations, démontrait qu'il ne peut y

avoir dans un Etat ni trop, ni trop peu de monnaie, et il se posait en champion zélé de la liberté industrielle illimitée.

CHAPITRE V

LE SYSTÈME DES PHYSIOCRATES[1].

La physiocratie constitue un premier essai pour représenter dans leur ensemble tous les phénomènes économiques. Le fondateur de cette doctrine fut un médecin de Louis XV, François Quesnay. Du reste l'idée de la physiocratie n'appartient pas à Quesnay seul, mais elle est l'œuvre de son temps.

Selon la doctrine de Quesnay, expliquée par Dupont de Nemours, la physiocratie embrasse la connaissance du *droit naturel*, qui s'étend à tout ce que l'homme acquiert par son propre travail; de l'*ordre naturel*, c'est-à-dire de l'organisation donnée au monde par Dieu, et des *lois naturelles*, sur la base desquelles tout se fait selon l'ordre naturel, et qui constituent le fondement du droit positif. De là trois parties dans la doctrine de Quesnay: le « Droit naturel, » le « Tableau économique » qui envisage l'ordre naturel dans la société, et les « Maximes générales du gouvernement économique » qui traitent des principes du droit positif extraits de la connaissance des lois naturelles.

[1] Sources : 1) Collection des économistes. *Les Physiocrates.* (Œuvres de Turgot. — 2) Heismann. *Les principes essentiels de la doctrine physiocratique.* Kieff. 1849. — 3) Kellner. *Zur Geschichte des Physiocratismus.* 1847. — 4) Batbie. *Turgot.* 1861. Comp. la littérature détaillée chez Rau et chez Kautz. La doctrine des physiocrates est exposée en traits généraux dans les ouvrages indiqués dans le chapitre précédent. Il existe aussi un article interessant de Daire dans la *Col. des Ec.* — 5) Du Puynode. *Etudes sur les principaux economistes.* 1868.

Selon la doctrine de Quesnay, pour autant qu'elle touche à l'économie sociale, la nature seule est productrice, ou, comme l'a dit Dupont de Nemours dans une lettre à Say: Dieu seul est producteur. L'agriculture seule augmente la richesse nationale, car non seulement elle compense les frais de la production, mais elle donne encore un produit net. L'industrie manufacturière, le commerce, l'armée, les fonctionnaires, les savants ne produisent rien. Si les produits des fabriques ont une valeur plus grande, c'est parce que dans la transformation des matières premières ils utilisent les produits de l'agriculture.

De cette thèse fondamentale de Quesnay découle ce qui suit:

1. La division de tous les habitants de l'Etat en trois classes:

a) Les agriculteurs — la classe productrice qui fait « les avances primitives et les avances annuelles, » et qui non seulement rentre dans les avances faites, mais obtient en sus un produit net qui va aux propriétaires fonciers. Les agriculteurs abandonnent en outre à la classe improductive une partie des matières brutes en échange de produits manufacturés.

b) Les propriétaires fonciers qui reçoivent le produit net et font les « avances foncières » pour le défrichement du sol. C'est la classe dont la société peut disposer (classe disponible). Les propriétaires abandonnent une partie du produit net à la classe des agriculteurs — en échange des moyens d'existence, et une autre partie à la classe stérile — en échange de la matière première manufacturée.

c) La classe « stérile » qui ne produit rien — les manufacturiers, les marchands, les fonctionnaires, les savants, l'armée, etc. Ils obtiennent de la classe productrice une partie de la matière brute pour la transformation industrielle, ainsi que les moyens d'existence, et des propriétaires ils reçoivent une partie du revenu net, en échange des objets manufacturés.

A cette division de la population en classes correspond aussi, dans l'idée des physiocrates, la distribution de la richesse nationale.

2. La liberté illimitée de l'industrie, — exprimée dans la formule « laissez faire, laissez passer. » La liberté commerciale est nécessaire, selon les physiocrates, pour que les produits agricoles aient un débouché lucratif et pour que la concurrence puisse abaisser le prix des produits manufacturés. Bien que les physiocrates se fassent les champions de la liberté industrielle illimitée, ils exigent néanmoins des encouragements en faveur de l'agriculture, de la culture de la terre en grand, la coopération de l'Etat pour l'établissement des voies de communication, et spécialement la sauvegarde des droits de propriété. (Voyez QUESNAY. *Maximes générales du gouvernement économique.*)

3. L'impôt unique, — pesant sur les propriétaires fonciers. Puisque eux seuls retirent un revenu net, ils doivent être seuls à payer tous les impôts. C'est aussi dans l'intérêt des contribuables eux-mêmes, car les impôts levés sur les autres classes retombent finalement sur les propriétaires fonciers, accrus en sus des intérêts. Les impôts doivent forcément retomber sur les propriétaires fonciers parce que le produit net constitue la source unique dont les impôts peuvent être payés.

On peut encore ajouter à ces conclusions, tirées de la théorie fondamentale des physiocrates sur la production, les thèses suivantes :

a) Le revenu est proportionnel à la valeur (« telle est la valeur vénale, tel est le revenu ») ; l'abondance avec des prix bas n'est pas la richesse ; la faim avec la cherté, est la misère ; l'abondance avec des prix élevés, c'est le bien-être.

b) Les profits du commerce étranger dépendent non pas de la quantité d'argent importé ou exporté, mais de la qualité des articles importés ou exportés.

c) Les Etats doivent éviter de faire des emprunts.

L'erreur fondamentale des physiocrates est leur fausse conception de la production et de la richesse. La production consiste non pas dans la création de la matière « qui a existé de tout temps » mais dans la transformation de cette matière, dans son

adaptation aux besoins de l'homme et dans les services personnels que les hommes se rendent mutuellement. La production est l'affaire non seulement de la nature, mais aussi de l'homme qui, au moyen des forces naturelles et du capital accumulé, transforme la composition intérieure et la forme extérieure des objets, aussi bien dans l'agriculture que dans les manufactures, et qui facilite par des services personnels le travail d'autrui. Say a très heureusement comparé l'action de la nature dans l'agriculture à celle des machines dans la manufacture. Par conséquent reléguer les manufacturiers dans la classe stérile de la société est une idée erronée, même prise au point de vue des physiocrates.

En considérant la richesse comme l'abondance des moyens qui servent à satisfaire aux besoins, il est impossible de ne pas remarquer que la richesse ne peut aucunement consister dans les seuls produits de l'agriculture.

Ainsi tombe également la conclusion financière des physiocrates. Puisque ce ne sont pas les propriétaires fonciers seuls qui touchent un revenu net, mais aussi toutes les personnes qui recouvrent avec un excédent les frais de leur production, il en résulte qu'un impôt unique sur la propriété foncière ruinerait la branche d'industrie à laquelle les physiocrates attribuent le plus d'importance.

La liberté illimitée de l'industrie — « laissez faire, laissez passer » — théorie exactement contraire à la tendance du réglementarisme mercantiliste, a beaucoup contribué à l'émancipation des intérêts privés, entravés par l'organisation corporative et privilégiée des métiers et par les limitations du commerce intérieur et extérieur. Mais la liberté laissée aux intérêts privés n'assure pas encore, à elle seule, les meilleures conditions dans l'ordre économique : les intérêts privés peuvent entrer en conflit et le fort peut opprimer le faible.

L'idéal de l'organisation économique, selon les physiocrates, est un Etat monarchique, avec une riche aristocratie, une agriculture florissante et une population agricole prospère. « Pauvres

paysans — pauvre royaume ; pauvre royaume — pauvre souverain[1] » — telle est la conception fondamentale des physiocrates, conception qui assigne comme tâche principale à l'Etat de sauvegarder les droits de propriété des particuliers et une liberté raisonnable pour ceux-ci. Ces idées ont procuré aux physiocrates des partisans et des adhérents parmi les monarques et les hommes d'Etat de la fin du XVIIIme siècle. Joseph II, Léopold, Grand-duc de Toscane, le Grand-duc de Bade, les ministres Pombal en Portugal, Turgot en France, furent de chauds partisans de la nouvelle doctrine. La physiocratie, fondée par Quesnay, forma une école fermée. Les disciples de Quesnay : Dupont de Nemours, Mercier de la Rivière, Bodeau, Le Trosne, Gournay, — en développant la doctrine du fondateur de l'école, n'ont différé que dans les détails. Turgot seul est parvenu à faire progresser la science de l'économie politique. Ses *Considérations sur la formation et sur la distribution des richesses* sont le premier traité systématique qui annonce à beaucoup d'égards le système postérieur d'Adam Smith.

CHAPITRE VI

ADAM SMITH ET SES DISCIPLES

1. *Adam Smith*[2].

On trouve dans les ouvrages de Turgot et aussi dans ceux de North, de Hume, de Verri et d'autres, plusieurs des thèses développées par A. Smith ; c'est à ce dernier néanmoins qu'appartient l'honneur d'avoir fondé la science de l'Economie politique.

[1] Epigraphe du « Tableau Economique. »

[2] Sources : SMITH (Adam). *Inquiry into the nature and causes of the wealth of nations 1776.* Il en existe une traduction russe, ré-

Adam Smith, né en Ecosse, acquit de la notoriété comme professeur à l'université d'Edimbourg et comme auteur de la *Théorie des sentiments moraux*. En 1763 il quitta l'université et partit avec le duc Buccleuch pour la France où il se rapprocha des physiocrates. De retour en Ecosse, il publia en 1776 ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, qui lui attirèrent une gloire éclatante.

L'ouvrage de Smith se compose d'une Introduction et de 5 livres.

Dans l'Introduction sont exposés le plan de tout l'ouvrage et la thèse fondamentale, exprimée en ces termes : « Le travail annuel d'un peuple est la source première qui lui procure toutes les choses nécessaires et qui servent au confort de la vie. Ces choses sont produites directement par le travail ou achetées à d'autres nations au moyen des produits du travail. » Ainsi Adam Smith comprend sous le nom de richesse la totalité des moyens matériels qui servent à satisfaire les besoins de l'homme, et considère le travail humain comme la source de la richesse. L'augmentation de la richesse dépend, selon Smith, de la quantité de travail effectué pour la production, ainsi que de l'art, de l'habileté, du savoir-faire que les ouvriers acquièrent par la division du travail.

C'est par un chapitre sur la division du travail que Smith commence son premier livre ; puis il passe à l'échange qu'il considère comme le développement de l'inclination naturelle de l'homme pour ce genre de transactions. Dans l'échange il est nécessaire de définir la valeur de la chose échangeable. En distin-

digée par M. Bibikoff. La meilleure des traductions, quoique pas absolument exacte, est celle de Garnier, revue par Blanqui dans la Collection des économistes. Voir l'appréciation de Smith par Bruno Hildebrand, et par Du Puynode dans les *Etudes sur les principaux économistes*. — CIECHANOWESKI. *L'importance d'Adam Smith*. Kieff 1859. La liste détaillée des disciples de Smith se trouve chez Rau, Kautz et autres.

guant la valeur d'usage (value in use) de la valeur d'échange (value in exchange), Smith se donne pour tâche de définir : *a)* la vraie mesure de la valeur d'échange, ou la *valeur réelle* des marchandises ; *b)* les facteurs de la valeur réelle ; *c)* les causes qui rehaussent ou rabaissent un ou tous les facteurs de la valeur réelle par rapport à la valeur naturelle.

Puisque tous les produits s'acquièrent par le travail, la valeur d'une chose pour son propriétaire est égale à la quantité de travail qui peut être achetée par ce produit. La valeur réelle de tout produit, ou ce qu'une chose vaut pour celui qui désire l'avoir, c'est le travail qu'il doit employer à son acquisition. Ce qu'une chose vaut réellement pour la personne qui l'a acquise ou qui en dispose, ou qui veut l'échanger contre un autre objet, c'est le travail dont elle peut exempter cette personne, ou qu'elle permet d'imposer à d'autres. Ce qui s'achète avec de l'argent ou avec des marchandises s'achète par le travail, tout comme ce que nous acquérons à la sueur de notre front. Le travail fut le premier prix, la première monnaie payée pour toutes choses.

De ces recherches Smith passe à l'examen des facteurs de la valeur réelle.

A l'origine, dit-il, les produits du travail appartenaient exclusivement à l'ouvrier ; mais, après la formation de la propriété foncière et l'apparition des capitaux, la valeur réelle s'est divisée en trois facteurs. Sur la rémunération du travail ont été opérées deux retenues : la rente, servie au propriétaire pour l'usage de la terre, et l'intérêt, payé au capitaliste pour l'usage du capital. Ainsi apparurent les trois parties constitutives du prix réel : le salaire, la rente et l'intérêt (les trois branches du revenu) ; mais le travail en est cependant resté la mesure commune.

Dans chaque localité il existe un chiffre moyen pour le salaire, pour la rente et pour l'intérêt. De ces quantités moyennes se forme la *valeur normale* des produits, que Smith oppose au *prix du marché*, déterminé par le rapport de la demande à l'offre. Les

prix variables sur le marché trouvent dans la valeur normale un centre vers lequel ils gravitent.

Le prix établi par la concurrence s'exprime par la monnaie; mais celle-ci ne constitue pas une mesure exacte des prix. Le prix en monnaie, ou prix nominal, est sujet à des changements par suite de la fluctuation de la valeur, non seulement des produits, mais aussi de la monnaie elle-même, durant une période de temps plus ou moins longue. L'estimation en monnaie satisfait le mieux aux besoins pratiques, car l'estimation en travail présente de grandes difficultés, et les autres produits ne sont pas propres à exprimer la valeur des produits en général (le blé ne peut être pris comme terme de comparaison que pour de longues périodes d'années).

Enfin Smith passe à l'examen des causes dont dépendent les changements des parties constitutives de la valeur réelle, autrement dit : du revenu.

Dans la marche naturelle des choses, la liberté industrielle étant donnée, le salaire devrait correspondre à la difficulté du travail, au temps nécessaire pour apprendre le métier, à la confiance dont doivent jouir les personnes exerçant certaines professions (notaires, médecins, etc.), et l'intérêt devrait s'établir d'une façon plus ou moins uniforme dans les diverses branches du travail. Ensuite Smith remarque que le salaire est bas lorsque l'industrie est peu développée, en décadence ou stationnaire, et qu'il est élevé lorsque la richesse se développe rapidement. Quant au profit, il est élevé chez les peuples arriérés ou qui avancent rapidement, et il est bas dans le cas d'immobilité de la richesse nationale, ou lorsque celle-ci a déjà atteint un développement considérable.

Le rapport normal du salaire et du profit, dans les diverses branches de la production, est troublé par la création des corporations industrielles privilégiées, des guildes, et par des règlements administratifs qui gênent la liberté de mouvement du capital et du travail, le choix des professions et des placements des capitaux.

La théorie de Smith sur la rente foncière est assez confuse. Il suppose que la rente est la conséquence des prix établis. D'après lui, la demande de certains produits est si forte qu'ils donnent toujours une rente ; pour d'autres, la demande est plus faible, et en conséquence parfois ils donnent une rente et d'autres fois ils n'en donnent aucune. Ensuite, en parlant de la rente donnée par l'agriculture, Smith attribue sa provenance à ce que la terre donne non seulement les moyens de nourrir les agriculteurs, mais encore un surplus qui constitue précisément la rente. Enfin, dans l'industrie minière, — dans l'exploitation de la houille, — la rente s'établit, selon Smith, sous l'influence de la situation géographique et de la richesse des mines ; dans l'exploitation du minerai elle s'établit sous l'influence de l'abondance de ce dernier, et dans ce cas la rente est déterminée par le prix des produits des mines les plus riches en métaux et en minéraux.

En résumé, Smith examine les rapports existants entre les trois branches du revenu. La rente et le salaire montent, selon lui, quand l'industrie est dans un état florissant ; le salaire est bas dans l'état stationnaire ou pendant la décadence de l'industrie ; le profit diminue lorsque les capitaux sont abondants et l'industrie florissante, et il croit en cas soit de pénurie de capitaux, soit de décadence de l'industrie, et dans les pays neufs lorsque la demande de capitaux est forte.

En thèse générale, remarque Smith, l'accroissement de la richesse nationale relève la rente autant d'une manière absolue que relativement aux autres revenus ; en même temps le salaire monte, quoique lentement, tandis que le profit diminue. Ainsi ce sont les propriétaires fonciers et les ouvriers qui sont intéressés à l'accroissement de la richesse nationale, mais non pas les capitalistes.

Dans le second livre, Smith parle du capital, de l'argent, des instruments de la circulation fiduciaire et des banques. Il est d'avis que les billets de banque émis doivent représenter chacun une valeur élevée, et servir à remplacer les capitaux commerciaux, qui restent oisifs dans les caisses.

Dans le troisième livre, Smith expose l'ordre naturel dans lequel, selon lui, aurait dû se développer la richesse nationale, et il l'oppose à l'ordre dans lequel la richesse s'est développée dans l'Europe occidentale où l'apparition de l'industrie manufacturière n'a pas été la conséquence de l'accumulation des capitaux dans l'agriculture, mais où, au contraire, l'accumulation des capitaux et le développement de l'industrie manufacturière dans les villes ont provoqué l'essor de l'agriculture. C'est la partie historique de l'œuvre, avec l'exposé des causes économiques de la chute du féodalisme.

Dans le quatrième livre, Smith analyse le système mercantiliste, les institutions et les entreprises qu'il a créées, la politique coloniale, les compagnies commerciales, etc. et il passe ensuite au système des physiocrates. La critique du mercantilisme se distingue par une grande force de logique et un ton acerbe ; la critique de la physiocratie est faible ; Smith se trouvait évidemment lui-même sous l'influence de cette doctrine.

Dans ce quatrième livre, comme dans le premier, dans les parties qui traitent du salaire et du profit, l'auteur développe sa manière de voir sur l'ordre économique. L'intérêt privé et la liberté industrielle forment, selon Smith, la base des rapports économiques normaux. Chaque homme, en travaillant pour lui-même, en s'occupant d'un certain genre d'affaires, n'obtient le maximum d'avantages que lorsque ses produits sont le plus utiles ou le plus nécessaires à la société, par conséquent lorsqu'ils sont le plus recherchés par les autres hommes. Plus un particulier obtient d'avantages de son travail, plus il travaillera et produira. Par conséquent l'activité de chacun, stimulée par l'intérêt personnel, nullement entravée dans ses manifestations, sera le ressort le plus fécond tant pour le producteur que pour le consommateur, ainsi que pour toute la société. Les rapports économiques qui s'établissent sur la libre manifestation des intérêts privés forment l'ordre naturel des choses.

Le cinquième livre est consacré aux finances. Smith y traite

des revenus, des dépenses et du crédit de l'Etat. Dans l'article sur les revenus, parmi lesquels l'auteur range surtout les impôts, sont émises les thèses suivantes :

1. Les impôts doivent être proportionnels au revenu et en frapper également toutes les branches. 2. Les impôts doivent être déterminés, c'est-à-dire que l'époque, le mode et la quantité du paiement doivent être connus de tout le monde. 3. L'époque et le mode de perception doivent offrir la plus grande convenance pour les contribuables. 4. Chaque impôt doit être perçu avec le moins de frais et de pertes possibles, et l'argent recueilli doit rester inactif le moins de temps possible.

Dans la partie relative aux dépenses de l'Etat, Smith parle en détail de l'organisation des forces militaires, de la justice, de l'instruction publique, etc. Ces études contiennent de riches données historiques ainsi qu'une spirituelle critique des institutions anciennes et de celles qui existaient au temps de Smith. L'auteur tâche de laisser dans les finances le plus de place possible à l'activité et à l'initiative privées tout en faisant la part des besoins de l'Etat. Ainsi, par exemple, la création d'écoles supérieures et moyennes devrait, selon lui, être abandonnée aux particuliers, et les écoles élémentaires seulement devraient être l'objet de la sollicitude de l'Etat. Il faut remarquer à cette occasion qu'au XVIIIme siècle le gouvernement, en Angleterre, ne dépensait rien pour l'entretien des écoles populaires.

L'économie politique a fait avec l'ouvrage d'Adam Smith un pas décisif. Ses *Recherches* présentent une exposition complète et systématique de la science, remarquable par l'esprit de suite qui y règne, par la profondeur d'analyse, par la critique spirituelle et acerbe à laquelle l'auteur se livre, et par une richesse exceptionnelle de faits. Smith le premier a démontré l'importance du travail humain en économie politique, il a jeté un jour éclatant sur quelques côtés essentiels de la division du travail et a indiqué la dépendance de la valeur relativement au travail. De même la loi de la concurrence et la théorie des revenus ont été exposées par Smith d'une façon

incomparablement plus précise qu'elles ne l'avaient été par ses prédécesseurs. Mais le mérite principal du célèbre économiste consiste en ce qu'il a anéanti l'autorité de l'école mercantiliste, et qu'en mettant en saillie le principe de la liberté industrielle, il a pris pour point de départ, non pas *les intérêts d'une certaine classe de la population, mais le bien de tous et de chacun*. A cet égard la doctrine de Smith, en accentuant le principe « laissez faire, laissez aller, » et en lui donnant une base plus rationnelle, a eu une énorme influence sur l'organisation du bien-être public. Enfin c'est à Smith que revient le mérite incontestable de la première élaboration scientifique de la théorie des finances.

Après avoir montré les mérites, il faut indiquer aussi les défauts du livre de Smith. Son point de vue sur le travail, comme unique force productrice, comme prix réel du produit, n'est pas exact. La productivité est propre non seulement au travail, mais aussi à la nature et au capital. Smith lui-même s'écarte dans plusieurs passages de ses *Recherches* de sa thèse fondamentale, et parle des « produits annuels de la terre et du travail. » De même, le prix des produits n'est déterminé exclusivement ni par la quantité du travail qu'on peut acheter au moyen de ces produits, ni par celle qui est nécessaire pour les produire : le prix s'établit par le rapport entre l'offre et la demande, sous l'influence de la concurrence entre vendeurs et acheteurs. La demande et l'offre, la concurrence entre demandants et offrants dépendent de causes diverses, entre autres de l'organisation économique de la société et des rapports qui existent entre les producteurs, les consommateurs et leurs intermédiaires. On ne pourrait pas dire non plus que la formation nouvelle de propriété foncière et l'accumulation des capitaux dussent nécessairement diminuer le salaire de l'ouvrier ; au contraire, le salaire peut s'élever de pair avec la croissance du capital et avec l'extension de la propriété, parce que le capital et la propriété communiquent au travail une productivité plus grande, et lui facilitent l'utilisation des forces gratuites de la nature. Les idées de Smith sur la rente sont assez

instables, comme on le voit par son exposé de sa doctrine sur ce point, quoique la théorie de la rente soit indubitablement prise dans la vie elle-même. Le défaut d'une conclusion générale s'explique par le fait que Smith n'a pas été de force à généraliser les faits recueillis et étudiés par lui, mais s'est borné à présenter seulement l'explication de cas particuliers qui se sont produits dans des conditions qu'on ne peut pas regarder comme permanentes. Les rapports qu'il établit entre les divers revenus : le salaire, le profit et la rente, — ne peuvent, non plus, soutenir la critique, à cause de son opinion erronée sur le salaire. Quant aux opinions de Smith sur l'organisation économique de la société, on ne peut pas dire qu'il ait été constamment fidèle au principe d'absolue liberté industrielle (spécialement dans les parties qui traitent de l'industrie agricole et des banques). Enfin, en prenant la libre manifestation des intérêts privés comme base de l'ordre naturel, Smith ne donne pas toujours l'importance voulue au développement historique des rapports économiques, et il ne considère pas toujours avec justesse les lois et les institutions qui déterminent les règles de l'ordre économique. Quoique l'élément historique occupe dans son œuvre une place éminente, Smith oppose partout au développement historique une marche de choses idéale, naturelle selon sa conception personnelle.

2. *Les disciples d'Adam Smith*[1].

L'ouvrage d'Adam Smith est devenu le fondement sur lequel a été édifiée l'école économique qui développa les principes de la liberté de l'industrie et de l'intérêt privé.

En Angleterre, les représentants de la tendance de Smith, —

[1] Sources : 1) MALTHUS. *Essay on the principle of population.* Première édition 1798, seconde 1803. — Du même. *Principles of political economy.* 1820. — 3) RICARDO. *Principles of political economy and taxation.* 1817. — 4) MAC-CULLOCH. *Principles of political economy.* 1825 (pr. édition). — NASSAU, Senior. *Outlines of political economy.* 1836 (première édition). Les quatre premiers ouvrages font partie de la « Collection des Economistes. »

Malthus, Ricardo, Mac-Culloch et Nassau Senior, — donnèrent à leur science un caractère abstrait et déductif (Ricardo en particulier), tout en soumettant à une appréciation critique certaines thèses de Smith, celles principalement qui se rapportent à la théorie de la valeur et du revenu. Indépendamment de cela, divers économistes anglais ont traité des questions spéciales : Malthus — le principe de la population, Ricardo — la question des banques.

Malthus s'acquit une grande renommée par son livre, *Essai sur le principe de la population*. Ses *Principes d'Economie politique* méritent également une sérieuse attention ; c'est une enquête approfondie sur la loi de l'offre et de la demande, comme aussi sur l'emploi qu'on en peut faire pour expliquer les phénomènes de la valeur.

Dans l'*Essai sur le principe de la population,* Malthus pose deux questions, dont, à son avis, dépend le développement de la société :

1. Quelles sont les causes qui arrêtent le progrès de l'homme, ou l'accroissement de son bonheur ?

2. Quelle probabilité y a-t-il qu'on parvienne à écarter entièrement ou en partie les causes qui s'opposent à ce progrès ?

Au nombre des causes qui arrêtent le progrès de l'homme appartient, selon Malthus, l'instinct de reproduction. Si la reproduction ne rencontre pas d'entraves, la population peut doubler tous les 25 ans. Or les moyens de subsistance ne peuvent, de l'avis de l'auteur, s'accroître tous les 25 ans que d'une seule unité. Ainsi la population tend à augmenter dans une progression géométrique, tandis que les moyens de subsistance ne peuvent augmenter que dans une progression arithmétique. Dans les périodes de 25 ans la tendance de la population à l'accroissement s'exprimerait par les chiffres : 1. 2. 4. 8. 16. 32. etc. tandis que l'accroissement possible des moyens de subsistance s'exprimerait par : 1. 2. 3. 4. 5. 6. etc.

L'équilibre entre l'augmentation de la population et les moyens

de subsistance est produit par l'action, soit de causes préventives qui s'opposent à l'accroissement de la population (preventive check), soit de causes destructrices de la population existante (positive check). Dans les premières rentrent la contrainte morale (moral restraint), et les rapports sexuels irréguliers; dans les secondes — les travaux pénibles et malsains, la pauvreté, la mauvaise nourriture, l'air vicié, les maladies, la guerre et la faim. De toutes les causes énumérées, une seule — l'abstention morale avec le mariage tardif — tout en imposant une privation, est compatible avec la dignité de l'homme, qui doit s'y soumettre en sa qualité d'agent moral. De ces idées générales, Malthus passe à la partie positive dans laquelle il fait connaître l'action des causes qui entravent l'accroissement de la population, aussi bien chez les peuples non civilisés et dans le passé, que chez les peuples civilisés de l'Europe contemporaine.

Après avoir tracé de main de maître le tableau du vice, de la misère et des souffrances qui accompagnent le manque de moyens de subsistance, Malthus passe à l'examen des systèmes et des institutions qui, à condition qu'ils fussent appliqués, promettaient à l'homme le bonheur. Selon Malthus, le bien-être que promettaient les systèmes de Wallace, de Condorcet et de Godwin est irréalisable, à cause de la tendance de la population à s'accroître dans une progression géométrique. L'émigration est un palliatif; les lois des pauvres (en Angleterre), auxquelles Malthus consacre un examen détaillé, sont impuissantes, car elles ne peuvent pas accroître les capitaux et les moyens de subsistance : elles ne font que prendre aux uns ce qu'elles donnent aux autres. Enfin, parmi les systèmes de l'économie nationale — agricole, commercial et mixte — ce dernier seul est favorable au bien-être de l'homme, et cependant ce système ne peut pas non plus apporter un secours efficace.

Tout cela amène Malthus à la conclusion qu'il n'y a que l'abstention, comprenant le mariage à un âge plus tardif, qui puisse augmenter tant la somme des jouissances morales de

l'homme que son bien-être — en faisant dépendre l'un et l'autre de la volonté individuelle appelée à diriger les intérêts privés vers le bien-être de l'ensemble — et c'est par cette voie que tout perfectionnement peut être obtenu. Après avoir reconnu cette vérité, les masses verraient que la cause de leurs souffrances gît en elles-mêmes et ne dépend pas des circonstances extérieures.

L'instruction, le développement de la propriété privée qui fait naître des habitudes de travail et d'épargne, et aussi l'organisation des caisses d'épargne, peuvent avant tout contribuer au bien-être des populations. La bienfaisance est indispensable, mais elle doit être privée, non officielle, et avoir un caractère moral. Le système d'assistance publique, organisé en Angleterre par les lois sur les pauvres, trouve en Malthus un censeur impitoyable.

La théorie de la population de Malthus a compté des partisans enthousiastes et des adversaires acharnés. Elle a conservé son importance jusqu'à nos jours; mais tous les essais soit de vérifier la formule des deux progressions — de l'accroissement de la population et des moyens d'existence, — soit de lui apporter une correction, sont restés stériles, attendu qu'ils ne peuvent être basés sur des travaux statistiques exacts. L'essai de Malthus a sa valeur encore de nos jours, comme première étude tendant à démontrer combien le bien-être dépend de l'accroissement de la population et des moyens de production, et comme critique fondée et consciencieuse des institutions par lesquelles on croyait pouvoir conjurer la misère.

Ricardo s'est rendu célèbre par sa théorie de la rente (revenu de la terre), et ce n'est que depuis peu qu'on s'est arrêté davantage à sa théorie de la valeur. Tandis que Smith, considérant la valeur de deux points de vue différents, définissait la valeur réelle d'une chose, pour celui qui veut l'acquérir, par la quantité de travail employé à sa production, et pour celui qui veut l'échanger, par la quantité de travail qu'on peut acheter avec, et tandis que Malthus considérait cette dernière quantité de travail

comme la vraie mesure de la valeur, — Ricardo démontra que la valeur dépend avant tout de la quantité de travail affecté à la production, et déduisit ensuite de la théorie du revenu de la terre (la rente) toute la théorie du revenu. Aussi longtemps que toutes les meilleures terres d'un pays ne seront pas occupées, disait-il, il ne peut y avoir de rente. La rente apparaît lorsqu'on est obligé d'entreprendre la culture des terres moins bonnes (de 2me qualité), ou d'employer plus de capitaux, mais sans accroissement proportionnel de la quantité des produits. Tandis que le blé obtenu sur une terre de seconde qualité à un coût plus considérable ne couvrira que ses frais de production, le blé récolté sur les terres de première qualité avec une quantité moindre de travail, non seulement couvrira ces frais, mais donnera en sus un excédent qui formera la rente. Ainsi, la rente, — comme l'affirmait aussi Smith, — est la conséquence du prix; elle n'entre pas dans les frais de production. Avec l'apparition de la rente, avec l'augmentation de la quantité de travail nécessaire pour obtenir une quantité donnée de produits, la situation des classes ouvrières ne s'améliore nullement, les ouvriers n'obtiennent que les moyens indispensables à la vie; mais, comme on aura besoin de plus de travail, et par conséquent aussi de plus de moyens pour l'entretien des ouvriers, la part qui doit aller à leur rémunération augmentera, tandis que le profit — la seconde partie intégrante des frais de production — diminuera.

Ces idées fondamentales de la doctrine de Ricardo sur le revenu ne sauraient présenter un caractère absolu, parce que, d'après l'auteur, la valeur dépend aussi de la présence, dans la production, de capitaux plus ou moins durables (plus le capital est durable, plus la valeur est faible, parce que la reproduction du capital comporte moins de travail), et que la rente dépend de la qualité des améliorations apportées à l'agriculture, améliorations qui peuvent rendre inutiles soit la culture des terres de qualité inférieure, soit l'emploi d'un capital plus grand pour l'extension de la production, et qui par conséquent doivent diminuer la rente.

La théorie de la rente de Ricardo, qui forme la base de tout son système, reflète dans une mesure frappante, malgré son caractère abstrait, la situation économique de l'Angleterre au commencement de notre siècle, à l'époque des guerres de Napoléon, alors que les prix élevés du blé faisaient penser à cultiver les mauvaises terres, tandis que le bien-être de la population restait stationnaire; mais cette réalité se reflète seulement dans les hypothèses de l'auteur, sans en constituer la base avouée. Les analyses abstraites de Ricardo ne sont pas appuyées par la vérification de ses thèses par des faits. Au lieu de faits nous trouvons presque toujours chez lui des exemples hypothétiques, au lieu de vérités établies par la science — des suppositions. Ces procédés unis à un esprit d'une puissance extraordinaire, expliquent pourquoi Ricardo est considéré comme maître tant par l'école fataliste anglaise (c'est ainsi que Carey appelle les partisans de Ricardo en Angleterre) que par les néo-socialistes, disciples de Lassalle et de Marx (quoique Marx lui-même n'accepte pas les thèses de Ricardo). Les premiers voient dans sa doctrine la théorie de la marche nécessaire et naturelle qui existe dans l'ordre économique; les autres y voient la proclamation de principes qui condamnent cette marche. Pour cette raison déjà il y a un intérêt capital à étudier Ricardo, indépendamment du fait que sa théorie de la valeur, du revenu et spécialement de la rente, soulève des questions dont la solution appartient encore à l'avenir.

En France, les disciples de Smith figurent parmi les vulgarisateurs de cette doctrine. La première place parmi eux appartient à Jean Baptiste Say, l'auteur du *Cours complet d'économie politique pratique*. Say assigne comme tâche à l'économie politique l'exposition des lois de la production, de la distribution et de la consommation de la richesse, et, en conséquence, il subdivise cette science en plusieurs branches. De pair avec ce point de vue il en exprime un autre, d'après lequel l'économie politique doit être une physiologie sociale et embrasser tout le système social. Say, qui compte parmi les plus brillants représentants des principes de

la liberté de l'industrie, eut une influence incontestable sur leur diffusion. Blanqui, plus connu par son *Histoire de l'économie politique* que par ses deux cours — Rossi, un des plus remarquables éclectiques de l'école de Smith, auteur d'un cours professé au Collège de France — Michel Chevalier, qui enseigna l'économie politique après Rossi (il a traité dans ses leçons, d'une façon particulièrement nouvelle, les chapitres des chemins de fer et de la monnaie), ont tous eu sans contredit de l'importance dans leur temps.

En Allemagne, le manuel de Rau, *Lehrbuch der politischen Œconomie*, qui jouissait d'une réputation européenne, peut être aussi en partie classé parmi les œuvres des disciples de Smith. L'école de Smith a eu également des représentants en Italie (Gioja, Scialoja), en Pologne (Scarbec), et en Russie (Storch — *cours*, et J. Tourgueneff — l'auteur de l'*Essai de la théorie des impôts*).

Ainsi Smith fonda, tant dans sa patrie que dans le reste de l'Europe civilisée, toute une école d'économistes pénétrés de ses idées. Il est vrai que peu de ses disciples ont fait avancer la science; mais en revanche leurs travaux scientifiques et leur activité comme professeurs ont exercé une forte influence sur les réformes économiques qui caractérisèrent principalement la première moitié du XIXme siècle. Ces réformes, faites dans le sens du principe de la liberté de l'industrie, se distinguaient par un trait particulier. Smith ne proposait pas un système économique achevé ; son but avait été de libérer l'économie nationale des monopoles et des entraves ; c'est pour cela que les réformes, inspirées par les principes de son système, exigeaient l'étude des faits, la conviction, de la part de la société, de la nécessité de ces réformes, et une grande circonspection chez les réformateurs eux-mêmes. Presque tous les principaux états européens peuvent nommer des hommes d'Etat élevés dans l'école de Smith : la Russie peut citer Speransky et le comte Gourieff, l'Allemagne — Stein, la France — de Malienne ; mais nulle part le terrain ne fut mieux préparé pour les réformes conçues dans cet esprit qu'en Angleterre, pays qui nous

présente une série d'hommes d'Etat remarquables depuis Huskisson jusqu'à Gladstone. Huskisson (1824-1830) commence le premier à défendre résolument la liberté de l'industrie. L'Angleterre lui doit l'abolition des lois qui interdisaient les associations d'ouvriers, l'exportation des machines et des métaux précieux, ainsi que la réforme des lois sur la navigation et les tarifs, dans le sens de la liberté commerciale. Après Huskisson vint Sir Robert Peel qui aborda la carrière ministérielle à l'âge de 22 ans (1809) en qualité d'adjoint du Ministre de l'Intérieur. Indépendamment de sa participation à beaucoup de mesures législatives de premier ordre telles que : l'organisation de la police, la réforme des lois pénales et du système des banques, la reprise des paiements en numéraire en 1819 et l'acte de 1844, l'émancipation des catholiques (1829), — Peel fit passer, en 1845, le tarif libre-échangiste des douanes, et en 1846 (profitant du renchérissement du blé et du mouvement produit par la ligue contre les lois sur les céréales, à la tête de laquelle était Richard Cobden) l'abolition des lois sur les céréales, c'est-à-dire l'abolition de l'impôt douanier sur le blé, qui procurait à l'aristocratie anglaise le monopole du marché intérieur. L'œuvre de Peel a été continuée par Charles Wood (abolition de l'acte de navigation) et surtout par Gladstone, qui acheva la réforme libérale du tarif des douanes.

CHAPITRE VII

LES ADVERSAIRES D'ADAM SMITH

Le système de Smith trouva des contradicteurs peu après son apparition. Cependant la polémique contre la liberté de l'industrie, contre la concurrence illimitée et la prédominance des intérêts

particuliers, ne devint active que vers l'année 1820. Il faut mettre au nombre des antagonistes les plus sérieux de Smith — Sismondi et List.

1. *Sismondi*[1].

Le premier travail de cet écrivain, *De la richesse commerciale,* est le développement des principes de l'école alors en vogue; dans ses travaux postérieurs, les *Nouveaux principes d'économie politique* et les *Etudes sur l'économie politique,* — Sismondi entre dans une voie nouvelle.

Il soutient que la manière dont les économistes (de l'école de Smith) envisagent l'économie politique et la richesse est inexacte; ils n'ont vu dans cette science que la seule théorie de la richesse ou de son accroissement, et ils ont séparé de la sorte la richesse de l'homme, tandis que le vrai but de la science est d'appliquer les principes de l'économie domestique à l'économie de la société.

En oubliant que la richesse est créée pour l'homme, les économistes, dit Sismondi, n'ont pas remarqué que la production peut être surabondante, que, dans la concurrence des intérêts particuliers, les petites entreprises industrielles sont englouties par les grandes, et que les revenus des particuliers baissent ainsi que les épargnes de l'économie privée.

Sismondi développe ces idées comme suit :

Après la fin des guerres de Napoléon, tout le travail, tous les capitaux employés par la guerre se portèrent vers les entreprises industrielles. Soixante ans auparavant il y avait trop peu de travail ; l'offre du travail et du capital ne pouvaient suffire à la demande existante ; il y avait des pauvres, mais chacun était sûr de pouvoir se procurer les moyens de subsistance nécessaires ; tandis que maintenant que toutes les forces économiques se sont

[1] Sources : Simonde de Sismondi. 1) *De la richesse commerciale.* 1803. 2) *Nouveaux principes d'economie politique.* 1819. 3) *Etudes sur l'economie politique.* 1836-1838.

portées vers l'industrie, que grâce à la science et aux machines — l'homme a décuplé sa production, — chaque ville, chaque état regorgent de produits, et le moment est venu de se poser cette question : N'est-il pas temps de s'arrêter, n'avons-nous pas trop de produits ? Les économistes le nient ; ils prétendent que les besoins sont illimités, que la production, en créant de nouveaux objets d'échange, stimule la consommation, attendu que « les produits sont achetés par des produits; » mais tout ce qui a été produit sans pouvoir être consommé est superflu, et constitue une perte pour le peuple.

Un individu cesse de travailler et préfère le repos au labeur, quand la satisfaction de ses besoins est assurée ; dans la société chacun, en poursuivant son but personnel, perd de vue l'intérêt social, et néglige de conformer sa production aux besoins des autres. Obéissant à son intérêt personnel, chacun tâche, à l'aide de la concurrence, de l'emporter sur ses adversaires en produisant à moins de frais et en remplaçant la main d'œuvre par les machines dans les grandes entreprises, qui tuent les entreprises plus petites. Il en résulte que les revenus des classes ouvrières diminuent et que les classes les plus pauvres doivent se contenter d'abord de pain au lieu de viande, puis de pommes de terre au lieu de pain ; le revenu du capital prend un caractère précaire, la petite industrie et l'indépendance économique des classes pauvres disparaissent. Ainsi les revenus deviennent insuffisants pour la consommation des richesses produites.

Pendant ce temps, à mesure que, d'après l'opinion accréditée, la société s'enrichit, les capitaux de réserve diminuent. Le processus de la production s'accélère et les provisions amassées dans les entrepôts et les boutiques causent des pertes, car le revenu dépend de la rapidité de la vente.

Dans ses *Etudes sur l'économie politique,* Sismondi représente avec un talent remarquable la situation actuelle de l'agriculture, de la manufacture, du commerce et du crédit. Il s'attarde avec amour aux formes assez rares d'organisation économique où le

profit du patron-propriétaire, du capitaliste et du maître-ouvrier, coïncide avec les intérêts de l'agriculteur, du fermier et de l'ouvrier. Sismondi étant lui-même tant soit peu idéaliste, oppose à ce tableau radieux le spectacle horrible du règne de la misère et de l'abaissement moral parmi les agriculteurs de la Campagne romaine et de l'Irlande, parmi les ouvriers des grandes fabriques, dans cette décadence générale des industries domestiques et au milieu des crises subies par le commerce et le crédit, qui dévastaient alors l'Europe occidentale.

En s'attaquant à la liberté de l'industrie et de la concurrence, en leur attribuant les misères industrielles de son temps, Sismondi n'exprime pas nettement ses exigences. Il veut de l'ordre dans l'industrie, des liens stables entre les entrepreneurs et les ouvriers, entre les propriétaires fonciers et les agriculteurs ; mais il n'expose nulle part ses idées sur l'organisation du monde économique. Malgré sa sympathie pour le passé, il se rend compte de l'impossibilité de revenir à l'organisation de l'époque mercantile, et il se borne à une critique acerbe de l'organisation contemporaine.

Cette critique coïncidait avec la condamnation, par les socialistes, du régime économique actuel, et il arriva que Sismondi fut rangé parmi les socialistes, tout à fait à tort. Sismondi est conservateur au meilleur sens de ce mot ; il est le défenseur de la propriété, de la famille et des bons vieux usages ; mais en même temps il est le champion d'un idéal social qui n'admet pas que les hommes ne soient que « du bétail engraissé dans ses étables, » — il entend que la vie morale soit accessible à tout être humain.

Passant à la critique des idées émises par Sismondi, on ne peut pas admettre avec lui que l'école de Smith n'ait eu en vue que la théorie de la richesse et de son accroissement, en séparant ainsi la richesse et l'homme ; mais il est parfaitement vrai que les disciples de Smith ne considéraient pas l'application des règles de l'économie domestique à l'économie sociale comme problème de la science. L'école de la liberté de l'industrie pla-

çait le bien-être du peuple au premier plan, et si elle faisait mention de la possibilité que le salaire s'abaissât jusqu'au niveau de ce qui est indispensable à l'existence de l'homme, elle n'élevait pas ce fait (qui est loin d'être général) à la hauteur d'un principe. Comme preuve on peut alléguer non seulement Smith, mais aussi Ricardo, le principal représentant de la théorie appelée fataliste. L'erreur de l'école libérale, en commençant par les physiocrates et en finissant par Bastiat, a été la supposition de l'existence d'un seul ordre économique immuable, préétabli par la Providence, et aussi l'idée que la condition fondamentale pour réaliser cet ordre de choses et le bien-être qui en dépend, réside tout entière dans le libre jeu des intérêts privés. D'après cette école, les maux de la société proviennent principalement des entraves apportées à la libre activité des particuliers ; tandis que dans la réalité, l'organisation économique des sociétés humaines n'est pas une chose tout à fait uniforme ; elle se développe avec les progrès de l'instruction, du bien-être et de la moralité, avec l'extension de l'activité des pouvoirs publics et de l'initiative privée. Une société bien organisée ne présente pas une forme inévitable de rapports privés librement arrangés, ainsi que l'ont cru les disciples de Smith, mais elle est le résultat de l'action commune et ininterrompue du gouvernement et de la nation. Le mérite immense de Sismondi consiste à avoir prouvé jusqu'à l'évidence que tout ne s'arrange pas de soi-même pour le plus grand bien de tout le monde et de chacun en particulier, et qu'on ne peut pas tout attendre de l'activité privée, en limitant jusqu'à l'extrême le rôle du pouvoir social des groupes locaux et même du gouvernement.

En passant des thèses fondamentales de Sismondi à quelques détails contenus dans ses *Nouveaux principes* et ses *Etudes*, il est impossible aussi d'admettre que la situation économique des peuples ait été beaucoup meilleure dans les temps passés (les faits disent le contraire). On ne saurait non plus admettre qu'il existe dans le présent (au temps de Sismondi) trop de travail et

de produits, et que les produits aient dépassé les besoins qui sont limités par leur nature même. Nos besoins, en effet, sont illimités et sont loin d'être satisfaits. Ils sont illimités parce qu'après les besoins physiques se développent les besoins spirituels, et que nos désirs dépassent toujours nos moyens. L'excès de production que l'auteur observait en temps de crises industrielles, provenait d'un arrêt dans la vente, arrêt produit tant par les achats des spéculateurs que par le manque de correspondance entre la production et les revenus, qui se trouvaient être alors insuffisants, non seulement à cause de leur réduction par la concurrence, mais aussi pour d'autres raisons (guerres, lourds impôts, organisation imparfaite de l'industrie, défaut d'instruction, etc.). — Tout ce que Sismondi avance contre la concurrence et contre les machines, comme causes de la réduction du revenu des particuliers, est empreint d'exclusivisme. La concurrence devient pernicieuse lorsque entrent en lutte des forces inégales, d'une part concentrées, protégées par des monopoles, par des privilèges, par un capital énorme, et d'autre part disséminées, privées de tout soutien et toujours menacées dans leur activité. Mais, sans la concurrence, ainsi que Proudhon l'a justement remarqué, il se produirait une énorme déperdition de forces. Le mal est, non pas dans la concurrence, mais dans l'insuffisance des mesures qui doivent en régler le jeu. Il n'est pas douteux qu'une telle régularisation des forces dans la concurrence soit un des problèmes sociaux les plus difficiles ; il est cependant plus soluble que la création d'un ordre social d'où la concurrence aurait été définitivement bannie. Même à notre époque, sans nier le règne de la force et de l'oppression, résultant de la concurrence, on n'est pas fondé à soutenir que la situation des classes ouvrières empire partout, que l'absorption inévitable des petites entreprises par les grandes, l'emploi des machines et des forces naturelles qui augmente le bon marché de la production, amènent nécessairement la destruction de l'indépendance économique des ouvriers et la réduction de leur salaire,

car des ententes entre les ouvriers et les patrons sont possibles. Quant à la productivité et à la rémunération du travail, elles croissent avec l'application des forces naturelles.

Sismondi se met enfin en contradiction avec lui-même. Il affirme d'une part que la production est trop forte, et de l'autre il se plaint de la diminution des approvisionnements, — fait réel et dans lequel on ne doit voir que la diminution des capitaux morts, improductifs, qui se produit dans l'intérêt du bon marché et de la consommation. Ainsi, sans nier les maux économiques signalés par Sismondi, il faut les attribuer non pas à la surproduction, à l'abondance du travail et du capital, à la concurrence et à la liberté industrielle, aux machines et aux inventions du génie humain, mais à la diversité des conditions sociales et à l'insuffisance des mesures qui ont été prises contre les maux existants. Ce n'est pas par le retour à l'ancien état de choses, par une nouvelle transformation de ce qui existe, qu'on pourra assurer le bien-être public, mais en favorisant la liberté industrielle, l'esprit d'association, le développement de la propriété et l'instruction publique.

2. *List*[1].

De même que Sismondi, List se révolte contre la liberté industrielle et porte surtout son attention sur la concurrence extérieure. Il apparaît dans son *Système d'économie nationale (System der Nationalœconomie)* comme le représentant principal du protectionnisme de la période 1820-1846.

Dans cet ouvrage de polémique, List rejette la doctrine des économistes (il l'appelle théorie de la valeur en opposition à la théorie des forces productrices qu'il développe), ainsi que leurs idées sur la division du travail, et il démontre l'utilité des droits

[1] List. *Gesammelte Schriften*. 1850-1851. Vol. III. : *Das Nationale System der pol. Œconomie*. La meilleure critique de son œuvre se trouve dans Bruno Hildebrand.

protecteurs par le fait qu'ils sont indispensables au développement des manufactures.

Les physiocrates de l'école de Smith ont élaboré, d'après List, l'économie cosmopolite et non l'économie nationale, qui enseigne de quelle façon un Etat peut atteindre, dans certaines conditions données, le bien-être, la civilisation et la puissance. L'*Ecole* (c'est-à-dire les disciples de Smith) parlait de l'état économique idéal, de la paix générale, de l'union des peuples, comme de quelque chose existant déjà, tandis que les peuples sont appelés à préparer cette union par le développement des manufactures et du commerce extérieur.

Comprenant mal leur tâche, les économistes de l'école de Smith n'ont exposé que la théorie de la valeur, ils ont confondu les causes de la richesse avec la richesse elle-même, et sont tombés dans le matérialisme le plus grossier. Ils définissaient l'économie politique : la science de la valeur ou de l'échange ; ils supposaient que les richesses s'accumulent grâce à la division du travail et à l'accroissement des capitaux, et que la production consiste dans la création de la matière ou dans le fait de lui attribuer une valeur. Ils sont arrivés ainsi à la conclusion que l'homme élevant des animaux est producteur, tandis que celui qui élève des hommes ne l'est pas, et ils ont enfin confondu l'homme lui-même avec la richesse : ainsi Cooper estimait qu'un juriste américain vaut 3000 dollars, c'est-à-dire trois fois plus qu'un esclave.

Les économistes de l'école de Smith, poursuit List, ne comprenaient pas qu'à côté des valeurs il existe des forces productrices, qui sont souvent acquises par le sacrifice de valeurs, notamment : le développement physique et spirituel de l'homme, la possibilité pour lui de disposer de sa propre activité, la sécurité dans l'usage de son travail, le respect du travail, de la science et de l'art, le développement harmonique de toutes les branches de l'industrie — de l'agriculture, des manufactures et du commerce, — la puissance de l'Etat.

La division du travail, d'après l'auteur qui nous occupe, a été

considérée d'une façon étroite par les partisans de la liberté industrielle, seulement comme une subdivision du travail en fonctions plus simples, tandis que, de pair avec la division du travail, a lieu une fusion des forces productrices, qui est précisément une des causes principales de la productivité plus grande, car elle donne à chaque agent l'assurance qu'il se trouve à côté de lui d'autres personnes, qui lui sont solidaires par leurs occupations et leurs intérêts.

La division du travail, remarque encore List, commence par la division et par la fusion des fonctions dans une certaine branche de la production, et passe ensuite à la division et à la fusion des diverses branches de l'industrie — forces agricoles, manufacturières et commerciales, — pour arriver enfin à la division et à la fusion des forces spirituelles et matérielles. La division et la fusion les plus complètes du travail ont lieu, selon List, sur le terrain de l'Etat (im Nationalmasstabe); mais elles se propagent plus loin encore et embrassent le monde entier, — ainsi les nations méridionales sont plus aptes à l'agriculture, tandis que les nations de la zone tempérée sont appelées principalement à développer les manufactures.

Sans manufactures, dit List, un Etat ne peut être ni riche, ni civilisé, ni puissant. Leur installation est indispensable ; mais les manufactures ne surgissent pas d'elles-mêmes. Un Etat dans lequel n'existent que les rudiments de l'industrie manufacturière ne peut pas plus lutter avec un pays où les manufactures sont développées, qu'un enfant avec un géant. Voilà pourquoi il faut établir des droits protecteurs sur les produits manufacturés importés de l'étranger, en observant les règles suivantes :

Un Etat exclusivement agricole, ou ayant des manufactures qui ne suffisent pas aux besoins intérieurs, gagne au libre échange. Un Etat qui approvisionne son marché de ses produits industriels ou qui commence à les exporter à l'étranger doit se défendre contre les produits importés du dehors par des droits de 40 à 60 % du prix de ces produits, afin de favoriser l'établissement de manufactures dans le pays même, et par des droits de 20 à 30 % quand

il ne s'agit que de protéger ses manufactures. Lorsque cette protection est insuffisante, il devient inutile de vouloir stimuler la production. Un Etat, comme par exemple l'Angleterre, où l'industrie manufacturière a pris une prééminence décisive, ne peut que gagner à la liberté commerciale.

Telle est, dans ses traits essentiels, la doctrine de List. Pour passer à une appréciation critique de l'*Economie nationale* il faut remarquer que l'auteur voit surtout en elle, non pas un système de vérités théoriques, mais plutôt des indications pratiques visant l'application de quelques principes pour la réalisation de son idéal non seulement économique, mais aussi politique : l'Allemagne unifiée, embrassant presque toute l'Europe centrale. En reprochant à l'école de Smith son cosmopolitisme, List oublie que la vérité n'est jamais une pour une nation et autre pour une autre nation. Les formes de l'organisation sociale ont, sans doute, comme tous les autres phénomènes sociaux, aussi bien un côté humain général, qu'un côté national, et en ce sens elles contiennent ces deux éléments. List, en attaquant les économistes, n'a pas remarqué que ce qu'il appelle le cosmopolitisme de Smith n'est autre chose que le principe général de liberté industrielle, applicable dans tous les pays civilisés, mais à des degrés différents. En accusant l'école de Smith d'exposer la théorie de la valeur et non celle des forces productrices, List s'est opposé avec raison à la fausse conception matérielle de la production, mais il n'a rien expliqué par ses dissertations sur les forces agricoles, manufacturières et commerciales. En effet, que faut-il comprendre sous ce nom ? Si c'est l'activité du travail, du capital et de la nature dans les différentes branches de l'industrie, cette généralisation ne mène à rien et ne fait qu'introduire dans la science de nouveaux termes mal définis. List, avec toute la justesse de sa critique, n'est pas arrivé à la compréhension de ce qui unifie les activités matérielle et spirituelle. Il a émis des idées justes sur la question de la division du travail, mais, en parlant de la réunion des forces productrices et de leur harmonie, il ne s'est rendu clairement compte

ni des modes ni des conditions qui permettront de réaliser cette harmonie. Enfin, en exagérant l'importance des manufactures, List exigeait un système protecteur parce qu'un Etat avec une industrie manufacturière développée l'emporte sur celui qui est moins développé, grâce à l'accumulation des capitaux et à l'instruction technique; mais les capitaux et l'instruction ne peuvent pas être créés par les seuls droits de douane.

Du reste, tout en rejetant une grande partie des idées économiques énoncées par List, il faut lui rendre pleine justice, comme homme public. Sans ressources, sans protection, par la seule force de son génie pratique, List s'est créé une situation sociale en dehors de l'administration, et il a exercé une influence incontestable sur l'unification économique de l'Allemagne, qui lui doit le Zollverein et l'organisation d'un réseau de chemins de fer, — bases essentielles de son unité politique et de son développement industriel dans la seconde moitié du siècle actuel.

CHAPITRE VIII

LA RÉACTION CONTRE L'ÉCOLE DE LA LIBERTÉ INDUSTRIELLE, DE LA PART DU SOCIALISME ET DU COMMUNISME [1].

Introduction.

C'est le *socialisme* qui constitue la réaction principale contre l'école de la liberté industrielle. Le mot socialisme est employé tantôt dans un sens étroit et tantôt dans un sens étendu. Ce der-

[1] Sources : 1) STEIN. *Der Socialismus und Kommunismus des heutigen Frankreichs.* 1842. — 2) Du même. *Geschichte der socialen Bewegung in Frankreich.* 1850. 3 vol. — 3) REYBAUD. *Etudes sur les réfor-*

nier sens embrasse le *socialisme* et le *communisme*. La différence essentielle qui les sépare ne consiste pas dans la conception de l'ordre économique et de ses fondements, mais dans le degré où l'on soutient la communauté de la propriété, de la production et de la consommation. Le communisme pur rejette complètement dans ses systèmes la propriété privée, et professe l'égalité absolue. Le socialisme n'admet la propriété privée que comme exception, comme partie de l'économie générale, et il tâche de concilier le principe de l'égalité avec la reconnaissance des droits des particuliers à une récompense proportionnée à leur travail. En thèse générale, le communisme prend la communauté de la propriété, de la production et de la consommation, comme point de départ, tandis que le socialisme la prend pour but final de l'organisation sociale.

L'idéal de l'un et de l'autre — c'est l'anéantissement, au sein de la société, de la misère, du vice et du crime, un large développement du bien-être national, une plantureuse satisfaction des besoins avec un travail modéré, et l'établissement de l'égalité parmi les hommes. Cette égalité est du reste très différemment comprise, tantôt dans le sens d'un salaire correspondant au mérite du travailleur (socialisme), tantôt dans celui d'une égalité absolue dans le salaire, indépendamment de la participation des individus

mateurs contemporains ou les socialistes modernes. 1840. Les éditions postérieures sont considérablement complétées. — 4) SUDRE. *Histoire du Communisme*. 1850. — 5) *Socialismus und Kommunismus* dans *Staats-Wörterbuch* von BLUNTCHLI und BRATER, l'article de HUBER. — 6) *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*. 1889-94. Les articles : *Socialdemocratie, Socialismus und Kommunismus, Anarchismus, Internationale*, etc. — 7) OTT. *Traité d'économie sociale*. 1892. — 8) TCHITHERINE. *La propriété et l'Etat*. 1882-1883. — 9) GOLOWINE, C. *Le socialisme comme science positive*. 1892. — 10) DE LAVELEYE, Emile. *Le socialisme contemporain*. 9me édition. 1894. — 11) LEROY-BEAULIEU, Paul. *Le collectivisme*. 1885. La littérature du socialisme et du communisme est extremement abondante. On trouvera des indications plus détaillées dans Reybaud et Kautz, et une bibliographie complète dans le livre de Stamhammer : *Bibliographie des Socialismus und Kommunismus*, Jena 1893.

à l'activité économique. A première vue, l'idéal socialiste séduit; non seulement c'est une évocation de l'âge d'or, mais encore il présente quelques traits attrayants; cependant, en y regardant de plus près, il est impossible de ne pas remarquer qu'en promettant beaucoup, il enlève infiniment plus qu'il ne promet, et que sa réalisation suppose des moyens qui sont loin d'être indifférents pour un homme habitué à une vie sociale développée et à la liberté dont celle-ci est le garant. Du reste, au nombre des moyens recommandés par les socialistes modérés, il y en a qui sont déjà depuis longtemps acceptés par les sociétés humaines bien organisées. Tels sont, par exemple, les diverses sociétés, syndicats, artèles [1] ayant pour but la production, l'échange et la consommation. Le socialisme plus radical voit dans le principe même des associations privées un leurre — puisque de pareilles organisations ne sont, à ses yeux, que des palliatifs qui ne mènent pas à la solution de la question sociale.

De ce qui précède, il n'est pas difficile de conclure que le communisme est une idée définie, et le socialisme une idée éminemment élastique. Ce dernier terme est souvent appliqué à tout ce qui porte le caractère d'intérêts communs, quoique, dans cette communion, il puisse ne rien exister qui ébranle les bases actuelles de l'Etat et de la civilisation; d'autres fois il est donné à des mesures qui entament d'un côté ou de l'autre seulement les intérêts privés, et enfin on nomme aussi socialisme les théories communistes les plus extrêmes. L'abus du mot socialisme est chose très ordinaire. Les partisans du libre échange appelaient socialistes les défenseurs des droits protecteurs, par ce motif que la protection s'exerce au détriment des consommateurs, fait dans lequel ils voyaient une violation du droit de propriété. Les conservateurs extrêmes et les féodaux contemporains — fonciers et industriels — appelaient socialistes les financiers qui, dans la pratique et dans la théorie, soutiennent l'idée que les

[1] Type existant en Russie d'artisans associés ayant un fonds commun. (Trad.)

droits et les impôts dans l'économie gouvernementale et locale doivent correspondre aux forces imposables des contribuables, et conseillent en conséquence de dégrever autant que possible ceux qui ne gagnent que le nécessaire pour vivre, et ils appellent aussi socialistes les financiers qui rangent dans les attributions de l'Etat, non seulement la sécurité extérieure et intérieure, mais aussi le maintien du bon ordre public et la satisfaction des besoins généraux dont le coût dépasse les moyens des particuliers, et auxquels le gouvernement peut pourvoir avec plus de succès, par exemple l'organisation des postes, des télégraphes, la construction et l'exploitation des chemins de fer, l'assurance en général et celle de la vie en particulier, etc. Il est évident que l'accusation de socialisme jetée aux protectionnistes ainsi qu'aux savants et aux praticiens qui étendent le cercle de l'activité économique de l'Etat, n'est qu'un procédé de polémique pour effrayer l'opinion publique, une manière de venir à bout de l'adversaire en signalant un danger imaginaire que certaines mesures sont censées présenter pour la société.

Les doctrines du socialisme sont très anciennes. Selon la remarque de Roscher, elles acquièrent surtout de l'importance aux époques où se manifeste une séparation tranchée entre la richesse et la pauvreté, lorsque les rapports économiques deviennent plus compliqués et que, pendant les révolutions sociales, se perd le sentiment de la légalité. C'est ce qui eut lieu en Grèce au temps de la chute des républiques, à Rome durant un siècle et demi avant l'apparition du Christ, dans l'Europe occidentale pendant la période des guerres de la Réformation.

Au XIXme siècle, les causes qui ont le plus contribué à l'éclosion du socialisme sont :

1° la corruption des idées morales et leur confusion avec les idées juridiques, (l'idée du devoir moral chrétien fut considérée par beaucoup de gens comme une obligation juridique, à laquelle correspond le droit des classes les plus pauvres à l'assistance); 2° l'idée, évoquée par des découvertes mécaniques, de la possi-

bilité de réaliser le bien-être universel à l'aide d'une meilleure distribution des revenus; 3° la propagation des idées gréco-romaines sur l'Etat; enfin, 4° l'accroissement de la classe ouvrière, appelée le *quatrième état*. Privée d'un avenir assuré, ayant des besoins plus développés, la classe ouvrière aspire ardemment à un ordre de choses qui lui procure une situation économique mieux assurée.

L'exposition des doctrines socialistes qui va suivre contiendra : 1° l'appréciation critique, par les socialistes, de l'ordre économique actuel et des bases sur lesquelles il est établi (ch. IX); 2° une revue générale des fondements du socialisme et du communisme (ch. X); 3° les utopies sociales et les systèmes de St-Simon, d'Owen, de Louis Blanc et de Lassalle (ch. XI); 4° le socialisme philosophique et critique de Rodbertus, de Proudhon et de Marx (ch. XII); enfin, 5° une notice sur l'état actuel des doctrines socialistes (ch. XIII).

CHAPITRE IX

APPRÉCIATION CRITIQUE PAR LES SOCIALISTES DE L'ORDRE ÉCONOMIQUE ACTUEL ET DES BASES SUR LESQUELLES IL EST ÉTABLI.

Selon les socialistes, la plus grande partie des hommes ne possèdent pas le nécessaire. L'alimentation des ouvriers est insuffisante pour nourrir l'organisme humain : souvent elle ne se compose que de pommes de terre et de pain ; il n'est pas rare que les vêtements ne soient que des haillons; les logements se trouvent soit dans des caves obscures, soit dans des galetas glacés. Sous l'influence

de la faim combinée avec le manque d'abri, la saleté et les haillons, prennent naissance des maladies épidémiques, et l'organisme de l'homme dépérit, écrasé par un lourd travail. La mortalité est deux fois plus considérable dans les quartiers pauvres des grandes villes que dans les quartiers riches. La misère est accompagnée de la dépravation morale ; les enfants, privés d'assistance, d'éducation intellectuelle et religieuse, entrent de bonne heure à l'école de la débauche et du vol. Il n'est donc pas étonnant que les délits et la prostitution, causés par la pauvreté, croissent avec une vitesse effrayante. De 1805 à 1842 le nombre des délits, selon Engels, a plus que septuplé en Angleterre (4,605 à 31,309). Avec le vol et la débauche se développent d'autres vices. Tous ces maux constituent, selon les socialistes, le produit de la civilisation contemporaine, et sont une conséquence de l'organisation économique des sociétés humaines et de leur développement industriel.

Sans nier les faits avancés, il est à remarquer que les socialistes défigurent la réalité : 1° en généralisant les faits, et en concluant du particulier au général ; 2° en altérant le sens des chiffres cités, et 3° en idéalisant le passé.

Tandis qu'ils mettent en lumière la misère des paysans de l'Irlande et des ouvriers dans les grands centres industriels, les socialistes se taisent sur les industries dans lesquelles le salaire est élevé et la situation de l'homme assurée, ainsi que sur le nombre immense des paysans-propriétaires, qui étaient beaucoup moins nombreux dans l'antiquité et au moyen âge.

En signalant l'augmentation des crimes en Angleterre au commencement du XIXme siècle, les socialistes oublient que cette augmentation résulte d'une meilleure organisation de la police, qui, maintenant, laisse rarement passer un crime sans le découvrir, qu'elle résulte aussi de la cessation des guerres et des enrôlements ; et enfin, de l'accroissement de la population. Si l'on prend en considération ces circonstances et les chiffres des années postérieures (1843-1846), on reconnaitra que le nombre des crimes en Angleterre pendant les 25 ans qui se terminent en 1846, non

seulement n'a pas augmenté, mais a même baissé, en regard de l'augmentation de la population.

Enfin la connaissance la plus superficielle de l'état contemporain des sociétés que le progrès industriel n'a pas effleurées, démontre absolument que les pays où la liberté économique a fait le plus de progrès jouissent maintenant d'un bien-être beaucoup plus grand qu'auparavant. Les données statistiques dont la science dispose le confirment aussi. Ainsi un ouvrier acquérait en Angleterre un quarteron de froment (1 1/8 tchetwerts), au XVIme siècle, par le travail de 48 jours, au XVIIme — de 43 jours, dans les deux premiers tiers du siècle dernier — de 32, au XIXme — de 24, 19 et même 13 jours. La misère, le vice, et le crime ont existé de tout temps; s'ils nous paraissent aujourd'hui si impressionnants et tellement affreux, c'est que la civilisation les a mis à nu, en a fait un reproche à la conscience humaine, et a appelé toutes les forces actives à lutter contre eux. Or ces forces sont assez puissantes pour soulager et quelquefois même pour supprimer la souffrance.

En recherchant les causes des calamités humaines, le socialisme a indiqué les causes suivantes : 1° la propriété et l'héritage; 2° la lutte des intérêts privés contradictoires; 3° la concurrence; 4° le commerce et l'argent, et 5° la production capitaliste.

1. La propriété et l'héritage n'ont pas, selon les socialistes, de base rationnelle. Le revenu donné par la terre (la rente) est le produit ou bien de la nature, ou bien de l'homme. Dans le premier cas la source de la rente est injuste, parce que la terre a été donnée en partage à toute l'humanité; dans le second cas le droit au revenu doit appartenir à l'ouvrier et non pas au propriétaire. L'héritage perpétue la monopolisation de la terre et conserve cette dernière dans les mains de gens qui n'y ont d'autre droit que celui que leur procure le hasard de la naissance. Les théories des philosophes Kant, Hegel, Stahl, prouvent que la propriété doit appartenir à tous et à chacun, tandis qu'en réalité elle n'est que le droit exclusif d'une minorité.

En réponse à cela, il est à remarquer que la provenance his-

torique de la propriété foncière (qui a été si fort attaquée par les socialistes) présente une grande diversité. La propriété est née quelquefois de la conquête, quelquefois de l'occupation de terres inhabitées par des tribus nomades qui devenaient plus tard sédentaires ; en même temps que s'opérait cette transformation, la propriété foncière de la tribu, ou de la « gens, » devenait propriété commune et enfin privée, familiale ou personnelle. La terre inoccupée et n'appartenant à personne a toujours été considérée, et elle l'est encore maintenant, comme propriété de l'Etat[1].

De quelque manière, du reste, qu'une propriété foncière privée ait été acquise — par voie de conquête, d'occupation, ou d'achat à l'Etat de terres n'appartenant à personne, — il n'est pas douteux qu'à la longue l'injustice de l'acquisition première (par exemple la conquête avec l'expropriation des propriétaires antérieurs) s'affaiblit de plus en plus. Le propriétaire met dans la terre son travail, son capital, et paie les impôts fonciers. On ne saurait donc prétendre que la terre et son revenu soient pour le propriétaire quelque chose de gratuit et qu'ils doivent appartenir à l'humanité entière. Une telle conclusion équivaudrait à refuser au propriétaire tout droit sur son travail, sur l'épargne acquise par ce travail et employée à la culture de la terre, ainsi qu'à l'augmentation de sa productivité, c'est-à-dire à tout ce qui contribue à la formation de la rente. — L'héritage (si la loi permet le morcellement de la propriété foncière) non seulement ne perpétue point la propriété exclusive, mais il l'anéantit. Le droit d'héritage ne découle pas du hasard de la naissance, mais d'une institution naturelle, de la famille, et la propriété privée doit être considérée comme étant une propriété de famille. — Les objec-

[1] Chez les peuples musulmans toute la terre est tenue pour la propriété du souverain. Chez les peuples européens modernes, il ne s'est conservé de la conquête primitive que le droit suprême, celui de la souveraineté sur le territoire. En Russie le droit de l'Etat se confondait auparavant avec le droit patrimonial.

tions empruntées aux systèmes philosophiques sont encore moins heureuses. Les philosophes cités ont prouvé la nécessité de l'extension universelle de la propriété et non pas celle de son anéantissement; l'apparition et les progrès de la propriété privée témoignent des résultats acquis au XIXme siècle. Avant l'institution de la propriété, dit Bruno Hildebrand, l'égalité de la misère, de l'ignorance et de la vie végétative animale constituaient le lot général de tous les hommes. La propriété a donné à l'énergie personnelle la possibilité de sortir de cet état et de s'élever à la culture intellectuelle; elle a mis en relation l'activité des différents individus et elle est devenue l'organe de leurs rapports. Là où manque cette langue, il n'y a qu'une organisation uniforme et mécanique de l'ascétisme, ou bien la domination tyrannique d'une force matérielle grossière. Quoique l'histoire économique ne soit pas suffisamment élaborée, ce qu'on en sait suffit cependant pour mettre hors de doute l'extension graduelle de la propriété. Ni dans l'antiquité, ni au moyen âge, la terre n'a été la propriété d'une grande partie de la population : en Attique, à l'époque de sa grande prospérité, il n'y avait que 3-4 % de la population formée de propriétaires fonciers; à Rome au temps des empereurs, ½ %; en Angleterre au temps de Guillaume le Conquérant, 3 %; aujourd'hui en France, 50 %; en Prusse, 33 %. En même temps, il ne faut pas oublier que les autres classes de la population possèdent aussi diverses espèces de propriétés mobilière et immobilière.

2. Toute la société, disent les socialistes, présente la lutte des intérêts privés. Chaque classe et chaque homme veut du mal aux autres classes et aux autres individus. Le juriste désire l'augmentation du nombre des procès et des crimes; le médecin, des maladies; les architectes, les maçons, les charpentiers, des grands incendies, etc. En un mot, la civilisation présente un mécanisme dans lequel les parties agissent contre le tout (Fourier).

L'antagonisme et la lutte des intérêts privés, mis en lumière par les socialistes, sont loin d'avoir l'importance qui leur est

attribuée par eux. Le *désir* des procès, des crimes, des maladies et des incendies n'est qu'immoral, et en outre impuissant : les souffrances qui atteignent l'homme ne dépendent pas des personnes qui pourraient se réjouir du malheur des autres, mais dépendent d'autres causes. Quant à la société, elle est organisée de telle sorte que tous les hommes (quels que puissent être leurs désirs) s'entr'aident mutuellement pour écarter le mal. Avec le développement de l'instruction, chacun commence à comprendre que les misères privées sont des misères sociales, qui atteignent dans une mesure plus ou moins grande tout le monde et chacun en particulier. Ainsi un incendie, en anéantissant des capitaux, augmente la pauvreté et diminue le nombre des constructions possibles dans l'avenir, et par conséquent est funeste aux architectes, aux charpentiers, aux maçons et à beaucoup d'autres personnes.

3. La concurrence entre ceux qui demandent et ceux qui offrent les marchandises ou le travail, présente, d'après les socialistes, le tableau d'une guerre civile, avec la devise : Malheur aux vaincus ! d'une guerre où le plus fort accable toujours le plus faible, le gros entrepreneur — le petit, les fabricants et les manufacturiers — l'artisan, les patrons-capitalistes — les ouvriers, etc. Le grand entrepreneur peut produire à moins de frais et mieux, parcequ'il a à sa disposition les instruments les plus puissants, les machines, parcequ'il porte à la perfection la division du travail, fait les achats en gros et peut compter sur un vaste débit de ses produits.

C'est ainsi qu'une grande entreprise en tue plusieurs petites et transforme des patrons indépendants en prolétaires. De plus, la lutte des patrons-capitalistes avec les prolétaires, qui louent leur travail, est loin d'être égale. Il est aisé aux capitalistes, comme l'a déjà remarqué Adam Smith, de s'entendre, de se coaliser pour la fixation des salaires, tandis que les ouvriers, astreints par le besoin du pain quotidien, doivent bon gré mal gré acquiescer aux conditions qui leur sont proposées. Cependant les gros

entrepreneurs-capitalistes, en ruinant les petits et en abaissant le salaire, ne règlent pas leur production d'après la consommation possible, ils se ruinent eux-mêmes dans des crises industrielles qui les amènent à la banqueroute, et ils jettent sur le pavé des milliers d'ouvriers.

On ne peut pas nier ces faits, déjà Sismondi les a signalés; mais les socialistes, en accusant la concurrence de la ruine des petits entrepreneurs et de la misère des ouvriers, ne mettent en évidence que ses côtés sombres. La concurrence n'est pas uniquement un élément d'oppression et même de destruction, mais elle est aussi *le symbole de la liberté et de la propriété* (suivant l'expression de Proudhon), la condition du perfectionnement et du progrès, la force à l'aide de laquelle peut être réalisé l'équilibre des intérêts dans le monde économique. Accuser la concurrence de ce que les hommes ne savent pas la contenir et la diriger dans le sens du bien, et de ce que les particuliers l'utilisent avec une indélicatesse immorale et même criminelle, est la même chose que d'accuser du crime l'instrument avec lequel le crime a été commis — le couteau de l'assassin — au lieu du coupable lui-même.

La concurrence n'exclut nullement la participation des petits entrepreneurs à la fondation de grandes entreprises, ni les ententes entre ouvriers, ni la fondation entre eux de syndicats en vue d'obtenir un salaire plus équitable. Du reste ce n'est pas la faute de la concurrence si la production ne possède pas encore aujourd'hui des indications assez précises au sujet de la demande probable de tels ou tels produits, et si elle n'est pas encore organisée de façon à pouvoir se mettre à l'unisson avec la demande.

Enfin il faut remarquer que, quelque rapide que soit le développement de la grande production, on ne peut pas affirmer pourtant qu'elle finira par engloutir nécessairement toutes les petites entreprises. Ces dernières trouvent constamment de nouvelles branches de travail pour remplacer les anciennes, de même qu'à côté des grandes exploitations foncières se développent les

petites — l'horticulture, le jardinage, l'élevage des animaux domestiques, etc. La difficulté qu'il faut surmonter consiste à savoir se conformer aux conditions économiques, qui dépendent des besoins changeants, des moyens en usage dans la production, du taux des rendements et de la demande qui en résulte.

4. Les socialistes prennent aussi à partie le commerce et l'argent. Ils reprochent au commerce de provoquer la lutte acharnée des intérêts, et par là d'exciter la concurrence et de tendre à dominer la production en abaissant les prix d'achat, et la consommation en relevant les prix de vente. De la sorte, la classe commerçante, qui ne produit rien, vit en parasite aux dépens des autres.

La concurrence entre commerçants aboutit à des banqueroutes, à l'accaparement, aux jeux de bourse ; les marchands, pour réaliser des profits, se ruinent les uns les autres et trompent les consommateurs.

Mais, en raisonnant ainsi, les socialistes se contredisent eux-mêmes : la concurrence entre les marchands les empêche de fixer des prix trop bas dans les achats et trop élevés dans la vente des marchandises ; on peut même affirmer que quelquefois la production et la consommation dominent le commerce, et non le contraire. Quant à l'improductivité prétendue du commerce et à ses pratiques immorales, il y a à observer d'abord que les marchands ne produisent pas d'objets, mais qu'ils épargnent le temps, et par conséquent le travail, que producteurs et consommateurs auraient perdu s'ils avaient dû se chercher les uns les autres, et qu'ensuite les manœuvres immorales sont indépendantes de l'organisation sociale. Dans le communisme, avec la communauté des biens, l'homme pourrait, plus aisément que dans l'organisation sociale contemporaine, éluder le travail, s'il ne veut que consommer.

Ensuite les socialistes prétendent que l'argent substitue à l'esclavage juridique un esclavage réel encore plus lourd, parce que, avec lui, le propriétaire-entrepreneur est libéré du souci de nourrir les ouvriers pendant leurs maladies, dans la vieillesse, et d'ins-

truire leurs enfants. L'argent aide à l'accumulation des capitaux et rapporte des intérêts, quoique par lui-même il ne produise rien. Etant un travail accumulé, transformé en or et en argent, la monnaie contribue à l'appauvrissement de la population ouvrière et la met dans une situation de dépendance. La différence entre les riches et les pauvres produit les vices et les crimes, et l'aumône, qui ne sert qu'à perpétuer la misère, abaisse la dignité morale de celui qui mendie.

L'histoire nous démontre pourtant que l'argent entre les mains de l'esclave était un gage de sa libération. Il est très douteux que la dépendance dont se plaignent les socialistes soit plus redoutable que l'esclavage juridique, car l'esclave ne pouvait pas abandonner un maître injuste et cruel et ne trouvait que dans l'argent le moyen d'acquérir cette indépendance. Les classes pauvres ont beaucoup gagné sous le rapport moral depuis qu'elles ont commencé à avoir soin d'elles-mêmes et ont cessé d'être la chose du propriétaire, un objet de spéculation et de vente. Il est vrai que l'argent aide à l'accumulation des capitaux et sert au paiement des intérêts; cependant les capitaux ne consistent pas dans l'argent seul, et les intérêts ne sont pas perçus sur une quantité donnée d'or et d'argent, mais sur les produits accumulés par le travail et appréciés au moyen de la monnaie. L'augmentation des capitaux et leur emploi dans la production allège le travail de l'homme et augmente le travail gratuit des forces naturelles; par conséquent le capital, par sa nature même, procure un avantage à toutes les classes de la société. L'argent ne crée pas d'opposition entre la richesse et la misère, mais il en atténue le contraste, et, si l'aumône abaisse le pauvre, la faute n'en est pas à l'argent, mais à la manière de secourir les malheureux, dépourvue de caractère moral et chrétien.

5. Les socialistes nomment la production contemporaine *capitaliste*, par opposition à la production antérieure, *patriarcale et sociale*, et à celle de l'avenir, la production *communiste*, qui excluent l'une et l'autre le travail salarié.

Les mots capitalisme et production capitaliste, employés à la légère par les socialistes et par Marx en particulier, ont obtenu droit de cité dans les traités des économistes, et même dans la langue officielle, pour caractériser une certaine forme de la production et de l'accumulation des capitaux. Avec la disparition des formes patriarcales de l'industrie, des petites entreprises et de la commune agraire, apparurent, selon Marx, les grandes entreprises dans lesquelles le capitaliste fait travailler l'ouvrier au delà de ce que réclament la conservation de la force du travail et le renouvellement des capitaux employés à la production, et prend pour lui tout l'excédent, ou plus-value. Sans toucher pour le moment à la théorie de Marx sur la plus-value, il suffit de remarquer dans le cas présent que les expressions : capitalisme et production capitaliste, sont au fond incorrectes au plus haut degré, car toute production, petite ou grande, personnelle ou sociale, ne peut pas ne pas être capitaliste. On ne saurait produire sans capital. Si cette terminologie a été inventée pour expliquer comment, dans les sociétés contemporaines, s'accumulent des richesses énormes, tandis qu'à côté se développe un prolétariat sans feu ni lieu, alors la description faite par Marx du processus de la formation du capital le cède de beaucoup en simplicité et en clarté à celle qu'ont présentée Louis Blanc et Lassalle. Le premier attribuait ces phénomènes à la concurrence, et le second, d'après Ricardo, à la loi d'airain de l'offre et de la demande, grâce à laquelle le salaire, par suite d'un accroissement excessif de la population, atteint la limite extrême fixée par la somme des moyens rigoureusement indispensables à l'entretien du nombre d'ouvriers nécessaires à la production. Les erreurs de Louis Blanc et de Lassalle consistaient en ce qu'ils faisaient abstraction des moyens dont dispose la société contemporaine pour lutter, dans le régime de la concurrence, contre la tyrannie de la force ; l'erreur de Marx consistait à défigurer les notions du capital, de la valeur et du travail. Nous parlerons de cela plus en détail dans l'exposition des idées du socialisme et du communisme.

CHAPITRE X

APERÇU GÉNÉRAL DES BASES DU SOCIALISME ET DU COMMUNISME ET LEUR APPRÉCIATION CRITIQUE.

1. *Les bases du socialisme et leur appréciation critique.*

Le socialisme, comme l'indique son nom, se propose : la communion, l'alliance, l'association, en opposition à l'individualisme, qui est l'activité fractionnée des individus indépendants, non liés les uns aux autres, s'appuyant uniquement sur leurs propres forces, et se trouvant souvent en lutte entre eux. La base de la société contemporaine, d'après les socialistes, est toute dans cette thèse : « Chacun pour soi, et Dieu pour personne, » thèse qui proclame l'absence de toute sauvegarde, de toute aide et de tout soutien pour les faibles, défaut dû à la structure individualiste de la société. Pour faire sortir l'homme de cet état d'impuissance, force est de recourir à l'association, à la communion des hommes dans la production, dans la possession, dans l'utilisation des biens et aussi dans leur consommation.

Sans doute, l'union des forces matérielles et personnelles dans la production, sur les bases de l'association, peut dans certains cas être couronnée d'un brillant succès ; mais il est indispensable pour cela qu'une association de ce genre soit fondée sciemment et librement, qu'il règne entre les participants un esprit d'entente, ce qui suppose un niveau moral assez élevé et une discipline acquise. De plus, il faut à tout prix au-delà des frontières de cette vie commune, l'existence d'un autre monde dans lequel l'homme

reste le maître de ce qu'il a gagné, où il se sente libre, et où il puisse se retirer en quittant l'association, si, pour quelque raison, celle-ci lui devenait à charge.

Les socialistes ne veulent pas comprendre que l'activité personnelle et la propriété privée ont une valeur spéciale pour l'homme par le fait même que, sous ce régime, il se sent plus indépendant du milieu social, que dans la vie de famille il trouve des ressources de communion morale, tandis que, dans un système d'associations qui absorbe toute son existence, le choix des occupations, la jouissance des biens, la consommation et le mode de vie dépendent de la structure de l'association, en sorte que l'individu est condamné à une dépendance plus lourde que celle qui existe dans les sociétés contemporaines entachées de ce qu'on appelle le capitalisme et la concurrence libre. La production capitaliste, le règne de la concurrence, inspirent aux socialistes des sentiments d'horreur et de haine, mais du moins ils ne privent pas l'homme de l'espérance d'un avenir meilleur et d'une certaine part de liberté, espérance que ne donnent pas les associations fermées, hors desquelles l'homme perd même le droit à l'existence.

Ces côtés sombres de l'économie socialiste ressortiront avec plus de netteté encore dans la critique du communisme, ce but suprême de l'organisation socialiste.

2. *Les bases générales du communisme et leur appréciation critique*[1].

Ott, un socialiste modéré, décrit avec beaucoup de justesse l'essence et les défauts du communisme. Ce système, dit-il, est très simple. La propriété privée est abolie. La société consiste en associations d'ouvriers, organisées en communes industrielles et agricoles. La production est menée en commun ; toutes les cons-

[1] Consultez : Ott. *Traite d'economie sociale*, auquel est empruntée l'exposition des bases de l'organisation communiste et leur appréciation critique.

tructions qui y sont affectées sont disposées de manière à concilier la plus grande économie de forces productrices avec la production la plus abondante. Des hommes élus par la commune distribuent le travail d'après les forces et les aptitudes de chacun.

Les produits sont concentrés dans les dépôts des communes et consommés d'après les règles suivantes :

Tout le monde mange à une même table, plus ou moins luxueuse selon les moyens de la commune, mais chacun consomme selon ses besoins. Chaque famille occupe un logement distinct dans le bâtiment commun ; les salles de réunion, les bibliothèques et les jardins sont à tous[1].

Les élus distribuent les vêtements et les meubles dont dispose la commune, et en fournissent à chaque famille[2] selon ses besoins. Les écoles, les spectacles, les voyages, les travaux savants et littéraires sont entrepris sur l'indication et sur l'ordre des groupes.

Les communes désignent des représentants cantonaux qui distribuent les terres et les instruments de production aux communes d'un même *canton* et déterminent quels sont les produits qui doivent être cédés à telle commune nécessiteuse, ou échangés contre les produits des autres communes. De même, l'association des cantons forme un département ; l'association des départements — l'Etat. Le développement de ce système doit aboutir à l'association de toute l'humanité.

Deux principes constituent la base du communisme : a) la *solidarité universelle ;* b) *chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins*. Ces principes doivent réaliser la *liberté,* l'*égalité* et la *fraternité*.

De ce qui précède, il ressort clairement que l'organisation communiste se distingue par le despotisme le plus rude. Quoique

[1] Du reste les appartements de familles sont remplacés chez certains communistes par des logements communs.

[2] Bien entendu, si la famille n'est pas abolie.

tout le gouvernement soit électif, il n'est pas autre chose que le représentant de la majorité dominante, dont le pouvoir est illimité et s'étend sur toutes les manifestations de l'activité privée des individus. Tous les rapports économiques, basés dans les sociétés actuelles sur la liberté des relations et l'initiative privée, sont déterminés par le pouvoir public — c'est lui qui définit les besoins de la population, la somme de la production, qui assigne à chacun son travail et sa part de consommation. Les communistes ne se demandent pas : par quoi seront garanties l'impartialité et la justice des gouvernants, la soumission et la probité des gouvernés ; quelle sera la garantie de ces derniers contre la violence et l'arbitraire du pouvoir, par quoi seront assurés l'ordre, la justice, la sécurité dans la société ? Plaisantes questions ! remarque ironiquement Ott. Sous le régime communiste, les hommes s'aiment mutuellement comme des frères, il n'y a ni injustice, ni partialité, ni favoritisme, ni envie, ni dissensions, ni despotisme, ni foi violée. Avec la propriété disparaît la source unique de tous les vices et de tous les crimes. Les prisons et la police deviennent inutiles, et tout au plus faudra-t-il condamner à une inaction obligatoire les rebelles aux lois du travail.

La formule communiste de la *solidarité universelle* est très attrayante, mais elle est très confuse. Si l'on doit l'entendre à la manière d'Ott, comme une interdépendance mutuelle, elle est contraire au but de la civilisation contemporaine qui consiste justement à délivrer l'homme des entraves fatales auxquelles l'enchaînent les conditions sociales, tandis que la solidarité universelle fera disparaître les dernières aspirations d'indépendance et d'autonomie. Si, au contraire, on doit entendre la solidarité dans le sens du principe de mutualité et d'absence d'antagonisme entre les intérêts privés, en ce cas il est hors de doute que la solidarité présuppose la liberté pour laquelle il ne reste pas de place dans le communisme.

La formule : *chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins*, exprime l'idée suivante : n'exigez pas de l'homme plus de travail

qu'il n'en peut fournir et laissez-le participer dans la mesure de ses besoins à la jouissance de la propriété commune. A première vue, il pourra paraître que ce principe fondamental de la production satisfait les exigences les plus sévères de la justice ; mais, si l'on garde présent à l'esprit que l'estimation des forces doit être faite par une administration élue, et que le travail accompli ne correspond pas toujours aux forces des hommes, alors il devient évident qu'entre le travail et sa rémunération, il n'existera aucune proportionnalité. Le travail physique peut encore être réparti proportionnellement aux forces des ouvriers ; mais comment établir la quantité de travail scientifique ou artistique conformément aux forces des individus? Si l'on ajoute encore aux inexactitudes de la répartition de cette corvée sociale la répartition des produits selon les besoins, on verra que dans le communisme il ne peut y avoir aucune place pour la justice. Le mal doit augmenter en outre par le fait que la quantité des divers objets de consommation n'est jamais assez abondante pour que tous les besoins de la population, surtout les plus raffinés, puissent être satisfaits. Les communistes, dit Ott, comparent volontiers la répartition des objets de consommation dans leur société aux collations servies à un bal, où chacun prend au buffet autant qu'il veut; mais ils oublient qu'au bal où les invités sont nombreux il y a souvent des personnes modestes et timides qui n'ont part à rien. Si cela est pénible dans un bal, comment le supporter à chaque repas? Enfin, en abandonnant la répartition des travaux à l'administration, le communisme lui confie aussi le soin de déterminer ce qui doit être produit. Il peut se présenter ici l'alternative suivante : ou bien l'administration n'ordonnera que la production de ce qui est nécessaire, perspective très peu attrayante pour les associés ; ou bien elle permettra la production des objets destinés au confort de la vie et au luxe, et alors ces produits de meilleure qualité se trouveront nécessairement être en quantité insuffisante, et il faudra abandonner la formule de répartition citée plus haut.

De ce qui précède, il n'est pas difficile de conclure que dans la

société communiste il ne peut y avoir de place ni pour la liberté, ni pour l'égalité, ni pour la fraternité.

Il ne peut être question de liberté politique, puisque, dans les systèmes communistes, domine le despotisme oppresseur de la majorité : il n'y a pas de liberté de la presse, puisque le monopole de la presse appartient à l'Etat; il n'y a pas de liberté d'enseignement, puisque l'enseignement est monopolisé par l'Etat ; il n'y a pas de liberté d'opinion, puisque l'Etat soumet chaque personne à ses règlements. Il n'y a pas non plus de minorité indépendante, de partis, de lutte, de progrès. Il n'y a que la domination absolue de la majorité, ou plutôt de ses représentants qui, comme l'histoire l'atteste, se sont souvent transformés en tyrans. Ainsi donc, il ne saurait être question de liberté politique. Mais que deviendra la liberté civile, l'indépendance de la vie privée, le droit de chacun de disposer à son gré de son travail et de son repos, l'inviolabilité de la personne et du foyer domestique, liberté à laquelle n'ont pas osé toucher les gouvernements qui ont le plus opprimé le peuple? Les fonctionnaires vivent sans doute, à l'heure qu'il est, dans une grande dépendance : ils doivent se rendre à leurs occupations à heures fixes, ils ne peuvent s'absenter pour un jour, quelquefois même pour une heure ou deux, sans une permission qui dépend de l'arbitraire de leur chef; mais, en revanche, ils reçoivent des appointements déterminés dont ils disposent librement; ils font des épargnes, s'ils le veulent ; en accumulant le produit de leur travail, ils peuvent, sans préjudice pour les autres, se créer enfin un temps d'indépendance complète. Dans le communisme, il n'y a rien de pareil : chaque jour on exige de chacun une quantité définie de travail, et chaque jour on lui fournit sa subsistance ; plus de droit d'épargner et d'accumuler à sa guise les fruits de son travail, personne ne jouira un seul jour de sa liberté. En un mot, la société des communistes - c'est une armée industrielle de fonctionnaires éternellement en service, une armée qui renferme des femmes et des enfants, qui tient éternellement ses garnisons dans certaines places indiquées,

qui est soumise à une discipline et à une dépendance excluant toute libre manifestation de la vie.

Supposer la possibilité de l'égalité dans une société où le travail et la récompense du travail dépendent de l'arbitraire du pouvoir, c'est supposer ce pouvoir infaillible, inaccessible aux faiblesses humaines et en possession de l'omniscience.

L'idée de fraternité, quoi qu'en disent les communistes, est exclue de leur système par son principe même. La fraternité au sens chrétien — et elle ne peut en avoir d'autre — suppose le sacrifice de soi-même ; mais il n'y a point de sacrifice là où l'homme ne possède pas de propriété dont il puisse disposer, et là où il n'a point de droit ni sur son activité, ni sur les résultats de celle-ci. En traçant un tableau idyllique de la société, les communistes supposent qu'une fois la propriété abolie, chacun cherchera son bonheur dans le bonheur d'autrui. Tous les vices ont, selon leur opinion, une source unique — la propriété ; mais la paresse, l'orgueil, l'ambition, l'envie, la luxure, la colère, la haine, — est-ce que tout cela provient de la propriété ? Est-ce que, après l'abolition de la propriété, il n'y aura pas de gens qui envieront les aptitudes et les prérogatives naturelles des autres ; est-ce qu'il n'y aura pas d'ivrognes, de débauchés, d'ambitieux aspirant au pouvoir, de caractères envieux et vindicatifs, enfin de paresseux qui voudront consommer beaucoup en ne faisant rien ? Est-ce que le communisme ne contribuera pas au développement de tous ces vices ? Il suffit de se représenter un grand ménage composé d'une multitude d'hommes, de femmes et d'enfants. Que de frottements désagréables, de brouilles et de désordres ! Quelle existence ennuyeuse et répugnante pour les gens qui aiment la solitude, pour les caractères impressionnables, pour les esprits actifs et entreprenants ! Quel enfer pour tout le monde lorsque surgiront des conflits inconciliables, lorsque la société se scindera en coteries et en personnalités ennemies, qui seront tout de même contraintes de vivre ensemble ! Ce rêve de fraternité — ne se terminera-t-il pas par un horrible réveil ?

Ceci n'est pas une supposition ; l'histoire des sociétés communistes abonde en faits confirmant ce qui a été dit[1]. Les sociétés communistes n'ont pu se tenir debout que tant que le fanatisme religieux y régnait et soutenait le pouvoir des autorités ; mais du moment où l'esprit de libre examen y pénétrait et où l'instruction commençait à se propager, elles s'écroulaient, car le pouvoir perdait son point d'appui — l'ignorance de la foule.

Pour conclure, il faut remarquer que les calculs des communistes sur le renforcement de la production et sur l'épargne dans la consommation sont tout à fait erronés. La productivité ne dépend pas seulement du développement des associations, mais aussi de l'initiative individuelle, de la mobilité des forces économiques et d'une foule d'autres causes. Sans doute, quand elle acquiert de vastes proportions, la production exige de moindres dépenses, mais là aussi il existe une limite qu'on ne peut franchir impunément. La production qui dépasserait les limites des communes, des cantons, des départements, et se trouverait sous la direction de l'administration gouvernementale, demanderait un mécanisme de gestion et de contrôle compliqué, par conséquent des frais de production qui surpasseraient les dépenses correspondantes dans les entreprises privées. Il faut dire la même chose de la consommation. L'épargne, dans la consommation sociale, a aussi ses limites ; réalisable pour de petites associations, elle devient impossible lorsque le contrôle de l'administration par la société est rendu difficile, et que, pour le maintien de l'ordre, on a besoin d'une machine administrative compliquée.

[1] Comp. CLAUS. *Les sectateurs-colonistes en Russie. Messager d'Europe.* 1868. Janvier et suiv.

CHAPITRE XI

LES UTOPIES ET LES SYSTÈMES SOCIAUX

A. LES UTOPIES SOCIALES

La classe des utopies sociales se compose des romans fantastiques, appelés parfois par les auteurs eux-mêmes des *idéals* chimériques de vie sociale. Le nom d'Utopies qu'on leur a donné vient de l'ouvrage de Thomas Morus (1516), qui contient la description de la république imaginaire de l'île d'Utopie. Des ouvrages de ce genre ont paru déjà dans une antiquité reculée. Le dialogue de Platon *De la République* appartient aussi au nombre des utopies, et ce qui est réalisable dans cet idéal est exposé par l'auteur dans son ouvrage sur *Les Lois*. Depuis le XVIIme siècle ont paru plusieurs romans sociaux. Parmi les plus modernes se trouvent le *Voyage en Icarie* (1840) de Cabet et *Looking Backward* (1888) de Bellamy.

Les utopies, en prenant pour bases de leurs constructions la communauté de la propriété, de la production et de la consommation, parfois aussi l'abolition de la famille, tracent des tableaux d'un bien-être matériel inouï, d'un travail facile et d'un épicurisme serein, pour ne pas dire plus.

On ne peut pas soumettre les utopies à une critique scientifique, parce que leurs auteurs n'y représentent pas les hommes, les institutions et les forces sociales qui existent dans la réalité. On peut leur répondre par des pamphlets dans le genre de celui du publiciste allemand Eugène Richter, qui exposa dans ses *Tableaux socio-démocratiques de l'avenir (Social-demokratische Zukunftsbilder)* ce qui se produirait dans un Etat où s'accomplirait subitement la révolution sociale.

Sans examiner les utopies, il est à remarquer qu'il a existé quelque chose d'analogue au Pérou au temps de la domination des Incas, avant la conquête de ce pays par Pizarre. (Comp. *La Conquête du Pérou* par Prescott.)

Les romans sociaux, quoiqu'ils n'aient pas de valeur scientifique et que les socialistes sérieux ne leur accordent que peu d'attention, contribuent plus activement à populariser le socialisme que les ouvrages lourds et inaccessibles à la masse d'écrivains comme Rodbertus, Marx et autres.

B. LES SYSTÈMES SOCIAUX

Il existe beaucoup de systèmes sociaux; quelques-uns sans doute peuvent être rangés au nombre des utopies; mais la différence consiste en ce que les auteurs, dans les romans, donnent pleine liberté à leur imagination, tandis que dans les systèmes sociaux, ils ont en vue de proposer des plans pratiquement réalisables ou des projets de réorganisation économique de la société. On peut indiquer comme systèmes les plus importants ceux de St-Simon, de Fourier, de Robert Owen, de Louis Blanc, de Lassalle et en partie les systèmes de socialisme agraire de Henry George et de Flursheim.

1. *Saint-Simon* [1].

Le fondateur du saint-simonisme fut le comte de St-Simon (né en 1760, mort en 1825), rêveur religieux, homme passionné et ambitieux, mais sans contredit sincère. Entré dans la carrière militaire, St-Simon alla se battre pour l'indépendance des Etats-Unis; la guerre terminée il fit au gouvernement mexicain la proposition de réunir par un canal l'océan Pacifique avec l'Atlantique. Revenu en Europe, il renonça à une brillante carrière

[1] Comp. HUBBARD. *St-Simon, sa vie et ses travaux*. Paris 1857.

militaire dans sa patrie et élabora de nouveaux projets : en Hollande, celui d'expulser les Anglais des Indes Orientales, en Espagne, celui de relier par un canal Madrid à la mer. Au temps de la révolution, St-Simon gagna une grande fortune en s'associant avec l'ambassadeur de Prusse en Angleterre, le comte de Rœdern, pour spéculer sur les biens nationaux et il faillit même devenir victime de la Terreur. N'ayant obtenu de son associé qu'une faible partie de la richesse gagnée en commun, St-Simon se consola en disant que Rœdern marchait dans un marais fangeux où la Fortune avait construit son temple, tandis que lui gravissait une pente raide et dénudée, mais couronnée d'*autels de la gloire*. A 38 ans, St-Simon arriva à la conclusion qu'il lui fallait refaire son éducation et il se mit à la recherche d'une science physico-politique. Il commença une vie d'*essais*, se maria, tint maison ouverte, s'entoura de savants, suivit des cours, dépensa en une année tout son avoir, puis divorça et consacra le reste de sa vie au développement de sa doctrine, luttant contre une misère extrême qui l'amena à une tentative de suicide avortée. Il perdit un œil, lutta avec la pauvreté pendant deux ans encore et mourut, préoccupé de l'idée d'éditer un nouveau journal et d'assurer le triomphe de sa doctrine.

St-Simon exprima pour la première fois ses vues sur l'organisation sociale dans *Les Lettres d'un Genevois à ses contemporains* (1802), où il divise toute l'humanité en trois classes : 1° les savants, les artistes et les libéraux assemblés sous le drapeau du *progrès ;* 2° les propriétaires, sur le drapeau desquels est écrit : *Il ne faut pas d'innovations*, et 3° le reste de l'humanité, dont l'*égalité* est la devise. St-Simon veut que la première classe conduise la société et, pour cet office, soit rémunérée ; cette rémunération doit être prise sur une somme recueillie par souscription. C'est là que St-Simon nous fait part, en particulier, de ce que Dieu (!) lui a dévoilé au sujet du Conseil de Newton. Ce Conseil divisera l'humanité en 4 sections d'après les nationalités — anglaise, française, italienne et allemande. Chaque section aura son Conseil

sous la présidence du plus grand mathématicien. Les femmes seront aussi admises dans ce corps.

Dans ses ouvrages postérieurs St-Simon place au premier rang non plus les savants, mais les classes industrielles (« tout pour l'industrie, tout par l'industrie ») et il conseille d'asseoir la législation de la propriété sur les principes du droit commercial. Il attaque les légistes avec un acharnement tout particulier. Les légistes coûtent à la France, selon lui, des centaines de millions. Pour réduire ces dépenses il faut transformer la propriété foncière en propriété industrielle, abandonner les affaires litigieuses à des arbitres et, lorsque les légistes auront perdu leur importance, rendre aux classes industrielles la place à laquelle elles ont droit. Tandis que St-Simon, dans son premier ouvrage, fait remonter la responsabilité de la Révolution aux savants et aux artistes, dans les ouvrages suivants, il s'en prend aux légistes. Les Girondins furent des légistes, Robespierre — un légiste; ce sont les légistes qui ont applaudi à l'abolition de la république par Bonaparte et à la chute de Bonaparte lui-même.

Dans la célèbre *Parabole* qu'il publia dans le journal *L'Organisateur* (1819), St-Simon démontre avec une virulente ironie que la perte des représentants de la science et de l'industrie aurait été incomparablement plus sensible pour la France que la perte des personnes qui entourent le roi, et que celle des représentants des différentes branches de l'administration.

Dans le même journal, St-Simon, afin d'augmenter les richesses de la France et d'améliorer le sort de ses habitants, a esquissé un projet de parlement industriel composé de trois chambres : d'*invention*, d'*examen* et d'*exécution* des travaux publics. Le projet contient l'énumération de diverses festivités. Les deux premières chambres sont composées de savants, la troisième est composée de représentants de l'industrie.

Dans le dernier de ses ouvrages, *Le Nouveau Christianisme*, St-Simon attaque le pape et Luther, qu'il accuse tous deux d'hérésie, et proclame un dogme nouveau : « Toute la société

doit travailler à l'amélioration de l'état moral et matériel de la population la plus pauvre ; la société doit être organisée de la façon la plus propre à atteindre ce grand but. »

Tout ce que St-Simon a écrit manque d'une suite sévère dans les idées. Quand il parlait d'une certaine science physico-politique, il ne connaissait évidemment pas la science sérieuse ; quand il exigeait la réorganisation de la société avec la domination tantôt des savants, tantôt des classes industrielles, qu'il expliquait la Révolution, tantôt d'une manière, tantôt d'une autre, qu'il proclamait une nouvelle religion, St-Simon faisait voir sa complète ignorance de l'organisation sociale, de l'histoire et de l'esprit de la doctrine chrétienne. Ses sarcasmes bien lancés, ses idées audacieuses et sa critique acerbe, en troublant les esprits peu mûrs, faciles à entraîner, donnèrent de piètres résultats scientifiques. On peut appliquer à St-Simon, comme le remarque justement Reybaud, le jugement qu'il a lui-même appliqué à Luther : « Il a bien critiqué, mais pauvrement doctriné. »

Le saint-simonisme trouve sa forme définitive dans la doctrine de Bazard et d'Enfantin. Dans un cours public, fait à Paris en 1830, sous le titre *Exposition de la doctrine saint-simonienne*, Bazard peint un sombre tableau de la vie contemporaine. Il montre la triste situation de l'église, de l'état et de la société. Selon lui, le catholicisme est arriéré, le protestantisme impuissant, la foi s'est perdue. Il n'existe pas de but commun dans l'Etat, chacun poursuit le sien propre. Dans la société et dans l'industrie domine la concurrence — la guerre de tous contre tous, la ruse, la fraude, la misère et l'oppression des faibles.

Il y a dans la vie, continue Bazard, deux forces : l'individu et l'association. L'individu vise à acquérir de l'importance et ne reconnaît comme son égal que ce qui ne lui est pas soumis. De là un antagonisme stérile contre lequel réagissent l'association — réunion organisée des individus, — la famille, la commune, la nation, l'union des Etats et l'association universelle. Mais l'anta-

gonisme se développe parallèlement au développement des diverses formes de l'association. La lutte des individus apparaît dès l'origine de l'histoire, ayant la mort du vaincu pour dénouement; plus tard, la vie du vaincu s'achète au prix de l'esclavage; puis le christianisme adoucit l'esclavage qui se transforme en servage; ce dernier est aboli par la Révolution (!). L'ouvrier devient libre *de jure,* mais il reste l'esclave de sa pauvreté, et l'esclavage continue sous le règne du principe: « Chacun pour soi, Dieu pour personne. » L'amélioration du sort de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre exige une organisation sociale plus parfaite, sur la base du principe : « A chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres. » L'obstacle principal à la réalisation de l'égalité et de l'organisation rationnelle de la société gît dans la propriété privée et dans le droit d'héritage. L'indépendance économique est acquise tout naturellement au propriétaire ; l'ouvrier ne peut pas l'acheter au prix de sa vie entière. La solution du problème social peut, selon Bazard, être obtenue par l'abolition du droit d'héritage, qui est un privilège de même espèce que celui de la naissance. La succession doit passer, par l'intermédiaire de la banque, à celui qui peut faire le meilleur emploi de la fortune laissée après la mort du propriétaire. Ainsi Bazard professe non pas l'égalité absolue, mais l'égalité des mérites.

Bazard était trop positif pour traiter le côté religieux de la doctrine. Ce fut Enfantin qui s'en chargea, et qui prêcha la réconciliation de l'âme et du corps dans la satisfaction des sens, l'égalité des deux sexes et le règne dans la société d'un Père suprême personnifié par un homme et une femme. Enfantin occupa la place de l'homme. Celle de la femme resta vide. Les prédications d'Enfantin sur la liberté des sentiments produisirent une scission parmi les saint-simoniens ; les disciples fidèles à cette théorie se retirèrent dans la villa de Ménilmontant, où ils organisèrent une sorte d'association communiste, à laquelle mit fin un arrêt de justice.

La doctrine de St-Simon, élaborée par ses adeptes, peut être

présentée de la manière suivante : En prenant pour règle fondamentale de la répartition des biens : « A chacun selon ses capacités, à chaque capacité selon ses œuvres, » les saint-simoniens demandent l'abolition de tous les privilèges qui s'acquièrent par la naissance, en conséquence aussi de l'héritage, le plus grand de tous (selon eux) et celui qui renferme tous les autres. Toute propriété privée doit passer dans les mains de l'Etat. La personne revêtue du pouvoir suprême (le Père suprême) *se pose* elle-même par une infusion d'En Haut. Ce doit être le plus sympathique et le plus capable des êtres vivants. Il constitue la loi vivante et, par intuition, on dirait même par inspiration divine, il établit l'échelle des sciences, la hiérarchie des capacités et la taxe des récompenses. Il choisit ses conseillers, désigne avec leur aide les chefs de second rang et, en s'appuyant sur cette armée bureaucratique, distribue les propriétés : les terres, les capitaux, les instruments de travail que l'Etat acquiert par succession. Tous les producteurs se transforment en fonctionnaires de l'industrie, touchent des émoluments proportionnels à leur travail, et une retraite après avoir suffisamment travaillé (Tchivileff).

Ainsi, dans la société saint-simonienne, il n'y a pas de lois — c'est un despotisme asiatique, avec une administration organisée qui remplace par son appréciation arbitraire l'appréciation libre des consommateurs. Dans la société actuelle les produits sont estimés par ceux qui les échangent d'après un contrat qui, dans la plupart des cas, peut être reconnu comme libre; selon la doctrine des saint-simoniens, les rapports libres entre les producteurs et les consommateurs sont remplacés par le bon plaisir des fonctionnaires. Il est facile de comprendre dans quelle mesure cette formule de la distribution des biens est pratiquement applicable.

2. *Fourier.*

Charles Fourier naquit d'une famille de négociants aisés en 1772, et mourut en 1837, dans la pauvreté, entouré de disciples

fidèles. Dès l'âge de six ans, il fut attaché par son père au service de son magasin. Après avoir terminé avec succès un cours d'école secondaire, Fourier entra, contre sa volonté, dans une maison de commerce de Lyon. La Révolution ruina la famille de Fourier qui fut pendant la plus grande partie de sa vie simple commis. Deux circonstances lui firent dans sa première jeunesse une impression profonde : une punition qui lui fut infligée dans le magasin de son père pour avoir dévoilé une fraude commerciale, et la submersion d'une cargaison de riz faite en temps de famine, dans le but de hausser le prix de cette marchandise. Ces faits amenèrent Fourier à réfléchir sur l'ordre économique existant et à chercher les moyens d'en corriger les défauts.

Son premier ouvrage, la *Théorie des quatre mouvements* parut en 1808 et n'attira l'attention de personne. En 1822 Fourier publia un *Traité sur l'association agricole domestique* auquel il n'osa pas donner le titre de *Théorie de l'unité universelle*. Il s'y compare à Newton : Newton avait découvert la loi de la gravitation universelle, Fourier pensa qu'il avait découvert, lui, la loi de la gravitation passionnelle ! Mais ni ce nouvel ouvrage, ni les suivants, par exemple les pamphlets sur St-Simon et sur Owen, ne furent remarqués.

Après la révolution de Juillet les fouriéristes formèrent, tout comme les saint-simoniens, une école, et ouvrirent un enseignement public. Le succès le plus grand fut obtenu par Victor Considérant, élève de l'école polytechnique mort depuis peu, auteur de la *Destinée sociale*. Sans se borner à la propagande de leur doctrine dans des journaux spéciaux, les fouriéristes tentèrent de réaliser une organisation sociale à laquelle le maître donna le nom de phalanstère; mais la tentative n'aboutit pas par manque de ressources. Les succès du fouriérisme furent si notables en 1847-1848, que Victor Considérant exigea de l'Assemblée nationale qu'elle fixât des séances spéciales pour écouter son cours et assignât des sommes pour la création d'un phalans-

tère. Ce fut le dernier éclat du fouriérisme. Bientôt apparurent au premier plan Louis Blanc et Proudhon en France, Lassalle et Marx en Allemagne.

Fourier donne pour but à l'homme le bonheur, c'est-à-dire les joies matérielles, les plaisirs sensuels : il suppose que le bonheur peut être atteint dans un milieu social bien organisé, où les passions se manifestent librement et fondent, en produisant une attraction passionnelle entre les hommes, le règne de l'harmonie universelle.

Fourier reconnaît trois sortes de passions : *a,* cinq passions des sens : le goût, le tact, la vue, l'ouïe, l'odorat ; *b,* quatre passions affectives : l'amitié, l'ambition, l'amour, le sentiment familial (amour paternel) ; *c,* trois passions mécanisantes : l'intrigue (cabaliste), l'amour du changement (papillonne) et l'entraînement (composite). Les passions des sens poussent au travail, qui leur procure la satisfaction ; les passions affectives contribuent à la formation des groupes sociaux. Des passions mécanisantes : l'intrigue active, la concurrence, l'amour du changement (qui entraînent l'homme d'une occupation à une autre) suppriment la fatigue du travail, et l'entraînement réunit les groupes en séries et lie les séries entre elles.

De cette façon, la gravitation mutuelle réunit les hommes en groupes de 7 ou 9 personnes, administrés par un chef élu ; les groupes, au nombre de 24 à 32, constituent une série ; les séries — une phalange qui contient 1500 à 1800 personnes sous l'autorité d'un *unarque*. Deux phalanges sont du ressort d'un *duarque* élu ; enfin quand l'organisation couvrira tout le globe terrestre, la métropole universelle se fondera près du Bosphore sous l'autorité d'un *omniarque*.

Une phalange constituant l'unité sociale de la société harmonique est appelée à remplacer la bourgade de l'organisation actuelle par un immense bâtiment-phalanstère, contenant toute sa population avec une administration économique commune, ce qui réalisera, selon Fourier, une épargne énorme. Indépendam-

ment de cela, la quantité des produits augmentera fortement grâce à l'agrément que procurera le travail. Les hommes réunis en groupes et en séries s'occuperont de la production des objets qu'ils aiment à consommer (Fourier pense que c'est en cela que consiste l'attraction du travail). Ce n'est pas dans une solitude ennuyeuse qu'ils se livreront à leurs occupations, mais dans l'agréable société de personnes sympathisant les unes avec les autres, excitées à l'activité par la rivalité mutuelle et par l'enthousiasme. Enfin ces occupations, grâce au changement continuel, toutes les deux heures, cesseront de fatiguer l'individu. Quand les phalanstères couvriront tout le globe terrestre, les armées industrielles commenceront à exécuter des travaux gigantesques, les régiments de l'harmonie reboiseront les montagnes dénudées, les contrées des pôles prospéreront et deviendront habitables, au pôle nord apparaîtra une aurore boréale qui répandra la lumière et la chaleur, etc.

La distribution des produits se fera dans la phalange sur les bases suivantes : le phalanstère est fondé par actions ; tous les propriétaires fonciers et tous les capitalistes, après s'être dessaisis de leurs terres et de leurs capitaux, toucheront des actions donnant droit aux $^4/_{12}$ de la totalité des produits ; les $^5/_{12}$ iront au travail, et les $^3/_{12}$ restants au talent. La rémunération du travail nécessaire doit être la plus forte possible, celle du travail utile moindre, celle du travail agréable moindre. En outre, tout membre de la phalange aura droit à un minimum de toutes choses possibles, même s'il refuse de travailler, ce qui ne peut avoir lieu que dans le cas d'aberration mentale.

En abordant l'examen la doctrine de Fourier, il faut avant tout résoudre la question suivante : le but d'une société, que Fourier fait consister dans le bonheur de l'homme, est-il réalisable ? Ce n'est guère probable. Au point de vue physiologique et psychologique, comme Ott (*Traité d'économie sociale*) le remarque justement, l'homme ne peut être absolument heureux. Il est soumis à des souffrances physiques et il éprouve un sentiment de mé-

contentement même quand ses désirs sont satisfaits. En outre ce qui est bonheur pour l'un ne l'est pas pour l'autre, et il n'existe pas de normes pour le bonheur universel, au moins en dehors du domaine moral dans lequel domine le sentiment du devoir. Fourier suppose que le bonheur se réalise par la force de l'attraction mutuelle, qui se produit dans la libre manifestation des passions. En effet, l'attraction mutuelle est une propriété incontestable de l'être moral, mais elle n'est pas le résultat des passions. Nous considérons la passion comme un vice, parce qu'elle s'empare entièrement de l'homme, en le privant de la capacité d'agir avec discernement et librement, ainsi l'ambition, l'envie, l'orgueil, la colère, la sensualité. Selon Fourier, les passions sont des vertus. Il attribue une importance spéciale aux passions mécanisantes ; les 9 autres passions existent aussi, selon lui, chez les *civilisés*. Il est cependant difficile de s'expliquer comment l'intrigue ou la ruse (la cabaliste) provoqueront la concurrence et non pas l'irritation et la haine ; comment la « papillonne » allégera le travail et n'introduira point le désordre dans l'exécution des travaux ; comment enfin la « composite, fougue aveugle » créera l'harmonie et non pas ces « effets subversifs » qui, selon Fourier, sont produits par les passions dans les sociétés actuelles. En exposant les combinaisons des passions diverses, et la création, sous leur influence, des groupes et des séries, Fourier n'a rien imaginé de mieux pour illustrer son idée, que la représentation puérile d'une série d'horticulteurs, composée de plusieurs groupes cultivant diverses espèces de poires, et qu'un tableau révoltant de licence sensuelle.

Fourier s'imagine que, dans le phalanstère, le travail des hommes, produisant les objets qu'ils aiment à consommer, étant organisé par groupes et par séries qui font leur ouvrage avec émulation, ce travail, animé par la variété et excité par l'enthousiasme, deviendra attrayant. Il regarde comme possible de créer dans son phalanstère tout un système d'activités, — d'allier les occupations agricoles avec les occupations manufac-

turières, les occupations industrielles avec les occupations scientifiques et artistiques ; il rêve d'une productivité sans précédents, — de poules de l'harmonie avec les œufs desquelles on pourra payer la dette publique anglaise, d'un développement colossal de la production, et de jouissances infinies. Les habitants du phalanstère passeront leur vie en voyages de plaisir et en orgies sans fin, animées par des torrents de champagne, par des danses de bacchantes, de bayadères, etc., etc.

Sans contredit, le travail peut être attrayant ; mais cela en raison du but moral du travailleur ou bien de la force créatrice de la pensée et de l'art, et nullement par le goût supposé pour les travaux qui nous procurent nos jouissances favorites. Au contraire, à l'encontre des affirmations de Fourier, l'expérience prouve que les hommes aiment à consommer bien des choses qu'ils n'aiment pas à produire. Du reste, Fourier semble douter lui-même de l'idée qu'il avance : ainsi par exemple, non seulement il fixe un salaire plus élevé pour un travail désagréable, mais il conseille même de récompenser par des titres honorifiques les personnes qui s'occupent d'enlever les immondices.

De même il est parfaitement vrai que l'association de l'agriculture avec d'autres genres d'occupations est extrêmement utile, mais cela plutôt au point de vue hygiénique qu'industriel. La réunion des divers genres d'activité industrielle présente très souvent des difficultés insurmontables ; en décrivant les groupes, les séries et les phalanges, Fourier n'explique point de quelle manière cette réunion sera organisée. De plus, avec les dimensions actuelles des fabriques, la population d'un phalanstère de 1800 personnes est à peine suffisante pour une seule branche de l'industrie, une seule entreprise, où serait introduite l'application de moteurs mécaniques convenables ; par conséquent il serait impossible de réunir dans un seul phalanstère une activité variée, et aussi de s'attendre à ce que la productivité y soit plus grande que chez les civilisés. De deux choses l'une : Ou bien le phalanstère présentera la réunion d'entreprises en

petit, mais alors ce serait faire un pas en arrière sous le rapport technique ; ou bien il doit s'étendre et devenir une véritable cité, où l'abondance et le bon marché des produits dépendront de l'importance des entreprises, et de la mise de fonds de capitaux énormes, mais alors ce ne sera plus un phalanstère. Il ne serait pas possible à la population d'un véritable phalanstère laissée à ses propres forces, de passer sa vie dans des fêtes ; il lui faudrait d'abord songer à l'indispensable. Si d'autre part on suppose que les habitants d'un phalanstère seront pourvus du nécessaire, alors, en cas d'une rémunération du travail fixée, non par un contrat libre, mais par un arrêt social, le stimulant à l'activité deviendrait par trop faible.

La distribution des revenus chez Fourier, comme chez St-Simon, et chez tous les adeptes du socialisme et du communisme, pèche par le même défaut : elle n'est pas le résultat d'une entente entre les producteurs, les commerçants et les consommateurs, mais celui d'une disposition prise par une administration élue. Fourier lui-même n'a pas confiance dans ces dispositions, et il fixe des normes pour la rétribution du travail, du capital et du talent !

Enfin, dans l'organisation phalanstérienne, toute la population du globe terrestre est soumise à une uniformité inerte et toute mécanique. La terre, couverte de phalanstères, rappelle un échiquier avec des carrés fixes, où il ne peut y avoir de place pour la personnalité de l'homme, pour sa liberté et son indépendance. En effet, l'organisation sociale ne lui laisse qu'une seule liberté, celle de changer à son gré de travail et de jouissances, mais non celle de disposer des fruits de son travail, attendu que la société phalanstérienne ne permet pas à ses membres d'avoir une existence indépendante, mais les contraint à travailler en commun dans des entreprises communes.

3. *Robert Owen* [1].

Robert Owen (né en 1771, mort en 1858) fut commis à 10

[1] Voy. SARGANT. *Robert Owen and his philosophy*. London 1860.

ans; à 13 ans il avait une part aux affaires d'un marchand de Londres; il fut ensuite actionnaire et administrateur de quelques filatures de coton; enfin il prit, en qualité d'associé de Dale, la direction de la filature de coton de New-Lanark, où fut appliquée l'invention d'Arkwright. Les habitants de New-Lanark étaient un ramassis d'individus enrôlés dans les trois royaumes. La pauvreté, la paresse, le vol, l'ivrognerie, l'ignorance, la débauche, les dissensions religieuses régnaient dans cette colonie. Quatre ans suffirent à Owen pour rendre cette turbulente et misérable population de deux mille âmes, heureuse et exemplaire.

Tous les vices furent extirpés sans que l'on eût à user de la force, ni de punitions. Owen soumit les ouvriers à une bonne surveillance et leur apprit à avoir honte de leur mauvaise conduite; il construisit pour eux des cottages hygiéniques avec des jardins, et les leur loua sans en tirer profit; il ouvrit des boutiques pour leur procurer des objets de consommation, où l'on pouvait obtenir tous les objets et les denrées au prix de revient; il organisa une bonne table à bon marché pour les célibataires; il prit en main le commerce des boissons, qu'il vendait avec 30 % de rabais, et extirpa l'ivrognerie en soumettant les buveurs à une active surveillance; il fonda aussi, pour les enfants, des écoles d'où les punitions furent exclues. La renaissance morale de New-Lanark s'est montrée profitable aussi au point de vue économique. Loin de recourir aux procédés ordinaires pour obtenir des profits hasardeux, Owen prévenait à l'avance les acheteurs des prix probables de ses produits industriels; et il acquit ainsi une confiance qui, secondée par la marche excellente des affaires dans sa fabrique, le rendit millionnaire.

Le brillant succès obtenu à New-Lanark fut attribué par Owen, non à lui-même, mais à son système, qu'il exposa dans un ouvrage intitulé *New views of society, or essay upon formation of human character* (1812), et dans son *Book of the new world*.

Toute la vie ultérieure d'Owen fut consacrée à la propagande des principes de son système et à leur application pratique.

Voici le fond principal de ses idées. L'homme n'est par nature ni bon, ni mauvais; il est doué d'impulsions sensuelles, de raison, de tendances morales qui prennent une direction bonne ou mauvaise selon le milieu dans lequel il se développe. L'homme n'est pas responsable, et il ne mérite pas de récompense pour ses pensées et ses actions, parce qu'il est tel qu'il doit être. Un mauvais caractère doit être considéré comme une maladie qui exige une cure. Un gouvernement social doit s'occuper avant tout de l'éducation qui, servant de base au bonheur et à la moralité, développera les propriétés physiques et morales de l'homme, dissipera les préjugés, la peur de la mort, stimulera le sentiment de bienveillance pour le prochain et la tendance au perfectionnement de soi-même, perfectionnement dans lequel Owen voit un acte d'adoration de l'Etre Suprême. Il faut ensuite créer des institutions sociales conformes à la nature humaine. La liberté la plus grande possible doit être laissée à chaque membre de la société pour le développement de sa personnalité — liberté de pensée et de parole. Le principe fondamental de la vie en commun est que personne ne doit exiger de son *confrère* un service que ce dernier ne pourrait pas recevoir de lui. Pour cette raison tous sont obligés de travailler, et le travail commun donne des droits égaux. Les diverses espèces de travaux et de services déterminent la position de l'homme dans la société. Chacun recevant pour son travail une rétribution suffisante, chacun étant animé d'une pure bienveillance envers ses confrères et, en cas de maladie, étant traité aux frais de la société, il en résulte que la propriété privée devient inutile. A 15 ans, l'instruction est terminée, l'homme devient un travailleur, et il entre en liaison avec une femme; la liaison cesse si elle est malheureuse. Le mariage disparait dans la commune, qui prend l'aspect d'une grande famille; les enfants reçoivent une éducation publique aux frais de la société et en vue de ses buts. Le gouvernement social doit aborder la

réforme de la société existante et préparer à celle-ci un avenir heureux, en fondant, en dehors des villes, des communes de 500 à 2000 membres, en leur procurant le nécessaire et en mettant en harmonie la production et la consommation, l'agriculture et l'industrie, le travail manuel et le travail mécanique. La commune se divise en classes selon les âges ; les gens les plus forts et les plus âgés exécutent les travaux les plus importants, s'occupent de l'administration et de la direction de l'ensemble. A la tête du gouvernement est placé le Conseil Principal, qui est composé de membres ayant de 30 à 60 ans ; il est responsable devant la commune et peut être cassé par l'Assemblée générale, dans laquelle le droit de vote appartient à tous les membres d'au moins 16 ans. Les litiges sont soumis à la juridiction de trois arbitres choisis parmi les membres les plus âgés. Le Conseil Principal de la commune entretient des rapports avec les autres communes et établit entre elles des liens moraux et matériels. La base matérielle de l'organisation d'une telle société est la richesse ; la moralité en résultera comme conséquence nécessaire ; la terre donnera, selon la conviction d'Owen, la richesse en abondance pourvu que l'humanité fasse l'effort voulu pour en recueillir les trésors.

De 1812 à 1817, Owen se trouvait à l'apogée de sa gloire. New-Lanarck attirait une foule de voyayeurs ; parmi ceux qui ont visité cette cité industrielle il y a eu non seulement des personnes occupant de hautes positions sociales, mais aussi des membres de familles régnantes, entre autres le Grand-Duc, plus tard Empereur, Nicolas Pawlowitch. Owen avait des partisans au Parlement, dans l'administration, dans le monde commercial. En 1817, il commença à engager une lutte ouverte avec les religions existantes. En Espagne, au temps de Philippe II, Owen aurait été condamné au bûcher, dit Reybaud ; à Rome on l'aurait anathématisé ; en Angleterre on l'abandonna à l'oubli. Il conserva un petit nombre d'adeptes, mais n'eut pas de *parti*. Son essai de fonder aux Etats-Unis une colonie (New-Harmony) sur les bases de son système subit un échec complet. Sa propagande en Angleterre lui coûta

des sommes énormes, mais ne trouva pas d'écho, même dans la classe ouvrière, qui fut alors entraînée par le chartisme, mouvement politique aspirant à donner la prédominance à la classe ouvrière au moyen du suffrage universel. Owen continua à défendre son système jusqu'aux derniers jours de sa vie, mais son influence fut nulle.

En passant à l'appréciation des travaux de cet homme remarquable, il est impossible de ne pas reconnaître en lui un rare talent administratif et un amour profond du prochain, amour qu'il a su traduire dans les faits. Mais Owen, qui était entré à l'âge de 10 ans dans l'activité pratique, ne reçut pas d'instruction solide — il fut son propre maître. Comme beaucoup d'autodidactes le font, il élabora son système sans hésitation aucune, et il crut pouvoir en attendre tous les résultats qui en réalité ne furent que le fruit de son activité personnelle et de son propre travail.

Les vues d'Owen sur la nature de l'homme et sur la société pèchent par des généralisations extrêmes. Le petit monde de New-Lanark, dont il fut le directeur tout puissant, prit dans son imagination les proportions d'un vaste ensemble de communes couvrant tout le globe terrestre. Ses succès dans la régénération de la population de New-Lanark et dans l'éducation des enfants lui parurent être la conséquence de l'application des idées nouvelles, indépendamment de sa bienveillante activité personnelle.

En considérant le caractère de l'homme comme un produit des conditions extérieures, Owen rappelle la doctrine des matérialistes, avec cette différence que ceux-ci accordaient une importance particulière à la nature physique, tandis qu'Owen attribuait la formation du caractère aux conditions sociales, et fondait sur elles la négation du libre arbitre et la célèbre théorie de l'irresponsabilité. « L'homme, » dit Owen, « ne mérite ni récompense ni punition ; il est tel qu'il doit être. » Mais, en envisageant l'homme de ce point de vue, il faut reconnaître comme également irresponsables aussi bien le criminel qui commet l'acte, que l'autorité qui le châtie, lors même que le crime aurait révélé la plus extrême immo-

ralité et que la répression aurait été entachée d'illégalité et de cruauté. Une pareille doctrine mène à la négation de toute possibilité de suivre ou de ne pas suivre l'idéal moral, et à l'idée de la complète équivalence du bien et du mal.

L'organisation de la société, d'après l'idéal d'Owen, est entachée des défauts communs à tous les systèmes communistes, mais elle s'en distingue par une inconséquence plus grande encore. Owen veut le développement de l'individu, la liberté des opinions, de la parole, et en même temps il les exclut en soumettant l'homme au gouvernement communiste, en établissant la communauté des biens et en abolissant la famille. Owen cherchait le principe moteur de sa société dans les principes généraux de son système, tandis qu'à New-Lanark il était lui-même cette force motrice, et que la liberté y était garantie par le milieu non communiste qui l'entourait.

En s'adressant aux gouvernements et en les invitant à favoriser l'application de son système, Owen ne posait pas comme condition indispensable de la réalisation du *nouveau monde*, que les gouvernements existants prissent cette affaire en main. Louis Blanc et Lassalle imposent à l'Etat l'exécution de leurs programmes. Ce ne sont plus des rêveurs de cabinet, mais ils sont tous deux des agitateurs politiques.

4. *Louis Blanc.*

Louis Blanc naquit en 1813 et mourut en 1882. Il acheva ses études à Paris. Dans sa jeunesse il fut précepteur, clerc d'avocat, collaborateur de quelques revues, ensuite journaliste ; il connut la misère, ce qui le poussa à chercher les moyens d'améliorer le sort des ouvriers. En 1839 parut son *Organisation du travail*, ouvrage qui lui procura une grande notoriété. Ce petit volume contient la condamnation de l'ordre économique actuel et un plan de réorganisation. A côté d'autres articles socialistes, Louis Blanc écrivit l'H[illegible] (1839-1840), qui parut en 1841-44, et l'H[illegible] de la Révolution française, parue en 1847-62. Ces

deux ouvrages se distinguent par une tendance socialiste. En 1848 Louis Blanc fut membre du gouvernement provisoire et président de l'assemblée ouvrière au Palais du Luxembourg. Sur son initiative, on créa les Ateliers nationaux, mais il ne les reconnut pas comme réalisant ses idées. Les événements du 15 mai 1848 contraignirent Louis Blanc à se réfugier en Angleterre. Il rentra en France en 1870 et, en 1876, fut élu à l'Assemblée législative, où il siégea parmi les radicaux.

Le plan de Louis Blanc, exposé dans son *Organisation du travail*, est dirigé exclusivement contre la concurrence qui, selon lui, est la cause de la ruine générale. La concurrence, dit Louis Blanc, doit être détruite par la concurrence. Le gouvernement, c'est-à-dire l'Etat, possède le capital le plus grand ; en organisant des ateliers sociaux il contraindra les particuliers à se dessaisir de leurs entreprises; ainsi toute l'industrie privée viendra se fondre dans les entreprises économiques de l'Etat, dont les administrateurs seront d'abord nommés par l'autorité, puis deviendront plus tard électifs. Les produits des ateliers sociaux doivent être divisés en 3 parties qui sont destinées : l'une — à une répartition égale entre les ouvriers, une autre — au soutien des vieillards, des malades, et à la formation d'approvisionnement dans l'éventualité de crises, une troisième — à l'acquisition des instruments de production.

L'importance de la concurrence a été expliquée plus haut ; il est donc inutile de démontrer pourquoi il ne faut point l'abolir. Il est à remarquer ensuite que, s'il existe des branches de production que l'Etat peut diriger avec le même succès ou même avec un succès plus grand que les particuliers, ce sont celles qui ont un caractère de monopole ou qui se distinguent par la simplicité des manipulations et la facilité du contrôle. En général, les essais de la part de l'Etat de s'occuper d'industrie ont été en grande partie malheureux parce que les administrateurs pensaient presque toujours à leur intérêt personnel et non pas aux intérêts de l'entreprise. Il est vrai que l'Etat peut tuer par sa concurrence telle ou telle branche d'industrie, en employant à cet effet les revenus des

impôts; il peut vendre à perte ou même donner pour rien les choses produites avec ses ressources financières; mais qui gagnera à cela? Evidemment ce ne seront pas les contribuables. Enfin l'égalité des salaires rendra le stimulant au travail très faible: quel que soit le travail d'un individu, il ne peut compter, selon la quantité des travailleurs, que sur $^1/_{100}$ ou $^1/_{1000}$ de toute la somme des produits. Le but de chaque ouvrier sera de travailler le moins possible et d'obtenir le plus qu'il pourra. Louis Blanc se flattait de remplacer l'intérêt personnel par le sentiment de l'honneur, et il appuyait son idée sur l'existence de ce sentiment dans l'armée française; mais, dit Roscher, Louis Blanc oubliait les articles du code militaire qui, à défaut de ce point d'honneur, appliquent au soldat français la peine de mort, et il oublie aussi que tous les hommes ne se distinguent pas par un égal sentiment de l'obligation morale.

5. *Lassalle.*

Ferdinand Lassalle, d'une famille de commerçants juifs, naquit à Breslau en 1825 et fut tué en duel en 1864. Il étudia la philologie et la philosophie à Berlin et aborda en 1857 l'arène scientifique et littéraire, comme auteur de *La philosophie d'Héraclite d'Ephèse*. En 1861 parut son *Système des droits acquis* (en 2 volumes — *System der erworbenen Rechte*). Ces deux travaux procurèrent à leur auteur une grande considération parmi les spécialistes. Puis Lassalle publia une série de brochures qui contiennent ses discours, des épitres aux ouvriers et de courts articles socialistes. Les plus remarquables sont ceux-ci : 1° la *Lettre ouverte au Comité ouvrier du Congrès de 1863 (Das offene Antwortschreiben)* contenant l'exposition de sa doctrine; 2° *Sur la question ouvrière (Zur Arbeitsfrage)*, discours prononcé au Congrès de Leipzig de la même année; 3° *L'impôt indirect et la situation des classes ouvrières*, 1863 *(Die indirecte Steuer)*; 4° *Bastiat — Schulze von Delitsch*, 1864, etc. La plupart des

discours ont été prononcés par Lassalle dans des réunions d'ouvriers ou pour sa défense devant des tribunaux. Ils se distinguent, de même que ses autres pamphlets, par un caractère passionné ainsi que par l'absence de scrupules dans le choix des moyens, et sont calculés uniquement pour entraîner la foule.

Cette activité d'agitateur mit Lassalle, en 1863, à la tête d'un parti socialiste démocratique allemand créé par lui.

Dans ses brochures et dans ses discours, il prouvait l'insuffisance de l'ordre économique existant, où domine la « loi d'airain » de l'offre et de la demande, qui abaisse le salaire moyen au point de ne procurer aux ouvriers que tout juste de quoi vivre, et combler les vides causés dans leurs rangs par une trop grande mortalité. Contre ces maux, les sociétés de prêt et d'épargne, recommandées par Schulze-Delitsch, sont impuissantes, car le soutien qu'elles offrent aux petites entreprises ne peut que prolonger l'agonie de ces dernières dans leur lutte avec les grandes, qui travaillent mieux et à meilleur marché.

L'unique issue de cette situation se trouve, d'après Lassalle, dans une représentation nationale fondée sur le suffrage universel, qui donnerait la haute main aux éléments ouvriers. Grâce à cette représentation apparaîtront des associations embrassant toute la classe ouvrière ; l'Etat, en confirmant leurs règlements et en contrôlant leur activité, doit les aider par le crédit et par la garantie des intérêts. Lassalle suppose que la Banque d'Etat, avec un capital de 100 millions, peut émettre pour 400 millions de thalers de billets ; or 100 millions suffiraient déjà pour fonder des associations de 400,000 ouvriers, formant avec leurs familles une population de 2 millions d'âmes. Ainsi les travailleurs, avec l'aide de l'Etat, se transformeraient en entrepreneurs, et obtiendraient, en même temps que le salaire, un profit industriel, tandis que l'Etat ferait ce qu'il a fait pour la construction des chemins de fer, c'est-à-dire garantirait un intérêt aux entrepreneurs. Cette exigence est, selon Lassalle, d'autant plus juste, que la population du royaume prussien, tout au moins, est composée de 96 ¼ % de pauvres gens

courbés sous la misère, et présente déjà au fond une association des classes les plus malheureuses.

L'idée de Lassalle sur la cause de la misère au sein de la classe ouvrière est le développement, poussé jusqu'à leurs dernières conséquences, de quelques-unes des thèses des disciples de Smith — de celle de Ricardo en particulier sur la tendance du salaire à descendre jusqu'aux limites les plus basses. On a diversement commenté ce phénomène : les uns l'ont attribué à la libre concurrence, les autres à la prépondérance du capital sur le travail, d'autres encore à l'accroissement excessif de la population parallèlement à un accroissement plus lent des moyens d'existence. Tout en reconnaissant dans la majorité des cas le fait de la misère de la classe ouvrière, on ne peut pourtant s'empêcher de remarquer que les causes de cette misère sont très diverses, et que la thèse de Lassalle sur « la loi d'airain » déterminant le salaire, lui apparaît comme règle générale, comme axiome, alors que, dans certaines circonstances, la demande de travail peut être — et elle l'est en réalité — supérieure à l'offre.

Quant au moyen proposé par Lassalle, tout d'abord le suffrage universel (qui existe depuis longtemps en France et dans l'Empire germanique), quels que soient ses qualités et ses défauts, n'a pas encore amené la classe ouvrière au pouvoir. Ensuite, si même les espérances de Lassalle se réalisaient, la création des associations d'ouvriers dont il parle ne pourrait que difficilement produire les résultats qu'il en attendait. La prépondérance politique de la population pauvre aurait pour conséquence, non pas une solution pacifique de la question sociale, mais une guerre civile, qui aboutirait à une dictature tyrannique. Lassalle pensait trouver le capital nécessaire aux grandes entreprises ouvrières chez les riches, qui, en cédant leur argent à un intérêt bas, auraient été au fond spoliés. — L'affirmation que 96 $^{1}/_{4}$ % de la population de la Prusse forment déjà une association de pauvres, est un défi au bon sens, car des associations de pauvres ne créent pas de grandes entreprises. — En proposant de créer des associations ou-

vrières au moyen du papier-monnaie, Lassalle fait preuve d'une ignorance complète du crédit. On ne peut pas soutenir qu'une banque, ayant 100 millions en monnaie, puisse sans aucun risque émettre pour 400 millions de billets. S'il en était ainsi, en Russie et en Autriche — pays qui souffrent de l'existence d'un papier-monnaie qui n'est pas échangeable en numéraire — les billets seraient depuis longtemps au pair de la monnaie métallique. De plus, quels sont les intérêts que le gouvernement peut garantir aux créanciers d'associations formées par des ouvriers dans un pays (la Prusse) qui compte, d'après Lassalle, 96 ¼ % de pauvres, et où sont possibles des crises qui ne peuvent pas toujours être conjurées par l'Etat ? Enfin, y a-t-il la moindre vraisemblance que le travail prospère dans ces associations, même sous la surveillance de l'Etat, et que la répartition des travaux, le salaire et l'écoulement des produits avec le concours des autorités soient conformes aux désirs des ouvriers, aux intérêts des consommateurs et à l'avantage des créanciers ? De ce qui précède on peut conclure que Lassalle devait sa force et son importance à son talent d'orateur, à son habileté à influencer les masses, et non pas à la profondeur et à la solidité de ses idées.

Il est à remarquer en général qu'il a peu d'originalité. Ses théories se rapprochent surtout de la doctrine de Louis Blanc. Tous deux ont mis l'exécution de leur plan à la charge de l'Etat, mais avec la différence que Louis Blanc énonçait sa pensée directement et ouvertement, tandis que Lassalle donnait à ses associations l'apparence de sociétés libres, tout en exigeant de l'Etat de l'argent, la garantie des revenus, les statuts de ces associations et une surveillance sur elles. On pourrait trouver aussi dans les discours et les brochures de Lassalle quelques traits qui rappellent Rodbertus, Proudhon et Marx ; mais cette ressemblance concerne plutôt la critique de l'état existant que les plans de réformes sociales. Rodbertus était l'adversaire des associations productrices et il tenait au maintien du salaire. Proudhon était plutôt un philosophe et un critique chez lequel Lassalle ne prenait que les élé-

ments pour l'agitation populaire (ce que Proudhon n'a jamais fait). Enfin Marx différait de Lassalle non seulement dans sa théorie de la « plus-value, » comme cause de la misère, mais aussi dans ses idées sur la révolution sociale. Chez Lassalle prédomine une politique nationale, et non cosmopolite. Jusqu'à quel point cette tendance était-elle sincère, c'est là une autre question ! Il ne faut pas oublier du reste que le point culminant de son activité d'agitateur correspond aux années 1863-64, c'est-à-dire à l'époque où germait l'unification de l'Allemagne, alors que les masses prêtaient une oreille attentive à tout ce qui avait trait aux intérêts nationaux de l'Etat — intérêts dont la réalisation était à l'ordre du jour.

CHAPITRE XII

LE SOCIALISME PHILOSOPHIQUE ET CRITIQUE

Bien que cette désignation ne soit peut-être pas tout à fait exacte, il est difficile d'en trouver une autre pour les doctrines de ces socialistes qui n'ont pas proposé un système complet d'organisation sociale, mais qui, en expliquant les causes des phénomènes économiques anormaux, ont seulement indiqué les voies qui devaient conduire à la réorganisation de la société contemporaine. Il faut rattacher à ce groupe Rodbertus, Proudhon et Marx.

1. *Rodbertus-Jagetzow.*

Rodbertus, né en 1805, mort en 1875, était fils d'un professeur de droit romain à l'Université de Greifswald. Il fit des études de droit à Gœttingue et à Berlin, exerça d'abord des fonctions

juridiques, puis donna sa démission, voyagea beaucoup et, en 1834, acheta en Poméranie la terre nobiliaire de Jagetzow, dont on ajoute ordinairement le nom à son nom de famille. Il fut élu au Landtag et occupa pendant très peu de temps (en 1847) le poste de ministre de l'instruction publique dans le cabinet Auerswald-Hansemann. En 1849 Rodbertus abandonna l'activité publique et consacra le reste sa vie à l'étude de la question sociale. Parmi ses ouvrages, les plus remarquables sont : les *Lettres à von Kirchmann (Beleuchtung der Socialen Frage, Sociale Briefe an von Kirchmann)* qui commencèrent à paraître en 1850 sous forme de traités étendus — et ensuite quelques petits articles, principalement *La journée normale de travail (Der normale Arbeitstag)* 1871[1].

De son vivant, Rodbertus fut peu connu comme écrivain; ce furent les *socialistes de la chaire* (Kathedersocialisten), le prof. Adolphe Wagner et les autres partisans de l'extension du champ d'activité de l'Etat dans le domaine économique, qui portèrent les premiers leur attention sur lui.

Après avoir reconnu le travail comme étant l'unique force productrice, l'essence de la valeur et une mesure de cette dernière plus exacte que les métaux précieux, Rodbertus arrive à la conclusion que les revenus touchés par les propriétaires du sol et du capital sont produits par le travail des ouvriers et ont une base non pas économique, mais juridique. L'appropriation des produits du travail d'autrui se faisait dans l'antiquité au moyen de l'esclavage, et, dans le monde germano-chrétien, cette appropriation fut instituée par le droit positif. Les lois sur la propriété des terres et des capitaux sont la cause de l'appauvrissement des classes ouvrières, du paupérisme et des crises commerciales. Abandonnés à eux-mêmes, les ouvriers sont privés de la possibilité de sortir jamais, quelles que puissent être les circonstances, de leur état de misère et de jouir des bienfaits du progrès de la civilisation. Ce but ne saurait être atteint, selon Rodbertus, que par l'institution de la

[1] RODBERTUS-JAGETZOW. *Kleine Schriften*, p. 337-359.

journée normale de travail de 6, 8, 10 et 12 heures, selon le genre d'occupation ; mais en même temps on doit établir la quantité moyenne de travail qui peut être exécutée dans un nombre d'heures donné. Pour un tel travail à la tâche, déterminé avec le concours de l'Etat, fixé par contrat entre les employeurs et les ouvriers, le salaire doit être calculé sur les bases suivantes : De la totalité de tous les produits d'une entreprise donnée, on déduit d'abord la part nécessaire pour couvrir les dépenses gouvernementales, et la part correspondant aux revenus que les propriétaires fonciers et les capitalistes percevaient avant l'établissement de la journée normale de travail. Ces revenus doivent rester fixes et ne subir aucun changement s'il y a augmentation de la productivité du travail. Le reste est réparti sous forme de salaire comme suit : si la journée normale de travail est fixée à 10 heures et si le travail à la tâche est exécuté entièrement dans ce laps de temps, le salaire sera payé intégralement ; si dans les dix heures il n'est exécuté que la moitié du travail à la tâche, on ne paiera que la moitié du salaire ; s'il est exécuté 1 ½ fois plus du travail à la tâche, il faudra payer un salaire 1 ½ fois plus fort.

Rodbertus propose ensuite l'émission par l'Etat d'un papier-monnaie spécial avec une valeur exprimée en durée de travail. Cette monnaie doit servir à payer le salaire et à procurer du crédit à bon marché pour les marchandises placées dans des dépôts organisés par l'Etat, et, au début, pour des marchandises destinées à la consommation des ouvriers (Lohngüter).

Selon Rodbertus, la question sociale est posée et ne se résoudra ni d'elle-même, ni dans la rue – par des grèves, des barricades ou le pétrole ; mais elle peut être résolue par l'institution de la journée normale de travail, avec le concours énergique de l'Etat. De la sorte, les propriétaires du sol et du capital ne perdront rien de ce qu'ils possèdent, mais tout l'accroissement futur de la production nationale ira au profit des ouvriers.

Telle est la conclusion définitive à laquelle est arrivé Rodbertus. A première vue, l'auteur paraît ne pas toucher à la propriété

privée ; il conserve le travail librement loué et se borne à imposer à l'Etat la régularisation du salaire, pour écarter, à l'avenir, la misère du sein de la classe ouvrière. Ainsi on pourrait, semble-t-il, considérer Rodbertus comme un conservateur, d'autant plus qu'il n'était pas partisan des bouleversements révolutionnaires, et que le ton de ses ouvrages, toujours sérieux et calme, par endroits seulement un peu tranchant, ne tombe jamais dans la déclamation.

A y regarder de plus près, il faut néanmoins reconnaître que les idées de Rodbertus ne diffèrent pas beaucoup, dans le fond, de celles des socialistes avancés. D'abord en considérant le travail comme l'unique force productrice, et en affirmant que la valeur de tous les objets qui servent à satisfaire nos besoins ne dépend que du travail des ouvriers, Rodbertus devait arriver à la négation du droit des propriétaires et des capitalistes sur leurs revenus. Cela aurait été une conclusion correcte tirée d'une fausse prémisse. Mais l'auteur s'est arrêté à mi-chemin et, tout en laissant aux propriétaires ce qu'ils possèdent déjà, il n'admet aucun accroissement ultérieur de leur fortune par suite de l'accroissement de la production. Il est évident que si la propriété existante était le fruit du travail d'autrui, son existence ne saurait se justifier. En considérant l'accumulation ultérieure de la propriété existante comme injuste, Rodbertus aurait dû reconnaître aussi comme injustes et sa formation antérieure, et l'apparition de toute nouvelle forme de propriété.

Les assertions de Rodbertus qu'on n'enlève rien aux propriétaires, puisqu'on leur assure leur revenu antérieur, ont un arrière-goût d'ironie. Toute dépense nouvelle faite par le propriétaire foncier ou par le fabricant pour accroître la productivité se transformera pour eux en perte ; on leur retirera le droit à tout ce qu'ils pouvaient acquérir avant l'institution de la journée normale de travail, non seulement sans causer de tort aux ouvriers, mais même à l'avantage de ceux-ci, par l'accumulation et l'emploi de leurs épargnes.

Ainsi la source principale des erreurs de Rodbertus, de même que d'autres socialistes, consiste dans la conception erronée de la production et de la valeur créée par la production.

Il est incontestable que le travail ne constitue pas l'unique force productrice, que dans la production ce ne sont pas seulement les muscles de l'homme qui fonctionnent, mais aussi les muscles d'acier des machines, les forces organiques et inorganiques de la nature, les instruments matériels et intellectuels accumulés, et enfin tout l'organisme de la vie sociale plus ou moins développée. Toutes ces forces créent non seulement l'utilité, mais aussi la valeur des produits, valeur qui exprime le degré de leur indispensabilité et de leur accessibilité pour l'homme. Il est de même incontestable que la propriété, en tant qu'elle représente les moyens en possession de l'homme, et une certaine valeur lui appartenant, est le résultat de la production antérieure et des conditions dans lesquelles elle s'est effectuée. En considérant la propriété comme étant une valeur, il est impossible de ne pas reconnaître qu'elle est créée par le travail, par le capital, par la nature, par les conditions sociales et aussi par ce que les économistes allemands contemporains appellent des *Conjuncturen*, c'est-à-dire par le concours de circonstances fortuites. Ainsi, par exemple, la valeur de la terre croît indépendamment des dépenses qui sont faites pour elle, par suite de la construction de routes, de l'augmentation de la population, etc. L'économie politique et la législation, qui se développent sous son influence, tendent à transformer en propriété sociale la valeur résultant des conditions sociales, et à assurer à l'homme la propriété, qui est le résultat de la production et de son épargne. La lutte contre l'enrichissement facile, contre le jeu des spéculateurs, contre les coups de bourse, est conduite par la société avec une énergie croissante et un succès plus sûr que celui qu'on pourrait espérer de l'établissement de la journée normale de travail.

Avant de passer à la critique de cette dernière, il est cependant à remarquer que Rodbertus n'explique presque pas son processus

supposé de l'appropriation par les propriétaires de ce qui est produit par les ouvriers. Louis Blanc et Lassalle ont signalé l'effet défavorable aux ouvriers de la concurrence dans l'offre et la demande. Marx a indiqué la formation de ce qu'il appelle la plus-value ; Rodbertus ne mentionne la concurrence qu'en passant, et paraît partager les vues de Lassalle sur « la loi d'airain, » qui réduit le salaire à son minimum. Pour réagir contre la baisse du salaire, il recommande l'établissement de la journée normale de travail et un mode spécial de répartition des produits.

L'idée que la journée normale de travail ne doit pas être égale pour tous les métiers et que le salaire doit correspondre non pas au nombre des heures, mais au travail accompli, paraît juste à première vue, mais la réalisation en serait liée dans la pratique à des difficultés insurmontables. Il faudrait définir la durée de la journée de travail et l'heure du travail à la tâche, dans des milliers de métiers divers, et même dans les travaux du même genre différant seulement, soit par le matériel dont les ouvriers se servent, soit par les conditions dans lesquelles s'exécute le travail, soit enfin par la qualité qu'on exige des produits eux-mêmes (par exemple un travail plus ou moins soigné). L'évaluation par l'architecte Peterson de travaux techniques ne fait qu'expliquer par un exemple l'établissement de la journée normale de travail, mais ne prouve pas la possibilité de la réaliser effectivement.

Le problème de la rétribution des ouvriers éveille, dans son ensemble et dans ses détails, des doutes qui ne sont pas moindres. Rodbertus propose de déduire de la somme générale des produits obtenus une partie qui couvrirait les dépenses publiques, une autre partie destinée à payer aux propriétaires fonciers et aux capitalistes une rente constante et non susceptible d'accroissement, et de répartir le reste entre les ouvriers à raison de tant par journée normale de travail. Selon Rodbertus, avec une telle distribution des résultats de la production, les propriétaires ne s'enrichiront pas aux dépens de l'accroissement de la productivité nationale. C'est probable ; mais le contraire peut arriver. Puisqu'il est

garanti aux propriétaires un revenu constant, les ouvriers-agriculteurs pourraient, dans une année telle que 1894[1], ne rien recevoir du tout.

Quoique l'auteur n'ait point en vue une organisation communiste, et qu'il propose d'exécuter tous les travaux en traitant à l'amiable avec les ouvriers, cependant la journée normale de travail ne peut avoir de sens que si elle est obligatoire et si la rétribution en est fixée avec l'intervention et sous le contrôle de l'administration. Il faudra en conséquence faire des millions, des dizaines de millions de comptes personnels, pour savoir par qui et combien de travail normal a été exécuté, et quelle rétribution doit revenir à chacun.

Pour résoudre ce problème, il faudrait effectivement une rude besogne administrative (eine saure Staatsarbeit), comme dit Rodbertus, besogne qui ne garantirait du reste aucunement qu'on pût ainsi obtenir des résultats tant soit peu satisfaisants; car, où trouver cette armée de fonctionnaires qui seraient des juges compétents de la difficulté et de la facilité, de la qualité et de la valeur des divers travaux ?

On pourra dire, sans doute : Quoique la journée normale de travail ne soit pas encore établie, cependant la durée des journées de travail et des occupations à la tâche existe en fait, et les ouvriers reçoivent déjà maintenant une rémunération qui n'est pas, il est vrai, aussi rationnelle. Autrement dit : tout ce que Rodbertus présuppose se fait déjà, mais se fait d'une façon peu satisfaisante; il ne s'agit que d'introduire dans la vie plus d'équité et plus d'ordre. La différence cependant est énorme entre la masse incalculable des contrats privés, quoique legaux, dans lesquels personne n'intervient, et des contrats qui exigeraient une comptabilité compliquée de jours et d'heures de travail à la tâche, de rétributions dues pour ces travaux, faite sous le contrôle d'agents du gouvernement chargés d'attester l'exactitude des incriptions et

[1] En Russie. Trad.

des calculs. Aussi ne peut-on faire moins que de se demander si l'insuccès de cette justice chimérique ne sera pas pire que l'injustice actuelle contre laquelle les forces privées et celles de la société engagent, toutes les fois que le besoin s'en fait sentir, une lutte parfois couronnée de succès.

Enfin Rodbertus propose, pour le paiement des ouvriers et pour la circulation intérieure, d'émettre un papier-monnaie [1]. Ces billets, représentant des heures de travail, seraient avancés aux employeurs, en particulier comme gages de marchandises que l'Etat recevrait en dépôt dans ses magasins.

L'idée de se servir d'une monnaie pour compter les heures de travail n'est pas neuve. Elle fut écartée par A. Smith qui en considérait la réalisation comme pratiquement impossible. Plus tard elle fut émise par R. Owen, et reprise en 1841 par Rodbertus dans l'article *Zur Erkenntniss unserer staatswissenschaftlichen Zustände*, et enfin sous une forme un peu différente par Proudhon dans son projet d'une « Banque d'échange » (avec la transposition des heures de travail en francs). L'erreur principale de Rodbertus consiste à regarder l'heure moyenne de travail comme une quantité constante, changeant le moins possible, ou plutôt comme une valeur; tandis que l'heure de travail est au contraire une quantité au plus haut degré inconstante et variable, et qu'on ne peut pas exprimer par un type de travail donné. La valeur des diverses espèces de travail ordinaire — manuel, technique, intellectuel, etc. ne peut être exprimée que par l'argent, et non par tel ou tel genre de travail. On ne peut comparer quantitativement les diverses espèces de travail qu'après avoir déterminé leur valeur en monnaie, et non pas en transposant le nombre d'heures d'un travail quelconque en nombre d'heures d'un autre. En effet, ce qui diffère, ce n'est pas seulement la quantité de travail nécessaire à la production ou employé dans la production, mais c'est encore le besoin même des différents genres de travail

[1] Rodbertus. Vol. 2, p. 349.

qui est variable. Pour toutes ces raisons il est inadmissible de faire d'une quantité de travail déterminé l'unité de valeur, et les personnes qui prennent part à des transactions ne pourraient pas, sans évaluer le travail en monnaie, se rendre compte de ce qu'elles reçoivent et de ce qu'elles donnent, en recevant ou en donnant en paiement une certaine quantité d'heures de travail.

On comprend bien qu'une telle monnaie ne pourrait se maintenir sur le marché et faire concurrence à la monnaie métallique. Sa dépréciation dans la suite du temps, au fur et à mesure de son émission, apparaît comme inévitable, puisque cette monnaie, dont l'émission n'est point limitée, ne peut pas être échangée en numéraire, et qu'il ne lui est point attribué de garantie suffisante. Sans doute, Rodbertus qualifie son papier-monnaie de billets marchands, de billets de caisse, de prêt, garantis par des marchandises ; mais une telle manière de voir prouve seulement que ses idées sur la monnaie étaient très confuses.

Rodbertus n'a joué aucun rôle dans le mouvement social, mais ses ouvrages méritent l'attention, en tant que constituant un exposé d'idées de réorganisation de la société sur des principes socialistes, tout en conservant dans la société — ce qui est tellement odieux aux socialistes — la propriété et le travail libre.

Proudhon fut beaucoup plus profond et fit preuve de beaucoup plus de talent que Rodbertus.

2. *P.-J. Proudhon.*

Proudhon, né à Besançon en 1809, mort en 1865, était le fils d'un ouvrier brasseur et d'une paysanne. Dans son enfance il garda le bétail sur les pâturages du Jura, puis il entra, en même temps que ses parents, en service dans une brasserie ; il suivit cependant une école secondaire, et y attira l'attention de ses maîtres par ses capacités hors ligne. A dix-neuf ans il fut obligé de soutenir sa famille, et il obtint une place de compositeur d'abord, puis de correcteur dans une imprimerie. C'est là qu'en

1839 il écrivit son premier ouvrage, sur le sujet proposé par l'Académie de Besançon — *De la célébration du dimanche* — et il reçut une bourse de 1,500 fr. pour deux ans, ce qui lui permit de s'adonner entièrement à ses occupations préférées. En 1840 parut son premier mémoire intitulé *Qu'est-ce que la propriété?* A cette question Proudhon répondit : « *La propriété, c'est le vol,* » en motivant cette assertion par les abus que commettent les propriétaires.

Le mémoire de Proudhon fit beaucoup de bruit[1].

Dès ce moment les ouvrages de Proudhon se succédèrent. Les plus remarquables sont ceux-ci : *La création de l'ordre dans l'humanité,* 1843, et *Les contradictions économiques ou la philosophie de la misère,* 1846. Dans ces deux livres, à en juger par les procédés dont se sert l'auteur, on sent l'influence de la philosophie de Hegel. En 1848, la révolution de février mit Proudhon en avant avec ses projets d'impôt sur le revenu, et de la création d'une institution de crédit, appelée : « Banque du peuple. » Les projets de Proudhon ne trouvèrent, du reste, un accueil bien chaud, ni dans la société, ni parmi les représentants du peuple.

A la suite de cet insuccès, Proudhon ne prit plus aucune part au mouvement social, mais par contre son activité littéraire devint extrêmement féconde, et se porta non seulement sur les questions sociales et économiques, mais aussi sur les questions philosophiques, théologiques et politiques. Avec ses écrits posthumes et sa correspondance, les œuvres de Proudhon forment 37 volumes.

Pour se faire quelque idée des opinions de Proudhon, il faut en exposer les plus caractéristiques, contenues dans *Les contradictions économiques*, et expliquer la substance de ses projets d'impôt sur le revenu et de Banque du peuple.

Les contradictions économiques forment, sans contredit, l'ouvrage politico-économique principal de Proudhon.

[1] Au fond, la même idée avait déjà été exprimée en 1780 par Brissot.

Elles sont hostiles en même temps à l'école libérale économique et au socialisme. Proudhon cherche dans la dialectique de nouveaux principes pour la science économique, et il s'efforce d'en concilier les contrastes.

La science économique, selon Proudhon, existe bien réellement, et a un caractère progressif. Mais ce n'est pas le code qui constitue la science, ni la routine surannée de la propriété, ni le socialisme condamné par Platon et par Thomas Morus sous le nom d'utopie, qui veut dire chimère. La science n'est ni pour l'égoïsme, prêché par l'école, ni pour le communisme, car la vérité ne réside pas dans l'exclusion d'un principe par l'autre, mais dans leur conciliation dans un principe supérieur. La science ne consiste pas dans ce qui a été ou dans ce qui sera, mais dans ce qui est — le présent embrasse le passé et l'avenir. Les économistes ont dit : « le travail est organisé ; » les socialistes ont dit : « il faut organiser le travail ; » « moi, » dit Proudhon, « j'affirme que le travail s'organise. » L'économie politique, selon l'auteur, ressemble à une plaine immense, parsemée de matériaux pour l'édifice ; les ouvriers attendent, mais entre temps l'architecte a disparu, sans laisser de plan.

Après cette introduction, épicée de théologie socialiste, Proudhon passe au chapitre de la valeur (de l'utilité et de la valeur). *La valeur d'usage ou d'utilité* est la propriété d'un objet de servir à l'homme ; *la valeur en échange* est la propriété de pouvoir être échangé. Au fond, c'est la même chose (!), parce qu'à l'idée de la valeur d'utilité se joint aussi l'idée de *substitution*. Mais c'est ici que, de l'avis de Proudhon, la contradiction se manifeste. Si la somme des produits utiles devenait moindre, c'est le producteur qui perdrait à l'échange ; si elle devenait plus grande ou si la production revenait à meilleur marché, c'est lui qui gagnerait. Nous sommes d'autant plus riches, poursuit Proudhon, que nous produisons plus et que nous produisons plus d'objets utiles ; mais la multiplication des produits abaisse leur valeur. Plus il y a de produits, plus ils perdent à l'échange ; — la contradiction est là.

Ainsi la vérité boite et devient impossible. Ce vice est corrigé par la *valeur constituée,* par la loi qui établit les rapports proportionnels entre les produits dans l'ensemble de la richesse nationale. Cette proportionnalité est établie par le travail. L'homme sait que tel produit coûte une heure, tel autre un jour, un troisième une semaine, un an de travail. Le travail mesuré par le temps est la base de la loi de la valeur. La valeur constituée comme proportionnalité des produits, suppose au même degré l'utilité et la valeur, combinées indissolublement et harmonieusement. L'utilité est la base de la valeur ; le travail en établit les rapports, et le prix (à l'exception des écarts) exprime ce rapport ; mais, tant qu'il n'y a pas de proportionnalité dans l'échange, il n'y a point d'égalité dans la valeur. De tous les produits, c'est la monnaie qui seule, selon Proudhon, représente une valeur constituée.

Proudhon passe ensuite à la division du travail, dans laquelle il ne voit que la simplicité, la monotonie, l'uniformité, le morcellement du travail. Le contraire de la division du travail, c'est la machine, qui est une protestation contre le morcellement du travail et sa concentration, et un moyen d'amoindrir l'effort et d'augmenter le bien-être, un symbole de la liberté et de la domination sur la nature. Mais les machines, selon Proudhon, réduisent à leur tour le travail, en diminuent la demande et accroissent la misère. Tout ce qui a été proposé pour conjurer le mal causé par les machines est inefficace.

Proudhon voit dans la concurrence le plus fort stimulant à l'activité. « Donnez » dit-il, « une garantie au travail ou au salaire, et une *relâche* incroyable de forces remplacera l'activité tendue de l'industrie. » Anéantir la concurrence c'est anéantir la personnalité, la liberté et la responsabilité privée. Mais en même temps, la concurrence est aussi la domination de la force brutale et des instincts inhumains. Le contraire de la concurrence est le monopole. Le monopole, comme droit exclusif, est une cause de capitalisation et une source du bien-être. Sans un droit exclusif sur la terre, personne n'en entreprendrait le défrichement ; sans

le monopole, il n'y aurait eu ni Arkwright, ni Watt, ni Jaccard. Le monopole est indispensable ; sans lui la société ne serait jamais sortie de l'enfance — c'est la couronne du producteur. Mais si la concurrence est la guerre civile, alors le monopole est le massacre des prisonniers.

Proudhon traite dans le même esprit, des impôts, de la balance du commerce, du crédit, de la propriété, du communisme et de la population — en opposant toujours le côté sombre au côté lumineux, en glorifiant et en maudissant tour à tour les phénomènes et l'ordre économiques. En arrivant à la fin, l'auteur dit qu'il a tant d'idées qu'il pourrait écrire un nouveau livre. Mais il faut finir, dit-il, je m'arrête. Du reste, ajoute-t-il, la vérité ne se trouve ni dans l'utopie, ni dans la routine, mais dans « l'équation des contradictions. » La formule s'en trouve dans l'équation de la loi d'échange, dans un système de garanties qui résolve les formes anciennes de la société, qui satisfasse le progrès, qui fasse de la division du travail un instrument de la science, qui anéantisse l'esclavage établi par les machines, qui prévienne les crises, qui transforme la concurrence en bienfait, le monopole en gage de sécurité et qui soumette au travail le capital et l'Etat. « Tout se prépare pour cela. » Le livre se termine brusquement sur ces mots sans donner de clef pour résoudre cette « formule » mystérieuse.

En passant à l'analyse des *Contradictions* de Proudhon il faut avant tout remarquer que les matériaux pour un nouvel édifice de la science, après celui qui avait été construit par Adam Smith, ne sont rien moins que rassemblés, et que non seulement l'architecte manque, mais que des collectionneurs de matériaux même restent encore à trouver. Tout le livre de Proudhon est rempli d'une virulente, impitoyable critique, et d'un jeu dialectique ayant pour but la conciliation des contradictions dans un principe supérieur.

Cette conciliation n'a été imaginée par Proudhon que pour la valeur seule et, du reste, sans grand succès.

Il emploie très adroitement le terme *valeur,* qui signifie soit la valeur d'utilité ou valeur en usage, soit la valeur en échange ou simplement valeur, tantôt pour identifier, tantôt pour opposer l'utilité à la valeur. Cependant il y a entre les deux notions une grande différence : l'utilité est l'aptitude de l'objet à satisfaire les besoins, et la valeur est le résultat de l'estimation de l'objet par l'acheteur aussi bien que par le vendeur. Ce n'est pas la même chose. Il y a des objets utiles qui n'ont pas de valeur, mais il n'y a assurément pas de valeur dépourvue d'utilité. Dans la fixation de la valeur, ce qui vient s'ajouter à la notion d'utilité, ce n'est pas l'idée de remplacement, mais celle d'estimation.

Proudhon voit ensuite une contradiction dans le fait que nous sommes d'autant plus riches que nous avons plus de produits utiles et que nous les échangeons en plus grande quantité, et qu'en même temps nous perdons d'autant plus dans l'échange que la somme des produits grandit et que leur quantité abaisse leur valeur. Ces deux thèses ne sont qu'un jeu de mots habile et rien de plus. Un particulier est d'autant plus riche qu'il produit davantage, mais cela à la condition que ses produits aient une valeur et lui permettent d'acquérir d'autrui le nécessaire. D'autre part, l'augmentation de la quantité des produits ne fait fléchir leur valeur que lorsque cette quantité dépasse les besoins et les moyens des acheteurs, et le producteur devient plus pauvre lorsque la baisse de valeur des objets produits par lui ne coïncide pas avec une diminution de ses frais de production. En général, les variations de la valeur et leurs causes ne sont pas analysées par Proudhon, et cela l'amène à rechercher une contradiction qui n'existe pas dans la nature. Une certaine demande étant donnée, plus la valeur est haute, c'est-à-dire plus l'objet est utile et l'offre limitée, plus le travail et le capital sont attirés vers cette production, plus les épargnes s'y font rapidement, et plus est probable la réduction du prix des produits. Ainsi plus un objet est indispensable et cher, plus il a y de raisons pour qu'il revienne à meilleur marché. Il est évident qu'il n'y a ici aucune

contradiction. Celle que Proudhon y trouve le porte à rechercher une *valeur constituée*, c'est-à-dire une proportionnalité entre les produits qui forment la somme de la production. Proudhon suppose que cette proportionnalité est définie par la durée du travail. Il ne faut pas oublier que le travail est infiniment varié et si ce qui peut être acquis au prix du salaire d'un journalier donne une juste notion du niveau de bien-être atteint par un peuple, il n'en résulte pas encore que la valeur même des produits puisse être déterminée par la durée du travail, indépendamment de sa qualité, de son intensité et de nos besoins. Tant que l'ordre économique créé par la vie réelle existera, la valeur sera déterminée par l'offre et la demande. Les socialistes et Proudhon ont affirmé que la concurrence appartenait à un ordre de choses contre nature et anormal. Si on admet cela, il faut expliquer de quelle manière le prix, exprimant la valeur, peut être établi en dehors de l'offre et de la demande. Proudhon dit : « Tant qu'il n'y a pas de proportionnalité dans la masse des produits, il n'y a pas d'égalité dans la valeur en échange. » — Mais par quoi est fixée cette proportionnalité, si ce n'est par l'offre et la demande, et par les conditions de leur développement ? En cherchant des contradictions, Proudhon n'a pas pu les éviter lui-même. Il dit : « La valeur naît du travail » — et plus loin — « la valeur est capricieuse comme la liberté, elle ne fait attention ni à l'utilité, ni au travail. » Il appelle la monnaie la première valeur constituée et imagine en même temps un moyen pour supprimer cette valeur — sa Banque du peuple ou d'échange. En indiquant les côtés sombres et lumineux de la division du travail, l'introduction et la propagation des machines, la concurrence dans l'offre et la demande, la formation et l'institution des monopoles, etc., Proudhon cherche constamment des phénomènes anormaux, provoqués par l'immoralité, et il les attribue non pas aux hommes, mais aux institutions ; il donne aux mots une signification inexacte, en confondant dans le monopole le droit avec le privilège qui viole le droit, et il en tire des contradictions qui n'existent pas.

Enfin, arrivé jusqu'au bout, au lieu de la solution promise des contradictions, il se borne à proclamer leur équation et le principe de mutualité, mais il n'explique aucunement de quelle manière cela se produit, et en quoi précisément consiste cette équation et la réalisation du principe de mutualité. En prophétisant la réconciliation universelle, il passe sous silence les moyens de la réaliser.

Faut-il compter au nombre de ces moyens l'impôt du tiers des revenus ou la Banque du peuple ? L'impôt égal au tiers du revenu que rendent tous les biens mobiliers et immobiliers, fut proposé par Proudhon dans l'Assemblée Nationale afin de conjurer la crise financière et économique qui sévit en France après la révolution de février 1848. Une moitié de cet impôt devait aller aux personnes disposant des capitaux (les créanciers), et l'autre moitié à l'Etat, et lui tenir lieu d'autres ressources financières. Cette proposition fut reconnue irréalisable et rejetée par l'Assemblée Nationale presque à l'unanimité. Les propriétaires d'immeubles se trouvaient déjà sans cela dans une situation gênée ; par conséquent exiger d'eux un tiers du loyer, ou, plus exactement, le rabais d'un sixième de ce loyer au profit des locataires et le paiement d'un sixième au profit du Trésor, était une mesure qui aurait abouti à une masse de recouvrements forcés et à la ruine des contribuables.

La Banque du peuple devait émettre des bons d'échange (billets non échangeables en numéraire), avec escompte et contre une garantie consistant en marchandises et en immeubles, et cela sans prélever un intérêt pour la jouissance du capital, mais en prenant une faible commission. Proudhon espérait de la sorte réaliser un crédit gratuit, supprimer la monnaie et la domination du capital. La souscription ouverte pour instituer cette Banque s'arrêta en juin 1849, parce que Proudhon, en sa qualité de rédacteur du journal *Le Peuple*, fut condamné à trois ans de prison. « Quel dommage ! » s'écria Proudhon, « je venais de saisir le capital à la gorge et je l'aurais étranglé si bien que personne ne s'en serait aperçu. » Etonnante illusion ! Les bons d'échange et la

Banque elle-même, qui rappellent les hypothèses de Rodbertus sur le moyen de réaliser la journée normale de travail, devaient inévitablement subir le plus complet échec, car le papier-monnaie, fût-il même entré dans la circulation, aurait bientôt perdu toute valeur, et ce ne sont pas les capitalistes qui auraient été « étranglés » mais bien les personnes qui auraient ajouté foi au crédit gratuit.

Proudhon était doué d'une intelligence puissante, sa langue se distingue par la force et l'éclat, son analyse est impitoyable, ses arguments logiques, paraissent irréfutables. Mais, comme l'a remarqué C. Royer, il avait un grand défaut, il ne voyait jamais à la fois qu'un seul côté des choses, et, quand il passait de l'autre côté, le premier semblait ne plus exister pour lui. Son ignorance des conditions sociales, dans la vie retirée et solitaire d'autodidacte qui fut son partage, explique sa foi naïve dans la réalisation de ses plans irréalisables. Par contre, personne ne s'est exprimé avec autant de dédain et d'ironie que Proudhon au sujet du socialisme et de ses représentants. Plus que qui que ce soit il a mis à nu les faiblesses de Saint-Simon, de Fourier et d'Owen. Il a foudroyé la propriété et la liberté industrielle et en même temps les a glorifiées, il a prêché l'anarchie « pacifique » dans le sens de l'absence de tout pouvoir, et en même temps il considérait cette anarchie comme une illusion. Comme écrivain politique, il a dit aux Polonais : « Dormez en paix, » et il a blâmé l'unification de l'Italie. Il fut même original dans la question féministe : il voyait dans la femme soit une servante, soit une courtisane, et en même temps il idolâtrait sa mère, était fier d'elle, et il s'est montré bon père et bon mari. Certains chapitres des ouvrages de Proudhon se distinguent par une compréhension nette et une vue lucide de la réalité ; d'autres chapitres semblent le délire d'un homme en fureur. C'est pour cela qu'on trouve chez lui des pages que n'importe quel conservateur accepterait volontiers comme siennes, mais on pourrait en trouver aussi d'autres que maint socialiste hésiterait à reconnaître.

3. *Karl Marx.*

Karl Marx naquit à Trèves en 1818 et mourut à Londres en 1883. Fils d'un conseiller de justice juif converti au christianisme en 1824, il étudia à Berlin, d'abord le droit, ensuite la philosophie (en 1841). En 1842 il embrassa la carrière de journaliste, mais en raison de ses opinions avancées il fut obligé de se réfugier en Belgique ; ensuite il se rendit à Paris où parut le premier de ses ouvrages d'une certaine importance, *La misère de la philosophie*, réponse aux *Contradictions économiques ou philosophie de la misère* de Proudhon : enfin, en 1848, Marx s'établit définitivement à Londres. Là, sans abandonner son activité d'agitateur dont témoignent ses manifestes, ses appels aux travailleurs et sa participation à l'œuvre de l'Internationale (La société socialiste internationale des travailleurs), Marx s'occupa de recherches scientifiques. En 1867 parut le commencement du plus considérable de ses ouvrages, intitulé : *Le Capital. Critique de l'economie politique. Le mode de production du capital (Das Kapital. Kritik der politischen Œkonomie. Der Productionsprocess des Kapitals)*. En 1885, après la mort de Marx, son collaborateur et ami intime F. Engels publia, d'après ses manuscrits et notes posthumes, le second livre : *Le mode de production du capital (Der Productionsprocess des Kapitals)*. En 1894 parut le troisième livre en deux parties : *L'ensemble du processus de la production capitaliste (Der Gesammtprocess der kapitalistischen Production)*. Le contenu du *Capital* de Marx est presque épuisé dans le premier tome et présente le développement des idées que contenait déjà en germe son livre *La misère de la Philosophie*, publié en 1847.

A. L'ESSENCE DE LA THÉORIE DE MARX EXPOSÉE DANS LE PREMIER LIVRE DE SON OUVRAGE ET INTERPRÉTÉE PAR SES DISCIPLES.

L'essence de la théorie de Marx peut être exposée en quelques mots. Selon Marx, les sociétés humaines ont franchi plusieurs

degrés de développement économique : Premièrement, celui de la famille patriarcale et de la commune avec une administration économique basée sur le communisme ; secondement, celui de la petite propriété foncière, des métiers et plus tard des manufactures avec des mécanismes ne remplaçant pas encore le travail manuel de l'homme ; troisièmement enfin, celui des grandes entreprises foncières, manufacturières et industrielles, dans lesquelles domine la production due au capital. Dans la période primitive du développement économique, les hommes produisaient eux-mêmes ce qui leur était indispensable et échangeaient seulement le superflu inutile à la famille et à la communauté. Dans les périodes subséquentes commence la production pour le débit : les marchandises s'échangent à l'aide de l'argent, la propriété privée devient prépondérante et le capital commence à s'accumuler. Dans la grande production foncière et particulièrement dans les fabriques et les usines, dont le travail se fait à l'aide de machines, les moyens mécaniques remplacent les ouvriers (par exemple les fuseaux mécaniques) ; la division et la fusion du travail y sont poussées très loin, et en même temps les ouvriers [illegible] cèdent la place aux femmes et aux enfants, [illegible] le savoir-faire, l'habileté et la force. [illegible] du prolétariat ouvrier et naît la domination du capitaliste, qui achète le travail des prolétaires [illegible] suffisant à leur existence, et qui prend le surplus pour lui-même.

La prolétarisation et la domination du capital sont expliquées par Marx de la manière suivante. Tous les produits qui servent à satisfaire les besoins de l'homme nous apparaissent comme des [illegible] et ils sont tels par suite de leurs qualités [illegible] et non par suite de la quantité plus ou moins grande de travail employé pour leur acquisition. Leur utilité se manifeste dans l'usage et dans la consommation. Les utilités[1]

[1] [illegible] « Marchswerth » et « Nutzlichkeit » [illegible]

forment le contenu matériel de la richesse, quelle que soit la forme sous laquelle celle-ci se manifeste. En considérant les utilités (c'est-à-dire les objets bons pour l'usage), comme les porteurs de la valeur d'échange (des Tauschwerthes), Marx remarque que la valeur apparaît comme le rapport quantitatif, la proportion dans laquelle les utilités sont échangées ; cette proportion varie selon le lieu et le temps ; par exemple, une certaine mesure de froment est échangée contre *a* quintaux de fer, ou autrement dit, elle est égale à *a* quintaux de fer. Il est évident qu'entre le froment et le fer il existe un tiers, quelque chose qui leur est commun, et égal dans tous les deux. Mais ce tiers n'est pas la qualité naturelle des marchandises, qui en fait des utilités. Comme utilités, les marchandises diffèrent par la qualité ; comme valeurs elles diffèrent seulement en quantité — et par conséquent ne renferment pas en elles-mêmes un seul atome d'utilité. (?!) Si on laisse de côté l'utilité des marchandises, celles-ci apparaissent seulement comme produit du travail humain, travail indifférent (unterschiedslos) *figé, caillé, cristallisé.* C'est lui précisément qui est la valeur, chose tout à fait indépendante de l'utilité. Un objet utile n'a de valeur que parce qu'il est l'incarnation du travail humain abstrait. « La valeur d'une marchandise représente simplement le travail de l'homme, la dépense de travail humain en général. De même que dans la société civile un général ou un banquier jouent un rôle important et un homme ordinaire un rôle abject (schæbig), de même en est-il pour le travail humain. Ce dernier constitue la dépense de travail simple que possède dans son organisme physique tout homme dépourvu d'une culture particulière. Quoique le travail moyen, simple, ait dans divers pays et à différentes périodes de culture un caractère très différent, dans une société donnée ce travail moyen, simple, constitue quelque chose de défini. Le travail compliqué apparaît comme travail d'un degré supérieur, ou bien comme une multiplication du travail simple, de telle façon qu'une plus petite quantité de travail compliqué est égale à une plus grande quantité de travail simple.

L'expérience démontre que cette réduction du travail compliqué en travail simple se fait constamment. Une marchandise peut être le produit du travail le plus compliqué tandis que la valeur de cette marchandise se présente comme un produit du travail, comme une quantité définie de travail simple. Les proportions différentes dans lesquelles les travaux de diverses espèces se réduisent en travail simple, comme en leur mesure (unité), se déterminent par le processus social derrière le dos des producteurs et paraissent reposer sur la tradition. Pour simplifier, chaque genre de travail sera considéré dans l'exposition ultérieure comme travail simple. Ainsi l'on s'épargnera la peine de faire la réduction[1]. »

En prenant tous les genres de travail comme travail simple, Marx tourne, d'après son propre aveu, une difficulté — la réduction des divers genres de travail en travail simple. Il existe encore une autre difficulté, qui n'est pas moindre : non seulement le travail simple varie selon les divers pays, et les différentes périodes de culture, mais encore il n'est pas également productif dans le même pays en un temps donné, par suite de l'effort qu'il exige et du secours que prêtent à l'homme la science, les forces naturelles, les machines. Marx élude également cette difficulté en proclamant que la valeur est la *quantité moyenne socialement nécessaire de travail simple ou de temps renfermés dans les produits.*

Plus la productivité du travail est considérable, moins il faut de temps pour la production d'un objet quelconque, moins cet objet contient de travail cristallisé, et moins, d'après la théorie de Marx, il doit avoir de valeur. Inversément, plus la productivité

[1] *Das Kapital.* Livre I, p. 11. « Die verschiedenen Proportionen, worin verschiedene Arbeitsarten auf einfache Arbeit als ihre Maaseinheit reducirt sind, werden durch einen gesellschaftlichen Process hinter dem Rucken der Producenten festgesetzt und scheinen ihnen daher durch das Herkommen gegeben. Der Vereinfachung halber gilt uns im folgenden jede Art Arbeitskraft unmittelbar für einfache Arbeitskraft, wodurch nur die Muhe der Reduction erspart wird. » (*Le Capital*, livre I, p. 11.)

du travail est faible, plus la valeur de l'objet doit être considérable. Ainsi la valeur d'une marchandise varie en raison directe de la quantité de travail qu'elle contient, et en raison inverse de la puissance productrice du travail.

Marx éclaircit les idées d'utilité, de valeur et de marchandise, de la façon suivante :

Un objet peut être une utilité et ne pas être une valeur, notamment lorsqu'il est utile sans qu'il exige de travail — comme l'air, une prairie, un arbre sauvage. Un objet peut être utile et constituer un produit du travail, sans être une marchandise. Celui qui produit quelque chose pour son propre usage ou pour payer la dîme en grain, ne produit point de marchandise. Pour qu'un objet soit une marchandise, il faut qu'il soit une utilité pour autrui, qu'il soit un objet d'échange. Enfin nul objet ne peut être une valeur s'il est dépourvu d'utilité.

Marx parle ensuite du rôle de l'argent comme moyen de mesurer la valeur ou l'équivalence des marchandises et de l'exprimer par le *prix*, puis il passe à l'explication de la genèse de la production capitaliste et de ses conséquences.

L'échange des marchandises commence là où finit l'économie en commun (Gemeinwesen) et où commence le contact des communautés distinctes, entre elles ou avec leurs membres.

L'échange de marchandises est aussi l'origine de la création du capital. Celui-ci apparaît avec la production des marchandises destinées à la vente et s'accroît avec le développement de leur circulation et avec le commerce. L'histoire du capital signale depuis le XVIme siècle l'apparition du commerce et du marché universels.

A l'origine les relations commerciales étaient simples. Elles consistaient dans l'échange d'une marchandise M contre une marchandise M' ou de la marchandise M contre de l'argent A, et de l'argent contre de la marchandise M'. Comme dans le premier cas M contre M', de même dans le second M contre A contre M', chacune des parties échangeantes obtient un équivalent

$M = M'$. Plus tard, lorsque se développe la production pour la vente, lorsque apparaissent les entrepreneurs, et lorsque peu à peu se forme le capital variable (variables) destiné à l'entretien des ouvriers, et le capital constant (constantes) composé de machines, d'instruments, de matières brutes et d'autres matériaux indispensables pour la production, alors le rôle même de l'argent change : il commence à servir à l'achat de marchandises pour les revendre et en acheter de nouvelles.

Au lieu de la formule M contre A contre M' apparaît la formule A contre M contre $A + a$. Marx explique la provenance de cet a de la manière suivante : en revendant la marchandise achetée au moyen d'argent, on obtient, outre la rentrée de l'argent dépensé, A, un surplus a, qui constitue le résultat non de l'échange, mais de la production capitaliste, une *valeur additionnelle* (plus-value) qui est tantôt *relative*, tantôt *absolue*.

Exemple : le fabricant, en travaillant pour la vente, loue la force du travail qu'il achète comme une marchandise. L'ouvrier loué par le fabricant, à 1 rouble 50 kopecks [1] par jour, produit ce qui est nécessaire pour restituer cet argent en 6 heures. En faisant travailler l'ouvrier 12 heures, le fabricant s'approprie tout ce qui sera produit pendant les 6 heures additionnelles. C'est ce qui constitue la plus-value *absolue*. Mais le fabricant peut encore, par l'introduction de machines plus puissantes, et en général par des améliorations techniques, augmenter la productivité du travail et réduire le prix des objets qui servent à l'entretien des ouvriers ; l'ouvrier produira ainsi non plus en 6 mais en 3 heures, tout ce qui est nécessaire à sa subsistance. De cette manière le fabricant, sans même prolonger la journée de travail, obtiendra aussi une plus-value que Marx appelle *relative*.

La plus-value absolue et relative, créée par la production capitaliste, n'est réalisée que dans l'échange au moyen de l'argent, et sert, à l'exception de ce qui est employé à la consommation directe de l'entrepreneur, à l'accroissement du capi-

[1] Dans cet exemple on prend les roubles au lieu de schellings.

tal variable ou constant. Ce dernier diminue le besoin de la force de travail vivant, acquise comme marchandise. En même temps on n'exige plus de l'ouvrier, comme c'était autrefois le cas dans les métiers, ni un certain degré de force physique, ni une instruction spéciale, mais seulement un travail plus prolongé et plus intense, qui a pour résultat d'abaisser le niveau physique, intellectuel et moral de la classe ouvrière. Ainsi s'accroît sans cesse l'armée de réserve du prolétariat (selon l'expression de Marx) et à ses dépens s'enrichissent les capitalistes entrepreneurs. Pourtant tous les capitalistes ne gagnent pas à cet état de choses : plus les grandes entreprises absorbent les petites, plus la classe ouvrière s'appauvrit — plus est dénaturé le rapport normal entre la production qui croît et la consommation qui se restreint à cause du manque de ressources chez les acheteurs, plus les marchés deviennent encombrés de marchandises, et plus aiguës deviennent les crises commerciales et industrielles, suivies de la ruine des grandes entreprises. Alors la situation des ouvriers empire plus encore, — les patrons réduisent le nombre des heures de travail et diminuent proportionnellement le salaire.

Il est urgent de trouver une issue à cette situation. Tout en croyant désirable que la durée de la journée de travail fût limitée, et que le travail des femmes et des enfants fût allégé, Marx considère ces réformes comme insuffisantes, ainsi que toutes les autres mesures prises pour améliorer l'état des classes ouvrières et pour prévenir les maux résultant de la production capitaliste. Pour résoudre la contradiction qui existe entre les modes de production (Productionsweise) et d'appropriation de la plus-value, il y a deux moyens : 1° Le retour à la simple production des marchandises — en remplaçant la grande production par les métiers et par la petite propriété foncière ; — 2° La transformation en propriété sociale des instruments de travail et des produits eux-mêmes. Il est des personnes qui préfèrent la première voie, et supposent qu'on peut la suivre au moyen d'une législa-

tion *ad hoc ;* mais cette idée est erronée, condamnée même par l'avocat du capitalisme — par l'économie *bourgeoise, vulgaire,* — partout où cette dernière n'a pas atteint le dernier degré de la décadence. Il ne reste donc qu'une solution unique pour favoriser le développement ultérieur de la société : l'adaptation de la forme de l'accaparement par la propriété à l'activité productrice, avec la transmission des instruments de travail en toute propriété aux mains de la société, c'est-à-dire une prise de possession du capital complète et sans retour (rückhaltslos), et la transformation de la production des entrepreneurs privés en production sociale — ce qui est déjà du reste réalisé à demi dans les grandes entreprises, — ainsi que la nationalisation du sol. Dès lors commencera une nouvelle ère. La production des marchandises, auparavant anarchique, deviendra une production sociale harmonieuse, selon un plan conscient. La domination des produits sur les producteurs prendra fin. L'homme, dont le pouvoir sur les forces de la nature grandit sans cesse, deviendra le maître du développement social. Ce n'est qu'à partir de cette époque, dit Engels (l'ami de Marx, son commentateur et l'éditeur du second et du troisième volumes de son *Capital*), que les hommes créeront leur histoire avec une entière conscience ; dès lors seulement les causes sociales qu'ils mettent en mouvement les conduiront principalement et par degrés croissants aux conséquences qu'ils avaient voulu atteindre. *Ce sera un bond que fera l'humanité du règne de la nécessité dans celui de la liberté.*

Marx n'a point proposé dans son ouvrage de plan d'organisation communiste de la société — cela n'entrait peut-être pas dans ses calculs ; — cependant il donna en 1847, dans la première réunion internationale tenue à Londres, des indications assez précises sur le mode de réorganisation de l'ordre existant : « Il faut universaliser la richesse dont un petit nombre s'est emparé, *il faut conquérir. Pour conquérir, il faut être le plus fort. C'est la force qui met au monde les sociétés humaines.* » « Die Gewalt — dit Marx — ist der Geburtshelfer jeder alten Gesell-

schaft die mit einer neuen schwanger geht. Sie selbst ist eine œkonomische Potenz. » Le vulgarisateur de Marx, Kautsky, remarque que dans le cas présent il s'agit, non pas du pouvoir de l'Etat en général, mais de ce pouvoir en tant qu'instrument d'une classe qui tend à la domination : « Allerdings nicht die Macht des *Staates an sich,* der über den Klassengegensätzen in den Wolken thront, sondern die Macht des Staates als Werkzeug einer mächtig anstrebenden Klasse [1]. »

B. L'ANALYSE DE LA THÉORIE DE MARX CONTENUE DANS LE PREMIER LIVRE DU « CAPITAL. »

Telle est dans ses traits principaux la théorie exposée par Marx dans son *Capital.* On se demande naturellement ce que renferment les 739 pages du premier livre ? La réponse est facile : l'auteur entre dans de minutieux détails pour justifier chacune de ses thèses, il les répète souvent, il aime à jouer avec les notions et les mots, il personnifie des objets matériels (l'habit, la toile, etc.), les fait converser entre eux, il établit des différences et des oppositions subtiles, etc., il trouve dans la valeur quelque chose de mystérieux, un fétiche qui est adoré par les économistes *vulgaires,* mais surtout il cite une grande quantité de faits qui attestent l'état misérable des classes ouvrières, les abus des entrepreneurs-capitalistes, particulièrement en Angleterre. Cependant on ne peut dire que ces faits, qui témoignent de lectures très étendues, soient tels qu'on en puisse tirer des

[1] Comp. MARX. *Das Kapital,* livre 1. p. 1, sur la marchandise ; p. 2-3, sur l'utilité et la valeur ; p. 4, des liens entre la valeur et le travail ; p. 37 et suiv., du caractère du fétichisme dans la marchandise ; p. 54, sur la famille patriarcale, la commune indienne, etc. ; p. 74, du processus de conversion de la marchandise en argent pour l'acquisition de la marchandise ; p. 109, de la création du capital ; p. 113, de l'achat de la marchandise pour la revente ; p. 117, de la plus-value ; p. 139, de la création de la plus-value absolue ; p. 266, de la création de la plus-value relative. Comp. aussi KAUTSKY, Karl. *Karl Marx œconomische Lehren,* divers passages du livre, la page 240 en particulier.

conclusions; ils mettent en lumière la dureté et l'égoïsme d'une partie des entrepreneurs-capitalistes, mais à ce tableau on peut sans doute opposer le côté sombre des mœurs d'une partie de la classe ouvrière (l'ivrognerie, la débauche, le traitement barbare de la famille), ce que font à leur tour si volontiers les adversaires des réformes économiques. Enfin Marx donne l'opinion des écrivains qui sont d'accord avec lui, ce qui cependant ne peut servir de preuve. Quoi qu'il en soit, les admirateurs de Marx trouvent qu'il a éclairé la voie parcourue par l'humanité et l'avenir qui lui est réservé, qu'il a, le premier, indiqué la différence entre les productions capitaliste et sociale, qu'il a le premier suffisamment expliqué les notions de marchandise, d'utilité et de valeur, qu'il a émis le premier une vue juste de la formation du capital par la plus-value, qu'il a distingué d'une manière plus précise le capital constant du capital variable et expliqué leur véritable signification; qu'il a indiqué enfin la différence entre la force du travail et le travail proprement dit (particulièrement entre le *travail* et l'*ouvrage*). L'analyse ultérieure des thèses principales de son livre fera voir jusqu'à quel point les admirateurs de Marx ont eu raison. Alors seulement on pourra résoudre la question de savoir si Marx est en réalité *un penseur profond*, comme s'est exprimé Adler [1], qui cependant contredit ses doctrines, et comme l'ont proclamé d'autres économistes pour lesquels Marx est une puissance, non pas seulement comme homme public et agent révolutionnaire, ce qui est indiscutable, mais aussi comme savant.

En considérant avant tout les vues historiques des marxistes, il faut remarquer que l'économie de la famille patriarcale et des communautés agraires n'épuise pas toutes les formes de l'organisation économique des peuples primitifs, et même que le tableau du bien-être de la population vivant sous le régime de ces prétendues sociétés communistes, tel que le peignent les marxistes,

[1] Voir : *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, l'article « Socialismus, » p. 778.

n'est pas exact. Ils trouvent que dans une famille patriarcale, la désignation de chaque membre pour un travail donné, la production de tous pour tous, non pour la vente, mais pour l'usage direct, la distribution des produits selon la volonté du chef de famille, etc., n'impliquent pas de contrainte, mais assurent tout au contraire une liberté personnelle plus grande que celle que les sociétés contemporaines offrent à leurs membres. Et cependant, plus la restriction du droit de propriété sur le travail personnel et ses produits s'accentue, moins il y a de proportion entre le travail et la rémunération qui lui est attribuée, et d'autant plus promptement surgissent de violentes discordes intestines au lieu de la prétendue idylle de famille, et, en cas de décès du père, la lutte entre frères pour la suprématie; en un mot il se passe dans la vie privée quelque chose d'analogue aux discordes qui troublèrent la vie politique de la Russie pendant la période des apanages (Oudiely). Dans un village où existe une propriété foncière communale, contenant parfois aussi des familles patriarcales, le manque de garantie de la possession de lots de terre, le retrait de ces lots aux familles ayant perdu des travailleurs capables de mener la culture, la domination soit des usuriers, soit des accapareurs, tout cela, selon les circonstances, amène la misère qui éclate aux temps des mauvaises récoltes et qui a été accompagnée assez fréquemment de la peste, en Europe dans des temps pas très éloignés, et à maintes reprises aux Indes pendant ce siècle-ci. Ce sont là des faits, aussi connus que ce qui s'est passé en Russie lors de la mauvaise récolte de 1891, alors que le gouvernement fut obligé de dépenser pour l'alimentation de la population quelques 130 millions de roubles tandis qu'en Pologne, où la propriété foncière est fondée sur le code Napoléon, la population, malgré le manque de proportionnalité entre son chiffre et la superficie de terre cultivable, se passait, dans les temps de mauvaises récoltes, de l'aide de l'Etat, et payait même régulièrement les impôts! Enfin dans l'Europe occidentale, on a depuis longtemps oublié les magasins de réserve de

céréales qui (en Russie) exigent du peuple des sacrifices immenses pour la fourniture et le renouvellement de leurs provisions, et où la conservation du blé fait éprouver des pertes considérables.

Ainsi la liberté que les marxistes voient dans les formes primitives de la société, consiste souvent, même en l'absence de l'esclavage et du servage, dans l'asservissement complet de la personnalité, dans l'impossibilité pour l'homme de vaincre les difficultés par son énergie [1], et dans l'absence du droit de disposer librement de son travail en prévision d'une disette. Le passage aux métiers et à la petite propriété foncière fut un pas dans la voie de l'amélioration ; puis les grandes entreprises, quoique laissant beaucoup à désirer sous le rapport de la situation de la classe ouvrière et de la distribution des produits, ne présentent nullement ce caractère d'oppression qui régnait dans les petites entreprises manufacturières et les petits lots fonciers. L'apparition, dans le temps présent, de revendications de la part de la classe ouvrière est la meilleure preuve qu'elle comprend le côté peu satisfaisant de sa situation, qu'elle cherche des conditions meilleures ; tandis que dans les formes primitives de la société on ne s'aperçoit pas du joug existant, simplement parce que les ouvriers le supportent inconsciemment jusqu'au moment d'une explosion suivie de la compréhension soudaine de leur état. La transition brusque, préparée selon les marxistes par la grande production, et sur laquelle ils comptent, — le *bond du règne de la nécessité dans celui de la liberté* par l'expropriation des classes possédantes, — conduirait à une situation pire que celle qui existait à l'époque patriarcale ; car dans ce temps dominait la nécessité pour ainsi dire matérielle, tandis qu'ici régnera la nécessité imposée par l'arbitraire conscient des classes pauvres, par le droit du plus fort, soit que ce droit soit laissé entre les mains « de la classe tendant à la domination, » soit qu'il se trouve dans celles d'un dictateur qui sortira de ses rangs et qui s'attribuera sur la

[1] En anglais *self help*. (Trad.)

propriété, la liberté et la vie des particuliers, un pouvoir sans bornes et discrétionnaire.

On peut se rendre compte de la profondeur et de l'exactitude des connaissances historiques de Marx dans le domaine économique, par le fait que, d'après lui et ses adeptes, la production capitaliste est devenue prédominante à partir du XVIme siècle et a atteint sa pleine maturité dès l'apparition des fabriques et des usines. On sait cependant que la production destinée, non pas aux besoins directs de la famille et de la commune, mais à la vente, cette production *capitaliste*, comme la nomme Marx, a existé dès les temps les plus reculés, que le commerce au sens propre de ce mot, c'est-à-dire l'achat des marchandises pour la revente, fut connu des peuples qui se trouvaient aux degrés les plus bas de la civilisation. Les recherches sur l'âge du bronze ont amené à la conclusion que le trafic des instruments de bronze fut alors assez important et qu'il existait même des entrepôts de ces marchandises.

Il n'est pas superflu de toucher ici à une question essentielle dans la théorie de Marx : qu'est-ce que la production capitaliste ?

Ce terme, comme on l'a déjà vu plus haut, est devenu d'un emploi général, presque officiel. Cependant si on comprend sous le nom de production capitaliste celle qui exige un capital, il ne se trouvera assurément aucune production qui ne soit pas capitaliste. Les premiers outils des sauvages, les flèches, les pirogues, étaient déjà un capital. Se révolter contre l'accumulation des capitaux et contre la production capitaliste équivaut à s'insurger contre tout progrès économique. Mais on pourra dire : non, la production capitaliste n'est pas celle qui travaille à l'aide du capital, mais celle dans laquelle s'achète la force ouvrière vivante, c'est-à-dire le travail, à l'aide des moyens fournis par le capital. Marx et ses adeptes y voient un asservissement pire que l'esclavage et dégradant au plus haut point. On se demande alors ce qu'il peut y avoir de dégradant dans l'achat, c'est-à-dire le louage

du travail, lorsqu'il est accompagné d'un avantage mutuel, lorsqu'un service est rendu en échange d'un autre service, lorsqu'enfin les contrats résultent d'un accord absolument libre? Contre cette objection les marxistes font valoir que de telles ententes n'existent pas dans les sociétés contemporaines. Cette réponse, si elle est juste, ne l'est que partiellement, et la seule conclusion à en tirer serait la nécessité de chercher les moyens d'établir des accords librement consentis là où ils font défaut, et non pas de remplacer la liberté des transactions, telle qu'elle existe, par le travail universel et forcé de l'économie communiste. En tout cas le louage ou l'achat du travail possède des avantages incontestables sur la contrainte du travail patriarcal, servile, ou même sur le travail des compagnons et des contre-maîtres dans les corps de métiers du moyen âge; c'est encore plus vrai pour le travail, imposé à la manière du service militaire, comme le propose Bellamy.

Il est vrai que, selon Bellamy, l'homme acquerra au moyen d'un travail imposé, mais de courte durée, la richesse, le bien-être et la liberté pour toute sa vie, tandis qu'à présent la grande majorité des hommes est obligée de travailler jusqu'à l'extrême vieillesse. Mais qui peut garantir que cette contrainte de courte durée de Bellamy ne deviendra pas perpétuelle, qu'elle fournira au delà de l'indispensable pour l'alimentation de la population, sans même parler d'objets de luxe? La négative est cependant fort probable, parce que, dans la société communiste, les stimulants de l'activité individuelle sont tout à fait supprimés.

Après cet aperçu rapide sur l'histoire de la philosophie de Marx, il est indispensable de s'arrêter à la partie de sa théorie qui explique le développement de l'économie capitaliste. Après avoir indiqué la différence entre l'utilité et la valeur des marchandises, Marx poursuit: « Comme utilités, les marchandises diffèrent par la qualité; comme valeurs, elles ne diffèrent que par la quantité, et par conséquent ne contiennent pas en elles-mêmes un seul atome d'utilité. » Ainsi le lien entre l'utilité et la

valeur est entièrement rompu, contrairement à ce qui se voit dans la réalité : si le tremble et le bouleau croissaient en même abondance dans une forêt, le bois du bouleau vaudrait pourtant plus cher, parce qu'il donne plus de chaleur que celui du tremble. L'utilité influe sur la valeur de certaines marchandises autant que dans la demande se manifestent les besoins et l'urgence de satisfaire ces besoins, étant donnés l'approvisionnement existant et la probabilité de l'offre. Mais ce sont les raisonnements de Marx sur la valeur qui présentent la confusion principale. La valeur, dit-il, est le travail humain uniforme, abstrait, travail qui s'est figé, ou cristallisé, ou caillé dans les marchandises. De la définition citée, il résulte clairement que Marx attribue à la valeur un sens spécial indépendant de la signification étymologique du mot. Les mots priser, prix, apprécier, expriment ordinairement une notion sur les circonstances diverses qui font, ou préférer certains objets à d'autres, ou faire plus de cas des uns et moins des autres, et établir entre eux une certaine gradation servant de base à la définition de leur équivalence quantitative. Certainement, dit Marx, mais on ne peut comparer que ce qui est homogène et cette homogénéité se trouve précisément dans le travail humain qui s'est *caillé* dans les produits. En est-il véritablement ainsi ?

On avait cru jusqu'à présent que la valeur dépendait des conditions de l'offre et de la demande, c'est-à-dire d'abord du besoin, de la somme des moyens disponibles ou de l'argent dont disposent les acheteurs pour satisfaire à leurs besoins divers, de la concurrence entre eux, de leur jugement sur l'opportunité ou l'inopportunité d'effectuer l'achat de la marchandise immédiatement ou de le différer, etc., et secondement de la quantité des marchandises apportées sur le marché, de l'urgence de la vente, d'après la situation financière des vendeurs, si elle permet d'attendre un temps meilleur, de la nature des objets, relativement à la possibilité de leur conservation pendant plus ou moins de temps; des dépenses de la production, de la possibilité de l'ac-

croître et de la faire à meilleur marché, de la concurrence entre les vendeurs, qui sont ou indépendants les uns des autres, ou liés entre eux par une convention, etc. Sur le marché toutes ces diverses circonstances sont pesées et calculées. Ainsi se fixent tant la valeur d'échange des produits et des services que leurs prix, c'est-à-dire la valeur exprimée en argent. Marx ne prend pas cela en considération et prétend que les économistes voient dans la valeur quelque chose de mystérieux, une espèce de fétiche, qu'ils adorent.

On se demande : que voulait dire Marx en nommant la valeur : travail abstrait, cristallisé ? Que renferme cette thèse ?

L'idée que la valeur dépend du travail est très ancienne. On peut la trouver chez Locke, chez les physiocrates, chez Smith, chez Malthus, chez Ricardo, chez Carey, chez Bastiat, et particulièrement chez les socialistes. C'est Rodbertus et Proudhon qui ont développé ce point de vue de la façon la plus complète.

Parmi les économistes, les uns définissaient la valeur par la quantité de travail employé à la production (Ricardo), d'autres par la quantité de travail nécessaire à l'achat d'un objet (Malthus), les troisièmes par l'une et l'autre (Smith), les quatrièmes par la quantité du travail nécessaire à la reproduction de l'objet (Carey). L'idée que la valeur est dépendante du travail, juste au fond, est née, au début, du désir de rétablir les droits du travail physique, jusque là peu estimé, au respect et à une juste rémunération. C'est ainsi qu'on en est venu à considérer le travail comme l'unique force productrice, opinion qui très souvent ne concordait pas avec le contenu de tout un livre, comme on peut le remarquer chez Smith. Bastiat et Carey voyaient dans le capital et dans la terre un travail accumulé, et, pour cette raison, ils ne trouvaient pas d'inconvénients à considérer le travail comme l'unique force productrice, puisque le revenu du propriétaire et du capitaliste, est, d'après eux, un revenu créé aussi par le travail. Mais le travail constitue-t-il effectivement la seule force productrice ?

Marx lui-même ne nie pas que la nature et le capital produisent à l'égal du travail des objets utiles; mais, à son avis, la nature et le capital ne confèrent point de valeur aux marchandises. En est-il ainsi ? L'homme s'empare des forces naturelles — vapeur, chute d'eau, — au moyen d'outils et de machines qui agissent avec une puissance plus grande et accomplissent avec un plus grand succès que nos muscles le même travail, et cependant, selon Marx, seul le travail des muscles a une influence sur la valeur, tandis que le travail des machines n'en a aucune. Quelle preuve en apporte-t-il ? Aucune ! L'artisan qui a inventé un outil pour alléger son travail, nécessaire à la production, produira-t-il une marchandise d'une valeur moindre ? Il est évident que la valeur de sa marchandise peut baisser, s'il augmente la production et l'offre, ou bien si son invention tombe dans le domaine public, lorsque les conditions de l'offre et de la demande, de même que la concurrence entre les producteurs et les vendeurs, transformeront cette invention, qui réalise une économie de travail dans la production, en une propriété commune de l'humanité. Et si l'on admet que la marchandise conservera un cours élevé, pendant un certain temps, après que le coût du travail employé à la production aura baissé grâce à l'invention faite, et que ce phénomène provient de l'introduction dans la valeur des produits du travail de l'inventeur, cette explication sera seulement une paraphrase de la théorie de Bastiat !

Marx dit que, dans la définition de la valeur des marchandises échangées, on ne peut comparer que ce qui est homogène, et que cette homogénéité n'est que le travail cristallisé, abstrait, contenu dans les marchandises. Ce que Marx trouve homogène dans les marchandises est-il en réalité aussi homogène qu'il le soutient ? Les genres de travail, comme il le reconnaît lui-même, sont très divers ; c'est pour cela qu'il a été obligé d'imaginer le travail humain abstrait, auquel il réduit tous les genres de travail. Bien plus — le travail présente des degrés d'intensité divers, — voilà pourquoi il prend une moyenne, c'est-à-dire une moyenne sociale

de temps nécessaire au travail simple abstrait, indispensable à la production!!

Mais qu'est-ce que ce travail abstrait, simple, uniforme? Evidemment le travail d'un journalier, par conséquent un travail non abstrait, mais réel, concret, nullement comparable au travail d'un coupeur, d'un tailleur, d'un graveur, d'un machiniste, d'un maître, d'un artiste, d'un écrivain, etc. Tous les genres de travail, et l'effort qu'ils exigent, sont aussi différents qualitativement qu'est différente l'utilité des produits et des services qui servent à satisfaire nos besoins, et pourtant tous ces produits ont quelque chose de commun, ils servent tous à satisfaire nos besoins! Il est absolument impossible de transposer tous les genres de travail en un certain travail abstrait. On peut comparer la valeur de divers genres de travail au moyen de l'argent, mais non pas à l'aide d'un travail abstrait imaginaire. Marx lui-même en avait conscience. Qu'est-ce qui l'empêchait d'exprimer la valeur d'un produit quelconque par la quantité moyenne de travail simple abstrait socialement nécessaire? Il s'en est pourtant abstenu. Pourquoi sa redingote, si spirituelle et si loquace, n'a-t-elle pas fait d'expérience sur elle-même et n'a-t-elle pas déclaré au lecteur perplexe combien elle contient d'heures de travail simple, abstrait, ou figé? Pour définir sa valeur, la redingote de Marx s'adresse aux procédés de l'économie vulgaire; elle se compare quantitativement avec d'autres marchandises et traduit finalement sa valeur en argent! Ensuite Marx dit que, *pour simplifier*, il adopte partout dans ses calculs le travail simple, abstrait, en supposant que la transposition (réduction) du travail artificiel, complexe ou intensif en travail simple est déjà faite. (!!) Ce procédé est évidemment très commode, mais il ne donne justement pas ce que l'auteur aurait dû donner! Il peut même sembler que Marx se moque de ses lecteurs en disant que la transposition du travail compliqué en travail simple, abstrait, se fait *pour ainsi dire derrière le dos des producteurs, par un processus social, et paraît reposer sur la « tradition.* » Qu'est-ce que ce processus social procédant derrière le dos

du producteur et cette réduction qui paraît reposer sur la tradition ? Le lecteur exempt de préjugés n'est-il pas en droit de dire que, selon Marx, il y a dans les marchandises un fétiche *sui generis,* d'une nature mystérieuse et mystique, le travail abstrait, qui fixe la valeur et qui s'est transformé, derrière le dos des producteurs, en travail simple de compliqué qu'il était ?

Ensuite, s'il est si difficile, il faudrait dire impossible, de réduire au travail simple les divers genres de travail compliqué, que penser de l'idée de déduire du travail simple le *temps de travail moyen socialement nécessaire?* Cela est impossible, non seulement parce qu'on ne peut pas ramener les divers genres de travail au travail simple, mais encore parce qu'une moyenne n'a un sens que quand elle est déduite d'une certaine série de données homogènes. On peut conclure des écrits mêmes de Marx que ses chiffres moyens, qu'il ne donne point et qu'il ne peut pas donner, sont dépourvus de signification, parce que leur déduction pour une certaine localité et pour des branches distinctes de l'industrie — vu l'existence d'un marché universel, — ne conduit pas à saisir la valeur.

On se demandera encore si la théorie de la valeur de Marx est susceptible de donner des résultats pratiques, sinon dans le présent du moins dans l'avenir? En ce qui concerne le présent, elle ne jette aucune lumière sur les phénomènes compliqués de l'ordre économique existant, parce qu'elle ne donne même pas une idée des rapports entre la valeur des divers genres de travail et de la dépense de ces derniers exprimée en différents objets de consommation ; autrement dit, elle ne donne pas ce que Marx avait promis, et ce qu'il ne pouvait même pas donner. La méthode historico-statistique ne trouvera chez Marx ni les matériaux pour faire des déductions scientifiques, ni des indications pour définir les catégories d'après lesquelles il est nécessaire de rassembler les données. L'auteur cite une multitude de faits contre les entrepreneurs-capitalistes qu'il accuse d'abuser de la force du capital ; mais outre que ces données sont exclusives (puisque les ouvriers

non plus ne sont pas des saints), elles ne témoignent pas plus contre l'organisation sociale, qu'un hôpital rempli de malades ne prouverait que l'organisme humain ne vaut rien. Ensuite, en décrivant les maux économiques éprouvés par une partie de la population, Marx se borne à la seule explication qu'il a imaginée — la théorie de la plus-value — et il ne veut rien savoir d'autre.

Peut-être la théorie de la valeur de Marx promet-elle beaucoup pour l'avenir, alors que les sociétés civilisées feront le « bond du règne de la nécessité dans celui de la liberté, » alors que les propriétés et les instruments de production seront socialisés, *universalisés,* et que la production elle-même cessera d'être désordonnée pour être soumise à un plan défini ? Peut-être dira-t-on que l'économie communiste, devenue juge de ce qui doit être produit, et sachant dans quelle quantité cela doit être produit, trouvera dans les théories de la valeur de Marx des indications propres à déterminer la somme de travail abstrait à « cailler » dans tels ou tels objets différents, et la quantité de cette caillebotte qu'il convient de donner à chacun, si toutefois on ne croit pas possible de laisser tout le monde en manger à volonté ?

L'administration, investie du soin de supputer les besoins matériels et spirituels de la population, et la quantité de travail nécessaire à leur satisfaction, viendra-t-elle à bout de toutes les difficultés indiquées dans le chapitre « les bases générales de l'organisation communiste et leur appréciation critique, » ou bien se bornera-t-elle à déclarer, avant de rentrer dans son repos, que tout s'arrangera « de soi-même, par tradition ou par coutume, derrière le dos des producteurs ? » Rodbertus pensait que pour calculer et vérifier le chiffre de la journée normale de travail, l'Etat devrait exécuter un travail énorme ; les marxistes ne prévoient aucune difficulté de ce chef.

Après avoir expliqué ce que c'est que l'utilité, la valeur, le prix et la marchandise, Marx entreprend la recherche de l'origine de la plus-value de laquelle, selon lui, se forme le capital. Dans son opinion, il n'y avait pas, dans l'économie primitive ou com-

muniste, de production pour l'échange, mais on ne faisait qu'échanger, entre les familles patriarcales ou les communautés, le superflu des produits. Une marchandise *M* est donnée pour une autre *M'* de valeur égale, soit que ces marchandises s'échangent directement, *M* contre *M'*, soit qu'on recoure à l'intermédiaire de l'argent *A*, *M* contre *A* contre *M'*. Toutes deux, *M* et *M'*[1] sont de valeur égale, et la plus-value, selon Marx, ne peut pas exister. Celle-ci n'apparaît qu'avec la production calculée pour la vente, quand l'échange se fait selon la formule *A* contre *M* contre *A* + *a*, autrement dit quand l'argent sert à acheter la marchandise, laquelle sera également vendue contre de l'argent *A* plus un certain supplément *a*.

Avant tout il y a lieu de remarquer que Marx n'explique point pourquoi, aux degrés primitifs de la vie sociale, qu'il rapporte aux formes de l'économie communiste, les marchandises échangées entre les familles patriarcales et les communautés sont équivalentes, et pourquoi elles cessent de l'être quand elles s'achètent contre argent pour la revente. Si l'on doit entendre le mot d'équivalent en ce sens que, en cas de troc d'une marchandise contre une autre, toutes deux sont toujours de valeur égale, cela ne signifie nullement encore que les deux parties échangeantes retirent de l'échange les mêmes avantages. Au contraire, chaque partie peut trouver que l'opération lui est ou avantageuse, ou onéreuse, mais cependant nécessaire. Dans les sociétés primitives où l'on ne produit pas pour le débit, la partie qui a besoin d'un objet de première nécessité, donne pour l'avoir une quantité de marchandises ou d'argent parfois plus et parfois moins grande, qui ne correspond ni au coût de la production de la marchandise acquise, ni en particulier au travail employé à sa production, travail abstrait ou réel. On peut dire en toute assurance que dans l'échange de *M* contre *M'*, la marchandise *M'* présente parfois quelque chose de plus et parfois beaucoup moins que *M*.

[1] Pour distinguer les marchandises l'une de l'autre on place l'apostrophe sur un des *M*.

Par exemple, après une épizootie dans la communauté *C*, cette dernière donne à la communauté *B*, pour des chevaux ou brebis qu'elle achète chez elle, une quantité plus grande de ses produits qu'elle n'en aurait donné en temps ordinaire, surtout lorsqu'on ne peut pas acheter de bétail dans d'autres communautés voisines. De même dans la formule dans laquelle, selon Marx, apparaît la plus-value, lorsque l'argent A sert à acquérir la marchandise M en vue de réaliser de nouveau de l'argent pour cette marchandise achetée, on ne peut aucunement certifier que cet argent qui sera réalisé doive être toujours et nécessairement supérieur à A, c'est-à-dire égal à $A + a$. Sans doute d'après la règle générale il en est ainsi, puisque le marchand qui a acquis au moyen de son argent une marchandise dans le but de la revendre pour de l'argent assume le rôle d'intermédiaire entre l'acheteur et le vendeur, et que son intervention exige du travail, des connaissances, des dépenses pour la garde de la marchandise, l'expose à des risques, etc. De cette manière l'apparition de a devrait être regardée, même au point de vue de Marx, comme une chose tout à fait légitime. Cependant Marx le conteste. Du reste il applique la formule A contre M contre $A + a$, non pas au commerce, mais à la production, à laquelle est achetée la force de travail dans le dessein de revendre l'ouvrage exécuté par elle pour une somme d'argent supérieure à celle payée pour l'achat du travail. Comme il est expliqué plus haut, cette somme supérieure s'obtient, selon Marx, par le fait que l'entrepreneur-capitaliste dispose de cette alternative : ou faire travailler les ouvriers pendant une quantité d'heures plus grande que le temps nécessaire pour payer leur ouvrage, et en retirer ainsi un avantage, — ou bien introduire des machines perfectionnées qui rendent le travail plus productif et tirer profit de cet accroissement de la productivité. Il est pourtant évident que l'entrepreneur capitaliste ne peut donner aux ouvriers la totalité de ce qui a été produit avec leurs concours. Il doit réaliser tout ce qui est nécessaire à la reconstitution du capital — Marx lui-même en

convient — et, en outre, quelque chose pour les améliorations ultérieures; autrement il faudrait supposer que les progrès de l'exploitation industrielle s'arrêteraient. Ensuite il doit retenir sur le produit obtenu tout ce qui est nécessaire au paiement des impôts et autres charges sociales et gouvernementales. Il doit enfin mettre à part quelque chose pour se couvrir des risques et pertes inévitables dans toute production. Les marxistes eux-mêmes (par ex. Kautsky) ne contestent pas cette nécessité de retenir aux ouvriers une certaine partie, *a*, dans l'économie communiste.

En adoptant comme un fait général l'appropriation par l'entrepreneur-capitaliste de tous les résultats de la production, à l'exception de ce qui est nécessaire à l'existence des ouvriers, Marx n'analyse même pas les conditions de l'offre et de la demande, ni même de la concurrence; analyse qui aurait pu expliquer quand et dans quelles circonstances l'offre et la demande, ainsi que la concurrence qui se produit dans l'une ou dans l'autre, font pencher la balance en faveur de l'entrepreneur-capitaliste, ou au contraire en faveur de l'ouvrier [1]. En général la théorie de la plus-value, malgré sa clarté apparente, a le défaut de présenter les phénomènes complexes de l'économie politique comme quelque chose de simple, de mécanique. De même qu'au milieu de ce siècle certains naturalistes se contentaient de la physique et de la chimie pour expliquer les phénomènes qui se produisent dans l'organisme humain, sans même soupçonner le rôle qu'y jouent les microorganismes, de même les marxistes font dépendre en entier la formation du capital de l'appropriation du produit du travail d'autrui. Ils ne se laissent pas déconcerter par les faits attestant que les milliards déposés dans les caisses d'épargne sont accumulés par les masses, et que la plupart des entrepreneurs-capitalistes sont sortis du milieu ouvrier, qu'ils doivent leur position sociale et leur richesse à leur intelligence, à leur activité, à

[1] Il en est parlé dans la dernière partie du 3me livre du *Capital*, édité par ENGELS : on n'attribue à la concurrence d'autre influence qu'une certaine egalisation du prix et des bénefices.

leur esprit d'économie. N'est-ce pas une injustice criante que de convertir en bien social l'avoir acquis par ces gens laborieux, n'est-ce pas spolier les hommes les meilleurs de la classe laborieuse?

Ensuite, l'enrichissement ultérieur des entrepreneurs a-t-il toujours lieu au détriment des ouvriers? Owen est-il devenu millionnaire pour avoir pressuré les ouvriers, leur avoir enlevé la plus-value? N'y-a-t-il pas des entrepreneurs-capitalistes qui n'abusent point des privilèges de la richesse? Le niveau du bien-être de la classe ouvrière ne s'est-il pas relevé en comparaison des temps passés?

Pour compléter ce qui précède, ajoutons quelques mots sur le second et le troisième livre du *Capital*.

C. REMARQUES CRITIQUES SUR LE SECOND ET LE TROISIÈME LIVRE DU « CAPITAL. »

Après la mort de Marx, Engels a encore publié deux livres du *Capital* qui contiennent XLVIII chapitres et 1370 pages; savoir: le second livre — *Le processus de la circulation du capital*, en 1885, et le troisième livre en deux parties sous le titre, *L'ensemble du processus de la production capitaliste*, en 1894. Dans quelle mesure ce vaste travail appartient-il à Marx lui-même? On peut s'en rendre compte par la première partie du 3me livre, où Engels explique les causes de l'intervalle de près de neuf ans qui s'est écoulé entre la publication des deux derniers livres, tant par ses occupations personnelles que par le fait que chez l'homme qui a dépassé 70 ans, les fils cérébraux de Meynert travaillent avec une certaine hésitation désolante; on ne parvient plus à faire les interruptions d'un travail théorique aussi facilement et aussi vite que par le passé (part. II, VI). En lisant ce passage et plusieurs autres, on voit clairement qu'Engels, tout en se servant des manuscrits de Marx, ne se bornait pas à copier simplement les parties rédigées du manuscrit, mais qu'il remplissait encore les lacunes. On ne saurait, du reste, accuser l'édi-

teur de s'être écarté des idées de Marx : il reste fidèle à ses idées, ainsi qu'à sa méthode, qui consiste non pas à réunir et à élaborer des données statistiques et historiques, mais à tirer de celles-ci une série infinie de combinaisons et de déductions logiques qui aboutissent toujours au même point central — la théorie de la plus-value. Au fond il est douteux que les trois volumes édités par Engels ajoutent quelque chose de nouveau aux doctrines de Marx, quoique d'autre part il faille avouer que le cerveau du septuagénaire Engels a travaillé vigoureusement.

L'ami de Marx explique de la façon suivante la relation existant entre le premier livre du *Capital*, le second et le troisième : Le processus de la production capitaliste directe, exposé dans le premier livre, n'épuise pas toute la carrière du capital (erschöpft nicht den Lebenslauf des Kapitals) ; il doit être complété par le processus de la circulation (Circulationsprocess) qui constitue l'objet des recherches du second livre.

Les deux parties du troisième livre [1] sont consacrées à la recherche et à l'exposition des formes concrètes dues au mouvement du capital envisagé dans son ensemble. Il s'agit ici des revenus et spécialement de la transformation de la plus-value en profit et en rente.

Cette énumération donne une idée assez exacte du plan de l'ouvrage, plan qui évidemment n'a été dressé qu'après la mort de Marx, et seulement à l'époque où Engels aborda la rédaction de la première partie du troisième livre. Cependant il est à remarquer que ce plan n'a pas été complètement suivi, car le premier livre contient beaucoup de choses dont il est parlé dans les suivants, et l'énumération même ne donne pas une idée claire des détails qui sont entrés dans les trois livres et spécialement dans les deux derniers.

Ainsi par exemple, dans la partie consacrée au processus de la circulation du capital, on parle de la circulation du capital monétaire, du capital marchand, des formes de la circulation natu-

[1] Livre III, part. I, p. 1.

relle, monétaire et fiduciaire, de la durée et des frais de la circulation, des virements des capitaux, savoir : du temps et du nombre des virements, du capital consolidé (fixes Kapital) et du capital circulant (circulierendes), du virement (Umschlag), du capital placé selon les doctrines de l'école des physiocrates, de Smith et de Ricardo, de la période des travaux, de la durée de la production et de la circulation, de l'influence des virements sur l'importance du capital placé. A première vue ce contenu paraît très riche et très varié, mais un examen plus approfondi fait voir que tout cela n'est pas le résultat d'observations prises dans la vie, mais que ce n'est que le résultat d'une méditation abstraite, souvent fantaisiste. Tout tend ici à démontrer par des exemples, par des extraits détaillés des œuvres d'économistes ou d'enquêtes parlementaires, qui au fond ne prouvent rien du tout, par des déductions d'hypothèses apprêtées, que la plus-value provient uniquement d'une partie des produits du travail de l'ouvrier dont ce dernier a été spolié, et que tous les revenus, hormis le salaire, ont une seule et même source — la plus-value.

Pendant la circulation, dit Marx, le capital « ne fonctionne pas comme capital productif et par conséquent ne produit ni des marchandises, ni des valeurs[1] »..... « L'achat et la vente ne créent pas de valeurs[2]. » « Les dépenses de circulation qui proviennent du simple changement des formes de la valeur, n'entrent pas dans la valeur de la marchandise. » « Les parties du capital dépensées à cet effet sont de simples soustractions faites au capital employé productivement. Les dépenses de circulation ont une autre nature. Elles peuvent provenir des processus de la production qui continuent pendant la circulation, et leur caractère productif est seulement dissimulé sous la forme de circulation. D'autre part, considérées au point de vue social, elles peuvent être de simples dépenses, des pertes improductives du travail vivant ou social, tout en continuant cependant de fonc-

[1] Livre II, p. 96.
[2] *Ibid.*, p. 102.

tionner pour le capitaliste privé comme valeurs productrices et de constituer un surcroît du prix de vente de sa marchandise... » « Tout travail qui ajoute de la valeur, peut aussi, sur la base capitaliste, ajouter une plus-value ; c'est pour cela que les frais qui renchérissent la marchandise sans augmenter son utilité, constituent les faux frais de la production, qui peuvent enrichir des particuliers tout en constituant cependant une perte pour le capital social [1]. »

Ces extraits font voir une confusion continuelle du vrai et du faux. Marx reconnaît que le processus de la production continue pendant la circulation, mais cela ne l'empêche pas, en même temps, de nier qu'il y ait dans le processus de la circulation une création de valeur produite par un travail dépensé, et même, *horribile dictu*, de n'admettre l'accroissement réel de la valeur que dans le cas où s'accroissent les utilités (Gebrauchswerthe), et non dans celui où augmentent les dépenses constituant les faux frais !

L'introduction de l'utilité comme condition nécessaire de l'origine de la valeur constitue une nouveauté tout à fait inattendue. Il est également étrange de porter les faux-frais en pertes de la société et en gains de quelques particuliers, comme si les faux frais ne constituaient pas aussi des pertes pour les consommateurs, et pour les producteurs.

Plus loin, Marx écrit : Tous les frais « dus au changement de forme de la marchandise, comme l'emballage, l'assortiment, » n'ajoutent rien à sa valeur [2]. (!?) Quant à la conservation de la marchandise, la durée de cette conservation, selon Marx, ne crée point de valeur. « L'acheteur dira au marchand qui aura gardé trop longtemps sa marchandise : tant pis pour vous [3]. »

Ici nous sommes de nouveau en plein dans une série de malentendus, ou simplement dans la confusion. Ainsi, selon Marx,

[1] Livre II, p. 107-108.
[2] *Ibid.*, p. 120.
[3] *Ibid.*, p. 116.

il faut admettre que la préparation des cigares crée de la valeur, mais que leur assortiment et leur emballage n'en créent pas. Certaines marchandises ne peuvent pas être mises en vente avant un temps donné, d'autres, à cause de la nature de la circulation, restent quelque temps en dépôt ; ces deux circonstances exercent une influence sur la hausse de la valeur. Marx confond tout cela avec la conservation de la marchandise par suite de manque de débouché ou de l'entêtement du vendeur, ce qui peut être accompagné d'une baisse de la valeur, non pas, bien entendu, dans le sens d'une diminution de la quantité de travail *caillé*, mais dans le sens donné au mot valeur par l'économie vulgaire, qui se sert des termes de la langue usuelle.

Une des autres particularités du second livre, c'est l'apparition sur la scène du capital consolidé (fixes), tandis que le capital roulant (circulierendes, flüssiges) y est employé dans le même sens que lui ont donné les économistes. Le résultat, c'est que les termes : « konstantes » et « variables Kapital » sont insuffisants pour tout expliquer !

L'appréciation suivante des idées de Smith sur le capital[1], peut servir d'exemple de la manière dont Marx analyse les théories d'autres écrivains : « Dans l'énumération des parties constituantes du capital circulant, Smith oublie la différence (qui n'a rapport qu'au capital productif) entre le capital consolidé (fixes) et le capital roulant (flüssiges). Il oppose seulement le capital en marchandise et le capital en argent — deux formes du capital propres au processus de la circulation, — au capital productif, et il le fait d'une manière inconsciente. »

« Il est remarquable enfin que dans l'énumération des parties constituantes du capital roulant, Smith oublie la force du travail (c'est-à-dire le travail) et cela par deux raisons. »

« Il a été dit plus haut que si on laisse de côté le capital en argent, le capital circulant n'est qu'un autre nom donné au ca-

[1] Livre II, p. 177-178.

pital en marchandises. Mais en tant que la force du travail (Arbeitskraft, c'est-à-dire le travail) circule sur le marché, elle n'est pas un capital, elle n'est également pas une forme du capital en marchandises, elle n'est même pas un capital : l'ouvrier n'est pas un capitaliste, quoiqu'il apporte sur le marché une marchandise — sa propre personne. »

« Ce n'est qu'après la vente de la force du travail (le travail), qu'après qu'elle a été incluse dans le processus de la production, lorsqu'elle aura cessé de circuler comme marchandise, ce n'est qu'alors qu'elle devient partie intégrante du capital productif, un capital variable (variables Kapital), source de la plus-value, partie liquide du capital productif par rapport à l'enveloppe (Umschlag) de la valeur capitale contenue en elle. Comme Smith a confondu le capital liquide avec le capital en marchandises (!!) il n'a pas su sous quelle rubrique du capital circulant il fallait placer la force du travail (le travail). »

Cette traduction textuelle montre la confusion d'idées qui régnait dans le cerveau de l'auteur, lorsqu'il cherchait dans l'énumération des matières rapportées par Smith au capital, ce même travail qui constituait chez Smith une force productrice indépendante, distincte du capital !

Dans les deux parties (tomes) du livre troisième, Marx considère les *formes concrètes* qui proviennent du processus du mouvement du capital pris dans son ensemble. Sous cette désignation générale Marx comprend la transformation de la plus-value en profit, le dédoublement du profit en bénéfice de l'entrepreneur et en intérêt sur le capital ; en même temps l'auteur explique le rôle du capital marchand et du capital des banques en particulier, et enfin il expose la théorie de la rente, et présente un aperçu général des revenus.

En caractérisant ce contenu par les termes : « formes concrètes provenant du processus du mouvement du capital, » Marx parait exprimer l'idée que dans tous les phénomènes analysés la valeur ne provient que du travail employé à la production et non

de la circulation[1] de capitaux en argent ou en marchandises, que le profit, le bénéfice de l'entrepreneur, les intérêts, les rentes ne sont pas autre chose que de la plus-value[2].

« Le capital marchand, dit Marx, est précisément le capital fonctionnant dans les limites du domaine de la circulation. Le processus de la circulation est une partie du processus général de la reproduction (Reproduction) ; mais ni la valeur, ni en conséquence la plus-value ne se produisent dans la circulation. La masse de la valeur ne change que dans la forme ; il se fait seulement une métamorphose des marchandises qui n'a rien de commun avec la création ou la variation de la valeur. »

« La plus-value est réalisée dans la vente de la marchandise, parce qu'elle est contenue en elle ; il en résulte qu'au second acte, dans l'échange de l'argent contre la marchandise (contre les éléments de la production), la plus-value n'est pas réalisée par l'acheteur ; mais c'est par l'échange de l'argent contre les objets servant à la production et contre la force du travail (le travail) que s'établit la production de la plus-value. Le capital marchand ne produit directement ni valeur, ni plus-value. Il peut indirectement aider le producteur capitaliste (dem industriellen Kapitalisten) à abréger le temps nécessaire pour la circulation (Circulationszeit) et par conséquent à accroître la production de la plus-value. En élargissant le marché et en contribuant à la division du travail, il participe à la productivité et à l'accumulation du capital industriel. »

« En abrégeant le temps de la circulation, il élève le rapport entre la plus-value et la mise de fond (vorgeschossenen Kapital), et par conséquent le taux du profit. En exigeant moins de capital en argent pour la circulation, il augmente le capital directement employé à la production[3]. »

De cette manière le capital marchand, tout en contribuant,

[1] Livre III, part. I, p. 263.
[2] *Ibid.*, p. 115.
[3] *Ibid.*, p. 263, 264.

d'après Marx, à la productivité, est par lui-même improductif ! En dotant autrui de la plus-value, il n'en crée pas lui-même et ne peut même pas en extraire. C'est le producteur qui la produit. Bien plus, le travail marchand lui-même est improductif et sa durée ne crée ni valeur, ni plus-value. Marx ne tombe-t-il pas dans le « fétichisme » lorsqu'il dit : « Les dépenses purement marchandes de la circulation se rapportent à la conversion de l'argent en marchandise et inversément, » (comme si les dépenses marchandes n'étaient pas faites en vue de mettre la marchandise à la disposition du producteur ou du consommateur !) « et aux opérations qui en dépendent, l'entretien des bureaux, la tenue de livres, la correspondance, etc. Le temps de travail dépensé pour ces opérations n'ajoute rien à la valeur. »

« Le rapport du capital marchand à la plus-value est autre que celui du capital industriel. Ce dernier la crée par une simple appropriation du travail d'autrui (!!), le premier s'adjuge une part de cette valeur en la transportant du compte du capital productif à son compte à lui. Le temps de travail et le travail du marchand ne sont pas un travail produisant une valeur. »

« L'ouvrier de commerce ne produit pas directement de la plus-value, mais le prix de son travail est déterminé par la valeur de sa force de travail (travail), par conséquent par les frais de production de cette force, tandis que l'exécution de ce travail, son effort, la manifestation de sa force, sa dépense, ne sont point déterminés par la valeur de sa puissance de travail [1]. »

C'est ainsi que Marx est arrivé à l'idée de l'improductivité du travail, lors même que celui-ci contribue à la satisfaction de besoins ; il nie même l'importance de la durée du travail sur laquelle est basée la théorie de la plus-value absolue.

Les extraits cités rappellent les paroles de List sur les économistes qui ne considéraient comme productifs que certains genres de travail : « D'après eux, l'homme qui élève des hommes est improductif, tandis que celui qui engraisse des porcs est produc-

[1] Livre III, p. 372, 373, 377, 378, 384.

tif. » Marx appelle fétichisme le point de vue matériel en ce qui regarde le caractère de la production, de la valeur, et il adore lui-même un fétiche.

Marx explique d'une manière très simple les conclusions auxquelles il est arrivé sur l'improductivité du capital et de certains genres de travail. « Le processus capitaliste de la production, dit-il, est une affaire très embrouillée. Le problème de la science consiste à ramener le mouvement fictif au mouvement réel. Les conceptions d'un marchand, d'un spéculateur à la bourse, d'un banquier sont inévitablement dénaturées (sind nothwendig ganz verkehrt), et celles d'un fabricant faussées (verfälscht), par suite des actes de la circulation auxquels leur capital est soumis, et de l'égalisation qui se fait de la quantité du profit. La concurrence prend dans ces têtes une signification entièrement dénaturée. »

« La limite pour la valeur et pour la plus-value étant donnée, il est facile de comprendre comment la concurrence des capitaux transforme les valeurs en prix de production et surtout en prix de marché, et la plus-value en profit moyen. Mais sans ces limites, il est impossible de comprendre pourquoi la concurrence ramène le niveau général du profit à tel ou tel taux, — à 15 % au lieu de 1500 %. — La concurrence ne peut que ramener le profit à un certain niveau, mais elle ne renferme absolument aucun élément pour déterminer ce niveau [1]. »

L'importance de la concurrence dans l'offre et la demande est expliquée dans la 2me partie du 3me volume au 50me chapitre, intitulé *Le fantôme de la concurrence (Schein der Konkurrenz)*. Ici Marx dit à propos du salaire ce qui suit : « La concurrence ne nous sert à rien (nützt uns nichts). La concurrence élève ou abaisse les prix du marché du travail ; mais supposons que l'offre et la demande du travail s'équilibrent, par quoi alors sera déterminé le salaire ? Par la concurrence. Mais la concurrence cesse d'établir les prix dès que son action est annulée par l'équi-

[1] Livre III, p. 297, 298.

libre des forces en lutte. Le fait est qu'il faut trouver le taux naturel du salaire, c'est-à-dire le prix du travail qui n'est pas régularisé par la concurrence, mais qui régularise la concurrence elle-même [1]. »

Marx désarme ses adversaires en affirmant que ce qu'ils observent n'est qu'une apparence et qu'en réalité la science voit les choses autrement. Evidemment ce n'est que la science de Marx qui voit ainsi, cette science basée sur des dogmes représentés comme des vérités infaillibles, et non sur des observations. Qui ne sait — et point n'est besoin pour cela de recourir à l'enseignement des économistes vulgaires — que l'offre et la demande ne sont jamais à l'état de repos, que la concurrence, aussi bien entre offrants qu'entre demandants, modifie continuellement le taux du prix et des revenus ? Qui ne sait que l'offre et la demande égalisent, outre les prix, les revenus, mais alors seulement que la totalité des conditions économiques est favorable à l'établissement de la valeur des produits et des services selon le travail et les frais de production ? Qui ne sait enfin qu'en temps de disette le revenu d'un marchand de céréales peut s'élever à des centaines de %?

Marx devait forcément rejeter l'importance de la loi de l'offre et de la demande ainsi que celle de la concurrence, parce que, autrement, il eût vu s'écrouler ses théories sur la plus-value, sur la valeur en général, et sur la fiction même de la production capitaliste.

Pour relever toutes les incohérences des deux derniers livres du *Capital* il faudrait un volume entier ; mais il est impossible de passer sous silence quelques passages relatifs à la rente, à l'accumulation des capitaux, ainsi que les procédés employés par Marx dans ses déductions. En analysant les différents genres du revenu foncier, sa formation, ses variations, etc., Marx a trouvé devant lui la rente de la petite propriété rurale cultivée par le

[1] Livre III, part. 2, p. 400.

travail du propriétaire lui-même, et non par des ouvriers loués. Dans ce cas il est évident que la rente apparaît, non plus comme la plus-value enlevée par le capitaliste au paysan, mais comme la part de rendement tombant dans la poche de ce dernier. Ne pouvant pas omettre ce phénomène fâcheux en désaccord avec la théorie de la plus-value, Marx rapporte la petite production à une phase nécessaire mais passagère de l'agriculture, et lui prédit une fin. Les causes de la suppression de la petite propriété, si désagréable à Marx, « se trouvent dans le développement des grandes entreprises, dans l'épuisement du sol par la petite culture, dans l'appropriation par les grands propriétaires fonciers des biens communaux, dans l'impossibilité d'entretenir le bétail, dans la concurrence de la grande culture. La petite propriété exclut le développement des forces sociales et productrices du travail, des formes collectives du travail, de la concentration sociale des capitaux ; elle empêche l'élevage des animaux en grand, et l'application progressive de la science [1]. »

Nonobstant ce verdict, la petite propriété fleurit pourtant dans les pays qui ont adopté le système de la rotation des cultures ou assolements, elle y nourrit des masses de population et y donne des profits tels qu'on n'en pouvait guère attendre de la grande propriété foncière. Il est certain que la rente obtenue par le paysan est un phénomène fort déplacé au point de vue des socialistes et spécialement de Marx, puisqu'elle n'empêche pas les paysans de France, de Belgique, et en partie de l'Allemagne occidentale, de s'enrichir. Mais en fait, c'est bien comme cela.

A la question : qu'est-ce que le capital ? Marx répond : « Le capital n'est pas une chose, mais un rapport social et historique dans la production (!!) qui communique aux objets un caractère social spécial [2]. »

A celle de savoir comment le capital s'accumule, Marx fait les deux réponses suivantes :

[1] Livre III, part. 2, p. 339, 341.
[2] *Ibid.*, p. 350.

1° « On appelle capitalisation la formation du capital fictif[1]. » (!?)

2° « Dans le capital monétaire portant intérêt, les rapports capitalistes acquièrent leur forme extérieure, fétichiste. L'argent produit de l'argent sans l'intermédiaire de la marchandise. Le *M* est omis dans la formule *A* contre *M* contre *A'*. Le revenu de l'argent, comme celui du vin qui reste longtemps dans la cave, est d'autant plus grand que le capital y séjourne plus longtemps[2]. »

3° Et ensuite, après avoir dit que « l'accumulation du capital prêté peut se produire sans aucune accumulation réelle, par des procédés techniques, par le développement et la concentration du virement des banques (Bankwesen), par l'épargne de la réserve des instruments de circulation (der Circulationsreserve), » Marx pose une autre thèse générale : « L'accumulation du capital prêté consiste tout simplement en ce que l'argent, aussi bien que le capital prêté, forme des précipités (sich als verleihbares Kapital niederschlägt)[3]. »

Est-il nécessaire de démontrer que le capital est principalement le résultat d'une production antérieure, dans laquelle le travail a une part prépondérante, que ce n'est pas un mythe, pas un rapport social, mais une force réelle, que l'argent ne s'accumule pas de lui-même, qu'il ne se précipite pas, mais qu'il s'acquiert, etc.

Il va de soi qu'il est aisé aux marxistes de supprimer tous ces faits par des arguments de ce genre : « Pour comprendre l'essence réelle, il faut renoncer à ce qui trompe les yeux des économistes vulgaires, des boursicotiers et des capitalistes, » ou plus simplement encore : « c'est banal, — das ist abgeschmackt, » comme s'exprime souvent le Marx édité par Engels. Il n'en faut pas davantage pour convaincre des croyants.

Pour conclure, il ne sera peut-être par superflu de donner au

[1] Livre III, part. 2, p. 4.
[2] *Ibid.*, p. 377, 379.
[3] *Ibid.*, p. 33 et 45.

moins un exemple de la méthode exacte avec laquelle Marx élaborait ses vérités. En parlant des proportions du profit, Marx considère comme important de comparer les taux internationaux du profit.

« Admettons que le taux de la plus-value m soit, dans un pays européen, de 100 %, c'est-à-dire que l'ouvrier travaille une demi-journée pour lui, et une demi-journée pour le loueur; admettons qu'en pays asiatique elle soit de 25 %, c'est-à-dire que l'ouvrier travaille 4/5 de la journée pour lui et 1/5 pour le loueur. Admettons en outre que la composition de la richesse nationale soit dans le pays européen de 84 c (c—le capital constant) et 16 v (v—le capital variable).

« En pays asiatique, où il existe peu de machines et peu de matières brutes employées productivement, la composition du capital sera : 16 c. et 84 v. Alors nous aurons ce qui suit : La production européenne s'exprimera ainsi :

$$84\,c + 16\,v + 16\,m = 116$$

et le taux du profit sera :

$$\frac{16}{100} = 16\,\%$$

La production asiatique s'exprimera par :

$$16\,c + 84\,v + 21\,m = 121,$$

et le taux du profit sera :

$$\frac{21}{100} = 21\,\%$$ » (Livre III, part. I, p. 129).

On se demande ce que l'Europe et l'Asie ont à faire là-dedans ?

A part même le fait que ce calcul est purement fictif, sans base, il est à remarquer que les données elles-mêmes sont sujettes à caution. Est-il vrai que l'ouvrier obtienne en Europe la moitié du produit de son travail et en Asie les quatre cinquièmes ? Est-il vrai qu'en Asie on n'emploie productivement que peu de matières brutes ?

Naturellement, ce sont là pour Marx des questions oiseuses, dont il ne faut pas chercher la solution ailleurs que dans le manque de compréhension de ceux qui n'ont pas obtenu la grâce de la foi dans le dogme de la plus-value.

En terminant ici l'analyse de la doctrine de Marx, il faut reconnaître que personne, parmi les communistes, n'a joui d'une influence aussi considérable et aussi durable que lui. Les hostilités des meneurs du communisme entre eux, et même avec Marx, hostilités qui se manifestèrent dans les congrès, provenaient non pas de divergences dans les doctrines, mais de questions de préséance dans la direction du mouvement et de dissentiments sur les moyens à employer pour renverser l'ordre de choses existant. Après être d'abord entré en lice publiquement comme agitateur, Marx s'est borné ensuite à une activité cachée, de derrière les coulisses, qui continua à être puissante.

A la lecture de l'exposé ci-dessus, on pourrait croire que l'influence de Marx n'aurait pas dû être durable, et cependant il domine encore aujourd'hui parmi les socialistes ; il existe même des personnes sérieuses qui, sans être socialistes, voient dans le *Capital* de Marx l'œuvre d'un penseur profond.

Cela s'explique en partie par la forme et le contenu du livre, en partie par les procédés employés par l'auteur, en partie encore par la terminologie, qui modifie le sens généralement reçu de certaines conceptions fondamentales.

Par sa forme l'ouvrage de Marx n'a rien de commun avec les romans socialistes dans le genre de l'*Icarie* de Cabet, ou du *Look-Backward* de Bellamy, ni avec les systèmes et les constructions fantastiques comme le *Phalanstère* de Fourier, ou le *Nouveau Monde* d'Owen. Les premières minutes d'entraînement passées, les romans et les systèmes sociaux sont vite usés, et plus encore lorsqu'ils ont échoué à l'expérimentation. Il en est autrement d'un livre dans lequel on soumet à une étude détaillée les phénomènes économiques existants, et développe des thèses tout à fait originales, et que tout cela est appuyé sur une quantité de ren-

seignements et d'extraits de la littérature classique et des journaux, qui témoignent de la vaste érudition de l'auteur. Les ouvrages qui ne visent pas à une lecture superficielle gagnent à ce caractère même (on dira plus loin les motifs de cette particularité). A ceux qui expriment des doutes sur la justesse des thèses de Marx ses adeptes répondent : « Tout cela est prouvé par des faits, tout cela est fondé sur l'étude de la littérature politico-économique. »

Pourtant ces prétendus faits ne font qu'attester l'existence de phénomènes morbides dans l'organisme social, et non la défectuosité foncière de l'organisme même, ni la nécessité de le reconstruire ; de même que les maladies chez l'homme attestent l'existence de causes connues et inconnues de nos souffrances, mais ne démontrent nullement que notre organisme ne vaille rien et doive être « refait » de fond en comble. Les renseignements et les extraits de livres et de journaux pourraient avoir une valeur réelle, s'il était possible d'en tirer des déductions. Mais en réalité ce n'est qu'un amas de matériaux économiques, disposés de manière à produire l'impression voulue sur des hommes qui n'ont pas l'habitude de manier des idées scientifiques — autrement dit calculés en vue d'inspirer la conviction que l'ordre social existant n'est bon à rien, cet ordre où les ouvriers sont exploités par les entrepreneurs, où les capitaux se forment au dépens du travail d'autrui ou s'accumulent d'eux-mêmes, et deviennent l'instrument d'un asservissement de plus en plus grand des classes déshéritées.

Afin de prouver que le salaire est dans beaucoup de cas trop bas, que, dans la concurrence, ce sont les forts et les riches qui l'emportent sur les pauvres, que la grande industrie, produisant à meilleur marché, ruine les petits entrepreneurs, — il n'était pas du tout nécessaire d'inventer une nouvelle théorie de la valeur qui au fond n'explique rien, puisqu'elle n'est point basée sur l'étude positive de la réalité, mais sur des thèses avancées comme axiomes, et qui ne sont que de simples affirmations incapables de résister à la critique.

Ainsi la théorie de Marx, aussi bien que les conclusions pratiques auxquelles elle conduit, sont sans valeur.

En condamnant l'ordre existant, Marx ne propose pas d'organisation nouvelle, mais il signale un objectif très intelligible au prolétariat — *la socialisation des instruments de production* — auquel, soutient-il, nous prépare la prédominance de la grande production sur la petite et la transformation de certaines branches de l'économie en entreprises de l'Etat. Marx, en même temps qu'il se tourne vers les hommes à instinct de fauves de l'humanité dénuée, fait appel à la sympathie de ceux qui désirent améliorer la situation des classes ouvrières, et tâche de tranquilliser les capitalistes par la perspective du maintien de l'ordre pendant la transformation de l'économie privée en économie sociale. Il est à la fois révolutionnaire et philanthrope et adepte d'un socialisme d'Etat pacifique.

Enfin Marx n'embrouille pas moins le lecteur par sa terminologie conventionnelle. Chez lui souvent les mots ne sont pas pris dans leur acception habituelle. Sous ce rapport la pénurie de mots pour rendre exactement certaines idées, lui a rendu quelques services [1]. Le mot *valeur* (Werth) désigne chez Marx, non pas ce qu'on est habitué à comprendre par ce mot, non pas une *appréciation*, mais le travail, et encore non pas le travail réel, mais un travail qui n'est connu de personne : le travail moyen, abstrait, socialement nécessaire. Le *prix* est, selon les idées reçues, la valeur exprimée en monnaie, et d'après certains passages des livres

[1] Les termes « Gebrauchswerth, Nützlichkeitswerth, » valeur productive, n'existent pas dans la langue parlée et sont inventés par lui. Le terme, *valeur consommatrice*, employé par le traducteur en russe de Marx est un non-sens pour la simple raison que certaines de ces valeurs n'ont point de valeur, par exemple l'air, l'eau. Ensuite les termes « Tauschwerth » ou simplement « Werth, » sont plus définis et d'un usage courant. Mais dans la terminologie russe, il résulte du fait de la traduction tout un échafaudage de termes que rien ne justifie. Les mots : *valeur*, *valeur d'échange*, entièrement clairs et définis, sont remplacés par le mot *coût*, qui a le sens de prix de production, « Kostenpreis, » ce que l'objet a coûté au producteur.

de Marx, on pourrait croire que lui aussi est d'accord avec cette définition, tandis que souvent dans ses écrits, le prix est employé dans un sens différent de celui de valeur exprimée en monnaie !

Les mots « Arbeit, » le travail et « Arbeitskraft, » la force de travail, servent de point de départ à des raisonnements qui n'ont aucun fondement. La différence entre ces termes est proclamée comme une découverte très importante, alors qu'elle est toute simple. Le mot Arbeit a deux sens dans la langue allemande : travail et ouvrage. Ces deux termes se confondent souvent de même dans la langue russe, mais le travail est une force et l'ouvrage quelque chose d'exécuté par cette force. Dans le louage du travail, les parties contractantes conviennent, le plus souvent, de la durée du travail, et parfois tout simplement de l'ouvrage à accomplir par le travail. La prolongation de la journée de travail par l'entrepreneur ne peut avoir lieu sans le consentement volontaire ou forcé de l'ouvrier.

Même des termes tels que *capital fixe* et *capital roulant*, qui ont droit de cité dans la science et la langue, sont obscurcis chez Marx par l'invention des nouveaux termes : « constant » comme équivalent de « fixe » et « variable » comme équivalent de « roulant » bien que ces termes ne désignent pas une seule et même chose.

Il est superflu de répéter ce qui a été déjà dit sur le sens obscur du mot de *production capitaliste*, opposé à celui de production sociale, comme s'il pouvait exister une production quelconque qui ne fût pas capitaliste ? Des explications de ce genre : « Gebrauchswerth » — utilité, indique la qualité des choses, et « Werth » ou valeur, leur rapport à l'homme, de même que la soi-disant découverte d'un fétichisme chez les économistes qu'on accuse de supposer une relation mystique entre les choses, indépendamment de leur rapport à l'homme, sont de pures inventions, car dans l'économie tout dérive de l'homme et se rapporte à lui. Ce qui précède suffit à expliquer la source de la prétendue pro-

fondeur de Marx. Il tâchait de plaire aux « penseurs » qui restaient perplexes et se perdaient dans sa terminologie, il charmait ceux qui s'amusaient à écouter parler des redingotes, il gagnait par la perspective d'une solution pacifique de la question sociale la faveur de ceux qui voulaient sincèrement l'amélioration des conditions de la classe ouvrière : enfin il flattait surtout ceux qui rêvaient d'une révolution et de la transformation par la force de la propriété privée en propriété sociale.

Cependant certains symptômes indiquent que la théorie de la valeur de Marx ne les satisfait plus tous, et si l'on enlève cette pierre angulaire à l'édifice érigé par Marx, l'édifice restera-t-il debout ? C'est douteux. Pour expliquer les causes de la misère et de la souffrance, il n'était pas nécessaire d'édifier toute une théorie, et encore une théorie qui ne fait point la part des imperfections inhérentes aux sociétés humaines et à l'homme lui-même. Le bond du règne de la nécessité dans celui de la liberté, proclamé par les marxistes, aurait été un bond du règne où prévalent le droit, le travail, le devoir, la conscience, la légalité, soit dans le règne du despotisme de la majorité et de la servitude universelle, soit dans celui de l'anarchie, où il n'existe aucun frein à l'arbitraire individuel, où tout est permis à l'homme, tout ce qu'il désire. Jamais une société civilisée ne tiendra debout dans de telles conditions. Avec le temps, la figure même du « maître » perdra certainement de son prestige aux yeux des marxistes. Un homme de cœur et de conscience y regardera à deux fois avant de vouloir transformer la propriété privée en propriété collective au moyen de la contrainte, pour ce seul motif que la force a joué un rôle à la naissance des sociétés humaines. On peut s'attendre à davantage encore avec le temps, lorsque l'histoire intime du socialisme sera dévoilée, lorsque les causes des rivalités entre les communistes eux-mêmes seront connues. En effet ce n'est pas pour des principes que Marx luttait contre Bakounine, et le traitait d'espion du gouvernement russe ! Il ne s'agissait pas alors de la misère de la classe ouvrière

et des moyens d'y remédier : la question était de savoir lequel des deux serait le maître de cette classe jusqu'à l'avènement du règne de la liberté, et même durant ce règne de la liberté.

CHAPITRE XIII

NOTICE SUR L'ETAT ACTUEL DES DOCTRINES SOCIALES.

Durant ces vingt-cinq dernières années, le socialisme a pris une grande extension dans la vie sociale ainsi que dans la littérature européenne. Du moins en Allemagne, et en partie en France, les socialistes n'apparaissent plus dans la vie publique comme des rêveurs sectaires, mais comme un parti politique. Il est vrai que des divergences règnent entre eux, soit à cause de l'inimitié personnelle des meneurs aspirant à la domination, soit à cause des différences dans les programmes, qui tantôt excluent, tantôt tolèrent la propriété privée et l'économie privée, tantôt imposent à l'Etat l'accomplissement de la révolution sociale, tantôt exigent l'anéantissement de l'Etat lui-même et vont jusqu'à la suppression de tous les liens sociaux (anarchisme) ; malgré cela un fait paraît indiscutable : les socialistes sont unanimes à proclamer que la vieille organisation de la société est mauvaise et qu'un nouvel ordre social est indispensable.

La diversité qui existe dans les opinions des différents partis, celui des *collectivistes*, fidèles à la théorie de Marx, celui des *possibilistes*, auquel se rattache le parti populaire (Volkspartei) du midi de l'Allemagne, prêt à entrer en compromis avec les gouvernements sur les questions d'ordre privé, et enfin celui des *anarchistes*, n'implique pas parmi eux de désunion essentielle

qui soit un indice de ruine ou d'un désaccord profond, un présage de la chute du socialisme. Nous sommes plutôt en présence de phénomènes de croissance et de ramification sous des formes diverses.

Dans la littérature, il est vrai, le socialisme, après Marx, n'a plus rien produit que la théorie de la nationalisation du sol; mais par contre il occupe une place marquante dans la presse, et fait avec succès sa propagande, en mettant en relief le côté sombre de la vie sociale et en tâchant de pallier les manœuvres et les crimes de ses partisans. Ainsi le journal berlinois *En avant (Vorwärts)* attribue constamment les conspirations, les explosions de dynamite et les assassinats à des agents provocateurs, et représente les socialistes comme les victimes de la perfide bourgeoisie.

Quant à la nationalisation du sol, qui rappelle les bases fondamentales de la propriété foncière en Egypte au temps des Pharaons et dans l'Orient musulman, elle fut développée pour la première fois dans le livre de l'Américain Henry George[1] *Progrès et Misère (Progress and Poverty)* qui parut en 1879. Cet ouvrage fut accueilli avec une grande sympathie en Allemagne et en Angleterre, et fut l'origine de toute une littérature. Parmi les ouvrages les plus remarquables de cette tendance, il faut indiquer le livre de Michael Flürscheim, *Der einzige Rettungsweg*, 1890.

Dans l'opinion des partisans de la nationalisation du sol, l'appauvrissement du peuple provient de l'accroissement de la rente foncière; c'est pourquoi il faut que toute la terre soit convertie en propriété d'Etat; de la sorte les particuliers utiliseraient la terre en la louant, et la rente payée pour la terre serait convertie en revenu d'Etat. En somme ce plan n'a rien de contraire à la mobilisation de la terre, c'est-à-dire à la libre disposition de

[1] Né en 1839, Henry George commença sa carrière comme typographe, puis devint le rédacteur et le collaborateur de nombreux journaux.

la propriété foncière, mais c'est une sorte de mobilisation des propriétaires fonciers, qui seraient mis dehors en cas de paiement irrégulier de la rente. Il est difficile de dire quelque chose de positif sur l'avenir de cette théorie. Elle est apparue à une époque où la rente foncière se trouve menacée d'une nouvelle baisse par suite de l'extension des réseaux des voies ferrées et de la navigation à vapeur.

La nationalisation du sol n'a pas rencontré de sympathie dans les milieux où prédomine la petite propriété foncière, comme en France par exemple. Aussi la propagande du socialisme agraire y prit-elle une autre forme, celle d'un projet de répartition de terres aux paysans qui n'en ont pas ou en ont peu, aux dépens de la grande propriété foncière.

Cet aperçu des théories du socialisme et du communisme nous montre qu'on ne peut évidemment pas les tenir pour des phénomènes accidentels, éphémères, ou ayant atteint leur entier développement. Le problème de l'amélioration morale et matérielle des masses, que les socialistes revendiquent comme leur appartenant en propre, a été le problème de la science et de la vie pratique. Dans la science, ce problème fit renoncer à la théorie du laissez-faire et à l'idée que dans la société tout s'arrange de soi-même, indépendamment de l'action du pouvoir public. Dans la vie pratique, il a fallu reconnaître l'existence de la question ouvrière et compter avec elle. Partout où grandissait le nombre des ouvriers de fabrique ou des prolétaires campagnards sans feu ni lieu, privés d'une existence assurée, apparut la nécessité de les placer dans une position économique moins précaire. Si, d'une part, on ne peut y parvenir par le renversement de l'ordre existant, de l'édifice gouvernemental et des assises sur lesquelles il repose, ni par une tentative de réaliser les systèmes chimériques du socialisme, d'autre part ce serait un acte de démence de ne pas se préoccuper des intérêts réels d'une partie plus ou moins nombreuse de la population, dont le bien-être est absolument indispensable à la satisfaction des besoins privés et publics, et plus

encore de tenter d'arrêter le développement moral et matériel des masses. En négligeant le soin des intérêts de la classe pauvre et laborieuse de la population, l'Etat se priverait de la force qu'il puise dans le peuple aux jours de graves épreuves ; quant à vouloir ramener la classe ouvrière à la situation patriarcale des temps antérieurs au XVIIIme siècle — en d'autres termes faire marcher l'histoire en sens inverse, — une telle tentative priverait l'Etat de sa puissance et l'obligerait à renoncer à son rôle naturel. Toute la force du socialisme consiste dans sa détermination de résoudre le plus grave des problèmes posés à l'humanité par l'histoire, celui de diriger les énergies sociales et privées de manière à atteindre le bien-être général. Mais il est incontestable que les théories socialistes, loin de contribuer à atteindre ce grand but, l'ont encore fait reculer dans les lointains brumeux de l'utopie. Les socialistes ont attribué à l'ordre social des formes fantastiques et tenté d'établir des liens entre les hommes sur des bases contraires à celles qui existent dans la réalité — notamment sur l'égalité de la rétribution pour un travail inégal. Il paraît que l'expérience n'a dégrisé que peu d'entr'eux ; mais il suffit pour le moment que les anciennes idoles, Marx dans le nombre, aient perdu leur éclat primitif. L'expérience démontrera que l'attribution de tous les services à l'Etat, que la conversion de l'activité privée en activité étatiste, ou encore la transformation de l'activité industrielle, avec abolition de l'initiative privée, en associations coopératives, — l'expérience, dis-je, démontrera que toutes ces innovations n'assurent pas encore l'établissement de la meilleure forme de l'ordre économique.

CHAPITRE XIV

LA THÉORIE DE LA LIBERTÉ DE L'INDUSTRIE DEPUIS LES DERNIÈRES ANNÉES DE LA PREMIÈRE MOITIÉ DE CE SIÈCLE.

Les partisans de la liberté de l'industrie ont tenté, les uns de trouver des bases nouvelles pour la doctrine du laissez-faire dans la théorie de l'harmonie ou de l'entente des intérêts privés, — les autres de rester fidèles (quoique incomplètement) aux idées d'Adam Smith, en se donnant pour tâche de défendre l'initiative privée et la propriété privée, tout en séparant rigoureusement l'économie nationale de celle de l'Etat.

A la première catégorie appartiennent Carey, Bastiat et leurs disciples, à la seconde beaucoup d'écrivains français contemporains, Paul Leroy-Baulieu et ses collaborateurs à la revue hebdomadaire *L'Economiste français*, ainsi que les collaborateurs du *Journal des Economistes*, publié sous la direction de Gustave de Molinari.

I. THÉORIE DE L'HARMONIE DES INTÉRÊTS [1]

Adam Smith estimait que les progrès économiques de la société profitaient aux propriétaires fonciers et aux ouvriers, et non aux capitalistes, dont le revenu diminue avec l'augmentation de la richesse. En général, d'après lui, les intérêts de la classe commerciale ne coïncident pas avec le bien-être de la société. Ricardo pensait que l'augmentation de la rente foncière est une consé-

[1] Ouvrages les plus remarquables de cette école : CAREY. *Principles of political economy*. Phil. 1837-40. BASTIAT : *Œuvres*, 1855, 6 vol. Dans l'un de ces volumes figurent les « Harmonies économiques » qui parurent en 1850. WIRTH. *Grundzüge der Nationalœconomie*, 1856 à 1859.

quence de la demande d'une plus grande quantité de blé, ce qui oblige à se livrer à la culture des terres les moins fertiles, en conséquence de quoi la rente des terres plus fertiles croît d'elle-même. Malthus voyait dans la loi de la population — c'est-à-dire l'augmentation de la population plus rapide que celle des moyens de subsistance, — un obstacle à l'amélioration de la situation de la société, aussi longtemps du moins que l'homme, comme agent moral, ne soumet pas l'instinct de la reproduction à des mobiles d'un ordre supérieur.

Il en résulterait qu'avec un laissez-faire absolu, le bien-être général n'était pas réalisable, et que les intérêts privés de classes entières pouvaient se trouver en conflit.

Cet antagonisme fatal, qui se faisait sentir dans l'Europe occidentale, restait tout à fait inaperçu dans les contrées nouvelles, douées d'institutions qui donnent pleine liberté à l'activité individuelle. C'est pourquoi, dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, les relations sociales offraient un matériel tout préparé pour le premier système politiquo-économique de Carey, pour son *Harmony of interests*. Après 1837 la situation commença à se modifier en Amérique. La lutte entre les intérêts privés alla en s'accentuant, ce qui explique en partie chez Carey l'abandon de sa doctrine antérieure.

En transportant en Europe les idées de 1830 de l'économiste américain, Bastiat adhérait seulement à la doctrine de l'harmonie des intérêts légitimes. Cela le conduisit à la notion des physiocrates, d'après lesquels l'ordre social est une institution de la nature, et comme tel contraire à l'ordre artificiel créé par les hommes.

1. Carey.

Carey, fils d'un libraire irlandais émigré en Amérique, naquit vers la fin de 1793 à Philadelphie et y mourut en 1879. En 1835 il quitta les affaires commerciales pour s'occuper de travaux scientifico-littéraires. Son premier travail, et aussi le plus impor-

tant, *Les principes de l'économie politique*, parut en 1837-40, et ne devint connu des savants européens que vers 1850, lorsque Frédéric Bastiat l'utilisa dans sa polémique avec les socialistes. Dans cet ouvrage Carey développe l'idée de l'harmonie des intérêts, qui se crée lorsqu'on laisse ceux-ci se développer en toute liberté. Dans ses travaux postérieurs, particulièrement dans les *Principes de la science sociale (Principles of Social Science,* 1858-69), Carey se montre partisan du système protectionniste; après la guerre civile entre les Etats du Nord et ceux du Sud, il s'élève même contre l'amortissement du papier-monnaie et émet des opinions qui rappellent les théories du mercantilisme. Sans doute, même dans ses derniers ouvrages, Carey parle de l'*harmonie des intérêts*, mais il la cherche dans la combinaison de différentes branches de l'industrie ainsi que dans la décentralisation de la population et de la production par voie de formation de centres régionaux. Pour réagir contre la concentration de la population, des capitaux et de la production, qui mène selon Carey à l'épuisement du sol et à l'étouffement de la liberté, il ne connaît d'autre remède qu'un tarif douanier protectionniste.

Au point de vue scientifique, c'est le premier ouvrage de Carey, les *Principes de l'économie politique*, qui a la plus grande importance. L'auteur s'y pose en adversaire des théories fatalistes des adeptes de Smith en Angleterre, de Ricardo en particulier. Tout en reconnaissant la valeur en tant que produit du travail, essence de la propriété, et base de la distribution des revenus, Carey démontre qu'avec l'accumulation du capital la qualité du travail s'améliore et qu'en même temps diminue sa quantité, indispensable à la production et donnée en échange des produits. Il en résulte que la valeur du capital accumulé est toujours moindre que sa valeur première et qu'elle est déterminée par les dépenses nécessaires pour sa reconstitution.

L'ouvrier abandonne au capitaliste une partie des produits obtenus avec le concours du capital, et retient pour son compte le salaire. Tant que le travail est d'une qualité inférieure, la pro-

duction est faible, le capital s'accumule lentement et le capitaliste exige une plus grande part des produits en retour du service rendu. Ainsi, au début, la part du capital est large et celle du travail peu importante. Ce profit plus fort ne rapporte pourtant pas beaucoup, car la quantité des produits n'est pas considérable. Avec l'accroissement du capital les intérêts baissent ; mais comme le capital est plus considérable, le capitaliste, même avec un profit moindre, obtient un revenu plus grand. Quant à la part de l'ouvrier, elle croît à la fois d'une manière absolue et d'une manière relative. De là naissent, dans une société avancée, un stimulant plus grand au travail et une harmonie parfaite des intérêts du capitaliste et de ceux de l'ouvrier. Carey considère le revenu foncier ou la rente, comme l'intérêt du capital accumulé, et, contrairement à Ricardo, prouve que la culture de la terre a partout commencé par les terres les moins fertiles, les plus légères, pour passer graduellement aux terres plus fertiles, mais qui présentaient plus de difficultés de défrichement. Carey réfute ainsi la théorie de la rente et en général la théorie des revenus de l'école de Smith (Smith, Ricardo, Malthus).

L'harmonie est conforme aux intérêts, non seulement des particuliers, mais aussi des différents peuples, parce que tout ce qui, en une contrée, abaisse la production, diminue ailleurs le salaire de l'ouvrier et le revenu du capitaliste. C'est pourquoi les intérêts de tous et de chacun exigent la paix universelle, qui préserve le capital de la destruction. A l'origine de la vie sociale, quand le capital manque, la population ne jouit que de ce que lui fournit la nature; elle erre sur de vastes espaces, ne pouvant ni vendre les produits ni en faire provision, et comptant seulement sur la consommation directe; sa vie est un passage constant du gaspillage à la misère noire (starvation). Avec l'accumulation du capital, la population croît, les hommes commencent à utiliser les services de leurs voisins, et le salaire augmente. En même temps le travail devient moins pénible, la quantité d'efforts nécessaires pour se procurer les moyens de subsistance diminue, le perfec-

tionnement moral va de pair avec l'amélioration matérielle, et les vertus de la société civilisée remplacent les vices de la vie sauvage. A côté de l'harmonie des intérêts, Carey signale l'existence de perturbations économiques (révoltes) produites par la violation des lois naturelles et de l'harmonie créée par elles. Le second volume des *Principes de l'économie politique* est consacré en entier à l'exposé de ces révoltes.

Un critique contemporain, Lange, en parlant des travaux de Carey qui parurent après les *Principes de l'économie politique*, remarque avec justesse : 1° que l'économiste américain n'a pas expliqué comment se produit la décadence de l'humanité après son développement progressif; 2° qu'il a exposé d'une façon erronée la théorie de Malthus, et qu'en rejetant la loi de la population [1] comme incompatible avec la bonté du Créateur, il admettait lui-même la possibilité d'une population anormalement dense ; 3° que son hypothèse relative à la plus grande croissance du salaire comparativement à celle du profit et de la rente n'est pas fondée, car le capitaliste peut forcer l'ouvrier à se contenter de l'indispensable, ou l'abandonner à son sort ; enfin 4° que le système protectionniste n'empêche pas la centralisation de se produire, mais la crée plutôt. Néanmoins Lange reconnait à Carey les mérites suivants : 1° d'avoir élargi le cercle des observations des économistes, en attirant leur attention sur les conditions de la vie économique aux Etats-Unis ; 2° d'avoir établi par sa théorie de la rente que toutes les recherches antérieures sur ce sujet se rapportaient à des états particuliers, isolés, et que leur vérification était indispensable ; 3° d'avoir opposé aux intérêts commerciaux les intérêts de l'agriculture, auxquels la science s'était jusqu'alors peu intéressée ; 4° d'avoir communiqué à la science une vie nouvelle par sa polémique contre la centralisation et l'indifférentisme politique, et en faveur de la réhabilitation

[1] Augmentation de la population plus rapide que celle des moyens de subsistance. (Trad.)

des mobiles d'ordre moral opposés à l'égoïsme, tout en laissant bien des questions non résolues ni même élucidées ; 5° d'avoir enfin pris le parti des classes ouvrières, quoique sa théorie de l'harmonie des intérêts fît de lui un adversaire naturel des réformes sociales.

Il faut ajouter à ces considérations qu'une quantité de données statistiques et de faits historiques avancés par Carey à l'appui de ses thèses ne peuvent être acceptés que sous bénéfice d'une rigoureuse vérification critique, non qu'ils soient inexacts, mais parce qu'ils sont avancés à l'appui d'opinions arrêtées d'avance, et parce qu'en dehors d'eux il peut exister d'autres données et d'autres faits fournissant matière à des déductions qui ne concordent pas complètement avec les idées de Carey, idées justes seulement pour un temps et dans des circonstances données, et encore pas toujours. Schmoller appelle Carey un agitateur. Il est contestable que cette qualification soit juste, Carey a été bien plutôt un savant de cabinet qu'un homme public.

2. *Bastiat.*

Frédéric Bastiat, né en 1801, mourut en 1850. Il était fils d'un négociant. Après des essais manqués dans le commerce et dans l'agriculture, Bastiat se voua à la carrière de publiciste et prit une part active aux luttes en faveur de la liberté du commerce qui, entre 1840 et 1850, éclatèrent en France, après avoir envahi toute l'Angleterre. Outre la publication d'une série de pamphlets, étincelants de verve et d'esprit, contre les protectionnistes et les socialistes, Bastiat développa ses idées dans un ouvrage plus systématique, *Les Harmonies économiques,* dans lequel il ne touche que légèrement aux causes qui troublent l'harmonie de l'ordre économique. Il faut noter que ce livre a été écrit peu de temps avant la mort de Bastiat, qui succomba à la phtisie, et que quelques-uns des chapitres portent l'empreinte d'un travail souvent interrompu.

Selon l'économiste français, toute la science de l'économie

politique se ramène à ces trois notions : les besoins, les efforts, et la satisfaction des besoins. La première et la troisième coïncident dans la même personne, tandis que les efforts des uns servent à la satisfaction des besoins des autres. Il en ressort que l'économie politique est une science sociale, la théorie de l'échange. Ce qui sert à la satisfaction des besoins — l'*utilité*, est ou *gratuit*, comme l'air, l'eau, produit de l'activité spontanée de la nature, ou *onéreux*, c'est-à-dire exigeant de la part de l'homme des efforts, et renfermant en soi la source de la valeur. Le plus souvent les deux sortes d'utilité se confondent dans les produits, et de leur rapport quantitatif dans tel ou tel produit dépendent le bon marché et la facilité d'acquisition de ce dernier.

Les produits des forces de la nature et du travail s'échangent. En tant qu'objets d'échange, ils servent aux hommes à se rendre des services mutuels, et sont l'objet d'une estimation de la part des parties échangeantes. C'est pour cela que la valeur est un rapport entre les services échangés. Comme la valeur dépend des efforts, il est évident que l'intérêt de chaque personne tend à diminuer la somme des efforts employés dans la production, et à remplacer le travail de l'homme par l'activité gratuite de la nature. Mais l'épargne des efforts dans la production, grâce à la loi de la concurrence, concourt au bien général, et la collaboration gratuite de la nature sert ainsi, non pas au producteur seulement, mais à tous les consommateurs.

Les idées essentielles de Bastiat peuvent se résumer dans les thèses suivantes : 1° la richesse est proportionnelle à l'utilité ; la valeur exprime la mesure de la participation des individus à la jouissance de la richesse ; 2° la valeur dépend des efforts nécessités pour vaincre les obstacles ; c'est pourquoi ce qui accroît la valeur n'accroît pas nécessairement la richesse, mais est le signe de la croissance des obstacles qui s'opposent à la satisfaction des besoins ; 3° les forces et les éléments gratuits de la nature ne peuvent, avec la concurrence libre, devenir propriété privée ; ce qui a une valeur et constitue le produit du travail peut seul devenir un

objet de propriété; 4° la propriété foncière représente en valeur le travail employé à la culture de la terre; la rente est le paiement de la jouissance de la valeur contenue dans la terre; 5° le capital est la somme des instruments, des machines et des produits. L'intérêt est la rémunération pour le service rendu de la jouissance de la valeur du capital. Avec la croissance du capital, la part absolue du capitaliste augmente, mais sa part relative diminue. Quant à la part de l'ouvrier, elle croît à la fois d'une manière absolue et d'une manière relative. On aura par exemple :

Epoques.	Somme des produits.	Part du capital.	Part du travail.
1	1.000	500	500
2	2.000	800	1.200
3	3.000	1.050	1.950
4	4.000	1.200	2.800

Cette brève énumération des thèses de Bastiat est insuffisante pour donner une idée de l'éclat de son talent littéraire et de son habileté à éviter les questions pratiques ardues; il taxe certains phénomènes d'anormaux, de *révoltants,* alors que souvent ils appartiennent au nombre des faits dominants.

Pour conclure, il est impossible de ne pas établir un parallèle entre Carey et Bastiat.

En effet, si Carey à propos de la répartition des produits entre capitalistes et ouvriers, fournit des chiffres dans le genre de ceux qui viennent d'être cités, ce n'est qu'à titre d'exemple : il avance aussi des faits. Chez Bastiat au contraire les faits constituent une exception. Il s'efforce de convaincre le lecteur par la puissance de sa dialectique.

D'autre part ils se complètent l'un l'autre. Bastiat, à l'exemple de Carey, déduit du travail l'essence de la valeur, de la propriété et des revenus; seulement chez Carey ces notions sont plus simples et plus claires. Dans la conquête du progrès économique, chez Carey, c'est le capital qui joue le rôle principal, tandis que chez Bastiat c'est l'élément gratuit, la nature. C'est pourquoi

l'économiste américain met en lumière l'influence de l'homme, et l'économiste français l'influence de la nature sur la diminution des frais de la production. La théorie de la rente et de l'intérêt ont beaucoup de ressemblance chez l'un et chez l'autre. Carey n'attribue pas à la concurrence l'importance qu'elle a chez Bastiat, qui la considère comme moteur de l'activité humaine et cause de la distribution proportionnelle des revenus.

Le mérite de la théorie de l'harmonie des intérêts consiste en ce qu'elle développe dans toute sa pureté le principe de la liberté industrielle ; son défaut est de mettre son idéal à la place de la réalité, et de vouloir le faire prendre pour celle-ci. Imputer cette faute aux seuls « harmonistes » pour employer l'épithète dont Lassalle et Marx qualifiaient ironiquement Bastiat, serait injuste, parce que les socialistes prêchaient à leur manière une théorie de l'harmonie des intérêts, avec cette différence seulement que Bastiat cherchait l'harmonie des intérêts là où elle dépend de conditions rares et exceptionnelles, tandis que les socialistes la cherchaient dans une organisation future de la société, imaginée par eux, et où elle est impossible.

II. LES ADEPTES DE L'ANCIENNE ÉCOLE DE LA LIBERTÉ INDUSTRIELLE

Paul Leroy-Beaulieu.

Paul Leroy-Beaulieu, né en 1843, a fait ses études à Paris, à Berlin et à Bonn; il est aujourd'hui professeur d'économie politique au Collège de France. Son activité littéraire est très grande. Ses deux livres les plus importants sont: le *Traité de la science des finances*, dont la première édition date de 1873, et le *Collectivisme, examen critique du nouveau socialisme*, 1883. Depuis 1873, Leroy-Beaulieu est rédacteur du journal hebdomadaire l'*Economiste français*, dans lequel presque chaque numéro commence par un article de fond de sa plume.

Dans tous ses ouvrages, Leroy-Beaulieu développe les principes de la liberté de l'industrie et de non-intervention de l'Etat dans

le monde économique. Il cherche l'antidote aux maux économiques du peuple non pas dans les mesures gouvernementales, mais dans le milieu social même, dans l'initiative privée.

Dans le *Traité des finances,* Leroy-Beaulieu, en s'élevant contre les impôts progressifs et en défendant le principe de la proportionnalité, ne fait même pas de distinction entre les impôts progressifs et les impôts régressifs qui établissent l'impôt maximum avec des dégrèvements en faveur des classes les plus pauvres, ou n'ayant que des revenus à peine suffisants pour subvenir aux besoins quotidiens d'un ménage. Il est évident que l'intransigeance de ses doctrines est inspirée à l'auteur par l'appréhension qu'une déviation à ses principes pût légitimer certaines prétentions de la part du socialisme.

Cette appréhension empêche Leroy-Beaulieu de prendre en considération les particularités individuelles des peuples, et de plus l'impossibilité de compter toujours et dans toutes les conditions sur l'initiative privée et la liberté industrielle pour la réalisation des buts économiques. On n'en saurait douter, l'intervention de l'Etat devient utile dans les cas où le besoin perd son caractère privé, c'est-à-dire cesse d'être un fait concernant une personne déterminée, mais devient le besoin de tout le monde et peut être satisfait par une activité composée d'opérations simples, pour ainsi dire mécaniques, qui ne demandent pas d'adaptation spéciale aux diverses circonstances et conditions changeantes.

Cependant l'exclusivisme des idées de Leroy-Beaulieu a son mérite : elle donne à ses œuvres scientifiques un caractère d'unité, qui disparaît souvent lorsque l'écrivain fait le sacrifice des principes fondamentaux, pour rechercher la réalisation pratique de ses idées favorites.

Le *Collectivisme* de Leroy-Beaulieu constitue une des meilleures appréciations critiques du *Capital* de Marx, ainsi que de la brochure de Schæffle, *La Quintessence du Socialisme (Die Quintessenz des Socialismus).*

Une vaste érudition, l'aptitude à lier aux questions théoriques les connaissances historiques et les faits de l'expérience, ont assuré à Leroy-Beaulieu l'estime non seulement de ses partisans, mais en général de la grande majorité des savants sérieux de toutes les écoles.

CHAPITRE XV

LE SOCIALISME D'ÉTAT ET LE SOCIALISME DE LA CHAIRE
(Staats- und Katheder-Socialismus).

Malgré l'autorité universellement reconnue de la doctrine d'Adam Smith, les idées de liberté de l'industrie et de non-intervention de l'Etat dans les affaires de l'industrie privée, non seulement n'étaient appliquées en Allemagne qu'avec des restrictions, mais encore, dans la science, elles n'étaient admises que sous réserves.

Les tendances caméralistes y contribuèrent pour beaucoup. En Allemagne la participation du gouvernement aux diverses manifestations de la vie économique a toujours été grande ; pour cette raison l'élément bureaucratique, dans le meilleur sens de ce mot, y fut toujours puissant. Non seulement l'activité de la bureaucratie exigeait des principes généraux, mais il fallait encore des règles de conduite dans les relations de l'administration et de l'Etat avec les diverses branches de la production, agriculture, industrie et commerce. C'est pourquoi l'économie politique revêtit en Allemagne une forme originale. Les économistes allemands l'ont divisée en trois parties : a) La science théorique ou science de l'économie politique (Volkswissenschaftslehre) ; b) La science pratique, la politique économique ou organisation de l'ordre public

(Volkswirthschaftspflege ou Volkswirthschaftspolitik) et c) La science de l'administration publique — les finances (Finanzwissenschaft). Dans la seconde partie — organisation de la vie publique ou politique économique, — on a fait rentrer l'application des bases générales de la science à la vie pratique — les règles à suivre pour l'agriculture, les métiers, les manufactures et le commerce. La troisième partie, celle des finances, porte des traces évidentes de la caméralistique des XVIIme et XVIIIme siècles, dans la partie qui concerne les biens de l'Etat et les droits régaliens.

Dans le *Manuel* de Rau (C. H. Rau, *Lehrbuch der politischen Œconomie*), paru en 1826-37 [1], la direction caméraliste de l'intervention administrative se réfléchit en plein. Connaissant à fond la littérature, le régime économique et financier des Etats européens, de l'Allemagne en particulier, l'auteur était moins préoccupé d'un système scientifique, de principes rigoureusement définis, que de la solution la plus conforme aux conditions données de chaque question ou cas particulier. C'est pourquoi Rau pouvait difficilement satisfaire les théoriciens; mais, par contre, les praticiens trouvaient dans son livre des indications précieuses, et cela d'autant plus qu'il se distingue par la diversité, l'exactitude et la solidité des notions qu'il expose. Tous ces avantages ont rendu classique le manuel de Rau.

La direction économique gouvernementale de Rau prit un nouvel essor avec le socialisme d'Etat, originaire d'Allemagne, et le socialisme de la chaire. Ces termes sont ordinairement appliqués à l'école économique à la tête de laquelle se trouvent quelques professeurs allemands. Cette théorie remet à l'Etat le soin du bien-être national, et pour atteindre ce but elle considère comme indispensable la participation plus ou moins directe du gouvernement aux affaires d'ordre économique. Il est évident

[1] Outre ce *manuel*, RAU a écrit un grand nombre de petites etudes et d'articles de revues.

qu'entre le véritable socialisme et le socialisme d'Etat la distance est immense : le premier a en vue de miner l'existence de l'Etat ou de remettre à l'Etat toute la vie économique, le second veut renforcer l'activité économique de l'Etat seulement autant qu'il est nécessaire pour prévenir les suites fâcheuses de la liberté illiunité des intérêts et des principes du laissez-faire.

Les plus éminents représentants du socialisme d'Etat sont Wagner et Schæffle.

1. — *Adolphe Wagner*, né en 1835, aujourd'hui professeur d'économie politique à Berlin, fils du naturaliste Rodolphe Wagner, commença sa carrière d'écrivain par des recherches sur le crédit, les banques et surtout sur la loi de Peel de 1844, sur les finances autrichiennes et sur le papier-monnaie russe (*Das russiche Papiergeld,* traduction russe de N. Bunge). Dans ces brillants travaux scientifiques Wagner était encore partisan de la liberté de l'industrie, et il montra une capacité étonnante dans l'utilisation des données statistiques et des faits historiques. Plus tard Wagner entreprit le remaniement du *Manuel* de Rau; mais entre ses mains ce remaniement devint une refonte et produisit un livre tout à fait original. Ici Wagner se prononça pour la première fois en faveur de la nationalisation (Verstaatlichung) des chemins de fer, et, en général, pour l'exploitation de tous les chemins de fer par l'Etat. Wagner se montre en outre partisan de la politique de Bismark pour réaliser par l'assurance le bien-être de la classe ouvrière.

Les trois volumes de la *Science des finances* de Wagner, dont les deux premiers avec des références au *Manuel* de Rau, et le dernier sans références, forment une œuvre tout à fait originale. Les deux premiers volumes contiennent la partie dogmatique avec une série de thèses exprimées très catégoriquement; le troisième renferme des esquisses de main de maître sur « l'histoire de la législation et de la statistique des impôts dans différents Etats. »

Dans ce court aperçu on ne peut donner une idée, même

approximative, de ce vaste travail de Wagner ; disons pourtant que l'idée essentielle de l'auteur consiste non dans la limitation, mais dans le développement de l'économie financière, marchant de pair avec le progrès de la vie sociale. De même, en exigeant la participation de toute la population au paiement des impôts, Wagner va un peu plus loin que la proportionnalité arithmétique entre les revenus et les charges, et proclame la nécessité de proportionner les impôts à la capacité de paiement de la population, ainsi que celle de faire participer aux dépenses de l'Etat certains biens et revenus, qui sont créés, comme s'exprime Wagner, par les « conjonctures, » c'est-à-dire par un concours de circonstances. A cette catégorie se rapporte la hausse de valeur des biens par suite de la construction de voies ferrées, de la création de villes, de l'afflux de la population dans certaines localités, etc. Ainsi la direction caméraliste se traduit chez Wagner en socialisme d'Etat, tendance qui ressort encore plus vivement dans les œuvres de Schæffle.

2. — *Albert Schæffle*, né en 1831, occupa la chaire d'économie nationale, d'abord, en 1860, à Tubingue, et ensuite, en 1868, à Vienne. Il fut pendant quelques mois, en 1871, ministre du commerce en Autriche, et se consacra ensuite exclusivement aux travaux scientifiques.

Ses œuvres les plus remarquables, atteignant l'importance de livres, sont : *Le manuel d'économie politique* (1861 et 1867) ; *La structure et la vie du corps social* (*Bau und Leben des socialen Körpers*, 1875-78), et *Les bases de la politique des impôts* (*Die Grundsätze der Steuerpolitik*, 1880). Ce dernier livre est une des meilleures productions de Schæffle. Il n'est pas entaché du verbiage excessif habituel à l'auteur, et contient des parallèles fort instructifs entre les divers systèmes d'imposition. Parmi les petits ouvrages de Schæffle les suivants attirèrent surtout l'attention du public : *La quintessence du socialisme* (*Die Quintessenz des Socialismus*, 1875), et *La banqueroute de la démocratie sociale* (*Die Aussichtslosigkeit der Socialdemocratie*, 1885). Le premier a été

pris par quelques écrivains pour une profession de foi socialiste et le second pour la réfutation des doctrines socialistes. A proprement parler, dans la brochure *L'essence du socialisme* l'auteur exposait la doctrine sans critique, et, dans *La banqueroute de la démocratie sociale* il faisait la critique du socialisme. Les idées de Schæffle ont incontestablement une nuance socialiste. L'auteur va notablement plus loin que Wagner et beaucoup d'autres étatistes, mais on n'a pas le droit de le ranger parmi les socialistes, parce qu'il édifie ses thèses sur le terrain de la réalité et non sur la négation de celle-ci.

Aux socialistes de la chaire on rattache encore Schmoller, mais il serait plus exact de le ranger parmi les adeptes de la tendance progressiste contemporaine en économie politique.

CHAPITRE XVI

L'ÉCOLE HISTORIQUE EN ÉCONOMIE POLITIQUE

Les tentatives pour lier les études politico-économiques aux recherches historiques apparaissent de bonne heure. Au XVIIme siècle déjà, Harrington avait remarqué la dépendance où est le mode de gouvernement de la distribution de la propriété foncière, et voyait la cause des révolutions politiques dans le manque de correspondance entre la distribution de la propriété du sol et l'organisation politique de l'Etat. « Là, dit-il, où toute la terre appartient à l'Etat, comme en Orient ou en Egypte, le pouvoir est despotique ; dans les pays où la terre est la propriété d'un petit nombre, l'organisation est aristocratique ; là où la propriété foncière est morcelée, règne la démocratie. »

Dans ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Adam Smith faisait également une grande place aux investigations historiques. Une des pages brillantes de son livre est celle où il montre le rôle que joua l'industrie dans la chute de la féodalité — lorsque les propriétaires féodaux commencèrent à prodiguer leurs revenus non plus pour soutenir leurs vassaux et leur suite, qui constituaient leur armée, mais pour des objets de luxe, de consommation personnelle : et c'est ainsi, remarque Smith, qu'ils cédèrent leur droit, non comme Esaü pour un plat de lentilles dans une heure de famine, mais en échangeant leur pouvoir, pour satisfaire à leur vanité, contre des hochets, des bibelots, qui pouvaient tout au plus amuser une frivolité puérile. L'aperçu historique de Smith sur les moyens divers de satisfaire aux besoins de l'Etat, notamment sur la création des forces militaires, le fonctionnement de la justice, et l'organisation des écoles, etc., présente également un grand intérêt.

La majeure partie des disciples de Smith, non seulement négligèrent de lier la théorie aux faits historiques, mais construisirent souvent tout un système scientifique sur des thèses abstraites ou même sur de simples hypothèses. Les socialistes, et surtout les représentants de l'harmonie des intérêts, ne tenaient compte du développement historique des nations qu'en tant que cela leur permettait de l'adapter à leurs théories. L'histoire elle-même prenait souvent chez eux un caractère fantastique (Fourier). Les périodes de l'histoire de l'humanité ou des nations distinctes, adoptées par St.-Simon, par Fourier, par Rodbertus, par Marx et d'autres, n'exigeaient pas une étude soigneuse de la marche successive des événements, puisque celle-ci se déterminait d'elle-même ou *a priori* d'après la théorie économique admise.

Quoi qu'il en soit, il est impossible de dire que l'élément historique occupât dans les ouvrages des écrivains d'économie politique une place appropriée à son importance, et même que les essais d'exposition de l'histoire économique des peuples de l'antiquité de Regnier, ou *L'histoire de l'esclavage dans l'antiquité*

de Wallon, ou les ouvrages de P. Clément, de Böckh (Staatshaushaltung der Athener), et plusieurs autres, aient influencé l'élaboration de l'économie politique, bien que certains phénomènes économiques y aient été analysés en regard de la vie politique. L'école historique proprement dite ne commence qu'avec Roscher. On considère comme les représentants principaux de cette école : Stein, Hildebrand, Knies et Schmoller.

1. *Roscher.*

Roscher est né en 1817 et mort en 1893. Depuis 1848 et jusqu'à la fin de sa vie il occupa une chaire de professeur à l'université de Leipzig. Parmi ses nombreux ouvrages, outre l'*Esquisse de leçons sur l'économie de l'Etat selon la méthode historique* (*Grundriss zu Vorlesungen über Staatswirthschaft nach geschichtlicher Methode,* 1843), celui qui mérite surtout une attention spéciale est le travail considérable et capital de ce célèbre économiste, intitulé *Système d'économie nationale* (*System der Volkswirtschaft*, en quatre vol. 1854-1886). Le premier volume contient les bases fondamentales de l'économie nationale (Grundlagen der Nationalœconomie), le second et le troisième la politique économique (Nationalœconomie des Ackerbaues et Nationalœconomie des Handels und Gewerbfleisses), le quatrième le système de la science des finances (System der Finanzwissenschaft).

Selon ses propres paroles, Roscher voulut faire dans la science de l'économie politique ce que Savigny et Eichhorn avaient fait dans celle du droit.

En rendant ce qui est dû aux adeptes de la méthode abstraite, Roscher remarque avec justesse ce qui suit :

« La force des grands théoriciens réside en ce qu'ils proclament les besoins du temps avec la clarté et la solidité propres à la science. Ces besoins pénètrent successivement dans la vie, mais il faut n'admettre qu'avec méfiance l'idée que des nations entières auraient pris une direction contraire à leur nature. Chaque

peuple élabore lui-même son histoire. Les formes juridiques, même celles qui ne répondent pas aux exigences absolues de la raison et de l'équité, ont droit à l'existence. Si éloignées qu'elles soient de l'idéal, elles ont, ou du moins ont eu, une raison d'être, et correspondaient aux besoins du temps. » « Des opinions » dit Roscher, « qui furent partagées par des masses d'hommes et par des peuples entiers durant des générations entières ne pouvaient pas reposer uniquement sur la sottise ou sur la mauvaise volonté. L'erreur consiste en ce que des mesures qui, dans certaines conditions, étaient bienfaisantes, même nécessaires, furent appliquées dans d'autres circonstances et tout à fait mal à propos. Lorsque les lois économiques seront suffisamment connues, alors il suffira d'avoir des données statistiques pour résoudre des discussions ayant trait à la politique économique, et pour concilier les partis adverses. Il est impossible de dire si ce but sera atteint, mais dans notre temps inquiet il est désirable de trouver une base solide dans les vérités de la science. »

En protestant contre le dédain avec lequel une civilisation plus avancée considère les degrés inférieurs dépassés par elle, Roscher tâche de trouver une explication historique de chaque phénomène économique. Il essaie de définir la valeur historique de chaque force productrice, de la division graduelle du travail, de l'échange, des revenus, du luxe et de l'accroissement de la population. Il applique la même méthode à l'appréciation des régimes juridiques dans l'agriculture, dans l'industrie manufacturière, dans le commerce, dans les finances.

L'ouvrage de Roscher, *Système d'économie nationale*, est un modèle d'érudition extrêmement vaste et variée ; mais il est douteux que l'auteur soit parvenu à résoudre le problème posé : l'élément historique est soumis chez lui pour ainsi dire à une construction schématique.

Au lieu de marquer la succession historique des formes de la vie économique en général, ou d'esquisser historiquement la vie économique des différents peuples — Roscher prend certains thè-

mes ou phénomènes économiques, par exemple les forces productrices (le travail, le capital ; la nature, la division du travail), les revenus (le salaire, le profit, la rente) et les considère dans des moments typiques, établis par lui à l'avance, du développement historique : ceux de l'état primitif, du moyen âge (das Mittelalter jedes Volkes) de l'épanouissement et de la décadence.

Roscher distribue dans ces cadres, qui rappellent un peu les divisions qu'on rencontre parfois chez Smith, toute la matière historique. « Nous renoncerons tout à fait en théorie, » dit Roscher, « à construire des idéals. Nous nous efforcerons plutôt de présenter un simple exposé, premièrement de la nature économique et des besoins du peuple, secondement des lois et des institutions destinées à satisfaire ces besoins, et enfin de leur plus ou moins de succès. De la sorte nous avons en vue et l'*anatomie* et la *physiologie* de l'économie nationale. » Il faut remarquer ici que cette explication dans les termes mêmes de Roscher, de son idée fondamentale ou de son but, ne dissipe pas toute obscurité. Evidemment l'erreur des grands théoriciens consiste en ce que les idéals construits sur la base d'hypothèses fragiles ne contiennent pas toujours la vérité absolue ; mais pareillement l'anatomie et la physiologie de l'économie nationale sont choses distinctes de son étude historique, qui n'est fructueuse qu'à la condition d'embrasser la totalité des phénomènes observés et de ne pas se borner à l'arrangement de faits historiques selon des divisions ou rubriques immuables, usitées en économie politique.

Ensuite, si les idéals sont stériles, dans le sens de constructions théoriques dans lesquelles on tâche d'enchâsser la vie réelle, ils sont cependant nécessaires au savant et à l'homme d'Etat autant que la recherche d'une base scientifique ferme. Il faut encore distinguer la vérité historique de la vérité absolue. S'il est impossible de dire que toutes les lois et institutions qui se sont montrées bonnes chez un peuple déterminé et à une certaine époque de son développement, puissent donner les mêmes résultats chez un peuple quelconque et à une période quelconque de son exis-

tence historique, il est pourtant indubitable qu'il existe dans la science économique certaines vérités tout aussi incontestables que le sont les vérités mathématiques. Mais tandis que dans les sciences mathématiques on prend, pour faire des déductions, une petite quantité de données connues et qu'on détermine d'après elles l'inconnue, on a affaire dans les sciences sociales à un grand nombre d'inconnues, et à cause de cela il est extrêmement difficile d'arriver à une conclusion exacte ou d'apprécier l'influence d'une cause donnée.

Enfin il faut remarquer en terminant que la tendance historique présente un danger d'un ordre spécial : elle peut introduire dans la science et dans la vie pratique un « opportunisme » sans principes. Si la roideur des doctrinaires est dangereuse, il y a aussi un danger dans l'absence de principes quelconques, de bases, de règles, et dans l'emploi d'exemples historiques à titre de modèles, lorsqu'on essaye de suivre ces exemples dans des cas considérés à tort comme étant du même genre que ceux que l'humanité a déjà traversés. L'histoire est utile seulement à la condition qu'on l'emploie pour s'instruire, et non pour la copier servilement.

2. *Stein.*

Lorenz Stein naquit en 1815 et mourut en 1890. Il fut d'abord professeur à l'Université de Kiel et ensuite, depuis 1855, à celle de Vienne. Quoique Stein différât à beaucoup d'égards de Roscher, sa tendance historique a en partie les mêmes défauts. Le premier ouvrage qui aît valu à Stein une grande notoriété, *Le communisme et le socialisme dans la France actuelle (Der Socialismus und Kommunismus des heutigen Frankreichs,* 1842), considérablement augmenté dans les éditions subséquentes, représenta pour la première fois le socialisme comme une doctrine complète, et jeta une vive lumière sur les tendances des socialistes. Ce livre a conservé jusqu'à présent son importance. Ensuite, parmi le grand nombre de livres de Stein, les plus remar-

quables sont : *La science de l'administration intérieure* en 7 vol. (*Die Verwaltungslehre,* 1865-68), et le *Manuel de la science des finances* en 4 vol. (*Lehrbuch der Finanzenwissenschaft,* 1860, — ce manuel a eu plusieurs éditions). Par l'étendue et l'universalité de ses études Stein tient la tête des savants qui s'occupèrent de sciences morales et politiques.

Ses ouvrages embrassent tous les genres de groupement, tant au point de vue de leur vie économique qu'à celui de leur vie intérieure : l'Etat, les unions territoriales qui y sont contenues, la province, les communes de villes et les communes rurales, enfin les groupements purement personnels, associations, sociétés, etc.

Visant aux généralisations, Stein se livre dans ses ouvrages à des comparaisons entre les institutions de divers peuples européens et caractérise le développement historique de ces institutions. Son côté faible, indépendamment des erreurs de faits, que relève Wagner, consiste dans les définitions, dans les idées abstraites qui ne supportent pas toujours la critique, ainsi que dans les constructions historiques ou les classifications artificielles. Sans doute ces constructions ne sont pas si schématiques que celles de Roscher, mais elles ne peuvent pas néanmoins satisfaire toujours l'historien et l'économiste.

3. *Bruno Hildebrand et Knies.*

Bruno Hildebrand naquit en 1812 et mourut professeur à Jena, en 1878. Son *Economie politique du présent et de l'avenir* (*Politische Œconomie der Gegenwart und Zukunft,* 1848) rentre dans les ouvrages de premier ordre sur l'histoire de la littérature économique. Sa critique du socialisme, avec application de la méthode historique, est tenue pour un modèle. La plupart des œuvres de Hildebrand consistent en articles de journaux, énumérés dans sa biographie contenue dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften.*

Knies naquit en 1821 et fut professeur à l'université de Tubingue. Il est considéré en Allemagne comme le représentant de

l'école historique, mais son ouvrage, *L'économie politique au point de vue historique,* est plutôt un traité philosophique sur la méthode qu'une exposition de la science elle-même, et ses travaux sur l' « argent » et sur le « crédit, » malgré tous leurs mérites, ne peuvent cependant servir de modèles pour le traitement des questions économiques selon la méthode historique.

Quant à Schmoller, il en sera question dans le chapitre suivant.

CHAPITRE XVII

L'ÉCOLE PROGRESSIVE HISTORICO-STATISTIQUE CONTEMPORAINE EN ÉCONOMIE POLITIQUE

Non seulement l'évolution des théories économiques, mais l'école historique elle-même, quelque grand que fût son mérite, ont dans une certaine mesure permis de conclure qu'il n'y a pas de principes politico-économiques fermement établis, que ce qui est vrai pour un temps est faux pour un autre. En allant plus loin dans cette voie, on en viendrait à professer que les théories économiques sont aussi variables que les modes, et que, pour la solution des questions économiques, il faut se laisser diriger soit par le sens commun, comme le disaient quelques-uns de nos publicistes, soit par les circonstances, — « vom Fall, zum Fall, » — comme le pensaient certains financiers autrichiens.

Sans doute le sens commun n'est jamais superflu, et il ne faut pas non plus faire fi des circonstances, mais ni l'un ni les autres ne remplacent la science. Quand à la tyrannie de la mode, il est indubitable que les théories nouvelles (d'ailleurs pas seulement en économie politique), à leur première apparition, s'emparent

souvent des esprits et provoquent des attentes exagérées; mais plus tard, sous l'influence de l'analyse et de la critique, elles perdent leur autorité, puis cèdent la place à d'autres doctrines. Cependant, de la théorie renversée il reste toujours une parcelle solidement acquise par la science et par la vie, et cette parcelle est d'autant plus considérable que les méthodes employées dans les recherches ont été plus rigoureuses. Il faut donc chercher les causes des erreurs des économistes des différentes écoles, en partie dans l'insuffisance de nos connaissances, en partie dans l'imperfection des méthodes et dans le manque d'habileté à s'en servir.

Il y a deux moyens de parvenir à la vérité — la déduction et l'induction (deductio et inductio), — qui sont également nécessaires et qui se complètent l'une l'autre. La méthode déductive ne fournit des résultats exacts que lorsque la thèse fondamentale dont on tire les déductions constitue une vérité incontestable (si elles sont tirées de suppositions ou d'hypothèses, les déductions ne sont plus alors que plausibles), et lorsque les déductions, en découlant directement des thèses établies, ne contiennent rien d'additionnel ni d'étranger, autrement dit, lorsqu'elles ne donnent point pour conclusions logiques de vérités incontestables des pensées épisodiques.

L'induction élabore des thèses qui constituent parfois elles-mêmes des vérités, et servent surtout à tirer des conclusions. L'induction se présente sous deux aspects principaux : 1° sous forme d'expérience et 2° sous forme d'observation. Dans l'expérience, l'investigateur reproduit le phénomène et acquiert ainsi la conviction qu'il est le résultat d'une certaine cause, ou de certaines causes, abstraction faite de toutes les influences autres que celles qu'il étudiait. La force persuasive de l'expérience donnée dépend moins de ses répétitions d'après les mêmes méthodes que du soin dans l'emploi de ces méthodes ou de la correction dans la façon de présenter l'expérience.

Dans l'observation, l'investigateur ne reproduit pas les phénomènes observés, mais les décrit et les classe en diverses caté-

gories sur la base de leur homogénéité ou de leur identité, et dresse le compte des phénomènes observés — autrement dit, il les étudie sous les rapports qualitatif et quantitatif. Il tâche aussi de découvrir le rapport entre les phénomènes, ou leur dépendance de causalité. De cette manière on obtient aussi des thèses générales dont le degré de certitude dépend de l'exactitude de la description ou de la classification, ainsi que du nombre des observations faites dans des lieux différents et dans des conditions différentes. Il est évident que des phénomènes uniques ne donnent pas toujours le droit d'établir des thèses fondamentales, surtout sous la forme d'hypothèses.

En rapportant les expériences et les observations, il est nécessaire d'avoir en vue des problèmes définis et de guider ses recherches d'après des plans arrêtés. Les expériences du genre de celles faites par les alchimistes n'aboutissaient à presque rien. De même les observations résultant d'un amas de matériaux désordonnés, non travaillés, ne peuvent conduire ni à la compréhension des phénomènes observés ni à l'établissement de thèses générales précises.

Il est aisé de voir, par ce qui précède, pourquoi la déduction et l'induction sont également nécessaires dans la science. Les conclusions auxquelles conduit la déduction trouvent leur confirmation dans l'expérience et dans l'observation. L'expérience et l'observation élaborent des thèses qui servent de prémisses aux déductions. Dans l'un et l'autre cas l'investigateur se heurte à des questions et à des problèmes qui exigent à leur tour des expériences et des observations nouvelles, et conduisent à de nouvelles hypothèses qui servent à des déductions, et qui doivent de nouveau être vérifiées par voie empirique.

Tout ce qui a été dit est applicable aux sciences sociales et en particulier à l'économie politique. L'application dans cette science de la méthode déductive exige une grande circonspection, d'abord parce que les phénomènes économiques sont l'effet de causes diverses et complexes et présentent aux degrés divers de l'échelle

sociale des différences essentielles. Les données nécessaires pour les déductions sont demandées à des observations, à des recherches historiques et statistiques, mais, pour être complète, l'observation doit embrasser les phénomènes économiques qui se produisent sous l'influence de la totalité des causes agissantes. Il faut que dans l'étude historique on constate la successivité et le lien entre des phénomènes différents, les phénomènes économiques et ceux qui sont en connexion avec eux. Il faut aussi que dans la recherche statistique on élabore et étudie une quantité suffisante de matériaux, rassemblés selon les caractères de genre et d'espèce, avec l'indication des causes des phénomènes, du degré d'intensité de ces causes et des résultats auxquels a conduit leur action simultanée. Seules, des observations poursuivies avec soin et en nombre suffisant, peuvent fournir des thèses à déductions.

Ensuite il faut se rappeler que, dans la vie sociale, la reproduction des phénomènes par voie d'expérience est presque impossible, ne fût-ce que par le fait que, lorsque l'expérience a lieu, il est difficile d'écarter l'action de causes diverses, peut-être imprévues. D'ailleurs l'expérimentation elle-même, en sa qualité d'*experimentum in anima vili,* présente je ne sais quel caractère monstrueux. En un mot, dans les sciences économiques, l'expérience ne peut servir ni à vérifier ce qui est obtenu comme déduction des thèses fondamentales reçues, ni comme moyen d'éclaircir le fait et de découvrir la vérité.

La production de l'expérience est cependant remplacée par l'observation, par l'expérimentation retrospective, historique et statistique. Les observations des historiens et des statisticiens, cette expérimentation en quelque sorte toujours visible, qui se poursuit d'une façon ininterrompue devant nos yeux, peuvent procurer à l'investigateur une quantité suffisante de thèses solides, bonnes pour obtenir des déductions, et fournir les éléments pour juger de l'exactitude de ces dernières.

Dès son apparition, l'économie politique a péché, si ce n'est

par le dédain de l'observation, du moins par la manière superficielle ou incomplète dont parfois elle en usait, et aussi par les déductions incorrectes qu'elle tirait de thèses mal assises et d'hypothèses.

L'application à l'extrême de la méthode déductive se remarque chez les écrivains de l'école abstraite en Angleterre et en France, et dans les tentatives faites pour traduire l'économie politique en langage mathématique. Destutt de Tracy déduisait tout le contenu de l'économie politique de la conception de la volonté (D. de Tracy, *Traité de la volonté*), et Dove de la simple équation « man is equal to man, » ou « man = man, » l'homme est égal à l'homme. Les mathématiciens Cournot, Cazot, et Gossen ont essayé d'exposer l'économie politique en formules mathématiques, et cela leur réussissait d'autant plus facilement qu'ils prenaient en considération moins de causes agissant dans l'économie nationale et dans celle de l'Etat. Cependant le nombre de causes qui produisent les phénomènes économiques est très grand, et par cette raison la construction mathématique de la science *a priori* sur la base d'un petit nombre de thèses (sans quoi les calculs seraient impossibles), qui semblait très conséquente et très logique, ne correspondait pas à la vie réelle.

Ricardo construisit la théorie de la rente foncière et avec elle toute la théorie des revenus, sur l'abstraction de certains faits qu'il avait devant les yeux, notamment sur l'hypothèse qu'on passe, dans la culture des terres, du sol plus fertile à celui qui l'est moins — une hypothèse suggérée à la science par certaines conditions politiques et industrielles de la fin du XVIIIme siècle et du commencement du XIXme spéciales à l'Angleterre [1].

Ce ne fut pas seulement la prédominance de la méthode déductive qui conduisit à des erreurs ; la sphère des phénomènes

[1] STORCH, vu la situation toute différente de l'agriculture et des prix du blé en Russie, supposait à l'encontre de RICARDO que la rente est réglée par les frais de production non dans les pires, mais dans les meilleures terres.

soumis à l'étude ne fut pas suffisamment définie, et, en outre, l'idée de ce que peuvent fournir à l'économie politique l'histoire et la statistique était très confuse.

L'opinion d'après laquelle l'intérêt privé constitue la cause unique des phénomènes économiques devint prédominante chez les adeptes de Smith, et Menger (professeur à l'université de Vienne) croit encore maintenant possible d'étudier cette cause en économie politique à part des autres motifs sous l'influence desquels agit l'homme. On se trouve évidemment ici en présence de quelque erreur, car dans son activité économique l'homme n'obéit pas uniquement à des considérations intéressées.

Ensuite certains économistes croyaient possible de considérer les rapports économiques entre personnes privées comme quelque chose de tout à fait indépendant de l'Etat, et présentaient même le lien économique entre les particuliers et l'Etat comme un obstacle à la réalisation du bien-être national. En mettant au premier plan de leurs investigations les rapports économiques privés à l'intérieur d'un pays ou en dehors de son territoire, plusieurs savants essayaient même de ramener les rapports dans lesquels une des parties contractantes est constituée par un des groupements sociaux — commune, province, Etat — à des rapports économiques privés. Conformément à cette théorie on insistait en particulier sur la nécessité d'établir une proportionnalité entre les impôts et ce que les contribuables reçoivent de l'Etat. De même J.-B. Say considérait, dans son *Cours complet d'économie politique pratique*, un grand nombre de dépenses de l'Etat comme une perte sèche pour les particuliers.

On peut, il est vrai, indiquer les opinions contraires des partisans des doctrines extrêmes du socialisme et du communisme, qui supposaient que l'absorption de l'activité privée par celle de la société ou de l'Etat constitue une chose facile, propre à assurer au peuple l'égalité, le bien-être et la liberté. Ce sujet a été traité en détail dans la caractéristique générale du communisme.

Les défauts résultant de thèses défectueuses ou d'hypothèses fragiles, prises comme base des déductions, et aussi la conviction de la nécessité d'observations exactes d'où l'on pût extraire des thèses propres à des déductions ultérieures, enfin le lien indissoluble entre les deux méthodes scientifiques, tout cela nous amène à la conviction que l'emploi de la méthode déductive, préconisée comme la seule vraie par John Stuart Mill et par Menger, ne soutient pas la critique.

Le célèbre John St. Mill, adepte de l'école théoricienne anglaise, justifiait l'emploi de la méthode déductive en économie politique par le fait que l'induction est inapplicable aux phénomènes sociaux, qui ne sauraient être reproduits par l'expérimentation et ne sont jamais identiques les uns aux autres. Les déductions des hypothèses ou des lois empiriques des phénomènes sont susceptibles selon Mill d'une vérification scientifique soit par le moyen des phénomènes eux-mêmes, soit par des déductions *a priori* liées aux principes généraux de la nature humaine.

Mais on lui opposera que, si l'on ne peut pas reproduire à volonté les phénomènes sociaux, la quantité des données statistiques peut être suffisante pour permettre à l'économiste de se passer de cette reproduction, et que si deux phénomènes ne sont pas absolument identiques, leurs éléments homogènes fournissent souvent des matériaux utilisables pour l'induction. Ainsi la science économique doit s'approprier la méthode des sciences positives, c'est-à-dire employer non pas des données et des observations préalablement arrangées sur la base d'hypothèses ou d'opinions *a priori* pour la condamnation de ce qui est condamné d'avance, non pas chercher la confirmation de thèses insuffisamment généralisées, tenues d'avance pour des vérités indiscutables, mais faire des observations en vue d'en dégager des thèses fondamentales, et user ensuite de celles-ci pour des déductions. Ce que Mill lui-même exige, savoir que les déductions des hypothèses ou des lois empiriques des phénomènes soient vérifiées soit par les phénomènes eux-mêmes, soit par des déductions *a*

priori en connexion avec les principes généraux de la nature humaine, ne se trouve appliqué nulle part dans ses *Eléments d'économie politique*. Les pages les plus brillantes de la *Logique* de Mill n'ont rien de commun avec celles des parties de ses *Eléments d'économie politique* dans lesquelles il expose ses observations (p. ex. dans le domaine de l'agriculture), et où il tire de thèses générales des déductions par rapport au salaire et au revenu. Dans ces parties de son travail politico-économique, il n'y a rien qui ressemble à une confrontation des déductions aprioristiques avec les principes généraux de la nature humaine. Tout ce que dit Mill de la méthode déductive dans les sciences sociales est très beau, au sens philosophique, mais fantastique et difficilement applicable. Le lecteur trouvera plus loin quelques détails à ce sujet dans la IIIme partie intitulée « John Stuart Mill envisagé comme économiste. »

Seule l'étude historico-statistique des phénomènes économiques peut faire avancer l'économie politique ; mais il faut reconnaitre que l'histoire et la statistique n'ont pas fourni jusqu'ici de matériaux suffisants, soit parce que les économistes n'avaient pas conscience de l'importance des recherches historiques et statistiques, soit parce que la sphère des données rentrant dans le domaine de l'histoire et de la statistique était encore restreinte.

En ce qui concerne l'histoire, une étude sérieuse, mais bien incomplète encore, de ce qu'on nomme vie intérieure des peuples, n'a pris une certaine importance qu'au XIXme siècle. Tout le monde a encore présents à la mémoire ces ouvrages classiques dans lesquels on exposait presque exclusivement l'histoire politique, c'est-à-dire l'histoire des têtes couronnées et de leurs ministres, l'histoire des guerres et des rapports diplomatiques. Tout le reste, la religion, la science, l'art, les mœurs, les coutumes, l'état juridique, était traité comme quelque chose d'accessoire, de secondaire. Le développement des besoins, les formes diverses de l'activité économique, les changements survenus dans la propriété foncière, dans l'industrie et dans le

commerce, dans les relations entre les patrons et les ouvriers, avaient pour les historiens encore moins d'intérêt.

Quant aux économistes, les faits historiques ne leur servaient qu'à résoudre la question de savoir si telle ou telle organisation sociale est ou non adaptée à la libre manifestation des intérêts privés. L'histoire était souvent considérée comme un recueil d'exemples pour la confirmation de thèses, reconnues dores et déjà comme indubitables, concernant le salaire, le profit, la rente etc. Le côté éthique de la vie nationale échappait presque entièrement aux observations, quoique les historiens dissertassent souvent sur la corruption des mœurs, et que les statisticiens accumulassent les renseignements sur le nombre de crimes commis ou sur la sévérité des tribunaux.

Si l'histoire ne donnait pas tout ce dont on avait besoin, si les économistes n'y puisaient pas tout ce qu'on en pouvait extraire (ainsi que cela a été expliqué dans le chapitre sur l'école historique), la même chose peut être dite de la statistique, peut-être même avec plus de raison encore. A. Smith lui-même attachait un prix particulier aux observations statistiques; mais ses adeptes, et particulièrement les économistes de l'école aprioristique, à tendance abstraite, se comportèrent longtemps envers la statistique avec une présomption dédaigneuse. Il est à remarquer du reste que les caméralistes ne furent pas non plus étrangers à ce préjugé assez répandu contre l'enregistrement des faits de la vie sociale qui a commencé au XIXme siècle.

Vers 1820, J.-B. Say raisonnait de la manière suivante:

« L'économie politique expose des vérités générales ; la statistique atteste les faits accomplis dans un lieu déterminé et à un moment donné. On ne peut pas dire que tel ou tel ouvrage serve à l'étude de la statistique, car la statistique du lendemain ou de l'année suivante n'existe pas encore. (!) La statistique cite les faits, mais ne peut pas les expliquer, — leur explication se trouve dans d'autres sciences; par conséquent on peut dire que l'économie politique est la base de la statistique. Les deux sciences

se sont basées sur des faits d'ordre divers... Le sang circule dans nos veines, les produits s'achètent par des produits et non par l'argent — voilà des faits qu'on apprend sans l'aide de la statistique, cette dernière ne peut que témoigner de leur existence, mais il n'est point nécessaire de recueillir des faits, puisque dans tous les cas les causes et les résultats sont les mêmes. » Cependant Say remarque que la statistique peut rendre des services à l'économie politique. « La comparaison continuelle des faits statistiques » — dit-il « peut éclairer leurs causes, et jeter de la lumière sur le but qui les relie. La statistique confirme les vérités connues, par exemple que la prépondérance de l'importation sur l'exportation enrichit le pays. Les investigations de la statistique avec l'aide du raisonnement nous donnent la conviction qu'en Angleterre la misère a augmenté avec l'augmentation des secours distribués. (1) En limitant à cela l'utilité et l'application de la statistique, Say insiste sur l'incertitude de la plupart de ses données, sur l'erreur des conclusions du particulier au général, et sur la nécessité de recueillir périodiquement des renseignements essentiels et indispensables. Cette opinion a subsisté en partie dans la première moitié du XIXme siècle, malgré les progrès considérables qu'a faits la statistique. Les données statistiques sur la production, la distribution, la possession et la consommation de la richesse et sur les finances sont, d'après une remarque de Rau, extrêmement utiles en économie politique puisqu'elles servent à confirmer, à compléter et à vérifier les théories économiques, ou encore à appliquer ces dernières aux cas particuliers. L'économie politique est, de même, d'un grand secours dans les recherches statistiques, puisqu'elle fournit un point de repère pour diriger les recherches et ordonner les faits recueillis.

Roscher, répétant les paroles de Schlœtzer, appelle la statistique une *histoire immobilisée*, et pense que la statistique industrielle, ayant besoin de la direction de l'économie politique, procure à cette dernière de riches matériaux pour la construction

ultérieure de la science, pour l'affermissement de ses véritables bases et pour l'application de ses thèses à la pratique.

Nous sommes encore bien loin avec lui de la bonne application de la méthode statistique à l'économie politique. Quoique Roscher n'envisage pas les travaux statistiques aussi légèrement que Say, qui cherche dans les chiffres la confirmation de ses assertions paradoxales, de celle par exemple que la prépondérance de l'importation sur l'exportation enrichit l'Etat, ou que les secours donnés aux pauvres augmentent la misère [1], il n'attribue non plus aux recherches statistiques qu'une importance secondaire. Il se représente les vérités de l'économie politique comme existant indépendamment de la statistique, et pense que celle-ci ne sert qu'à la vérification et à l'application des principes trouvés par une autre voie.

En effet, pour élaborer la science selon la méthode statistique, il est nécessaire de poursuivre la solution de problèmes, mais ces problèmes, conçus parfois sous la forme d'une hypothèse audacieuse, ne constituent pas encore toute la science. Ce qui est acquis par l'observation superficielle ou par la voie du raisonnement — par exemple les idées que nous nous faisons des forces productrices, de la division du travail, de l'échange, de la valeur, du prix, de la concurrence et des dépenses, — ne sert souvent qu'à poser des problèmes qui attendent leur solution, et encore non pas tant des problèmes particuliers dans certaines branches distinctes de l'activité nationale, que des problèmes généraux. Les généralisations ne sont possibles que lorsqu'on a étudié les espèces différentes de phénomènes du même genre. Sans doute

[1] On sait que l'Angleterre importe de l'étranger des marchandises pour une somme plus forte qu'elle n'en exporte, mais la différence est payée par les gains des Anglais qui ont un commerce actif, par les prêts et les intérêts des capitaux placés par les capitalistes anglais à l'étranger. Quant à la bienfaisance, elle peut soit augmenter soit diminuer le nombre des pauvres suivant qu'elle jette la nourriture gratuite aux besoigneux, sans se préoccuper de les mettre sur pied, ou qu'elle se donne pour tâche d'élever le niveau du bien-être social.

la méthode statistique n'écarte pas les fautes et les erreurs ; on peut dire plus encore : les chiffres servent parfois d'instrument très commode pour défigurer la vérité, lorsqu'on attribue aux conclusions tirées de prémisses fausses une certitude apparente. Mais les erreurs et les altérations sont possibles aussi bien dans la spéculation que dans les recherches expérimentales. La faute ici n'est pas imputable à la méthode employée, mais résulte de l'ignorance ou du manque de bonne volonté à rechercher spéculativement si les prémisses sont admissibles, si les conclusions sont correctes, et, dans les observations et les expériences, si les instruments et les matériaux employés étaient bons et si l'on a pris toutes les précautions nécessaires pour observer avec exactitude et expérimenter avec succès.

Parmi les différentes tendances de l'économie politique une tendance nouvelle s'établit peu à peu. Elle s'appuie sur l'histoire et sur la statistique d'une part, et d'autre part elle cesse de mépriser les déductions tirées de thèses et d'hypothèses auxquelles on est amené par l'histoire et les observations statistiques. Dans le cas présent, il s'agit d'un sujet de première importance — de la méthode appropriée à l'économie politique et de son application fructueuse, non seulement dans les cas particuliers à des objets spéciaux, mais encore à l'édification de l'ensemble de la science. Une juste conception de ces matières a été énoncée, et de fait réalisée, dans les nombreuses études de Schmoller.

A la tête de l'école contemporaine historico-statistique il faut placer Tooke, l'auteur de *L'histoire des prix* (Tooke, *History of prices from*, 1793-1856). Cet ouvrage, complété par Newmarch pour les années 1848-56, est composé de 6 vol. (Il en existe une traduction allemande légèrement abrégée par Ascher — *Die Geschichte und Bestimmung der Preise*, 2 vol. 1858-59).

Tooke naquit à Pétersbourg en 1774 et mourut en 1858. Il prit une part active aux opérations d'une des principales maisons anglaises qui font le commerce avec la Russie. Dès 1824 Tooke se consacra à aider au développement des diverses entre-

prises sociales et industrielles ; il voua plus particulièrement son temps aux travaux scientifiques, parmi lesquels *L'histoire des prix* occupe le premier rang. Dans cet ouvrage monumental l'auteur examine le mouvement des prix dans ses rapports avec les récoltes, le développement de l'industrie, la politique économique, l'activité des institutions de crédit, l'émission de billets de banque, etc... L'énorme accumulation de ces matières historico-statistiques, un rare talent dans l'analyse des données et la généralisation des observations faites, la faculté d'embrasser l'ensemble d'une multitude de phénomènes économiques comme un tout bien lié — tout cela fait de son livre une œuvre classique. Néanmoins l'influence de l'auteur fut assez faible. Son livre ne parvint pas à créer une nouvelle école ; il n'était d'ailleurs pas écrit pour le public, mais pour des spécialistes consommés; il ne pose pas de problèmes sociaux et n'en propose pas les solutions ; il aborde une foule de questions particulières, détruit une multitude d'opinions préconçues et de préjugés, donne le modèle de travaux bien exécutés, mais n'entraîne pas le lecteur par l'envergure des généralisations sociales.

C'est Schmoller qui apparaît comme le vrai fondateur de la nouvelle école historico-statistique.

Schmoller naquit en 1838. Il est actuellement professeur à l'Université de Berlin. Il a caractérisé lui-même la tâche qu'il s'est assignée dans les paroles suivantes : « Je tâchais d'être en même temps économiste (Nationalœkonom) et historien. J'avais continuellement devant les yeux ce but : faire et compléter ce que Bruno Hildebrandt, Knies et Roscher ont essayé de réaliser dans l'économie nationale allemande, c'est-à-dire libérer totalement cette science de la dogmatique ou de la philosophie utilitaire anglo-française et l'asseoir physiologiquement et historiquement d'une manière plus profonde sur un sol ferme. »

Schmoller n'a écrit aucun manuel, mais il a fait avancer très sensiblement la solution du problème qu'il a lui même défini, dans une foule d'ouvrages et d'articles insérés dans des revues

périodiques (leur énumération dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften* occupe 3 ½ colonnes in-8° d'une impression serrée) et écrits avec un talent remarquable. Déjà son premier ouvrage, *Contributions à l'histoire de la petite industrie manufacturière allemande au XIXme siècle (Zur Geschichte der deutschen Kleingewerbe im 19. Jahrhunderte. Statistische und nationalœconomische Untersuchungen*, 1870) peut servir de modèle, malgré son sujet spécial, dans l'art d'utiliser les matériaux historico-statistiques, et il montre à quelles conclusions conduit l'élaboration correcte de ces matériaux. En touchant diverses questions sociales, Schmoller ne se hâte pas de proposer des recettes pour installer dans le monde le bien-être social, mais il analyse les phénomènes économiques dans leur rapport avec tous les autres phénomènes avec lesquels ils sont en contact dans la vie de la nation. L'histoire et la statistique servent à Schmoller non pas à caser les observations faites dans certains cadres, mais à éclairer les causes réelles des faits qui se produisent et à indiquer les moyens de soutenir ce qui demande à être soutenu, ainsi qu'à engager la lutte avec les faits contre lesquels il faut réagir. C'est en cela qu'il existe une certaine différence entre Schmoller et les socialistes de la chaire ainsi que les adeptes de l'école historique. Schmoller n'a pas le dessein préconçu d'élargir l'initiative économique de l'Etat aux dépens de celle de la nation, mais il ne se dérobe pas à cette tâche là où il attend de sa réalisation des résultats utiles.

Dans un court aperçu historique des théories politico-économiques, il est impossible de s'arrêter à l'exposition des idées de Schmoller sur les divers objets qu'il a traités; il faudrait pour cela tout un livre. Schmoller n'est pas de ces doctrinaires chez lesquels des systèmes entiers sont déduits de thèses tenues pour évidentes (en réalité d'hypothèses audacieuses). Au lieu de construire ces dernières, il montre, au moyen de certaines vérites universellement reconnues, comment on rassemble les matériaux pour la science, et dans quel sens se résolvent les problèmes économiques courants.

Un petit extrait d'une analyse écrite par Schmoller d'un ouvrage du professeur Menger (*Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der politischen Œconomie insbesondere*, 1883), qu'on trouvera plus loin sous le titre : *Menger jugé par Schmoller*, pourra servir à l'éclaircissement de ce qui a été dit dans le présent chapitre au sujet de l'élaboration prochaine de l'économie politique.

Quoique Schmoller lui-même et plusieurs adeptes de l'école historico-statistique contemporaine n'aient pas écrit de cours et d'ouvrages systématiques d'économie politique, néanmoins grâce à leur influence il a surgit en Allemagne une vaste littérature qui consiste en une quantité de monographies insérées dans des publications périodiques spéciales, dans des recueils, encyclopédies et dictionnaires déjà anciens et qu'on réédite à nouveau avec la coopération des meilleures forces de la science. Au nombre des journaux il faut citer : *Jahrbücher für Nationalœconomie*, etc. de Conrad ; *Zeitschrift für die gesammten Staatswissenschaften* de Schæffle et autres ; *Archiv für sociale Gesetzgebung und Statistik* de Braun ; *Finanzarchiv* de Schanz, etc. Il a paru en Allemagne un très grand nombre de recueils, en partie sous forme de collections de monographies, en partie sous forme d'ouvrages systématiques. Aux premiers se rapportent ceux de Schmoller : *Staats- und socialwissenschaftliche Forschungen ; Schriften des Vereins für Socialpolitik* etc. Parmi les seconds, c'est-à-dire les recueils systématiques publiés avec la collaboration de plusieurs savants, se trouvent le *Handbuch der politischen Œconomie* de Schœnberg en 3 grands volumes. Ce livre a déjà eu trois éditions. Du *Lehr- und Handbuch der politischen Œconomie* de A. Wagner, quelques volumes seulement ont paru. L'ouvrage entier doit contenir 5 sections qui se diviseront en parties subdivisées elles-mêmes en volumes. Quant au *Hand- und Lehrbuch der Staatswissenschaften* de Frankenstein, cette publication ne comptera pas moins de 35 volumes dont une bonne part traitera des sciences économiques. Enfin parmi les recueils les plus importants, il faut ranger encore le *Handwör-*

[illegible] par [illegible] concours [illegible]

[illegible] sus-mentionnés prétendent [illegible] — *Hand- und Lehrbücher*, — [illegible] mais une collection [illegible] par différents écrivains [illegible] même tendance générale, mais [illegible] entre eux. De même [illegible] de ces recueils soient [illegible]

[illegible] pris part, quoique à un [illegible] de l'économie [illegible] est restée en [illegible] économistes français [illegible] traditions libérales.

[illegible] politique contemporaine [illegible] une physionomie distincte [illegible] généralisations n'est pas [illegible] intérêt privé [illegible] différents [illegible] l'économie [illegible] Etat n'est pas consi[illegible] pas un bud[illegible] publics, [illegible] différents aux mêmes [illegible]

[illegible] subtilement [illegible] dans les ma[illegible] de résoudre correc[illegible] présent, soit de tenir

prêts les renseignements rassemblés pour les constructions de l'avenir, que de bâtir sur le sable l'édifice de la prétendue science nouvelle.

Dans la présente esquisse de l'histoire des doctrines économiques, il n'a rien été dit de la littérature économique russe, pour les mêmes raisons qui nous ont engagé à passer sous silence les économistes italiens et espagnols. Notre littérature n'a pas donné naissance à des doctrines économiques nouvelles, mais, si les ouvrages et articles économiques russes n'ont pas ajouté d'élément nouveau et original au capital des connaissances humaines, on pourrait cependant mentionner beaucoup d'ouvrages étendus [1] sur diverses branches d'économie politique. Parmi ces travaux il en est de très méritoires, qui ont leur prix, et on y trouve également des études d'une haute valeur scientifique. Tels sont les matériaux historico-statistiques contenus dans les publications officielles, dans les travaux de la Commission des Impôts, dans les mémoires composés à l'appui de projets de lois économiques et financières, enfin dans les travaux statistiques sur la propriété foncière et la situation des paysans, exécutés par le Comité central statistique, par les Zemstwos [2] et par des particuliers. L'énumération de ces publications ne rentre pas dans le cadre d'une *Esquisse historique des doctrines économiques ;* nous indiquerons seulement, à titre d'échantillons, le livre d'Orloff *Les formes de la propriété foncière des paysans dans le gouvernement de Moscou, Recueil de données statistiques du gouvernement de Moscou,* Vol. IV, 1879,

[1] La *Bibliographie des finances, de l'industrie et du commerce*, de KARATAIEFF, parue en 1880, contient l'énumération de 6391 ouvrages originaux et articles, sans compter 126 traductions.

[2] Institutions provinciales. (Trad.)

ou encore le travail de W. W. *Résultats d'une exploration économique de la Russie. — La Commune agraire des paysans*, 1892, et plusieurs autres [1].

[1] Une esquisse de la littérature économique russe formera peut-être le sujet d'un article spécial dans le prochain volume des *Esquisses*.

DEUXIÈME PARTIE

LA THÉORIE DE L'HARMONIE DES INTÉRÊTS PRIVÉS

La première théorie politico-économique de Carey. *Principles of political economy* by H. C. Carey. Philadelphia 1837-40, 3 vol.

Un article intitulé *L'harmonie des rapports économiques, le premier système politico-économique de Carey*, publié en 1859 dans les *Annales patriotiques*, reparaît aujourd'hui ici sous un titre un peu modifié et avec un texte légèrement remanié.

L'ouvrage de Carey mentionné ci-dessus (comme cela a déjà été dit à la page 156), acquit de la notoriété en Europe, lorsqu'on apprit que l'économiste français Frédéric Bastiat en avait largement usé dans sa polémique avec les socialistes à la fin des années 1840 et au commencement des années 1850.

La première théorie politico-économique de Carey lui a été suggérée par la situation économique des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, au commencement de notre siècle ; il y proclame l'harmonie des intérêts privés dans leur libre manifestation. Mais, à partir de 1840, la vie économique subit une transformation considérable aux Etats-Unis. Alors Carey, frappé du spectacle de la concentration de la population dans les grandes villes, de l'accumulation des capitaux dans les mains de quelques privilégiés, et de l'apparition d'entreprises industrielles colossales, pencha du côté du protectionnisme, dans lequel il crut voir (bien à tort sans doute) un moyen de réaliser la décentralisation et l'harmonie des intérêts. Ces idées sont développées par l'auteur dans ses *Principles of social science* (1858-59), et dans ses *Elements of social science*, qui constituent une exposition abrégée des « Principes de la science sociale. » L'article qui expose la première théorie politico-économique de Carey, parut dans les *Annales patriotiques*, à l'époque de la réaction contre certains abus dans la politique économique suivie en Russie sous le règne de Nicolas Ier.

La première théorie politico-économique de Carey. *Principles of political economy* by H. C. Carey. Philadelphia 1837-40, 3 vol.

Un article intitulé *L'harmonie des rapports économiques, le premier système politico-économique de Carey*, publié en 1859 dans les *Annales patriotiques*, reparaît aujourd'hui ici sous un titre un peu modifié et avec un texte légèrement remanié.

L'ouvrage de Carey mentionné ci-dessus (comme cela a déjà été dit à la page 156), acquit de la notoriété en Europe, lorsqu'on apprit que l'économiste français Frédéric Bastiat en avait largement usé dans sa polémique avec les socialistes à la fin des années 1840 et au commencement des années 1850.

La première théorie politico-économique de Carey lui a été suggérée par la situation économique des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, au commencement de notre siècle ; il y proclame l'harmonie des intérêts privés dans leur libre manifestation. Mais, à partir de 1840, la vie économique subit une transformation considérable aux Etats-Unis. Alors Carey, frappé du spectacle de la concentration de la population dans les grandes villes, de l'accumulation des capitaux dans les mains de quelques privilégiés, et de l'apparition d'entreprises industrielles colossales, pencha du côté du protectionnisme, dans lequel il crut voir (bien à tort sans doute) un moyen de réaliser la décentralisation et l'harmonie des intérêts. Ces idées sont développées par l'auteur dans ses *Principles of social science* (1858-59), et dans ses *Elements of social science*, qui constituent une exposition abrégée des « Principes de la science sociale. » L'article qui expose la première théorie politico-économique de Carey, parut dans les *Annales patriotiques*, à l'époque de la réaction contre certains abus dans la politique économique suivie en Russie sous le règne de Nicolas Ier.

Maintenant que cette politique prend de nouveau le dessus, non seulement chez nous mais aussi en Allemagne, et même sous une forme plus accusée encore qu'auparavant, il ne sera peut-être pas inutile d'exposer la première théorie de l'économiste américain. Une simple réimpression a paru pourtant impossible : les idées relatives au rôle économique de l'Etat se sont considérablement modifiées pendant ces 50 dernières années, et, dans les pays où l'initiative privée est plutôt faible, les théoriciens aussi bien que les praticiens en sont venus à la conviction qu'on ne peut compter sur la manifestation énergique et fructueuse des intérêts privés et sur la possibilité de voir s'établir l'harmonie entre eux, avec la liberté pour seul mobile. Aussi a-t-on dû apporter à cet article des corrections qui en changent le ton général, sans toucher cependant aux principes de la liberté industrielle et de la propriété privée, bases de tout ordre économique rationnel. Le principal défaut de cette esquisse consiste en ce qu'elle ne met pas suffisamment en lumière l'exclusivisme d'une tendance qui prend pour point de départ la possibilité de limiter les investigations économiques au domaine de la manifestation des intérêts privés.

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION.

L'ouvrage de Carey *Les principes de l'économie politique,* développe une idée qui est aussi vieille que la science elle-même. On la trouve déjà chez les écrivains français et anglais du XVIIme et du XVIIIme siècles, chez Boisgilbert, North, Quesnay et Smith ; c'est elle qui a engendré la théorie du cours naturel des choses ou de l'ordre naturel, la notion du *self-government* dans l'ordre économique, la formule du : laissez-faire, laissez-passer.

Pour éclairer cette théorie de l'ordre naturel résultant de la libre manifestation des intérêts privés, il est indispensable d'examiner de quelle manière, d'après les idées de l'école de la liberté d'industrie et de l'intérêt privé, cet ordre s'est établi, ce qu'il produit, et sur quoi il repose.

A ces questions l'école susmentionnée donne la réponse suivante :

Dans une grande ville, avec une population active et industrielle, tous les besoins matériels et moraux peuvent être facilement satisfaits, lors même que le pouvoir public et ses organes ne prendraient presque aucune part aux soins qu'exige la fourniture aux habitants d'un nombre satisfaisant de logements, des approvisionnements du marché ainsi que des ressources nécessaires à leur développement spirituel, esthétique et moral. Des milliers d'hommes travaillent en vue des besoins de la consommation privée, se procurent, transforment par leur industrie et mettent à sa portée les produits de pays éloignés et les fruits d'une activité multiple. Presque chaque objet matériel passe par des dizaines, par des cen-

taines de mains avant de trouver sa destination définitive. On peut en dire autant des objets immatériels. Le concert d'un artiste, l'ordonnance d'un médecin, la leçon d'un précepteur ont été préparés par le travail d'une multitude de personnes, qui ont élaboré l'art et la science, les ont amenés au dernier point de leur développement et ont mis les ressources en harmonie avec les besoins à satisfaire. Certainement rien ne s'offre à nous gratuitement, il faut payer pour toute chose avec de l'argent gagné dans une branche d'activité spéciale; mais on chercherait vainement un dispensateur providentiel qui, en observant les besoins de la population, prendrait soin de fournir le nécessaire aux particuliers. Enfin, si même il surgissait un administrateur qui, en vue du bien général, se proposât de bâtir des maisons, ou de stimuler à cet effet les particuliers, pour que les habitants de la cité ne souffrissent point de la pénurie des logements ; si le gouvernement ou l'administration se chargeaient d'approvisionner la population entière, de lui fournir la totalité des vêtements, d'envoyer les médecins chez les malades, de publier des livres et des journaux, etc., etc. — de pareils bienfaiteurs ne tarderaient pas à s'effrayer de l'immensité de leur responsabilité, et au lieu de bénédictions, ils entendraient retentir à leurs oreilles un murmure général provoqué par la disproportion entre les besoins d'un côté, et la quantité, la qualité et la valeur des ressources fournies de l'autre.

Malgré l'absence matérielle d'un pareil dispensateur qui prenne soin du bien-être des individus dont la société est composée, l'activité de ces derniers, déterminée par des buts personnels, sous la sauvegarde des droits civils et de ceux de la propriété de par le gouvernement, aboutit à une concordance régulière. Cette activité crée l'ordre économique *naturel,* dans lequel les buts privés de tous et de chacun sont atteints facilement et librement. Tout cela amène à la conviction que l'ordre économique de la société est basé sur des *lois* non pas inventées par l'homme, mais existantes en tant qu'institution de la nature, et qui déterminent l'harmonie.

Ici se pose une série de questions dont la solution n'est pas affaire de simple curiosité, mais se trouve intimement liée à la vie pratique. Ainsi, quelle est la cause qui donne naissance à l'ordre économique, et quels sont les éléments dont il se compose ? Dans quelle combinaison se trouvent les éléments de cet ordre ? Quelles forces agissent en lui, et selon quelles lois ? Enfin pourquoi l'harmonie naturelle des relations constituées est-elle rompue ?

A cela peuvent être données les réponses suivantes :

1° La cause fondamentale de l'ordre économique réside dans les besoins propres à la nature humaine, qui exigent pour leur satisfaction des ressources matérielles et immatérielles.

2° Pour la création de ces ressources trois éléments sont nécessaires : *a)* la nature qui nous fournit des matériaux et des forces gratuites ; *b)* le travail de l'homme, travail exigeant un salaire, qui refond les matériaux, utilise les forces de la nature, communique en grande partie leur valeur aux produits (destinés à satisfaire aux besoins), et les incorpore dans la propriété ; enfin *c)* les produits de la nature et du travail accumulés, ou le capital, qui permet à l'homme de tirer le plus grand profit de la nature et de choisir l'emploi le plus judicieux et le plus fructueux du travail.

3° Les éléments qui entrent dans la constitution de chaque ordre économique se présentent dans un enchaînement organique, consolidé par l'échange. Par la voie de l'échange, le producteur obtient des autres personnes, en retour de ses produits ou de ses services, des valeurs correspondantes. Cette valeur s'établit sous l'influence des conditions de l'offre et de la demande, et par le jeu de la concurrence entre acheteurs et vendeurs de marchandises ou de services. La valeur, exprimée dans une certaine marchandise (les métaux précieux principalement) — *l'argent*, s'appelle le prix. Le résultat définitif de l'échange est la portion des revenus dont les particuliers disposent pour la capitalisation, la production et la consommation.

Les différents produits de la nature, du travail et du capital, les différentes conditions de l'offre et de la demande, ainsi que des

rapports dans la concurrence, enfin les divers modes de répartition du salaire, engendrent cette profusion de phénomènes et de formes de la vie économique qui souvent masque aux yeux de l'observateur l'homogénéité de la construction et des fonctions physiologiques dans l'économie du corps social, et par cela même les lois fondamentales de la science.

Pourtant certaines lois politico-économiques sont très simples.

Premièrement, il résulte de la nature des éléments constitutifs de l'ordre économique que, plus la part de la nature est grande et celle de l'homme petite dans la création des produits (qui servent à satisfaire les besoins), plus est facile et à la portée de tous la satisfaction des besoins, — parce qu'alors la nature des produits se rapproche de celle des dons gratuits de la nature, comme par exemple l'air, l'eau etc. — pourvu que les matériaux et les forces de la nature ne soient pas monopolisés.

Secondement, de la nature des fonctions de l'ordre économique lui-même, nous concluons :

a) Que l'homme, tout en aspirant à atteindre ses fins personnelles légitimes, dirige son activité vers le bien général, car le travail n'obtient le salaire maximum dans l'échange que lorsqu'il produit les objets les plus demandés, par conséquent les plus nécessaires et les mieux retribues.

b) Que les stimulants de cette activité, tendant à la réalisation de fins personnelles, — et en même temps si avantageuse à la société — se proportionnent au degré dans lequel l'homme est assuré du fruit de son travail.

Ainsi on peut exprimer les principales lois économiques comme suit :

La destination de l'ordre économique est d'*abaisser la valeur* des produits isolés destinés à satisfaire aux besoins, en multipliant la quantité de ces produits et en augmentant la valeur de leur somme totale.

La base de l'organisation économique est la liberté industrielle et la propriété.

Tout ce qui met obstacle à l'abaissement de la valeur des produits servant à la satisfaction des besoins, toute monopolisation des matériaux ou des forces de la nature, toute entrave à la liberté dans le choix de l'activité, dans l'emploi du travail ou du capital, enfin tout empiètement sur le droit de propriété, qu'il se rapporte au travail ou aux biens, — tout cela mène à des secousses qui ne changent pas l'essence des lois économiques, n'en suppriment pas l'influence, mais en modifient seulement la manifestation dans les phénomènes visibles pour nous. La loi naturelle conserve toute sa force, mais ce principe, de créateur et d'évolutif qu'il était, devient dissolvant, et ne prépare pas toujours les éléments d'une vie sociale meilleure.

Il est aisé de voir par ce qui précède que la violation de l'harmonie économique contient en soi l'*injustice* et que le principe de *justice* constitue en même temps le nœud des relations juridiques et économiques. Il ne peut en être autrement, parce que ces relations ne sont que les manifestations des diverses formes de la sociabilité ou de l'association entre les hommes.

Ainsi, le lien entre l'économie politique et le droit consiste non seulement en ce que la loi juridique fixe les normes de l'ordre économique, mais aussi en ce que l'idée de la science dans l'un et l'autre domaine est la même, et en ce que l'organisation juridique en général et les rapports économiques embrassés par le droit en particulier, ont le même but final, — *la réalisation de la justice.*

Dans ces deux domaines la *justice* tend à faire régner l'esprit d'union, à instituer l'harmonie des tendances personnelles, la solidarité sociale, l'autorité intérieure et morale parmi les hommes. Mais un ordre où règnerait la justice n'est qu'un idéal, plus ou moins éloigné de la réalité. L'harmonie des aspirations personnelles ne peut être que dans une certaine mesure seulement l'apanage d'une société supérieure sous le rapport intellectuel, moral et matériel. Les lois de la nature ont préétabli l'harmonie, mais n'ont pas fait de sa réalisation une nécessité mécanique. La

pend de la mesure dans laquelle le développement historique d'un peuple admet la réciprocité entre l'action du pouvoir public et celle de la société elle-même. Il est question ici, non pas du droit des personnes privées (des sujets) dans le domaine politique, mais de leur activité dans ses rapports avec l'administration intérieure, du degré d'indépendance dont jouit chacun dans ses affaires privées.

En passant à la solution de la seconde question, à l'appréciation de l'influence des pouvoirs publics sur l'ordre civil, à la caractéristique des conditions qui ont fixé le point de vue de Carey sur la nature de l'ordre économique, il faut remarquer ce qui suit :

Le pouvoir public se présente sous deux aspects, le pouvoir *politique* et le pouvoir *civil*, qui peuvent être réunis dans les mêmes mains ou exister séparément. Dans les sociétés européennes de l'antiquité grecque et romaine, tout le pouvoir social était indivis ; même dans les derniers temps de l'existence de Rome, remarque Bluntchli, le pouvoir politique gère les affaires civiles de la cité. La séparation s'accentua plus nettement chez les peuples des temps modernes, où l'Etat et la commune devinrent des unités distinctes : mais là aussi se rencontrent deux formes tout à fait différentes : dans l'une, les relations civiles sont complètement dévolues à l'Etat ; dans l'autre elles se développent seulement sous sa protection et sous sa dépendance. Dans le premier cas, la commune est un organe de l'organisation politique de l'Etat ; dans le second, la communauté garde son autonomie, mais seulement comme association purement civile et privée. La France nous offre une fusion typique de l'Etat et de la commune, et les Etats-Unis, une séparation typique de ces pouvoirs. Les deux ordres peuvent être caractérisés en quelques mots, en appelant l'ordre français la *centralisation administrative et politique*, et l'ordre américain la *décentralisation administrative et civile*.

Pour que notre démonstration acquière plus de clarté, il suffira d'opposer l'organisation des communes en France vers 1860 à

l'établissement de l'harmonie et de l'union au sein de la vie sociale et dans la consolidation de l'autorité morale, et aussi que la réalisation de ces buts n'est possible que lorsque l'homme n'est pas transformé en un instrument inerte, que lorsqu'il prend part à l'activité générale, non pas comme une machine, mais en collaborateur libre qui ne sépare pas ses aspirations personnelles des tendances sociales. L'*harmonie* de l'ordre économique, la *justice*, la *solidarité* sont basées sur la reconnaissance de la légitimité des aspirations morales individuelles. C'est pour cela que le pouvoir public, dans l'intérêt même de sa propre dignité et de sa propre force, ne peut pas ne pas reconnaître ce facteur puissant, il ne peut pas ignorer que l'homme est toujours prêt à défendre son individualité, soit au foyer de famille, soit dans la mêlée sociale. La disproportion entre les besoins intellectuels, moraux, matériels, et les forces dépensées pour leur satisfaction, fait naître chez l'homme un sentiment de mécontentement et le porte à rechercher une plus grande instruction, de meilleures garanties pour ses droits personnels et matériels. Ces motifs de manifester l'activité existent dans les individus isolés de même que dans des classes entières, et donnent naissance chez les hommes à l'esprit d'association dans leur activité privée.

Le gouvernement agit avec d'autant plus de succès qu'il parvient à écarter les causes qui troublent l'harmonie des rapports sociaux, à élargir le cercle de l'initiative privée et à faciliter la formation d'un esprit d'association, issu des aspirations morales des hommes. Alors l'autorité du pouvoir devient réellement inébranlable : il a en main non seulement la force extérieure, mais encore la force morale, parce qu'il se place à la tête des réformes qui assurent le développement régulier de la vie sociale et qu'il n'entre pas en conflit avec les lois de la nature dans une lutte qui ne peut aboutir qu'à la dissolution des sociétés, ou aux révolutions qui détruisent pour longtemps le prestige de toute autorité.

La réalisation du programme dont il a été parlé jusqu'ici dé-

pend de la mesure dans laquelle le développement historique d'un peuple admet la réciprocité entre l'action du pouvoir public et celle de la société elle-même. Il est question ici, non pas du droit des personnes privées (des sujets) dans le domaine politique, mais de leur activité dans ses rapports avec l'administration intérieure, du degré d'indépendance dont jouit chacun dans ses affaires privées.

En passant à la solution de la seconde question, à l'appréciation de l'influence des pouvoirs publics sur l'ordre civil, à la caractéristique des conditions qui ont fixé le point de vue de Carey sur la nature de l'ordre économique, il faut remarquer ce qui suit :

Le pouvoir public se présente sous deux aspects, le pouvoir *politique* et le pouvoir *civil*, qui peuvent être réunis dans les mêmes mains ou exister séparément. Dans les sociétés européennes de l'antiquité grecque et romaine, tout le pouvoir social était indivis ; même dans les derniers temps de l'existence de Rome, remarque Bluntchli, le pouvoir politique gère les affaires civiles de la cité. La séparation s'accentua plus nettement chez les peuples des temps modernes, où l'Etat et la commune devinrent des unités distinctes : mais là aussi se rencontrent deux formes tout à fait différentes : dans l'une, les relations civiles sont complètement dévolues à l'Etat ; dans l'autre elles se développent seulement sous sa protection et sous sa dépendance. Dans le premier cas, la commune est un organe de l'organisation politique de l'Etat ; dans le second, la communauté garde son autonomie, mais seulement comme association purement civile et privée. La France nous offre une fusion typique de l'Etat et de la commune, et les Etats-Unis, une séparation typique de ces pouvoirs. Les deux ordres peuvent être caractérisés en quelques mots, en appelant l'ordre français la *centralisation administrative et politique*, et l'ordre américain la *décentralisation administrative et civile*.

Pour que notre démonstration acquière plus de clarté, il suffira d'opposer l'organisation des communes en France vers 1860 à

celle de la Nouvelle Angleterre [1]. Nous prenons les Etats-Unis du Nord pour exemple, parce que la décentralisation y est poussée jusqu'aux dernières limites.

En France l'administration de la commune, privée d'indépendance, avait plutôt le caractère d'un organe gouvernemental que d'un organe privé, d'une association subordonnée. L'Etat entourait la commune de toute une série de cercles concentriques, savoir le pouvoir central du ministère et des administrations qui en dépendent, celles du département et de l'arrondissement. Seul le canton (subdivision de l'arrondissement) n'avait aucune influence sur les affaires communales. Le chef de la commune, le maire, n'était pas choisi par ses administrés, mais nommé par le chef de l'Etat ou par le préfet ; ce dernier pouvait suspendre un maire de ses fonctions, mais non pas le révoquer, ce droit appartenant au souverain. Le maire était le représentant de la commune, mais en même temps il représentait aussi le pouvoir du souverain et de la loi, par conséquent il était avant tout un fonctionnaire du gouvernement. Il avait le droit de nommer à certains emplois. Le seul indice d'autonomie de la commune se trouvait dans le Conseil municipal, composé du maire, de ses adjoints et d'un certain nombre de membres élus. Le Conseil discutait les questions relatives au budget de la commune, à l'acquisition et à la vente de propriétés, à la voirie et aux travaux publics. Mais ses décisions pouvaient être annulées par la volonté du pouvoir central ou du préfet.

Toute autre fut dans le passé, et est encore aujourd'hui, la commune de la Nouvelle Angleterre. Son administration, fondée sur le principe électoral, n'est pas centralisée, mais subdivisée au plus haut point. Dans l'Etat du Massachussets les communes ont chacune dix-neuf fonctionnaires, appelés *selectmen ;* ce sont les répartiteurs et les receveurs d'impôts, les constables de police, les

[1] En France après Napoléon III, les droits de suffrage des communes ont été quelque peu élargis, mais la centralisation a été conservée.

greffiers, les huissiers, les inspecteurs des pauvres, les surveillants des routes, les commissaires pour les affaires ecclésiastiques, les inspecteurs des pompiers, de l'agriculture, du mesurage des forêts, des poids et mesures. Ces différentes personnes ne remplissent pas leurs fonctions gratuitement comme le maire, mais reçoivent des appointements et sont obligées de servir. L'administration compliquée de la commune n'est pas détachée des intérêts des habitants de la localité. Le lien est maintenu des deux côtés par l'observation sévère du principe électoral et par la participation de la commune aux affaires publiques. En cas de nécessité, les selectmen convoquent une assemblée ; mais cette dernière peut aussi être réunie sur la demande de dix propriétaires, si ceux-ci désirent soumettre un objet à la discussion publique.

Quels rapports ont, avec la commune, les grandes subdivisions territoriales, les comtés et les états ? Le comté de la Nouvelle Angleterre n'est que la première instance juridique en matière judiciaire et, en matière administrative, l'unité provinciale, gouvernementale. Ici les administrateurs sont nommés par le gouverneur de l'état, avec le consentement du Conseil élu qui est attaché au gouverneur ; les administrateurs ne s'occupent que de l'élaboration du budget général du comté, qui doit recevoir la sanction de l'Assemblée législative.

Le lecteur pourrait se demander : quelle est en Amérique la sauvegarde de l'unité de la vie sociale ? qui soutient la force de la loi ?

L'unité sociale, réalisée en France par la centralisation administrative, est obtenue en Amérique par des prescriptions juridiques détaillées et par la comptabilité. La légalité se maintient, non par la surveillance administrative et la révocation des fonctionnaires, mais par la justice.

Là où les fonctions sont électives, la surveillance et la révocation auraient été, au point de vue des Américains, une contradiction du principe électoral ; c'est pourquoi la logique, autrement comprise dans ce cas par l'Europe Occidentale, les a fait recou-

rir aux tribunaux. L'administration du comté, nommée par le gouverneur, est composée de trois juges de paix (court of session); ce tribunal contraint la commune à l'obéissance en nommant comme exécuteur de son arrêt une personne spéciale, ou en frappant les habitants d'une amende. Devant ce tribunal, un particulier peut aussi ouvrir une instance en qualité de demandeur ou d'accusateur d'un fonctionnaire communal, mais uniquement pour délits relatifs à ses fonctions et non pour des crimes de droit commun.

Cette courte analyse montre avec quel succès l'organisation communale de l'Union est propre à conserver le principe de l'initiative individuelle, sans priver en même temps le gouvernement de la force nécessaire pour rétablir le droit enfreint. Elle montre aussi comment on y favorise le développement du principe d'association dans la sphère des intérêts privés, sans enlever à l'Etat son importance politique. Le dogme fondamental de l'organisation sociale américaine, d'après un écrivain célèbre, consiste en ce qu'une personne privée est le meilleur juge dans *son* affaire. La société ne soumet à sa juridiction une personne privée qu'au cas où cette mesure est exigée soit par l'intérêt général, soit par la violation du droit d'autrui, soit enfin par le besoin d'aide. Dans les affaires concernant le bien de tous, la commune ne peut pas opposer de résistance; elle ne peut pas se refuser au paiement des impôts, à l'observation des règlements de police, à l'exécution du plan adopté pour l'éducation publique, etc...

Par contre, en France, l'initiative privée est remplacée par celle de l'Etat, ou est soumise à l'influence de l'administration gouvernementale, qui apparaît comme juge dans les affaires privées, car ces dernières sont envisagées comme affaires de l'Etat ! Dépourvue d'indépendance, la commune n'entre pas comme élément actif dans l'ensemble du corps politique. En France le gouvernement central donne ses fonctionnaires à la commune; en Amérique la commune donne ses fonctionnaires à l'Etat; — en France le percepteur nommé par le gouvernement perçoit les

[illegible] la commune : dans la Nouvelle Angleterre, c'est la commune qui prélève les impôts pour l'Etat. Il est facile de comprendre quelle force la vie publique dans la Nouvelle Angleterre tire de cette union organique entre le peuple et le gouvernement et de cette initiative des parties : l'organisation mécanique de la centralisation en France ne possède pas même un dixième de cette force. Bien plus, l'autorité du gouvernement en Amérique est beaucoup mieux établie. Entre lui et les intérêts privés il ne peut y avoir ni collisions, ni luttes, c'est pourquoi la société ne se préoccupe pas des moyens d'affaiblir sa force. Les Américains ont écarté tout prétexte à cette tendance en subdivisant le pouvoir entre une multitude de fonctionnaires communaux, et en le soumettant non pas à une surveillance administrative, mais à une responsabilité judiciaire.

Tocqueville a représenté en traits saisissants le suicide social qui est ordinairement la conséquence de l'application de la centralisation politique aux rapports civils. La centralisation politique crée le peuple ; elle donne l'existence aux intérêts généraux et assure à l'Etat une place dans l'histoire de l'humanité ; mais son extension aux rapports civils affaiblit l'énergie individuelle et prépare la dissolution de la société.

La centralisation administrative, étendue à la vie sociale, habitue l'homme à renoncer en tout et toujours à l'expression de sa volonté ; elle règne par la force de l'habitude et domine les hommes en les isolant. Quoique la centralisation administrative permette le groupement de nombreuses forces, elle nuit cependant à leur renouvellement ; elle procure la victoire aux jours de lutte, mais, avec le temps, affaiblit la puissance de l'Etat. Il en résulte qu'elle peut contribuer à la puissance passagère d'un homme, mais non pas assurer au peuple un bonheur de longue durée. La faiblesse des sociétés féodales et le rôle passif de l'Allemagne dans le passé résultaient non pas de l'absence de cette centralisation administrative, qui était fortement développée sur le continent, mais du manque d'unité politique.

En Angleterre et aux Etats-Unis, l'activité privée n'est pas absorbée par l'Etat; cependant le gouvernement y a une vitalité intense, par suite de la centralisation politique.

Sans doute il y a en toutes choses des extrêmes, et les Américains, en séparant l'administration civile de l'administration gouvernementale ont, comme le remarque justement Tocqueville, dépassé les limites de la sagesse, car l'ordre dans les affaires secondaires a pourtant son prix. En laissant trop de choses à l'initiative individuelle, les Américains privent l'homme de l'existence paisible si chère à l'habitant de la vieille Europe. Mais ces désavantages sont compensés d'une autre manière, et, pour les éviter, il suffirait de faire nommer par l'Etat des fonctionnaires investis du droit de porter devant les tribunaux les affaires relatives aux délits commis dans le comté ou la commune, et de promulguer quelques règlements généraux de police.

Les partisans de la centralisation administrative en Europe affirment que le pouvoir exécutif s'acquitte beaucoup mieux de la gestion des affaires locales que les habitants eux-mêmes. Peut-être cette affirmation est-elle juste là où les citoyens ont perdu l'habitude d'agir et où l'administration gouvernementale a au contraire contracté cette habitude. Beaucoup de personnes aiment l'uniformité dans l'activité privée et ont une prédilection pour la forme, indépendamment de l'objet auquel l'ordre établi se rapporte.

Il est vrai que la centralisation civile réussit à communiquer une marche régulière aux affaires courantes, à gouverner la police communale, à mettre fin à des désordres de peu d'importance, à punir de légers délits, à maintenir ce qu'on appelle le bon ordre et la tranquillité publique; mais elle parvient aussi plus souvent à *empêcher*, qu'à *agir*. Quand cette administration est appelée à faire progresser la société, les forces l'abandonnent; lorsqu'une mesure exige le concours des particuliers, on s'étonne de la faiblesse de cette machine colossale.

Il est des pays où l'habitant se considère comme un colon indifférent aux destinées de son pays. Les grands changements

se font sans sa participation ; il les apprend par ouï-dire ; les biens communaux, l'ordre dans la rue, la construction d'une église, ne l'intéressent pas : il pense que toutes ces choses sont l'affaire d'un étranger puissant qu'on appelle l'Etat. Il jouit des biens à sa portée, sans être stimulé par l'idée de la propriété et la pensée d'améliorations à introduire. Cette indifférence va même si loin, qu'au moment du danger il attend, les bras croisés, que tout le monde lui vienne en aide. Il obéit comme un vaincu, et, à la première occasion, vous le trouverez prêt à violer la loi. Pour de telles nations il n'y a d'issue qu'une renaissance ou la mort.

Cette caractéristique de la vie civile privée fait comprendre les conditions de la lutte de l'homme avec les causes qui troublent l'harmonie des rapports économiques, et explique le point de vue auquel l'écrivain américain se plaçait pour juger de l'ordre économique. La position de Carey était particulièrement avantageuse, car son milieu ambiant présentait des formes incomparablement plus simples qu'ailleurs, et dans lesquelles l'initiative individuelle n'était pas gênée par l'influence de la bureaucratie sur les affaires civiles ; il avait devant lui une administration dont le but était de servir, non pas l'idée de l'intérêt de l'Etat, mais les besoins et les buts locaux quotidiens ; il n'avait pas affaire à une organisation complexe, formée sous l'influence de ces monopoles et de ces privilèges anciens qui, dès les temps reculés des conquêtes et de la lutte des tribus ennemies, ont recouvert en couches épaisses le sol social européen. En Europe les privilèges et les monopoles, ayant conscience du manque de fondement de leurs prétentions présentées au nom de la force brutale, se sont parés de l'auréole du bien général, et ont en effet agi parfois dans l'intérêt de tous. Aussi les économistes du vieux monde avaient-ils à résoudre un problème excessivement ardu ; il leur a fallu définir la signification des influences historiques et accidentelles pour arriver à la connaissance de l'organisme économique normal et des lois de son fonctionnement. Dans des phénomènes morbides, dans des sujets pathologiques, ils durent chercher la

structure et la physiologie d'un corps social sain. Mais en revanche quelle riche perspective s'ouvrit à eux dès que la compréhension d'une vie plus normale leur permit de comprendre leur *passé* si riche en expériences, et de deviner le sens d'époques historiques entières.

Dans ce qui précède, il s'agissait non pas de la commune agraire, mais de l'ordre des rapports sociaux, qui n'exclut pas la diversité dans les moyens de possession et de jouissance de la terre, tout en assurant l'initiative dans le travail de l'homme. Cet ordre sert de gage au développement civil et de base à l'autorité d'un pouvoir qui ne cherche pas seulement à faire régner la justice et le bien, mais qui puise aussi dans cette mission sa force intérieure et morale. Il faudrait être atteint d'une myopie impardonnable pour attribuer ces résultats à la seule autonomie des communes. Les sociétés des frères Moraves (Hern-huter), des quakers, renferment des entraves aussi fatales à la liberté humaine que l'administration envahissante du socialisme. La commune remplit sa plus haute destination alors seulement qu'elle n'excède pas les limites de son champ d'activité, et que, dans ces limites, l'autonomie est assurée, c'est-à-dire lorsque les particuliers qui la composent et qui jouissent d'une initiative suffisante sont garantis par des institutions solides contre les attentats à leurs personnes et à leurs propriétés, et que, dans le domaine des intérêts purement locaux, se développe cet esprit de corps qui, au moment du danger, incarne en soi le sentiment national.

Il va de soi que les communes de la Nouvelle Angleterre, dans lesquelles l'initiative et l'activité des particuliers et l'autonomie locale ont acquis leur développement maximum, ne constituent pas encore l'idéal. Elles ont leurs côtés sombres, mais, à l'époque où Carey écrivait ses *Principes de l'économie politique,* ces côtés sombres ne ressortaient pas avec une aussi grande évidence qu'aujourd'hui : la vie sociale et en particulier la vie économique d'alors donnaient matière à idéaliser, à retrouver dans la réalité la conciliation, l'harmonie des intérêts.

nait infailliblement à la pauvreté, à la misère et au vice, tout en étant un obstacle à l'augmentation de la population, à l'amélioration de son sort et à la longévité humaine.

Avec la prudence du praticien, Carey exige la vérification empirique de chaque vérité. Les perfectionnements mécaniques, dit-il, doivent toujours avoir pour eux la confirmation de l'expérience. Fréquemment les opinions qui semblent parfaites en théorie, se révèlent défectueuses en pratique.

Il faut en dire autant des principes politico-économiques. Ils doivent être rapprochés des résultats, confirmés par le contrôle scrupuleux des faits, et rejetés s'ils se révèlent insuffisants. Ils doivent contenir la vérité absolue et sans exceptions. Si l'économiste arrive dans une impasse en étudiant quelque phénomène industriel, s'il trouve dans le passé ou dans le présent d'une production quelque mystère que les principes connus ne lui permettent pas d'interpréter, il peut être certain que son système est défectueux, et ne peut, dans les circonstances données, être pour lui un guide sûr; en un mot, la théorie devra être vérifiée par les faits.

Wakefield se plaint des imperfections de la terminologie courante et de l'impossibilité d'expliquer, au moyen des thèses adoptées par la science, quelques-uns des phénomènes les plus importants; mais cela provient simplement de ce que la théorie n'est pas prouvée par les faits. Si on adoptait une pareille méthode de vérification, on verrait que beaucoup de phénomènes non seulement restent inexpliqués par les théories dominantes, mais les contredisent même directement.

On expliquera plus loin pourquoi certaines thèses de Carey ne peuvent être tenues pour vraies; mais il est néanmoins impossible de ne pas lui rendre cette justice, qu'après Smith il fut un des premiers à utiliser de nouveau les renseignements historiques et statistiques pour la solution des problèmes économiques. Comme Ricardo, il prend une thèse et la développe d'une façon aprioristique. Mais, tandis que Ricardo ne va pas plus loin, Carey

« En assignant pour tâche à l'économie politique l'étude des lois des phénomènes provenant du désir qu'ont les hommes de conserver et d'améliorer leur position, nous donnons de cette science, dit Carey, une définition qui embrasse toutes les sphères de l'activité soumise à ses investigations. Mais l'exposition de ces lois est insuffisante ; il faut encore indiquer les causes perturbatrices qui entravent notre perfectionnement, car autrement un traité d'économie politique serait aussi incomplet que le serait dans son genre un traité d'astronomie passant sous silence les perturbations, ou un traité d'hydraulique omettant de parler du frottement. »

« Ainsi notre science, continue Carey, expose : premièrement les lois qui établissent l'harmonie entre les aspirations individuelles et réalisent le progrès ; — et secondement les causes qui, en troublant cette harmonie, suspendent ou arrêtent aussi bien le développement de la société que celui des individus. De là dérivent, d'eux-mêmes, la valeur pratique, la méthode et le caractère moral de l'économie politique. »

Lorsqu'il connaît les lois de l'ordre harmonique et les causes qui les troublent, l'homme peut choisir la meilleure voie. Le travail d'un économiste est pareil à celui d'un hydrographe qui, en dessinant une carte marine, a soin d'y noter tous les écueils, tous les dangers, et les difficultés des différentes routes. Si, après cela, le pilote choisit un chemin dangereux, la faute retombe sur lui. Comme une carte pareille ne peut être dressée sans l'analyse minutieuse du journal de bord des vaisseaux de commerce, de même l'économie politique ne peut se passer de l'étude scrupuleuse de la destinée des différentes nations, afin de savoir jusqu'à quel point les observations faites confirment ou démentent ce que la théorie accepte comme une vérité. Ces études doivent démontrer que les lois de la nature ont un caractère de fixité absolue, que les mesures prises en conformité à ses indications ont été partout suivies de l'accroissement de la moralité, du bien-être, et de la longévité de l'homme, tandis que la voie opposée me-

nait infailliblement à la pauvreté, à la misère et au vice, tout en étant un obstacle à l'augmentation de la population, à l'amélioration de son sort et à la longévité humaine.

Avec la prudence du praticien, Carey exige la vérification empirique de chaque vérité. Les perfectionnements mécaniques, dit-il, doivent toujours avoir pour eux la confirmation de l'expérience. Fréquemment les opinions qui semblent parfaites en théorie, se révèlent défectueuses en pratique.

Il faut en dire autant des principes politico-économiques. Ils doivent être rapprochés des résultats, confirmés par le contrôle scrupuleux des faits, et rejetés s'ils se révèlent insuffisants. Ils doivent contenir la vérité absolue et sans exceptions. Si l'économiste arrive dans une impasse en étudiant quelque phénomène industriel, s'il trouve dans le passé ou dans le présent d'une production quelque mystère que les principes connus ne lui permettent pas d'interpréter, il peut être certain que son système est défectueux, et ne peut, dans les circonstances données, être pour lui un guide sûr; en un mot, la théorie devra être vérifiée par les faits.

Wakefield se plaint des imperfections de la terminologie courante et de l'impossibilité d'expliquer, au moyen des thèses adoptées par la science, quelques-uns des phénomènes les plus importants; mais cela provient simplement de ce que la théorie n'est pas prouvée par les faits. Si on adoptait une pareille méthode de vérification, on verrait que beaucoup de phénomènes non seulement restent inexpliqués par les théories dominantes, mais les contredisent même directement.

On expliquera plus loin pourquoi certaines thèses de Carey ne peuvent être tenues pour vraies; mais il est néanmoins impossible de ne pas lui rendre cette justice, qu'après Smith il fut un des premiers à utiliser de nouveau les renseignements historiques et statistiques pour la solution des problèmes économiques. Comme Ricardo, il prend une thèse et la développe d'une façon aprioristique. Mais, tandis que Ricardo ne va pas plus loin, Carey

vérifie son hypothèse par toute une série de faits qui doivent lui conférer la certitude. Même lorsque sa pensée souffre d'une trop grande abondance de généralisation, ou lorsque, dans l'emploi des faits cités, il use d'artifices en vue de prouver sa théorie, même alors son travail garde tout son prix; le lecteur assiste pour ainsi dire à une expérience de physique, et a toujours la possibilité de discerner la vérité de ses exagérations. Ces qualités font du livre de Carey un ouvrage hors ligne dans la littérature politico-économique.

En étudiant les lois et les perturbations économiques, ainsi que les phénomènes qui nous présentent soit le développement harmonique de la société, soit les infractions à cette harmonie, Carey entend se placer au point de vue du naturaliste qui n'a point à se livrer à l'appréciation morale des causes qui interrompent le cours du progrès.

« Certains écrivains, dit-il, communiquent à la science quelque chose de repoussant, de contraire aux sentiments généreux de l'homme. D'après Senior, l'économiste, même en s'occupant d'un sujet dans lequel l'erreur ou même l'ignorance peuvent causer un mal profond et universel, — l'économiste doit, comme un juré, émettre un verdict conforme à l'évidence des faits, mais il ne doit pas admettre que la sympathie pour la misère, la répulsion pour la prodigalité ou l'avarice, le culte des institutions existantes ou la haine des abus présents, l'amour de la popularité, du paradoxe, ou l'esprit systématique, puissent l'empêcher de discerner un fait ou de tirer des conclusions qu'il considère comme justes. »

« Ces paroles de Senior, dit Carey, présentent la science sous un jour défavorable et peuvent détourner d'elle ceux qui seraient disposés à s'en occuper. Dans l'exposition des lois qui dirigent les actions des hommes, il ne doit pas être question d'aversion, de culte ou de sympathie. Le naturaliste qui étudie les phénomènes de la nature, tels que les éruptions de l'Etna et du Vésuve, n'est pas obligé de ressentir ou d'exprimer de la sympathie pour les victimes de Catane ou d'Herculanum. Le savant qui expose la

[illegible] à témoigner de regrets à pro- [illegible] par les tempêtes. Il étudie les [illegible] exposées pour l'avan- [illegible] comme terminée, en [illegible]. Tel est aussi le rôle de [illegible] les lois de la nature, il [illegible] de la richesse et à l'amé- [illegible] les erreurs qui fai- [illegible] dans le passé, et laisse [illegible] jugement. Il en serait autre- [illegible] un code juridique : dans [illegible] l'expression de sa sympathie doit [illegible] — si son culte pour l'ordre [illegible] des institutions qui empêchent [illegible]. Mais dans ce cas il devrait agir à titre de législateur. »

Carey déplore que des sentiments pareils aient été éveillés. Selon lui, il n'est aucune science capable de frapper l'intelligence d'une manière plus vive que l'économie politique ; il n'y en a aucune qui représente une harmonie plus parfaite des lois de la nature et qui cependant laisse le sentiment moins satisfait. Il pense que si ces lois étaient exposées d'une manière convenable, elles nous convaincraient que « God had made man upright ; » il suppose comme suffisamment évident que le bien-être des peuples et le bonheur des individus existent dans la même mesure où il est permis aux lois naturelles de déterminer les actions humaines ; que la pauvreté et la misère doivent être attribuées à la violation de ces lois par l'homme, et qu'elles sont en corrélation avec celle-ci. Si cela était prouvé, les vérités de l'économie politique deviendraient les principaux, peut-être même les seuls guides de nos actions.

Carey résoud ainsi la question de savoir si le jugement moral doit être appliqué au domaine des recherches politico-économiques. L'économiste a continuellement affaire aux conditions dont

dépend le bonheur intérieur ou extérieur de l'homme ; il se rencontre à chaque pas avec les causes de la pauvreté et du bien-être, du manque de développement intellectuel et de la décadence morale ; mais les souffrances physiques et morales le regardent-elles ?

L'école économique anglaise le niait en principe, et souvent aussi dans la pratique, en limitant sa tâche à l'étude de la logique inexorable des faits. Carey assimile l'économie politique aux sciences naturelles. D'après lui, on ne peut pas demander au savant occupé de l'étude des tempêtes sociales et des lois de leur apparition de faire attention aux hommes qui en deviennent les victimes.

Il est évident que Senior et Carey sont également dans l'erreur. L'économiste s'occupe de la nature humaine, de l'activité des hommes, des circonstances qui constituent le résultat de notre développement, de notre conscience et de notre volonté, à laquelle on ne peut pas dénier toute responsabilité. Voilà pourquoi l'économiste ne peut pas rester simple spectateur des souffrances humaines et ne s'occuper que de déductions logiques, — il doit être juge impartial des actions par lesquelles est violée, non pas la loi, mais la justice divine et humaine. Le savant, lorsqu'il s'agit du bien et du bonheur de l'homme, se souvient bon gré mal gré de ceux qui périssent innocemment. Quel que soit le prestige qu'exerce sur notre esprit la théorie de l'harmonie des rapports économiques, en réalité ses traits ne se présentent à nous que sous la forme confuse d'un essaim de phénomènes perturbateurs. Sachant ce qui a produit ces derniers, involontairement le savant prononce un jugement. Carey lui-même, tout en essayant de se mettre au point de vue du naturaliste, était pénétré d'une sympathie profonde pour le radjah Indou et d'ironie inexorable pour l'amour de la gloire chez la nation française.

CHAPITRE III

CARACTÉRISTIQUE DE LA PRODUCTION, DU CAPITAL ET DES REVENUS.

Après avoir exposé, dans la première partie de ses *Principes*, les lois de la production et de la distribution des richesses, Carey examine dans la seconde les causes qui ralentissent, tant la croissance de la production que le développement physique et moral de l'homme; dans la troisième partie il étudie les causes qui font obstacle à la multiplication de la race humaine, et enfin dans la quatrième les causes qui entravent le développement social.

En commençant l'étude de la première partie du travail de Carey, on aurait le droit de supposer, d'après le titre du livre et d'après les idées exprimées par l'auteur dans l'introduction dont il le fait precéder, qu'en exposant les lois qui créent l'harmonie dans les rapports économiques, l'auteur ferait le tableau d'un ordre economique non troublé par des causes pertubatrices ; mais tel n'est pas le cas en réalité, et la partie théorique du livre offre beaucoup de lacunes. La suite logique exigeait premièrement l'examen des causes des phénomènes économiques et des éléments dont se compose l'ordre économique, c'est-à-dire des exigences, des forces, et des moyens qui servent à la satisfaction de nos besoins ; elle demandait aussi, en seconde ligne, l'examen de l'organisation économique, de la division du travail, de l'échange, de la concurrence et de la répartition des bénéfices.

Sans avoir aucune prétention d'imposer à l'auteur un plan de notre invention, nous sommes cependant forcé de remarquer que bon nombre des parties sus-mentionnées ont été omises par

Carey. L'esprit de critique prédomine dans son ouvrage; il passe divers sujets tout à fait sous silence; pour en expliquer d'autres il fait de longues citations d'après Senior. Ainsi on ne trouve chez lui ni indication au sujet de l'importance des besoins, ni caractéristique complète des produits destinés à la satisfaction des besoins; de même on ne trouve aucune enquête sur l'offre et la demande, ni sur la concurrence. Ces recherches auraient permis de découvrir les rapports existant entre les différentes forces productrices et d'expliquer la croissance successive de la productivité du travail et la baisse des prix des produits, — phénomènes subordonnés au développement continu des forces productrices. De plus, en traitant de la science économique, Carey ne donne pas une importance suffisante à l'économie sociale, et surtout à celle de l'Etat. Enfin, comme du reste chez beaucoup d'écrivains éminents, on trouve aussi dans l'œuvre de Carey des côtés faibles; celui-ci notamment: le caractère incomplet de son système.

En exposant ses idées sur la production, sur les résultats de cette dernière et sur la répartition des revenus, Carey envisage ces sujets indépendamment de l'organisation des rapports économiques.

Selon l'économiste américain, la production consiste dans *l'activité du travail*. L'homme ne peut rien ajouter à la quantité de la matière existante; son activité se réduit au changement de la forme ou au déplacement de la matière. Les personnes qui concourent à l'une ou à l'autre de ces opérations sont les *producteurs*. Suivant les traces de Senior, Carey nie l'existence d'une différence essentielle entre la productivité matérielle et la productivité immatérielle; en citant les paroles de l'économiste anglais il montre que de cette division découlent les idées qu'on se faisait autrefois du travail. « Notre attention, dit Senior, s'arrête ou bien sur l'*activité* qui transforme la matière, ou bien sur la *matière transformable* elle-même; tantôt nous achetons le travail lui-même, tantôt nous achetons les produits du travail. Dans le premier cas

nous parlons de production immatérielle, d'activité improductive ou de l'acquisition de services personnels ; — dans le second cas, nous parlons de production matérielle, d'activité productrice, de l'acquisition de produits ou de valeurs. Pris dans leur sens économique, ces deux modes d'activité sont identiques. »

La somme entière des ressources produite dans un temps donné par un individu, constitue le revenu de cet individu ; — produite par une famille, c'est le revenu de la famille ; produite par une société, c'est le revenu de la société. Tous ces produits ont une valeur, et c'est pour cela que nous disons que le total des valeurs échangeables produites constitue le revenu de la société. Ainsi disparaissent chez Carey les subdivisions subtiles et la distinction entre les idées de revenus et de rente (revenue and income). Une partie du revenu est dépensée, le reste s'accumule et forme le capital. Celui-ci se compose de tous les produits ayant une valeur et formant le résultat accumulé de la production antérieure. Sans s'arrêter à l'analyse des revenus provenant d'une même source (du travail direct ou accumulé), Carey tâche avant tout d'établir des notions plus exactes au sujet du capital : il nie toute différence entre la *terre* (c'est-à-dire la propriété foncière, rapportant une rente), le *capital*, dans le sens ordinaire du mot (c'est-à-dire les valeurs mobilières destinées à la production ultérieure et portant des intérêts) et les réserves de la consommation, destinées à la satisfaction des besoins. Il s'efforce, avec une habileté remarquable, de mettre en lumière l'absence de base de toutes les subtilités théoriques, et il démontre que la somme entière des biens accumulés constitue un total unique, — le capital.

Senior, d'accord sur ce point avec d'autres économistes, appela capital *seulement ceux des résultats de l'industrie qui servent à la production ultérieure ou à la circulation des richesses*. C'est pourquoi les terres ou agissent les forces naturelles ne forment pas, selon lui, un capital ; elles ne donnent donc pas un revenu, mais une rente. Carey combat ce point de vue en disant que les terres n'obtiennent une valeur et ne deviennent partie constituante de

la propriété que lorsque le travail y a été appliqué, qu'elles forment par conséquent un capital. Il fait la même remarque à propos des objets de consommation, qui ne sont pas destinés à la formation de nouvelles richesses. Selon beaucoup d'écrivains, la cabane indispensable à l'existence de l'ouvrier, par conséquent aussi à son activité productrice, est un capital, mais le palais du marquis de Westminster ne constitue pas un capital. Un diamant est un capital pour le propriétaire de mines ou pour le marchand, tandis que pour l'homme qui en jouit, c'est un objet de consommation. Bien plus, le télescope de Herschell et l'appareil de Berzélius, n'étant pas des objets de rapport, selon Senior, ne sont pas des capitaux.

Mais, remarque Carey, est-ce que la brique et la chaux peuvent en même temps être et n'être pas capital, suivant qu'elles sont employées à la construction d'une hutte ou d'une opulente demeure? Cela nous amènerait à établir une limite entre les objets de nécessité et ceux de luxe, et alors nous verrions que les librairies et les écoles seraient des objets de luxe pour certaines classes du peuple ou même pour les populations de pays entiers, tandis que, pour d'autres, elles seraient un moyen de satisfaire des besoins essentiels et une des conditions nécessaires de leur productivité. Sans doute les instruments employés par un chimiste ne lui rapportent parfois aucun bénéfice, mais par contre ils accroissent souvent la productivité de millions d'hommes. *Tout ce qui tend à améliorer la qualité du travail, et par conséquent aussi l'instruction du peuple, mérite d'être appelé capital.*

Nous n'entrerons pas dans l'analyse de cette discussion et laisserons de côté la polémique curieuse de Carey avec Ramsay et Senior: le premier (Ramsay) soutenait que les prix des produits de l'agriculture haussaient par l'emploi du capital; (!) le second affirmait qu'une maison construite par une personne quelconque donne au premier propriétaire un revenu sur le *capital* dépensé, tandis qu'elle donne à son héritier une *rente*, parce que le revenu de ce dernier est un don de la fortune et n'est pas le résultat d'un

sacrifice fait par lui. Il est impossible cependant de ne pas s'arrêter sur la doctrine du capital fixe et du capital circulant exposée par Smith, et sur l'idée énoncée par Say relativement aux capitaux *libres* et aux capitaux *engagés*. Carey est sans merci pour l'une et l'autre de ces distinctions. Selon lui, la première ne comporte pas de délimitation exacte ; souvent le même objet est parfois capital fixe et parfois capital circulant. La seconde distinction n'a point, d'après Carey, de base suffisante. Tout capital est un capital libre. L'homme qui veut s'occuper d'une industrie quelconque tâche de louer un capital libre. L'intérêt sera élevé ou modéré pour chaque espèce spéciale de capital selon le rapport entre l'offre et la demande dont il est l'objet. Si les maisons rapportent 12 %, tandis que l'or ne rapporte que 6 %, les possesseurs d'or donneront pour avoir des maisons une quantité d'or comparativement plus grande, afin de recevoir un intérêt plus élevé, et inversément.

Si l'idée de l'identité de la propriété foncière, du capital et des approvisionnements d'objets de consommation dans le sens de valeur accumulée, avait été déjà énoncée auparavant, il est à remarquer que Carey est peut-être (après les physiocrates) le premier parmi les économistes modernes qui ait démontré que la valeur de la terre n'a pas le caractère d'un monopole. Le fait de ne pas admettre de distinction entre les capitaux fixes et le capital circulant, libre et engagé, renferme une généralisation qui n'exclut nullement les subdivisions acceptées dans la pratique. On ne peut pas dire qu'un même objet conserve toujours la même importance pour l'homme, que, par exemple, la machine à vapeur ait la même importance, au point de vue de la productivité, selon qu'elle se trouve dans le magasin du marchand qui en fait le commerce ou dans l'atelier du fabricant qui s'en sert ; de même un morceau de glace a une utilité différente dans les régions polaires et dans les pays tropicaux. Smith lui-même comprenait très bien que le même capital peut être et fixe, et circulant ; il a même remarqué que la monnaie contenait à la fois ces deux qualités,

étant capital fixe dans la vie économique nationale et capital circulant dans l'économie privée.

Il en est de même de la doctrine de Carey sur le capital libre. Tout en accordant à Carey qu'une partie du revenu non consommé constitue un capital, il faut cependant reconnaître que cette partie peut, ou bien trouver une destination productive, ou bien rester un certain temps libre, cherchant un emploi. Dans ce dernier cas, l'accumulation se transforme de préférence en monnaie, celle-ci étant la forme de capital la plus facile à employer. Il est évident que, dans ce cas, l'intérêt de l'argent doit être plus bas, non pas à cause de l'abondance de la monnaie, mais grâce à l'affluence des capitaux représentés par la monnaie.

La division des revenus en deux branches constitue chez Carey une déduction simple et naturelle de sa théorie de la production et de ses idées sur l'identité du capital et de la propriété foncière. Le total du revenu national ou la somme des valeurs produites constitue, selon la remarque de l'auteur, le résultat de l'activité du travail présent, assisté par le capital (c'est-à-dire par le travail des temps passés) et doit être partagé entre eux. La rémunération du travail s'appelle *salaire*, — la rétribution du capital *profit ;* — ces deux facteurs se réunissent dans le *profit commercial*, que l'on confond ordinairement avec le revenu du capital. La différence entre eux consiste en ceci :

Une personne qui possède 100,000 dollars en obligations de l'Etat, en retire 5 % de revenu ; les actions de banque pourraient lui procurer 6 %, les vaisseaux 9 ou 10 %, le commerce 12 %. Pourquoi donc laisse-t-elle son capital en obligations, en se contentant de 5,000, lorsqu'elle pourrait avoir 12,000 ? Parce qu'elle veut éviter la peine, les inquiétudes et les risques inévitablement attachés aux autres placements. Le revenu réel donné par le capital constitue 5 % ; le reste est la rémunération du travail, ou bien ce reste va à la constitution d'un fonds d'assurance. Ces deux parties de revenu constituent ensemble le profit commercial. Carey insiste sur la nécessité de distinguer le salaire du profit. Selon

la terminologie habituelle, le marchand qui perçoit un revenu par l'emploi de son propre capital, ou de celui d'un autre, reçoit non pas un salaire, mais un profit. Tandis que dans le premier cas (s'il opère sur ses propres fonds), il reçoit, et le salaire pour son travail, et des intérêts sur le capital, il n'obtient, dans le second cas (s'il opère avec un capital emprunté), que le salaire seulement. *Le profit est payé pour l'usage du capital, pour les services rendus par les choses, le salaire — pour les services rendus par les hommes.*

Telle est chez Carey la caractéristique de la production, du capital et des revenus. Ses idées fondamentales sur ces sujets, sauf le premier, sont exposées à la fin du 1er volume, en partie comme explication de la terminologie, en partie comme recueil de notes critiques sur les doctrines des économistes antérieurs. De cette façon l'enquête au sujet de la nature du capital et des revenus se présente chez Carey comme quelque chose de supplémentaire. Toute sa doctrine consiste dans la théorie de la valeur et dans les déductions qu'il en a tirées.

CHAPITRE IV

DE LA VALEUR.

La plupart des économistes rattachent à la théorie de la valeur *une série de définitions* au caractère plus ou moins arbitraire, dans lesquelles l'auteur cherche avant tout à établir une terminologie, et à donner des explications sur ce que l'on nomme dans les manuels l'essence ou la nature du sujet. Carey, à l'inverse, s'efforce, dans la partie intitulée *On value* (ce qu'il faudrait

traduire « au sujet de la valeur »), d'expliquer la *formation* de la valeur et les changements qui s'opèrent en elle, en connexion avec le développement des rapports économiques. En quelques pages, il trace de main de maître une esquisse tant soit peu fantastique de l'histoire du progrès économique et de la science entière.

Cette exposition consiste en une série d'hypothèses, rattachées à des faits, hypothèses qui prennent une importance toute particulière dans l'article sur la rente. Ensuite, après avoir posé ses thèses fondamentales, Carey s'efforce de leur conférer l'évidence par une longue série d'investigations historiques et statistiques. La forme dans laquelle, au début, l'auteur revêt sa pensée, peut faire à première vue l'effet d'une fable n'ayant pas d'application directe à la vie réelle. Au fond, c'est une hypothèse, dont beaucoup de savants n'ont pas su se passer en exposant leur théorie ; il est à regretter seulement que, dans ce cas, l'auteur ait donné à son hypothèse la forme d'une observation d'après nature.

Carey commence la théorie de la valeur de la manière suivante : « Un homme adulte, jeté sur une île déserte ou dans un vaste pays d'une fertilité moyenne, se voit en possession d'une quantité illimitée de terre et de fruits; il y en a plus qu'il n'en peut occuper ou consommer; il y en a tout autant que de lumière, d'air et d'eau. Le premier souci de notre colon sera de se procurer de la nourriture. D'abord il apaisera sa faim au moyen de fruits cueillis sur les arbres; mais bientôt il s'apercevra qu'il lui faut quelque chose de plus substantiel et, si du gibier se trouve à proximité, il tâchera de s'emparer de celui qu'il pourra prendre avec le moins d'efforts. S'il peut capturer un lièvre en un jour, et un daim en une semaine, il ne se décidera pour ce qui lui coûtera le plus de peine que poussé par un désir impérieux. Il a le choix entre la récolte des fruits qui n'exige presque aucun travail, et la chasse du lièvre ou du daim qui demande un travail d'un jour ou d'une semaine.

« Le second en importance de ses soucis sera de se construire une demeure où il puisse s'abriter contre la chaleur de l'été et contre

le froid de l'hiver. Dépourvu d'outils pour la construction, il aura à surmonter de sérieux obstacles. Enfin, après avoir constaté combien il est malaisé de se procurer de la nourriture en hiver, il aura soin de faire des provisions pour le temps où il ne pourra pas continuer ses occupations au dehors.

« De cette manière, le colon deviendra possesseur d'un avoir de différents genres et il y attachera une idée de *valeur*, en déterminant celle-ci par le coût de production, la quantité de travail effectué pour se procurer les produits dont il jouit. Il a de la terre en quantité illimitée, et elle ne peut pas avoir de valeur pour lui.

« Supposons, dit Carey, que notre colon, en avançant dans la contrée, rencontre à la distance de quelques milles un autre homme qui se trouve dans la même position, avec cette différence toutefois que le lot du dernier abonde, non pas en pommes et en lièvres, mais en pommes de terre et en dindes sauvages. Il s'établira un troc de produits entre les colons; l'évaluation des objets échangés se fera en proportion du travail employé à la production ou à la prise de possession de chaque objet; car, si l'un des deux exigeait pour son produit plus de travail qu'il ne lui coûte, l'autre pourrait se le procurer directement. C'est ainsi que nous trouvons la *nature*, et la *mesure* de la valeur. Imaginons que notre colon n'ait pas de voisin, mais qu'il possède une famille. Il s'établira ici un système d'échange aussi complet qu'à Cornhill ou à Broadway, avec cette différence seulement que la valeur ne s'exprimera pas par un prix. Le mari s'occupera de la chasse au daim, de la culture du lin; la femme préparera les vêtements, apprêtera la nourriture, etc. Dans des sociétés plus nombreuses, où il n'existe pas de propriété distincte, la valeur des produits du travail s'établit tout aussi bien qu'à Paris ou à Londres. L'abeille ne travaillera pas pour les frelons si ces derniers ne sont pas assez forts pour l'y contraindre. De la sorte, l'idée de l'échange est liée d'une manière indissoluble à l'idée de la valeur, et l'on donne, dans l'échange, travail pour travail. »

Les colons, après avoir commencé des opérations d'échange, remarqueront bientôt qu'une grande partie des travaux est considérablement allégée par l'emploi d'une hache ou de quelque autre instrument tranchant. N'ayant point de fer, ils trouveront peut-être du silex ou une autre pierre dure qui, bien qu'étant un outil grossier, facilitera néanmoins le travail, de manière que la construction d'une maison n'exigera plus que la moitié du temps qu'elle demandait auparavant.

Ils obtiendront ainsi l'aide du *capital,* autrement dit — du produit d'un travail antérieur. Par suite de l'apparition de la hache, il surviendra une modification dans la valeur de tous les objets dans la production desquels cet outil peut être utile. Si une maison qui demandait auparavant le travail d'un an, peut être construite maintenant en six mois, — si l'on peut à présent fendre le bois en une semaine au lieu de deux, la valeur de ces produits tombera à la moitié, tandis que tous les objets sur la production desquels le capital n'a pas eu d'influence conserveront l'ancienne valeur relativement au travail. Ainsi, dès l'apparition du capital, la valeur sera déterminée par les dépenses nécessaires, non pas à la production, mais à la *reproduction* des objets de consommation à un moment donné. Supposons qu'un vaisseau aborde à l'île, et fournisse aux habitants des fusils, des haches et d'autres engins : dans ce cas, la valeur de tous les produits accumulés avant son arrivée subira une baisse. Le travail, à l'aide du capital, deviendra *meilleur en qualité,* et il en faudra *une quantité moindre* pour la production. C'est pour cela que les peuples arriérés en civilisation paient à ceux qui possèdent de grands capitaux une quantité plus grande de travail en échange d'une quantité moindre. L'Indien échange une année de travail contre des vêtements et des provisions qui sont produits par les habitants des Etats-Unis en un mois; le Français donne une année de travail pour des produits qui peuvent être acquis par un Anglais au moyen d'un travail de six mois. Avec la croissance des facilités de production, s'accroît aussi la rémunération du *travail,* aidé par le capital, — la valeur de ce

travail étant exprimée par les produits. Maintenant l'agriculteur, en une journée, gagne beaucoup plus de pain qu'autrefois, et autant de vêtements qu'il en pouvait gagner jadis par toute une semaine de travail. Il y a une cinquantaine d'années, il fallait à un simple ouvrier des Etats-Unis le travail de toute une vie pour acquérir une machine à vapeur; aujourd'hui, c'est l'affaire de quelques années de travail seulement.

Ainsi l'amélioration de la qualité et la diminution de la quantité de travail nécessaire à la production d'un produit quelconque, *diminuent* la valeur de ce dernier exprimée en travail, et *augmentent* la valeur du travail exprimée en produits.

L'abaissement de la valeur des capitaux est aussi suivi de la diminution du prix payé pour leur jouissance. Lorsque la première et unique hache était la propriété d'un seul des habitants de l'île, son possesseur pouvait exiger pour l'usage de cet outil la moitié du bois abattu grâce à son aide. Une hache valait six mois de travail et ne pouvait pas être produite en moins de temps; mais lorsque le vaisseau eut apporté des outils nouveaux et meilleurs, la valeur de ces instruments descendit de six mois à un, deux ou trois jours de travail. L'homme qui, cinquante ans auparavant, était prêt à vendre, pour la jouissance annuelle d'une hache, son travail de six mois, ne consentira désormais plus à ce marché, puisque le travail d'une journée peut le rendre propriétaire de cet outil. De même, le premier colon qui construisit une maison exigera une rémunération moindre pour la jouissance de cette habitation, depuis que, grâce à la hache, une maison peut être achevée au moyen d'une quantité moindre de travail. Au contraire, dans le temps où un travail d'une semaine disposait (c'est-à-dire gagnait) de 7 ½ pence en argent, le propriétaire d'une livre de ce métal pouvait exiger pour la jouissance de cette marchandise une rémunération plus forte qu'il ne le peut aujourd'hui que l'ouvrier acquiert une livre d'argent en deux semaines de travail. Il en résulte que l'amélioration des outils, en stimulant la production, est suivie non seulement de la diminution de

la valeur du capital déjà existant exprimée en travail, mais aussi de la diminution de la part des produits du travail qu'on pouvait exiger en retour du droit de jouissance du capital.

Au fur et à mesure de la multiplication des familles de nos colons et de l'extension de leurs établissements, le nombre des transactions d'échange augmentera. Il sera difficile dorénavant d'effectuer les transactions sans l'aide d'une *mesure* générale servant de terme de comparaison et de moyen d'échange. La valeur des produits exprimée en cet objet qui sert de mesure est appelée — *le prix*. A cet effet on peut se servir : du blé, du tabac (comme ce fut le cas en Virginie), des coquilles (dans les Maldives), de l'or et de l'argent. Ces marchandises, comme toutes les autres, sont sujettes à des variations dans leur valeur, selon le plus ou moins de travail nécessaire à leur acquisition. En temps de moisson abondante, le même travail assurera (gagnera) une plus grande quantité de blé, et les prix exprimés par celui-ci s'élèveront. Par contre, lorsque la récolte sera insuffisante, les prix des produits exprimés par le blé baisseront. On peut en dire autant de l'or et de l'argent ; si les dépenses pour leur acquisition baissent, les prix de la monnaie tombent.

D'autres causes encore agissent sur la hausse et la baisse des prix. La diminution de la demande d'une certaine marchandise abaisse sa valeur, et par conséquent élève les prix des produits exprimés par cette marchandise. Ce phénomène apparaîtra dans le cas de l'emploi, en qualité d'instrument d'échange, du tabac ou des coquilles, s'il arrive que la demande de ces marchandises diminue. La multiplication du papier-monnaie (paper money) remplaçant le numéraire, est suivie d'une hausse équivalente des prix des produits du travail. Après la surabondance du papier-monnaie survient ordinairement une limitation de l'émission des billets de banque, lettres de change, etc., et conséquemment une baisse des prix. Un semblable phénomène aurait lieu dans le cas où le coton remplacerait en grande partie la laine ; la valeur de cette dernière baisserait et se maintiendrait à un taux inférieur

jusqu'à ce qu'un nouveau mode d'emploi provoquât une demande nouvelle, égale à celle qui existait auparavant. En un mot, il n'y a pas de produit coûtant toujours les mêmes dépenses et pouvant par cela même être admis dans l'échange comme unité de valeur constante.

Carey termine ses investigations sur la valeur par la solution de la question suivante : Qu'est-ce qui constitue la cause de la valeur ? Une maison, un daim, des fruits, nous procurent des profits et des commodités tout comme l'air et la lumière qui n'ont pas de valeur. Ces derniers nous sont indispensables ; mais comme ils se trouvent en quantité illimitée, nous n'y attachons l'idée de valeur que dans le cas où il faut employer du travail pour pouvoir en profiter dans un lieu donné ou sous la forme la plus commode. Si nous avons une chambre insuffisamment éclairée, nous y pratiquons une fenêtre afin de recevoir plus de jour. Quand le soleil se couche, nous allumons des bougies, des lampes, des becs de gaz. Si nous désirons avoir plus de chaleur, nous construisons des maisons pourvues de poëles, etc. La lumière et la chaleur ainsi acquises, obtiennent une valeur par le travail employé à leur appropriation ou à leur production, tout comme le poisson pris par un pêcheur ou l'oiseau abattu par un chasseur. Ainsi, pour avoir de la valeur, un objet doit être utile ; mais cette propriété, bien que formant un attribut nécessaire de la valeur, ne peut cependant pas être appelée sa cause : il n'est en effet rien de plus utile que l'air, et pourtant celui-ci n'acquiert de valeur que lorsqu'il faut employer du travail pour en jouir. Il en résulte que le *travail constitue la cause unique de la valeur*.

A la fin de ce chapitre, Carey tire 12 déductions qu'on peut résumer comme suit :

I. La cause de la valeur attribuée aux produits consiste dans la nécessité de les échanger contre du travail.

II. — La valeur d'un produit est évaluée par celle d'un autre, par conséquent la valeur est, par sa nature même, une idée d'échange.

III.-VI. — Le producteur désirant diminuer la quantité de travail nécessaire à leur production, emploie une partie de son travail à la préparation des instruments, qui constituent un capital. Ce capital améliore la qualité et diminue la quantité du travail nécessaire à la production d'une utilité quelconque (value of use).

VII. VIII. — La valeur des produits se mesure par la qualité et la quantité de travail nécessaire à leur production. La valeur ne peut dépasser le travail nécessaire à la reproduction des produits.

IX. X. — Chaque progrès dans les moyens de production d'une utilité quelconque tend à abaisser la valeur des produits existants, exprimée en travail; par conséquent ces progrès abaissent aussi la valeur du capital.

XI. — Avec l'abaissement de la valeur du capital, exprimée en travail, s'abaisse aussi la part des produits du travail payée pour la jouissance du capital.

XII. — La valeur du travail tend toujours à s'accroître, comparativement au capital, et la part de l'ouvrier dans la totalité de la production augmente graduellement.

Il est évident que nous n'avons pas ici à exposer la théorie de la valeur dans tout son ensemble ; nous devons seulement éclairer les côtés faibles de la théorie de Carey.

En considérant le travail comme cause unique de la valeur et comme la norme pour la définition du salaire de l'ouvrier à toutes les époques du développement de la société, Carey entre dans une nouvelle voie. Le même principe avait été adopté par Smith, mais avec des restrictions qui infirmaient la portée de la règle générale. Le travail avait été envisagé par Smith comme la cause et la mesure de la valeur, et ce qui est produit par le travail, d'après Smith, était la rémunération de l'ouvrier; cependant cela n'était ainsi qu'aussi longtemps que la propriété foncière n'était

pas encore constituée, et que les capitaux n'étaient pas encore accumulés. Cette phase passée, le travail ne sera plus, d'après Smith, que la cause de la valeur, son représentant abstrait, tandis que la rémunération du travail supportera dorénavant une retenue au profit du propriétaire foncier et du capitaliste, — ce qui est une nécessité naturelle. Malgré sa logique rigoureuse, Ricardo arrive à des conclusions semblables. Selon lui, la valeur se constitue par le travail direct ou accumulé sous forme de capital ; mais en même temps Ricardo reconnait la dépendance où est la valeur de la *rareté* des matériaux et des forces de la nature, dépendance qui crée infailliblement des monopoles. Chez Say, parmi des explications contradictoires, on rencontre l'idée que le travail ajoute aux produits de la nature autant de valeur que ce même travail donne d'utilité à la matière. — Cette idée est peu claire et sans liaison avec le contenu général des écrits de cet auteur. En un mot, tous les représentants de l'école de Smith en Angleterre, en France et en Allemagne, supposent que la valeur renferme en soi deux éléments : premièrement un élément créé par le travail, secondement un autre élément qui est le résultat d'un monopole (ce mot entendu au figuré, dans le sens de jouissance exclusive), créé non par la loi juridique, mais par la nature des choses. Carey repousse l'idée du monopole, non seulement comme principe de la valeur, mais aussi comme élément naturel ; il le classe parmi les perturbations de l'ordre harmonique.

Le principe de la valeur en effet réside principalement dans le travail ; mais il faudrait démontrer dans quelles conditions les produits et les services sont équivalents entre eux, ou plutôt proportionnels au travail. Ainsi, dans certaines formes de la vie civile, les rapports juridiques créent un système de privilèges qui attribuent aux produits et aux services une valeur qui n'est pas proportionnelle au travail effectué pour eux. Ensuite, dans les premiers stades de l'éducation scientifique et de la propagation des connaissances techniques, certaines catégories de produits et de travaux, grâce à un tarif douanier prohibitif, acquièrent une

valeur démesurément élevée, tandis que d'autres n'en ont qu'une extrêmement basse (surtout les produits du travail manuel simple et l'ouvrage exécuté par ce travail). Outre cela, quand la science et la technique sont arriérées, on a souvent affaire à la rareté des matériaux et des forces de la nature, — rareté qui disparaît lorsque les hommes apprennent à remplacer certains matériaux par d'autres, lorsque pour le chauffage, outre le bois, on commence à utiliser le charbon de terre, le naphte, le gaz, etc., ou bien lorsque commence l'emploi comme moteurs de la vapeur et de l'électricité, en sus du vent et des chutes d'eau utilisées jusque là.

C'est pourquoi, dans de certaines conditions, la rareté a une grande influence sur l'élévation de la valeur, tandis que dans d'autres, cette influence disparaît en même temps que la rareté elle-même. Enfin tout l'ordre de la vie économique, qu'il soit fondé principalement sur la base individualiste ou sur la base sociale (confréries, associations, travail collectif de la commune ou de l'Etat), ou bien encore sur quelque combinaison de l'une et de l'autre, exerce une puissante influence sur la production ainsi que sur la valeur de tels ou tels autres objets destinés à la satisfaction de nos besoins; car cet ordre économique crée des conditions spéciales pour l'offre et la demande, de même que pour la concurrence dans l'un et dans l'autre de ces phénomènes.

Ainsi la valeur des produits et du travail est considérablement influencée par les facteurs suivants : 1° l'esclavage, le servage, les droits exclusifs sur la possession de la terre, sur l'exercice de métiers, d'industries, sur certains genres de services, sur l'instruction gratuite, sur l'exemption des impôts et des charges, etc.; 2° les progrès de l'instruction publique et de la technique qui, pour chaque producteur, rendent plus abondants et plus accessibles les matériaux et les forces de la nature; 3° une large liberté donnée à l'activité privée, s'exerçant sous la forme d'unions d'individus, d'unions personnelles, territoriales, tant locales que politiques.

Tous ces facteurs agissent d'une manière puissante sur l'extension de l'offre et de la demande, sur la concurrence dans l'une et l'autre, sur la pondération des forces en conflit, sur la plus ou moins grande corrélation entre le travail accompli et la valeur exprimée en produits. L'étude de ces conditions n'est pas encore suffisamment avancée, car jusqu'à présent il a été fait trop peu d'observations, et les investigations historico-statistiques sont encore trop incomplètes pour permettre d'arriver à des conclusions parfaitement certaines.

Chez Carey, plusieurs des conditions sus-mentionnées sont envisagées comme des causes de perturbations. Parfois il ne tient aucun compte de leur influence comme causes déterminantes de la création et de la formation de la valeur. Dans le premier tome seulement des *Principes de l'économie politique,* il a donné à entendre que la valeur n'égale pas toujours la quantité de travail employé à la reproduction d'un objet donné, notamment dans le chapitre « De l'influence de l'extension de la culture sur le profit du capitaliste, » où Carey remarque très justement que les perfectionnements mécaniques n'élèvent le profit du capitaliste (mais non pas les intérêts qu'il reçoit), et surtout celui de l'ouvrier, que dans le cas où les *améliorations tombent dans le domaine commun, et où l'inventeur ne jouit pas exclusivement de sa découverte,* comme d'un droit qui lui est garanti par la loi.

L'auteur fonde sa théorie de la valeur sur l'hypothèse d'un mode d'apparition des sociétés humaines peu conforme aux données de l'histoire. La Robinsonade de Carey — comme on a nommé ironiquement son hypothèse, — rappelle sous une forme un peu défigurée quelques traits de l'occupation première des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, alors que les principes d'individualisme et d'intérêt privé troublaient peu l'harmonie des rapports sociaux. Dans ce temps, la prépondérance des tendances personnelles des uns sur les tendances des autres n'avait pas encore eu l'occasion de se manifester; il y avait un vaste champ ouvert à toutes les sortes d'activités, et la culture intellec-

tuelle relativement élevée des émigrants assurait aux intérêts privés la possibilité d'atteindre un haut degré de prospérité et de bien-être. Dans la seconde moitié du XIXme siècle, ce tableau a rapidement changé, et l'œuvre postérieure de Carey, les *Principes de la science sociale,* en est une preuve manifeste, bien que certains traits fondamentaux de sa théorie antérieure (notamment la recherche de l'harmonie des intérêts) aient été maintenus aussi dans cet ouvrage.

CHAPITRE V

THÉORIE DE LA RENTE, OU DU REVENU NET DE LA TERRE.

Les questions qui se rapportent à la rente ou au revenu net de la terre ont été mises en avant pendant la seconde moitié du XIXme siècle, dans l'Europe occidentale par le socialisme, et en Russie par suite de l'émancipation des paysans. La théorie de la rente fournit une clef pour l'explication de l'origine et de l'essence de la propriété foncière, pour la compréhension de la nature des revenus qu'elle procure, par conséquent pour la conception exacte des rapports juridiques qui naissent de la propriété. Cette théorie révèle le mal fondé du socialisme, elle marque le sens de la grande réforme [1] accomplie en Russie, et elle indique enfin la marche du développement économique naturel. A ce dernier égard, la théorie de la rente, exposée par Carey, donne droit à son auteur au titre de représentant de la doctrine du per-

[1] Loi du 19 février 1861. L'émancipation des serfs avec dotation de terre, rachetée par eux aux seigneurs à l'aide d'une opération financière de l'Etat. (Trad.)

fectionnement et du développement, si opposée à la théorie de l'école économique anglaise. Carey démontre que, avec l'accumulation du capital, l'accroissement de la population et l'extension de la culture des terres, augmente aussi la productivité du travail, et par conséquent la part de l'ouvrier. Smith, Ricardo, Storch, J. St. Mill et plusieurs autres trouvaient au contraire que, les mêmes conditions étant données, le salaire se rapproche inévitablement de la limite déterminée par la somme de tout ce qui est strictement indispensable à la subsistance de l'homme. Leur théorie se présente comme la doctrine de l'accroissement progressif de la misère du peuple, et elle frappe par une vue désolante de l'avenir.

Pour bien comprendre les idées de Carey et la différence entre sa théorie de la rente et celle des économistes anglais, il faut exposer, ne fût-ce que sommairement, la fameuse doctrine de Ricardo sur les revenus. En voici les bases fondamentales :

Lorsque les hommes occupent une contrée qui abonde en sol fertile, et que, pour satisfaire aux besoins de la population, il suffit de cultiver une petite étendue de terre de même fertilité, la terre ne donne point de rente, c'est-à-dire qu'on ne paiera rien pour son usage, de même qu'on ne paie rien pour l'air, l'eau, etc. Si le propriétaire exigeait une rente, chacun pourrait occuper lui-même un nouveau lot de terre et en jouir gratuitement. Mais lorsque toute la terre fertile aura passé à la propriété privée et que la population se sera accrue de manière que la demande de blé ne puisse plus être satisfaite par la culture des terres de première qualité, alors il faudra cultiver un sol moins bon qui demandera plus de travail, pour obtenir une certaine quantité de blé. Les cours du blé hausseront, et dans ce cas les propriétaires des meilleures terres, n° 1, produisant à moindres frais et vendant le blé à un prix élevé, obtiendront un revenu net (la rente). Les propriétaires de lots n° 2, c'est-à-dire de qualité inférieure, n'auront pas de rente, tant que toutes les terres de cette catégorie ne feront pas partie de la propriété privée et que la nécessité

n'obligera pas à cultiver des terres d'une qualité plus mauvaise encore, n° 3, et ainsi de suite. Au lieu de recourir à la culture du sol moins fertile, on peut employer un capital double ou triple à la culture des terrains de premier ordre, n° 1. Chaque portion suivante du capital donnera une quantité de produits moindre, en sorte que les portions qui tiennent le premier rang donneront un revenu net, ou une rente.

Cette particularité de la terre (c'est-à-dire la capacité de donner une rente), capacité, dit Ricardo, que ne possèdent pas les autres facteurs naturels, dont on ne peut prendre possession, fut considérée, par une contradiction bizarre, comme un avantage qui lui est propre : mais s'il en était de même des autres forces naturelles, l'homme, avec le temps, serait obligé de travailler davantage, tandis que la nature travaillerait moins. Si cette particularité de la terre était reconnue avantageuse, il faudrait souhaiter une diminution de revenu des machines nouvellement construites, afin que les anciennes rapportassent une rente.

L'accroissement de la rente est un résultat de l'accroissement de la richesse nationale et de la difficulté d'obtenir les moyens de subsistance nécessaires à la population croissante. C'est un symptôme, mais non la cause de la richesse.

De cette théorie du revenu foncier, Ricardo déduit la loi de la variation des profits du capital et du salaire.

D'après lui, tout le fruit de la production est partagé entre le propriétaire foncier, le capitaliste et l'ouvrier. Si la part du propriétaire foncier croît sans cesse, il est évident que celles du capitaliste et de l'ouvrier, prises ensemble, devront diminuer, et qu'il s'établira entre elles un rapport d'opposition, c'est-à-dire que tout ce qui contribuera à l'augmentation du salaire, diminuera le profit du capitaliste, et vice-versa.

Lorsqu'apparaîtra la nécessité d'employer une plus grande quantité de travail pour cultiver des terres moins bonnes, il est clair que la demande de travail augmentera, et que le salaire haussera ; mais cette hausse ne sera que nominale, parce que le tra-

vail deviendra moins productif; autrement dit, le prix des moyens de subsistance haussera. Ainsi le salaire augmentera parce qu'on aura besoin d'une quantité plus grande de bras et de travail, mais la situation de la classe ouvrière n'en deviendra pas meilleure ; en revanche le profit du capital baissera, parce que, sur la masse générale des produits, il faudra prélever une part toujours croissante pour la rémunération du travail. Il s'ensuit que dans les sociétés qui nous paraissent progresser sans cesse (si toutefois on peut qualifier cela de progrès), la rente devient toujours plus considérable, les dépenses pour le salaire croissent, les intérêts des capitaux baissent. Cependant Ricardo admet une exception qui aurait modifié l'ordre de choses ainsi exposé, si toutefois l'auteur avait attribué à cette exception plus d'importance. Ricardo dit que la richesse s'accroît souvent très vite, en un temps où la rente non seulement ne croît pas, mais au contraire tombe. Un phénomène pareil a lieu après des améliorations considérables dans l'agriculture, qui permettent d'obtenir d'une plus petite étendue de terre, et avec moins de travail, une quantité plus grande de produits, et qui par conséquent affranchissent la population de la nécessité de recourir à la culture des sols médiocres.

La théorie de la rente de Carey est le contre-pied de celle de Ricardo.

Pour expliquer les changements qui ont lieu dans les revenus et dans la valeur des terres, Carey passe en revue trois hypothèses :

1° La culture de terres d'une égale fertilité avec absence de débouchés ; par cette dernière condition il exclut l'action de la distance du marché sur les revenus et sur la valeur des terres ;

2° La culture de terres d'une égale fertilité et qui se trouvent à des distances différentes du marché ;

3° La culture de terres d'une fertilité inégale et qui se trouvent à des distances différentes du marché.

Dans ces trois cas, Carey tâche de démontrer que, à chaque époque ultérieure, à mesure que le capital s'accumule et qu'on

emploie des instruments meilleurs et des méthodes de culture plus rationnelles : 1° tous les revenus, et particulièrement le salaire, augmentent ; 2° la valeur des lots de terre cultivés, exprimée en produits — hausse, mais, exprimée en travail — baisse, ou pour parler plus exactement, les anciens lots de terre, cultivés antérieurement, ne valent plus le travail qui y a été dépensé.

Carey dit au sujet de la première de ces hypothèses :

Supposons qu'un petit nombre de familles se soient fixées sur une vaste étendue de terres d'une même fertilité et que chacune d'elles produise tout ce qui est nécessaire pour sa consommation sans entrer en relations d'échange avec ses voisins. N'ayant point d'instruments aratoires, ces familles cultiveront à peine autant de terres qu'il leur en faut pour se procurer la nourriture nécessaire. Malgré cela, supposons qu'après trois ans révolus chacune d'elles parvienne à cultiver une quantité de terres suffisante pour en recueillir 200 mesures de blé.

A une époque postérieure les plus jeunes membres de la famille voudront fonder des ménages séparés. Les nouvelles fermes exigeront, faute d'instruments, autant de travail qu'auparavant pour défricher et cultiver la terre ; mais, au moyen de bèches, les fermiers de la seconde époque feront probablement en 27 mois ce que leurs pères ont accompli en trois ans, ou 36 mois, c'est-à-dire qu'ils rendront propre à la culture un lot de terre donnant 200 mesures. Quand arrivera la troisième époque, lorsque le capital s'accroîtra de nouveau et qu'apparaîtra la charrue [1], les nouveaux colons, en employant cet instrument, trouveront moyen d'établir en 20 mois une ferme qui donnera 200 mesures de blé. Ainsi le travail, secondé par des instruments perfectionnés, s'améliorera constamment en qualité, les fermes commenceront à apparaître plus rapidement qu'avant, et il se produira ici le même phénomène que celui qui a été exposé à propos de l'intro-

[1] Les expressions « la bèche, la charrue » ne doivent pas être prises à la lettre, mais dans le sens d'un passage d'instruments simples à de plus compliqués.

duction des haches. Le travail et le capital deviendront plus productifs, la somme générale des revenus augmentera, le travail obtiendra une quantité plus considérable de produits, parce que le fermier travailleur ne consentira plus à donner pour l'usage de la terre la somme que le propriétaire de la terre pouvait exiger de lui antérieurement, alors que la machine produisant le blé, c'est-à-dire le défrichement et l'appropriation à la culture d'un lot de terre, exigeait un travail de 27 ou même de 36 mois au lieu de 20. Autrement dit : la rente, comme intérêt de la somme générale des produits, baissera, quand bien même la quantité de blé récoltée par le propriétaire sera plus grande ; ainsi par exemple, en recevant un quart sur 200 mesures ou 25 %, il aura 50 mesures, et en obtenant sur 300 mesures un cinquième ou 20 %, il aura 60 mesures.

La valeur des lots cultivés subira avec le temps des fluctuations comme toutes les autres valeurs. La valeur des fermes anciennes, exprimée en travail, baissera jusqu'à la limite déterminée par la quantité de travail nécessaire à la reproduction de l'instrument qui donne une certaine quantité de blé. La valeur des fermes anciennes, exprimée en produits, s'accroîtra, parce que, avec l'augmentation des capitaux, on pourra récolter sur ces mêmes lots du blé en plus grande quantité. Enfin la valeur des anciennes fermes, établie d'après la somme du revenu annuel du propriétaire pour plusieurs années, haussera, parce que la rente, en tant que part de la masse générale des produits, deviendra moindre.

En considérant la deuxième hypothèse, c'est-à-dire l'action de la distance qui sépare les lots du débouché des produits, tant sur les revenus que sur la valeur des terres d'une moindre fertilité, Carey pense qu'à mesure que la culture se répandra sur des terres plus éloignées des débouchés, l'accumulation des capitaux et le perfectionnement des méthodes de culture permettront d'obtenir davantage des fermes éloignées, grâce à l'augmentation de la productivité du travail et du capital. Sans doute les lots qui se trou-

vent dans la zone la plus rapprochée du débouché exigeront moins de frais pour le transport du blé ; mais le revenu qui en résultera, et qui dépend, suivant l'expression usuelle, des avantages de la situation, n'est pas autre chose que la conséquence de l'emploi des capitaux pour la construction d'entrepôts, de voies de communication, etc.

Les fermiers attachent autant d'importance à ces faits qu'à la présence ou à l'absence dans une ferme de toutes les constructions nécessaires pour l'exploitation, de dépendances, de séchoirs, de granges, etc. Nous sommes ici en présence d'un phénomène identique à celui du passage aux instruments perfectionnés, de la hache de pierre à celle de fer ou d'acier. Chacun préférera payer cher pour cette dernière plutôt que d'avoir la première gratis. L'amélioration du travail au moyen d'instruments perfectionnés abaisse la valeur du capital accumulé, exprimé en travail. De cette façon, les déductions faites dans le premier cas au sujet des fluctuations des revenus et de la valeur des lots de terre, conservent leur force également pour le second cas.

Enfin, envisageant la troisième hypothèse, — celle de la culture de terres de qualité différente et à des distances diverses du débouché, — Carey dit : Quand la culture se répandra sur toutes les terres d'une fertilité supérieure dans la zone la plus proche, on pourra obtenir sur les meilleures terres d'une zone plus éloignée, au moyen d'instruments perfectionnés et avec le même travail, une quantité de produits plus considérable ; mais il y aura lieu de déduire les frais de transport. A cause de cela il sera peut-être indifférent de cultiver les terres moins bonnes dans la zone la plus proche, où les meilleures dans une zone plus éloignée. Si les premières peuvent donner sur le marché un rendement plus fort que les secondes, la culture des sols médiocres sera plus profitable. La question n'est pas de savoir combien de produits on peut obtenir, mais quelle est la valeur qu'on peut retirer d'une quantité donnée de travail.

La proximité du marché compense pour les mauvais lots l'infé-

riorité du sol. A mesure que la culture se répandra sur des terres éloignées d'une espèce meilleure, on cultivera les mauvaises terres rapprochées. Ce qui sera fait pour les premières par les voies de communication et les instruments perfectionnés, sera fait aussi pour les secondes par de meilleurs instruments et une méthode perfectionnée de culture. Le propriétaire obtiendra plus de produits en comparaison de ce qu'il obtenait autrefois des terres de première qualité. Les fermes seront organisées avec moins de travail ; la valeur de celles antérieurement établies tombera au-dessous de la valeur du travail qui y avait été dépensé. La part du propriétaire diminuera, la part des produits allant au fermier augmentera. Ici, c'est-à-dire pour des terres de fertilité différente, on obtiendra les mêmes résultats que ceux qui se sont manifestés dans la culture des terres de même qualité, à des distances différentes du marché. Avec l'amélioration du travail et l'accroissement du capital, il faudra passer aux terres les moins bonnes sous le rapport de leurs qualités naturelles ; mais la rémunération du travail augmentera avec l'amélioration des méthodes de production. Du reste, remarque Carey, « la culture ne débute pas toujours par les meilleures terres : on cultive souvent d'abord celles qui sont moins bonnes, mais plus légères ; » tel fut le cas aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Cette idée, émise en passant dans l'ouvrage que nous analysons, fut élevée à la hauteur d'une théorie dans l'ouvrage postérieur de Carey *The past, the present and the future*.

On sait, dit Carey, que les émigrants préféraient aux riches terres plates de l'ouest recouvertes de forêts, des terres d'une qualité inférieure mais qui ne demandaient pas de défrichements. Une fois que des routes furent construites et que des capitaux considérables eurent été dépensés, les terrains boisés commencèrent à acquérir une valeur proportionnelle à la quantité de travail employé au défrichement. Au commencement on abattait les arbres, on les brûlait et on cultivait la terre entre les chicots restés dans le sol. Puis l'établissement de routes permit de vendre

le bois comme combustible à la ville voisine, et l'on put ainsi rentrer dans les frais de défrichement. Enfin, avec de nouvelles dépenses de capitaux, lorsque les chemins furent prolongés et que l'on créa des scieries, le bois put être employé à la construction des maisons. En poussant les voies de communication plus avant encore, on put cultiver des terrains plus éloignés, et la valeur des terres plus rapprochées commença à monter par suite de la mise de fonds toujours croissante. Cependant cette valeur n'atteignit jamais la somme des dépenses faites. Pendant ce temps, de vastes espaces contenant le kaolin, le granit, le fer et le charbon de terre, n'avaient probablement aucune valeur. Des années, des siècles s'écoulèrent pendant lesquels des capitaux furent dépensés en voies de communication, en manufactures; le fer et le charbon commencèrent alors à être utilisés, et les terres considérées jadis comme mauvaises se mirent à rapporter des revenus beaucoup plus grands que celles de première et de seconde qualité. Au début, la valeur de pareilles terres fut basse, mais ensuite elle aussi s'éleva à des centaines de dollars ou de livres sterling.

La croissance de la valeur des terrains commence par les emplacements les plus proches de la ville, où les dépenses de capitaux sont plus considérables. Les mines de charbon plus éloignées se trouvent dans les mêmes conditions que les couches de charbon plus profondes dans une contrée où on s'occupe de l'extraction de ce combustible minéral. La croissance du capital en machines à vapeur donne de la valeur aux secondes, soit aux plus proches et plus profondes; les chemins de fer en donnent aux premières, soit aux mines de charbon plus éloignées.

On dit que la rente est payée pour le droit d'extraction; mais dans l'exploitation des mines les choses se passent comme dans l'industrie agricole : l'accroissement des dépenses et l'amélioration des instruments produisent dans l'industrie minière le même phénomène qu'en agriculture, où, toutes choses égales d'ailleurs, le sol (exploité avec l'aide du capital) donne des récoltes de plus en plus grandes. De même que dans l'exploitation agricole l'in-

terruption des amendements, des dépenses pour engrais, etc., amène la destruction des forces productrices de la terre, la baisse de sa valeur et de la rente qu'elle rapporte, de même, dans l'industrie du charbon de terre, l'arrêt dans les dépenses de construction de galeries pour l'exploitation des couches plus profondes entraîne après lui la diminution de l'extraction de la houille, de la valeur des mines et de la rente. De même aussi la force latente d'une chute d'eau est sans valeur tant qu'on n'aura pas fait les dépenses nécessaires pour l'établissement de routes, de manufactures, etc.

Les constructions du premier entrepôt dans un centre d'échange coûtent cher à cause du prix élevé des matériaux, c'est-à-dire des frais pour leur fourniture, pour la cuite des briques, pour le travail du bois au moyen d'outils imparfaits, etc. La construction d'un second entrepôt coûtera déjà moins cher parce que les transports exigeront moins de travail. En même temps la valeur du premier entrepôt baissera, et il ne vaudra plus le travail qui y a été dépensé.

La même loi régit la valeur des maisons et des emplacements dans les villes.

La valeur de la propriété urbaine se trouve dans une forte dépendance de la mise de fonds effectuée en d'autres endroits, et par l'effet de laquelle la ville perd ce que l'on nomme les avantages de la situation. Si, après avoir construit un premier entrepôt, un industriel actif et riche en capital en établit un autre à une certaine distance, il peut attirer le commerce au nouvel entrepôt. Les terres voisines de Tyr, de Rome, de Venise, et autres, jouissaient jadis des avantages d'une situation qui maintenant est échue en partage à Londres, à Liverpool, à New-York, à Philadelphie, à cause des grandes mises de fonds qui y ont été faites. Autrefois Grenade et les capitaux de ses commerçants vivifiaient tout le royaume et donnaient de la valeur aux terres. Aujourd'hui Grenade est déserte, le commerce a disparu, et, en même temps, la valeur des terres est tombée.

Burns nous a dépeint les changements survenus dans la situation de l'Inde pendant un siècle. Tatta, cette ville si peuplée au commencement du siècle passé, sous le règne de Nadir-Schah, est entourée maintenant de terres abandonnées, dont une petite partie seulement est labourée ; d'immenses étendues de terres extrêmement fertiles restent incultes. La ville de Balk, décrite par le même voyageur, est un autre exemple frappant : on y trouve des vestiges d'améliorations gigantesques, qui donnaient de la valeur à la terre, aujourd'hui entièrement délaissée et sans valeur. En cherchant un peu nous pourrions citer une foule d'exemples du même genre, comme Bagdad, Palmyre, Alexandrie. Les forces de la nature restent les mêmes, mais leur valeur est nulle.

On dit que les bords des rivières présentent des avantages naturels d'où découle une rente. Voyons, dit Carey, dans quelle mesure cette affirmation est exacte. Tant qu'une population disséminée satisfait elle-même à ses besoins, une rivière, comme moyen de communication, ne lui procure aucun avantage. Telle est la signification de l'Indus pour les habitants du Pendjab. C'est quand les habitants, n'ayant pas encore un centre commun, commencent à trafiquer entre eux, que la rivière leur devient utile. Au bout d'un certain temps, on discerne l'avantage d'avoir un centre commun pour les échanges.

Après avoir employé un capital à la formation de ce centre, la population commence à en retirer des avantages, et celle qui se trouve sur le parcours de la rivière en profite plus que celle qui en est plus ou moins éloignée. On attribue généralement le profit ainsi obtenu aux avantages de la situation, tandis qu'il n'est que le résultat de l'accumulation et de l'emploi productif des capitaux. Pour exprimer plus clairement l'instabilité des avantages d'une situation purement géographique, Carey remarque qu'il fut un temps où le propriétaire de terres sur le parcours de l'Ohio expédiait ses marchandises à Philadelphie et à Baltimore, bien que la voie naturelle du Mississipi le mît en communication directe avec la Nouvelle-Orléans. A une époque plus récente, l'in-

vention des bateaux à vapeur et les dépenses de capitaux faites à la Nouvelle-Orléans le forcèrent à préférer le débouché de cette ville. Enfin la construction de canaux et de chemins de fer rendit de nouveau plus avantageux le transport des marchandises à Philadelphie, et le propriétaire foncier fut ainsi amené à dédaigner la voie offerte par la nature.

Les prétendus avantages naturels fournis par la fertilité des terres dépendent aussi de l'emploi du travail et du capital : la terre végétale (humus) peut céder la priorité aux masses de granit, et celles-ci à leur tour aux mines de charbon de terre, qui ont attiré les capitaux. Dans l'Angleterre méridionale, le travail dépensé donnait une très grande valeur aux emplacements des villes, mais ceux-ci furent convertis en terres de labour dès que le fer et le charbon de terre eurent concentré les forces productrices dans le Nord. Sur les bords de la Rivière-Rouge, de magnifiques terres restèrent sans valeur jusqu'à ce que le lit de ce fleuve fût rendu navigable. L'avantage de la situation dépend de la proximité du capital, qu'il soit apporté dans la contrée ou que la contrée soit mise en communication avec lui à l'aide d'un chemin de fer ou d'un canal. Dans le voisinage de Londres, les terres de sixième qualité rétribuent mieux le travail de l'ouvrier que les terres de premier ordre sur le parcours de l'Illinois. L'homme qui s'approprie des terres lointaines dépense du travail et doit en échange retirer quelque avantage, de même qu'un chasseur ou un pêcheur de baleines. Les émigrants qui suivirent William Penn ont dépensé une certaine quantité de temps et d'argent pour lesquels il leur était dû une récompense, de même que pour un travail exécuté. Si la terre avait une valeur indépendante du travail consacré à son appropriation et à l'amélioration du sol, Penn aurait pu la vendre avec un grand bénéfice, tandis qu'il était prêt à s'en défaire avec une perte considérable.

Le vendeur d'huiles évalue, non les qualités naturelles de la marchandise, mais le travail employé à l'exploitation. Il en est de même de la terre : celui qui paie une rente paie au fond les inté-

rêts sur le travail exécuté en vue d'obtenir la proximité du lot cultivé.

Si ce qui a été dit est juste, la propriété foncière est régie par les mêmes lois que les produits accumulés du travail, qui consistent en haches, charrues et autres instruments. Or, s'il en est ainsi, la situation de l'agriculteur *s'améliore* avec la croissance du capital et l'extension de la culture, et la *facilité* à acquérir des lots de terre et d'autres genres de capitaux *grandit avec l'accroissement de la quantité de produits obtenus*. En même temps la valeur du capital déjà existant exprimé en travail, diminue, et, avec elle, la part des produits exigés comme rente ou intérêt. Si, au contraire, la valeur de la terre provient de sa quantité limitée, ce qui, lorsque la population augmente, oblige à employer plus de travail et de capital pour l'acquisition d'une certaine quantité de produits, dans ce cas l'extension de la culture a pour conséquences la décadence du bien-être de l'agriculteur, la diminution de la quantité de produits obtenus pour le prêt du capital, l'accroissement de la valeur des terres, qui devance les dépenses du travail accompli pour elles, et enfin l'augmentation de la rente ou prix payé pour en jouir. Dans le premier cas (valeur de la terre — capital accumulé) l'extension de la culture de la terre entraîne l'accroissement continuel, et dans le second (valeur de la terre — quantité limitée), l'abaissement continuel de la rémunération du travail. Carey est amené à cette conclusion par les déductions qu'il tire, non seulement des trois hypothèses posées par lui, mais aussi de toute la série des faits mentionnés plus haut.

Il ne reste plus qu'à comparer les deux théories et à analyser leurs points de contact avec le socialisme et la question des paysans[1].

[1] L'abolition du servage en Europe ainsi que l'organisation économique des paysans en Russie ; les principes qui ont amené le gouvernement russe à doter de terres, contre paiement à longue échéance, toutes les classes rurales de l'empire, serfs et autres. (Trad.)

L'école économique anglaise, ainsi qu'on a pu s'en rendre compte par le bref exposé de la théorie de la rente de Ricardo, considère la propriété foncière comme un monopole et le revenu foncier comme le payement prélevé pour un don de la nature, dont l'homme a pris possession. En représentant un tel ordre de choses comme une nécessité naturelle (Malthus insista particulièrement sur ce point), les économistes ne pouvaient pas ne pas y voir un mal inévitable, mais pourtant un mal; aussi cherchèrent-ils les moyens d'en atténuer les effets. James Mill, — le père de l'illustre économiste John Stuart Mill, — en convenant que la rente, avec le caractère qui lui est attribué par la théorie de Ricardo, ne pouvait se légitimer devant la conscience, aurait voulu affaiblir l'influence pernicieuse du monopole par des ordonnances fiscales et conseillait dans ce but de frapper le revenu foncier net de lourds impôts.

En se plaçant au point de vue de l'école anglaise, les socialistes pouvaient dire : ou bien la rente est un don de la nature, et dans ce cas les propriétaires n'ont pas de droit exclusif au revenu foncier, ou bien la rente constitue le produit du travail et doit alors appartenir à l'agriculteur. Il fallait donc éclaircir le fait que la propriété foncière est un capital accumulé, afin de sortir de ce dilemme fatal. Mais les adeptes de Ricardo ne trouvèrent pas cette issue. J. S. Mill, Dowe et quelques autres écrivains anglais contemporains on fait au socialisme des concessions plus ou moins considérables. On doit pourtant remarquer que Ricardo ne leur en a pas donné le droit *absolu*. En admettant la possibilité de l'accroissement de la richesse et de la population avec la baisse de la rente, le pénétrant économiste indiqua une circonstance qui, plus amplement développée, minait tout son système. Qu'arrivera-t-il si les améliorations, en agriculture, marchent plus vite que l'accroissement de la population, et si l'on peut réellement, dans chaque période ultérieure, acquérir avec la même quantité de travail une plus grande quantité de blé? Qu'arrivera-t-il si l'on ne peut pas indiquer une époque où il y eut trop peu de terre pour

l'alimentation de la population ? Les états tributaires de l'étranger en ce qui regarde l'importation du blé ne peuvent pas toujours être cités en preuve de la pénurie des terres. L'Italie, sous les empereurs romains, ne pouvait pas s'alimenter elle-même, alors que ses champs tombaient dans l'abandon. L'Angleterre fait des achats constants de blés à l'étranger ; cependant on y compte plus de trois millions d'acres de terres incultes, sans compter les parcs et les espaces non défrichés occupant une étendue de terrain considérable, et tout cela existe par suite de la loi et de la puissance de la coutume qui soutiennent les majorats. Ainsi, si l'exception de Ricardo a une portée générale, avec la liberté économique, la terre, en qualité de force naturelle, reste gratuite, et l'essence de la propriété foncière n'est pas dans la jouissance monopolisée des forces et des matériaux de la nature, mais dans le travail dépensé ou dans le capital accumulé dans la terre. Cette dernière idée est développée par Carey. On peut en trouver des traces chez Locke et chez les physiocrates — Quesnay, Dupont de Nemours et l'abbé Bodeau.

Tous ils considèrent le travail comme la propriété première, spontanée, inaliénable de l'homme, et expliquent l'origine de la propriété foncière par les dépenses accumulées du travail. Mais dans le passé cette conclusion ne touchait pas aux questions vitales et sociales ; aussi est-il compréhensible que Turgot, dans ses *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses* ne développe pas les doctrines de ses maîtres et ne défende que la liberté de l'industrie, le droit de propriété de l'homme sur son travail. Ce point de vue de Turgot passa en entier dans l'œuvre célèbre de Smith, et l'idée que la valeur de la terre dépend du travail accumulé fut oubliée par les économistes. Carey la reconstitue dans toute sa vigueur et la justifie par les faits. A son point de vue la propriété foncière découle du droit naturel de l'homme sur son travail et constitue une des formes de son accumulation. Par là la théorie de Carey désarme tout d'abord le socialisme, car la rente n'est le produit ni du travail gratuit

de la nature, ni du travail immédiat de l'agriculteur, mais c'est un revenu qui découle de la capitalisation antérieure du travail. En second lieu, cette théorie explique au moins en partie ce qui a provoqué l'abolition du servage dans toute l'Europe et ce qui donna à cette réforme, non seulement une portée politique et juridique, mais aussi un sens économique. Si la propriété foncière constitue une forme de la capitalisation, à laquelle ont participé le propriétaire de même que le serf, il est évident qu'il y avait un fondement pour la dotation de terre du serf émancipé, et la réforme elle-même était prescrite, non par les seules exigences d'une politique raisonnable, soucieuse d'éloigner pour l'avenir les causes d'agitation, mais aussi par une nécessité économique et par la conscience morale de notre siècle. La nécessité économique provient des dépenses toujours croissantes du capital dans le desséchement des marais, dans les améliorations du sol, dans les plantations, dans l'achat des instruments de production, etc.

La conscience morale se développe en même temps que l'idée chrétienne pénètre dans la société et impose l'établissement de la justice dans les relations sociales. C'est pour cela qu'il n'y avait pas de raison plausible pour la crainte que beaucoup de personnes éprouvaient de voir la violation de l'ordre social, la destruction des liens patriarcaux et l'ébranlement du droit de propriété surgir comme suites inévitables de l'abolition du travail obligatoire de l'homme attaché à la glèbe [1]. Non ! ce fut une mesure de sécurité publique qui sauva l'Etat de l'apparition possible de nouveaux Pougatscheff ! Non ! il ne s'agissait pas alors de relâcher les liens moraux qui, du reste, n'existent point sous le régime d'une dé-

[1] L'auteur a fait partie, au commencement du règne d'Alexandre II, des *Commissions de Rédaction* instituées pour élaborer les bases sur lesquelles l'émancipation des serfs devait être faite, et pour rédiger le projet de la loi qui a été promulguée le 19 février 1861. Ceci explique le grand intérêt que Bunge prenait à cette question, indépendamment de l'importance extrême que sa solution a eue pour la Russie. (Trad.)

pendance pénible, mais au contraire de préparer des conditions nouvelles pour leur formation. Non ! la réforme ne conduisait pas à la violation du droit, ni à l'expropriation forcée du propriétaire antérieur, mais à une restitution à qui de droit de la propriété du travail. Cette dernière exigeait la dotation en terre des paysans et la reconnaissance d'un état de fait dans les rapports économiques existants, c'est-à-dire la fixation d'une certaine norme d'indemnité due au propriétaire-capitaliste. Sans cela une nouvelle injustice aurait été ajoutée à l'ancienne, et l'on aurait vu s'accomplir ce que les Romains exprimèrent si justement par ces mots : « Summum jus, summa injuria ; » on aurait préparé à la société une série de spoliations successives. Ainsi la confiscation des biens de la noblesse française entraîna après elle la distribution d'un milliard aux émigrés. A son tour, cette violation du droit suscita en 1848 la réclamation d'une contribution de 1000 millions de francs imposée aux riches au profit du prolétariat.

Le point de vue parfaitement clair et défini de Carey sur la provenance de la valeur de la rente est pourtant obscurci par des considérations ultérieures dans lesquelles il touche aux opinions opposées.

On peut, dit-il, nous faire cette objection : A quoi attribuer la différence, dans la valeur et dans la rente, de deux lots de terre voisins, si ce n'est à la fertilité du sol ? Nous n'affirmons pas que deux quantités égales de travail donnent une valeur égale à la terre ; mais nous disons seulement que toute valeur dépend du travail. La différence provient des qualités diverses du sol et du montant des dépenses qu'il exige. Une terre aride qui consiste en granit, en terrain calcaire, etc., acquiert de la valeur lorsqu'on commence à construire des maisons, des routes, etc. On peut aussi objecter que le travail n'est pas toujours la cause de la valeur : mais le travail est toujours employé dans le but de donner une valeur et de recevoir une rémunération. Le travail est souvent mal dirigé : il peut être gaspillé par le manque de con-

naissances nécessaires ; parfois, quoique bien employé, le travail demeure sans résultats ; au contraire, dans le cas de découvertes faites dans des fouilles, dans l'exploitation des grands crûs, du Johannisberg, du Laffite, etc., la valeur ne paraît pas produite par le travail. Des faits pareils, dit Carey, ne montrent pas la cause de la valeur, mais la différence de rémunération. (!) Chacun conviendra que la fainéantise conduit à la misère, le travail à la richesse, et personne n'ira contredire cette vérité en se fondant sur le fait qu'un paresseux a trouvé un trésor dans une cave et qu'il est ainsi devenu riche. Personne ne niera que la graisse de baleine, rapportée de la pêche, soit obtenue par le travail ; mais le bateau peut un jour avoir la chance de rencontrer promptement un banc de baleines et de rentrer au port avec sa cargaison au bout de quelques semaines, tandis qu'une autre fois, pour la même capture, il faudra attendre 12 à 18 mois. Carey explique ces différences, non pas par l'influence de la nature, mais par le fait que la valeur du travail, exprimée en produits, est déterminée par la moyenne des produits obtenus. De même l'ouvrier se fait assurer un salaire constant, en renonçant aux chances d'un plus grand avantage et en se libérant du risque qui y est attaché. En ce qui concerne la valeur et le prix très élevé des vins rares, l'auteur remarque que pourtant leur valeur ne dédommage pas des frais du travail antérieurement exécuté.

De ce qui précède, il ressort clairement que Carey n'a pu venir à bout des objections avancées par lui-même contre sa théorie. Il résulte de son propre aveu que la valeur des produits, dans certains cas, cesse d'être déterminée par la quantité de travail employé à leur reproduction. L'auteur cherche une issue dans une explication originale d'une différence qui existerait entre la valeur et la rémunération ; comme si la valeur des produits, ou des services, ne dépendait pas de la rémunération du travail employé pour eux ! En éludant de considérer les influences sur la valeur de l'offre et de la demande, ainsi que de la concurrence dans l'une et dans l'autre, influences qui dépendent de conditions compli-

quées et multiples, Carey perd aussi de vue la signification que possèdent, dans la création de la valeur et de la rente, les matières et les forces de la nature qui ne sont pas encore devenues, par suite des progrès de la civilisation et de l'instruction, un bien commun ni accessible à tous. Bien plus, Carey va à la rencontre de théories qui définissent la valeur des produits par la *quantité moyenne* de travail employé ; il exprime seulement cette équation dans un ordre inverse : non pas comme valeur d'un produit = X de travail moyen, mais comme valeur du travail = X de la quantité moyenne des produits obtenus. Au fond c'est la même chose, et c'est, dans son genre, également une fiction.

En ce qui concerne spécialement la théorie de la rente, il faut reconnaître que Carey a prouvé d'une manière persuasive et évidente que la rente n'est pas la conséquence du passage de la culture de terres meilleures à celle de terres moins bonnes, mais qu'elle est le résultat des dépenses faites par l'homme pour la terre. Toutefois, dans les deux cas Carey se laisse entraîner trop loin.

On ne saurait affirmer que la culture ait *toujours* commencé par les terres les moins fertiles ; de même on ne peut non plus affirmer que la rente s'explique par les seules dépenses du travail exécuté sur une terre. Ricardo se trompait en parlant de la rente comme d'un revenu fourni par les forces intarissables et impérissables de la terre. L'expérience a démontré que les forces et les matières naturelles peuvent tarir, et que, bien que l'infini et l'indestructible existent dans le monde, ils n'existent point pour l'homme ici-bas et dans des formes connues et concrètes, car les produits du monde organique ainsi que ceux du monde inorganique actuel ont leurs limites, et peuvent se trouver, à un moment donné, ne pas suffire à la satisfaction des besoins de l'homme. Sans doute, ces limites, lorsque survient un tel appauvrissement, reculent par suite des progrès des connaissances, de la technique, de la civilisation, etc., qui tendent à remplacer certaines matières et certaines forces par d'autres, — mais on remarquera d'abord qu'à chaque instant les forces et les matières naturelles sont en

fait limité en second lieu, qu'elles exigent pour ainsi dire « des frais de réparation, » des dépenses de capital et de travail pour leur renouvellement. Tout cela cependant ne peut pas ne pas exercer d'influence sur la valeur des dons de la nature.

La théorie de Ricardo aurait été vraie si nous étions déjà à une époque où la population du globe terrestre entier se serait vue obligée d'avoir recours à des efforts extrêmes pour s'assurer la quantité nécessaire de produits de l'agriculture et de l'industrie. Mais tant que les matières et les forces de la nature ne sont pas encore épuisées, tant que l'homme, grâce aux progrès de la science et de la technique, trouve encore des moyens nouveaux et plus faciles pour satisfaire ses besoins, tant qu'un tel état dure, la rente ne peut avoir pour source la rareté des matières et des forces naturelles, aussi longtemps du moins que ces matières et ces forces ne deviendront pas plus répandues et plus accessibles, ou bien qu'elles ne seront pas remplacées par d'autres matières et d'autres forces, ou bien encore que les producteurs doués de capacités et de talents hors ligne ne rencontreront pas sur leur chemin les concurrents que leur préparent, dans l'avenir, une instruction accessible à tous et un plus libre choix d'activité.

CHAPITRE VI

INFLUENCE DE L'EXTENSION DE LA CULTURE DES TERRES SUR LE SALAIRE.

Carey s'efforce de prouver par les faits que le sort des col dans les contrées nouvelles, qui abondent en terres de toute mière qualité, est bien pire que celui de la population des con anciennes qui possèdent un capital accumulé considérable (

l'on cultive des terres moins fertiles. En utilisant les faits rassemblés par Eden, il trace le tableau de l'âge d'or du bon vieux temps en Angleterre, avec toutes les horreurs de la misère, de la tyrannie et de l'ignorance.

L'histoire des premières colonies, dit Carey, a été l'histoire de la plus grande des misères et des plus grands maux. Les colons de la Nouvelle Galles du Sud, sur la rivière du Cygne, et ceux du Cap de Bonne-Espérance, nous permettent de nous représenter la colonisation ancienne de l'Amérique. Ils ont supposé que la terre était la source essentielle de la richesse, et ils ont, par une triste expérience, acquis la conviction que l'homme peut être pauvre alors même qu'il est entouré de terres fertiles et inoccupées. Les premiers colons de la rivière du Cygne cèdent maintenant (en 1836) des terres à 1 scheling l'acre[1] (81 copecks métal par déciatine) et démontrent ainsi combien la valeur des lots y est médiocre, malgré les capitaux considérables déjà dépensés. La colonisation du Cap de Bonne-Espérance présente le même phénomène. Au dire de la *Revue de Londres et de Westminster* (1er octobre 1836), les colons habitant sous un climat sans pareil, et continuant à recevoir du gouvernement des approvisionnements, des subventions et une protection effective, ces colons, malgré le travail le plus soutenu et les privations les plus grandes qu'ils endurent depuis longtemps, ont été réduits à l'extrémité et au désespoir ; si bien qu'ils voulaient s'en retourner. Un sort analogue, si ce n'est plus cruel, échut aux colons envoyés par une Compagnie dans l'Amérique centrale, en des parages qui avaient été décrits comme découlant de lait et de miel.

Il est vrai que dans les Etats-Unis du Nord les émigrants, *pourvus d'outils et de bétail*, et cultivant les terres les plus fertiles, obtiennent un revenu égal ou supérieur à celui qu'ils obtenaient dans la mère-patrie ; mais il faut se rappeler qu'en Amérique ils ne sont pas obligés de donner 1/4, 1/3 ou même 1/2 de leur

[1] L'acre est de 40 ares. (Trad.).

ain pour l'entretien des services de l'Etat, de l'Eglise ou des particuliers.

Au témoignage de la *Martin's Colonial Library* (VII, p. [illegible]), dans la Nouvelle Galles du Sud, le salaire du laboureur montait, en sus de la nourriture et du logement, à 10 ou 12 livres sterling par an, et celui du faucheur et des autres ouvriers des champs, à 4 ou 5 schelings par semaine. C'est sensiblement moins que les salaires anglais. Il faut encore noter qu'en Angleterre les prix d'un grand nombre d'articles de consommation sont beaucoup plus bas et qu'une partie notable des produits mêmes du travail est affectée à la satisfaction des besoins de l'Etat sous forme d'impôts.

Dans son *Political economy of New South Wales*, John Hunder-son affirme que l'importation des ouvriers libres dans la Nouvelle Galles du Sud est impossible, et cependant on y cultive un sol de toute première qualité ! D'après le même auteur, les terrains de la terre de Van-Diemen se vendent 5 schelings l'acre (c'est-à-dire 4 roubles 24 cop. mét. la déciatine) avec la condition de ne payer les premiers 5 % qu'au bout de 7 ans, et cependant les colons ne sont pas même en état d'effectuer ce versement insignifiant. Ainsi le fermier anglais, avec la somme qu'il paie chaque année pour son fermage, pourrait facilement émigrer et acquérir 1000 acres en pleine propriété ; mais il reste chez lui et préfère payer une rente, car cette rente est l'intérêt d'un capital dépensé pour la terre [1].

La rémunération du travail dans les pays nouveaux, non seulement ne diminue pas, mais même augmente avec l'accroissement des capitaux et l'extension de la culture aux terres moins fertiles

[1] Il s'est opéré bien des changements depuis que Carey écrivait. L'élevage du merinos, la découverte des mines d'or, les progrès du commerce et l'accumulation des capitaux ont rendu plus avantageuse l'émigration dans la Nouvelle Galles du Sud. Mais cela ne contredit nullement ce qui a été dit : avant l'accumulation des capitaux, les progrès furent très lents et très pénibles.

ou plus éloignées. Ainsi, à Philadelphie, on pouvait acheter une tonne de farine,

en 1699 pour 137 jours de travail.
» 1790 » 125 »
» 1834 » 78 »

Si on mesure le taux de salaire par une quantité de sucre, de café, de coton, etc. on obtiendra un rapport entre le travail et ces produits encore plus avantageux pour le premier.

Tel est le salaire dans les pays nouveaux. Nous trouvons au sujet du taux du salaire en Angleterre, dans les temps anciens, alors que seules les terres les plus fertiles étaient cultivées, le tableau suivant, tiré de l'*Histoire des classes moyennes et ouvrières* de Barton et Wade, où le salaire hebdomadaire de l'agriculteur et de l'ouvrier industriel est exprimé en pintes de froment [1].

SALAIRE PAR SEMAINE.

Année.		De l'agriculteur.		Du charpentier, du maçon.
1495	—	199 pintes	—	292 pintes
1593	—	82 —	—	123 —
1610	—	46 —	—	61 —
1651	—	48 —	—	55 —
1661	—	61 —	—	— —
1682	—	66 —	—	— —
1685	—	51 —	—	74 —
1725	—	79 —	—	89 —
1751	—	96 —	—	247 —
1770	—	79 —	—	169 —
1790	—	82 —	—	169 —
1795	—	— —	—	150 —

[1] Une pinte est au fond une mesure de capacité pour les liquides. 216 pintes = une cruche, ou 1/10 de wedro russe. Elle est employée ici comme mesure de capacité pour les matières sèches.

[illegible]		De l'agriculteur		Du charpentier, du maçon.
[illegible]	—	[illegible] pintes	—	— pintes
[illegible]	—	— —	—	116 —
[illegible]	—	[illegible] —	—	— —
[illegible]	—	— —	—	175 —
[illegible]	—	[illegible] —	—	167 —
[illegible]	—	— —	—	150 —
[illegible]	—	[illegible] —	—	199 —
1824	—	89 —	—	295 —
1829	—	91 —	—	276 —
1832	—	90 —	—	265 —

Carey pense que ce tableau ne peut pas être accepté tel quel, et exige une vérification des chiffres qu'il contient ; il observe que :

1° Dans les temps anciens, les fluctuations des prix étaient énormes. Tandis qu'en 1495, année de bonnes récoltes, le salaire hebdomadaire donnait au simple ouvrier 199 pintes, en 1497, année qui est omise dans le tableau, les prix du froment furent extrêmement élevés, et du calcul le plus modéré il résulte qu'un ouvrier ne pouvait toucher, au lieu de 199 pintes, que 32 seulement, ce qui fait 1/2 bushel (boisseau). Il est évident que le XVme siècle fut une époque de profonde barbarie, présentant des passages brusques de l'abondance à la misère.

2° Tout en connaissant le montant du salaire quotidien, il est difficile d'en déduire le salaire annuel, parce qu'on ne sait pas combien de temps par an les ouvriers restaient inoccupés. Outre cela, les variations dans la demande du travail occasionnent des fluctuations considérables dans le salaire. C'est pourquoi, dit Carey, si nous tirions une conclusion au sujet des revenus de l'ouvrier d'après le salaire qu'il obtient pendant la moisson, nous aboutirions aux résultats les plus erronés. Pour savoir la vérité, il suffit de prendre l'état présent d'une population arriérée et de le comparer avec le passé d'une population dont nous voulons

déterminer les revenus. Carey prend pour unité de comparaison l'Irlande, et démontre qu'en se basant sur les prix du travail pendant l'été, on commettrait une erreur de 40 ou tout au moins de 25 %. Le salaire moyen serait de 9 pence si nous basons nos calculs sur le salaire que reçoivent les moissonneurs, et il ne sera que de 4 pences, si nous prenons en considération, non seulement la saison d'été, mais le revenu perçu en réalité pendant l'ensemble de l'année. Plus nous approchons de l'époque contemporaine, moins cette cause aura d'influence sur l'exactitude de ces données, car l'occupation constante de l'ouvrier est le caractère distinctif d'une haute civilisation.

3° Les tableaux de Barton et de Wade indiquent les *seuls prix* du froment, exprimés en argent, et les prix du travail, exprimés en froment. La détermination de la quantité des autres objets qui peuvent être acquis par le travail présente en réalité de grandes difficultés.

4° En prenant le froment comme terme de comparaison, nous devons obtenir des chiffres plus avantageux pour les temps anciens. Cette céréale ne faisait pas alors l'objet d'un commerce d'exportation ; mais plus tard, avec l'apparition des manufactures et sous l'influence des lois sur les céréales, les prix du froment haussèrent.

Quoi qu'il en soit d'ailleurs, l'examen de la période des 50 dernières années du tableau ci-dessus nous porte à remarquer qu'à l'exception de l'époque des guerres de Napoléon, le salaire monte, particulièrement depuis 1820, aussi bien pour le travail simple, ordinaire, que pour le travail technique.

La preuve la plus évidente de la misère de jadis est fournie par le tableau de la situation économique que Carey établit d'après les données de l'ouvrage d'Eden (Eden, *The State of the poor*) et quelques autres sources encore.

A la fin du XIIIme siècle, un esclave se vendait en Angleterre 13 schelings et 4 pence. Du poisson, un morceau de pain et une petite quantité de bière constituaient la nourriture du moisson-

[illegible] à une autre époque de l'année. L'entretien de l'ouvrier [illegible] encore plus pauvre. L'évaluation du mobilier à Colchester, la troisième ville de l'Angleterre pour le chiffre de la population, et en outre celle qui s'était le plus développée, établit que les articles de ménage (household articles) valaient rarement plus de 20 schelings : peu de maisons étaient alors pourvues de cheminées. Une boutique de chaussures contenait pour 7 schelings de marchandises ; une des boucheries de la ville avait pour 1 livre 18 schelings, et une autre pour 1 livre seulement de viande salée, ce qui fait, évalué en céréales, 1 ou 2 quarterons de froment. Les règlements sur le salaire dénotent combien le peuple était opprimé. En 1351, sous le règne d'Edouard III, d'après les statuts sur le salaire, le tarif pour les moissonneurs et les faucheurs était de 1 penny par jour, et en outre il dépendait de la volonté du patron de payer en argent ou en blé, en comptant le boisseau à 10 pence. Pour comprendre la portée d'un tel droit de payer en nature ou en argent, il n'y a qu'à se rappeler que les prix du blé oscillaient dans ce temps entre 2 schelings et 4 livres par quarteron, et qu'à l'exception de quelques rares comtés il était interdit au peuple d'aller travailler au dehors.

Deux fois par an, les ouvriers juraient obéissance aux statuts. Les contrevenants, d'après la loi de 1340, étaient punis de la prison et marqués au fer rouge sur le front. Il dépendait de la volonté du maître d'embaucher à la journée ou à l'année, tandis que l'ouvrier n'avait pas la liberté du choix et était forcé de travailler au tarif. En 1488, le tarif fixait pour le laboureur un salaire de 7 schelings (par an) et la nourriture, mais sans vêtements ni autre entretien. Le prix du drap ordinaire était de 1 scheling par yard ; on pouvait acheter avec son salaire annuel 7 yards de drap. Alors, la population de l'Angleterre ne dépassait pas 2,350,000 habitants ; il y avait par conséquent beaucoup de terres disponibles, et cependant les habitants étaient dans un état de détresse extrême. En 1444, une loi du Parlement fixait pour l'ouvrier de campagne un salaire de 15 schelings par an, plus

3 schelings 4 pence pour la nourriture. En 1496 ce fut 16 schelings 8 pence, plus 4 schelings pour les vêtements. Celui qui refusait de travailler était passible de la peine des verges jusqu'au sang (till his body was bloody by means of such whipping). Pour mettre fin au vagabondage, les lois d'Edouard VI menaçaient le vagabond du fer rouge sur la poitrine et d'un travail forcé de deux ans au profit de son dénonciateur. Le maître était obligé de ne donner à un esclave dans ces conditions que le pain et l'eau ; il pouvait le contraindre au travail en le frappant, et le charger de chaînes. En cas d'évasion, un esclave temporaire devenait esclave pour la vie entière, il était sujet à la marque au visage et condamné à porter les fers au cou, aux mains et aux pieds; une seconde évasion lui valait une condamnation à mort. Sous l'âge d'or de la reine Elisabeth, au témoignage de Morisson, le peuple préférait le pain de seigle, parce qu'il reste plus longtemps dans l'estomac et qu'il est plus difficile à digérer. D'après Mac-Culloch, les vêtements et les habitations étaient misérables; les lits, les maisons à fenêtres vitrées et à cheminées, étaient le privilège exclusif des classes supérieures.

La misère en Ecosse, au commencement de la seconde moitié du XIIIme siècle, et celle de l'Irlande de nos jours, présentent beaucoup de traits communs avec la pauvreté de l'Angleterre au XVIme siècle.

Pour toutes ces raisons Carey est absolument opposé à la colonisation forcée : il l'appelle un massacre en masse (wholesale murder). De tous les non-sens, nous n'en connaissons pas un seul, dit-il, qui surpasse le système anglais actuel d'émigration. Au lieu d'accorder aux habitants le droit de s'en aller en Amérique, où ils seraient plus utiles à l'Angleterre, on les transporte dans la Nouvelle Galles du Sud avec une grande perte de capital. Au lieu de libérer l'industrie de ses entraves et d'alléger le fardeau des impôts, on préfère l'émigration de la partie la plus précieuse de la classe ouvrière et du capital. Ne serait-il pas préférable de procurer au peuple des moyens d'existence dans la mère-patrie où les gains peuvent être plus considérables ?

Aux Etats-Unis, l'émigration est forte, mais elle n'a pas un caractère de contrainte. Un haut salaire y facilite la capitalisation et le passage dans des contrées nouvelles, tandis que les chemins de fer bien conçus et les canaux offrent tous les moyens d'écouler avantageusement les produits et de faire des achats à bon marché. Si le gouvernement s'était mêlé de cette affaire, et s'il avait voulu coloniser les pays voisins des Montagnes Rocheuses, une pareille mesure, au lieu de produire un développement sain et naturel, eût abouti à créer la misère.

On pourrait se demander pourquoi aux Etats-Unis les salaires sont élevés, malgré la dissémination de la population. C'est que la sécurité, la paix et la modération des impôts y favorisent l'accumulation du capital.

Ce chapitre est instructif au plus haut degré ; mais Carey ne parvient pas toujours à y démontrer ou à y confirmer par des chiffres ce qu'il voudrait établir. Sans aucun doute la sécurité, la paix et des impôts légers font des miracles en ce qui concerne l'élévation du bien-être d'une nation ; mais ce ne sont pas là les causes uniques de l'accumulation des capitaux, de la croissance de la richesse et de l'aisance des populations. Quelques-uns des colons de la Sibérie (les Cosaques de l'Amour) vivaient dans les mêmes conditions, mais, à part l'abondance des produits de première nécessité, ils ne pouvaient s'applaudir d'aucun avantage, ni d'un haut salaire, ni des progrès de la vie civilisée.

Il est parfaitement vrai que les premiers colons d'une nouvelle contrée inhabitée, même dans le cas où ils sont aptes au travail auquel ils sont destinés et possèdent quelques moyens, rencontrent beaucoup de difficultés dans les pays nouveaux ; mais en revanche l'avenir peut les récompenser largement (sans doute dans de certaines conditions de culture), comme la colonisation des Etats-Unis de l'Amérique du Nord et de l'Australie le prouve effectivement.

Parallèlement au tableau des maux endurés par les colons en Amérique et en Australie, Carey trace aussi celui de la misère qui a régné en Angleterre à partir du XIIIme jusqu'au XVIme siècle, et en Irlande même au XIXme. L'auteur dit : Au lieu de chasser la population misérable de l'autre côté de l'Océan, il faudrait améliorer sa situation dans la patrie. Mais la difficulté, pour la solution d'un tel problème, consiste en ce que, pour améliorer le sort de la population résidente, il faudrait certaines formes de propriété qui rendissent cette dernière plus accessible au peuple, il faudrait l'abolition de l'arbitraire administratif, la diffusion de l'instruction, le développement de diverses branches d'industrie ; il faudrait aussi des lois protégeant la liberté du travail en même temps que tout ce qui est acquis à l'aide du travail, il faudrait ensuite un bon système d'impôts d'Etat et d'impôts locaux (des provinces et des communes), il faudrait encore une économie sociale bien coordonnée à tous les degrés de la vie commune et, enfin, une initiative individuelle très marquée et une force d'association tout aussi puissante. Or, tout cela ne se crée pas d'un seul coup, et c'est pourquoi le sentiment d'une situation désespérée dans la patrie poussa les populations à l'émigration, qui a procuré à la race anglo-saxonne la prépondérance du nombre et de la culture sur le globe terrestre.

En terminant les réflexions qui se rapportent à ce chapitre, il faut remarquer que Carey y parle, non pas *de la quantité de travail nécessaire* à la production ou à la reproduction de tels ou tels objets, comme constituant la cause de leur valeur, mais de la mesure de la valeur qui avait été indiquée par Malthus : c'est-à-dire de la quantité de travail physique simple, à la journée, qui peut être achetée par un objet, ou bien au contraire par laquelle l'objet pourrait être acheté. Cette conception ne représente pas à proprement parler l'essence de la valeur d'après les idées de l'école contemporaine de la théorie du travail ; ce n'est au fond que la mesure du bien-être national, ou encore de la rémunération des différentes branches du travail, mesure plus juste et qui n'exige

[illegible] travail moyen « socialement indispensable, figé dans les produits[1] » ni la réduction des divers genres de travail en travail simple, qui serait faite « derrière le dos des producteurs. » C'est le criterium de la distribution des revenus, criterium fécond lorsqu'il s'agit de l'amélioration du sort du bas peuple, puisqu'il indique avec une plus grande précision quels sont les biens intellectuels et matériels, ainsi que le degré de culture, accessibles à la majorité de la population.

CHAPITRE VII

INFLUENCE DE L'EXTENSION DE LA CULTURE SUR LE PROFIT DU CAPITALISTE.

D'après Carey, la part des produits obtenus par le propriétaire foncier baisse avec les progrès successifs qui accompagnent l'extension de la culture de la terre et avec la croissance de la production. Sur la masse des produits il reçoit une part de plus en plus faible, — d'abord 1/4 puis un 1/6 ; tandis que la part du salaire grandit. D'un autre côté, avec la croissance de la production, les deux parties obtiennent une quantité de produits de plus en plus considérable.

Dans un tel état de choses, il est peu probable qu'au début l'épargne soit possible pour l'ouvrier : il dépense tout ce qu'il gagne à se procurer ses moyens d'existence, et le travail de toute une vie d'ouvrier est à peine suffisant pour l'achat d'une ferme. Plus tard, en utilisant, en vue de l'acquisition d'une ferme, quel-

[1] Marx.

ques jours de travail seulement, l'agriculteur peut en cinq années à peu près, épargner de quoi être en état d'en devenir le propriétaire. Les choses se passent dans ce cas comme dans celui de l'amélioration de la qualité des haches. Tant qu'il n'existait qu'un seul instrument de ce genre, tant que le travail de plusieurs mois était nécessaire pour l'acquisition d'une seconde hache, il fallait abandonner les produits d'une demi-année de travail pour la jouissance de ces outils; mais plus tard, lorsque l'on put acquérir une hache par le travail d'une seule journée, on ne paya plus pour l'usage de cet instrument que $^1/_{100}$ des produits acquis avec son aide.

Que le lecteur, dit Carey, fixe son attention sur ce fait: Quelle somme de travail fallait-il, il y a deux siècles, pour acquérir une certaine rente? Il verra que maintenant on peut obtenir en une année plus que jadis en dix ans. Que le lecteur compare la situation du paysan sous le fameux règne d'Edouard avec la situation actuelle de l'ouvrier : il verra qu'en ce temps-là le travail le plus intense procurait une quantité insuffisante de nourriture, tandis qu'aujourd'hui, avec des efforts modérés, l'ouvrier peut avoir une nourriture abondante de la meilleure qualité, se procurer un confort inconnu à ses prédécesseurs, et, au moyen du travail et de l'épargne, devenir capitaliste et améliorer sa situation.

La loi qui détermine la quotité du revenu du fermier, est valable aussi pour le marchand, pour l'homme qui prête de l'argent, pour le manufacturier, le constructeur de vaisseaux, etc.

L'intérêt élevé que l'on obtient dans les pays nouveaux, n'a, au fond, rien d'attrayant pour le capitaliste. Les actions de banque (à leur prix nominal) rapportent, aux Etats-Unis, 5 $^1/_2$ %, celles de la Banque d'Angleterre ne donnent que 4 %; en Australie les banques rendent 10 %; mais cette plus grande part qui revient au capital ne lui apporte pas un profit correspondant. Avec la cherté de tout ce qui procure le confort de la vie, une personne ayant 20,000 dollars ne gagnera pas à se transporter de New-

[illegible] à la Nouvelle-Orléans, où l'on peut avoir le 8 %, ni en Australie, où on paye [illegible] %. Celui qui va dans un pays nouveau doit vivre comme les autres s'il veut retirer un profit des gros intérêts; s'il se permet du luxe, il trouvera son revenu minime, parce qu'en Angleterre on peut avoir pour 700 livres ce qui se paie 1000 livres dans la Nouvelle Galles. Ceci est confirmé par le fait que les capitalistes qui reçoivent à Londres ou à New-York de petits intérêts, n'émigrent pas dans les pays nouveaux où l'intérêt est de 10 ou 15 %. Loin de là, beaucoup de personnes passent dans des contrées où la part du capitaliste est faible, mais où l'on peut se livrer à de grandes opérations, où le talent trouve un vaste champ d'action et où les salaires sont plus élevés. Dans un petit village, le marchand avec un bénéfice de 25 % reste pauvre; à Londres, le courtier prend ½ ou ¼ % et s'enrichit.

Avec le développement économique, le stimulant à aller s'établir dans des contrées nouvelles s'affaiblit. L'agriculteur se décide à émigrer lorsque, dans les pays nouveaux, des capitaux ont été déjà employés à l'amélioration des voies de communication et ont ainsi ajouté de la valeur à la terre. Le cordonnier, le tailleur trouvent que, pour eux, le déplacement est moins avantageux; l'horloger et le typographe pourraient se ruiner en s'expatriant. Un millionnaire aimera mieux toucher du 5 % à Londres que du 10 % en Australie.

D'après Senior, un capital de 100,000 l. st. en Angleterre donne 10 % par an; un capital de 5 schelings, circulant dans une boutique de fruits et de légumes rapporte 20 % par jour, et peut-être plus encore, parce que 1 scheling de revenu par jour sur le capital employé et le travail effectué constituerait un gain par trop insignifiant.

Le capital placé dans les manufactures et dans la navigation est soumis aux mêmes lois. A Lyon, selon Bowring, le propriétaire de trois métiers à tisser exige pour leur usage la moitié des salaires; en Angleterre, à Manchester, le manufacturier perçoit

10 %. M. Hagemeister calcule que, sur la Mer Noire, le capitaliste propriétaire de navires reçoit 44 %, tandis qu'en Angleterre et en Amérique le revenu fourni par des navires est incomparablement plus petit.

L'apparition des chemins de fer remplaçant les chaussées, des moulins à meule se substituant aux moulins à bras, etc. fut accompagnée des mêmes résultats. Pour le transport par chemin de fer, on perçoit une part moindre des produits que pour le transport sur les chaussées ; pour la mouture dans les moulins à meule on prend moins que pour la mouture dans les moulins à bras.

En général, plus le mécanisme est perfectionné et le capital considérable, moins grande est la part perçue par le capitaliste, et, par conséquent, d'autant plus considérable est la rémunération de ce dernier, *pourvu que ces améliorations soient tombées dans le domaine public*. Si quelqu'un apporte à un navire une amélioration qui permette de faire un trajet deux fois plus vite qu'auparavant, aussi longtemps que cette amélioration n'est appliquée qu'à un seul navire, le propriétaire de ce dernier retiendra pour lui seul la plus grosse part du profit ; mais dès que le perfectionnement s'étendra à tous les navires, chaque propriétaire de vaisseau aura un rendement moindre, tandis que le salaire des ouvriers grandira.

Cette même règle est applicable aux terres des villes, aux fermes, aux maisons et à d'autres genres de capitaux. La mesure du revenu est ordinairement déterminée par le degré d'excellence d'une machine ; celui qui possède une machine meilleure, obtient un peu plus ; celui qui en possède une moins bonne, reçoit un peu moins comparativement à la norme générale.

Le propriétaire d'une ferme voisine de la ville jouit des avantages d'un emploi facile du capital, ce qui fait monter son profit au-dessus du niveau général, tandis que son voisin, possédant une terre non améliorée, ne perçoit aucune rente du fermier et ne compte que sur le salaire.

L'homme qui a découvert un moyen perfectionné de travailler une matière quelconque et qui profite exclusivement de cette découverte comme d'un droit garanti par la loi, reçoit un revenu qui dépasse la moyenne générale, tandis que l'homme qui se sert de mécanismes vieux et surannés n'a presque pas de profit. Lorsque, à l'expiration du temps fixé pour le privilège, la découverte deviendra propriété commune, alors le travail appliqué à cette industrie deviendra plus productif : la part perçue par l'inventeur baissera, et la quantité de produits destinés à la répartition entre les capitalistes adonnés à cette industrie, augmentera.

Mais, selon Carey, la baisse et la hausse du revenu peuvent se produire indépendamment de l'influence des lois économiques générales. En Angleterre, dit-il, le gain est en général plus bas qu'il ne devrait être, parce que toutes sortes de limitations ou d'entraves à l'emploi des capitaux ont conduit à l'abaissement des intérêts sans accroître le salaire.

En Angleterre l'état des choses ressemble à ce qui se passerait si, après l'occupation d'un lot de terre n° 1, il était défendu d'établir des routes permettant de procéder à la culture des terres n° 2, plus éloignées du marché. Les propriétaires n° 1 sont privés de la possibilité d'employer le capital à l'amélioration des communications, et les ouvriers sont privés des moyens de s'occuper. Le capital restera sans emploi, et le peuple sans travail. Le capitaliste consentira plutôt à prêter son argent pour un faible intérêt que de lui chercher un placement à l'étranger ; il se contentera d'une part moindre des produits, tandis que les ouvriers en obtiendront une plus grande ; mais la quantité destinée à être répartie entre les deux parties sera moins élevée, parce que la somme de la production aura baissé.

La suppression des restrictions dans l'industrie et dans le commerce extérieur, la suppression des formalités relatives à la concession des voies ferrées, etc. en agrandissant la part du capitaliste amoindriraient celle de l'ouvrier ; mais ce dernier obtiendrait une plus grande quantité de produits, et les maisons de travail pour

pauvres se fermeraient, excepté celles qui sont indispensables pour recevoir les gens incapables de travailler.

Sur le continent la situation est la même. A Hambourg l'argent prêté ne rapporte que 2 à 2 ½ %, tandis que sur le territoire voisin on peut avoir 5 à 6 %. La différence provient du degré de sécurité de la propriété (?). Un capitaliste de Hambourg, faisant des placements chez lui, sait qu'ils sont sûrs; en faisant des prêts aux agriculteurs du Holstein, il n'est pas certain de l'exactitude dans le remboursement du capital et dans le paiement des intérêts. Le champ de son activité est fort limité, tandis qu'avec des garanties pour la paix et pour les droits de propriété en Allemagne, les capitaux de Hambourg se répandraient dans toutes les directions en cherchant les placements les plus avantageux; des banques se créeraient pour procurer aux fermiers et aux manufacturiers la jouissance des capitaux; des chemins de fer et des canaux se construiraient pour le transport des marchandises. D'où nous pouvons conclure que la sécurité et la limitation du champ d'activité dans les placements de capitaux sont accompagnées d'une hausse dans les prix et d'une baisse des intérêts [1].

En France les cours des fonds publics sont plus bas qu'en Angleterre, et leur rendement est plus élevé. Par suite des troubles par lesquels ce pays a passé pendant une période si longue, les uns prêtaient l'argent à de gros intérêts, les autres le gardaient dans de solides cassettes. A Hambourg et à Amsterdam on prêtait souvent l'argent pour la moitié du prix que payait le Trésor français, mais les capitalistes hollandais préféraient un intérêt moindre avec une sécurité plus grande. Si la productivité moyenne du capital en France pouvait être définie, on trouverait qu'elle est plus basse qu'en Angleterre.

[1] Jusqu'à la dernière crise les négociants de Hambourg jouissaient de la réputation de capitalistes prudents et circonspects. Mais tôt ou tard un intérêt inférieur, la centralisation artificielle du commerce, et en même temps la possibilité d'obtenir des rendements plus élevés devaient provoquer la fièvre des spéculations et, par contre-coup, la crise qui a marqué la fin de l'année 1857.

En France, l'offre de travail est grande, mais il y a peu de capitaux et de capitalistes. Ces derniers reçoivent une plus grande part de produits qu'en Angleterre et qu'à Hambourg, mais ils sont contraints, par les circonstances qui limitent leur activité, à se contenter d'une part de produits moindre que celle qu'ils pourraient obtenir dans un autre pays.

Dans ce chapitre, qui contient beaucoup d'observations très exactes (toutes cependant ne sont pas neuves), il y a aussi des généralisations qui ne supportent pas la critique. En identifiant le profit du capitaliste avec la rente foncière, Carey remarque d'abord très justement que, dans les sociétés primitives, le profit, considéré comme part de la quantité des produits obtenus, est grand, mais qu'en somme le rendement est minime et que l'ouvrier est parfois très pauvre. Ensuite il se trompe en supposant qu'un revenu élevé dans les pays nouveaux n'est pas une amorce pour le capitaliste, et il confond les différents placements de capitaux rapportant des intérêts inégaux. Si les capitalistes entrepreneurs n'abandonnent pas volontiers la patrie, où ils peuvent diriger de grandes affaires, et s'ils préfèrent un revenu moindre à un autre plus élevé, on ne peut cependant en dire autant des capitalistes possédant de petites épargnes, qui placent volontiers leurs capitaux sur papiers d'une sécurité relativement moindre, mais rapportant de plus gros intérêts. Il est impossible ici de ne pas se rappeler les souscriptions aux emprunts égyptiens, tunisiens, portugais, argentins, du Panama, etc.

Puis, si le capital circulant dans une petite boutique à légumes rapporte 20 % par jour, ce n'est pas parce qu'il est minime, mais parce que, dans ce cas, on ne reçoit pas seulement le revenu du capital, mais que, dans ce revenu, rentrent aussi la rémunération du travail du commerçant et l'assurance pour le risque couru au point de vue du déchet des marchandises. Si, à Hambourg, l'argent rapportait 2 à 2 1/2 %, tandis que dans le territoire avoi-

sinant on en pouvait retirer 5 à 6 %, ce n'est pas que le capital soit plus en sécurité à Hambourg, mais c'est plutôt qu'il y est plus mobile et plus facilement réalisable. Lorsque les capitaux sont abondants, on paie pour les lettres de change à courte échéance la moitié de ce qu'on paie pour les emprunts d'Etat à longue échéance et pour les obligations des diverses compagnies.

En acceptant en gros comme exacts les jugements de Carey sur l'accumulation des capitaux dans un pays, il faut se rappeller cependant que cette accumulation n'est bienfaisante que lorsqu'elle n'est pas centralisée en un petit nombre de mains. D'autre part on remarquera qu'en accusant la législation économique de l'Angleterre, et particulièrement son système fiscal protectionniste, de détourner les capitaux de leur emploi et de laisser les ouvriers sans travail, Carey a blâmé dans ses *Principes de l'économie politique* ce qu'il préconisait avec tant d'énergie dans ses *Eléments de la science sociale.*

CHAPITRE VIII

COMPARAISON DE LA VALEUR DU CAPITAL FONCIER EXISTANT AVEC LES DÉPENSES FAITES POUR LE PRODUIRE.

En comparant la valeur des biens-fonds dans les pays nouveaux, dans les pays anciens et dans les villes, et en examinant les rapports entre le prix des propriétés, les rendements de ces propriétés et le salaire dans les différents Etats, Carey arrive aux conclusions suivantes :

Si la rente, dit-il, dépendait de la nécessité où l'on se trouve de cultiver un sol moins fertile, les terres déjà acquises auraient

une valeur qui excéderait les dépenses faites pour elles. Si, au contraire, nous prouvons que la terre appropriée, non seulement ne vaut pas le travail dépensé pour l'amener à son état présent, mais encore ne peut y être amenée avec la quantité de travail qu'elle représente aujourd'hui, il sera clair pour le lecteur que la valeur entière de la terre dépend des améliorations qu'elle a subies.

On pourrait objecter que, pendant de longues années, la terre a rapporté un intérêt, qui doit être soustrait de sa valeur actuelle; mais une livre d'argent passant de main en main pendant 500 ans représente maintenant, vu le bon marché de son extraction, une quantité de travail bien moindre qu'auparavant, quoiqu'elle soit restée exactement la même livre d'argent qu'autrefois. Après avoir écarté cette objection comme non fondée, Carey passe aux faits.

D'après des recherches statistiques, en Angleterre les biens immobiliers sont évalués à 8000 millions de dollars, et leur revenu à 1350 millions de dollars par an ; par conséquent, le prix de ce qui est produit pendant des siècles vaut moins qu'un revenu de six ans. Si la valeur de la propriété existante égalait la valeur du travail nécessaire à sa reproduction, c'est-à-dire atteignait sa plus haute limite, même alors on se demande quelle serait la différence entre le nombre de journées de travail qu'il faudrait employer avec le secours du capital accumulé actuellement existant, et le nombre de journées qui étaient nécessaires à l'époque où la plus grande partie des améliorations était encore à faire.

Dans l'Ohio, la propriété immobilière était évaluée, d'après le compte-rendu de 1836, à 172 millions de dollars, ce qui correspond à 172 millions de journées de travail. En supposant que la population adulte masculine soit de 300,000 âmes, nous trouvons que le prix des biens-fonds équivaut à un travail de deux années, ce qui est sans doute insuffisant pour la production de tout ce qui existe. Dans l'Etat de New-York l'évaluation des terres et des immeubles, avait donné, en 1834, le chiffre de 600

millions de dollars, soit 600 millions de journées de travail ; pour une population ouvrière de 600,000 hommes, cette somme ne dépasse pas le prix du travail de trois à quatre années. L'ensemble de la propriété immobilière aux Etats-Unis, en 1834, peut être évalué à 3600 millions de dollars, ou à 4000 millions au maximum, — le revenu à 1500 millions ; ainsi ce revenu constitue les trois huitièmes de la valeur totale de la propriété, et cette dernière ne dépasse pas 2 ½ ans de travail de la population ouvrière.

Non moins frappante est la comparaison des données qui expriment le prix des terres dans les premiers temps de la colonisation avec les dépenses faites pour ces terres. Les terres formant aujourd'hui l'état de Pensylvanie et tout l'espace à l'Ouest jusqu'à l'Océan Pacifique furent concédées à William Penn.

Penn paya pour la concession	29,200	l. st.
Il dépensa pour les terres.	52,373	»
Total. . .	81,573	l. st.
Il en retira	19,460	»
Déficit net. . .	62,113	l. st.

Penn hypothéqua ces terres pour 6600 liv. st., et peu avant sa mort il voulut les vendre à l'Etat pour 12,000 livres. La propriété américaine ne valait donc pas alors les dépenses de la production.

Les mêmes erreurs de calcul furent commises plus tard par le duc d'York et Robert Morris, financier habile du temps de la Révolution, qui achetait les terres pour 10 cents[1] l'acre, et resta néanmoins en perte comme beaucoup d'autres.

En Pensylvanie, de grandes étendues contenant du charbon de terre et des mines de fer furent abandonnées par leurs propriétaires qui, pendant 20, 30 ou 40 ans, avaient payé 1, 2 ou 3 cents d'impôts par acre. Beaucoup de terres furent vendues à ce prix sur

[1] Un dollar vaut 100 cents ou 518 centimes. (Trad.)

le Grand Canal Occidental. Les propriétaires payèrent longtemps des impôts dont le rendement servit à construire des routes; l'Etat établit un canal, et néanmoins le prix de la terre n'atteignait pas la dixième partie des frais avancés pour elle ! Ces terres furent abandonnées par leurs propriétaires à ceux qui consentirent à payer quelques cents pour l'entretien des routes et pour d'autres dépenses locales. Selon toute probabilité, on paiera pour ces terres, avec le temps, deux fois plus de dollars qu'on ne paie aujourd'hui de cents, et alors leur valeur sera attribuée à la grande productivité du sol, pour la jouissance de laquelle on paiera censément la rente. Pourquoi donc maintenant ne paie-t-on pas de rente ? Les routes sont faites, le canal est creusé, la construction du chemin de fer tire à sa fin ; mais le prix des terres, riches en charbon et en fer, est à peine égal à l'impôt annuel, tandis que d'autres terres moins bonnes, près de Delaware et de Chilkill, ont une immense valeur et donnent de gros revenus ? Rien, en ces lieux, n'oblige à cultiver le terrain moins fertile, puisque la jouissance d'un terrain incomparablement meilleur peut être obtenue avec une dépense excédant de bien peu les frais qu'entraîne l'occupation des terres libres. La différence provient de l'importance de la mise de fonds déjà faite dans ces divers terrains.

Les Etats-Unis payèrent à la France, à l'Espagne et aux indigènes de l'Amérique, de fortes sommes pour les terres cédées. Grâce à la paix et à la croissance du capital, la spéculation avait été avantageuse, et pourtant, malgré tout, le rendement de la vente, à la fin de 1835, ne fut que de 58 millions de dollars, soit précisément ce qui avait été dépensé. Si l'Etat avait dû payer des impôts, les dépenses n'auraient pu être couvertes. La ville de Washington et le Canada présentent des faits analogues.

Jusqu'ici il n'a été question que de l'Europe et des Etats-Unis ; l'Australie confirmera également ce qui vient d'être dit.

En se fondant sur le compte-rendu de la Compagnie de l'Australie Occidentale, Carey conclut, d'après les chiffres de l'importation, de l'exportation et de l'évaluation des propriétés, qu'avec

une dépense de 500,000 liv. st., il n'a été acquis de propriétés que pour 138,041 livres. Un capital considérable fut dépensé pour l'organisation d'une misérable colonie, trop pauvre pour rembourser à la métropole les frais de son existence et qui aurait péri si elle avait été abandonnée à elle-même. On retira de l'entreprise, en 1834-35, déduction faite des dépenses d'administration, une somme égale à zéro. L'établissement de chaque famille coûta 1300 liv. st. Avec cette somme, on aurait pu assurer l'existence des colons en les dirigeant vers les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, ou simplement en les organisant sur place, en Angleterre. Dans leur patrie, ils eussent du moins produit ce qu'ils auraient consommé ; en Australie, ils engloutirent un capital considérable et ne produisirent rien.

La nouvelle compagnie de l'Australie du Sud, agissant d'après les idées de Wakefield, a fait une tentative infructueuse pour vendre des terres sans aucune valeur, à 12 shelings l'acre. D'après Wakefield, dont la théorie date de quelques années, les hommes ayant des terres en trop grande abondance sont portés à se disperser sur une trop grande étendue ; c'est pourquoi il faut les retenir les uns à côté des autres par les prix élevés des lots de terre, afin d'assurer ainsi à la société les avantages d'un travail en commun. On prétend qu'il ne faut pas permettre au colon pauvre (c'est-à-dire sans capital et sans préparation nécessaire) de devenir tout d'un coup propriétaire foncier, ni au riche de s'entourer de terres désertes, achetées à vil prix et qu'il ne peut pas cultiver. Dans l'intérêt de l'un et de l'autre, une certaine contrainte du dehors est nécessaire afin de les maintenir en contact, sans empêcher d'ailleurs l'expansion de l'activité du travail, au fur et à mesure de l'accumulation du capital et de l'accroissement de la population. Il est étrange qu'il ne soit pas venu à l'esprit de ces théoriciens que tout homme dirige beaucoup mieux ses propres affaires en suivant ses idées personnelles qu'en se conformant à des règlements prescrits par autrui. Il paraît que la plupart des économistes pensent que trois conditions sont indis-

[illegible] à la production : premièrement, une direction ; secondement, une [illegible] ; et troisièmement, une direction ! Le principe de Wakefield est vrai, en tant que critique d'un système de colonisation choquant à la dispersion de la population ; mais il conduit à des résultats funestes, parce qu'il enlève aux colons le capital nécessaire pour l'amélioration du sol, pour la construction des voies de communication, etc. L'insuccès de l'application de ce système est amplement démontré par l'exemple de la terre de Van Diémen où, pour le prix établi de 5 schelings l'acre, il ne se présenta pendant trois ans qu'un seul acquéreur, et encore était-ce un officier en retraite !

Après ces réflexions, Carey passe à l'examen de la valeur des biens urbains et des dépenses faites pour ces immeubles.

Le revenu que rapporte la propriété londonnienne est égal à 7 millions de livres sterling, et cette même propriété immobilière de Londres, d'après le revenu de 22 années réunies, est évaluée à 154 millions de livres sterling. Si la population ouvrière de Londres ne dépasse pas un demi-million, et si le salaire annuel se monte à 60 liv. st. par homme, la valeur de toute la propriété urbaine égalera la valeur d'un travail de 5 ans. Mais peut-on, par un travail pareil, construire une ville comme Londres ? Même au moyen d'un travail quadruple, la chose ne serait pas possible.

La valeur des immeubles dans la ville et le comté de Philadelphie est de 117 millions de dollars, soit 117 millions de journées de travail, ou encore la valeur du travail de 80,000 hommes pendant 5 ans. Durant une période aussi courte, ceux-ci ne pourraient en aucune façon défricher le terrain et édifier les constructions existantes. Il n'existe pas de propriété qui prouve d'une manière plus indiscutable que ne le font les terrains urbains le fait que la valeur dépend du travail et du capital. Dans les environs de New-York, de Philadelphie, de Londres et de Liverpool, les terrains ont acquitté, sous forme d'impôts, de telles sommes, qu'en prenant en considération les intérêts y afférents, il aurait été plus avantageux pour les propriétaires d'acheter des fonds

rapportant le deux pour cent. Le prix actuel de ces terres n'a pas atteint les déboursés qui y ont été appliqués.

D'après la théorie adoptée, c'est la nécessité d'avoir recours aux emplacements urbains plus éloignés du centre des opérations commerciales, qui crée la rente. On serait obligé d'admettre cette thèse si, avec le temps, la rémunération du travail et du talent, ainsi que les profits commerciaux, avaient diminué ; mais, lorsqu'on voit qu'avec l'occupation des rues plus éloignées, la valeur des biens appartenant aux habitants en général s'est accrue, il faut en conclure que cette augmentation de valeur s'est produite par suite du développement de la production, qui a permis aux personnes demeurant dans les quartiers excentriques de la ville d'obtenir une rémunération plus forte que celle qu'on recevait autrefois au cœur même de la ville. Carey ne veut pas dire par là qu'à un moment donné la rémunération soit devenue plus forte dans les quartiers éloignés qu'au centre de l'activité urbaine, mais il dit qu'aux différentes époques, les revenus dans les quartiers éloignés deviennent plus grands qu'ils n'étaient précédemment au centre de la ville, où, cela va de soi, les revenus croîtront proportionnellement aux nouvelles dépenses de capitaux.

Ainsi, la propriété qui consiste en terres, maisons, etc. est sujette aux mêmes lois que celle qui s'est accumulée sous forme de haches, de bateaux ou de mécanismes destinés à seconder le travail. A mesure que la population s'accroît, le capital devient plus abondant et la culture s'étend à d'autres terres ; la propriété peut disposer dans l'échange d'une quantité toujours moindre de travail et exiger une partie moindre des produits pour le loyer de son usage.

Là où les améliorations ont été les plus considérables, la valeur actuelle de la terre, comparativement à la valeur du travail existant, est petite. Les mécanismes (c'est-à-dire les capitaux) qui aident le travail égalent, aux Etats-Unis, la somme des produits d'un travail de trois ans, en Angleterre de six ans, en Ecosse de huit ans, en Irlande de onze ans. Si, en Angleterre, l'intérêt est

plus bas qu'en Amérique, il ne faut pas oublier que la vraie cause de ce phénomène (qui induit facilement en erreur celui qui compare ces diverses données) réside en ce que les entraves mises aux dépenses du capital augmentent le prix en argent des dépenses rapportant un revenu ; c'est ce qui fait qu'en Angleterre la propriété immobilière se vend pour la somme des revenus de trente années, tandis qu'en Amérique les capitalistes l'évaluent à la somme des revenus de 18 à 20 ans au maximum. Ainsi tout ce qui entrave la croissance du capital ou le libre emploi du travail, élève la valeur des biens exprimée en travail. Pour une parcelle de terre rapportant un certain revenu, l'ouvrier anglais, retenu loin du travail des manufactures par les restrictions imposées au commerce extérieur, donne une plus grande quantité de travail; l'ouvrier français fournira deux fois plus que lui et l'Américain seulement les $^3/_4$ de la quantité fournie par l'Anglais.

Dans les conditions où se trouvent l'Ecosse, l'Irlande et la France, c'est-à-dire avec toutes les limitations industrielles existantes, les dettes énormes, etc., la propriété déjà accumulée dans ces pays ne peut avoir aucun prix aux yeux de l'Américain. La production annuelle de l'Ecosse, d'après Carey, est égale à 36 millions de livres sterling ou 180 millions de dollars ; si on en retranche les salaires, évalués d'après l'échelle des prix américains à 165 millions de dollars, plus 10 millions pour le payement des intérêts des emprunts d'Etat, il ne restera plus que 5 millions pour la part du profit.

L'ensemble des produits de l'Irlande est à peine suffisant pour payer à la moitié de la population un salaire égal à celui des ouvriers américains, en sorte que, dans les conditions présentes, la propriété foncière de l'Irlande ne peut avoir aucun prix pour le capitaliste américain ; cependant, si, en Irlande, les droits de l'individu et ceux de la propriété étaient duement garantis, si la population y jouissait de la liberté individuelle et de la liberté de commerce, ce pays pourrait devenir un paradis terrestre.

En France, le revenu est égal à 8000 millions de francs ou

1500 millions de dollars. Le salaire pour une population égale au chiffre de la population française, exigerait en Amérique 2200 millions de dollars ; par conséquent, pour l'agriculteur américain, il n'y aurait aucun avantage à occuper de pareilles terres, lors même que tous les produits lui auraient été donnés à titre de salaire. Dans les circonstances présentes, pour le capitaliste américain, la terre française, tout aussi bien que la terre irlandaise, n'a pas de valeur d'échange, et une population d'ouvriers américains, égale en nombre aux ouvriers français, ne voudrait pas la prendre gratis. Quel est, en effet, le mobile qui pourrait les pousser à prendre possession même du royaume entier (what inducements could they have to accept the ownership of the whole kingdom ?), quand on leur aura tenu ce langage : Il vous faudra toujours guerroyer, supporter la charge d'une armée immense, être enchaînés par des restrictions dans toutes les branches de l'industrie ; vous ne pouvez pas compter sur l'accumulation du capital ; la misère qui provoque incessamment les révolutions dans l'espérance d'un changement en mieux, sera votre partage, et vous aurez à entretenir un mécanisme gouvernemental coûteux, tout en souffrant du manque de sécurité pour les personnes et pour les biens. L'agriculteur français est absolument dans la même situation vis-à-vis de l'Indien. (?!)

L'existence de l'esclavage aux premières époques de la vie sociale est, selon Carey, en contradiction directe avec l'idée de la valeur inhérente à la terre. L'esclavage existe là où la population est clairsemée, où la terre est abondante et où le sol le plus fertile est seul cultivé. C'est un moyen de percevoir la rente auquel on a recours jusqu'à ce que le capital ait été employé pour donner de la valeur à la terre. Lorsque le capital augmente et que la terre acquiert de la valeur grâce aux dépenses faites pour elle, alors cesse la nécessité (?) de réduire des hommes en esclavage, et cela parce que les esclaves consentiront de bon gré à payer une rente plus forte que le revenu qu'on tirait d'eux en les retenant sous le joug.

Il faut croire, dit Carey, que le lecteur nous accordera maintenant que la rente et les intérêts du capital sont une seule et même chose, et que la valeur de la propriété foncière, de même que la valeur des autres dons de la nature existant en quantité illimitée, provient uniquement du travail affecté à leur appropriation et à leur amélioration. A l'appui de cette idée, Carey cite les espaces incommensurables de terres incultes, qui pourraient nourrir une population dix fois plus nombreuse, même avec nos connaissances agronomiques actuelles. Comment se fait-il donc, avec une telle quantité de terres fertiles et inoccupées, qu'on en loue d'autres et qu'on paie une rente ? C'est qu'il est plus avantageux de payer l'intérêt d'un capital dépensé et d'acquérir beaucoup plus, que de s'éloigner dans des déserts fertiles.

Après cela Carey réfute les objections élevées contre ses thèses principales. On peut se demander : Pourquoi les Irlandais cherchent-ils du travail aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, tandis que les habitants de la Nouvelle Angleterre se rendent à à l'Ouest et que ceux de la Virginie et de la Caroline du Nord passent avec leurs esclaves au Mississipi et dans l'Alabama ? C'est parce que les Irlandais, avec la croissance accélérée du capital, avec la sécurité et la liberté, trouvent en Amérique un salaire élevé, qu'ils deviennent ouvriers agricoles ou prennent eux-mêmes des terres en fermage. Dans ce dernier cas, en rendant au propriétaire une petite part des produits, en guise d'intérêt du capital dépensé pour l'amélioration des fermes, ils reçoivent encore pour leur travail une plus forte rémunération. Peut-être les prédécesseurs de ces fermiers se trouvent-ils sur le chemin de l'Illinois, espérant trouver des fermes plus avantageuses, et sachant qu'à l'Ouest les terres se vendent à des prix très bas, relativement aux avantages énormes qui accompagnent les dépenses immenses en capitaux faites pour l'amélioration du sol, pour l'établissement des communications, etc. Ils sont convaincus que de telles dépenses doivent continuer et augmenter avec une rapidité extraordinaire, et que chaque dollar dépensé aura pour effet d'accroitre la valeur

de la propriété acquise par eux. Mais les colons obtiennent ces avantages au prix de beaucoup de privations.

La population des états à esclaves se déplace par le même motif qui fait que l'on changeait les chevaux aux relais de poste. La culture est fondée sur l'épuisement du sol et sur le passage aux terres vierges. Si l'on suivait un autre système, en rendant à la terre par l'engrais ce qui en est extrait par la moisson, si la consommation n'était pas si forte, et si les capitaux accumulés étaient employés à l'amélioration, les vieilles terres auraient une valeur plus grande que les terres nouvellement occupées.

Enfin Senior, en attribuant l'origine de la valeur à la limitation des quantités des produits, prétend que ceux-ci garderaient leur valeur alors même que la nature les donnerait à l'homme dans la quantité existante, sans aucun travail de sa part. Ils s'échangeraient dans la même proportion qu'aujourd'hui, c'est-à-dire conserveraient la même valeur relative. Et dans cette hypothèse, selon Carey, la valeur des produits est définie par le travail employé à l'appropriation et à la livraison, et elle diffère considérablement de la valeur réelle. Le poisson nous est jusqu'à présent fourni par la nature, et toute sa valeur dépend du travail affecté à la pêche et au transport. Le pêcheur travaille maintenant pendant une année pour gagner la subsistance de sa famille ; consentira-t-il à donner la même quantité de poisson pour le froment et la cotonnade qui lui sont nécessaires, si, pour l'acquisition de ces objets, il n'est besoin, au lieu du travail d'une année, que de celui d'une semaine seulement ? Si tous les produits employés aujourd'hui étaient fournis par la nature dans leur quantité actuelle et sans aucun effort de la part de l'homme, leur valeur relative se mesurerait aux frais de la production là où ils seraient demandés. Mais, remarque Carey, tous les facteurs de la production : la terre, l'air, l'eau, la chaleur, la vapeur, etc. se trouvent en réalité en quantité illimitée. (?) Chacun peut en avoir autant qu'il juge avantageux de s'en procurer. De même, tous les produits dont jouissent les hommes se trouvent en quantité illimitée

et peuvent être multipliés à volonté à l'aide du travail. Leur *valeur* dans tous les cas est mesurée par la quantité de travail qu'ils exigent, en restant dans la limite de ce qui est indispensable pour satisfaire les exigences de ceux qui possèdent d'autres produits proposés en échange.

Dans la comparaison de la valeur du capital agraire existant avec les dépenses faites pour sa formation, Carey, par des données statistiques et l'observation de ce qui se passe en réalité, confirme beaucoup moins sa théorie de la rente, qu'il ne refait la théorie de la valeur, exposée par lui, et d'après laquelle la valeur des produits dépend de la quantité de travail nécessaire à leur reproduction. Il a raison quand il cherche à prouver que la valeur de la terre, des mines de charbon, des mines de métaux, dépend moins de la fertilité du sol, de l'abondance des minéraux et de la richesse du minerai, que de la dépense des capitaux ; toutefois il faudrait ajouter que cette dépense est faite non seulement par les propriétaires de ces terres, mais aussi, en général, par toute la population du pays, par l'Etat, et même par les populations des contrées avec lesquelles le pays en question se trouve en relations étroites. Il faudrait aussi remarquer que, dans des conditions identiques, la qualité du sol ou la richesse des mines constituent un élément décisif dans la fixation de la rente ; malgré cela, il est certain qu'en réalité, dans la culture, le passage des meilleures terres aux terres moins bonnes, des mines les plus riches aux plus pauvres, est un fait qui ne se présente pas toujours.

Ensuite, se fondant sur ce que le prix payé pour les biens-fonds ne correspond pas au prix du travail nécessaire à leur création, Carey réfute, sans s'en rendre compte, sa propre théorie de la valeur, qui est basée sur le fait que la valeur des produits n'est pas égale à la quantité de travail qu'ils ont nécessitée, mais à celle qu'exige leur reproduction. Par une multitude d'exemples, l'auteur

prouve que les biens immobiliers ne peuvent être reproduits par un travail de la même valeur.

Est-ce à dire que le travail dépensé dans les biens immobiliers ait perdu une partie de sa valeur ou que le travail ait renchéri depuis ? Peut-on dire aussi que la valeur des biens-fonds ait été créée par le simple travail du journalier ? Est-ce que, dans les constructions, le travail des techniciens, des architectes, des ingénieurs, des artistes, etc. n'a pas eu sa part ? Peut-on assimiler leur coopération à un simple travail manuel ?

On est plus fondé encore à faire observer, dans la théorie de Carey sur la rente en particulier et sur la valeur en général, qu'il a laissé passer inaperçue ou plutôt qu'il a mis sur le compte des dépenses du travail et du capital, l'action des circonstances extérieures favorables (Conjuncturen) sur la valeur des propriétés, cause essentielle à laquelle les économistes allemands contemporains vouent une attention particulière. Ainsi, par exemple : on construit un chemin de fer et les terrains voisins de la ligne doublent de valeur sans que les propriétaires y fassent aucune dépense ; ou bien la population d'une ville s'accroît et les prix des terrains s'élèvent indépendamment des capitaux placés, par le seul fait de la prévision d'une demande future d'emplacement pour des constructions, ou pour des maisons et des appartements.

En conclusion, Carey tâche de réfuter Senior au sujet de l'influence de la rareté sur la valeur, mais il est douteux qu'on puisse accepter l'opinion de Carey, parce que toute son argumentation repose sur l'idée que la terre, l'air, l'eau, la chaleur, la vapeur, etc. se trouvent exister en quantité illimitée. Ce qui peut être mesuré se trouve toujours en quantité définie et non illimitée, surtout lorsqu'il s'agit d'un cas concret. On ne pourrait pas persuader une population qui souffre de la pénurie des terres que celles-ci se trouvent en quantité illimitée, précisément parce que la terre qui lui est accessible est insuffisante pour la nourrir de ses produits. Et enfin, la superficie de la terre ferme sur le

globe terrestre est-elle sans limites ? Est-ce que la chaleur elle-même, dont dépend tout ce qui est vivant sur notre planète, est en quantité illimitée ? Personne ne cède un travail d'une année pour celui d'une semaine, si ce dernier est accessible ou n'est pas indispensable ; mais si ce travail d'une semaine est nécessaire, et s'il ne se trouve pas à la portée du demandeur, on prend aussi en considération, entre autres choses, le besoin qu'on en a, et qui se manifeste dans la demande.

CHAPITRE IX

FLUCTUATION DES PRIX.

Si les idées que j'ai énoncées sont justes, remarque Carey, on peut s'expliquer par elles les fluctuations de valeur de la propriété foncière, qui s'élève parfois au-dessus et quelquefois s'abaisse au-dessous de son prix réel.

Il a été remarqué plus haut que la valeur d'une charrue, d'une machine à filer, d'une ferme, etc. baisse avec le temps. Il en a été ainsi dans le passé et on peut en conclure que le même phénomène a lieu dans le présent, parce que la nature agit toujours d'après les mêmes lois. Il en résulte aussi que la croissance actuelle de la valeur des terres ne correspond pas au travail effectué pour leur amélioration. La production annuelle des Etats-Unis est évaluée à 1500 millions de dollars. Si l'on suppose qu'un dixième de cette somme est employé à des constructions, à l'établissement de chemins de fer, etc., il faut admettre que la croissance annuelle de la richesse publique est inférieure à ce dixième. Il ne peut être affecté aux dépenses en question qu'une part du salaire ou du profit, celle qui est inutile pour la consommation

courante. La chose sera plus claire si nous considérons l'activité économique d'un particulier. Ainsi par exemple, si un industriel, employant dans une entreprise tout son capital et disposant d'un reliquat annuel de 5000 dollars, entreprend la construction d'une maison exigeant 10,000 dollars par an, il sera forcé, soit de limiter ses opérations, soit de recourir au crédit. Si ses voisins font de même, il sera obligé de suspendre sa construction et d'attendre un accroissement de capital qui lui permette de mener l'affaire à bonne fin.

Cet exemple reproduit l'histoire de beaucoup d'opérations en Angleterre et aux Etats-Unis. Dans les deux pays se manifeste de temps à autre la fièvre des spéculations sur la propriété: des fermes, des habitations rurales surgissent, des maisons se construisent, des routes et des canaux sont projetés, en partie construits, et, en même temps, les prix des immeubles montent jusqu'à ce que chacun voie enfin qu'il ne peut achever son entreprise sans l'aide de ses voisins; mais ces derniers se trouvent dans la même situation que lui. Alors la construction des maisons et des chemins de fer est arrêtée, les prix des campagnes et des maisons baissent; l'entreprise de nouvelles constructions cesse, les projets sont abandonnés et, peu à peu, s'établit un ordre de choses plus normal. Ceux qui ont pu conserver dans leurs mains la propriété perdent leurs intérêts; ceux qui ont été forcés de la vendre, la cèdent à vil prix. Telle est l'histoire de toutes les grandes spéculations sur les immeubles et des améliorations qui y ont été faites, et tels seront toujours les résultats de la croissance générale et considérable de la valeur de la propriété immobilière [1]. La hausse *locale* de la valeur peut prendre des proportions considérables et durer indéfiniment; mais la

[1] Le même fait se reproduit dans la fondation des banques. Quand tous sont entraînés à spéculer, à prêter de l'argent, c'est-à-dire placent leurs capitaux en actions de banque et destinent ces capitaux à l'escompte, il arrive bientôt que les actionnaires ne sont pas en état de faire tous les versements exigés d'eux. Beaucoup d'entre eux

hausse *soudaine* est toujours accompagnée de la baisse de la valeur sur une autre place, ou bien d'une croissance plus lente dans la suite. La valeur des terres dans l'Illinois peut s'élever promptement, mais elle ne croît que proportionnellement au capital employé aux améliorations. Si les chemins de fer et les canaux avaient facilité l'utilisation des terres, et si les fermiers de la Nouvelle Angleterre, de New-York, de la Pensylvanie avaient trouvé avantageux d'abandonner ou de vendre leurs fermes pour faire des acquisitions dans l'Illinois, en ce cas, la hausse de la valeur dans ce dernier état aurait été suivie d'une baisse correspondante à l'endroit d'où est sorti le torrent de l'émigration.

La hausse de valeur des terres dans l'Alabama et le Mississipi avait été grande, mais elle avait coïncidé avec la baisse dans les Carolines du Sud et du Nord et dans la Virginie, états dans lesquels les propriétaires vendaient leurs plantations à bas prix et, dans certains cas, les abandonnaient complètement. La même chose aurait eu lieu dans beaucoup de localités de la Nouvelle Angleterre, si les placements de capitaux dans les manufactures n'avaient ouvert à l'agriculture le marché intérieur, plus avantageux que celui qui est fourni aux terres fertiles de l'Ouest par les chemins de fer.

Carey croit impossible que la valeur de la fortune publique à New-York croisse en réalité aussi vite que l'indiquent les évaluations faites, et d'après lesquelles la propriété de New-York était évaluée en 1834 à 600, en 1835 à 700, en 1836 jusqu'à 900 millions de dollars, et il pense ainsi parce que de 1818 à 1834, dans toute l'Union, l'augmentation annuelle n'avait pas été supérieure à 100 millions, alors que la mise de fonds annuelle probable était de 150 millions de dollars. Ainsi, selon lui, la

tachent de se débarrasser des actions à moitié libérées ; mais comme les appels de versements des banques par actions s'adressent à un grand nombre de personnes, il ne se trouve pas d'acheteurs, et les actions baissent aussi longtemps que le développement du commerce ne procure pas un emploi au capital dépensé pour elles.

hausse rapide de la valeur doit être suivie plus tard d'une baisse; cette baisse se produisit effectivement bientôt après l'apparition du premier tome de ses *Principes* [1]. Si nous voyons, dit-il, une hausse rapide de la valeur des immeubles après une série d'années de prospérité grandissante, alors que le travail et le capital trouvaient un emploi avantageux, *nous pouvons, en effet, être sûrs que cela ne durera pas indéfiniment, car la hausse de la valeur réelle provient seulement des épargnes annuelles consacrées aux améliorations, et ne peut égaler le total de la somme ainsi dépensée.*

En l'absence de vexations légales, le prix du capital exprimé par les intérêts tend à baisser. Quand nous voyons le taux de l'intérêt s'élever rapidement, et le commerce donner un grand revenu, nous pouvons nous attendre à ce que le moment vienne où se produira le phénomène contraire et où les intérêts descendront au-dessous du niveau moyen, tandis qu'ils étaient auparavant au-dessus de ce dernier. *Sur le moment, le changement est attribué à une productivité plus grande du capital; mais si le capital et le travail étaient effectivement plus productifs, la part du capitaliste ne hausserait pas, mais baisserait.*

Lorsque les prix des marchandises s'élèvent en même temps que baisse le salaire de l'ouvrier, on peut être sûr que ce phénomène ne durera pas. Cela arrive par suite de la guerre, et la paix amène avec elle la baisse des prix et la hausse du salaire. Le prix des marchandises exprimé en travail baisse avec la croissance de la production et hausse avec sa décadence. Les mauvaises récoltes ont les mêmes effets que la guerre.

Le *prix* (c'est-à-dire la valeur exprimée en argent) des mar-

[1] Carey croit impossible que les chemins de fer élèvent les revenus des terres plus haut que le profit du capital qui leur a été consacré; autrement les propriétaires de chemins de fer pourraient exiger un droit pour la hausse du revenu des terres. Il est clair que, dans ce cas, l'auteur se trompe. L'emploi du capital peut être plus ou moins avantageux, et l'accroissement de la valeur des terres excède quelquefois la moyenne des mises de fonds, mais quelquefois aussi reste au-dessous d'elles.

[illegible] de l'or et de l'argent, tend à baisser, car [illegible] dans la production de toutes les marchandises [illegible] de la production de l'or et de l'argent. Une hausse générale des prix est le résultat de l'évaluation, non pas en monnaie, mais en signes représentant la monnaie (c'est-à-dire par les instruments de crédit de la circulation); dès que la demande de l'or et de l'argent grandit, le prix des signes [illegible].

Le prix du travail tendrait à baisser avec l'accroissement des difficultés qui se rencontrent dans l'extraction des métaux précieux, si les signes de crédit ne remplaçaient pas le numéraire dans la plupart des opérations [1]. Tant que cette substitution entretient le rapport existant entre le travail et la monnaie, le prix moyen reste sans changement, mais si les mines cessent de procurer la quantité suffisante de métal et si la possibilité du remplacement de la monnaie par le crédit devient moindre, alors les prix moyens baissent : ils tombent aussi avec la restriction du crédit et avec le retrait de la monnaie hors la circulation. Au contraire un développement rapide du crédit, lorsque les billets et les lettres de change tiennent lieu de monnaie, mène à la hausse des prix. Le maintien de la paix universelle, la facilité des transactions due à l'organisation des chemins de fer et à la confiance grandissante dans les billets et les lettres de change, abaissent considérablement le besoin de numéraire et élèvent le salaire exprimé en argent. Le manque de confiance amoindrit le salaire de l'ouvrier en monnaie, mais il n'y a pas de motifs de douter d'un accroissement continu de la confiance et des facilités dans les transactions, et par conséquent aussi de la hausse du prix moyen du travail, exprimé en monnaie. On peut s'attendre aussi,

[1] Ainsi Carey admet l'épuisement de la productivité de la nature : mais si l'on observe attentivement les moyens d'effectuer l'échange, on peut affirmer que, dans les sociétés avancées, le besoin d'instruments d'échange est satisfait indépendamment de l'extraction des métaux, et cela d'une manière beaucoup plus complète que dans les pays arriérés possédant des mines riches.

après la pacification du Mexique et du Pérou, à une offre plus forte des métaux ; si la chose avait lieu, alors les industries des mines deviendraient, selon toute probabilité, plus productives, et une somme donnée de travail acquerrait une plus grande quantité de monnaie.

Avec la fixité des prix moyens, il peut se produire, chez les peuples, des changements analogues à ceux qui se produisent chez les particuliers. Si le prix d'une paire de souliers vaut un dollar et que l'on en fasse une paire par jour, le prix de la journée de travail sera d'un dollar. Si un cordonnier construisait une machine à l'aide de laquelle il pût faire deux paires par jour, tandis qu'un autre ne ferait qu'une demi-paire, le premier recevrait deux dollars et le second 50 cents. L'un recevrait une rémunération au-dessus, l'autre au-dessous de la moyenne. La même chose se présente pour des peuples entiers. Les Chinois et les Indiens reçoivent un salaire inférieur, les Américains du Nord et les Anglais un salaire supérieur à la moyenne. L'acquisition de machines pareilles par tous les cordonniers augmenterait la productivité du travail et ferait baisser le prix des souliers à 50 cents la paire. Alors le prix moyen du travail exprimé en monnaie resterait le même, mais le gain de celui qui avait le monopole de cette machine tomberait à un dollar jusqu'au jour où il aura introduit un nouveau perfectionnement. Un ouvrier médiocre, qui n'est pas en état d'acquérir une machine, fera une demi-paire par jour et n'obtiendra en argent que la moitié du salaire qu'il recevait avant ce changement.

Le salaire en argent aux Etats-Unis et en Angleterre est plus élevé que partout ailleurs, parce que, dans ces pays, le travail possède des auxiliaires qui n'existent pas dans les autres parties du monde. Si ces mécanismes restaient sans perfectionnement et si les populations de l'Europe continentale arrivaient, de leur côté, au même degré de perfection dans la production que les Anglais et les Américains du Nord, le salaire en argent de ces derniers tomberait sûrement.

En supposant que le rapport entre les métaux précieux et le travail soit partout le même, le salaire perçu en argent aux Etats-Unis ne peut conserver son niveau élevé que par la supériorité du machinisme; mais une pareille supériorité ne peut exister que grâce à la liberté de l'ouvrier et du capitaliste dans le domaine industriel et à l'emploi d'une petite part seulement des produits du travail pour les services de l'Etat.

La grande société constituant l'univers est gouvernée par les mêmes lois qu'une petite société formée d'une centaine d'habitants séparés du reste du monde et dépendant absolument d'eux-mêmes pour la satisfaction de leurs besoins. Si la maladie prive la société des services du cordonnier ou du tailleur, chaque membre de la société ressentira l'effet de cette perte en voyant grandir la quantité de travail nécessaire pour se fournir de chaussures et d'habits. La production amoindrie d'un seul est suivie d'une baisse du salaire perçu par tous les autres. Il en est ainsi dans le monde entier. Si le peuple allemand ne pouvait pas vendre son blé, il ne pourrait acheter ni coton, ni tabac. Si une guerre empêchait de cultiver ces produits, le peuple des Etats-Unis en éprouverait les effets en ce qu'il aurait plus de peine à acquérir d'autres marchandises en échange de ses produits.

Le manque de la récolte du blé à l'étranger produit la hausse des prix à l'intérieur du pays et une augmentation illusoire du bien-être; mais les résultats de cette hausse des prix consistent autant dans une difficulté plus grande pour l'ouvrier à acquérir du froment en retour de ses produits, que dans la baisse de la demande de travail de la part des étrangers qui cessent d'acheter d'autres produits que ceux auxquels ils sont habitués. *La diminution de production sur un point quelconque de la terre, tend à la baisse de la quantité de marchandises que l'ouvrier peut acquérir dans chacune des autres parties du monde; tandis que l'augmentation de la production dans un pays quelconque tend à l'extension de l'acquisition dans chacune des autres contrées. Ainsi l'intérêt de tous et de chacun doit porter à désirer une ère de paix générale.*

d'accumulation de capital et d'accroissement de la productivité du travail.

Si la hausse du salaire en argent est le résultat du perfectionnement graduel des mécanismes, dont l'effet est d'augmenter les forces productrices de l'ouvrier et de mettre sa productivité au-dessus de la moyenne, il s'ensuit que ce fait est accompagné de la baisse du prix des produits[1].

Ainsi, en supposant que les cordonniers et les chapeliers des Etats-Unis pussent élever subitement leur production de 25 %, les souliers et les chapeaux baisseraient de prix, en même temps que le salaire en argent hausserait. La hausse de ce dernier, dans un pays quelconque, par l'augmentation de la production, est avantageuse à tout le monde, parce qu'elle augmente la possibilité d'acquérir les marchandises en général ; tandis que l'augmentation du salaire en un pays par la baisse de la production dans un autre est désavantageuse pour l'ensemble, puisqu'elle indique en général un amoindrissement des ressources qui permettent d'acquérir des articles de consommation.

[1] En 1834, dans deux filatures de Manchester, où l'on prépare du fil fin, un filateur pouvait produire 16 livres de fil (200 pelotons à la livre) avec des machines à 300-384 fuseaux, en travaillant 69 heures par semaine. Il produisait ainsi plutôt plus que moins de 16 livres. Ces machines furent remplacées dans cette même année par d'autres deux fois plus puissantes. Le résultat fut le suivant: Lorsque le filateur produisait 16 livres N° 200, il recevait 3 ½ schelings pour chaque livre, et par semaine (en multipliant 3 ½ par 16) 54 schel. sur lesquels il devait payer 15 schel. à ses aides. Il lui restait net 41 schel. de gain. Mais bientôt après on fit des machines à 684 fuseaux. Il commença alors à recevoir 2 schel. 5 pence par livre au lieu de 3 ½, c'est-à-dire les ⅔ du paiement antérieur, mais en même temps, il produisit, non plus 16, mais 32 livres, par semaine. Par conséquent son gain était de 32×2 schel. 5 p., soit 77 schel. 4 p. En déduisant 5 schel. pour ses aides ou 25 schel., mettons même 27 schel., son gain net était de 52 schel. 4 p. pour un travail de 69 heures, au lieu de 41, soit une augmentation de 9 schel. 4 p. par semaine. Ces données sur le revenu des filateurs sont plutôt inférieures que supérieures à la réalité. « *Supplementary Factory Report. Preface to tables by J.-W. Cowell. Esq.* »

Donc, si la hausse du salaire payé en argent suit l'augmentation du prix des produits, cela provient, soit d'une diminution dans la production, soit de la surabondance des instruments de circulation qui tiennent lieu de monnaie ; c'est désavantageux pour l'ouvrier, mais cela ne dure qu'un temps[1].

Si, au contraire, la baisse des prix suit la hausse du salaire en argent, cela provient d'une augmentation de la production ; ce fait est avantageux pour l'ouvrier et sera, selon toute probabilité, un phénomène durable.

Dans ce chapitre, Carey touche encore à différentes circonstances qui influent sur les prix, indépendamment de l'amoindrissement du travail nécessaire à la reproduction des valeurs ; il y traite, par exemple, du développement de la spéculation, de l'accroissement de la productivité du travail et du capital, de la quantité et de la facilité de l'extraction des métaux servant à frapper la monnaie, de la quantité croissante des instruments fiduciaires et des actions de diverses entreprises. Pour conclure, il tire une déduction au sujet de la solidarité des intérêts de tous les peuples et de l'importance de l'accroissement des salaires.

Il n'y a rien dans tout cela de particulièrement nouveau, mais l'exposition de Carey se distingue par l'habileté que l'auteur déploie ordinairement. Sans doute il n'approfondit pas les questions qu'il aborde ; il les effleure plutôt, mais tout son exposé s'harmonise avec l'ensemble de son ouvrage.

[1] C'est cette situation qui crée les trades-unions et les autres combinaisons ayant en vue l'augmentation de la valeur du travail. Les ouvriers sentent le désavantage du prix élevé des produits et désirent naturellement que leurs revenus soient aussi augmentés, ce qui a rarement lieu sauf aux époques qui précèdent les explosions à la suite desquelles ils seront laissés sans travail. Ils souffrent d'abord de la cherté de toutes les marchandises, et ensuite de l'impossibilité d'obtenir un paiement plus élevé. Ils complotent plus qu'ils ne raisonnent. Les entraves ou les perturbations dues aux guerres, aux vexations qui troublent l'action des lois naturelles directrices des relations commerciales, sont toujours la cause de ces hausses de prix qui font tomber le salaire et rendent les ouvriers inquiets et désordonnés.

CHAPITRE X

CONCLUSIONS

Les résultats principaux auxquels est arrivé Carey peuvent être exprimés dans les thèses suivantes :

I. L'homme désire conserver ou améliorer sa position.

II. Il cherche à atteindre ce but en s'occupant de la production des objets qui lui sont utiles ou lui procurent du plaisir.

III. L'homme ne peut ni augmenter ni diminuer la quantité de matière qui constitue l'univers ; il ne peut que transformer la matière ou la transporter d'un lieu à un autre. La production consiste dans l'assimilation, la transformation et le transport des dons de la nature.

IV. Les produits ont de la valeur aux yeux de l'homme parce qu'il les a échangés contre son travail.

V. Les valeurs produites constituent le revenu.

VI. Une partie du revenu est employée à la satisfaction des besoins présents, le surplus est conservé pour être utilisé plus tard ou pour seconder la production ultérieure.

VII. La part ainsi conservée constitue le capital, qui embrasse tous les produits ayant une valeur d'échange, comme la terre, les maisons, les vaisseaux, les réserves de consommation, les diamants et autres objets.

VIII. Le capital seconde le travail et augmente la productivité ; il facilite aussi la division des occupations et les combinaisons du travail.

IX. Le travail qui bénéficie de cette aide s'améliore en qualité.

X. Toute amélioration en qualité tend à la baisse de la quantité de travail nécessaire pour la production d'une marchandise quelconque et en facilite l'acquisition.

XI. La valeur de tous les produits au moment de la production est déterminée par la quantité et la qualité de travail exigé pour leur production.

XII. Comme toute amélioration en qualité tend à la baisse de la quantité de travail nécessaire à la production d'une marchandise quelconque, il en résulte que l'amélioration dans la qualité du travail tend aussi à la baisse de la quantité de travail qui peut être acquise en échange des produits de la même sorte déjà accumulés.

XIII. Par conséquent, à mesure que le travail s'améliore en qualité, il existe une tendance continuelle à la diminution de la quantité du travail qui peut être acquise en échange du capital existant. La valeur de ce dernier est déterminée par les dépenses indispensables à sa reproduction.

XIV. Lorsque l'ouvrier utilise un capital appartenant à un autre, il donne au propriétaire de ce capital une part des marchandises produites à l'aide de ce même capital.

XV. La part que retient l'ouvrier s'appelle le salaire, celle que reçoit le capitaliste — le profit.

XVI. Le salaire récompense l'homme de son travail, de son activité dans son art ou de son talent.

XVII. Le profit constitue la rémunération payée pour le service rendu en fournissant des objets ayant une valeur d'échange.

XVIII. Le revenu commercial est le profit du capital plus le paiement pour le travail exécuté ou la surveillance exercée.

XIX. Avec un travail de qualité inférieure, la production est faible, le capital s'accumule lentement, et le propriétaire exige

comme rémunération du service rendu une part plus grande de ce qui a été produit.

XX. A ce moment, la quantité des produits susceptibles de répartition est peu considérable. La part de l'ouvrier est minime, et il obtient avec difficulté ce qui est nécessaire à son existence. La part qui revient au capitaliste sur l'ensemble de la production est forte, mais la quantité des produits est faible ; c'est pourquoi il ne reçoit qu'une petite quantité de ces produits qui procurent le nécessaire et servent au confort de la vie, en rémunération de l'usage du capital créé avec une grande dépense de travail.

XXI. La quantité des produits échangeables n'est pas considérable, et tous deux, le capitaliste aussi bien que l'ouvrier, sont obligés d'abandonner au commerçant une plus grande part, sous forme de bénéfice commercial, diminuant de la sorte de beaucoup la possibilité pour eux-mêmes d'acquérir des produits servant au nécessaire et au confort de la vie.

XXII. A mesure que le travail s'améliore en qualité, il devient plus productif ; le capital s'accumule avec moins de travail et le capitaliste peut exiger pour son assistance une part moindre de ce qui a été produit.

XXIII. A mesure que la qualité du travail se perfectionne, la quantité de marchandises à répartir augmente. Cette production croissante est suivie pour l'ouvrier de la possibilité de retenir une part toujours plus grande des marchandises produites. Par conséquent il améliore sans cesse sa situation.

XXIV. Quoique, avec l'augmentation de la productivité du travail, la part du capitaliste devienne toujours moindre, cette moindre part procure constamment à ce dernier une quantité plus grande de produits et lui permet d'augmenter sa consommation. Ainsi, tandis que les produits s'accumulent avec une rapidité croissante, l'intérêt ou la part du profit diminue toujours pour le propriétaire, ce qui n'empêche pas que la quantité de produits obtenue par lui en retour de l'usage du capital alloué, augmente sans cesse.

XXV. La quantité des produits échangés grandit rapidemen et le marchand trouve moyen de percevoir constamment u revenu commercial plus élevé, bien que la part de l'ensemble d produits qui passe entre ses mains diminue continuellement. P conséquent tous deux, le capitaliste et l'ouvrier, obtienne la possibilité d'acquérir, en échange de leurs produits, une qua tité toujours plus grande d'objets servant au bien-être, au confo et au luxe.

XXVI. Ainsi les intérêts de l'ouvrier et du capitaliste sont harmonie parfaite entre eux, car l'un et l'autre retirent un ava tage de toute mesure qui tend à l'augmentation du capital ain que de la productivité du travail; tandis que tout ce qui mène un résultat contraire, est désavantageux à tous deux.

XXVII. L'univers entier est gouverné par les mêmes lois, q sont communes à tous les ouvriers et à tous les capitalistes particulier, ainsi qu'à un ensemble de personnes constituant u société ou un peuple.

XXVIII. C'est pour cela que les intérêts de tous les peupl sont harmoniques, et toute mesure qui tend à la diminution la productivité d'un peuple tend à la diminution de la rémunér tion de l'ouvrier ainsi que du capitaliste dans tous les autr états ; tandis que toute mesure qui tend à l'augmentation de productivité en un pays, tend à l'accroissement de la rémunér tion de l'ouvrier et du capitaliste dans tous les autres.

XXIX. C'est pour cela que l'intérêt général exige le mainti de la paix universelle, qui conjure la destruction de la populati et des capitaux ; la seule concurrence permise entre les peupl doit être de rivaliser de vitesse dans le perfectionnement de ce des arts de la paix qui contribuent à l'augmentation du bien-êt et des jouissances du genre humain.

XXX. Le désir d'améliorer leur situation pousse les hommes au travail en commun.

XXXI. Dans les sociétés primitives, le manque de capitaux met l'homme qui cherche des moyens de subsistance dans la nécessité de s'approprier les choses produites par la nature sans son aide. L'homme est obligé d'errer sur des espaces immenses pour trouver des moyens de subsistance suffisants; il utilise exclusivement le sol des hauteurs.

XXXII. C'est pourquoi, à cette époque, les hommes vivent isolés ou par petits groupes. Lorsque la population est disséminée, les terres fertiles existent en abondance, mais les moyens de les rendre productives font défaut.

XXXIII. Après avoir acquis une grande quantité de nourriture, l'homme ne peut transporter ou conserver les choses dont il n'a pas besoin pour la consommation immédiate. Aussi sa vie est-elle une alternative perpétuelle d'abondance et de privation. Il est pauvre et malheureux.

XXXIV. La première accumulation du capital permet aux hommes de recourir à la culture des plaines pour se procurer de la nourriture. Ils trouvent qu'un espace plus restreint leur assure des ressources suffisantes pour la satisfaction de leurs besoins. En pratiquant la division du travail, ils acquièrent la possibilité d'habiter plus près les uns des autres, et de se réunir pour une activité commune, qui rend le travail plus productif.

XXXV. Les outils sont pourtant encore grossiers; l'homme est forcé de cultiver une vaste superficie de terre pour obtenir ce qui est nécessaire à son existence. Le surplus, au delà de ce qui est indispensable à sa propre consommation, est petit, et presque toute la société doit travailler pour acquérir sa provision de nourriture, ensorte qu'il reste très peu de travail libre pour la confection des vêtements, la construction des maisons et la production des quelques autres objets fournissant le confort de la vie. La situation de l'homme s'améliore, mais pourtant il est encore pauvre et malheureux.

XXXVI. Par suite de l'accumulation ultérieure du capital, l'homme se met à la culture des terrains placés encore plus bas, et à chaque progrès de ce genre grandit la facilité de tirer des moyens de substance d'une surface toujours plus limitée ; c'est pourquoi les hommes acquièrent de jour en jour la possibilité de s'établir plus près les uns des autres, de s'entr'aider davantage, ce qui fait que le travail devient plus productif. Cette facilité plus grande d'acquérir les moyens d'existence, d'opérer continuellement une diminution dans la quantité de bras nécessaires à la production de la nourriture, permet précisément à un plus grand nombre de personnes de s'occuper de produire des vêtements, des habitations et les autres nécessités.

XXXVII. Ainsi, à mesure que le capital grandit, la population devient plus dense et les endroits bas se cultivent, et en même temps la rémunération du travail s'accroît. Les hommes réussissent à retirer un avantage de l'activité collective; la douceur des mœurs et la bienveillance remplacent la sauvagerie et les coutumes de pillage des premiers stades de l'organisation sociale. La pauvreté et la misère disparaissent peu à peu, et font place au bien-être et au confort. Le travail devient progressivement moins lourd, et la somme d'efforts nécessaires pour assurer l'existence diminue. L'homme est à même de consacrer plus de temps à son éducation morale. Le développement moral progresse en même temps que le développement matériel, et les vertus qui accompagnent la civilisation remplacent les vices de la vie sauvage.

Telles sont, dit Carey, les lois qui gouvernent la production et la répartition des richesses, lois qui se déduisent de l'expérience faite dans le monde entier pendant des centaines et même des milliers d'années. Nous sommes convaincus qu'elles sont, comme les autres lois de la nature, simples, et que, pour cette raison même, elles présentent, selon toute probabilité, le caractère de vérités générales. Il existe un autre signe auquel on peut reconnaître que ces lois nous sont données par la nature ; elles établissent une harmonie, un plein accord entre les intérêts du

propriétaire et du fermier, du capitaliste et de l'ouvrier, du planteur et de l'esclave!

Souvent les intérêts paraissent contraires là où ils sont en réalité harmoniques. Les propriétaires fonciers anglais voyaient dans les lois sur les céréales un avantage pour eux ; tandis que, en réalité, ces dispositions législatives firent tomber leurs revenus à 3 et 3 ½ %, au lieu de 4 et 5 % qui était leur taux naturel. En outre, les propriétaires fonciers étaient en perte par suite de la décadence où se trouvait la production agricole.

Les manufacturiers des Etats-Unis n'ont jamais tiré de réels avantages des tarifs protectionnistes. Poussés à des dépenses par des lois coercitives, ils obtenaient, sous ce régime, un rendement moindre que lorsque ces lois n'existaient pas.

Selon Ricardo, les propriétaires fonciers gagnent à l'établissement de prix élevés et de fortes rentes, autrement dit à la cherté de la production, tandis que les manufacturiers et les consommateurs y perdent. Les opérations entre propriétaires fonciers et personnes d'autres catégories ne ressemblent pas aux opérations d'échange dans lesquelles les deux parties gagnent, parce qu'ici tout l'avantage est d'un côté et toute la perte de l'autre ; si le blé baissait de prix grâce à l'importation, la perte provenant de la prohibition de l'entrée du blé serait plus sensible pour une partie que l'avantage ne serait grand pour l'autre. De même les profits restreints, sont, selon Ricardo, dans les intérêts de l'ouvrier, mais non pas dans ceux du capitaliste. D'après Senior la production ne se développe que si elle assure un grand profit ; mais il est avantageux pour les ouvriers que le profit soit petit.

Telles sont les erreurs qui résultent du manque de compréhension des lois de l'harmonie dans l'ordre économique. En rejetant ces lois et en se tournant vers l'accaparement et le monopole, on finit par trouver que les intérêts des parties sont contraires : ce qui est avantageux à l'un est désavantageux à l'autre. La base de l'accord mutuel disparaît et le conflit apparaît, conflit qui n'existe pas là où les lois de la nature gouvernent le monde,

mais qui est inévitable dans tout système qui admet, comme un des principes fondamentaux de notre existence, le droit du plus fort.

> That they may take who have power,
> And those may keep who can.

Dans les 37 thèses précitées, Carey formule la conclusion définitive de sa doctrine. L'idylle dessinée par l'auteur reproduit les temps patriarcaux de la république transatlantique, alors que la lutte des intérêts ne se manifestait que très faiblement ; mais la connaissance de l'histoire aurait dû amener Carey à la conclusion que l'harmonie des intérêts, bien loin d'être une chose nécessaire, inévitable, ne s'élabore que par la civilisation et ne se révèle que comme possibilité ; il aurait dû aussi constater qu'une des conditions d'existence de cette harmonie se trouve dans l'autorité morale et même dans la force coercitive du pouvoir suprême, toutes les fois que la puissance morale ne suffit pas. Sans doute, les diverses associations et les rapports qui s'établissent entre les hommes sont des formes préétablies par la nature ; sans doute aussi l'arbitraire de l'homme a des limites qu'il est impossible de franchir sans toucher à l'existence de la société et à la vie des particuliers.

Après la destruction même de la société, si un tel événement arrivait, tôt ou tard viendrait l'époque de sa reconstitution, car de même que dans la nature les forces perturbatrices ne sauraient détruire la matière, de même aussi dans l'humanité ces forces ne sauraient anéantir les principes sociaux de solidarité, de sociabilité et d'union. Ainsi que les perturbations dans le monde physique troublent l'harmonie de la nature, ainsi les forces perturbatrices, dans les sphères sociales, amènent la lutte des intérêts. L'harmonie entre ces derniers ne peut s'établir que lorsque toutes ces forces sont suffisamment équilibrées.

Par cette raison, tout ce que dit Carey est juste au fond, mais ne l'est que dans certains cas exceptionnels, lorsque *personne ne s'empare du bien d'autrui, tout en ayant le pouvoir de le faire.* On ne pourrait non plus démontrer que celui qui s'enrichit aux dépens d'autrui deviendra plus riche s'il choisit des moyens d'acquisition honnêtes et moraux. Les intérêts d'un monopolisateur en contact avec ceux des consommateurs ne semblent pas leur être opposés, et cependant ils le sont, et les millions accumulés dans les mains des Astor, des Gould et des Rockefellers, sont une preuve manifeste que l'enrichissement le plus aisé se fait aux dépens d'autrui.

Lorsqu'il voit *une harmonie parfaite entre les intérêts du propriétaire et du fermier, du capitaliste et de l'ouvrier, du planteur et de l'esclave,* Carey oublie évidemment que la seule existence de l'esclavage est, par elle-même, la négation de l'harmonie des intérêts. Et pourtant cette harmonie existe comme but, comme objet de sollicitude des meilleurs de ces esprits généreux, de ces âmes élevées qui, d'un monde de cruelle réalité, se sont transportés en pensée dans un monde de justice, de bien-être et de civilisation.

On pourrait appliquer à ces âmes généreuses les paroles du poète sur les utopistes :

> Honneur au fou qui ferait faire
> Un rêve heureux au genre humain !

TROISIÈME PARTIE

JOHN STUART MILL ENVISAGÉ COMME ÉCONOMISTE

(John Stuart Mill. *Principles of political economy with some of their applications to Social Philosophy. — Principes d'économie politique avec quelques unes de leurs applications à la philosophie sociale.* 1865 [1].)

Le nom de John Stuart Mill, comme philosophe, publiciste et économiste, jouit d'une grande et honorable réputation. Peu d'économistes sont parvenus à un tel degré d'influence et de popularité. Mill est cité par les adeptes des tendances les plus opposées, à commencer par les économistes libéraux et à finir par les socialistes. Carey, Bastiat et Macleod ont eu des admirateurs enthousiastes et des détracteurs impitoyables; Took et Newmarch ont été beaucoup loués mais peu lus; devant Mill tout le monde s'est incliné, sauf peut-être les partisans de l'immobilisme absolu, et encore ceux-ci préféraient-ils ne pas entrer en lutte avec lui.

Cette situation honorable, qui est l'apanage d'un petit nombre d'élus, porte involontairement au désir de s'expliquer en quoi consiste le secret d'une vogue si énorme et si rare. Pour parvenir à dominer les esprits il faut avoir, sans doute, beaucoup de talent; mais cela ne suffit pas. Il faut, de plus, posséder l'apti-

[1] Il existe beaucoup de traductions des *Principes d'économie politique* de Mill; la meilleure est celle de Soetbeer, en allemand. Une traduction russe a été publiée par A.-N. Pypine, en 2 vol. (St. Pet. 1868). L'auteur de cet article a exposé la doctrine de Mill d'après l'original. La plupart des analyses critiques écrites sur Mill sont des panégyriques. Au nombre de ces derniers il faut placer quelques pages d'introduction précédant la traduction de Courcelle-Seneuil et un petit ouvrage de Lange *J. St. Mill's Ansichten über die sociale Frage, und die angebliche Umwälzung der Socialwissenschaften durch Carey*, qui est surtout remarquable par l'analyse de la doctrine de Carey. Parmi les exceptions nous citerons la monographie de Rojdestwensky : *De l'importance de Mill parmi les économistes contemporains* (St. Pet. 1867), qui considère l'utilitarisme comme le trait caractéristique de Mill. Tout en étant, sur beaucoup de points, en désaccord avec l'auteur distingué de cette étude, nous devons reconnaître que M. Rojdestwensky a étudié à fond non seulement Mill, mais aussi la littérature économique contemporaine.

tude à satisfaire les besoins de la pensée contemporaine, la faculté de se pénétrer de ses tendances les plus intimes, et savoir se poser de façon à être considéré par chacun comme un des siens. Mill possédait précisément cet art à un degré éminent. A sa place, un autre eût écrit un livre sans couleur, ou serait tombé dans des contradictions criantes (il existe chez Mill beaucoup de contradictions masquées), et, en voulant plaire à tous, n'aurait plu à personne. Mill, au contraire, ne s'avance presque jamais trop loin : en parlant de l'ordre de choses existant, il n'arrive pas à la conclusion que cet ordre doive être aboli ; en parlant de la possibilité d'une nouvelle organisation sociale, représentée par les utopistes comme la meilleure, il n'admet pas qu'il y ait moyen de sacrifier pour cela la liberté individuelle. Autrement dit, Mill n'est pas satisfait de l'ordre social reposant sur le principe de la propriété privée et de la liberté individuelle, mais en même temps il considère le communisme et le socialisme comme des doctrines qui attendent encore d'être vérifiées par l'expérience ; il voit et comprend tout le mal qui existe dans le présent, et s'arrête avec des paroles de sympathie devant les espérances fondées sur l'avenir. Mais sa pensée est si sévère, et son esprit si clairvoyant, qu'il ne peut pas s'adonner à la construction d'utopies. En marquant les limites de l'activité gouvernementale, Mill se montre ami de la liberté et défenseur des principes de non-intervention du pouvoir ; mais il n'hésite pas à invoquer l'appui de celui-ci lorsque l'intérêt de la société l'exige. Ce serait à tort que nous ne verrions dans cette souplesse d'orientation (si l'on peut s'exprimer ainsi) que l'indice de convictions instables, ou bien la reconnaissance du principe que chaque phénomène a droit à être examiné sans passion ; l'esprit de Mill se distingue par une telle clarté et une telle précision que ces tergiversations proviennent non pas du scepticisme d'un homme qui doute de ce qu'il dit, mais des erreurs de sa logique. De même son indulgence pour les doctrines socialistes provient, non pas de son impartialité à envisager les diverses

tendances en lutte les unes avec les autres, mais de ses sentiments profondément humanitaires. Mill a beaucoup de traits communs avec les esprits vraiment politiques qui ne se laissent pas effrayer par telle ou telle doctrine, et ne sont pas saisis d'horreur, d'effroi et d'indignation au seul mot de socialisme; en même temps il ne peut garder son calme et sa froide indifférence vis-à-vis des doctrines, même les plus éphémères, quand elles sont inspirées par le désir du bien-être social.

Abstraction faite de ces particularités, le livre du célèbre écrivain présente encore de l'intérêt, en ce qu'il appartient au nombre des rares ouvrages qui constituent, non seulement un traité savant, mais aussi un essai d'exposition de la science selon des principes philosophiques. On pourrait dire que l'économie politique de Mill est comme l'application de sa logique et une vérification de celle-ci par la réalité. Il faut par conséquent, pour faire une étude critique de ses *Principes d'économie politique*, se servir, comme d'un auxiliaire, de son *Système de logique*. Les erreurs de Mill sont principalement d'une nature logique; elles proviennent soit des vices de la méthode elle-même, soit d'une application inexacte de cette méthode dans des cas où celle-ci est irréprochable. D'une part, Mill a trop de foi dans le raisonnement aprioristique, dans la possibilité de déduire l'économie politique de quelques thèses peu nombreuses, qu'il prend pour les causes des phénomènes; d'autre part il s'arrête trop rarement à la vérification des conclusions théoriques par les indications de l'expérience. Afin de comprendre le fond de ce qui vient d'être dit, il faut d'abord se rendre compte de la méthode scientifique de Mill; ce n'est qu'ensuite, après avoir examiné sa conception du système et du problème de la science économique, qu'il convient d'exposer le contenu et de présenter l'appréciation des cinq livres qui composent son ouvrage.

CHAPITRE PREMIER

LA MÉTHODE SCIENTIFIQUE DE MILL APPLIQUÉE A L'ÉCONOMIE POLITIQUE. [1]

L'esprit de l'homme suit deux voies dans la recherche de la vérité : ou bien il observe les phénomènes et il les reproduit en tirant des conclusions quant à leurs causes et au mode d'action de ces causes — ou bien il adopte certains principes, certaines suppositions comme des axiomes, comme des vérités, et il en dégage une série de conclusions, en expliquant les phénomènes qui devaient se produire dans ces circonstances. La première voie est l'induction, et la méthode elle-même s'appelle *inductive*. Ce procédé sert à découvrir et à démontrer une vérité générale. Taine y voit une opération par laquelle nous concluons que ce qui est vrai pour des phénomènes distincts, l'est aussi pour toute une série de phénomènes du même genre — qu'une vérité qui s'est manifestée à un moment donné, sera toujours une vérité dans des circonstances identiques. La seconde voie est la déduction, d'où le nom de méthode *déductive*. La connaissance de certaines vérités mène à une série de nouvelles vérités et de nouvelles thèses, à l'explication des phénomènes dans lesquels agissent certaines causes données, ou dans lesquels se produisent des phénomènes consécutifs du même genre.

En comparant les deux méthodes de l'induction et de la déduc-

[1] Mill. *System of Logic*, et *St. Mill et Taine*, trad. par N. Chmielewsky (St. Pet. 1866). Les citations de ce dernier livre ne sont pas marquées dans le texte de l'article parce qu'on y a fait des transpositions et, parfois aussi, des changements insignifiants de rédaction.

tion, au point de vue de leurs avantages, de leur utilité, et de leurs domaines d'application, nous découvrons — dit Taine dans son excellente analyse des travaux de Mill envisagé comme philosophe — toute l'histoire de la science humaine, ses contradictions, ses espoirs et ses limites. L'induction fut prédominante au temps de Bacon, mais elle commence à déchoir de nos jours; la déduction eut du dessous au temps de Bacon, mais elle commence maintenant à reprendre son importance. La science, après avoir passé d'un état déductif à un état expérimental, retourne aujourd'hui de l'état expérimental à l'état déductif. Au domaine de l'induction se rattachent tous les phénomènes qui relèvent de l'analyse et ceux qui admettent l'expérimentation. Au domaine de la déduction se rattachent tous les phénomènes qui ne sont pas analysables et ceux qui échappent à l'expérimentation. La première méthode est applicable à la physique, à la chimie, à la zoologie, à la botanique, à l'ordre inférieur d'investigation de chaque science, partout où les phénomènes, peu compliqués, ne dépassent pas nos forces et peuvent être modifiés par les moyens dont nous disposons. La seconde méthode est applicable à l'astronomie, aux parties supérieures de la physique, à la physiologie, à l'histoire, et en général aux parties supérieures de chaque science, partout où les phénomènes sont, ou très compliqués, comme par exemple dans la vie animale ou sociale, ou inaccessibles pour nous, comme le sont par exemple les mouvements des corps célestes et les révolutions de l'écorce terrestre. Lorsqu'on n'emploie pas la méthode convenable — la science s'arrête, lorsqu'on emploie la méthode qui convient — la science avance. Là se trouve tout le mystère de son passé et de son présent. Les sciences naturelles restèrent stationnaires jusqu'à Bacon, précisément parce qu'avant lui on employait la méthode déductive là où il aurait fallu employer l'induction; la physiologie et les sciences morales n'avancent pas de notre temps, parce qu'on leur applique l'induction alors qu'il faudrait procéder par voie de déductions. Les phénomènes physiologiques ne peuvent être

expliqués qu'au moyen de déductions basées sur des lois physiques et chimiques[1].

Les phénomènes historiques ou, plus strictement, sociaux, ne peuvent être expliqués qu'au moyen de déductions et des lois de la raison. De même que la physiologie et l'histoire, toutes les autres sciences tendent à devenir déductives, afin de s'exprimer en quelques thèses générales dont on puisse déduire tout le reste. Moins ces thèses sont nombreuses, plus la science a avancé. Moins une science exige de suppositions et de données, plus elle est parfaite. Le fait d'être ramené à une petite quantité de principes est l'état définitif d'une science. L'astronomie, l'acoustique, l'optique présentent des modèles à cet égard. Nous connaîtrons la nature lorsque nous serons en état de déduire de deux ou de trois lois les millions de faits qu'elle présente. Il y a lieu de se demander maintenant quels sont les procédés employés par l'induction et par la déduction pour la recherche des causes qui constituent le lien des phénomènes.

L'induction emploie, selon Mill, quatre procédés, ceux de la *concordance*, la *divergence*, du *restant* et des *changements concomitants*. Ces procédés se présentent avec une parfaite netteté, si on les exprime sous la forme de quelques règles fondamentales.

1. La règle fondamentale de la concordance consiste en ce qui suit : « Si deux ou plusieurs cas du phénomène naturel qu'on examine n'ont de commun qu'une seule circonstance, dans laquelle tous les cas s'accordent, cette circonstance est la cause qui produit le phénomène donné, est son *agens*. »

2. La règle fondamentale du procédé de la divergence peut être formulée ainsi : « Si le cas dans lequel se manifeste le phénomène naturel examiné, et si le cas dans lequel il ne se manifeste pas, présentent toutes leurs conditions communes, à l'exception d'une seule, et si cette seule condition ne se rencontre que dans

[1] On affirmait tout cela quand on ne soupçonnait pas encore le rôle des micro-organismes dans les processus physiologiques.

le premier cas, alors la condition par laquelle les deux cas diffèrent, est l'agent ou la cause, ou bien la partie intégrante nécessaire, de la cause du phénomène. »

3. Mill pose pour le procédé du restant la règle suivante : « Eliminer du phénomène naturel donné la partie qui est, comme on l'aura reconnu d'après les inductions antérieures, la conséquence de certaines causes précédentes, et la partie restante, ce résidu du phénomène naturel, sera l'effet des facteurs (des causes) restants. »

4. La règle fondamentale du procédé des changements concomitants est la suivante : « Si des changements dans deux phénomènes quelconques s'accompagnent nécessairement l'un l'autre, l'un d'eux constitue la cause, et l'autre l'effet, et tous les deux se trouvent dans un rapport de causalité quelconque. »

En somme, tous ces procédés se ramènent à un seul — qui consiste à éliminer de l'ensemble des conditions un nombre plus ou moins grand de ces dernières, afin de constituer des paires distinctes de phénomènes se trouvant dans un rapport de causalité. Cette idée est exprimée par Mill de la façon suivante : Suivant le procédé de la divergence, tout ce qui ne peut être éliminé du phénomène est lié à ce dernier par une loi quelconque ; suivant le procédé de la concordance, tout ce qui peut être éliminé n'est lié au phénomène par aucune loi. Le procédé du restant n'est qu'un cas particulier de celui de la divergence ; le procédé des changements concomitants est un autre cas particulier du même procédé de divergence, avec cette différence seulement qu'on a affaire non pas à une paire de phénomènes donnés, mais aux changements que ces derniers ont subis.

Telle est la doctrine de Mill sur la méthode inductive. Cependant les procédés exposés se montrent, dans beaucoup de cas, impuissants, notamment lorsque l'action produite par l'ensemble des causes s'oppose à la subdivision en ses éléments. L'impossibilité d'éliminer les conditions ne permet pas de tirer des inductions du connu à l'inconnu. Cette grosse difficulté se rencontre dans la plupart des cas de mouvement, car presque tout mouve-

ment est le résultat d'un ensemble de forces, et les actions correspondantes des forces différentes s'y confondent à un tel degré qu'il est impossible de les diviser sans détruire l'action elle-même. Il en résulte l'impossibilité de savoir quelle est la part de chaque force dans l'effet général de ce mouvement. Aucun des procédés (de concordance, de divergence, du restant et des changements concomitants), qui décomposent les phénomènes et éliminent les conditions, ne peut être appliqué à un phénomène qui, par sa nature même, exclut toute élimination et toute décomposition. Il faut donc éviter cet obstable, et c'est ici que nous est donnée la dernière clef de la nature, la méthode déductive. Nous abandonnons le phénomène, nous le laissons de côté, nous étudions d'autres phénomènes plus simples, nous en établissons les lois et nous relions chacun d'eux à une cause correspondante par les procédés de l'induction ordinaire ; ensuite, en supposant l'action simultanée de deux ou plusieurs causes, nous concluons, d'après leurs lois déjà connues, à ce que devrait être cette action simultanée ; puis nous vérifions si le phénomène réel est tout à fait identique à celui que nous avons prédit, et s'il en est ainsi, nous l'attribuons aux causes dont nous l'avions déduit *a priori*. Ainsi, pour découvrir, par exemple, les lois du mouvement des planètes, nous imaginons, à l'aide de simples inductions, deux causes, la force centripète et la force centrifuge. Ensuite nous déduisons au moyen du calcul le mouvement d'un corps soumis à l'action combinée de ces deux forces, et, après avoir vérifié que les mouvements planétaires observés coïncident parfaitement avec ceux que nous avions prédits, nous concluons que les forces dont il s'agit sont effectivement les causes des mouvements planétaires. « L'esprit humain doit à cette méthode — dit J. St. Mill, — ses plus grands triomphes. Nous lui devons toutes les théories qui ramènent des phénomènes vastes et compliqués à quelques lois simples [1]. »

[1] *Comp. John St. Mill et Taine* p. 252-270. Ce qui suit est une esquisse succincte du sixième livre du *Système de Logique* de Mill.

Mill considère cette méthode comme la seule qui convienne aux sciences de l'esprit humain, à l'exception de la psychologie, dont les lois s'obtiennent par voie d'induction. Toutes les autres sciences qui ont pour objet ou l'homme ou la société, sont des sciences déductives.

Les sciences sociales appartiennent aux branches les plus difficiles de nos connaissances, parce que les phénomènes sociaux se forment sous l'influence d'une multitude de conditions au milieu desquelles se développe l'homme lui-même, ainsi que toute la société. La politique, dit John Stuart Mill, sort seulement de l'état dans lequel se trouvait la médecine avant l'apparition de la physiologie et le développement des sciences naturelles. La tentative d'étudier la pathologie et la thérapeutique de la société sans en connaître la physiologie, a répandu l'idée que les vérités générales sont impossibles en politique; toutefois ce ne sont pas les idées scientifiques qui sont impossibles, mais des recettes applicables dans tous les cas aux modes de gouvernement et aux systèmes de législation. Bien que parmi les phénomènes sociaux il n'y ait pas deux cas entièrement semblables, néanmoins les phénomènes sociaux dépendent de certaines causes et leur action peut être ramenée à des lois très simples. De là l'impossibilité d'arriver, non pas à des lois générales, mais seulement à des principes pratiques universellement applicables. C'est là une des différences entre les sciences sociales et l'astronomie [1]. Dans cette dernière, on n'a affaire qu'à une très petite quantité de causes, et c'est pour cela qu'on peut, non seulement expliquer, mais même prédire un phénomène; dans les sciences sociales il y a tant de conditions dont il faut tenir compte, que la connaissance des lois présidant aux phénomènes sociaux n'a d'autre utilité que de permettre de comprendre la situation actuelle de la société, ou de s'expliquer les changements vers lesquels elle tend à un moment donné.

[1] Mill avait évidemment en vue la partie de l'astronomie qui traite des mouvements des corps célestes.

Pour discerner la vraie méthode applicable aux sciences sociales, Mill commence par examiner les méthodes fallacieuses, celles de la chimie et de la géométrie.

La méthode chimique est, au fond, la méthode de l'expérience et de l'induction. L'expérience n'est pas applicable aux sciences sociales, parce que nous ne pouvons pas reproduire les phénomènes sociaux à volonté; si même les expérimentations *in anima vili* étaient possibles par rapport à la société, nous ne pourrions néanmoins pas reproduire toutes les conditions dans lesquelles les phénomènes ont lieu. L'expérience ne peut consister que dans les exemples historiques ; mais, quelque grand que soit le nombre des exemples connus, l'analyse des phénomènes distincts ne permet pas d'appliquer l'induction, par suite de la complexité des causes.

Les procédés de la divergence et du restant sont inapplicables, parce qu'il n'y a pas, en dehors des conditions éliminées, deux sociétés complètement semblables sous tous les rapports. Par conséquent, lorsque nous voulons résoudre, par exemple, la question de savoir si le protectionnisme agit favorablement sur le bien-être de la société, nous ne pouvons dire que la présence du protectionnisme dans une société, et son absence dans une autre, constituent une différence essentielle entre elles. Nous ne pouvons pas non plus imaginer deux cas dans lesquels il nous serait possible d'éliminer toutes les autres circonstances, à l'exception du protectionnisme, et nous ne pouvons, par conséquent, lui attribuer telle ou telle influence. Le procédé de concordance est inapplicable, parce que l'action provient de causes différentes; ainsi, le bien être n'est pas le fait du protectionnisme seul. Le procédé des changements concomitants est inapplicable, attendu que l'action de certaines causes produit des différences non seulement qualitatives, mais aussi quantitatives, le bien-être pouvant accompagner, ou ne pas accompagner, le protectionnisme, et se développer avec plus ou moins d'énergie sous l'influence de causes accessoires.

La méthode géométrique est une méthode déductive ; l'erreur de son application aux sciences sociales consiste en ce que cette méthode essaie d'expliquer tous les phénomènes non par plusieurs, mais par une seule cause ; telle, par exemple, la doctrine de l'intérêt (de Bentham), agissant comme moteur de l'activité humaine. Sans entrer dans l'examen de cette méthode, parfaitement analysée par Mill (son insuffisance est évidente à première vue pour celui qui comprend la complexité et la diversité des causes agissant dans la société), on peut passer directement aux deux méthodes qui, selon Mill, doivent être reconnues comme les seules fécondes dans les sciences sociales, savoir : la méthode concrètement déductive ou physique, et la méthode inversément déductive ou historique.

Mill s'arrête avant tout à la méthode concrètement déductive. Dans les sciences sociales, nous avons affaire à des phénomènes qui sont les effets d'un grand nombre de causes complexes, et le résultat de l'action de ces dernières est égal à la somme de l'action de ces causes prises séparément. En supposant que les lois de la physiologie et de l'ethnologie (science du caractère humain) nous soient suffisamment connues, nous pourrions démêler les phénomènes sociaux produits par chaque cause donnée ; mais lorsqu'il nous faut déduire et prédire les résultats de plusieurs causes agissant ensemble, la solution satisfaisante du problème présente, à première vue, des difficultés insurmontables. Plus nous prenons en considération de causes produisant le phénomène, plus l'instabilité des conclusions s'accroît et plus les thèses de la science deviennent confuses et dénuées de portée. Enfin, lors même que nous pouvons dire comment agira une certaine cause, nous ignorons cependant dans quelle mesure et avec quelle force elle agira, et si elle ne sera pas neutralisée par l'influence d'autres circonstances. Pour écarter ces difficultés, nous avons pourtant des moyens, qui consistent à limiter nos investigations à un certain cercle de phénomènes, et à instituer un procédé convenable de vérification des déductions *a priori*.

Nous limitons nos investigations à des séries de phénomènes sociaux de telle nature que, tout en surgissant sous l'influence de la totalité des causes sociales, elles se trouvent néanmoins sous l'influence directe de quelques unes d'entre elles seulement. Au nombre de ces séries de phénomènes figure le groupe des phénomènes économiques — produit par la tendance à l'acquisition des richesses, et constituant l'objet d'étude de l'économie politique. L'économie politique considère, abstraction faite des autres stimulants, la tendance de l'homme à la richesse, et les impulsions qui agissent contre cette tendance, savoir la répulsion pour le travail et le besoin de plaisirs coûteux. L'économie politique étudie l'homme exclusivement en tant qu'acquéreur et consommateur de la richesse, et tâche de montrer quelle direction prendrait son activité dans la société, si elle se trouvait sous l'influence absolue de ce motif, sans être entravée par les impulsions contraires susmentionnées. L'économie politique démontre que les hommes, dans leur désir d'acquérir la richesse, l'accumulent et l'emploient pour la production; qu'ils instituent, par entente mutuelle, la propriété et les lois qui empêchent les particuliers d'attenter par la force ou par la fraude à la propriété d'autrui; qu'ils s'assimilent certaines inventions pour augmenter la productivité du travail; qu'ils introduisent d'un commun accord la répartition des produits, sous l'influence de la concurrence (tandis que la concurrence elle-même s'établit sur la base de certaines lois qui sont les derniers régulateurs de la répartition des richesses), et qu'ils emploient enfin certains moyens (tels que la monnaie, le crédit) pour faciliter la répartition des produits. L'économie politique étudie tous ces phénomènes comme s'ils provenaient uniquement de la tendance de l'homme à la richesse, quoique plusieurs d'entre eux soient en réalité le résultat d'impulsions multiples. La science passe ensuite à l'examen des lois de ces phénomènes, en supposant que l'homme est un être qui, par sa nature, préfère une richesse plus grande à une richesse moindre, exception faite pour les cas qui dépendent des deux

causes contraires sus-mentionnées. Les économistes ne tombent jamais dans le non-sens de considérer les hommes comme recherchant uniquement la richesse; mais ils envisagent les hommes à ce point de vue, parce que la science l'exige. Si un phénomène dépend de l'action simultanée de plusieurs causes, ces causes doivent être étudiées séparément, et leurs lois analysées de même, parce que la loi du phénomène se compose des lois de toutes les causes qui produisent ce phénomène. Les lois des forces centripète et centrifuge ont dû être connues avant que le mouvement de la terre et des planètes fût expliqué et pût être prédit. On peut en dire autant de l'activité de l'homme : pour juger comment il agira sous l'influence de certains désirs ou de certaines répulsions, il est nécessaire de savoir comment il agira sous l'influence de chacun de ces mobiles pris séparément.

Il n'y a peut-être pas une action économique de l'homme qui ne soit, directement ou indirectement, sous l'influence d'impulsions autres que celle de la tendance à la richesse; mais l'économie politique ne considère pas ses conclusions comme étant applicables aux autres manifestations de l'activité humaine, à celles qui ne font pas de la richesse leur but principal. Elle fixe son attention sur un seul domaine, et examine quelles actions aurait produites la tendance à la richesse si elle ne rencontrait aucun obstacle. De cette manière nous approchons de l'ordre social réel, en corrigeant nos déductions par la prise en considération des impulsions spéciales sous l'influence desquelles se produit le résultat dans le cas donné. Ces corrections n'entrent dans le domaine de l'économie politique que dans des cas exceptionnels, frappants (par exemple lorsqu'il s'agit du principe de la population [1]), et dans lesquels on se départit de l'ordre strictement scientifique, en vue d'un avantage pratique. Les thèses générales, analogues à celles mentionnées plus haut, peuvent servir, dans chaque état donné de la société, de guide sûr, quand bien même

[1] C'est-à-dire de la loi de l'accroissement de la population.

pour un certain temps on ne prendrait pas en considération l'influence déformante de diverses causes et l'action de divers changements sociaux. Il est vrai que les économistes tombent souvent dans l'erreur, en appliquant des conclusions tirées en vue d'une société dans un état donné, à des sociétés se trouvant dans un autre état, alors que beaucoup de forces agissantes ne sont pas de même nature; mais il n'est pas difficile d'appliquer ces conclusions à d'autres cas, en introduisant, là où c'est nécessaire, les conditions nouvelles. Ainsi par exemple, les économistes anglais se trompent en prenant les conclusions tirées de la répartition des richesses dans la Grande-Bretagne, pour des vérités générales et absolues. Cependant, encore que ces vérités aient un caractère local, la méthode d'investigation par laquelle elles ont été obtenues est universellement applicable; de même qu'un homme qui a résolu quelques équations algébriques peut facilement en résoudre d'autres analogues, l'économiste qui a expliqué la répartition des revenus dans un pays donné, peut expliquer ce phénomène dans un autre pays lors même que ce dernier y présenterait des différences considérables.

En passant à la vérification des déductions, il faut remarquer que, dans la science déductive, il est avant tout indispensable d'obtenir des thèses générales, soit par la voie de la statistique, qui donne les lois empiriques des phénomènes, soit par celle de l'observation directe. La vérification des lois empiriques des phénomènes obtenues, dans la statistique, en concluant des causes aux effets, consiste dans la concordance de ces lois avec les déductions *a priori*. La vérification des thèses générales obtenues par l'observation directe (des hypothèses, au sens propre du mot), consiste, non pas dans des déductions aprioristiques, mais dans la concordance de ces dernières avec les résultats de l'observation *a posteriori*. Mais ni ce double processus logique, ni la vérification mutuelle des lois empiriques par des déductions *a priori*, et de ces dernières par des phénomènes concrets, ne sont toujours possibles. La statistique constitue souvent l'unique

et le meilleur moyen d'acquérir des données, nécessaires dans la science déductive qui est incapable de résoudre *a priori* la question de savoir avec quelle force une certaine cause agit. Cependant l'expérience ne donne rien, sinon une loi empirique, incommode pour la vérification par voie déductive, comme le prouve clairement ce qui suit. Si on se propose de déterminer, parmi une multitude de causes agissant simultanément, l'action de l'une d'elles, par exemple celle des « lois sur les céréales, » la conclusion spécifique, tirée d'un grand nombre d'applications de ces lois, ne peut manifester que quelques unes des suites qui proviennent de certaines causes dont l'influence est obscurcie par le concours ou par la réaction d'autres causes. Le nombre de cas pareils nécessaire pour embrasser toutes les causes agissant simultanément, et pour donner la déduction moyenne utilisable pour la science, n'est jamais assez grand. Cependant *a priori* nous ne pouvons connaître autre chose que le sens dans lequel certaines causes agiront.

Comme nous n'avons pas de généralisations empiriques précédentes avec lesquelles nous puissions comparer les déductions de la théorie, nous sommes obligés de nous contenter de la seule vérification possible de ces déductions, à l'aide des résultats d'une expérience unique, ou de cas séparés. Ici la difficulté est également grande, parce que, pour la vérification de la théorie par l'expérience, les conditions de cette dernière doivent être les mêmes que celles qui ont été supposées en théorie, tandis que dans les phénomènes sociaux il n'existe point de cas tout à fait identiques. L'expérience sur les lois des céréales, faite dans un pays ou par une génération, confirmera très faiblement la déduction scientifique par rapport à un autre pays ou à une autre génération. Ainsi, il arrive habituellement que le cas réellement valable pour la confirmation des prédictions de la théorie est précisément celui auquel se rapportent les prédictions et, par conséquent, la confirmation de la théorie n'est fournie par les faits que là où cette confirmation ne peut plus servir de règle

pratique. La vérification directe n'est donc pas toujours possible; mais, en revanche, la vérification indirecte l'est toujours, et elle n'a pas une moindre valeur. La déduction qui se rapporte à un cas particulier ne peut être vérifiée que sur ce cas lui-même; mais elle comporte une vérification indirecte, notamment la confirmation par d'autres déductions, tirées des mêmes lois pour d'autres cas particuliers. L'expérience, qui apparaît trop tard pour la vérification du cas particulier auquel elle se rapporte, n'arrive pas trop tard pour la confirmation de la théorie en général. Afin de nous assurer de la mesure dans laquelle la science offre une base solide pour la prévision et par conséquent pour l'activité pratique, nous devons éprouver le degré auquel la science nous permettrait de prévoir ce qui s'est effectivement passé. Avant de pouvoir nous fier entièrement à notre théorie sur l'influence d'une certaine cause dans des circonstances données, nous devons être en état de présenter l'explication de tout un ordre de phénomènes sociaux, sur lesquels cette cause a une influence. En un mot, notre science et la connaissance d'un cas particulier nous permettent, si elles nous donnent la possibilité d'expliquer le présent et le passé, de prévoir aussi l'avenir. Si une chose a échappé à notre prévision, ce doit être un phénomène complémentaire qui demande pour être expliqué une étude ultérieure, et parmi les conditions de ce cas particulier, nous devons en trouver une qui, conformément aux principes de notre théorie, explique le phénomène incompréhensible; ou bien, au contraire, nous devons chercher l'explication dans le développement ou la correction de la théorie elle-même.

La méthode concrètement déductive n'est pas applicable aux phénomènes compliqués résultant de causes diverses. En ce cas nous faisons nos déductions en nous basant sur des suppositions empruntées à une expérience spécifique, et ensuite nous rattachons ces déductions, par des conclusions aprioristiques, aux principes fondamentaux de la nature humaine, de telle façon

que les déductions deviennent une vérification. Selon Comte, cette méthode est propre à la sociologie ; Mill l'appelle méthode inversément déductive ou historique. D'après lui les investigations qui se rapportent à la sociologie sont de deux genres : les unes résolvent la question de savoir quelle est l'action que produit une cause donnée dans de certaines conditions; les autres résolvent la question de savoir ce qui crée ces conditions sociales et quels sont les phénomènes qui les caractérisent. L'examen de cette dernière question constitue l'objet de la sociologie générale.

Les qualités naturelles de l'individu et de la société sont changeantes. Cette particularité est due à la réaction mutuelle des causes et des effets. Les circonstances créent le caractère de l'homme, et d'autre part elles sont créées par l'homme. De là doit résulter de deux choses l'une : ou bien un mouvement circulaire, ou bien un mouvement progressif des phénomènes (mais non pas un perfectionnement, quoique la nature humaine soit perfectible). Le principe du mouvement progressif est la base de la science historique; sa loi n'est pas une loi naturelle, mais une loi empirique. Les lois sociales ne sont pas autonomes, mais dépendent elles-mêmes des lois psychologiques et ethnologiques. Néanmoins, en partant des éléments de la nature humaine et des conditions générales de l'état humain, on peut *a priori* déterminer l'ordre de l'évolution humaine, et, par conséquent, prédire les phénomènes généraux de l'histoire jusqu'aux derniers temps, et cela d'autant plus que l'influence des générations les unes sur les autres devient prédominante, et que les différences entre les nations s'aplanissent avec le développement de l'humanité. De cette façon l'étude rationnelle de l'histoire fournit pour la société des lois empiriques qui doivent être déduites des lois de la nature humaine. La déduction nous amène à la conclusion qu'il a pu, mais non pas à la conclusion qu'il a dû, en être ainsi. Telle est la vérification par la méthode inversément déductive, et avec toute autre vérification l'importance relative des phéno-

mènes sera incompréhensible, et la généralisation historique faussée. Les lois sociales empiriques sont, ou bien statiques — lois de la coexistence de certains phénomènes, ou bien dynamiques — lois du développement consécutif, avec lequel change aussi la corrélation des phénomènes simultanés. Les lois empiriques, obtenues par la généralisation historique, ne constituent même pas des principes moyens, mais elles leur en fournissent les éléments. Telle est, par exemple, la prédominance dans les sociétés de l'esprit militaire d'abord, et de l'esprit industriel ensuite. Pour obtenir les meilleures lois empiriques, il ne suffit pas de connaître le rapport entre des actions et des causes détachées, mais il faut étudier le lien entre la statique et la dynamique des phénomènes sociaux ; il faut connaître la loi de correspondance, non seulement entre les états contemporains des diverses sociétés, mais aussi entre les changements contemporains qui ont lieu dans les états indiqués. Ce procédé difficile d'observation et de comparaison est facilité par l'existence de la cause première (primum agens) qui prédomine sur les autres principes, c'est-à-dire par l'aspiration à la vérité. Le mouvement progressif de l'humanité est le développement des convictions morales, des connaissances et des opinions. L'élément spéculatif dans l'explication des phénomènes réside avant tout dans le principe supranaturel, ensuite dans le principe métaphysique (horror vacui, la force vitale, etc.) et enfin dans la détermination des lois de la successivité et de la similitude. L'objection principale que l'on fait à l'existence de lois historiques générales, c'est qu'elles seraient incompatibles avec le libre arbitre ; mais cette objection provient de la confusion de la causalité avec la nécessité. Si de certaines causes proviennent certains effets, il ne s'ensuit pas encore que les causes elles-mêmes soient nécessaires. Les phénomènes sociaux dépendent de causes sociales et individuelles, auxquelles appartiennent les causes créées par l'homme lui-même. L'influence de l'individu est plus forte sur les phénomènes sociaux que sur les phénomènes chimiques et mécaniques. Les

phénomènes sociaux dépendent, non seulement de l'extension des connaissances et du développement intellectuel de l'humanité, mais aussi de l'influence des individus exceptionnels, éminents, et des gouvernements eux-mêmes ; les uns et les autres constituent un anneau nécessaire dans l'évolution historique, et en accélèrent le mouvement. Si, dans le cours du temps, l'influence des générations précédentes sur les générations postérieures devient plus puissante, et si la force de l'individualité s'affaiblit, il en résulte que la science historique devient, par cela même, de plus en plus possible.

Citons pour conclure quelques pensées de Mill sur le rapport de la science sociale avec l'activité pratique.

La pratique consiste, ou dans l'action selon une certaine règle (la syllogistique, domaine du juge), ou dans la recherche de la règle (domaine du législateur). L'art se propose un but et passe à la science; la science accepte ce but et analyse les causes et les conditions qui produisent les phénomènes. L'art examine ensuite la combinaison des conditions, et décide si le but est accessible. L'unique prémisse de l'art consiste en ce que le but est désirable ; ensuite l'art change la thèse de la science (*indicatio*), en ordre (*imperatio*), en règle. Pour l'exactitude de cette dernière, il est indispensable que la théorie soit complète et qu'elle embrasse toutes les causes ; mais les phénomènes sociaux sont si complexes qu'une théorie pareille ne peut pas s'élaborer ; par conséquent les règles ne peuvent servir que pour des phénomènes quotidiens; et encore, pour une activité pratique correcte, l'analyse du cas donné est nécessaire : autrement la pratique tombe dans des généralisations fausses, dans la syllogistique des principes immobiles. Enfin l'art aussi a une théorie, qui consiste dans des principes intermédiaires fixant un rapport entre le moyen et le but. Le but est posé par l'art et non pas par la science, mais, pour le poser, il faut un principe. Un tel principe est le bonheur, qui a pour condition le développement dans l'âme de la noblesse de la volonté, ou de l'humanité.

Telle est, sur les méthodes d'investigations scientifiques, la doctrine de Mill, appelée *logique* par le célèbre auteur. Il faut reconnaître qu'il n'y a pas beaucoup de penseurs qui aient su représenter d'une manière aussi claire, aussi exacte et aussi accessible, la voie suivie par l'homme dans ses recherches, les obstacles qu'il lui faut surmonter, et enfin les moyens par lesquels il atteint, selon l'auteur, les meilleurs résultats scientifiquement possibles.

Les objections à opposer à Mill, et les doutes sur la justesse de ses thèses, apparaissent, après la lecture de son *Système de logique*, lorsqu'on commence à étudier son *Economie politique*, et à vérifier la théorie de la logique de l'auteur dans son application, lorsque la foi dans l'infaillibilité des déductions aprioristiques commence à s'ébranler et qu'à plusieurs reprises se pose à l'esprit cette question : l'auteur n'a-t-il pas donné trop peu de place à l'observation dans le domaine des sciences sociales ? Selon Mill les vérités politico-économiques sont des vérités sociales. Les phénomènes sociaux sont des résultats de l'influence de causes psychologiques et ethnologiques, dans l'évolution continue des phénomènes sociaux, dans leur marche historique, qui doit effectivement être reconnue comme progressive. La vie sociale ne se prête pas à l'expérimentation, tandis que l'observation ne nous donne que des hypothèses et les lois empiriques des phénomènes, c'est-à-dire des thèses qui servent de prémisses à des déductions ; ces thèses peuvent être vérifiées dans un certain ordre de phénomènes (auquel cas la vérification faite communique aux vérités déduites un degré de probabilité suffisant et permet d'expliquer par elles des phénomènes analogues), ou bien elles peuvent être vérifiées par l'établissement d'un lien entre les observations données et les principes de la nature humaine. Cette dernière méthode est reconnue par Mill comme applicable aux phénomènes les plus complexes, et l'on ne peut pas ne pas reconnaître comme tels les phénomènes économiques, qui se distinguent principalement par la prépondérance de l'élément historique.

De là résulte que Mill n'exclut point l'observation du nombre des procédés employés dans la science économique, mais qu'il lui donne une place subordonnée. Toute la force de la science, tous ses triomphes futurs, consistent à savoir tirer des déductions de thèses ou d'hypothèses obtenues par l'observation, et ensuite à savoir communiquer la certitude aux déductions, au moyen de telle ou telle vérification. Quant aux déductions, aux lois, aux vérités scientifiques et théoriques, elles consistent dans l'explication du lien qui existe entre les causes et les phénomènes produits par ces causes. En attribuant une importance si énorme à la causalité des phénomènes, Mill, apparemment, ne perd pas de vue la corrélation qui existe entre eux ; mais cette dernière est réduite par l'auteur à un domaine plus étroit, et est loin d'avoir le sens que lui prêtait Grove dans son ouvrage célèbre *Sur la corrélation des forces physiques*. Ces défauts du système logique de Mill éclatent avec évidence dans l'application de ses procédés scientifiques à l'élaboration de l'économie politique.

L'économie politique doit son premier et prodigieux succès à A. Smith. Qu'a fait A. Smith ? Il a sans doute posé beaucoup d'hypothèses dont il a déduit une série de conclusions pleines de sagacité ; il a généralisé beaucoup de thèses, obtenues par voie d'observation, et il en a tiré des déductions. Cependant la force de Smith ne se trouve pas là : ses hypothèses et ses thèses sont depuis longtemps ébranlées, tandis que l'édifice de la science qu'il a érigé reste debout. Le plus grand mérite de l'économiste écossais consiste dans la richesse des observations et dans son talent à leur communiquer un caractère scientifique. Les thèses et les hypothèses basées sur l'observation, seront justes ou non, mais l'observation, ayant un caractère scientifique, reste, et constitue une acquisition durable.

L'observation, sous sa forme la plus simple, est la description du phénomène ; la description peut embrasser les signes extérieurs du phénomène, les éléments dont il est formé, les forces qui se sont manifestées en lui, enfin — si l'on peut s'exprimer ainsi

le côté qualitatif du phénomène lui-même et de ses parties constituantes. Ainsi la description se transforme en une analyse des plus délicates. Cette description s'arrête d'abord aux côtés extérieurs du phénomène, et appuie la classification sur des signes exclusivement extérieurs. Ensuite elle porte l'attention sur la nature intérieure du phénomène, sur les éléments dont il est formé, sur les forces qui agissent en lui. Alors les signes extérieurs sont relégués au second plan, et une nouvelle classification apparaît, fondée sur des signes intérieurs. Cependant tout cela n'a rapport qu'au côté qualitatif des phénomènes. Enfin l'analyse passe des signes intérieurs à la détermination du contenu quantitatif du phénomène observé, c'est-à-dire à l'étude de la répétition du phénomène et au contenu quantitatif, dans les phénomènes de même nature, de leurs éléments et des forces qui agissent en eux. Tel est le travail préparatoire. Si l'induction et la déduction des prémisses obtenues ont marché de pair avec la description, alors il n'existera pas non plus de différence entre les deux méthodes dans l'élaboration ultérieure du matériel dû à l'observation. Le phénomène est terminé, il s'est dissous pour ainsi dire, en ses parties élémentaires, et la science commence dès lors à travailler, non pas sur un phénomène isolé ou sur des phénomènes de même nature, mais sur des parties homogènes élémentaires des phénomènes observés. L'élément quantitatif acquiert ici une importance de premier ordre ; une pareille observation a aussi sa valeur lorsque l'investigateur s'efforce, soit d'éclaircir une certaine idée, un certain principe, soit de trouver une corrélation entre les phénomènes et leurs éléments pour en tirer des conclusions scientifiques. Pour cette raison, les procédés employés par les savants peuvent différer. L'un part de certaines hypothèses, en tire des déductions et, en entreprenant l'analyse quantitative du phénomène, poursuit le but choisi par lui. Un autre, prenant pour point de départ le lien entre les éléments dont se compose le phénomène, éclaircit par voie d'observation la nature de ce lien et la corrélation des forces agissant dans

le phénomène. Il est hors de doute que cette dernière voie est beaucoup plus sûre, car elle est étrangère à toute idée préconçue et, on peut le dire, elle crée en même temps et les matériaux de la science et la science elle-même : telle fut la méthode de Tooke et Newmarch dans l'*Histoire des prix*. De la sorte, la voie la plus féconde dans les sciences sociales sera la suivante : 1° l'étude des phénomènes et leur classification d'après des signes extérieurs ; 2° l'étude du contenu intérieur des phénomènes, de leurs éléments constitutifs, des forces qui agissent en eux, et ensuite la classification de ces éléments et de ces forces selon leur contenu intérieur ; 3° l'étude de la corrélation des phénomènes, de leurs éléments et des forces propres à ces derniers, dans le but de déterminer l'influence mutuelle des uns sur les autres et le degré de cette influence.

Une des objections les plus fortes avancées par Mill contre la méthode expérimentale dans les sciences sociales, est que les phénomènes sociaux sont produits par une multitude de causes, agissant diversement, de telle façon que deux cas donnés ne sauraient être identiques. On ne peut rien objecter à cela ; mais, pour surmonter la difficulté, il ne faut que s'avancer un peu plus loin dans la voie indiquée par Mill. Il pense qu'il suffit de limiter les investigations à un certain genre des phénomènes. Il nous semble que cela ne suffit pas ; il faut étudier les éléments analogues et les forces dans les phénomènes. Comme exemple, on peut indiquer l'analyse brillante des prix des céréales dans l'ouvrage sus-mentionné de Tooke et Newmarch. Sans doute, on ne saurait prétendre que le matériel employé par ces économistes exemplaires ne laissât rien à désirer quant à l'exactitude et à l'ampleur des renseignements ; mais ce qui a été fait par eux est une preuve excellente des progrès que feront les sciences sociales lorsque les données statistiques auront été rassemblées pour une période plus longue d'après une classification convenablement établie, et vérifiées d'une manière satisfaisante. La simple observation démontre que la pénurie de moyens de subsistance constitue

un phénomène qui se répète de temps à autre, et que cet inconvénient est accompagné d'une hausse des prix, et de souffrances indicibles de la population. De la sorte les disettes, les prix élevés et la mortalité servent de signes extérieurs au phénomène mentionné. Le phénomène par lui-même, lorqu'il sévit là où la population se trouve à un degré de culture sociale inférieur, ferait croire que la disette résulte d'un décret inscrutable de la Providence. Une analyse plus profonde découvre dans ce phénomène des côtés nouveaux : l'insuffisance de la nourriture se trouve rattachée à divers modes de propriété, à divers systèmes de culture agricole, à la politique économique (économie nationale et économie locale), au degré de richesse ou de pauvreté du peuple, au mouvement du commerce, à la difficulté ou à la facilité de trouver un travail rémunéré, à la faculté de savoir évaluer d'avance les approvisionnements de blé existants, la richesse de la moisson prochaine, etc. Tout cela peut être étudié avec une exactitude suffisante, et quand bien même deux années de cherté ne se ressemblent pas, on peut cependant définir avec quelque certitude la ressemblance et les différences des phénomènes étudiés. — Les observations sur la circulation des banques et de la monnaie, et les déductions qui en sont tirées, peuvent offrir autant de certitude que les précédentes. L'influence de la quantité de billets de banque émis sur les prix, sur les provisions d'or, sur la production, sur le commerce, est également accessible à l'observation. [illegible] de l'observateur consiste à savoir expliquer toute déviation [illegible] et après avoir remarqué une nouvelle [illegible] de cette condition [illegible] sont, sans doute, [illegible] pas une difficulté insur[illegible] méthode déductive, comme [illegible] et d'autre part [illegible] de [illegible] difficile, [illegible]

dans ses chapitres excellents sur la valeur et le prix. On peut arriver plus vite à la vérité, si l'on a affaire non pas à des hypothèses compliquées mais à des phénomènes complexes, — de toute manière on y arrive beaucoup plus vite et plus sûrement que dans les cas où toutes les constructions de la science se bornent à des déductions abstraites tirées de quelques thèses, ce qui fait inévitablement omettre beaucoup de choses essentielles, choses qui rendent la théorie inapplicable tant pour la science que pour la pratique.

L'économie politique doit des résultats non moins brillants à l'étude de la corrélation entre les phénomènes économiques. Mill aussi, comme il a été remarqué plus haut, parle de la corrélation des phénomènes sociaux; mais en économie politique il donne à cette corrélation une importance très restreinte. Pourtant il faut reconnaître que les besoins évoquent la production et que la production développe les besoins, — que les succès de la production dépendent de la division du travail, et que la division du travail a pour condition les succès de la production, — que la division du travail stimule l'échange et que l'échange stimule la division du travail, — que dans l'échange l'offre est déterminée par la demande et que la demande se trouve dans la dépendance de l'offre, — que les profits sont déterminés par la concurrence, et que la concurrence dépend des profits, etc. Mill traite séparément de la production, de la distribution des revenus, de l'échange, et il sépare ces facteurs comme s'il avait à étudier des domaines distincts, totalement indépendants, comme si entre la production et la distribution des richesses d'un côté, et entre la distribution et l'échange de l'autre, il n'existait pas un lien organique très étroit qui dût être saisi par la science.

Tels sont les défauts propres à la méthode scientifique de Mill. Dans son *Economie politique* l'auteur pèche également contre les principes exposés par lui dans le *Système de logique*. Ni la méthode directe, ni la méthode inversément-déductive n'ont trouvé là d'application comme on était en droit de s'y attendre. Les

données utilisées pour les déductions ont été prises par Mill dans l'observation soi-disant directe, et ce n'est que très rarement qu'il a eu recours aux lois empiriques des phénomènes offertes par la statistique. La vérification des déductions par des démonstrations *a posteriori*, ou la vérification des lois empiriques par des déductions *a priori*, s'est révélée comme une exigence inapplicable en pratique. La méthode inversément-déductive, qui devait éclairer par le raisonnement les faits acquis, est restée une utopie scientifique. On se convaincra facilement de tout ce qui vient d'être dit en étudiant les cinq livres dans lesquels Mill a divisé son ouvrage.

CHAPITRE II

VUE GÉNÉRALE DE MILL SUR L'ÉCONOMIE POLITIQUE ET SUR SON PROBLÈME PRINCIPAL.

Dans l'introduction à son livre, Mill exprime d'une façon claire et nette l'idée qui le guide dans l'exposition des *Principes de l'économie politique*. Aucun traité d'économie politique, selon lui, « ne contient les perfectionnements nouveaux apportés à la théorie de cette science. » Le but unique ou même principal de l'auteur ne consiste pas à combler les lacunes des ouvrages antérieurs portant le même titre. Il part de l'idée que l'économie politique exige un livre, semblable par le sujet et le plan général à celui d'Adam Smith, mais correspondant à un développement plus grand de la science et aux idées plus précises de notre siècle : *L'Essai sur la richesse des nations* a vieilli dans beaucoup de ses parties, et se trouve insuffisant dans beaucoup d'autres. « Au

temps d'Adam Smith l'économie politique était dans l'enfance, » dit-il ; « depuis lors elle est devenue adulte, et la philosophie sociale, dont ce grand penseur ne sépare jamais son objet au point de vue pratique, s'est élevée de plusieurs degrés au-dessus de l'état où Smith l'avait laissée. Malgré cela, jusqu'à présent il n'a pas encore été fait d'essai pour combiner la méthode pratique d'Adam Smith avec le développement de la théorie, et pour présenter les phénomènes économiques en les rattachant aux meilleures idées sociales contemporaines, ainsi que le fit avec un succès étonnant Adam Smith, lorsqu'il mit les phénomènes économiques en corrélation avec la philosophie de son siècle. » Ce but explique aussi le plan de l'ouvrage de Mill, qui rappelle par endroits les cinq livres de l'œuvre célèbre d'Adam Smith ; il explique également l'essai de Mill de déduire les principes théoriques de la science, et enfin l'introduction dans le cercle de ses investigations de questions pratiques, qui sont traitées par les écrivains allemands dans une partie spéciale de la science, celle de la politique économique et des finances.

Mill divise, comme Smith, l'économie politique en cinq livres, mais leur contenu et leur ordre sont autres; ce sont : 1° la production ; 2° la répartition des richesses ; 3° l'échange ; 4° l'influence des progrès de la société sur la production et la répartition des richesses; 5° l'influence du gouvernement. Les personnes familières avec l'œuvre de Smith peuvent au premier coup d'œil remarquer la différence entre les systèmes des deux économistes. Adam Smith, après une courte introduction, passe à l'examen des causes qui augmentent la productivité du travail et à la répartition des richesses entre les diverses classes de la population ; telle est la matière de son premier livre. Dans le second livre il parle du capital ; dans le troisième des voies qu'a prises le développement des richesses chez les différents peuples ; dans le quatrième, des systèmes ; dans le cinquième, des finances. Cette énumération suffit déjà pour se convaincre qu'à part le nombre des rubriques générales ou des livres, les œuvres de

Smith et de Mill ont peu de chose en commun dans leur plan. Le système du premier se distingue par un manque d'artifice rare. Smith ne s'arrête pas à la production, car d'après la thèse fondamentale posée par lui, thèse à laquelle pourtant il ne reste pas toujours fidèle, c'est le travail seul qui est productif. Ensuite, tout ce qui se rapporte à la production est très étroitement lié chez lui aux recherches sur la nature du revenu. Il commence son ouvrage par la division du travail, qui constitue une condition de l'échange; dans l'échange s'établit la valeur de ce qui est échangé; la valeur est exprimée par le prix, qui à son tour se divise en salaire, intérêt et rente, les trois sources principales du revenu. Les investigations sur le capital complètent la partie générale et théorique de la science. Dans l'étude qui suit, l'esquisse historique des progrès de la richesse nationale et des systèmes politico-économiques, Adam Smith présente aussi bien la marche successive du développement économique des sociétés de l'Europe occidentale que les doctrines et les institutions qui se sont formées sous l'influence des idées en cours au XVIIme et au XVIIIme siècles. Enfin le *Traité sur les finances* est une élaboration complète et assez détaillée de la science de l'activité économique de l'Etat, prise dans un sens restreint.

Chez Mill, il n'y a rien de pareil : il commence, dans sa préface, par l'histoire des systèmes, puis il passe à la production de la richesse, et à la théorie de la distribution de la richesse, qui est le résultat de l'échange, mais qu'il expose cependant avant la théorie de l'échange. De l'échange il passe de nouveau aux revenus, c'est-à-dire à la répartition des richesses, et enfin, dans son cinquième livre, il expose aussi la science des finances et la politique économique.

Ainsi le système de Mill ne présente pas les phénomènes économiques dans la succession logique selon laquelle ils découlent l'un de l'autre ; c'est le même sujet qui est examiné dans les différentes parties de son ouvrage, seulement il est étudié à des points de vue différents. Cet abandon de l'ordre naturel est la

conséquence des idées théoriques de Mill sur les phénomènes sociaux en général et sur les phénomènes économiques en particulier. L'auteur voit dans la production le règne de lois immuables, qui ne dépendent pas de la volonté humaine ; dans la répartition, dans l'échange, dans le développement progressif de la société et dans l'activité du gouvernement, il recherche les lois qui s'établissent sous l'influence des conditions créées par l'homme ou par la société. De plus, conformément aux idées développées par lui dans son *Système de logique*, il examine d'abord la statique, c'est-à-dire la répartition et l'échange, puis ensuite la dynamique de la situation économique de la société (ou de la nation), soit l'influence des progrès de la société sur la production et la répartition. L'influence du gouvernement est placée chez lui en dehors de la statique et de la dynamique, car d'après sa théorie, elle doit se rapporter également à l'une et à l'autre partie de la science. On ne peut nier que l'ordre d'exposition suivi par l'auteur ait un fondement logique ; mais on peut discuter la question de savoir si le but philosophique que s'est proposé Mill, est atteint, c'est-à-dire si on peut séparer la statique de la dynamique des phénomènes sociaux, et si l'économie politique gagne au système adopté. Pour élucider ces sujets, il faut, au préalable, résoudre la question de savoir si vraiment l'économie politique présente des lois de deux sortes ; les unes appartenant à un ordre immuable, indépendant de la volonté humaine, et les autres relevant d'un ordre variable influencé par le développement de l'homme et de la société elle-même.

L'objet de l'économie politique, selon Mill, c'est la richesse. « La production de la richesse, » dit-il, « l'extraction des moyens d'existence et de jouissance de l'homme des matières offertes par le globe terrestre, ne se font évidemment pas selon le caprice du premier venu : la production a ses conditions nécessaires. Quelques-unes de ces conditions sont physiques et dépendent de la nature de la matière, ou, pour mieux dire, de la mesure dans laquelle l'homme connaît cette nature en un lieu et en un temps donnés. L'économie

politique ne s'occupe pas de rechercher ces conditions, mais elle les suppose, en abandonnant leur étude aux sciences naturelles et à l'expérience ordinaire. En rattachant à ces faits de la nature extérieure d'autres vérités, qui se rapportent à la nature humaine, l'économie politique s'efforce de saisir les lois secondaires et dérivées qui déterminent la production de la richesse et qui sont appelées à expliquer les différences de richesse et de pauvreté dans le présent et le passé, ainsi que la cause de l'accumulation de la richesse dans l'avenir. Les lois de la répartition, distinctes des lois de la production, sont en partie instituées par l'homme, car les modes de répartition de la richesse dans une société donnée dépendent des lois et coutumes qui y règnent. Le gouvernement et les nations ont bien le pouvoir de choisir leurs institutions, mais ils ne peuvent en fixer arbitrairement le mode de fonctionnement. Les conditions dont dépend le pouvoir des gouvernements et des peuples, relativement à la répartition des richesses, et l'influence qu'ont sur cette répartition les différentes manières d'agir que la société considère comme utiles, constituent l'objet d'une investigation scientifique aussi rigoureuse que les lois physiques de la nature. Les lois de la production et de la répartition, ainsi que quelques-unes de leurs conséquences pratiques, forment le sujet du présent traité. » (Mill. *Remarques préliminaires.*)

La même pensée est exprimée par Mill, mais d'une manière encore plus nette et plus ferme, au commencement du second livre sur la répartition des richesses. « Les principes exposés dans la première partie de ce traité, dit-il, se distinguent nettement à certains égards des principes que nous allons examiner maintenant. Les lois et les conditions de la production ont un caractère de vérité comme celles des sciences naturelles. Elles n'ont rien d'arbitraire ou de modifiable. Tout ce qui est produit par l'homme doit être produit par les moyens et dans les conditions déterminés par la structure des objets du monde externe et les qualités internes de la nature physique et morale de l'homme

lui-même. Les principes de la répartition des richesses varient. Cette répartition est une institution exclusivement humaine. Depuis qu'il existe des objets, les hommes, pris en particulier ou tous ensemble, peuvent disposer d'eux à leur gré. Ils peuvent les céder à qui ils désirent et aux conditions qu'ils veulent. En outre, dans une société, on ne saurait disposer des objets que du consentement de celle-ci, et par l'intermédiaire de ceux qui disposent de la force active de cette société. Un homme ne peut conserver même des objets produits par son seul travail personnel et sans aucune aide d'autrui, qu'avec le consentement de la société. Non seulement la société peut les enlever à leur propriétaire, mais encore des personnes privées pourraient les prendre, et les prendraient, si la société restait indifférente à cet égard, si elle n'usait pas de son droit d'intervention, ou si elle ne désignait pas et n'entretenait pas des personnes spéciales pour empêcher qui que ce soit de violer le droit de propriété de ces objets. Ainsi la répartition de la richesse dépend des lois et des coutumes de la société. Les règles d'après lesquelles la distribution s'opère, sont le produit des opinions et des désirs de la partie gouvernante de la société; pour chaque temps et chaque société ces règles sont différentes, et elles pourraient devenir plus différentes encore des règles antérieures, si les hommes le voulaient. » (Liv. II., ch. I, § 1.) Il est vrai que, tout de suite après, Mill limite le domaine de l'arbitraire humain et dit : « Les opinions et les sentiments de l'humanité ne sont pas fortuits. Ils sont le résultat des lois fondamentales de la nature humaine, en corrélation avec les connaissances existantes, l'expérience, les institutions sociales, la culture intellectuelle et morale. Quant aux lois de la genèse des opinions humaines, elles sont l'objet, non pas de l'économie politique, mais d'un domaine de connaissance plus ardu encore, celui de la théorie générale du progrès dans l'humanité. En économie politique, on examine non pas les causes, mais les conséquences des règles selon lesquelles la richesse peut être répartie. Ces résultats sont en tout cas aussi peu arbitraires

et ont autant le caractère de lois physiques, que les lois de la production. Les hommes peuvent contrôler leurs propres actions, mais non pas les résultats de leurs actions par rapport à eux-mêmes et aux autres hommes. La société peut soumettre la répartition des richesses à n'importe quelles règles, qu'elle jugera les meilleures, mais les résultats pratiques du fonctionnement de ces règles, comme toute autre vérité physique ou abstraite, ne pourront être découverts que par l'observation et l'étude. » (*Ibid*).

Ainsi, d'après l'idée fondamentale de Mill, ce qui, dans la répartition des richesses, se présente avec un caractère de nécessité, n'est que le résultat des causes préexistantes, tandis que les causes, les règles d'après lesquelles la richesse est répartie, tout en découlant des lois fondamentales de la nature humaine, constituent pourtant un produit du libre arbitre de l'homme, dépendant de son développement individuel et social. Les lois auxquelles le libre arbitre est soumis ne privent pas l'homme de la possibilité de faire un choix entre la répartition de la richesse fondée sur le principe de la propriété privée et de la concurrence, et celle fondée sur le principe de la propriété collective.

Voici en quoi consiste la divergence principale entre Mill et les économistes contemporains. Ces derniers n'admettent pas cette dualité des lois dans la science, et tiennent pour évident que la production, ainsi que la répartition de la richesse, ont lieu d'après des lois tout à fait uniformes, dans lesquelles certaines limites préétablies ont été mises tant à la nécessité naturelle qu'à la volonté humaine. L'activité de la nature, du travail et du capital, dépend de conditions qui ne portent pas le caractère de nécessité absolue. La nécessité ne se trouve que dans les limites tracées par la nature et posées à l'homme lui-même par son développement et ses connaissances dans l'emploi des forces productrices. Dans ces limites, la volonté de l'homme reste libre : elle peut utiliser, ou non, les conditions données, pour l'affermissement et le développement de la production. On peut en dire autant de la répartition des richesses : ici également l'arbitraire ne

peut dépasser certaines bornes qui lui sont marquées dans sa marche vers le but proposé, et d'ailleurs, sans franchir cette limite, il reste suffisamment d'espace pour l'activité libre. Il existe encore une autre circonstance, à laquelle Mill n'a pas fait assez attention : c'est la dépendance mutuelle qui existe entre la production et la répartition des richesses. Le but final de l'activité économique consiste dans la satisfaction des besoins ; vers ce but tendent et la production et la répartition. Si la première n'aidait pas à atteindre ce but, il n'existerait pas non plus de stimulant pour la production ; de même, si la répartition de la richesse ne menait pas à la satisfaction des besoins des producteurs, l'énergie de ces derniers devrait infailliblement faiblir ; c'est pourquoi la répartition est une des conditions fondamentales du développement de l'activité productrice, et les lois de la production ne peuvent pas être examinées indépendamment des conditions de la répartition des richesses. Mill lui-même, dans ses recherches sur la production, s'est occupé aussi des suites de telle ou telle répartition des richesses ; ainsi, par exemple, les conséquences, par lui indiquées, de l'emploi du capital pour l'entretien du travail et pour l'achat de toutes sortes de marchandises, ne constituent, au fond, que le résultat de la répartition antérieure de la richesse.

On ne peut pas dire cependant que les lois de répartition de la richesse soient posées par Mill hors de la dépendance des nécessités naturelles. Il nie lui-même l'arbitraire dans les opinions et les sentiments de l'homme, il admet que les uns et les autres découlent des lois fondamentales de la nature humaine, mais au lieu d'introduire ce point de vue tout à fait juste dans le domaine de l'économie politique, il classe l'étude de ces lois dans la théorie du progrès humain et ne laisse à l'économie politique que la seule étude des suites de tel ou tel ordre de répartition des richesses, établi par l'homme, ou, pour mieux dire — par la société. Si Mill n'avait pas dépassé les limites de la réalité, et s'était borné à l'examen des phénomènes existants que présente

la répartition de la richesse, on ne pourrait pas lui reprocher de s'être montré infidèle à ses propres idées et de s'être mis en contradiction avec lui-même. En fait, il apparaît cependant que Mill a touché à l'ordre de la répartition des richesses conçu par les philosophes et les socialistes, par conséquent qu'il a touché aux systèmes reposant sur les lois fondamentales de la nature humaine, et qu'il les a classés dans la théorie du progrès ; par cela même il a donné le droit de rechercher quelles sont la part de la liberté et celle de la nécessité dans l'institution de cet ordre, et quelles conditions déterminent le caractère de cette nécessité. La source principale des erreurs de Mill sur l'ordre de la répartition des richesses provient de sa conception étroite de l'homme, en tant que facteur social. Certains économistes, adeptes de l'école soi-disant libérale, élargissent à l'extrême la sphère de l'activité et de la liberté individuelles, et ils envisagent la société elle-même comme le produit de tendances particulières, d'une union volontaire résultant de buts communs, et de l'activité collective volontaire des individus ; tandis que d'autres économistes, notamment les partisans de la réglementation de l'économie publique et de l'économie privée, ainsi que les socialistes, étendent au contraire les limites du pouvoir social et envisagent l'activité de l'individu comme une fonction d'une partie intégrante de la société, ne reconnaissant à l'homme d'autre volonté et d'autre initiative que celle que lui laisse le gouvernement en vue du bien général. Les partisans de la première direction se déclarent hostiles à tout ce qui est imposé à l'homme par les pouvoirs publics : il suffit de se rappeler la manière dont J.-B. Say se prononçait au sujet des finances. Les partisans de la seconde manière de voir s'insurgent contre le droit de l'homme de disposer de sa personne et de ses biens, et nient la liberté elle-même, comme par exemple Considérant dans son livre *Destinée sociale*. Si loin que puisse aller le développement des principes de la sociabilité, ces principes ne peuvent cependant s'exclure mutuellement. La liberté individuelle, la propriété privée sont aussi

inconcevables hors de la communauté, dans laquelle l'homme et ses biens sont forcés de servir à des buts d'intérêt public, et où tout l'ordre des rapports économiques s'organise sous l'influence du droit, qui lui-même se développe par la voie de la loi et de la coutume, que serait inconcevable l'organisation publique qui annihilerait toute manifestation de la personnalité humaine, tout vestige de propriété privée; en tout cas la portion de chaque membre de la société communiste à la table commune est incontestablement son bien exclusif, et c'est un bien dont il ne peut pas disposer pour des buts économiques, la consommation seule exceptée. De même, l'ordre de la répartition des richesses suppose toujours une rémunération convenue pour la part dans la production, et des versements obligatoires ou des impôts pour la satisfaction des besoins sociaux. Il est également incompatible avec la nature de la société que, d'une part les rapports de l'individu avec la société dépendent d'une entente entre l'individu et la société, et que d'autre part tous les rapports sociaux aient un caractère obligatoire, excluant toute liberté. C'est pour cela qu'il ne peut être question d'opter entre une société basée exclusivement sur l'intérêt privé, la liberté personnelle, la concurrence et la propriété privée d'un côté, et une société purement communiste de l'autre. La première n'a jamais existé, la seconde restera toujours une utopie. Le plus grand développement de la personnalité et de la liberté individuelle a toujours eu pour condition un ordre social dans lequel existait aussi bien la propriété sociale que la subordination de la liberté individuelle, de même que la limitation de la concurrence et de la propriété privée. Les formes communistes de la société elles-mêmes n'ont jamais été des sociétés politiques placées tout à fait en dehors des conditions générales auxquelles la vie civile est soumise. On ne peut pourtant pas citer comme exemples à l'appui l'organisation qui existait sous les Incas du Pérou, ou celle qui fut introduite au Paraguay par les Jésuites, où il y avait une classe dirigeante et une classe soumise ; ou encore le mormonisme avec son autorité

spirituelle, ou enfin d'autres sociétés communistes dans lesquelles la vie économique était sous une dépendance étroite du milieu non communiste de la société, qui serrait ces communautés dans ses étreintes, les dotait des fruits de sa civilisation, de sa science, de ses inventions, de ses capitaux, de son étalon monétaire pour la mesure et l'évaluation des biens.

De tout ce qui précède on pourrait conclure avec quelque raison qu'à proprement parler il n'existe pas de règle quelconque pour la répartition de la richesse, pas de règle instituée par la volonté arbitraire de l'homme, mais qu'il y a différentes formes de répartition, subordonnées aux règles générales. La valeur de ces formes et leur concordance avec le but économique principal de l'homme ne consiste pas dans la prédominance du principe individualiste ou du principe communautaire, mais dans leur plus large développement, et sans qu'il y ait préjudice réciproque. Nous voyons effectivement que dans les sociétés contemporaines, étrangères au principe communiste, l'économie publique et l'économie sociale embrassent peu à peu un plus grand nombre d'objets et une sphère d'activité plus vaste; mais il n'en résulte pourtant pas une limitation de la sphère dans laquelle se meut la libre personnalité de l'homme, ni que par là soient anéantis l'intérêt privé, la concurrence et la propriété individuelle. Au contraire, les limites dans lesquelles est renfermée l'activité libre de l'homme s'élargissent de plus en plus, en même temps que la commune, la province et l'Etat se chargent du soin d'instruire les individus, de leur procurer la sécurité, le confort de la vie, et même de subvenir à un grand nombre de leurs besoins, qui, dans un temps plus reculé, étaient laissés à la charge des particuliers, réduits à leurs propres ressources.

Les recherches précédentes mènent à la conclusion que les lois de la production, envisagée au point de vue économique, et les lois de la répartition des richesses ne diffèrent pas, en elles-mêmes, d'une manière fondamentale ; tout au moins on ne pourrait dire, en aucun cas, que la production suive des lois immuables

et que la répartition dépende du libre arbitre de l'homme. De plus, la production et la répartition de la richesse se trouvent dans une dépendance mutuelle étroite; c'est pourquoi la séparation de la statique et de la dynamique, dans les phénomènes économiques, est une abstraction scientifique qui ne peut aboutir à des résultats fructueux. Tous les phénomènes sociaux sont changeants, et chacun d'eux en particulier subit dans une mesure plus ou moins grande les effets des changements qui se produisent dans les autres phénomènes. Sans doute, l'examen des différents genres et espèces de phénomènes économiques pris séparément, et ensuite celui de leur pénétration mutuelle, peuvent fournir matière à des divisions dans la science; mais le premier examen n'est que la préparation au second, et n'a pas d'existence distincte en dehors de lui; tandis que le dernier n'est que le chapitre de la conclusion, identique par son contenu avec les chapitres précédents. Sous le rapport scientifique, comme il sera prouvé plus loin, l'économie politique ne gagne pas plus à l'opposition de la statique et de la dynamique des phénomènes économiques, qu'elle ne gagne à l'idée erronée selon laquelle les lois de la production seraient d'une nature différente de celles de la répartition des richesses. L'édification d'un système scientifique sur ces bases logiques ne fait que rompre le lien naturel, qui dérive de la nature même du sujet, et mène à des répétitions fréquentes; on est obligé de renouer souvent le fil interrompu de l'exposition, d'avoir recours à de longues digressions, et de reporter à des chapitres ultérieurs ce qui est absolument indispensable à la claire compréhension des sujets exposés dans les chapitres précédents. Si tout cela ne frappe pas la plupart des lecteurs de Mill, cela provient uniquement de ce que beaucoup d'entre eux n'ont pas besoin des notions préliminaires qui ne sont exposées chez lui qu'au troisième livre, et qui néanmoins sont indispensables pour bien comprendre le contenu du premier et du second. Ceux qui abordent l'étude de la science économique rapportent de la lecture de l'*Economie politique* de Mill,

comme le prouve l'expérience pédagogique, une vue plus confuse de cette science que celle que leur fournissent des traités médiocres, écrits d'après le système de Say.

CHAPITRE III

LA PRODUCTION.

Les treize chapitres que Mill consacre à la théorie de la production contiennent un exposé de ses idées sur la participation de la nature et du travail à la production, sur les différentes espèces de travail, sur la division de ce dernier en travail productif et travail improductif, sur le capital, sur la rente, sur le principe de la population et sur les lois de la croissance des forces productrices. Convaincu que l'économie politique doit être construite *a priori* et être le développement d'un petit nombre de thèses générales, Mill emprunte ces thèses non pas à l'analyse des faits, mais aux doctrines de l'école fataliste anglaise, particulièrement aux ouvrages de Ricardo et de Malthus, et tâche de les mettre d'accord avec les idées sociales des temps modernes. Cette tentative et ces procédés lancèrent l'auteur sur la voie de considérations ingénieuses, qu'il appuie par des exemples imaginaires, de telle façon que l'idée émise comme hypothèse, est elle-même confirmée par une hypothèse nouvelle, mais revêtant une autre forme. Sans nous arrêter à ce que Mill dit de la nature et du travail, nous relèverons son explication de l'essence du capital et les quatre théorèmes s'y rapportant, qu'il a développés d'une manière très circonstanciee.

« Une claire compréhension du rôle du capital dans la produc-

tion, » dit-il, « est très importante, parce que plusieurs opinions erronées qui perdent notre science, proviennent du manque de précision, et de la notion confuse qu'on a de la participation du capital dans la production. » Qu'est-ce donc que le capital ? Selon l'auteur, « c'est l'approvisionnement accumulé des produits du travail antérieur. » (Liv. I, ch. IV, § 1.) La définition est si claire qu'elle semble ne laisser rien à désirer de plus exact ; mais, tout de suite après, Mill exclut l'argent de la somme des produits qui constituent le capital, et un peu plus loin il rattache au capital l'argent employé à la production, et en exclut la partie de l'avoir qui n'a pas de buts productifs. Mais ce n'est pas encore tout : si le capital est dépensé à l'entretien des ouvriers, et que cet entretien dépasse ce qui est réellement nécessaire à la vie et à la santé d'un homme, un tel excédent ne va pas à la production et, par conséquent, n'est plus un capital, tandis que la part de la dépense personnelle, ou celle de la famille du capitaliste, en tant qu'elle n'excède pas la rémunération qui lui revient pour son travail au prix du marché, doit être considérée comme partie du capital. Voici les paroles mêmes de l'auteur qui confirment entièrement ce qui vient d'être dit : « Argent n'est synonyme ni de capital, ni de richesse. L'argent, par lui-même, ne peut en rien constituer la moindre partie de ce que fait le capital, puisque l'argent ne peut en rien aider à la production. » (Liv. I, ch. I, § 1.) « Tout argent du capitaliste et toutes marchandises achevées lui appartenant, ne font pas encore partie de son capital, parce qu'ils ne sont pas employés en entier à la production (au salaire des ouvriers, à compléter les provisions de matières premières, à réparer les constructions et les machines et à en acquérir de nouvelles). Le capitaliste emploie une partie des fonds disponibles et une partie de l'argent réalisé par la vente des produits à subvenir à sa propre consommation et à celle de sa famille, à louer des domestiques, à entretenir des chevaux de chasse et des chiens, à élever ses enfants, à payer des impôts, à soutenir des œuvres de charité. En quoi consiste donc son capital ? Il

consiste dans la partie de son avoir, sous quelque forme que ce soit, qu'il destine de nouveau à la production. » (*Ibid.*) « Une partie considérable du capital productif d'un pays, employée au payement des salaires, ne constitue évidemment pas, au sens strict du mot, tout ce qui est nécessaire et indispensable à la production. L'excédent du salaire sur ce qui est réellement indispensable pour la vie ou la santé (cet excédent est particulièrement considérable lorsqu'il s'agit de travailleurs habiles) est dépensé, au fond, non pas à l'entretien, mais à la rémunération du travail, et, supposé même que les ouvriers perdissent cet excédant, la production n'en continuerait pas moins à marcher sur la même échelle. De même un grand capitaliste vit également sur des approvisionnements faits d'avance. S'il conduit lui-même ses opérations, la partie de ce qu'il dépense pour sa personne et sa maison qui ne dépasse pas une rémunération qui lui est due pour son travail au prix du marché, doit être considérée comme partie intégrante de son capital, dépensé, comme tout autre, pour la production ; la partie de sa consommation personnelle qui consiste en objets indispensables pour la vie, constitue une consommation productive. » (*Ibid.*, § 2.) Il serait inutile de s'arrêter plus longuement sur la confusion et les contradictions dans lesquelles tombe Mill en parlant du capital. De tout ce qui précède, on peut tirer cette conclusion : plus nous tâchons d'éclaircir l'essence et les qualités d'une force productrice en prenant pour guide de nos recherches, non pas l'observation des phénomènes réels, mais des thèses abstraites, attrapées au vol et prises pour des vérités, plus nous introduisons de considérations instables et problématiques, et plus il devient difficile de les concilier entre elles.

Cette vérité est confirmée également par le chapitre suivant, qui contient « les théorèmes fondamentaux en ce qui concerne le capital. » Mill énumère quatre de ces théorèmes, les voici : 1° l'étendue de la production est limitée par l'importance du capital ; 2° le capital est le résultat de l'épargne ; 3° quoique le ca-

pital soit susceptible d'être conservé et qu'il constitue le résultat de l'épargne, néanmoins il se consomme; 4° le capital soutient le travail producteur et lui fournit de l'occupation, lorsqu'il est dépensé à procurer de l'ouvrage, et non pas à acheter des produits du travail tout faits; la demande de produits n'est pas la demande de travail. Ce dernier théorème, selon Mill, est, peut-être plus souvent que d'autres, soit tout à fait méconnu, soit mal compris. Il n'est pas sûr que tous les raisonnements à l'appui des trois premiers théorèmes soient entièrement irréfutables. Sous le titre de vérités universellement acceptées, il n'est pas rare que Mill introduise des thèses nouvelles qui ne sont rien moins qu'incontestables, et des hypothèses placées en dehors des limites du possible. Que dire, par exemple, de ce qui suit : « Il n'y a de forces productrices que le travail et la nature ; et si, par extension, on pouvait dire d'une certaine partie du capital qu'elle possède une force productrice, ce ne serait qu'en parlant d'outils et de machines qui agissent, comme le vent et l'eau, concurremment avec le travail. La subsistance des ouvriers et les matières premières n'ont pas de puissance productrice. » (Ch.V, § 1.) Cependant Mill dit lui-même au commencement du chapitre VII, ce qui suit : « Le capital est un produit du travail ; son activité dans la production est, en réalité, une fonction indirecte du travail.» De deux choses l'une : ou bien les organes, les instruments et le matériel qui mettent en activité les forces de la nature qui agissent dans la matière sont seuls producteurs, ou bien ils le sont en même temps que les forces de la nature. D'après la théorie des physiocrates, la nature seule est productrice. D'après Smith (pas dans toutes les parties de son livre, cela va sans dire) le travail seul est producteur. D'après les théories des adeptes de Smith, le capital, qui est la combinaison des forces de la nature et de celles du travail, est aussi producteur. Enfin, d'après l'enseignement des socialistes, le capital est improductif, raison pour laquelle certains socialistes demandaient son abolition [1]. Suivant Mill, il faut considérer la machine comme productrice, et le capi-

[1] Pecqueur.

[illegible]tant en matières premières, par exemple en engrais, comme improductif. Voici d'autres paroles de Mill, contenant une hypothèse de nature très douteuse : « Chacun peut comprendre que, si un gouvernement bienveillant possédait toutes les subsistances, tous les instruments et matières premières existant dans la société, un gouvernement pareil pourrait exiger un travail productif de tous ceux à qui il accorderait une portion de nourriture, et ne serait jamais dans l'embarras pour trouver un emploi à ce travail p[illegible]ctif [illegible] Liv. I, ch. V, § 3.) (!) Un gouvernement bien[illegible]nt p[illegible]t toutes les subsistances, tous les instruments et mat[illegible]e[illegible]ères, est une supposition sur la base de laquelle on ne saur[illegible]aisonner, et contre laquelle la discussion est impossible, par[illegible]e la bienveillance et l'accaparement de tous les biens so[illegible] conceptions incompatibles, et Mill lui-même, l'auteur de l'ouvr[illegible]ge *Sur la liberté,* doit connaître mieux que tout autre la valeur d'une pareille bienveillance.

Mais, sans s'attarder aux paradoxes et aux erreurs entremêlés chez Mill à des explications sur l'épargne, sur la consommation et sur la restauration des capitaux, — explications remarquables cependant par beaucoup de considérations justes et profondes, — il faut examiner en détail la quatrième thèse, à laquelle il attribue une importance particulière. « La demande de produits n'est pas une demande de travail. » Supposons, dit-il, qu'il existe une demande de velours, et qu'on ait la somme disponible pour l'achat du velours, mais que le capital manque pour fonder une fabrique de velours. Peu importe la quantité de velours demandé : tant que le capital ne se portera pas vers cette fabrication, il ne sera pas produit, ni, par conséquent, acheté un seul centimètre de velours. C'est le capital dépensé à employer le travail, et non pas la demande des produits du travail par les consommateurs, qui soutient et occupe le travail. La demande de produits n'est pas une demande de travail. La demande détermine la direction du travail, mais non pas la quantité de travail demandée, ni la somme des dépenses faites pour le travail.

Quelque grande que soit la demande de velours, tant que le capital ne se portera pas vers sa fabrication, il ne sera pas produit ni acheté un seul centimètre de ce tissu, à moins que le demandeur ne transforme une part du revenu destiné à l'achat de velours en capital pour la production de ce dernier. Inversément : il existe un capital pour la fabrication du velours, mais la demande étant nulle, le velours ne sera pas non plus fabriqué. Si la demande cessait subitement, le capital se perdrait et l'occupation que le capital procure au travail s'arrêterait, — cela non pas à cause de la cessation de la demande, mais par suite de la perte du capital. La vérification du principe cité se trouve, non dans l'hypothèse d'une perte subite du capital, mais dans la supposition de son évolution progressive vers d'autres industries, de manière que la perte n'aura lieu que pour l'art et la science. Pour expliquer ce qui précède, Mill suppose que le consommateur puisse employer son revenu, ou à louer des terrassiers et des maçons, ou à acheter du velours et des dentelles. Dans le premier cas, le consommateur donne aux ouvriers une occupation sans laquelle ils resteraient occupés à une autre production. On dit que cela revient au même ; mais c'est tout à fait inexact, parce que l'acheteur ne donne pas d'occupation aux ouvriers, mais détermine seulement quelle est l'occupation que leur donneront d'autres personnes. Si le consommateur qui a dépensé son revenu à louer des maçons, emploie ce revenu à l'achat de velours, alors le travail cessera de produire des objets de nécessité pour les ouvriers et se tournera vers la production du velours. Inversément, si l'acheteur de velours commence, avec la somme destinée à l'achat de velours, à louer des maçons, alors le capital qui était dépensé à l'entretien des tisseurs de velours, sera employé à quelque autre chose, de façon qu'on emploiera à la subsistance et à la rémunération du travail deux sommes au lieu d'une. Il y aura là, non pas un simple remplacement de l'occupation des tisseurs de velours par celle des maçons, mais une nouvelle occupation pour les maçons, et le remplacement de l'occupation des tisseurs par une autre occupa-

tion. Sans doute, on peut dire qu'en employant 1000 livres à louer du travail, j'emploie 1000 livres du capital du fabricant de velours, mais cela aurait eu lieu si le capital n'avait pas eu le temps de se libérer, et s'était perdu ; en cas de retrait progressif de l'argent, apparaissent deux capitaux, occupant une quantité double d'ouvriers.

Mill explique le sens de ce qui précède de la façon suivante : « Je veux démontrer, » dit-il, « que l'homme est utile, non par ce qu'il consomme lui-même, mais par ce qu'il donne à consommer aux autres. Si, au lieu de dépenser 100 livres pour moi-même, je les dépense en salaires, j'ajourne ma consommation en abandonnant davantage pour la consommation d'autres personnes dont le travail peut créer pour 100 livres de nouveaux produits. Supposons par exemple qu'un propriétaire foncier *A* dépense une certaine somme en salaires et en aumônes, et que cette somme soit dépensée en consommation sous forme de pain. *A* meurt ; son successeur *B* commence à dépenser cette somme en mets délicats pour sa table. La consommation des ouvriers est remplacée par la consommation raffinée du propriétaire. *Afin que la production de pain ne diminue pas, et soit seulement complétée par la production des objets délicats de la consommation du propriétaire, il faut que ce dernier ajourne sa consommation à un an, et qu'il donne du pain aux ouvriers qui par leur travail produiront des objets de luxe.* Bien que la demande de velours ne fasse que donner la direction que prendra une certaine quantité de travail et de capital, cette circonstance est cependant d'une grande importance pour les entrepreneurs déjà engagés et qui ne veulent pas abandonner leur affaire. Pour eux, une diminution dans la demande est une perte réelle qui peut augmenter jusqu'au point de les forcer à cesser leur production. Un accroissement dans la demande, au contraire, leur fournit les moyens d'élargir leurs affaires, de réaliser des profits sur un capital plus considérable, s'ils le possèdent ou s'ils peuvent l'emprunter ; avec une circulation plus rapide, ils donneront une occupation plus cons-

tante à leurs ouvriers ou augmenteront la quantité de bras. Ainsi un accroissement dans la demande d'une marchandise a souvent pour résultat que, dans une certaine branche de l'industrie, le capital employé donnera plus d'occupation au travail. Mais le fait est que, dans les cas cités, l'avantage est acquis par le travail et le capital dans une branche de l'industrie seulement, aux dépens d'un avantage correspondant dans une autre branche de production. Mais un pareil avantage acquis cesse de lui-même dès que le changement a produit son effet naturel, et qu'il a dirigé vers cette branche d'industrie un capital proportionné à l'accroissement de la demande. La demande des produits a plutôt de l'importance dans la théorie de l'échange que dans celle de la production. En général, et dans la marche permanente des affaires, la rémunération du producteur a sa source dans la force productrice de son propre capital. La vente des produits contre de l'argent, et l'achat avec cet argent d'autres produits, ne sont pas autre chose qu'un échange de valeurs équivalentes, provoqué par des convenances réciproques. L'opération de l'échange — qu'elle ait lieu par voie d'échange direct de marchandises contre marchandises, ou par l'intermédiaire de l'argent — n'est que le mécanisme par lequel chacun fait passer la rémunération de son travail ou le revenu de son capital sous la forme spéciale qui lui est la plus avantageuse ; mais dans aucun cas l'échange ne constitue une rémunération. » (Liv. I, ch. V, § 9.)

Pour éclaircir les erreurs contenues dans l'exposé précédent, il est nécessaire de soumettre à une analyse scrupuleuse tout ce qui a été dit par l'auteur, en suivant ses procédés et ses raisonnements.

Mais avant tout il faut remarquer que Mill considère le capital comme quelque chose qui est contenu dans des limites strictement fixées qui déterminent l'étendue de la production, tandis que la formation du capital accompagne la marche de la production et de la consommation, et que la productivité du capital est ainsi très variable. Sans doute, il est des pays pauvres et des

pays riches en capitaux, mais dans une période de temps donnée la production de deux pays peut n'être rien moins que proportionnelle aux capitaux existants, même en admettant la conception du capital adoptée par Mill. Prodigue d'hypothèses, Mill cite des cas, qui, sans être absolument improbables, constituent du moins des faits exceptionnels. Telle est par exemple la condition posée par Mill pour que la production du blé ne diminue pas, mais se complète par la production des objets de luxe, condition qui consiste à différer d'un an la consommation des objets de luxe. (Voir plus haut les mots en italique, page 348.)

En examinant les conditions du passage d'une occupation à une autre, Mill admet deux cas : 1° passage avec perte de capital, et 2° passage avec apparition de deux nouveaux capitaux, au lieu d'un seul qui existait antérieurement. Ensuite Mill établit une différence entre l'emploi du revenu pour la satisfaction des besoins personnels, principalement en objets de luxe, et son emploi pour des buts productifs, principalement pour louer des ouvriers ; il développe l'idée que ce dernier emploi du revenu est seul utile au bien-être national. Enfin Mill affirme que la demande des produits ne détermine que la forme de la rémunération des personnes qui participent à la production, ensorte que l'échange n'est pas la source de la rémunération elle-même. Il est évident que sa thèse : « La demande des produits n'est pas la demande de travail, » est loin d'exprimer tout ce qu'a dit l'auteur. Bien plus : le théorème de Mill exige en outre l'étude circonstanciée de la loi de la concurrence, de la répartition des revenus et de leurs destinations diverses.

En abordant la question des conséquences du passage de certaines occupations à d'autres, il est à remarquer que Mill envisage dans ce cas donné deux hypothèses : 1° si la demande de velours cessait subitement, la marchandise et le capital à la fois seraient perdus, et 2° si la demande de velours diminuait peu à peu tandis que la demande de travail des maçons par exemple augmenterait proportionnellement, le capital qui avait été em-

ployé à l'achat de velours ne ferait que recevoir une nouvelle destination, et le revenu employé à louer des maçons créerait un capital nouveau. Inversément, l'accroissement de la consommation en velours détournera le capital de la participation à d'autres branches de la production et ne procurera qu'un avantage temporaire aux tisseurs de velours.

Ces raisonnements ne soutiennent pas la critique, même lorsqu'on se place au point de vue de Mill lui-même. Si la demande de velours cesse brusquement, tout le revenu qu'on dépensait en velours peut être employé d'un seul coup à louer des maçons, tandis que dans le cas d'une diminution progressive de la demande, le revenu dépensé en velours ne peut être employé à louer des ouvriers que peu à peu, ce qui amènera quelque retard dans l'amélioration de leur situation. Dans le cas d'une brusque cessation de la demande, le capital du fabricant de velours sera perdu subitement, mais comme le revenu qui avait été employé à acheter du velours servira à louer du travail, on obtiendra tout ce que produiront les maçons et les agriculteurs qui produisent pour eux la nourriture, etc. Dans le cas d'une diminution graduelle de la demande, le fabricant de velours ne retirera de l'entreprise que son capital circulant, et encore au moyen d'une consommation improductive ; quant aux machines, aux instruments et à beaucoup d'autre mises de fonds du fabricant, ils périront en tout cas. Ensuite, plus la consommation improductive du velours durerera, plus les choses iront mal pour la situation économique du pays. Il est certain que les raisonnements cités pèchent aussi contre la vérité. Ce vice ressortira plus clairement encore après un examen de la deuxième question, relative aux conséquences de la production et de la consommation des objets de luxe et de première nécessité. En s'efforçant de démontrer que la demande des produits n'est pas la demande de travail et que ce dernier seul agit d'une façon bienfaisante sur le bien-être national, Mill oppose la consommation des objets de luxe au louage des ouvriers, à leur entretien et à leur nourriture.

Au fond il démontre ainsi, non pas son théorème, mais autre chose, à savoir que la production des objets de luxe pour un petit nombre de personnes est moins utile à la société que la production des objets destinés à la consommation de la majorité de la population ; et que le peuple gagne, non pas lorsque le capital est employé à augmenter la consommation luxueuse de quelques personnes, mais quand il sert à procurer des objets de nécessité à la masse de la population. Ceci est parfaitement vrai ; mais l'un ou l'autre emploi des revenus [illegible]l, non pas des conditions de la production, mais de la répartition des revenus, ainsi que de la situation dans laquelle se trouve la société, plus ou moins disposée, soit à développer la production aux dépens de la consommation, soit à renforcer la consommation au dépens de la production. Ce n'est que dans le domaine de la répartition des richesses et des revenus que les questions de luxe, de confort, et d'objets de nécessité ont un sens, tandis qu'au point de vue abstrait (cela ressort des paroles de Mill lui-même), tout ce qui n'est pas de première nécessité pour la vie et la santé de l'homme devient du superflu dans la production. Avec cela, Mill n'est pas du tout en faveur de l'opinion que l'homme vit pour la production, et que le problème de l'économie nationale consiste uniquement dans l'expansion de la production avec réduction au minimum des dépenses pour l'entretien des producteurs. Cependant, dans sa théorie de la production, en combattant le luxe, Mill tombe inévitablement dans la contradiction suivante : à ses yeux ce ne sont pas seulement les mets délicats consommés par le capitaliste qui constituent une perte pour la production, ou une dépense improductive, mais aussi tout ce que dépense cet homme pour l'éducation de ses enfants.

Reconnaissant l'impossibilité d'établir une limite précise entre la consommation des objets de nécessité et celle des objets de luxe, et laissant dès lors cette question de côté, afin de ne pas sortir des limites du théorème développé par Mill, nous devrons

convenir que la demande de travail est, elle aussi, loin d'avoir l'importance que l'auteur s'efforce de lui attribuer. La demande de travail peut aussi bien contribuer à la diminution qu'à l'augmentation de l'entretien et de l'emploi du travail. Un capitaliste qui dispose d'un capital de 100,000 livres peut employer cette somme soit à la construction d'une magnifique maison inutile à la production, soit à celle d'une fabrique qui procurera de l'occupation aux ouvriers ; et inversément 100,000 livres payées pour une maison (c'est-à-dire pour un produit tout prêt) au spéculateur qui s'occupe de constructions, peuvent aussi être dépensées à de nouvelles constructions et procurer des moyens de subsistance au travail et une occupation à des maçons. On pourrait indiquer un autre exemple : si une population grevée d'impôts restreint ses achats de blé, de bois, de toile, de drap, etc., et que les impôts perçus soient dépensés à louer des ouvriers, comme ç'a été le cas, par exemple, pour la reconstruction de Paris, s'ensuit-il que la diminution de la demande des produits procure l'entretien et l'emploi au travail ? Il est évident que Mill avait en vue quelque chose d'autre ; selon son propre aveu, il voulait prouver que l'homme est utile, non par ce qu'il consomme lui-même, mais par ce qu'il donne à consommer aux autres. Pour élucider cette idée, l'auteur trace un parallèle entre un propriétaire qui dépense son revenu en salaires, en aumônes, etc., et son héritier, qui le dépense en mets délicats. En cela Mill ne remarque pas qu'il crée au premier une situation tout à fait fausse. Ce propriétaire emploie son capital à la production de moyens de subsistance, ou pour les mendiants (c'est-à-dire qu'il oblige une partie de la population à travailler pour l'autre, à laquelle il aurait fallu donner une situation économique indépendante et autonome), ou bien il emploie son capital uniquement à produire, sans se soucier de l'augmentation de sa propre consommation. Mais la production pour la production même est un non-sens : le but final de toute production doit toujours être la consommation. Sans doute, le

producteur qui dépense tout l'excédent acquis à développer la production, est plus utile qu'un consommateur prodigue, et toutefois le développement même de la production, l'accumulation des capitaux, etc., constituent aux yeux du producteur non pas un but, mais un moyen pour la consommation ultérieure.

Enfin, pour conclure, Mill développe l'idée que l'échange n'est pas la source de la rémunération, mais qu'il ne fait qu'en déterminer la forme. Pourtant, dans l'échange, ce n'est pas seulement la forme de la rémunération qui se détermine, mais aussi sa quantité; c'est en cela que consiste le rapport de l'échange à la production et que se trouve la cause de son influence sur cette dernière, chose que Mill lui-même ne nie pas et ne pourrait pas nier.

Dans les chapitres suivants, Mill parle du capital circulant et du capital de fond, des conditions de la productivité des éléments de la production, de la concurrence et de l'organisation du travail, de la production en grand et en petit, des lois de la croissance du travail, du capital et des produits agricoles, et des conséquences de ces lois. On peut sans doute signaler ici des pages brillantes; il est peu d'économistes qui se distinguent par une compréhension aussi large de l'influence des causes sociales sur le développement de la productivité, — il en est peu qui aient touché à des côtés si divers dans la question de la division et de l'organisation du travail, mais toutes ces études qui témoignent des rares capacités de l'auteur et de sa pénétration, sont plutôt d'un publiciste, et contiennent peu de nouveau ; partout les raisonnements généraux ne sont appuyés que sur de rares exemples historiques, avec absence complète de faits scientifiquement élaborés. Il en résulte que l'ouvrage de l'auteur prend souvent une teinte dogmatique, et que ce qui reste encore une question, exigeant des explications et des recherches, est donné comme vérité incontestable. Ainsi, par exemple, la question de la population paraît à Mill définitivement résolue ; mais il n'en dit pas davantage que n'en avait dit Malthus ; comme si les travaux des statisticiens n'existaient pas,

et si la diversité même des phénomènes présentés par le mouvement de la population ne fournissait pas matière à de nouvelles déductions et considérations. De même le chapitre exposant la loi d'accroissement des produits agricoles contient une partie de la doctrine de Ricardo sur la rente, et se propose d'éclaircir l'idée que la limite à l'accroissement de la production se trouve dans l'étendue et la productivité de la terre; cette dernière donnera, avec l'augmentation du capital et du travail appliqués à la production, une masse de produits, non pas proportionnelle aux nouvelles dépenses faites, mais beaucoup plus petite, ce qui sera compensé en quelque mesure par les améliorations introduites en agriculture. En développant ces thèses, Mill ne sort presque pas du domaine des jugements aprioristiques. Il est, en effet, impossible de considérer ses indications générales sur la culture intensive dans certains pays, sur l'introduction de nouvelles plantes dans le système de culture, sur le perfectionnement des instruments et des procédés de la culture des terres, comme constituant dans son ouvrage la partie sérieuse, basée sur des faits et propre à servir de fondement ou de confirmation aux thèses citées et aux déductions qui en ont été tirées. Pour que la loi de l'accroissement des produits donnés par la terre eût une importance scientifique actuelle, il aurait fallu prendre en considération les données statistiques sur la mesure dans laquelle, en une certaine étendue de terre, la production peut être augmentée par la dépense de capital et de travail, et sur la façon dont telles ou telles autres améliorations ont renforcé la productivité agricole. Or il n'est pas douteux que l'accroissement de la production dépend, non seulement de l'étendue de terre cultivée, du travail et du capital employés, et des améliorations réalisées, mais aussi de la nature des rapports établis entre les classes agricoles, du droit de propriété et de jouissance de la terre, du degré de morcellement et d'accumulation de celle-ci en lots petits ou grands; en un mot, de l'ordre et des conditions de la répartition de la richesse. On ne doit pas, sans doute, conclure de là que Mill aurait dû élargir

encore davantage le cadre de ses études sur la production ; au contraire, on peut affirmer, non sans fondement, que son livre aurait gagné à une caractéristique des forces productrices de la nature, du capital et du travail, plus courte, mais reposant sur des faits.

CHAPITRE IV

LA RÉPARTITION DES RICHESSES.

Dans le livre consacré à la répartition des richesses, Mill examine trois sujets : 1° la question de la propriété ; 2° le rapport des classes agricoles entre elles et avec la terre, et 3° les trois sources principales du revenu : le salaire, l'intérêt et la rente. Mill s'occupe deux fois de ce dernier sujet, dans le IVme livre, où il examine l'influence de la société sur la production et la répartition, et dans le Vme, où il parle de l'influence du gouvernement. Du reste, dans ce dernier livre, il revient encore une fois sur la question de la propriété.

Dans notre vue d'ensemble sur le système politico-économique de Mill, le point de vue original auquel l'auteur envisage la répartition des richesses a déjà été indiqué. D'après lui, c'est une question qui dépend du bon vouloir de l'homme et de la société. L'économie politique ne reconnaît, selon Mill, rien d'absolument nécessaire dans les formes, ou, pour être plus exact, dans les règles instituées pour la répartition des richesses. La société peut donner la préférence à la propriété privée ou individuelle sur la propriété générale ou le communisme, et inversément elle peut introduire dans son sein la possession commune de tous les instruments de la production et la jouissance commune des

résultats de la production. Ce point de vue résulte des idées philosophiques fondamentales de l'auteur sur la répartition des richesses, laissée au libre arbitre de l'homme. Ainsi les deux systèmes de la propriété privée et du communisme se présentent à son esprit, et il ne sait auquel des deux accorder la préférence. « Si on ose faire une supposition, » dit-il, « *il est probable* que la résolution dépendra principalement de la question de savoir lequel des deux systèmes est le plus compatible avec la liberté et la décision personnelle de l'homme. » (Liv. II, ch. I, § 3.) Ne se fiant même pas à l'appréciation critique des systèmes, Mill va plus loin et abandonne la solution à l'expérience. « C'est à l'expérience à déterminer dans quelle mesure tel ou tel système ayant pour base la communauté de la propriété pourra convenablement se substituer à l'organisation de l'industrie basée sur la possession individuelle de la terre et du capital et si cela peut se faire bientôt, tandis que nous pouvons affirmer, sans prétendre poser des bornes au développement ultérieur des facultés humaines, que longtemps encore l'économiste aura à s'occuper surtout des conditions d'existence et de progrès propres à une société fondée sur la propriété privée et la concurrence des individus ; et que l'objet principal, dans la période actuelle du développement humain, n'est pas le renversement du système de propriété individuelle, mais son amélioration et la complète participation de tous les membres de la communauté à ses avantages. » Il est impossible de ne pas taxer ces conclusions de très étranges ; d'une part, l'auteur admet pour les systèmes un criterium dans la liberté de l'homme et dans son indépendance, et, d'autre part, il nie la possibilité de ce criterium et attend ce que révèlera l'expérience ; enfin, en conclusion, il assigne pour but à ses aspirations, non pas l'abolition de la propriété individuelle, mais son amélioration et une participation complète à ses avantages assurée à tous les membres de la société, ce qui, sans aucun doute, exclut la possibilité des expériences socialistes et communistes.

Ces contradictions constituent le résultat final de l'examen des objections présenté par Mill, objections, dit-il, qu'on a faites au communisme, qui exige l'abolition complète de la propriété privée, et au socialisme, qui n'en exige pas l'abolition complète.

Mill commence son examen par l'assertion que « la justice défend d'affirmer que les plans du socialisme et du communisme soient irréalisables. Une commune rurale communiste peut trouver les moyens d'obtenir et, s'il le faut, d'extorquer à chacun de ses membres aptes au travail, la quantité de travail nécessaire à leur procurer le confort de la vie. » (Commencement du § 3.) Ensuite Mill examine quatre objections contre le communisme, et les réfute. Premièrement on affirme que dans le communisme chacun s'efforcera toujours de se soustraire à la part de travail qui lui revient ; on ne peut s'attendre à un travail consciencieux et fructueux que de personnes jouissant elles-mêmes des fruits de leurs efforts. Mais ceux qui font ces objections, dit Mill, oublient que, depuis le moissonneur irlandais ou le manœuvre jusqu'au grand juge ou au ministre d'Etat, presque tout le travail exécuté dans la société est rémunéré par un salaire journalier ou par des appointements fixes. L'ouvrier de fabrique d'aujourd'hui est moins intéressé à son travail que le membre d'une association communiste, tandis que l'œil du maître sera remplacé, dans une ferme socialiste, par les yeux de tous les communiers. A l'obstination invétérée de tel ou tel individu à ne pas accomplir sa part de travail, la commune pourrait opposer les mêmes moyens que possède la société actuelle pour contraindre les individus à se conformer aux conditions nécessaires des rapports sociaux. Actuellement la crainte d'être renvoyé est un stimulant au travail ; mais ce moyen devient inutile (?!) lorsque chaque nouvel ouvrier travaille aussi mal que son prédécesseur. L'ouvrier qui, pour cause de paresse ou de négligence, perd son emploi, n'aura, dans les pires circonstances, d'autre mal à endurer que la nécessité de supporter la discipline du travail, et si, dans le système actuel, le désir d'éviter ce mal est un stimulant suffisant, il doit

l'être aussi dans le système communiste. Quand même le travail communiste serait moins intense que celui d'un cultivateur propriétaire ou d'un artisan travaillant pour son propre compte, il serait plus énergique pourtant que le travail d'un ouvrier salarié, qui personnellement est complètement désintéressé dans l'entreprise. Les membres de l'association acquerront tous indubitablement de l'éducation, et travailleront aussi bien que les gens des classes moyenne et supérieure, qui servent aujourd'hui pour des gages. Enfin les hommes sont plus susceptibles qu'on ne le pense habituellement de s'imprégner au plus haut degré de l'esprit social. L'histoire prouve que de nombreuses sociétés humaines peuvent s'habituer à considérer le profit général comme leur étant propre. Une association communiste aurait été le terrain le plus propice pour le développement de ce sentiment, car toute l'ambition et toute l'activité physique et morale, dirigées maintenant à poursuivre les intérêts privés, auraient exigé une autre sphère d'activité et la trouveraient sans doute dans la poursuite du bien commun. (*Ibid.* § 3.)

La seconde objection au communisme, citée et réfutée par Mill, est celle qu'une alimentation assurée entraînerait inévitablement une multiplication excessive de la population, qui conduirait celle-ci à la misère ; mais, dans le communisme, l'opinion publique ne manquerait pas de protester avec la plus grande énergie contre l'excès dans la multiplication de la population, qui augmente le travail et restreint le confort de la vie, et si le blâme de l'opinion était insuffisant, on fixerait quelque peine pour retenir l'homme dans sa faiblesse envers lui-même au dépens de la société. *(Ibid.)*

La troisième objection — la difficulté de répartir le travail social entre les membres de la communauté — a un fondement réel, mais on ne peut pas dire que cette difficulté soit insurmontable. De plus, la répartition du travail la plus mauvaise, la plus injuste, dans un système aspirant à l'égalité, serait tellement éloignée encore de l'injustice et de l'inégalité de la répartition

actuelle (sans même parler du mode de répartition de la rémunération), qu'il n'y aurait pas même lieu en regard de ce qui existe aujourd'hui, de prendre une pareille injustice en considération. *(Ibid.)*

Enfin, en abordant la quatrième objection, celle de l'incompatibilité de la liberté et de l'activité individuelle avec l'organisation communiste de la société, Mill remarque que cette objection est très exagérée, de même que toutes les autres objections qu'on oppose à la réalisation des plans socialistes. Il n'est pas nécessaire à l'association de forcer ses membres à entretenir plus de rapports entre eux dans la vie, qu'ils n'en ont actuellement ; il n'est point nécessaire de surveiller la manière dont ils disposeront personnellement de la part de produits leur appartenant et de leurs heures de repos, dont le nombre sera probablement considérable, si toutefois l'association se borne à la production des objets méritant effectivement d'être produits. Il n'est pas nécessaire d'assujettir les individus à une occupation définie ou à un lieu quelconque. Les entraves du communisme auraient été la liberté en comparaison de la situation actuelle de la plupart des hommes. Il est une chose seulement qui paraît à Mill une matière à réflexion, ou, d'après son expression, une question à résoudre, c'est de savoir s'il resterait dans le communisme quelque refuge pour l'individualité du caractère, quoique, à dire vrai, l'uniformité constitue aussi selon lui un des défauts de la société contemporaine. *(Ibid.)*

Les opinions de Mill sur le socialisme non communiste, sur le fouriérisme surtout, sont empreintes d'une condescendance plus grande encore. Il tient le saint-simonisme et le fouriérisme pour les phénomènes les plus remarquables des temps passé et présent, à cause de la grande puissance intellectuelle qui les distingue, et des solutions larges et philosophiques qu'ils présentent de quelques-uns des problèmes sociaux et moraux les plus importants. Cependant Mill reconnaît que la répartition saint-simonienne des occupations d'après les facultés, et la rémunération d'après le mérite, effectuées par un pouvoir social, fût-il même élu, sont irréali-

sables. Les hommes, dit-il, peuvent se soumettre sans murmure à une certaine règle, par exemple celle de l'égalité ou du hasard, ou de la nécessité extérieure ; mais admettre qu'un ou plusieurs hommes pèsent les facultés et les mérites de chaque membre de la société à une balance à eux, qu'ils donnent à l'un plus, à l'autre moins, seulement parce qu'ils ont pensé et jugé ainsi — pareille chose, aucun homme ne la supportera, à moins de considérer les répartiteurs comme des créatures supérieures, et d'être contenu par une crainte superstitieuse. (*Ibid.* § 4.) Devant le fouriérisme, Mill paraît tout à fait désarmé. Ce système, d'après lui, est édifié de la manière la plus ingénieuse, n'exigeant l'abolition ni de la propriété privée, ni de l'hérédité. La commune fait d'abord à chaque membre — apte ou inapte au travail — sa part du minimum d'alimentation, et répartit ensuite le reste entre le travail, le capital et le talent. Loin d'abolir un seul des stimulants à l'activité existant dans la société actuelle, les fouriéristes en ajoutent encore un nouveau — l'attraction du travail, qui dépend de la liberté du choix, de la sympathie et de l'émulation des divers groupes ouvriers. Selon l'opinion de Mill « ce serait de la légèreté que de dire du fouriérisme qu'il ne puisse avoir de succès ou qu'il ne puisse réaliser une grande partie des espérances fondées sur lui par ses adeptes. » *(Ibid.)*

L'erreur principale du point de vue fondamental de Mill sur la répartition des richesses explique pourquoi les phénomènes économiques qui s'y rapportent lui paraissent privés du caractère de nécessité. D'autre part, il faut convenir que sa condescendance envers le communisme et le socialisme a encore d'autres causes. La première de ces causes est que sa connaissance de ces théories est extrêmement superficielle. Cela est rendu évident, en particulier, par le fait que Mill considère comme l'unique objet de sa divergence avec les socialistes, son acceptation des résultats bienfaisants et de la nécessité de la concurrence (tandis qu'une pareille divergence sépare foncièrement les théories du socialisme et celles des écoles économistes). La seconde cause est l'impression

qu'ont laissée dans son esprit les associations industrielles qui ont donné en Angleterre des résultats brillants, et qu'il confond avec les systèmes socialistes. D'une part, Mill introduit dans le communisme et le socialisme des conditions que n'ont pas voulu admettre les utopistes eux-mêmes; d'autre part il ne remarque pas dans ces systèmes les traits caractéristiques sans lesquels ils sont tout à fait incompréhensibles. En examinant la première objection faite au communisme — l'absence de stimulant au travail — Mill déclare que ce phénomène appartient aussi à la société contemporaine, où le travail est rémunéré par une paie journalière ou par un traitement fixe. La superficialité de ce raisonnement est évidente, déjà par le fait que, en commençant par le moissonneur irlandais pour finir par le ministre d'Etat, le salaire est une propriété individuelle, dont celui qui le reçoit dispose à son gré, tandis qu'un tel droit n'existe pas dans une société communiste; — ce qui y existe c'est le droit à une portion de nourriture, à un logement et à un vêtement, distribués par le pouvoir communaliste. L'absence d'application au travail peut être, selon Mill, même dans une société communiste, corrigée par une maison de travail; mais les communistes, à quelques rares exceptions près, repoussent précisément de pareils moyens. Mill mentionne la force de l'opinion publique et les ordres monastiques, qui ont servi l'intérêt public, mais il resterait à savoir si les moines s'oubliaient vraiment et s'ils ne trouvaient pas de récompense suffisante dans la réalisation de leurs buts personnels aux dépens du reste de la société non communiste. Du reste le règne d'une opinion publique pénétrée de l'esprit religieux, comme on en voit dans certaines sectes, ne constitue pas le trait caractéristique d'une société civile. Mill croit possible d'arrêter la multiplication de la population dans une société communiste par la force de l'opinion publique, ou par des *punitions,* panacée que n'admet pas plus une société civilisée que le communisme lui-même. La pensée que la répartition du travail et des produits ne sera pas pire dans le commu-

nisme que dans la société contemporaine, est rejetée par Mill lui-même dans son analyse du saint-simonisme ; quel que soit le principe de la répartition, celle-ci sera faite par des hommes investis de pouvoir, et elle ne pourra jamais être ni impartiale, ni entièrement juste. L'exercice du principe de l'égalité de la répartition des richesses ou d'une autre règle dépendra toujours de l'arbitraire des répartiteurs. Enfin Mill traite avec la même légèreté la question de la liberté. Il ne lui paraît pas possible que, dans le communisme, l'homme ne soit pas maître de son temps et de son gain ; mais dans ce cas ce n'est plus du communisme, car dans une société communiste il n'y a pas d'activité qui n'appartienne à la société et ne soit imposée par elle ; il n'existe pas d'autre gain qu'une part de la consommation totale assurée à chacun. La conservation de l'individualité du caractère dans la société communiste paraît seulement douteuse à Mill ; mais il est difficile d'expliquer d'où lui vient ce doute ? S'il n'a pas été frappé par la discipline qui, dans le communisme, domine l'homme dans toutes les sphères de son activité, d'où lui vient alors sa crainte pour l'individualité de l'homme ? C'est peut-être la théorie de l'éducation qui lui suggère cette idée. Enfin ce que Mill dit à propos du fouriérisme fait penser qu'il n'avait lu ni les travaux originaux du fameux socialiste, ni une exposition fidèle et détaillée de ses œuvres. Les objections faites au communisme s'appliquent tout autant au système de Fourier. En outre, ici, le stimulant au travail devient très douteux avec la large rémunération du capital et du talent préconisée par le système de Fourier. L'attraction du travail est une hypothèse, qui a pour condition la possibilité de changer d'occupations à volonté, la concurrence et l'entraînement des ouvriers, opérant par groupes et par séries ; mais tout cela provoque de nouvelles questions. Le travail effectué correspondra-t-il au besoin qu'on en a ? La concurrence et l'entrain sont-ils possibles dans les groupes et dans les séries ? D'où viendront ces moteurs ? Enfin, le mode même de répartition souffre du même défaut que signale Mill dans son

examen des théories de St-Simon. Tels sont les doutes qui s'offrent à l'esprit au sujet du fouriérisme, exposé par Mill dans une pâle et faible esquisse. Ces doutes seraient devenus des certitudes et des convictions, si Mill avait exposé la théorie des passions de Fourier et analysé son système comme moyen de les faire jouer le plus complètement possible, s'il avait compris que Fourier, ainsi que la plupart des socialistes, prêche une rupture complète avec le passé, qu'en rejetant la continuité et la successivité du développement humain, il propose une forme de société dans laquelle la vie aurait pu être coulée une fois pour toutes, et prétend procurer ainsi à l'homme un bonheur sans trouble et des jouissances infinies. C'est seulement par une entière ignorance des œuvres de Fourier qu'on peut s'expliquer comment Mill se tait sur le sensualisme épicurien de cette théorie, et pourquoi celle-ci ne soulève pas l'indignation de l'auteur par ses côtés antipathiques au sens moral. Il est indiscutable pourtant que ce sont ces défauts de Mill qui ont le plus contribué à sa popularité parmi les socialistes et les novateurs. Les uns et les autres ont vu en lui un allié, tandis qu'au fond, dans les autres parties de son livre, Mill reste toujours fidèle à la réalité, et n'étend jamais ses exigences au-delà de la limite du possible.

En résumé, on ne peut s'empêcher de remarquer que la solution de la question de la répartition de la richesse, conformément aux buts auxquels aspirent les sociétés contemporaines, ne consiste nullement en un choix entre la propriété privée et le communisme. Elle consiste premièrement dans le développement, sur la base stable de la propriété privée, de sociétés coopératives dans le domaine de la production, de la répartition, de l'accumulation et de la consommation des richesses. Secondement elle consiste dans le remplacement partiel des anciennes formes surannées de l'organisation des métiers, du servage, et en partie du travail salarié, par des formes nouvelles d'association libre. Troisièmement enfin elle consiste à procurer à la personnalité libre un point d'appui dans un ordre social dépourvu de caractère privi-

légié. Il y a tout un abîme entre ce programme et les buts du socialisme et du communisme. L'extension du système coopératif n'exige ni réorganisation de la société, ni transformation de la nature humaine ; elle suppose seulement un développement régulier de la vie économique sur le terrain historique. L'étude consciencieuse des associations coopératives actuelles, des conditions de leur prospérité et de leurs insuccès, en se rendant un compte exact de la signification de ces phénomènes économiques, constituerait pour la science une contribution plus solide qu'une défense du communisme que ne peuvent accepter les communistes, et que la manière un peu trop superficielle dont l'auteur traite l'ordre économique, qui a sa racine dans la nature de l'homme.

Dans le chapitre qui suit l'analyse des moyens de répartition des richesses, Mill examine les questions relatives au principe de la propriété, à la manière de l'acquérir, et surtout celle de la succession par hérédité. En développant les idées sur la propriété privée propres à la plupart des philosophes anglais, de Locke à Wollaston, et en exposant les lois relatives à l'héritage chez les différents peuples, Mill se place de nouveau sur un terrain économique solide. Cependant, à propos du droit de succession, il émet une idée paradoxale, à laquelle il retire d'ailleurs lui-même toute autorité, en reconnaissant qu'elle n'est pas en corrélation avec les opinions et coutumes existantes. Selon lui, l'ordre de succession le plus rationnel aurait été de limiter la quantité des biens transmissibles par voie d'héritage ou par testament. Mill espère ainsi prévenir la création des richesses excessives et obtenir des donations considérables en faveur de l'Etat ou d'institutions d'utilité publique, à l'exemple des Etats-Unis. Mais une loi platonicienne de cette nature, étant, ainsi que Mill lui-même en convient, en contradiction avec les dispositions actuelles de la société et avec ses tendances, resterait sans effet, et tous ceux qui voudraient la tourner y réussiraient toujours aisément. Quant à la générosité avec laquelle, aux Etats-Unis, les personnes privées dotent les

institutions publiques, elle n'est pas un effet de la limitation de la liberté du testateur, mais elle résulte tout au contraire des garanties dont cette liberté est entourée. Après avoir consacré quelques mots à indiquer les classes parmi lesquelles se fait la répartition des produits sous l'influence de la concurrence et de la coutume, Mill expose, en près d'une centaine de pages, les rapports de la classe agricole et de celle des propriétaires fonciers entre elles et avec la terre elle-même. A la lecture de ce livre, on ne voit pas pourquoi Mill borne ses études à l'agriculture, et ne les étend pas aux autres branches de la production — à l'industrie des mines, des forêts, de la pêche, aux métiers, aux fabriques, etc. On pourrait supposer que les belles pages sur l'agriculture dans lesquelles l'auteur se montre partisan enthousiaste de la création d'une classe de cultivateurs-propriétaires, lui ont été inspirées par les études modèles de Sismondi. Cette partie n'est pas originale, mais elle offre un résumé, fait de main de maître, des idées et des observations d'autrui, résumé pénétré d'une unité de pensée tout à fait saine et contemporaine. Ce même Mill, qui, quelques pages plus haut, faisait de la polémique contre la propriété privée et ne trouvait aucun inconvénient sérieux au communisme, cite avec une vive sympathie les paroles de Young : « La force magique de la propriété convertit le sable en or »... « Donnez en toute propriété à l'homme un roc désert, il le transformera en jardin ; donnez-lui par contrat de neuf ans un jardin, il en fera un désert. » (Ch. VI, § 7.) Avec tout cela, Mill se montre un peu hésitant sur la question agraire irlandaise. Tout en glorifiant Stein et Hardenberg, et en témoignant sa sympathie pour l'établissement de rentes perpétuelles invariables et même pour leur rachat, il hésite cependant à conseiller un pareil dénouement de la lutte qui s'est perpétuée en Irlande jusqu'à nos jours. Il propose des palliatifs : la création de rentes fixes pour les terres nouvellement défrichées, l'achat et le morcellement des grands domaines ; enfin il fonde des espérances sur les conséquences de l'introduction en Irlande du système agronomique anglais, et s'il ne réclame

rien de plus, c'est seulement parce que, audacieux dans le domaine des spéculations proprement abstraites, il n'ose pas, dans une question tout à fait pratique, contredire directement les idées et les convictions de la société anglaise.

Dans les six chapitres spécialement consacrés à la répartition des revenus, c'est-à-dire à l'étude des conditions dont dépend le montant du salaire, des profits et de la rente, Mill s'arrête surtout sur le salaire, et il examine, à ce propos, la question des moyens à opposer à la baisse qu'il subit, et le problème de la population.

Le chapitre sur le salaire contient des recherches complétant Adam Smith et Malthus, ainsi que la critique des mesures proposées pour maintenir le taux du salaire. Tous les revenus en général, et le salaire en particulier, selon Mill, sont déterminés soit par la *coutume* soit par la *concurrence*. Il faut; en ce cas, élargir le sens du mot « coutume » et lui faire signifier, en somme, les limitations de la concurrence résultant de la force des rapports juridiques. Sans s'arrêter à l'influence de la coutume, Mill examine la principale cause déterminante, selon lui, — l'offre et la demande du travail, ou les rapports entre la population et le capital. D'après lui, ce n'est que l'excédent de l'accroissement du capital sur celui de la population qui assure la hausse du salaire. En perdant de vue les conséquences de la répartition plus ou moins égale des revenus et du capital, Mill se montre partisan décidé de Malthus. Il pense que le principal moyen d'améliorer le salaire se trouve dans l'usage modéré de la force animale de la procréation. Tout ce qui a été proposé jusqu'ici contre la baisse du salaire ne supporte point la critique, notamment la fixation légale du salaire, ou du moins de son minimum (par des conseils de délégués des ouvriers et des patrons) et l'influence de l'opinion publique qui devrait forcer les patrons à payer un salaire suffisant. Mill appuie ses objections à ces trois moyens de réagir contre la baisse du salaire sur l'impossibilité de donner un salaire plus fort que celui que fixe la concurrence. Dans ce dernier cas, Mill se montre ardent défenseur de la concurrence. « La concur-

rence, » dit-il, « non seulement ne rabaisse pas le salaire, mais sert [illegible]ore de moyen pour le hausser... Il y a des gens qui s'im[illegible] que l'action de la concurrence n'a pas de limites, que la conc[illegible]rence des vendeurs du travail peut abaisser les prix, et faire desce[illegible]dre les salaires jusqu'à zéro ou du moins à quelque minimum indéfinissable. C'est une erreur complète. Le prix des marchandises ne peut s'abaisser par la concurrence que jusqu'à la limite où le nombre d'acheteurs deviendra insuffisant pour effectuer la vente, tandis [illegible]e le sala[illegible]e sera abaissé par la concurrence que jusqu'à [illegible]te où [illegible] les ouvriers auront obtenu une part dans la répar[illegible]n du [illegible]ds destiné au salaire. Si le salaire tombait au-dess[illegible] de ce point, une partie du capital resterait sans emploi, tau[illegible]iers ; la concurrence en sens contraire commencerait ent[illegible]talistes, et le taux des salaires se relèverait. » C'est pour cela, remarque Mill, que si la loi ou l'opinion publique parvenait à relever le salaire au-dessus de la norme fixée par le capital, une partie des ouvriers resteraient inoccupés. Il est inutile de fixer un minimum de salaire si des mesures n'ont pas été prises pour assurer du travail ou un salaire à tout demandeur de travail. Si l'influence morale de l'opinion publique était insuffisante pour pousser les riches à l'épargne, dont la destination est de procurer du travail à tous les pauvres pour un salaire satisfaisant, il faudrait alors instituer soit des impôts locaux, soit des impôts d'Etat, pour la distribution du salaire. Mais ce moyen n'enraierait pas l'accroissement de la population, et l'impôt pour les pauvres engloutirait tout le revenu du pays. La société, dit Mill, ne peut impunément prendre à sa charge l'alimentation de la population, en lui abandonnant la liberté de se multiplier. Les paroles suivantes rappellent vivement Malthus : « Tout homme a le droit de vivre. Supposons que ce droit soit assuré. Mais personne n'a le droit de donner la vie à des êtres dont l'entretien retombe à la charge d'autres hommes. Quiconque prétend soutenir le premier de ces droits doit renoncer à toute prétention au second. » C'est pour les mêmes raisons que

Mill proteste contre le salaire supplémentaire (Allowance System) distribué aux nécessiteux par les paroisses. Cette mesure n'a pas augmenté le salaire ; elle a retiré d'une main ce qu'elle donnait de l'autre au travailleur. Le secours de 3 schelings ajoutés à 7 schelings n'améliorera pas la situation des ouvriers si la tendance à la multiplication ne diminue pas et si le salaire tombe de 7 schelings à 4. Le système des lots de terre (Allotment System), autrement dit la dotation de jardins potagers aux ouvriers, conduira au même résultat. Cela est sans doute préférable au salaire supplémentaire, mais cela n'arrête pas davantage l'accroissement de la population, et n'augmente pas les ressources de la classe ouvrière. Quels remèdes propose donc Mill de son côté ? La vulgarisation de saines notions sur la dépendance dans laquelle le salaire se trouve à l'égard de l'augmentation de la population, et une éducation rationnelle du peuple ; la colonisation, au sujet de laquelle cependant il s'est montré assez sceptique à la fin du XIIIe chapitre, et l'emploi des terres communales pour l'extension de la petite propriété foncière. Le dernier chapitre sur le salaire (les variations du salaire d'après le genre d'occupation) ne présente rien de très neuf ou de particulièrement original. C'est une édition augmentée et revue de la théorie d'Adam Smith. (Ch. XI-XIV.)

Mill distingue dans le profit trois parties constitutives : l'intérêt du capital ou la récompense pour s'être abstenu de consommer, la prime d'assurance, et la rétribution du travail. Par suite d'une inconséquence étrange, Mill détache la question du taux de l'intérêt (L. III, ch. XXIII) des recherches sur le profit, et il la rapporte à l'échange. Il est évident que l'auteur se laisse guider dans ce cas par des caractères tout à fait extérieurs, lorsqu'il affirme que la question de l'intérêt des emprunts, étant au fond une question relative à la valeur d'échange, se rapporte naturellement à cette partie de son livre. Les variations dans le taux de l'intérêt proviennent, selon Mill, de l'offre et de la demande des prêts. On offre et on demande des capitaux ; mais

comme l'offre et la demande ont lieu sous forme d'argent, le taux de l'intérêt est ordinairement considéré comme une suite de l'abondance ou de la rareté de l'argent. La confusion des idées est encore augmentée dans ce cas par l'expression : *valeur de l'argent*, employée pour désigner le taux de l'intérêt.

En combattant les erreurs de ceux qui confondent l'argent avec les capitaux en général, et les intérêts avec le prix de l'argent, Mill va pourtant trop loin. Une offre abondante d'argent en l'absence d'offre de capitaux est impossible ; mais il est incontestable qu'avec la même quantité de provisions et de produits, il peut y avoir surabondance ou pénurie d'argent, un taux d'intérêt bas ou élevé. La capacité d'achat (c'est-à-dire l'argent) est soumise elle-même à la loi de l'offre et de la demande ; en même temps l'offre dépend grandement non pas tant de la quantité des produits, que de la solidité du crédit, qui, là où font défaut les facilités en payements métalliques, est généralement instable. Cette dernière circonstance est élucidée dans l'ouvrage remarquable de Laveleye, *Le marché monétaire et ses crises*, 1865.

Après avoir analysé les conditions dont dépendent le minimum de profit et ses fluctuations possibles, la différence dans le profit due à la diversité de nature des entreprises auxquelles le capital est employé, et les causes par suite desquelles le taux du profit tend à s'égaliser dans toutes les occupations, Mill développe les trois thèses suivantes : 1° le profit ne dépend pas des prix et n'est pas le résultat de la vente et de l'achat ; 2° les dépenses du capitaliste consistent uniquement dans le paiement pour le travail ; 3° le taux du profit dépend du coût du travail. Ces thèses méritent un examen détaillé par suite de leur grande importance.

Dans l'opinion courante, dit Mill, le profit industriel dépend des prix. Il semble à première vue que le producteur, ou le vendeur, perçoive le profit par suite de la vente de sa marchandise à un prix plus élevé que le prix de revient. Mais en examinant de plus près les opérations du producteur, nous remarquons que l'argent qu'il reçoit pour ses produits constitue non pas la cause,

mais seulement la forme du profit perçu par lui. La cause du profit consiste en ce que le travail produit plus qu'il ne coûte à entretenir [1]. Le capital foncier donne un profit parce que les agriculteurs peuvent produire plus de nourriture que la quantité nécessaire à leur alimentation pendant le temps de la production, y compris le temps employé à la préparation des instruments et autres opérations préliminaires. Il en résulte que, si le capitaliste entreprend de nourrir les ouvriers à condition d'utiliser les produits pour son propre compte, il obtiendra, après être rentré dans ses déboursés, un certain excédent. Ainsi se constitue le profit, non pas à la suite de l'apparition de l'échange, mais à cause de la force productrice du travail, et le profit général du pays dépend toujours de la force productrice du travail, que l'échange ait lieu ou non. Sans la division du travail, il n'y aurait ni achat, ni vente; mais le profit existerait pourtant. Si les ouvriers du pays produisent tous ensemble pour 20 % en sus du salaire, les producteurs (en somme) obtiendront 20 % de profit, quels que soient les prix. Le profit des capitalistes dépend exclusivement de deux circonstances: premièrement de la quantité des produits obtenus, autrement dit de la force productrice du travail, et secondement de la part des produits concédée aux ouvriers. Ces deux éléments sont les données d'après lesquelles on détermine la somme totale distribuée entre tous les capitalistes du pays. Mais la quantité du profit et son rapport pour cent au capital ne dépendent que du second élément, c'est-à-dire de la part allouée à l'ouvrier, et non pas du total des produits à répartir. Si les produits du travail avaient doublé, et que les ouvriers eussent obtenu la même part que précédemment, c'est-à-dire le double, les capitalistes auraient aussi reçu deux fois plus qu'auparavant; mais comme dans ce cas ils auraient dépensé le double, le taux de leur profit n'aurait pas augmenté et serait resté le même. (Ch. XV, §§ 5 et 7.) Ainsi, dit Mill, nous parvenons à cette conclusion de Ricardo et de quelques autres écono-

[1] Comparez plus haut la théorie de Marx.

mistes, que le taux du profit dépend du salaire, qu'il augmente avec sa baisse et diminue avec sa hausse. Mais, en acceptant cette théorie, Mill exige une expression plus précise de l'idée de Ricardo. Il faut dire, selon lui, que le profit dépend non pas du salaire, mais du coût du travail. En langage mathématique le coût du travail est une fonction de trois variables — de la productivité du travail, du salaire (c'est-à-dire de la rémunération effective et non monétaire de l'ouvrier), et du prix auquel peuvent être produits ou achetés les objets formant cette rémunération effective. Si le travail en général devient plus productif sans que sa rémunération s'élève, si la rémunération du travail tombe sans que la valeur des produits constituant cette rémunération devienne plus grande, et sans que le travail lui-même devienne moins productif, ou bien si les objets constituant la rémunération de l'ouvrier deviennent moins chers, sans que l'ouvrier reçoive plus qu'auparavant — alors, dans chacun de ces cas, le profit haussera. Mais si au contraire le travail devient moins productif (ce qui peut arriver par la diminution de la force physique du peuple, par l'extinction du capital fixe ou par la décadence de l'instruction nationale) ou si l'ouvrier commence à recevoir une rémunération plus grande, sans qu'il y ait amoindrissement du coût des objets formant cette rémunération, ou bien enfin si, sans que l'ouvrier obtienne plus qu'auparavant, la valeur même des objets obtenus par lui devient plus grande — alors, dans tous ces cas, le profit baissera. Hormis ces cas, il n'existe pas de combinaison de circonstances qui puisse dans un pays faire hausser ou baisser le taux général du profit pour toutes les branches de l'industrie. (Chap. XV, § 7.)

Ces trois thèses, développées par Mill, sont loin d'être incontestables. Remarquons avant tout qu'on ne peut aucunement envisager le profit comme une rémunération donnée au capitaliste pour avoir renoncé à consommer; le profit naît, par excellence, de la part du capitaliste dans la poursuite de la production, obtenue par l'emploi du capital. L'argumentation employée

par Mill pour démontrer que le profit représente la part des produits qui reste après le paiement du salaire ou du coût du travail, rappelle quelque peu les théories des physiocrates. Le profit est grand ou petit, non pas parce qu'on obtient plus ou moins de produits après le solde des dépenses du travail, mais à cause des prix fixés par l'offre et la demande. Pour se convaincre combien est erronée la tentative de Mill de séparer l'échange par lequel se fait la répartition, de la répartition elle-même, il n'y a qu'à se rappeler qu'avec une récolte très abondante dans les pays agricoles, le profit de l'agriculture tombe quelquefois à zéro, quand bien même la production donnerait le plus brillant résultat. Sans doute le profit est impossible si les producteurs dépensent plus qu'ils ne produisent; mais il est clair, par l'exemple précédent, que, pour que le profit existe, il est indispensable aussi que le surplus puisse être vendu à un prix élevé. L'hypothèse d'un pays dans lequel la division du travail n'existerait pas, et où l'ouvrier produirait 20 % de plus que son salaire, ne saurait être admise sous la forme adoptée par Mill. Elle n'est compréhensible qu'à condition d'une évaluation en argent, parcequ'il est impossible de concevoir ni un cas d'absence de division du travail, ni un cas d'accroissement de 20 % dans la production de chaque produit. Si le profit est le résultat de la concurrence fixant les prix, le résultat final auquel parvient le producteur après avoir balancé ses comptes — alors on ne peut dire que le profit et le salaire, ou le coût du travail, varient dans un rapport inverse. Les produits sont répartis par la concurrence, conformément aux prix établis du travail, du capital, de la terre et des produits eux-mêmes. Supposer que, seul, le coût du travail détermine le profit, c'est oublier ce que Mill dit lui-même à propos des rentes démesurément grandes de l'Irlande, créées par la concurrence. Ainsi on ne peut aucunement affirmer que le taux du profit dépende du coût du travail. La seconde thèse de Mill, celle d'après laquelle les dépenses du capitaliste consistent uniquement dans le paiement du travail, est tout aussi inexacte;

cette thèse n'est que le développement de l'idée que le travail est la force productrice unique, ce que Mill lui-même n'admet pas. De plus, il est difficile de comprendre comment Mill pouvait admettre cette thèse, après s'être efforcé de prouver « que la demande des produits n'est pas la demande du travail. »

Mill explique d'abord la provenance de la rente par la propriété monopolisée de la terre, après quoi il développe dans ses traits généraux la théorie de Ricardo, adoptée par lui, et fait des objections à la théorie de Carey, qui, dit-il, n'infirme nullement la thèse qu'il existe toujours des terres plus ou moins fertiles, plus ou moins proches des marchés, et que, si des terres moins fertiles et plus éloignées des marchés sont cultivées, ce sont les terres les plus fertiles et les plus rapprochées des consommateurs qui donnent une rente. La rente, d'après Mill, ne résulte nullement de la dépense des capitaux et ne peut être expliquée par le passage de la culture des terres plus légères et moins fertiles à celle des terres marécageuses, couvertes de forêts, et plus fertiles. Sans s'arrêter à l'analyse des idées de Ricardo, exposées par Mill, et à la polémique de ce dernier avec Carey, il est à remarquer que Mill admet une double explication de la rente : d'une part la possession exclusive de la terre, et de l'autre la nécessité de se porter à la culture des terres moins bonnes, en proportion de la demande effective des produits de la terre, ce qui évidemment n'est pas la même chose. Cependant ce n'est pas là seulement que gît le vice de la théorie de Mill. L'auteur perd souvent de vue ce qu'il a dit lui-même au IIIe livre, ch. V, § 4, de son ouvrage, à savoir que la rente est un phénomène commun à toutes les branches de l'industrie, et qu'un talent, aussi bien qu'une découverte dont la connaissance est encore peu répandue, ou une terre plus fertile, peuvent donner une rente. Il est complètement dans l'erreur en affirmant que la vraie théorie de la rente, exposée au siècle dernier par Anderson, a été, après 20 années, découverte de nouveau et en même temps par West, Malthus et Ricardo. Les théories de Malthus et de Ricardo ne

peuvent en aucun cas être considérées comme identiques ; la première porte les traces évidentes de la théorie des physiocrates. Enfin, il est également incontestable que la solution de la question de la rente constitue le problème de l'avenir, et qu'elle ne sera possible que lorsque l'économie politique sera assise sur le terrain solide des faits positifs, quand on sera parvenu à noter les fluctuations de la rente et les conditions diverses dans lesquelles elles ont lieu. La plus sévère condamnation de la théorie proposée par Mill se trouve dans ses propres paroles : « Personne ne dira que les faits, dans un cas concret quelconque, correspondent avec une précision absolue à tel ou tel principe scientifique. Nous ne devons jamais oublier que les vérités de l'économie politique ne sont des vérités que dans leurs traits généraux. » « En économie politique, on ne peut aboutir à des théorèmes embrassant toutes les circonstances si multiformes dont dépend un résultat dans un cas particulier. » S'il en est ainsi, si l'on ne peut connaître toutes les circonstances dans lesquelles le phénomène s'est manifesté, on peut et on doit connaître les conditions foncièrement indispensables à l'explication de ce dernier. Enfin il faut particulièrement remarquer cet aveu de Mill, que la vraie théorie de la rente apparaîtra plus clairement après l'exposition des théories de la valeur et du prix. Ainsi la marche même des études a amené l'auteur à cette conclusion qu'on ne peut saisir pleinement la répartition des richesses qu'autant qu'on a des notions précises sur l'échange, la valeur et le prix.

CHAPITRE V

L'ÉCHANGE

Le troisième livre est surtout consacré aux points suivants : 1° La théorie de la valeur ; 2° Études sur la monnaie ; 3° Du crédit, et 4° Des relations de commerce internationales.

I. LA VALEUR

D'après Mill, la valeur ne rentre pas dans le cadre de la production, et elle ne touche à la répartition de la richesse qu'en tant que la force distributrice est constituée par la concurrence et non par la coutume ou l'habitude ; mais avant d'aborder les recherches sur les lois de la valeur et du prix (si souvent confondus, car le prix désigne la valeur exprimée en argent) il est nécessaire de remarquer que, dans la suite de l'exposition, on n'examinera que les cas dans lesquels la valeur et le prix sont déterminés par la seule concurrence, et peuvent par conséquent être ramenés à des lois précises. (Liv. III, ch. I, §§ 1 et 5.) Pour qu'un objet ait une valeur d'échange, deux conditions sont indispensables : premièrement l'objet doit être utile à quelque chose, et secondement son acquisition doit offrir quelque difficulté. Le degré d'utilité constitue la limite extrême de la valeur d'échange. La difficulté d'acquisition peut être de diverses natures : certains objets sont rares, et leur offre est bornée par une limite absolue, — par exemple certains vins ne peuvent être produits que dans certaines localités et en quantité restreinte ; d'autres objets ne peuvent être obtenus qu'au prix d'une certaine somme de travail et de dépense ; d'autres enfin ne peuvent être

produits en quantité plus grande qu'à la condition d'y consacrer plus de travail et de dépense. (Liv. II, §§ 1 et 2.)

La valeur des objets de la première catégorie est déterminée par leur rareté, ou plus exactement, par l'offre et la demande. La valeur des produits de la deuxième catégorie, qui peuvent être fabriqués par le travail et par le capital en quantité illimitée, a un minimum extrême déterminé par les frais de production ; mais ce minimum sera aussi le prix maximal si la concurrence est active et libre. Enfin la valeur des objets de la troisième catégorie, de ceux qui ne peuvent être produits en quantité plus grande qu'avec des frais de production croissants, et qui sont fabriqués avec des dépenses de diverses natures, est déterminée par la limite maximale de ces dernières. (Ch. II, § 3, ch. III, § 1, ch. V, § 1.) En parlant des objets dont la valeur dépend de la rareté, Mill arrive à la conclusion suivante : « Si, à un certain moment, l'offre et la demande ne sont pas égales, la concurrence les égalise par un changement de valeur convenable. La valeur s'élève lorsque la demande augmente ; elle baisse lorsque la demande diminue. Lorsque l'offre diminue, la valeur monte, et elle descend lorsque l'offre augmente. La hausse et la baisse ont lieu jusqu'à ce que l'offre et la demande deviennent de nouveau égales l'une à l'autre, de manière que la valeur d'une marchandise sur le marché n'est autre que celle qui est déterminée par la demande nécessaire pour absorber toutes les quantités offertes ou attendues. Telle est la loi de la valeur pour toutes les marchandises dont la quantité ne peut pas être multipliée à volonté. » (Ch. II, § 4.) La valeur des objets dont la quantité peut être augmentée à volonté ne dépend pas de l'offre et de la demande, sauf dans de rares exceptions et encore temporairement, pendant le temps nécessaire pour que la production puisse se conformer à la demande : tout au contraire, l'offre et la demande dépendent de la valeur. S'il existe une demande pour une certaine quantité de marchandises à sa valeur naturelle, l'offre s'y adapte continuellement. Si l'offre dévie de cette valeur, il faut en chercher

la cause dans une erreur de calcul ou dans quelque changement survenu soit dans leur valeur naturelle, c'est-à-dire dans les frais de production, soit dans la demande par suite d'une variation du goût du public, soit dans le nombre et la richesse des consommateurs. Ces causes de fluctuations se produisent très souvent, et il suffit d'une seule d'entre elles pour que la valeur marchande de l'objet s'écarte de la valeur naturelle. La loi réelle de l'offre et de la demande — leur équilibration mutuelle — ne cesse d'agir même ici. En dirigeant ces variations de la valeur, l'équilibration de l'offre et de la demande est soumise elle-même à une force supérieure qui fait graviter la valeur vers les frais de production ; elle l'établit et la maintient toujours à cette hauteur, à moins qu'il ne surgisse constamment de nouvelles causes perturbatrices, qui produisent des déviations de valeur. L'offre et la demande tendent constamment à l'équilibre; mais l'état d'« équilibre stable » est celui où les objets s'échangent les uns contre les autres proportionnellement à leurs frais de production. (Ch. III, § 2.)

Mill élucide définitivement ce qui précède dans son analyse des frais de production. Les frais de production, d'après Mill, qui dans le cas donné ne fait qu'exposer la théorie de Ricardo, se composent du salaire et du profit, mais non de la rente, qui est une résultante des prix. Les frais sont déterminés, principalement, par le taux du salaire et par la quantité de travail employé à la production ; les variations du salaire (en dehors des fluctuations momentanées) atteignent habituellement tous les objets, et n'ont pas d'influence considérable sur la valeur. Les différences dans la quantité de travail nécessaire à la production sont de beaucoup plus importantes, parce que, dans un temps donné, le changement n'atteint qu'un seul ou de rares produits. Dans les frais de production entre aussi le profit, indépendamment de la quantité de travail et de salaire. L'influence de cet élément sur la valeur est très diverse. La part du capital consommée dans le cours d'une période annuelle de production entre intégrale-

ment dans le prix des produits ; quant à la part du capital qui, sous forme de machines durables, se consomme lentement, cette part n'entre dans le prix que pour autant que le capital se consomme. Ainsi la dépense de capital pour des marchandises à long terme, par exemple dans la production du vin, aussi bien que le remplacement du capital circulant par un capital fixe et durable, augmente la part du profit dans la somme générale des frais de production, tandis que, dans le remplacement du travail par une machine durable, les frais de production seront moindres, et puisque le profit entre dans ces frais dans une proportion différente, il est évident que la baisse du profit provenant de l'augmentation de la valeur du travail, produira un changement inégal dans la valeur des produits. (Ch. IV.)

Telle est la théorie de la valeur de Mill. L'essence en est énoncée par l'auteur dans les 17 thèses fondamentales suivantes.

I. La valeur est un rapport. Lorsqu'on dit : « la valeur d'une chose, » on entend la quantité d'une autre chose ou de choses en général contre lesquelles la première s'échange. Donc il ne peut y avoir de baisse ou de hausse de la valeur en général, mais la hausse de certains objets correspond à la baisse des autres.

II. La valeur temporaire ou valeur marchande d'une chose dépend de l'offre et de la demande, elle monte quand la demande augmente et baisse quand l'offre augmente. La demande, toutefois, varie selon la valeur ; elle est plus grande lorsque l'article est à bon marché, moindre lorsqu'il est cher ; et la valeur tend à se modifier de manière que la demande soit égale à l'offre.

III. Outre la valeur temporaire, l'objet a aussi une valeur permanente ou, pour ainsi dire, naturelle, de laquelle la valeur marchande, après chaque modification, tend toujours à se rapprocher. Ces oscillations se compensent de telle sorte qu'en moyenne les marchandises s'échangent à peu près à leur valeur naturelle.

IV. La valeur naturelle de certaines choses est une valeur de rareté ; mais la plupart des choses s'échangent l'une contre l'autre en raison de leur prix de revient ou bien de leur coût (cost value).

V. Les choses qui ont naturellement et d'une manière permanente la valeur de rareté sont celles dont l'offre ne peut pas augmenter du tout, on ne peut pas augmenter assez pour satisfaire toutes les demandes qui se produiraient si ces choses se vendaient d'après leurs frais de production.

VI. Valeur de monopole veut dire valeur de rareté. Le monopole élève la valeur seulement par la limitation de l'offre.

VII. Tout produit dont la production peut être indéfiniment augmentée par le travail et le capital s'échange contre d'autres objets proportionnellement au coût maximal nécessaire pour produire et amener sur le marché la partie la plus chère de la production demandée. Valeur naturelle et valeur coûtante sont synonymes : le coût veut dire la dépense la plus grande par laquelle cette partie offerte a été produite.

VIII. Les dépenses de production se composent de plusieurs éléments dont quelques-uns sont généraux et permanents, et d'autres accidentels. Les salaires du travail et les profits du capital sont les deux éléments nécessaires du coût de production. Les éléments accidentels sont l'impôt et les frais extraordinaires occasionnés par la valeur de rareté de quelques objets nécessaires.

IX. La rente ne fait point partie du coût de production de la marchandise qui donne la rente, excepté dans un cas plutôt imaginaire que réel, à savoir : lorsque les dépenses proviennent de la rareté et constituent un effet de celle-ci. Mais lorsqu'une terre qui, employée à l'agriculture, pourrait donner une rente, est affectée à un autre emploi, la rente qu'elle aurait pu donner est un élément du coût de production de la marchandise pour la production de laquelle cette terre est exploitée.

X. Si l'on néglige les éléments accidentels de la valeur, les choses dont la production peut être indéfiniment augmentée s'échangent naturellement et d'une manière constante en proportion des salaires dépensés à les produire et des profits réservés aux capitalistes qui payent ces salaires.

XI. Le taux relatif des dépenses en salaires ne dépend pas des

salaires eux-mêmes. Un salaire élevé n'est pas la cause de la valeur élevée, ni un salaire inférieur celle de la valeur inférieure. Le montant relatif des dépenses faites en salaires dépend en partie de la quantité de travail nécessaire, en partie du taux de rémunération du travail.

XII. De même, la part relative du profit ne dépend pas de l'élévation du profit. Un profit élevé n'est pas la cause d'une valeur élevée, ni un profit inférieur d'une valeur inférieure. Le taux du profit dépend en partie de la durée du temps pendant lequel est employé le capital, en partie de la part relative des profits dans les différentes branches d'occupation.

XIII. Lorsque deux objets sont produits par la même quantité de travail, que ce travail est rétribué au même taux, pour un temps égal, et lorsque la nature des occupations n'exige pas constamment une différence dans le taux des profits, alors ces deux objets seront échangés l'un contre l'autre, indépendamment du niveau des salaires et des profits, et de la quantité de travail dépensée.

XIV. Si l'un de ces deux objets possède généralement une valeur moyenne plus grande que l'autre, cela provient de ce que sa production exige, soit une quantité de travail plus grande, soit l'emploi d'un travail plus chèrement rétribué, soit l'emploi du capital pour un temps plus long, ou bien cela provient de ce que la production est accompagnée d'une circonstance qui exige pour établir l'équilibre un profit plus élevé.

XV. La quantité de travail nécessaire à la production est le plus important de ces éléments ; les autres ont une moindre influence, quoique aucun d'eux ne soit négligeable.

XVI. Plus le taux des profits est bas, moins les éléments secondaires du coût de production ont d'importance, et moins aussi la valeur des produits diffère de la valeur qui correspond à la quantité et à la qualité du travail employé à leur production.

XVII. Mais toute baisse du profit abaisse, dans une certaine

mesure, le coût (cost value) des choses produites au moyen des machines les plus durables, et élève la valeur des choses faites à la main. Chaque élévation du taux des profits produit un effet inverse.

En ce qui précède nous avons épuisé, dans la mesure du possible, la théorie de la valeur de Mill — théorie qui, selon lui, est complètement développée et ne présente qu'une seule difficulté, celle de fournir une exposition susceptible de dissiper à l'avance les principaux malentendus résultant de son application. Il est douteux que cette conclusion finale de l'auteur paraisse fondée. La théorie de la valeur constitue une des parties les plus délicates de l'économie politique; c'est la déduction finale des phénomènes complexes des besoins, de la production, de l'échange et de la consommation. Ici, comme dans plusieurs autres parties des *Eléments d'économie politique* de Mill, on rencontre un effort manqué pour séparer les uns des autres, la production, la répartition des richesses et l'échange, et aussi un certain dualisme dans le contenu : la valeur est déterminée tant par la concurrence en général que par les frais de production ; la valeur des choses rares est déterminée exclusivement par la concurrence; la valeur du reste des objets, — par la concurrence et par les frais de production. La conciliation de ces deux conditions est atteinte, selon Mill, par l'égalisation de l'offre et de la demande, par leur tendance à un équilibre dans lequel les objets de la seconde catégorie s'échangent d'après leur valeur naturelle, et les objets de la troisième catégorie d'après les plus hautes dépenses de production. De cette façon, il existerait, d'après Mill, des valeurs de deux sortes : une valeur marchande, établie par la concurrence, et souvent déterminée par les frais de production, et une valeur naturelle formée des frais de production. En quoi consistent donc les défauts principaux de la théorie exposée par Mill?

Ces defauts consistent d'abord en ce que Mill, après avoir indiqué les causes dont dépend la valeur, ne les a pas rattachées à

la concurrence. Il a justement remarqué que la valeur d'un produit dépend de son utilité (capacité de satisfaire les besoins) et de la difficulté de l'acquérir — deux conditions qui constituent des éléments nécessaires, mais non les éléments uniques de la concurrence. La demande, indépendamment des considérations relatives à l'approvisionnement du marché, dépend du besoin, des ressources des acquéreurs et des relations qui existent entre eux ; l'offre dépend de la quantité existante de produits qui *doit* être vendue par les producteurs, et de plus des relations entre producteurs, ainsi que de la plus grande ou de la moindre difficulté à produire, qui permet ou ne permet pas de produire davantage. En second lieu Mill, en opposant la valeur marchande à la valeur naturelle, ou aux frais de production, définit d'une façon assez malheureuse leur relation mutuelle. Selon lui, les frais de production se composent du salaire et du profit, tandis que la rente n'y entre pas (à l'exception du cas où la terre est employée, non à l'obtention des produits agricoles, mais à d'autres buts quelconques). Le chiffre des frais de production, du salaire, du profit et de la rente, comme il a été remarqué plus haut, est réglé aussi par la demande et par l'offre du travail, du capital et de l'élément de monopole qui constitue la propriété soit du travailleur, soit du capitaliste, soit du propriétaire foncier, possédant des qualités spéciales de travail, de capital ou de terre. Quelles que soient les affirmations des économistes sur la tendance du salaire et du profit à atteindre un niveau commun, la pratique prouve d'une manière irréfutable que les dépenses faites pour le travail, pour le capital et pour la terre, présentent une énorme diversité suivant l'art plus ou moins grand des entrepreneurs, suivant les conditions sociales et naturelles plus ou moins favorables. De même la pratique prouve que les dépenses faites par des personnes différentes pour produire une quantité donnée de certains produits sont loin d'être les mêmes. On peut, sans doute, prendre des moyennes pour les frais de production, mais ce procédé n'est bon que pour des buts scientifiques, car, pour les

buts pratiques, il n'est applicable que lorsque les données diffèrent peu les unes des autres. Ainsi donc, à parler strictement, la valeur naturelle ou les frais de production se composent des prix marchands payés pour les forces qui concourent à la production, et quand il s'agit de la corrélation entre la valeur naturelle et la valeur marchande, on est appelé à résoudre au fond cette question : le prix d'un produit peut-il être plus grand ou moindre que la somme des parties composantes dont il est formé ? Si la demande du travail, du capital et de la terre, ainsi que leur offre, était égale dans toutes les branches de la production, si, d'autre part, l'usage de ces forces était partout également profitable, et enfin si la demande de tous les produits et leur offre se balançaient proportionnellement à la demande et à l'offre antérieures des forces productrices, dans ce cas, effectivement, il pourrait y avoir une corrélation rigoureuse entre les frais de production et la valeur marchande des produits ; mais il suffit de faire les suppositions susmentionnées pour se convaincre de leur absolue impossibilité. Quelle est donc la relation qui existe entre les frais de production et les prix marchands des produits ? Sont-ce les frais qui règlent les prix marchands ou sont-ils eux-mêmes réglés à leur tour par ces derniers ? Smith, ses adeptes les plus rapprochés, et Mill parmi eux, supposent que les prix de tous ou de presque tous les produits dépendent des frais de production ; Macleod affirme le contraire, c'est-à-dire que les frais de production résultent des prix des produits. Le producteur, dit-il, se décide à dépenser plus ou moins suivant le prix sur lequel il peut compter. La thèse de Macleod n'est vraie qu'à moitié ; on ne peut pas dire que les prix se règlent toujours sur les frais de production, mais il n'est pas toujours vrai non plus que les prix élevés élèvent les frais de production. Il n'y a pas de proportion rigoureuse entre les prix payés pour les forces productrices, les frais de production et les prix des produits, parce qu'il s'écoule un temps plus ou moins considérable entre la demande et l'offre, appelées à régler les frais de production. Enfin les résul-

tats de la production ne sont pas proportionnels aux dépenses faites. Puisque Mill lui-même reconnaît que la valeur des objets rares est déterminée par l'offre et la demande, on peut appliquer les considérations citées plus haut à ce que l'auteur dit de la corrélation entre les prix et les frais de production des objets de la seconde et de la troisième catégories.

Quant à ce qu'on nomme objets de la seconde catégorie, leur valeur a, selon Mill, une limite inférieure qui consiste dans les frais de production ; cette limite sera en même temps la limite supérieure, si la concurrence est active et libre. On se demande de quels frais de production il s'agit ici, — des frais maxima, des frais moyens, ou des frais minima.

Il est évident que si la valeur marchande se réglait sur les frais maxima, il n'y aurait aucune différence entre les objets de la seconde et ceux de la troisième catégorie ; de plus une hauteur pareille de la valeur du marché est incompatible avec la supposition de la possibilité d'augmenter la production dans des proportions arbitraires. La valeur ne peut pas se conformer aux frais minima de production, parce que dans ce cas les entreprises qui exigent les frais les plus élevés ne pourraient pas exister. Donc, apparemment, il ne reste qu'à admettre que la valeur est réglée par les frais moyens ; pourtant cela aussi est à son tour inexact, soit parce que la production aurait été désavantageuse avec les frais maxima, soit parce que les conditions de l'offre et de la demande sont variables, et que la valeur se trouve être le plus souvent ou supérieure ou inférieure aux frais moyens.

Quant à la valeur des objets de la troisième catégorie (à laquelle appartiennent principalement les produits agricoles), Mill remarque qu'elle est déterminée par le taux des frais de production les plus élevés. Mais cette thèse paraît également insoutenable. Celui qui a suivi quelque peu le mouvement des prix du blé, sait que la valeur des produits agricoles dans les années de mauvaise récolte est parfois plus élevée que les frais même les plus grands : et dans les bonnes années, lorsqu'il y a manque de

capitaux et que la pauvreté de la population rurale l'oblige à vendre ses produits pour le payement des impôts, cette valeur tombe quelquefois même au-dessous des frais les plus minimes.

Quelle conclusion ces considérations permettent-elles de tirer? On peut, semble-t-il, dire avec quelque plausibilité que, dans toutes les branches de production, les productions monopolisées exceptées, les frais les plus élevés et les frais les plus bas constituent deux limites extrêmes pour la hausse et pour la baisse de la valeur marchande des produits — limites que la valeur ne dépasse que dans un petit nombre de cas exceptionnels. En thèse générale, la valeur marchande de tous les produits de la seconde et de la troisième catégorie oscille entre les frais de production maxima et minima. Elle ne peut jamais s'arrêter aux frais les plus élevés, parce que la production, lorsqu'elle n'est pas renfermée dans certaines limites, provoque un accroissement de l'offre des objets du même genre, produits à moins de frais, et que l'offre elle-même se renforce ou s'affaiblit sous l'influence de diverses causes naturelles, qui ne dépendent pas du tout de l'arbitraire humain. Mais le prix ne peut pas non plus être fixé d'après les frais les plus bas, parce que les entreprises qui produisent plus coûteusement ne pourraient pas exister, et par cette raison la baisse de la valeur jusqu'à la limite inférieure suppose une diminution dans l'avenir aussi bien de la production que de l'offre. Il s'ensuit qu'avec une demande donnée, la valeur monte ou baisse, conformément à l'augmentation ou à la diminution de l'offre, et que l'accroissement de la demande avec l'augmentation de l'offre, et l'affaiblissement de la demande avec la diminution de l'offre (fait très rare), peuvent prévenir les fluctuations extrêmes de la valeur.

Ces fluctuations, se produisant sous l'influence de la concurrence, constituent un des phénomènes les plus ordinaires du marché, et c'est par ces fluctuations que la production est réglée, en tant qu'elle dépend des producteurs. Ainsi, lors de la guerre civile de l'Amérique du Nord, les cours élevés du coton provo-

quèrent la culture de cette plante en Egypte, aux Indes et dans d'autres pays. Du reste, l'augmentation de l'offre, pour les produits des différentes branches de la production, exige un temps inégal avant qu'on arrive à triompher des différentes difficultés — c'est-à-dire à acquérir le savoir et l'habileté, par l'étude et par l'activité pratique. Avec cela il ne faut pas oublier que la régularisation de la production doit être entendue seulement comme une direction du capital et du travail vers les branches les plus profitables de la production. Les résultats de la production dans les entreprises existantes sont variables et inconstants dans une mesure plus grande encore que les conditions de la demande, affectée, non seulement par les besoins, mais aussi par les ressources des acheteurs. L'abondance ou la pénurie de la moisson, les perfectionnements techniques dans l'industrie (sans même parler des causes purement sociales, des guerres, des emprunts, etc.) renversent les prévisions des producteurs sur la quantité déterminée de l'offre. Dans cet état de choses, il est impossible d'affirmer que les frais de production supérieurs, moyens et inférieurs, constituent la norme de la valeur ; la diminution des frais de production peut influencer la baisse de la valeur dans la mesure même où elle coïncide avec une augmentation de l'offre.

Après cela il n'y a aucune nécessité de s'arrêter à la thèse de Mill sur l'équilibration de l'offre et de la demande, qui n'explique au fond rien du tout, puisque l'équilibre se fait à chaque demande, à chaque offre ; cette thèse écarte seulement la pensée que la demande pourrait momentanément être plus forte ou plus faible que l'offre, ce qui en fait se produit dans le cas où les prix sont beaucoup plus élevés ou plus bas que les prix moyens établis depuis longtemps sur le marché. Du reste, l'équilibration de l'offre et de la demande n'empêche pas Mill de reconnaître qu'il peut y avoir un excédent dans l'offre des divers genres de produits ; il nie seulement une offre surabondante de tous les produits en général, puisque les produits s'échangent contre des produits, et que les mêmes personnes qui demandent, offrent de leur côté des objets

quelconques. Une pareille inconséquence logique se retrouve, selon Mill, dans une autre hypothèse encore, celle que l'offre des produits dépasse les besoins, puisque si les besoins des producteurs étaient satisfaits, il n'y aurait plus de stimulants à la production. Une surabondance de l'offre de toutes les marchandises, n'est, selon Mill, que la conséquence d'une crise commerciale et d'achats de la spéculation, grâce auxquels est détruite, dans une mesure considérable, la capacité d'achat du crédit. Mais ce phénomène ne ressemble en rien au tableau peint par Chalmers et par Sismondi des maux résultant de la surproduction. On ne peut voir non plus les signes d'une offre surabondante dans la baisse du profit; un profit bas et l'absence de demande ne sont pas la même chose. Par conséquent, dit Mill, deux tâches pratiques s'imposent : le renforcement de la production et une meilleure répartition, et il n'est pas besoin de créer un marché pour les produits ou de régler la production sur l'état du marché. (Liv. III, ch. XIV.)

Il y a dans ces considérations une grande part de vérité, mais il est douteux que l'auteur ait bien compris le phénomène dont parle Sismondi. Une offre générale surabondante constitue, sans doute, un vain fantôme ; mais une production excessive de certaines marchandises, plus encore, une disproportion entre la production et les revenus, est chose possible. Les revenus d'une partie considérable de la population peuvent rendre la consommation impossible, fait dont souffrent également et les producteurs qui ne peuvent écouler leurs produits, et la population qui n'est pas en état de satisfaire ses besoins. Le mal provient d'une distribution inégale des revenus, qui a elle-même sa cause dans l'inaccessibilité du capital et dans l'impossibilité de son accumulation par les classes pauvres. Sans doute, pour détourner le mal, il faut s'efforcer non pas de conformer la production à la demande, mais d'améliorer la situation économique ; alors l'accroissement des revenus fera cesser la surabondance des produits, et l'équilibre entre la production et la consommation se rétablira.

Les idées empruntées par Mill à Ricardo (voir les thèses fondamentales, XI-XVII) sur la corrélation entre les prix et les diverses parties constitutives des frais de production, ne peuvent pas en général être tenues pour exactes. Ainsi, par exemple, Mill suppose qu'un salaire élevé ou un grand profit n'entraînent pas une grande valeur, et inversément qu'un faible salaire et un petit profit ne déterminent pas une faible valeur des produits. Cela est juste, mais non dans le sens où cela a été dit par Mill. Un cours élevé des produits fait parfois payer un haut salaire et donne un profit plus grand ; ensuite la grandeur du salaire et du profit ne peut jamais être la même dans un pays entier et à plus forte raison dans des pays divers qui soutiennent des relations commerciales internationales. Il en résulte que les thèses de Mill d'après lesquelles la valeur serait indépendante de la hausse ou de la baisse générales du salaire ou du profit, appartiennent au nombre des hypothèses qui ne sont pas toujours confirmées par l'expérience. La hauteur du salaire et du profit a une influence sur les prix pour autant que ces frais sont causés par la nécessité d'augmenter l'offre afin de satisfaire une demande existante ou à laquelle on s'attend; quant au profit, il dépend aussi de la mesure dans laquelle la demande, l'offre étant donnée, permet d'écouler avantageusement une certaine marchandise. La plupart des thèses de Mill se vérifient dans des cas particuliers, mais elles n'ont pas le caractère de lois générales, puisque la valeur n'est pas réglée absolument par les frais de production, et à plus forte raison par les parties composantes de ces derniers. Enfin Mill ne marque pas suffisamment la différence entre l'intensivité et l'extensivité de la demande et de l'offre. En général, cette partie de l'œuvre de Mill constitue une exposition exemplaire du sujet au point de vue de Ricardo, mais elle démontre d'autre part que le savant auteur n'a pas utilisé les faits recueillis par rapport à l'histoire des prix, et n'a même pas attaché l'importance convenable aux excellentes études de Malthus, si bien retravaillées de notre temps par Macleod.

Il est encore une autre question en corrélation avec les investi-

gations sur la valeur — c'est celle de la recherche d'une unité ou d'une mesure constante pour la détermination de la valeur relative des différents produits, aussi bien en notre temps qu'aux différentes autres époques. Il résulte de l'idée de la valeur, comme le remarque fort bien Mill, qu'une telle mesure ne peut exister, puisque la valeur contenue dans chaque produit subit elle-même des changements. L'idée que la valeur d'un objet est mesurée par la quantité de travail nécessaire à son achat, ou à sa production, remplace la conception de la valeur d'échange par une autre conception qui indique, ou la valeur intrinsèque de l'objet, ou les conditions qui déterminent sa valeur. (Liv. III, ch. XV.) Tout en reconnaissant l'entière justesse de ces remarques, on doit pourtant regretter que Mill ait attribué si peu d'importance aux études de Smith, de Malthus et de Ricardo. Le travail qui est, soit acheté par les produits, soit nécessaire à leur production, donne une idée, — dans le premier cas du degré de bien-être atteint par la société, et dans le second, des conditions dans lesquelles ce bien-être devient possible. La situation de la société est d'autant plus favorable qu'on peut acheter plus de produits par le travail quotidien d'un simple ouvrier, et qu'il est besoin de moins de travail pour la production de chaque objet en particulier.

2. LA MONNAIE.

Chez Mill la théorie de la monnaie est pénétrée du même esprit de réaction contre la direction mercantiliste qui caractérise Smith et les adeptes les plus rapprochés du célèbre fondateur de l'économie politique. Les livres et les schelings sont, d'après son expression, des espèces de bons ou d'ordres qui peuvent être présentés en paiement dans chaque boutique, et il n'y a pas dans l'économie sociale d'objet plus insignifiant dans son essence que la monnaie, si l'on fait abstraction du fait que la monnaie aide à épargner le temps et le travail. C'est une machine pour exécuter plus rapidement et plus commodément ce qui se

ferait moins vite et plus malaisément sans elle. Ensuite, en considérant la monnaie comme une marchandise, Mill trouve que sa valeur s'établit temporairement par équilibration de l'offre et de la demande, et d'une manière permanente par la moyenne des frais de production. Pour expliquer la première condition déterminant la valeur de la monnaie, Mill a recours à des hypothèses sur l'augmentation de la quantité de la monnaie et de la rapidité de sa circulation. Passant à la seconde condition, il trouve que la quantité de monnaie en un pays et sa valeur sont déterminés par les frais de la production. En conclusion, Mill développe une idée juste, celle de la nécessité de choisir, comme unité monétaire, une monnaie d'un métal unique. (Liv. III, VII-X.)

Il est évident que dans la conception antimercantiliste il y a une grande dose d'exagération : la monnaie n'est pas seulement un bon au moyen duquel on peut acheter une marchandise dans n'importe quelle boutique, mais aussi une valeur, le résultat de la production antérieure. La monnaie, comme moyen d'accumulation des richesses et comme instrument d'échange, possède une importance de premier ordre, et quoique la monnaie ne serve point directement à la consommation, il n'en résulte pourtant pas qu'elle n'ait, par sa nature même, aucune importance ; de même la terre, les machines, ne servent pas, par elles-mêmes, à la satisfaction des besoins humains de nourriture, de vêtements, d'habitation. Enfin les hypothèses de Mill sur l'influence de l'augmentation de la quantité de monnaie sur les prix ne sont pas du tout convaincantes. En effet, pour que les prix de tous les objets doublent par suite du doublement de la quantité de monnaie qui se trouve entre les mains d'une nation, on est obligé de faire encore une supposition plus qu'improbable, qui est d'admettre que tout homme fera de l'argent le même usage qu'il en a fait auparavant, c'est-à-dire qu'il se présentera comme acheteur des mêmes marchandises, prêt à les payer plus cher. Mais cela ne s'est jamais vu et ne peut pas être ; l'un commencera à épargner, l'autre emploiera

la somme supplémentaire à des dépenses productives, et ce n'est certainement pas tout le monde qui emploiera son argent à activer la demande de produits. L'expérience de tous les pays et de tous les âges offre des preuves irrécusables du fait qu'avec l'augmentation de la quantité de monnaie — quoiqu'elle ne se soit jamais produite et du reste ne puisse jamais se produire de la façon imaginée par Mill — la production s'est toujours développée, et que, parallèlement à la hausse des prix, l'offre des marchandises a augmenté dans une proportion encore plus considérable. Ainsi, d'après les calculs de Gallatin, la quantité d'or et d'argent s'est accrue, depuis la découverte de l'Amérique jusqu'en 1830, dans la proportion de un à quinze, tandis que les prix, selon Roscher, n'ont fait que quadrupler. Mill lui-même reconnaît en partie cette vérité dans le XXIIe chapitre du IIIe livre.

3. LE CRÉDIT ET LE PAPIER-MONNAIE.

Les études de Mill sur le crédit appartiennent aux meilleures pages de son livre ; vu la richesse de la littérature anglaise sur ce sujet, l'esprit philosophique de l'auteur a trouvé là abondante matière à des généralisations. Sans doute, on n'y rencontre pas l'appréciation désirée de l'influence du crédit sur la production, et il y a de graves lacunes ; mais, en considérant le crédit comme un instrument d'échange ou d'achat, remplaçant la monnaie, Mill a travaillé certaines pages de cette partie de son ouvrage avec un talent remarquable. Il distingue quatre formes de crédit qui créent la capacité d'achat : 1° les comptes courants, le transfert d'un compte à un autre des sommes à toucher ou à payer ; 2° les lettres de change[1], qui passent par endossement et, comme

[1] Mill, d'accord avec Thornton, nie le danger attribué aux lettres de change, provenant d'opérations non commerciales, puisqu'au fond ce ne sont que des billets à ordre à une signature pourvus de deux signatures ; leur défaut consiste seulement dans le fait que les gens qui risquent davantage les font passer pour des lettres de change réelles et que l'émission de ces papiers ne se borne pas à des opérations commerciales.

l'argent, servent aux payements ; 3° les billets, c'est-à-dire les titres de créances au porteur émis par les débiteurs — par des banques ou par le gouvernement — qui servent dans la circulation comme monnaie et qui libèrent de la nécessité d'employer cette dernière pour une somme égale à ces titres ; leur particularité distinctive consiste en ce qu'ils ne portent point d'intérêt ; 4° les chèques, les ordres donnés par les particuliers sur des banquiers ou sur des banques qui tiennent les caisses de ces particuliers ou qui leur ouvrent des crédits. Les énormes opérations commerciales d'un pays comme la Grande Bretagne se font, dit Mill, à l'aide de ces formes de crédit, avec une quantité très petite d'or ou d'argent.

Après avoir indiqué la capacité d'achat des différents genres de crédit, Mill passe à l'examen de leur influence sur les prix et de leur importance en tant qu'instruments de circulation. (Ch. XI.) D'après lui, les billets de banque constituent un instrument de hausse des prix plus puissant que les lettres de change, et celles-ci constituent un instrument plus puissant que le crédit en compte. Le crédit en compte ne manifeste sa force d'achat qu'une seule fois seulement ; le crédit par lettre de change sert pour les achats autant de fois que la lettre passe de main en main ; mais l'acceptation d'une lettre de change en payement dépend de la confiance dans les personnes qui y apposent leur signature, tandis que le crédit sur billet de banque fait du crédit du banquier un pouvoir d'achat dans les mains des possesseurs des billets, indépendamment de leur crédit personnel. Mais cette force agit seulement dans la mesure où elle est réellement employée. D'après l'attestation de Tooke, les achats de spéculation qui ont provoqué des crises, ont été souvent faits par crédit sur livres, tandis que la quantité des billets de banque augmentait dans une faible mesure et seulement dans la dernière période de la spéculation. Il ne faut pas oublier non plus que l'émission de chèques sur comptes ouverts chez des banquiers et dans des banques a toute la force qu'on attribue aux billets de

banque. Ensuite c'est, d'après Mill, pur verbiage que de rechercher quelles formes du crédit il faut assimiler ou non à la monnaie. L'importance qu'on attribue à cette question se fonde sur l'idée que certaines formes de crédit augmentent la quantité de la monnaie et font hausser les prix. Ce sujet a déjà été examiné, et il a été démontré plus haut que les prix s'établissent, non par la quantité de monnaie, mais par les sommes auxquelles s'élèvent les achats. (Ch. XII.)

Si les études de Mill sur le crédit, comme capacité d'achat, se distinguent par une exactitude remarquable, on ne peut pas dire que l'auteur ait convenablement saisi le rapport entre le crédit et la production, et cette lacune est aussi une suite nécessaire du point de vue qui l'a porté à joindre le crédit avec l'échange, tandis que l'échange ne constitue que le résultat de la production. Mill trouve étrange « qu'il faille prouver que le crédit, en permettant à une personne de profiter du capital d'une autre, n'augmente pas, mais déplace seulement les moyens de production. » Sans doute l'auteur ne nie pas que, sans crédit, les forces productrices restent en partie inutilisées ; néanmoins il suppose que, par le crédit, une partie obtient ce que l'autre cède. Tel n'est cependant pas le rôle du crédit dans les achats et ventes à crédit, lorsque le fabricant vend à crédit les produits confectionnés, afin d'acheter, au moyen de la lettre de change reçue, du matériel brut. La personne qui vend ses produits à crédit ne pourrait pas les employer à la production ; par conséquent le service procuré par le crédit consiste à servir, de même que la monnaie, de ressort à la production, avec cette différence que pour acheter au comptant il faut avoir un capital, tandis que pour acheter à crédit il n'est pas nécessaire d'effectuer de payement : il suffit de jouir de la confiance dans les opérations d'échange, et de présenter une garantie convenable pour l'exécution de la promesse donnée.

Deux chapitres du IIIe livre sont en corrélation avec la théorie de Mill sur le crédit : savoir le XIIIe, qui traite du papier-mon-

naie non échangeable contre numéraire, et le XXIVe, qui traite de la régularisation du papier-monnaie échangeable. En parlant du premier, Mill part de l'idée que l'emploi du papier-monnaie émis par le gouvernement a pour condition un contrat. Selon lui, la valeur de cette monnaie dépend entièrement de l'arbitraire. Mais lorsque les émissions de papier-monnaie augmentent la masse des instruments de circulation, alors les prix de tous les objets haussent, de même que ceux des métaux précieux ; la monnaie métallique sera en partie transformée en lingots, en partie appelée à passer la frontière. Après avoir ensuite montré, très brièvement et incomplètement, les effets pernicieux du papier-monnaie inéchangeable, Mill réfute l'idée selon laquelle la valeur du papier-monnaie pourrait être garantie par la terre, et son émission renforcer la production. Le papier-monnaie, pour ne pas être nuisible, doit être, selon lui, ou échangeable, ou soumis à quelque principe limitatif. Mill aborde ce dernier cas dans le chapitre XXIV, presque entièrement consacré à l'examen de l'Acte de Peel de 1844. Il trouve le principe fondamental de cette loi erroné, et il partage l'opinion de Tooke et de Fullarton qui nient que chaque augmentation ou chaque diminution de l'émission des billets de banque échangeables produise une hausse ou une baisse des prix, et disent que dans la situation normale du marché l'échange contre de la monnaie implique l'émission des billets dans des limites déterminées ; mais, malgré cela, Mill croit qu'à la dernière période de la spéculation les prêts des banquiers en billets de banque peuvent contribuer à soutenir les prix élevés et contrebalancer la réaction qui va se produire. Le but de l'Acte de 1844 — c'est d'empêcher le retard de cette réaction. En agissant favorablement dans ce sens, c'est-à-dire en n'arrêtant pas la réaction et en ne soutenant pas par des prêts la spéculation déjà sur le point de tomber, l'Acte de 1844 a aussi eu des effets pernicieux, puisqu'il retire le crédit aux maisons solides et ne remplace pas par son crédit le crédit détruit. La limitation de l'émission des billets, avec la diminu-

tion de la réserve métallique de la banque, continue, sans que l'on prenne garde de s'enquérir si l'on importe de l'or dans le pays ou si on en exporte à l'étranger. (Ch. XIV.) Enfin, dans la question du droit d'émission des billets échangeables par une seule institution centrale ou par plusieurs, Mill penche vers le premier moyen, moins d'ailleurs dans le dessein d'écarter la diversité des moyens de circulation qu'en vue d'assurer l'échange lui-même. Selon lui, les banques, autres que la banque centrale, pourraient être contraintes seulement à l'échange de leurs billets contre les billets de cette dernière.

En général, ces deux chapitres, le XIIIe et le XIVe, à l'exception de l'appréciation circonstanciée de l'Acte de Peel, manquent de la plénitude désirable : l'auteur a négligé plusieurs des phénomènes les plus importants et les plus intéressants que présentent les billets non-échangeables. La question de la pluralité des banques elles-mêmes, et de l'obligation pour elles d'échanger les billets, n'a pas été non plus résolue par lui d'une façon satisfaisante, puisque l'échange qu'il propose des billets de banques privées contre les billets échangeables de l'institution centrale, équivaut au fond à l'obligation de l'échange contre monnaie, si toutefois la banque centrale se distingue par la solidité.

4. DES RAPPORTS INTERNATIONAUX. (Ch. XVII-XXII et XXV.)

L'avantage du commerce international ou extérieur consiste, selon Mill, en ce que, non seulement chaque pays peut se procurer des objets qu'il ne produit pas lui-même, mais qu'en outre il obtient l'emploi le plus profitable de ses forces productrices. Outre cet avantage principal, le commerce extérieur procure encore les suivants : 1° il contribue à l'extension du marché et par là au perfectionnement de la production ; 2° il éveille les besoins des peuples attardés, et 3° il anime la vie intellectuelle et morale de la société. Mais l'essence de la doctrine de Mill sur le commerce extérieur ne consiste pas dans la démonstration de ces thèses. L'auteur se pose, pour tâche principale, de développer

l'idée de Ricardo sur l'importance, pour le commerce international, de la grandeur relative et non absolue des frais de production des marchandises échangées. Déjà James Mill démontrait que, si une quantité donnée de toile est confectionnée en Pologne par 100 jours de travail, et en Angleterre par 150 jours, tandis qu'une quantité donnée de blé est produite en Pologne par 100 jours de travail et en Angleterre par 200 jours, la Pologne exportera du blé en Angleterre et y achètera de la toile. La valeur de la marchandise importée sera déterminée, non par les frais de sa production sur place, mais par les frais de production de la marchandise exportée en payement. Si dix aunes de drap coûtent en Angleterre autant de travail que 15 aunes de toile, et en Allemagne autant que 20 aunes de toile, le drap sera importé en Allemagne et l'Allemagne le payera à l'Angleterre en toile. La valeur de la toile s'établira en Angleterre entre 15 et 20. Si 15 aunes de toile s'échangent en Angleterre contre 10 aunes de drap, l'Allemagne seule y gagnera. Si l'échange a lieu contre 20 aunes de drap, le profit sera pour l'Angleterre seule, tandis qu'avec un chiffre moyen d'échange entre 20 et 15, l'avantage se répartira entre les deux pays. Cet avantage sera déterminé par la quantité de la demande mutuelle. En introduisant dans les évaluations les frais de transport, l'échange, non plus de deux, mais de plusieurs marchandises, et l'échange, non pas entre deux pays, mais entre un plus grand nombre, Mill arrive à la conclusion que l'état des choses n'en sera nullement modifié. La loi ici expliquée peut être nommée l'équation de la demande internationale. Elle peut être exprimée de la façon suivante : les produits d'un pays s'échangent contre ceux d'autres pays à des valeurs telles que la somme de l'exportation paye la somme de l'importation. Ensuite, pour l'explication des phénomènes du commerce extérieur, Mill introduit l'hypothèse de la diminution des frais de production, qui peut, ou créer un nouvel objet d'exportation, ou augmenter l'exportation des articles existants. Avec cela, la demande de la marchandise exportée peut augmen-

ter ou dans une mesure plus forte que la diminution de son prix, ou à l'égal de cette diminution, ou encore dans une mesure plus faible. Mill considère ce dernier cas comme plus probable, et alors les deux pays qui font commerce y gagnent. Mais dans l'examen des valeurs internationales, il faut prendre en considération non seulement les qualités des marchandises demandées dans chaque pays, mais aussi la mesure en laquelle deviennent disponibles les moyens de satisfaire à cette demande, dans l'un et dans l'autre pays, vu les changements de direction de leurs industries. La conclusion générale à laquelle arrive Mill est la suivante : les sommes des produits de deux pays, fabriqués en vue de l'exportation mutuelle par le travail et par le capital, une fois disponibles grâce à l'importation, s'échangeront l'une contre l'autre. Le gain qui en résulte peut échoir à l'un des pays, ou être partagé entre les deux, dans des proportions diverses. Enfin, si nous supposons que le rapport entre la demande et la diminution de la valeur d'une marchandise ne sera pas le même dans les différents pays, « nous trouvons, » dit Mill, « cette unique loi générale : la valeur à laquelle un pays échange ses produits avec ceux des pays étrangers dépend de deux conditions : 1° du chiffre et de l'extensibilité de la demande de ses produits en ces pays et 2° du capital qui y est épargné sur la production des marchandises qu'il fabrique pour sa consommation intérieure, grâce à l'importation des marchandises étrangères. Plus la demande de ses produits au dehors excédera sa demande des produits étrangers, et moins il épargnera de capital dans la fabrication pour l'étranger relativement à ce que les pays étrangers peuvent épargner en fabriquant pour lui, plus les conditions de l'échange lui seront favorables, en d'autres termes, plus ce pays obtiendra de marchandises étrangères en échange d'une quantité donnée de celles qu'il produit. En somme, ces deux conditions se réduisent à une seule : ce qu'une nation épargne dans la production intérieure pour sa propre consommation est proportionné à sa demande de produits étrangers. » Mill termine ce chapitre par l'explication suivante de

la thèse de Senior : « Un pays qui produit ses marchandises avec des frais moindres, acquiert aussi avec des frais moindres les marchandises qui y sont importées. » La diminution des frais peut être entendue dans le sens de la valeur, lorsqu'une quantité plus grande s'échange contre une plus petite, et aussi dans le sens de la quantité des frais de production, lorsqu'un pays, au moyen de la dépense antérieure de travail et de capital, acquiert une quantité plus considérable de produits. Dans ce cas la marchandise devient, par le commerce extérieur, à meilleur marché pour le pays, et cela en proportion de sa productivité intérieure ou de l'activité de son travail. Si l'Angleterre obtient, pour 10 aunes de drap, 17 aunes de toile d'Allemagne, alors la France, même si elle employait deux fois plus de travail à la production du drap, ne pourrait pas écouler son drap en Allemagne, pour une quantité supérieure de toile. L'Angleterre acquerra la toile à meilleur marché que la France, mais la valeur de l'importation est pour l'Angleterre une fonction de quantités variables : de la quantité de marchandises qu'on donne pour les marchandises importées en Angleterre, et de la valeur de ces marchandises. De ces deux quantités, la seconde seule est déterminée par la productivité du travail ; la première n'est déterminée que par l'urgence et l'expansibilité de la demande des marchandises du pays à l'étranger, en comparaison avec la demande des produits étrangers dans le pays.

Les lois qui nous occupent ne sont nullement modifiées, selon Mill, par la participation de la monnaie au commerce international et par les opérations de banque pour les payements à l'étranger. Dans le commerce extérieur, l'or et l'argent constituent une marchandise comme toutes les autres marchandises ; dans le pays importateur, leur valeur sera d'autant plus basse que la demande étrangère de ces marchandises sera plus forte et que ces marchandises seront plus mobiles et plus facilement transportables ; mais un tel pays obtiendra aussi à meilleur marché tous les autres produits. Dans le commerce international, comme dans le com-

merce intérieur, la monnaie rend le même service que l'huile employée au graissage des machines, ou que les rails destinés à faciliter le mouvement ; ce n'est qu'un moyen de diminuer le frottement. L'augmentation de l'importation de la monnaie, grâce à la diminution des prix des marchandises exportées et à l'augmentation de leur demande, amène la hausse du prix et l'augmentation de l'importation des marchandises du dehors ; dans le résultat final, comme l'a justement remarqué Ricardo, le commerce, s'il ne s'agit que d'un simple échange de marchandises contre des marchandises, marchera tout comme il aurait marché sans l'intermédiaire de ces métaux. Mill estime que les mêmes résultats se produiront aussi avec l'apparition en grande quantité du papier-monnaie ; lors même que le cours de ce dernier tomberait, le commerce extérieur procéderait absolument comme si la monnaie avait conservé sa valeur. Reste encore une question à résoudre : quel est le pays qui gagnera au commerce extérieur ? Selon Mill, c'est le pays qui importe des marchandises qu'il n'aurait pas été en état de produire, ou qu'il produirait avec une dépense plus grande de travail et de capital. (Ch. XVII, § 4.) Mais un peu plus loin (ch. XVIII, § 4) Mill remarque que si l'on demandait quel est le pays qui retire du commerce auquel il s'adonne la part maximale de gain, il faudrait répondre : c'est le pays pour les produits duquel il existe dans les autres pays la demande la plus forte et en même temps la plus capable de s'augmenter, grâce au bon marché de ses marchandises. Les produits importés lui reviendraient d'autant moins cher que l'étendue et l'intensité de sa demande de marchandises importées seraient moindres. Plus sa demande est faible, plus sont bas les prix auxquels il achètera. Cette idée trouve une explication dans ce qui suit (ch. XVIII, § 8) : « Nous voyons que ce sont les pays dont les marchandises sont le plus demandées à l'étranger, et qui demandent le plus de marchandises étrangères, qui font le commerce étranger aux conditions les plus favorables. » De là résulte, entre autres conséquences, celle-ci : toutes autres conditions égales, le

commerce extérieur procure au pays le plus riche le moindre profit. En cas de demande plus grande de marchandises en général, la demande des marchandises étrangères est sans doute aussi plus forte dans cette dernière contrée, et cela renverse les conditions de l'échange à son désavantage. Le gain qu'elle retire du commerce extérieur est évidemment plus considérable que les gains des pays pauvres, parce qu'elle fait ce commerce sur une grande échelle, et qu'elle gagne sur le bon marché d'une consommation plus forte, mais elle aura moins de profit qu'un pays pauvre sur chaque objet pris séparément.

A cette question des avantages procurés par le commerce extérieur se rapportent les recherches de Mill sur la concurrence des différents pays sur un même marché. Ce n'est qu'à deux conditions qu'un pays peut enlever un marché à un autre, et même l'en chasser tout à fait, à savoir : 1° que le premier des deux pays ait sur l'autre une prépondérance décisive, si ce n'est absolue, du moins relative dans la production des marchandises exportées, et 2° qu'il procure à la contrée qui achète un avantage plus grand que celui qu'elle peut retirer du commerce international avec d'autres pays. La perte d'un marché peut n'être que temporaire : l'exportation diminuera avec la prépondérance de l'importation des marchandises sur l'exportation; les prix de l'or et de l'argent baisseront et l'exportation se renouvellera. Si un pays est chassé du marché par un autre, la perte du premier constituera un gain pour l'humanité, parce que, ainsi, une plus grande quantité de travail et de capital sera épargnée dans l'univers entier. Enfin Mill nie que les faibles salaires du pays exportant puissent causer un préjudice au marché, car si l'avilissement du salaire ne constitue pas la cause de l'avilissement des prix à l'intérieur du pays, il ne saurait davantage faire baisser les prix sur les marchés étrangers.

Telles sont les conclusions principales auxquelles Mill arrive par ses hypothèses, et non par une analyse des phénomènes de la vie réelle. Dans le problème du commerce international, de même que dans les autres questions, il considère l'échange

comme indépendant de la participation de la monnaie aux opérations; ensuite, lorsqu'il introduit cette condition et qu'il envisage la question de la concurrence sur un marché, la monnaie ou les métaux précieux commencent à jouer chez lui le rôle qui leur est propre. C'est en cela que consiste la première, et peut-être la principale source des erreurs de Mill. Les marchands qui s'occupent du commerce extérieur tiennent compte avant tout des prix des marchandises exportées à l'étranger et importées dans le pays. Ce n'est pas la quantité de travail employé à la production, mais le prix établi par la concurrence, qui guide les calculs pour l'importation ou l'exportation des marchandises. Si, en Angleterre, 10 aunes de drap et 15 aunes de toile coûtent 30 shelings, et qu'en Allemagne 10 aunes de drap et 20 aunes de toile coûtent également 30 shelings, la toile sera exportée d'Allemagne en Angleterre, mais il n'y aura aucun avantage à exporter du drap d'Angleterre en Allemagne. Pour solder la toile importée d'Allemagne, l'Angleterre devra ou trouver une marchandise à vendre avec profit quelque part à l'étranger (en Allemagne ou dans un autre pays), ou payer en monnaie. Telle est la règle générale. L'hypothèse de l'échange international, basé sur la proportion des frais relatifs de production, ne vise que des cas exceptionnels, que de rares manières de payer l'importation internationale. Dans l'hypothèse de Mill, la marchandise exportée hors d'une certaine contrée peut se vendre à l'étranger à meilleur marché que sur la place. Parfois cela arrive effectivement, surtout dans l'échange proprement dit (troc) ; ainsi, un phénomène de cette nature a frappé beaucoup de gens dans notre commerce[1] d'autrefois avec la Chine, lorsque l'exportation de la monnaie hors de Russie était prohibée ; mais il est douteux que cela puisse arriver dans le commerce entre l'Angleterre et l'Allemagne : si le drap anglais se vendait sur place plus cher qu'en Allemagne, il serait réimporté en Angleterre et payé en monnaie. Une exception n'est possible qu'avec des coalitions organi-

[1] Commerce de la Russie. (Trad.)

sées par des syndicats, et encore seulement sous l'influence d'une haute protection des tarifs douaniers.

En outre il est douteux qu'on puisse affirmer, d'une façon aussi positive que le fait Mill, imitant en cela plusieurs économistes qui l'ont précédé, que, grâce à la prépondérance de l'importation sur l'exportation, la quantité de monnaie doive diminuer dans le pays importateur en des proportions suffisantes pour faire baisser les prix et augmenter la quantité d'exportation qui aurait suffi pour solder l'importation. Le phénomène dont parle Mill — la baisse des prix en cas de balance du commerce défavorable — appartient à des phénomènes encore peu étudiés. Il est permis de supposer, et non sans fondement semble-t-il, qu'avant la hausse de la valeur de la monnaie, ou du moins en même temps qu'elle, d'autres phénomènes se produiraient. La diminution de l'exportation peut, par elle-même, faire baisser les prix des marchandises exportées, tandis que l'augmentation de l'importation, quand elle résulte de la spéculation et non de la demande réelle des consommateurs, pourra faire baisser de son côté les prix des marchandises importées. La quantité de monnaie sur le marché sera encore la même, et pourtant les prix pourront baisser. Enfin il est à remarquer que les questions relatives au commerce international et à la prépondérance de l'importation sur l'exportation, ou l'inverse, de même que l'équilibration elle-même de la valeur des marchandises importées au moyen des marchandises exportées, ou des métaux, ou des titres de valeurs mobilières, se compliquent considérablement par le fait de la répartition des revenus et par la demande créée par eux, ainsi que par l'accumulation de l'épargne dans les pays vendeurs et acheteurs. Un pays peut avoir très peu de marchandises à exporter et en acheter trop relativement à ses moyens, alors que ce sont les rentiers et les capitalistes qui sont acheteurs. Il faudrait payer leurs achats en métal, mais si le gouvernement a recours pour ses besoins financiers à des emprunts extérieurs privés, le capital ne sera pas exporté du pays. Aussi paraît-il beaucoup

plus correct de dire que dans le commerce extérieur les produits s'achètent, soit par des produits, soit par de l'argent, soit enfin par des titres portant intérêt. Ensuite les marchandises sont exportées là où elles se paient le plus cher, et sont importées de là où elles sont à meilleur marché. La question est de savoir : quel est l'avantage que les pays retirent du commerce international dans un état de choses pareil ?

La réponse de Mill à cette question ne se distingue pas par sa précision. Tantôt il démontre que le gain consiste dans l'importation, et non dans l'exportation des marchandises ; tantôt il affirme de nouveau que le pays qui profite le plus est celui dont les marchandises sont le plus demandées, autrement dit le pays qui exporte dans les conditions les plus avantageuses pour lui, et qui a le moins besoin des produits des autres contrées. Quand on en est là, il ne resterait qu'un pas à faire pour passer dans le camp de List, de Carey ; mais Mill reste partisan de la liberté du commerce.

Pour conclure, remarquons que Mill admet la possibilité qu'un pays perde le marché d'un autre, et il allègue, en guise de consolation pour le pays qui perd, que l'humanité y gagne, et qu'un phénomène pareil ne peut d'ailleurs pas être durable. Le pays qui a perdu un marché sera obligé d'exporter des métaux, les prix y baisseront et le bon marché des marchandises ouvrira de nouveau un débouché à ses produits. Mais même en admettant la possibilité d'une telle marche des choses, il n'est guère possible que la baisse des prix provenant de la perte d'une partie des réserves métalliques ne réagisse pas d'une façon très douloureuse sur toute la situation économique. Admettons que l'argent ne soit que de l'huile et des rails qui diminuent le frottement ! Mais que deviendrait l'industrie, appelée à ressentir ce frottement à un degré plus fort qu'auparavant, sans parler de la révolution économique provenant d'une hausse ou d'une baisse considérable de la valeur de l'argent ?

CHAPITRE VI

INFLUENCE DU PROGRÈS SOCIAL SUR LA PRODUCTION ET LA RÉPARTITION.

(Liv. IV, ch. I-VII.)

Les trois livres précédents, selon Mill, contiennent, autant que le permettent leurs dimensions, un aperçu de tout ce qui a été appelé, par une heureuse généralisation d'un terme mathématique, la statique de l'économie politique. Nous avons examiné l'ensemble des phénomènes économiques existant simultanément, nous avons appris dans une certaine mesure leur dépendance mutuelle. Il nous faut maintenant étudier la situation économique d'une société soumise à des changements, et qui, en réalité, se développe d'une manière progressive. Il nous faut étudier ces changements et leurs lois, et combiner la théorie du mouvement avec celle de l'équilibre, la dynamique de l'économie politique avec la statique. Les changements qui constituent les trais caractéristiques du développement progressif des sociétés sont le résultat : 1° de l'accroissement des connaissances naturelles et de leur emploi pratique ; 2° de la sécurité des personnes et des biens, de la sauvegarde des personnes vis-à-vis de l'arbitraire du pouvoir; 3° de l'accroissement de la production et des épargnes ; 4° de l'élargissement des facultés humaines pour le travail, moins encore par suite du développement de l'intelligence naturelle, que par suite de l'aptitude à agir selon un plan général et 5° enfin de la croissance du principe ou de la pratique de la coopération, c'est-à-dire du développement de l'esprit d'association.

Après cette courte introduction, Mill examine l'influence du progrès sur la valeur et le prix, sur les branches principales des revenus et sur l'avenir probable des classes ouvrières. Le progrès consiste, d'après lui, dans l'amoindrissement des frais de production ; mais il existe des causes qui contrarient ce phénomène. Même si la population n'augmentait pas, la production des objets existant en quantité limitée commencerait à devenir plus coûteuse à mesure que les réserves diminueraient. Si la population augmente, les dépenses de la production agricole hausseront, celles de la production des denrées en particulier ; les produits des fabriques seuls deviendront à meilleur marché. Les dépenses absolues augmenteront-elles de même que les dépenses relatives de la production agricole ? Cela dépendra du progrès de l'agronomie lors de la croissance de la population. Quant aux prix, leurs variations, qui proviennent de l'offre et de la demande effectifs, seront plus faibles, tandis que les oscillations qui proviennent de la spéculation — grandiront.

En passant ensuite à l'étude de l'influence exercée sur les revenus par les éléments principaux du progrès — la croissance de la population, du capital, et les perfectionnements de la production — Mill s'arrête d'abord à la première des conditions mentionnées. Quand la population grandit, le salaire baisse et le profit croît ; mais quand, par l'augmentation de la demande de blé, la rente hausse (et cela non seulement comme part du blé produit, mais aussi comme évaluation de cette part en marchandises fabriquées et en marchandises étrangères) et que, par suite d'une demande plus grande de travail agricole, les frais de production s'accroissent, alors le profit peut rester stationnaire. Une part de la perte de l'ouvrier consistera dans le travail supplémentaire exigé de lui, une autre part dans la rente supplémentaire payée au propriétaire. Si le capital seul croît, tandis que les autres conditions de progrès restent les mêmes, la quantité de produits n'augmentera pas ; seuls le salaire et la rente hausseront par suite d'une demande plus grande pour l'alimentation. Si la population et le capital

augmentent à la fois, le salaire restera le même tandis que la rente haussera tant en quantité qu'en valeur des produits. Si les producteurs perfectionnent leurs procédés, les produits pour lesquels on dépense le salaire deviendront en général meilleur marché. Si les perfectionnements ont trait aux objets de luxe, les consommateurs propriétaires y gagneront, ainsi que les ouvriers privilégiés et les capitalistes en leur qualité de consommateurs, car la part du profit ne changera pas. Si les perfectionnements ont trait à la production des objets de consommation des ouvriers, et surtout des produits agricoles, alors avec les procédés qui permettent, et ceux qui ne permettent pas, de diminuer l'étendue de la terre cultivée, la rente baissera (plus dans le second cas que dans le premier), tandis que le salaire haussera jusqu'à ce qu'une réaction se produise, par suite de la croissance de la population, d'où résultera la baisse du profit. Les perfectionnements dans la production des fabriques amèneront les mêmes changements dans le salaire et le profit, mais la rente haussera. Il en résulte que le progrès économique de la société, formée de propriétaires, de capitalistes et d'ouvriers, conduit à l'enrichissement progressif de la classe des propriétaires fonciers, tandis que le prix de la nourriture des ouvriers tend à s'élever et le profit à baisser. Les perfectionnements agraires réagissent contre ces deux derniers résultats, mais la croissance de la population fait tourner tous les bénéfices au profit des propriétaires fonciers. Les autres résultats consistent dans ce qui suit : le profit décroissant a une certaine limite minimale qui dépend de la tendance à l'accumulation, qui dépend elle-même du penchant à l'épargne et du degré de sécurité du capital. Contre la baisse du profit agissent les crises, les perfectionnements dans la production, et la migration des capitaux dans les autres pays. Ce n'est que par les perfectionnements dans la production des objets consommés par les ouvriers que le capital est retenu dans le pays, parce que la vente de ces objets assure aux capitalistes un profit plus considérable. Se basant sur ce qui précède, Mill affirme que les pays riches et peu

peuplés agissent sagement en dépensant une partie de leur capital. Le gouvernement peut contribuer au bien-être par des dépenses pour des entreprises d'utilité publique, pour la colonisation, etc., ainsi que par des perfectionnements apportés à l'agriculture, ou encore en donnant accès aux produits des terres fertiles d'autres pays. La conversion du capital circulant en capital fixe n'agit défavorablement que durant les premiers temps dans un pays pauvre, si l'on diminue le fonds des salaires, des moyens d'existence et de la rétribution du travail, tandis que dans un pays riche elle ne sert qu'à empêcher le capital d'émigrer à l'étranger.

L'état stationnaire de la population et du capital ne paraît **pas à Mill être un mal : il y voit quelque chose de désirable, à condition que le bien-être général soit assuré et qu'on ne mette pas d'entraves au développement humain. Les arts industriels peuvent se développer dans un pareil ordre de choses, en contribuant, non pas à la croissance de la richesse, mais à la diminution du travail employé à la production. La croissance progressive de la population et de la richesse ne constitue pas, dans l'opinion de Mill, un idéal capable de séduire un philanthrope.** L'Amérique ne tente pas l'auteur. Les Américains, dit-il, ont tous les six articles du chartisme et ne connaissent pas la misère; mais ils n'ont tiré de tout cela que cet unique avantage que la vie de tous les hommes est consacrée chez eux à la chasse aux dollars, et la vie de toutes les femmes à allaiter des enfants qui feront la chasse aux dollars. Dans sa conclusion Mill examine la question de l'avenir probable des classes ouvrières. Selon lui, l'idéal du progrès de la société humaine ne consiste pas à accroître la richesse, mais à la répartir mieux, et à faire cesser la division de la société en deux classes, celle des travailleurs et celle des oisifs. Il existe deux théories sur l'organisation d'un avenir meilleur des classes ouvrières; la théorie de la dépendance de ces dernières, d'une tutelle patriarcale, et la théorie de leur développement autonome. Dans cette dernière le but de l'amélioration doit être, non pas de donner aux hommes la possibilité de se passer les uns

des autres, mais de leur procurer les moyens de travailler ensemble les uns pour les autres, dans des relations d'indépendance. La première théorie a fait son temps, les classes ouvrières l'ont traversée ; quant à la seconde elle se réalise par des associations coopératives d'ouvriers et de capitalistes, et d'ouvriers seuls. Après avoir fait connaître aux lecteurs l'organisation des associations de l'un et de l'autre genre, Mill s'arrête surtout aux tentatives faites en France en 1848, et à l'histoire de la coopération de Rochdale. Il donne la préférence aux associations coopératives d'ouvriers, et déclare que sous ce rapport il est d'accord avec les socialistes : il est temps de se mettre à cette réforme, de l'aider et de l'encourager par tous les moyens justes et efficaces. Mais il n'est pas d'accord avec le verbiage des socialistes contre la concurrence ; selon lui, ceux-ci oublient que là où il n'y a pas de concurrence, il y a le monopole, l'impôt au profit de l'insouciance ou même du gaspillage ; que la rivalité entre ouvriers une fois supprimée, toutes les manifestations de la concurrence tournent au profit des travailleurs ; que l'insouciance est naturelle à l'homme, ainsi que la disposition à demeurer passif, esclave de l'habitude, à rester éternellement dans la route choisie. C'est pour cela que la concurrence est nécessaire entre les ouvriers, ainsi qu'entre les différentes associations. Peut-être la concurrence n'est-elle pas le meilleur des excitants, mais actuellement elle est indispensable, et personne ne peut prévoir le temps où elle cessera d'être indispensable au progrès. Au lieu de regarder la concurrence comme un principe nuisible et antisocial, ainsi que le font la plupart des socialistes, Mill croit que, même dans la situation actuelle de la société, toute limitation de la concurrence est nuisible, et que toute extension de la concurrence, quand même elle nuirait temporairement à quelque classe d'ouvriers, est, enfin de compte, fatalement utile. L'abolition de la concurrence protège la paresse, la stupidité intellectuelle, et dispense l'homme de la nécessité de se montrer aussi raisonnable et aussi actif que les autres.

Le problème que Mill a tenté de résoudre dans la dynamique des phénomènes politico-économiques — de faire saisir les liens qui existent entre les phénomènes successifs — appartient sans doute aux plus curieux, mais en même temps aux plus difficiles de la science. Mill a éludé la plupart des difficultés, et cela très incomplètement, par le fait qu'il s'est borné à rechercher les rapports entre les revenus dans le cas seulement de la croissance de la population, du capital et des perfectionnements apportés à la production. Les rapports entre les institutions économiques, l'organisation de la propriété foncière, les formes de l'industrie, le mode et la situation du commerce et des entreprises politico-économiques, ont été laissés de côté par l'auteur, tandis que c'est précisément dans les rapports mutuels de ces phénomènes que se trouve la clef qui permet de comprendre les variations des revenus. D'ailleurs, dans les limites étroites dans lesquelles il s'est renfermé, Mill s'est acquitté de sa tâche avec un art remarquable : il excelle à appliquer les procédés logiques sur lesquels il fonde tant d'espérances; mais en même temps il donne la preuve la plus éclatante de la stérilité de l'emploi exclusif de la méthode déductive en économie politique. En introduisant successivement des conditions toujours nouvelles, Mill paraît épuiser tout le contenu de la question qu'il s'est posée; mais au fond sa conclusion finale n'est pas neuve, et il est douteux que l'histoire la confirme. Ainsi que Smith, et surtout Ricardo et son école, Mill arrive à la conclusion qu'avec le développement progressif de la société, c'est-à-dire avec la croissance de la population et l'accumulation du capital — la rente grandit, le profit tombe et que la classe ouvrière soutient une âpre lutte pour l'existence. Toute la différence entre Mill et ses prédécesseurs (Ricardo en particulier) consiste en ce que Mill n'est pas aussi pessimiste sur la situation de la classe ouvrière, et qu'il fonde des espérances sur le développement de l'esprit d'association et sur l'accroissement du niveau des besoins dans l'avenir. Néanmoins ses thèses et ses déductions ne sont qu'une construction

logique non justifiée par les faits [1]. A parler rigoureusement, on ne peut en faire un grief à l'auteur : les rapports mutuels des phénomènes économiques sont le résultat d'une telle multitude de facteurs que, pour confirmer une déduction logique, il ne suffit pas de prendre les faits concrets ou des cas particuliers, mais qu'il faut avoir recours à des observations multiples, soumises à une élaboration statistique et à une analyse stricte. Il ne suffit pas de savoir que la population augmente, que le capital grandit, que la superficie de la terre cultivée s'étend, qu'on introduit des améliorations dans la production ; il faut encore savoir quelle est la partie de la population qui s'accroît et dans quelles conditions ; il faut savoir si le capital s'amplifie en même temps qu'il se concentre en peu de mains, ou bien s'il se morcelle entre les mains de beaucoup de personnes, si la grande ou la petite propriété foncière prévaut, si des perfectionnements sont apportés à l'agriculture ou à l'industrie, etc. Il faut savoir quelles relations se développent et se consolident entre les agents de la production, quelles sont les entreprises de l'Etat et de la société, et de quelle manière elles se combinent avec l'initiative privée ; il faut posséder des moyens de faire l'évaluation quantitative et qualitative des phénomènes étudiés, si l'on veut avoir le droit de les citer à l'appui de ses conceptions. Autrement il ne peut être question de considérer les déductions elles-mêmes comme justes et vraies. Tant que les investigations statistiques ne seront pas prises comme point de départ, non seulement de la vérification, mais encore de l'élaboration de la théorie, jusque là les résultats de la science seront affaire de goût et de raisonnement personnel ; à l'appui de ce jugement, on peut citer ce que dit Mill sur l'état stationnaire de la société. Voulant donner à cet état quelque chose d'attrayant et de séduisant, l'auteur rend l'état stationnaire mobile et communique au terme adopté un sens conventionnel. L'état stationnaire n'exclut chez lui ni le progrès de

[1] Il suffit de signaler les fluctuations de la rente depuis 1868, époque où cet article a été écrit.

l'instruction, ni la croissance du bien-être, ni les améliorations dans le domaine de la production — on dirait vraiment que de pareils progrès ne sont pas accompagnés par l'augmentation de la richesse nationale !

Enfin, quand il se tourne vers la question purement pratique de l'avenir probable des classes ouvrières, Mill ne dit rien des conditions historiques dans lesquelles cette question s'est posée, tandis que tout l'intérêt du sujet traité se trouve précisément dans ces conditions et dans les essais tentés pour les remplacer par un nouveau système de production. Devant lui s'ouvrait un vaste champ de recherches sur la situation des classes ouvrières et les différents essais de créer un ordre économique nouveau et meilleur, et il se borne à citer quelques faits de l'histoire des associations en France et en Angleterre et à tracer une caractéristique tout à fait superficielle de leurs formes. Sans doute, on peut répondre que pour faire face à des exigences comme celles auxquelles nous pensons, il faudrait tout un livre, et non quelques dizaines de pages. Mais ce ne serait pas tout à fait juste. Mill aurait pu, à l'exemple de Huber (voy. son article sur l'association dans le *Staatswörterbuch von Bluntschli und Brater*) présenter, dans le même espace de 30 pages, un exposé de la question qui l'occupait, plus riche de contenu sous les rapports historique, dogmatique et statistique.

CHAPITRE VII

INFLUENCE DU GOUVERNEMENT.

Dans le dernier livre, qui contient moins du cinquième de tout l'ouvrage, Mill expose les parties de la science qui sont rattachées par les économistes allemands aux finances et à l'orga-

nisation politique. En abordant l'examen de la sphère d'activité de l'Etat en général, Mill remarque qu'autrefois on discutait beaucoup sur la manière d'organiser les gouvernements, et sur les principes qui doivent diriger le pouvoir public ; à présent il existe presque autant de divergences à propos de la question de savoir sur quelles branches de l'activité sociale ce pouvoir doit s'étendre. Sur le continent règne une théorie qui élargit outre mesure la sphère d'action du gouvernement ; en Angleterre prédomine jusqu'à présent une direction contraire. Mill commence par la revue des devoirs inséparables de l'idée de gouvernement, ou qui sont abandonnés à celui-ci par la coutume, et il les distingue de l'immixtion arbitraire du gouvernement dans l'activité privée. En énumérant les attributions nécessaires du gouvernement, Mill signale les erreurs de ceux qui pensent que la tâche du gouvernement consiste uniquement à préserver les particuliers de la violence et de la fraude. Les lois sur les héritages, sur la propriété et sur les contrats, la frappe de la monnaie, l'établissement des poids et mesures normaux, le perfectionnement des ports, les travaux topographiques — tout cela se réclame de l'utilité publique. Ensuite Mill expose certaines parties de la science des finances et examine l'activité économique du gouvernement dans l'intérêt du développement de la richesse et du bien-être.

I. ESQUISSES DE LA SCIENCE DES FINANCES.

On peut intituler ainsi les six chapitres du cinquième livre qui contiennent les bases générales du système de l'impôt, les impôts directs, les impôts sur les produits et autres objets, la comparaison des impôts directs avec les impôts indirects, et encore le chapitre sur la dette publique.

Mill expose les bases générales du système des impôts d'après Smith, en se servant des termes mêmes de ce dernier ; c'est-à-dire qu'il demande : 1° égalité, ou plus exactement proportionnalité des impôts ; 2° publicité quant au temps et à la quotité du payement ; 3° facilité pour les contribuables d'effectuer les verse-

ments, et 4° perception en temps opportun et à peu de frais. Mill n'entre dans des explications détaillées qu'à propos de l'égalité du payement. A l'encontre de Smith, il est partisan d'un impôt proportionnel et non progressif; ensuite il conseille de défalquer de tout revenu une certaine somme qui doit être exempte d'impôts. En combattant l'impôt progressif qui est un moyen de péréquation des fortunes, Mill le remplace par un impôt sur les successions. L'auteur condamne ensuite l'impôt sur les rentes d'Etat qui est, d'après lui, une violation des règles élémentaires de l'honnêteté; il entre dans des recherches détaillées sur la convenance de soumettre les revenus temporaires ou constants à des charges égales, et arrive à la conclusion que l'impôt doit être proportionnel non pas au capital possédé, mais au revenu disponible; il ajoute que la difficulté d'atteindre une entière justice n'est pas une raison pour renoncer à une justice possible. Quant à la rente foncière, Mill propose l'établissement d'un impôt sur son accroissement futur, sur la base d'un cadastre antérieurement institué. Enfin, étant d'avis que les impôts doivent se percevoir sur le revenu et non sur le capital, l'auteur croit que, dans un pays riche, un impôt absorbant une partie du capital, et particulièrement un impôt sur les successions, ne présenterait pas d'inconvénients graves.

Il y a, suivant Mill, des impôts directs, payés par les personnes qui en sont frappées; des impôts indirects, que d'autres personnes remboursent aux contribuables; et enfin des impôts qui ne rentrent ni dans l'une ni dans l'autre de ces deux catégories.

Les impôts directs sont perçus sur le revenu ou sur la dépense. Les sources du revenu sont : la rente, le gain et le salaire. L'impôt sur la rente est toujours payé par le propriétaire foncier, parce que la part des produits que rendent les terres qui se trouvent dans les conditions les moins favorisées, cette part qui règle les prix, ne donne aucune rente et ne paye point d'impôts. L'impôt général et proportionnel sur le gain frappe les capitalistes.

C'est l'impôt qui provoque les perfectionnements qui, de leur côté, relèvent le gain, ou bien qui hâte l'arrivée de l'époque où la situation du pays devient immobile, ou bien encore qui pousse le capital à l'émigration et qui augmente la spéculation. C'est pour cela que l'impôt sur le gain est particulièrement funeste dans un pays tel que l'Angleterre. Dans les pays où le profit est éloigné de son chiffre minimal, l'impôt sur le gain, s'il n'est pas accompagné de tempéraments, retombe en partie sur les ouvriers en cas d'augmentation de la population ; en cas de cessation de cette augmentation, cet impôt arrête la croissance de la rente et prive par conséquent le propriétaire foncier de certains avantages. L'impôt sur le salaire pèse surtout sur les ouvriers ; mais si la quantité de leurs besoins ne diminue pas, la croissance de la population s'arrête, le salaire monte, et l'impôt est acquitté par les entrepreneurs.

Passant à l'impôt général sur le revenu, Mill croit nécessaire pour être juste : 1° de n'imposer qu'une partie du revenu, celle qui dépasse un certain minimum, et 2° de libérer de l'impôt l'épargne, ou, si cela n'est pas possible, de frapper d'un impôt plus faible les revenus viagers et les revenus commerciaux et industriels. Malgré cela, cet impôt ne sera pas uniforme, car l'évaluation des revenus présente des difficultés insurmontables. La taxe sur la propriété bâtie se compose de deux impôts — l'un sur la rente foncière et l'autre sur celle des bâtisses : la première retombe sur le propriétaire — si toutefois la rente foncière paye en général un impôt — la seconde frappe le locataire et comporte une marge de dégrèvement minimale. C'est l'impôt le plus juste.

Les impôts de consommation sont perçus ou sur les producteurs, ou sur les consommateurs, ou sur les marchands, et se divisent en droits d'accise, droits de douane et droits de transit. Ces impôts élèvent le coût de la production ; mais la hausse des prix ne dépendra que de la dépense du capital dans la production après un temps plus ou moins long. L'impôt sur un objet quel-

conque de consommation fait monter sa valeur et son prix au-dessus du chiffre de l'impôt, grâce à la nécessité de prévenir la contrebande et de dépenser une partie du capital au payement de l'impôt. Le changement produit par l'impôt sur les marchandises qui sont objets de nécessité pour les ouvriers, a aussi une influence sur la répartition des richesses. L'impôt sur le blé fait baisser le niveau de la consommation des ouvriers (par exemple quand ils auront recours à une nourriture à meilleur marché), ou bien le niveau de consommation des ouvriers reste sans changement, et alors l'impôt tombe sur le gain. Quant à la rente, ses variations dépendent de la manière dont l'impôt est perçu. La dîme en nature tombe sur la rente, mais le propriétaire foncier peut rentrer dans ses frais par la valeur et par le prix du blé, qui constitue sa rente, déduction faite de l'impôt; dans ce cas il ne subira de perte qu'en qualité seulement de consommateur de pain. Une taxe fixe en argent sur une quantité de blé récolté agit comme la dîme, mais en frappant les produits d'une manière inégale. L'impôt établi sur l'étendue de la terre augmente la rente des terres les meilleures; à proprement parler, ce n'est plus un impôt sur des objets de consommation. Les impôts sur les produits agricoles, établis depuis longtemps, peuvent, comme l'a remarqué Senior, avoir aussi d'autres conséquences. L'impôt sur les produits agricoles accélère la hausse du prix et la baisse du profit, et par conséquent aussi l'accumulation du capital. Le consommateur payera plus tôt le prix qu'il aurait dû payer plus tard si l'impôt n'existait point. Mais, en définitive, plus le profit se rapprochera du minimum, plus l'impôt tendra à retomber sur le propriétaire foncier. C'est pourquoi, dit Mill, je partage l'opinion de Senior, lorsqu'il dit que la dîme, même avant d'être remplacée par d'autres impôts, avait cessé d'abaisser le profit et d'élever le prix du blé et qu'elle était devenue une simple déduction faite à la rente foncière; un autre côté de son influence consistait en ce qu'elle diminuait le capital, la production et le chiffre de la population, comme si la fertilité de la terre en Angleterre était devenue

plus faible d'un dixième, ou plutôt d'un vingtième, du moment qu'une partie de la terre se trouvait exempte de la dîme. L'abolition de la dîme diminuera les frais de production d'un dixième; la rente, exprimée en argent ou en marchandises, restera en général la même qu'auparavant, mais la rente, exprimée en produits agricoles, augmentera; le pays s'éloignera de l'état d'immobilité et l'accumulation des épargnes gagnera en vitesse. Le remplacement de la dîme par un impôt sur la rente se fera au profit du consommateur, aux dépens du propriétaire foncier, dont la rente, du reste, suivra une marche ascendante avec l'accumulation du capital et l'augmentation de la population. L'influence des impôts sur les objets de consommation se manifeste d'une autre manière, lorsqu'on n'observe pas l'impartialité voulue, et que la taxe tombe, non pas sur les produits, mais sur quelque procédé relatif à leur fabrication. Les impôts qui obligent à choisir des procédés plus chers, comme par exemple la fabrication du sucre de betterave au lieu de l'achat du sucre colonial, ou la production du blé à l'intérieur du pays pour éviter son importation du dehors (lois sur les céréales), sont des impôts pernicieux. Ils sont dommageables au Trésor et ruineux pour les consommateurs. Il faut y joindre aussi les droits de douane différentiels.

En conclusion, Mill examine l'influence des droits de douane sur le commerce extérieur. Quant aux droits d'exportation, ils peuvent, avec une forte demande de marchandises exportées, tomber sur les consommateurs étrangers; et même il peut arriver que les marchandises importées baissent de prix, grâce à la diminution des réserves métalliques chez les étrangers qui payent leurs importations en monnaie. On peut admettre un autre cas, celui où le pays exportant ne perçoit que l'impôt, ou seulement une partie de l'impôt, l'autre partie retombant sur les producteurs. Enfin il peut se faire encore qu'en établissant une prime d'exportation, l'Etat oblige ses sujets à payer un impôt au profit des étranger. Les primes d'exportation reposant sur le fait que les uns gagnent ce que les autres perdent, ne seraient

pas perçues, selon Mill, si les règles de la morale internationale étaient observées. Les droits des marchandises importées frappent parfois les consommateurs et parfois les étrangers. Si les droits n'empêchent pas l'importation d'Allemagne de toutes les marchandises consommées en Angleterre, mais limitent seulement cette importation, l'importation diminuera ; l'Allemagne sera obligée de payer en argent pour son importation d'Angleterre, — les prix en Allemagne tomberont, et ce sera l'Angleterre qui en bénéficiera, tandis que l'Allemagne y perdra. Si la demande ne diminue pas, la taxe douanière frappe les consommateurs intérieurs; mais ordinairement la demande diminue, et l'impôt tombe alors en partie sur les étrangers qui consomment nos marchandises. Les impôts ne frappent le producteur que quand ses produits constituent l'objet d'un monopole, ou bien lorsque l'impôt sur les produits de la terre et des mines est si haut qu'il oblige à abandonner les terrains ou les gisements d'un ordre inférieur. Les droits sur les marchandises importées sont de deux genres : les droits protectionnistes qui entravent l'épargne du travail et celle du capital, et les droits non protectionnistes qui constituent un gain pour le pays qui les établit ; mais ce gain peut être réduit à zéro par d'autres pays qui introduisent chez eux des impôts analogues.

Outre les impôts sur le revenu et sur les objets de consommation, selon Mill (ch. V), il en existe beaucoup d'autres qui ne rentrent entièrement ni dans l'une ni dans l'autre de ces deux catégories. Ce sont : les droits d'enregistrement pour contrats et pour transmission de biens mobiliers et immobiliers, les droits sur les assurances, les taxes postales, les droits sur les journaux, les droits judiciaires et les taxes locales. Mill se borne, dans cette rapide revue, à indiquer seulement les désavantages attachés à ces impôts et parfois il touche aussi à la question de la transposition des impôts.

A la question : quels impôts sont les meilleurs — les directs ou les indirects ? — Mill répond que les impôts directs pèsent

plus et par cela obligent à une épargne plus grande ; mais la signification pratique des impôts indirects est, de jour en jour, mieux comprise par la majorité. Mill considère comme une illusion l'idée que les impôts indirects sont payés de bon gré par les contribuables, mais il reconnaît que l'époque des payements et la manière de les effectuer offrent de grandes facilités au contribuable. L'objection la plus forte contre la perception de tous les revenus de l'Etat par un impôt direct consiste dans l'impossibilité de le répartir justement. Admettant par conséquent les impôts indirects, Mill recommande les règles pratiques suivantes : 1° frapper d'impôts les objets de luxe ; 2° percevoir les impôts au moment le plus rapproché de la consommation ; 3° établir des impôts qui tombent principalement sur les fortunes moyennes ou grandes ; 4° percevoir des droits sur un petit nombre d'articles seulement, principalement sur les boissons enivrantes ; 5° donner la prépondérance aux droits de douane, payés lors de l'importation des marchandises et ne pas élever ces droits jusqu'au niveau qui provoque une lutte difficile contre la contrebande.

La partie relative aux finances finit chez Mill par un examen de la dette de l'Etat, qui consiste du reste dans l'exposé des seuls désavantages de la dette publique, et de la manière de la payer. Selon Mill, si le marché abonde en capitaux prêts à passer à l'étranger, la dette ne présente pas ses inconvénients habituels et, quoiqu'on obère l'avenir dans l'intérêt du présent, cependant l'avenir peut aussi participer aux avantages procurés par des dettes réellement utiles. Un taux d'intérêt élevé est un signe que le marché n'abonde pas en capitaux, et que le gouvernement doit s'abstenir d'emprunter. L'amortissement des dettes publiques paraît désirable à Mill, mais il estime impraticable l'amortissement par une répartition de la dette sur la population, et il n'admet l'amortissement à longue échéance qu'avec certaines réserves, jugeant qu'il vaudrait mieux abolir les impôts très onéreux, que diminuer les anciennes dettes.

Dans la partie relative aux finances, Mill n'ajoute presque rien de nouveau à ce qui était connu avant lui, et, ce qui était connu, il le transmet dans des traits si généraux, avec de telles omissions, et d'une façon si sommaire, qu'un homme au courant du sujet ne s'arrêtera qu'à un petit nombre des opinions de l'auteur ; quant à celui qui étudie les finances, il ne peut trouver dans ces pages que des notions fragmentaires et élémentaires, qui lui seront de peu d'utilité, aussi bien dans les études scientifiques que dans l'activité pratique. La science des finances a fait des progrès remarquables en déterminant les bases générales des impôts, en traçant une limite entre les impôts directs et les impôts indirects, et particulièrement en marquant la place qui convient aux uns et aux autres dans le système financier d'un pays, en établissant la valeur relative des différents impôts, en étudiant les besoins de l'Etat, l'organisation de l'administration financière, en un mot, la solution de tous les problèmes théoriques et pratiques. La science s'est enrichie de beaucoup d'observations de faits et de déductions, tandis que Mill se contente de reproduire les considérations générales qu'on peut trouver chez Smith, Ricardo, et quelques-uns des adeptes de ce dernier. Les questions les plus intéressantes, et surtout les plus pratiques, sont écartées : il n'y a même pas trace d'un essai quelconque tendant à appuyer les assertions sur des exemples historiques. On peut dire que Mill donne, non pas une esquisse succincte de la science financière, mais un squelette théorique préparé avec une certaine symétrie, et cela avec un mépris manifeste de ce qui constitue la vie réelle. L'attention de l'auteur est principalement concentrée sur la question de la permutation des impôts, et sur celle de la justice ou de l'injustice de charger plus ou moins la population par l'établissement de certains impôts. Mais, même dans ces études qui devaient transporter Mill dans la sphère des combinaisons spéculatives qui lui est si familière, il ne s'élève pas jusqu'à la solution de la question générale de la permutation des impôts et des conditions dont ce phénomène dépend ; il ne s'en occupe qu'accidentellement, en

traitant de tel ou tel impôt. Ce qui regarde le crédit public est aussi exposé chez Mill d'une façon superficielle et abrégée. En nous bornant à ces remarques générales, et en faisant nos réserves sur le bien fondé des déductions de Mill au sujet de la permutation des impôts de différents genres, et sur leur vérification expérimentale, nous devons remarquer en outre que l'auteur connaît peu le travail accompli par les écrivains allemands et français sur les questions pratiques et théoriques que renferme la science financière. De même, il est douteux qu'il connaisse les institutions financières de l'Europe dans ceux de leurs détails qui communiquent la vie et l'intérêt aux études scientifiques. Mill a presque partout en vue l'Angleterre seule ; mais les traits originaux de l'organisation financière de ce pays ne lui servent qu'à construire des échafaudages de spéculation d'après des idées préconçues, réfractaires à toute application pratique. En confirmation de ce qui précède, on peut indiquer l'idée de l'auteur au sujet de l'établissement d'un impôt foncier sur l'accroissement futur de la rente, et cela afin de ne pas causer de perte aux intérêts présents ; mais pourquoi ne pas mettre comme condition, dans ce cas, que tous les impôts soient calculés dans la prévision de l'accroissement futur de tous les revenus, et non pas sur des revenus présents ? Relevons encore l'approbation qu'il donne aux impôts sur les objets de luxe, dont la pratique fait voir le caractère peu rationnel.

2. DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN TANT QU'ELLE CONTRIBUE AU DÉVELOPPEMENT DE LA RICHESSE ET DU BIEN-ÊTRE.

Les trois derniers chapitres du cinquième livre de l'ouvrage de Mill ont trait presque exclusivement à la partie de l'économie politique qui porte le nom de politique économique, ou organisation du bien-être public dans l'Etat. Si l'esquisse sur les finances présente chez Mill beaucoup de lacunes, sa théorie de l'organisation du bien-être public se distingue par un manque de suite plus sensible encore. On fait un grand mérite à l'auteur de ne

pas se montrer, dans cette étude, doctrinaire impitoyable, prêt à sacrifier à l'idée de la liberté de l'industrie l'organisation des rapports sociaux élaborés sous l'influence des lois et des institutions politiques, et de ne pas tomber non plus dans l'exagération contraire en exigeant l'asservissement complet de la vie en sa libre allure aux normes juridiques et à l'influence du pouvoir ; mais ces qualités incontestables ne sont plus maintenant le privilège de quelques élus seulement. Ensuite, à côté de beaucoup d'idées très justes et très exactes, Mill porte quelquefois audacieusement des jugements qui sont loin d'être inattaquables, d'autres fois il fait des concessions qui ne sont pas en harmonie avec ses propres opinions. En se posant la question : qu'est-ce qui nuit au progrès de la société ? Mill remarque avec justesse que l'insuffisance de la sécurité des personnes et de la propriété constitue un mal indéniable, mais que la liberté, unie à la garantie de l'association des intérêts et de la coopération mutuelle, rachète jusqu'à un certain point l'insuffisance de la sécurité ; tandis que l'arbitraire des agents gouvernementaux transforme en déserts des contrées florissantes. Ce ne sont pas seulement les impôts exorbitants qui nuisent au bien-être national, mais aussi les impôts légers, lorsque ils sont inégalement répartis et mal déterminés. Les mauvaises lois destinées à établir les droits de propriété nuisent aussi aux succès de la richesse et du bien-être lorsqu'elles ne garantissent pas suffisamment les droits qui découlent de la propriété et des contrats ; certaines lois anglaises fournissent un exemple frappant de cette imperfection.

De ces remarques sur le système général des lois, Mill passe aux lois sur la succession, les contrats, les associations et la faillite. Sur le droit d'héritage, Mill répète ce qu'il a déjà dit auparavant. La règle générale doit être, selon lui, la liberté de tester, avec deux limites : 1° celle d'assurer obligatoirement l'existence des héritiers en ligne directe descendante, et 2° celle de définir la norme des legs obligatoires appelés à garantir un certain degré d'indépendance. Plus loin l'auteur se montre opposé à l'héritage

en ligne collatérale, et s'exprime en faveur de l'attribution de la succession à l'Etat, dans le cas où il n'existe pas de testament. Ensuite Mill établit le parallèle entre les lois successorales anglaises et françaises; les unes comme les autres sont inspirées, non par la justice, mais par des visées politiques, les premières par le désir de conserver l'aristocratie, les secondes par le désir de l'anéantir et de la rendre impossible. Mill examine en détail les désavantages économiques des majorats et des substitutions, mais il n'approuve pas non plus la loi française, qui entrave la liberté de tester et ne limite pas la succession à une quantité déterminée. En passant de la question de la succession à celle des contrats, Mill s'arrête seulement aux associations. Il trouve que les lois sur ce sujet (les lois anglaises en particulier), sont gênantes et n'assurent suffisamment, ni les droits des associés, ni ceux des tiers contre les associés; il défend les formes de sociétés par actions, soit ordinaires, soit basées sur la confiance mutuelle [1] (comme il en existe en France), et fait de longues citations d'articles de Coquelin et de Carey. Enfin, au sujet des lois sur la faillite, Mill juge indispensable d'étudier les causes de la faillite, et remarque que la loi anglaise qui abolit la contrainte par corps ne la remplace par rien. Il est évident que ces trois cas d'adaptation de la loi aux rapports économiques sont loin d'épuiser tout le domaine de l'organisation juridique de la politique économique; même la partie que l'auteur a entrepris d'examiner n'est pas étudiée par lui dans toute la plénitude désirable. Le manque de fondement des suppositions de Mill au sujet de l'élaboration de nouvelles lois sur l'héritage a été relevé plus haut; mais il faut convenir que la critique de la législation contemporaine de l'Angleterre et de la France est faite chez lui de main de maître. Les remarques de l'auteur sur les ordonnances auxquelles les associations industrielles étaient soumises dans le passé, sont justes aussi; mais ces ordonnances ont été considérablement modi-

[1] Associations à responsabilité limitée ou illimitée. (Trad.)

fiées en Angleterre dernièrement, et cependant l'auteur ne mentionne pas ces modifications, même dans la nouvelle édition de son livre; il y a plus encore, il n'a pas prêté une attention suffisante au côté sombre que présente la liberté illimitée laissée aux compagnies, non plus qu'aux efforts de la législation moderne pour donner aux associés la garantie que l'on n'abusera pas à la légère, ni impunément, de leur confiance. Enfin Mill, avec la perspicacité qui le caractérise, a très sainement apprécié la portée des lois qui établissent la prison pour dettes, et il a proposé un raisonnable juste milieu pour résoudre cette question à laquelle — il n'y a pas longtemps — il a été donné une solution si irréfléchie dans certaines assemblées législatives, principalement en France.

Les autres cas de participation du pouvoir à l'organisation économique du pays sont traités par l'auteur dans la partie où il examine les limites de la liberté industrielle; il a fait précéder cette dernière étude de l'examen de l'intervention gouvernementale appuyée sur des théories fausses. Les théories fausses de l'économie politique, dit-il, ont perdu la confiance des personnes qui ont suivi le progrès social; il n'y a donc pas à entrer ici dans les détails. La plus remarquable de ces théories est celle de la protection de l'industrie nationale. Il a été montré plus haut que, dans la marche ordinaire du commerce extérieur, l'importation des marchandises étrangères n'est avantageuse au pays que dans le cas où celles-ci sont obtenues avec une dépense moindre de travail et de capital. Défendre l'importation d'une marchandise, et la produire avec plus de dépenses chez soi, cela équivaut à infliger une perte aux habitants, perte égale à la différence entre le prix de la marchandise étrangère et celui de celle qui a été produite dans le pays. Mais après avoir examiné et réfuté les arguments du système mercantile, puis ceux des protectionnistes que préoccupent les intérêts de la production nationale et la défense de cette production, ainsi que certains buts financiers à atteindre, Mill admet une protection temporaire dans les pays

jeunes et qui se trouvent encore en voie de développement ; il l'admet comme favorisant l'implantation d'une industrie et répondant pleinement aux circonstances dans lesquelles se trouvent ces pays. « La prépondérance d'un pays sur un autre, » dit-il, « ne peut consister que dans l'habileté acquise et dans l'expérience. Un pays qui a encore à acquérir ces qualités peut, sous d'autres rapports, être plus capable que les pays qui l'ont devancé dans ce domaine. Outre cela, d'après la juste observation de Ray, rien ne stimule autant les améliorations que le fait de placer l'industrie dans des conditions nouvelles. On ne peut s'attendre à ce que des particuliers se décident à fonder une fabrique à leurs risques et périls, ou plus exactement avec une perte certaine pour eux, et qu'ils portent ce fardeau jusqu'à ce qu'ils parviennent au niveau de développement des producteurs étrangers qui ont hérité d'une tradition industrielle. Les droits protectionnistes pour un délai raisonnable sont quelquefois le moyen le moins incommode de se soumettre à un impôt pour tenter une pareille expérience. Mais la protection doit se borner à des cas relativement auxquels il existe une certitude tout à fait suffisante que l'industrie protégée sera en état de se passer avec le temps de ce stimulant; il ne faut nullement donner aux producteurs indigènes l'espoir que le stimulant durera plus que le temps nécessaire pour atteindre ce but. » Mill termine ses considérations sur le protectionnisme par des pages où il condamne la politique coloniale, tendant à exploiter les colonies au profit des métropoles.

Le second des sujets appartenant aux rapports de la loi et du pouvoir sur le terrain économique, qui attire l'attention de Mill, est la fixation du taux de l'intérêt légal. Les lois sur l'intérêt sont, d'après lui, incompatibles avec la manière dont les prix se fixent par la concurrence, et tournent au désavantage du débiteur, en limitant l'offre.

En troisième lieu, Mill s'élève contre l'établissement de taxes, surtout sur le pain, et pense que l'abaissement des cours du blé

peut être atteint, non par des subsides aux nécessiteux, qui augmentent la demande et haussent les prix (ce qui met dans une situation gênante ceux qui, jusque-là, pouvaient vivre de leurs propres moyens), mais par la diminution de la consommation. Le gouvernement, dit Mill, ne peut faire qu'une chose : conseiller à tous de consommer avec mesure et défendre les formes de consommation qui ne sont pas de première nécessité. Le transport de la nourriture de lieux éloignés aux frais de l'Etat est utile, lorsque l'on ne peut pas attendre ce service de l'initiative privée ; dans le cas contraire l'aide de l'Etat sera une faute. Il serait tout aussi erroné d'accorder des monopoles ; on ne peut cependant pas en dire autant des privilèges sur les inventions, car la société est obligée de récompenser l'inventeur pour le service qu'il lui rend.

Quatrièmement, Mill examine les lois sur les grèves et réclame la liberté de l'entente entre ouvriers. En ce qui concerne les suites des grèves, selon lui, une coalition universelle pourrait abaisser le nombre des heures de travail et procurer le même salaire pour une quantité moindre de travail, mais elle ne peut pas élever la paie au-dessus du niveau établi par l'offre et la demande. L'augmentation du salaire par une grève est possible dans une branche de l'industrie, mais la hausse des prix des produits de cette industrie doit, évidemment, soit abaisser le nombre des ouvriers qui y sont occupés, et jeter sur le marché une certaine quantité de gens en quête de travail, soit, en diminuant le capital, diminuer aussi la demande de travail. Il ne faut pourtant pas perdre de vue que la hausse du niveau de la consommation des ouvriers dans une branche de l'industrie influe aussi sur le salaire en général, et que les grèves, selon l'observation de Fawcett, sont ordinairement organisées par des ouvriers ayant des gains élevés. Du reste, les grèves doivent être volontaires, c'est-à-dire exemptes de toute violence exercée par les ouvriers les uns sur les autres, et poursuivre un but qui ne soit pas contraire au bien général.

Enfin et cinquièmement, Mill s'élève contre les limitations imposées par la loi à la liberté de la presse et des opinions.

Dans cette critique des théories fausses, il y a aussi une part d'inconséquence. Mill s'élève contre le protectionnisme et admet pourtant une exception suffisante pour satisfaire entièrement les protectionnistes les plus exigeants, car il admet en principe la protection de la production intérieure par les droits de douane. Il la justifie non par des considérations politiques, mais par des considérations économiques : il est non seulement pour la protection de ce qui existe, de ce qui a paru et ne s'est pas encore fortifié sous l'influence de la protection, mais il considère même comme utile la création d'une protection nouvelle. Il ne remarque pas que l'exception indiquée par lui ne se distingue, au fond, en rien de la règle générale. Certaines opinions énoncées par le savant économiste au sujet de l'alimentation du peuple sont entièrement dénuées de fondement. Mill a raison quand il rejette l'établissement de taxes ; mais ses conseils sur la manière de restreindre la consommation en temps de disette sont tout à fait incompréhensibles et la défense d'employer le blé dans certaines industries, comme l'a prouvé l'expérience, ne donne pas de résultats satisfaisants. Ces expériences ont été faites en Angleterre, et il est à remarquer que l'auteur n'y a pas fait attention. Enfin ses raisonnements au sujet de l'influence des grèves sur l'augmentation du salaire sont tout aussi peu solides. Au point de vue de la théorie que développe Mill, il faudrait admettre que les grèves sont impuissantes à améliorer la situation des ouvriers, puisque le salaire est réglé par le mouvement de la population, étant admis un certain niveau de ses besoins et un certain rapport entre l'offre et la demande du capital, en sorte que le salaire ne dépend pas du tout des grèves. Ainsi pensèrent Coquelin et d'autres économistes, qui ont défendu le droit de grève au point de vue de la liberté ; mais il est douteux que ce point de vue soit vrai et on pourrait acquiescer aux déductions de Mill, qu'il est toutefois difficile de concilier entièrement avec ses thèses générales.

Au commencement du chapitre qui forme la conclusion de son ouvrage, Mill exprime un doute sur la possibilité de déterminer d'une manière générale les bases et les limites de la liberté industrielle, et il annonce l'intention de fournir seulement quelques matériaux pour la solution des questions qui surgissent lorsqu'on examine, au point de vue le plus général, les avantages et les inconvénients (ou préjudice) que présente l'intervention du gouvernement. Cette intervention, dit-il, est, ou impérative ou non impérative : dans ce dernier cas le gouvernement donne des conseils, des indications, ou organise même ses propres institutions de pair avec les institutions privées. La contrainte, ici, se rapporte aux moyens d'obtenir les ressources nécessaires pour atteindre le but; mais une telle intervention du pouvoir ne restreint pas l'activité individuelle. Les objections contre l'intervention gouvernementale sont les suivantes : 1° dans la vie de chaque homme il y a un domaine où les intérêts d'autrui ne sont pas en cause, et ce domaine doit être inviolable; Mill accorde pleinement ce point; 2° les diverses obligations imposées au gouvernement compliquent le mécanisme administratif, d'où il résulte que l'activité du gouvernement présente de grands déficits; mais ces inconvénients sont surmontés par la division du travail dans les affaires sociales et par la double responsabilité de l'administration devant les électeurs et devant la justice, comme par exemple dans certains états de la Nouvelle Angleterre; néanmoins, malgré tous les perfectionnements de l'organisation gouvernementale, la plupart des affaires imposées à l'administration seront exécutées par elle plus mal que par des personnes privées; 3° l'extension de l'activité gouvernementale aux dépens de l'activité individuelle prive cette dernière d'une école pratique, qui est une condition aussi indispensable au développement de l'homme que l'instruction scientifique; les discussions sur les affaires publiques et leur gestion constituent une grande école, dans laquelle se développent aussi bien l'opinion publique que la compréhension des affaires publi-

ques, ce qui est toujours un trait distinctif des pays libres. Les institutions démocratiques soumises à un pouvoir central ne créent pas la liberté, mais étendent seulement jusqu'aux couches inférieures de la société le désir et l'ambition d'exercer une domination politique. Dans certains pays le peuple désire qu'on ne l'opprime pas, et dans d'autres, que chacun ait la même possibilité de se faire oppresseur. Au lieu du désir de la liberté apparaît une avidité sans bornes pour les emplois publics et le pouvoir, qui détournent les idées et l'activité du pays de son but principal et les dirigent vers une concurrence pernicieuse de calculs égoïstes et vers une vanité officielle mesquine.

Mill donne, d'après Dunoyer et Carey, plusieurs exemples de l'effet nuisible d'une protection gouvernementale trop étendue dans les pays européens les plus civilisés; mais il remarque que la règle fondamentale, d'après laquelle le consommateur est le meilleur juge de ce qu'il acquiert, admet pourtant beaucoup d'exceptions. L'activité du gouvernement doit embrasser premièrement l'instruction publique, et consister dans des subsides aux écoles primaires et dans l'organisation d'écoles accessibles à tout le monde. C'est un secours prêté aux individus afin qu'ils puissent se passer de secours. Outre cela le gouvernement, en obligeant les parents à envoyer leurs enfants à l'école, doit les aider. L'intervention du gouvernement est indispensable pour veiller aux intérêts des mineurs, des idiots, des fous, et pour empêcher les mauvais traitements envers les animaux; mais Mill s'élève contre la situation dépendante faite aux femmes (à l'égal des mineurs) et il exige que les occupations industrielles soient accessibles aux femmes. Le second cas où il est nécessaire de limiter le *laisser faire,* se rapporte aux contrats perpétuels; la loi doit dans ce cas garantir la personne qui prend sur elle des obligations perpétuelles. Le troisième cas concerne les affaires qu'une personne privée peut diriger au moyen d'un fondé de pouvoirs; Mill exige la publicité pour les associations industrielles et voudrait, si l'entreprise par elle-même, comme par exemple un che-

min de fer ou un canal, constitue un monopole, que le gouvernement fût obligé de donner quelques garanties à la société, qu'il se réservât le droit de contrôle, celui de fixer le tarif, etc. Le quatrième cas se rapporte aux affaires dans lesquelles l'entente mutuelle des personnes privées est nécessaire, mais où une entente n'est possible que si il existe une loi sur ce sujet ; à ce cas appartiennent la limitation des heures de travail et l'introduction du système de colonisation de Wakefield, dans lequel l'occupation d'une terre doit avoir pour condition son achat ; parce qu'autrement il n'y aura ni travail loué, ni occupation de terre proportionnelle aux ressources, ni formation d'une population urbaine. Le cinquième cas concerne la bienfaisance publique. Mill conseille de n'accorder de subside que dans les cas exceptionnels, ensorte que la situation de l'homme recevant un subside ne soit pas meilleure que celle d'un homme vivant de son travail. En observant ces conditions, il est utile que la loi garantisse les moyens d'existence aux gens bien portants tombés dans la misère, et que ces moyens ne dépendent pas de la bienfaisance privée. La bienfaisance privée donne ou trop ou trop peu, et si le gouvernement entretient un pauvre criminel dans la prison, et n'entretient pas un homme innocent tombé dans la misère, il donne par là même une prime au crime. Enfin la bienfaisance privée propage la mendicité. L'état doit pourtant abandonner à la bienfaisance privée l'appréciation des cas de misère qui méritent d'être secourus. L'administration ne peut faire une telle délimitation, ce n'est même pas son affaire. A cette même catégorie appartiennent aussi les subsides pour la colonisation. Enfin l'intervention du gouvernement est nécessaire dans les affaires d'utilité générale, qui ne peuvent garantir à une personne privée une récompense convenable pour son travail. A cette catégorie appartiennent les subsides pour voyages avec un but géographique ou scientifique, la construction de phares, les traitements alloués aux savants dont les occupations exigent des investigations et des expériences qui absorbent tout leur temps. Du reste, observe

Mill, des hommes qui consacrent journellement quelques heures à l'activité pratique, ont aussi quelquefois fait progresser la science. Avant de prendre à sa charge quelque entreprise, le gouvernement doit toujours se demander si l'œuvre ne peut pas être accomplie par l'activité privée, et s'il est réellement en mesure de l'accomplir mieux que des particuliers. Il y a pourtant des cas où le pays resterait sans routes, sans docks, sans ports, sans irrigations, sans hôpitaux, sans écoles, sans imprimeries, si le gouvernement ne les avait pas organisés, parce que la société est ou trop pauvre, ou trop peu développée, ou dépourvue d'initiative, par suite d'un despotisme ou d'une conquête prolongés ; dans des cas pareils le gouvernement doit prendre sur soi l'initiative, sans perdre de vue le devoir de développer dans le peuple l'énergie individuelle et l'union volontaire des forces.

Ce qui précède n'est pas tant un exposé des bases et des limites de la liberté industrielle, que l'indication des cas principaux qui appellent la participation du gouvernement dans les affaires de la société. Au fond, le dernier chapitre de l'ouvrage de Mill ne diffère pas par son contenu des deux précédents; mais ses opinions sont ici beaucoup plus larges, les exemples cités par lui, malgré le manque de détails, qui souvent dépouille les faits de leur portée vivante et pratique, précisent l'idée de l'auteur avec beaucoup plus d'exactitude; et enfin, comme tout cela est loin des velléités socialistes exposées dans le chapitre premier du second livre! Néanmoins ce sont plutôt les grandes lignes d'un traité sur une organisation de l'ordre public, qu'une investigation vraiment scientifique. En laissant tout à fait de côté, dans le cas présent, la question de la méthode scientifique, l'auteur remplace les procédés hypothétiques par la dogmatique, dont la source n'est plus le raisonnement abstrait, mais l'expérience fournie par la vie, ou plutôt la perspicacité remarquable de l'esprit, saisissant au vol le sens des phénomènes sociaux avec une telle justesse que, dans les idées principales de Mill, on ne saurait se refuser à voir l'aperception de la réalité et de ses problèmes pratiques.

En terminant l'examen des *Principes de l'économie politique* de Mill, il faut convenir que la tentative de construire la science d'après la méthode déductive a échoué, car les phénomènes susceptibles d'être soumis à l'étude de l'économiste ne rentrent pas dans les cadres étroits des déductions aprioristiques, tirées d'un petit nombre de conditions. Les déductions exactes exigent l'observation et l'analyse des phénomènes. Il ne faut pas croire qu'un tel procédé scientifique, en enchaînant la pensée humaine, lui ôte la faculté de voir quoi que ce soit au delà de ce qui existe, et la condamne à la seule description et à l'explication du présent. La connaissance de ce qui existe met un frein à la fantaisie, mais non à la pensée humaine. Quant aux imperfections et aux défauts de la réalité, ils ouvrent aux suppositions systématiques et aux problèmes qui attendent une solution une perspective plus large que les grands élans de la méthode déductive appliquée à la construction générale de la science. Les vastes hypothèses supposent une doctrine faite et ne lui servent que d'enveloppe extérieure. C'est ce qui advint à Gossen, lorsqu'il tenta de construire une économie politique à l'aide des seules mathématiques : il transposa en langage mathématique la théorie de Bastiat. Il en fut de même de Destutt de Tracy, quand il fit la tentative de déduire toute la science de la notion de la volonté : au fond il a exposé la théorie de l'école libérale de Smith. Le même fait s'est répété pour Mill : son économie politique devient souvent une périphrase des théories de Ricardo et de Malthus.

Mais l'esprit positif de Mill ne pouvait rester dans le domaine des seules constructions logiques. Les questions sociales et économiques contemporaines lui étaient familières, et il ne pouvait les éviter. Ici une nouvelle difficulté l'attendait, celle de concilier les doctrines Ricardo-Malthusiennes avec les aspirations de la seconde moitié du XIXme siècle. Les socialistes voyaient dans les doctrines fatalistes de l'école anglaise la preuve manifeste de l'insuffisance de l'ordre existant. Mill lui-même est prêt à le condamner sévèrement, mais il sent qu'au delà des limites de ce qui

existe la science perd toute base solide, et qu'ensuite il ne peut y avoir de place que pour l'utopie seule. Ainsi il ne lui restait plus qu'à exposer une théorie partant des rapports réellement établis, et à faire des concessions au temps nouveau. Ces concessions sont très diverses ; il commence par l'idée de limiter la quotité des successions (il est très douteux que cela soit pratique), en proclamant le principe de l'association (comme base fondamentale du développement futur de la société) qui n'exclut ni la concurrence, ni la liberté, ni les droits individuels, ni la propriété, et il finit en reconnaissant à l'Etat le droit d'agir pour le bien général dans les limites du domaine qui lui est assigné, et aux utopistes celui de faire des expériences sur l'organisation nouvelle de la vie d'après leurs idées théoriques. Si le point de départ de Mill avait été autre, non pas celui de l'hypothèse mais celui de l'étude préliminaire des phénomènes, il n'aurait pas été contraint de passer d'un extrême à l'autre, de faire des efforts pour concilier l'inconciliable et combiner l'incompatible. Mais la construction de la science dans l'esprit moderne aurait exigé une documentation immense, à beaucoup d'égards toute à faire, incomplète, et qui condamne le savant à un labeur de manœuvre. Mill a préféré une tâche plus facile : il s'est borné à des constructions sur la base des principes élaborés dans les traités systématiques. Un tel travail est fort attrayant, mais il apporte peu d'éléments nouveaux au trésor des connaissances humaines. L'ouvrage de Mill ne peut pas enseigner une méthode rigoureuse, parce que l'auteur ne contrôle pas ses théories par les faits et ne déduit pas les théories de phénomènes observés; enfin, cet ouvrage ne peut donner des bases scientifiques solides par la raison encore que Mill lui-même est sceptique à l'endroit de la réalité, cette source éternelle de connaissance des vérités scientifiques.

QUATRIÈME PARTIE

MENGER JUGÉ PAR SCHMOLLER

MENGER, Karl. *Untersuchungen über die Methode der Socialwissenschaften und der politischen Œconomie insbesondere*, Leipzig, 1883. *Recherches sur la méthode des sciences sociales et de l'économie politique en particulier.*

Selon Menger[1], deux voies se présentent dans la théorie de l'économie politique, ou bien la voie réaliste-empirique (l'observation des faits) ou bien la voie exacte (à proprement parler, rationaliste) qui tire des déductions des éléments les plus simples, il faudrait dire des hypothèses. La première voie, selon Menger, ne découvre jamais de lois dans le sens propre du mot; la seconde mène à déterminer des rapports typiques, des lois des phénomènes, auxquels la réalité, cela va de soi, ne peut correspondre entièrement. Comme, dans cette dernière voie, indépendamment des causes principales, agissent encore des causes secondaires ou accessoires, la théorie de l'économie politique n'embrasse pas l'universalité (die universelle Natur) des phéno-

[1] Menger est né en Galicie en 1840; il est aujourd'hui professeur d'économie politique à l'université de Vienne. Il n'a pas écrit beaucoup, et rien de bien saillant, mais il est considéré en Allemagne comme l'un des principaux représentants de l'école abstraite. C'est pourquoi l'analyse de son livre publiée (sous le titre cité plus haut) dans le *Recueil des esquisses critiques* de Schmoller : *Zur Litteraturgeschichte der Staats- und Socialwissenschaften* (Leipzig 1888) (Voir l'article : *Die Schriften von K. Menger und W. Dilthey für Methodologie der Staats- und Socialwissenschaften*, p. 275-304) est digne d'une attention particulière, et cela d'autant plus que Menger indique une sorte de *recette* selon laquelle les livres d'économie politique « sont composés » sur des moules donnés en faisant abstraction des éléments d'expérience qui ne sont accessibles qu'après une longue série d'observations scrupuleuses.

Dans l'exposé qui suit, l'analyse de Schmoller est présentée avec quelques abréviations peu considérables.

mènes économiques, mais elle se propose de saisir un côté de la vie économique de l'homme, à la vérité l'un des plus essentiels. Aussi l'absurdité de ceux qui prennent pour point de départ de leurs investigations les motifs psychiques de l'activité humaine, au lieu de l'intérêt privé, est-elle ridicule, à peine concevable. Est-ce qu'un chimiste ne se permet pas de séparer le côté chimique des phénomènes de leur côté physique ? Le reproche d'atomisme, qu'on a adressé à la tendance exacte (il faudrait dire, remarque Schmoller, à l'école de Manchester, à l'école individualiste) en économie nationale théorique, provient d'analogies boiteuses empruntées superficiellement par l'école économique historique à l'école juridique historique. Les phénomènes de l'économie nationale ne sont que les résultats de tendances économiques isolées, et doivent être examinés à ce point de vue.

Les deux moyens indiqués de parvenir à la connaissance de la vérité, ne sont pas, dit Schmoller, séparés l'un de l'autre par un abîme infranchissable. Tout au contraire, plus est défectueuse la partie descriptive d'une science (classification, définitions, répartition des phénomènes distincts en formes typiques), plus la théorie consiste en généralisations préliminaires, encore douteuses, quelque peu hâtives, d'autant plus grand est l'abîme qui sépare l'observation de la déduction. Tel est l'état de l'économie politique[1], malgré les progrès considérables faits par elle comparativement à d'autres sciences sociales. Perfectionner la partie descriptive de la science n'est pas négliger la théorie — c'est préparer le fondement nécessaire de la théorie. L'ancienne économie nationale abstraite a accompli beaucoup de choses, mais sa force vitale est tarie, car ses déductions sont devenues des schémas abstraits, qui n'ont rien de commun avec la réalité.

[1] Le mot économie *nationale* est souvent employé par Schmoller au lieu d'économie *politique*. La différence entre les deux termes n'est pas essentielle. (Bunge.)

Dans la traduction on a adopté presque partout le terme d'économie politique. (Trad.)

Schmoller annonce pour l'économie nationale une époque nouvelle, sous la condition qu'elle retravaille tout son document descriptif, historique et statistique, au lieu de filtrer les thèses déjà cent fois filtrées de l'ancienne dogmatique.

Menger pense que la méthode inductive ne fournit pas de résultats assurés, car l'observation la plus rigoureuse ne garantit pas que le phénomène se reproduira. Ceci n'est pas exact pour les phénomènes sembables en qualité et en quantité. L'isolement des phénomènes (à proprement parler, l'isolement des causes agissant dans le phénomène) a sans doute donné des résultats scientifiques considérables, mais il est erroné de l'opposer, comme quelque chose d'incompatible, à l'ensemble des causes agissantes. Aujourd'hui on peut examiner l'action d'une cause, demain celle d'une autre. L'isolement d'une cause une fois opéré avec succès n'oblige pas le naturaliste à ne répéter que cette seule expérience.

Quand, dans la recherche des prix, on cherchait à expliquer par l'intérêt privé les phénomènes ordinaires qui se produisent sur le marché, ce procédé a été fructueux; mais il serait erroné de rapporter à cette seule cause toutes les recherches subséquentes dans l'étude de tous les phénomènes économiques compliqués (Vorgänge). En tout cas, en agissant de la sorte, il faut bien comprendre qu'une science qui prend pour point de départ des hypothèses, ne fournit que des thèses hypothétiques, auxquelles l'application indue du qualificatif « exactes » n'assurerait pas encore une valeur strictement scientifique.

La prudence, sur laquelle insiste si fortement Mill dans sa *Logique,* Menger la rejette tout à fait là où il prend pour point de départ, non pas l'isolement des causes, mais la déduction des éléments simples (des principes). Et en cela il a raison. Lorsqu'il existe des éléments (des principes) se rapportant à une seule science ou à tout un domaine scientifique, tout le reste est comparativement facile : toute science achevée est déductive, car si les éléments sont parfaitement connus, le phénomène le plus compliqué

ne peut être que la combinaison de ces éléments. Mais ces éléments simples, qui sont établis en mathématique et dans quelques parties de la physique, ne sont pas assez suffisamment étudiés, ni clairement définis dans la science sociale, pour qu'il ne reste qu'à en tirer les conclusions. Personnellement, dit Schmoller, j'estime qu'il faut avoir la naïveté superficielle d'un parfait mondain ou d'un savant de bibliothèque pour prendre comme point de départ soit les besoins humains, soit la tendance à acquérir, soit l'intérêt personnel, et en faire des principes primordiaux simples (éléments) au sens scientifique du terme. Si la tendance à acquérir, ou l'égoïsme, étaient des causes primordiales au sens strictement scientifique, il faudrait alors, dans la psychologie scientifique, séparer nettement cet élément de toutes les autres forces morales existant parallèlement. Mais ce n'est pas du tout de cela qu'il s'agit, et c'est pourquoi toutes les tentatives scientifiques de ces cinquante dernières années, aussi bien celles du socialisme que celles de l'école historique, et des dogmatiques Rau et Hermann, tendaient à placer l'économie politique sur un meilleur fondement psychologique. Si cette recherche a été jusqu'à présent tellement infructueuse, c'est que les savants, s'inclinant devant les limites admises de la division du travail scientifique, n'ont pas osé s'adresser à la source, à la psychologie scientifique. Quant à l'élucidation des problèmes théoriques de l'économie nationale, si on la demande à l'Etat et à la société, à la coutume et au droit, alors sans doute notre science ne pourra donner que la théorie du côté économique de la vie nationale ; Menger, cependant, convient lui-même qu'en théorie on ne saurait admettre l'existence d'une économie nationale non gouvernementale ; il aspire lui-même à l'étude de la nature générale des phénomènes économiques nationaux. Mais alors il s'agit avant tout de la théorie, qui s'appuie sur l'observation, et se distingue par une certitude et une exactitude parfaites. Un des premiers logiciens allemands, Sigwart, estime qu'une observation, pour être scientifiquement valable, doit satisfaire à la condition suivante : « il faut que le phénomène isolé soit envisagé

depuis le commencement comme une partie du tout, et que le rapport entre cette partie et le tout soit compréhensible. » Il y a donc lieu d'exiger qu'une observation, pour être scientifiquement valable dans le domaine économique, éclaire le rapport des événements économiques avec la vie de la nation et celle de l'Etat.

Peut-on aborder l'examen des questions économiques fondamentales sans toucher aux rapports de l'Etat avec l'économie nationale ? Comment parler du rapport des entreprises privées avec les entreprises corporatives et publiques, des rapports des entreprises familiales avec les entrepreneurs privés, et avec l'Etat, sans toucher à l'essence de l'Etat lui-même ? On ne peut examiner le problème de la liberté économique qu'en partant de la théorie de la philosophie du droit qui étudie les limites de la morale, de la coutume, du droit, de la liberté individuelle et des pouvoirs publics.

Sans doute, celui qui (comme semble le vouloir Menger) réduit l'économie politique pure à la théorie de la valeur et à la formation des prix, à la répartition des revenus et à la monnaie, celui-là n'a pas besoin de cette base, du moins il le semble, mais aussi il n'expose pas la théorie de l'économie politique au sens général du mot.

Dans le sixième chapitre du premier livre, Menger affirme que l'économie politique est une science exacte, c'est-à-dire qu'elle doit tirer elle-même de ce qu'elle regarde comme des éléments simples une série de déductions précises (des conclusions déductives), en regard desquelles la réalité empirique peut être mise de côté, comme quelque chose d'absolument indifférent. Quelle que soit la quantité d'esprit ou de logique qui ait été déployée à obtenir une pareille *exactitude*, celle-ci nous produit l'impression d'un étrange malentendu, dit Schmoller, à nous les empiriques qui fouillons dans la poussière.

Celui qui veut trouver des lois doit, à en croire Menger, recourir aux abstractions. Il va de soi, remarque Schmoller, que toute pensée et toute perception sont des abstractions ; il faut

seulement que les abstractions soient exactes, qu'elles mènent à des vérités scientifiques et non à des fantômes schématiques, ni à ces rêveries robinsoniennes par lesquelles on s'efforce si souvent de remplacer les investigations et les vérités de la science économique.

Trouver les lois scientifiques n'est pas aussi aisé que de cueillir des baies, car avant tout il faut saisir les manières de voir (Urtheile) généralement admises, et si la loi n'est pas encore découverte, on se contentera de travailler à rendre les observations plus complètes, à classifier les matériaux et à découvrir les causes des phénomènes. Sans doute il existe un nombre suffisant de phénomènes typiques et de probabilités pour qu'il soit possible de tracer la théorie générale de la nature de la science économique et des liens généraux qui en unissent les différentes parties, pour tracer une théorie qui longtemps encore ne pourra devenir la théorie universelle des phénomènes sociaux.

Nous remarquerons encore que certaines thèses générales concernant les rapports psychiques qui existent dans les masses, le mouvement intellectuel qui envahit les foules, la morale, la coutume, le droit, les attributions de l'Etat, les droits politiques (Freiheitsrechte), etc. sont communes à toutes les sciences sociales, et, pour cette raison, ou bien seront supposées connues en économie politique, ou bien seront traitées dans l'introduction à cette science ou ajoutées en appendice. Mais on n'introduit pas par là dans la théorie de l'économie politique le point de vue spécifique propre aux études historiques ; au lieu de cela, toutes les connaissances acquises dans le domaine dont il s'agit sont employées à élucider les phénomènes psychiques et sociaux, qui en même temps sont aussi des phénomènes économiques. On ne peut prétendre à expliquer les phénomènes les plus compliqués par un seul principe (élément), et ne voir que l'exactitude, c'est-à-dire la déduction.

On ne saurait prendre pour point de départ une hypothèse même psychologique, si elle est dénuée de fondement ; il est

nécessaire d'embrasser toutes les causes des phénomènes économiques. Ce n'est que lorsqu'on aura acquis la conviction que ces causes sont découvertes, qu'on pourra se décider à tirer de nouveau des déductions. Cette méthode n'équivaut pas à se disperser dans tous les sens — ce qu'il serait désirable d'éviter dans la science allemande — c'est là au contraire un procédé scientifique, qui seul peut faire avancer la science.

Schmoller ne partage pas non plus l'opinion de Menger sur la politique économique et la science des finances, envisagées comme sciences appliquées, comme recueils de « recettes. » Roscher, dans ses tomes second et troisième, Stein et Wagner dans leur *Science des finances*, ont élevé ces branches des connaissances humaines à la hauteur de sciences théoriques. Ainsi la science des finances deviendra une science, lorsque l'auteur, en prenant pour point de départ la statistique[1] financière comparée, exposera la nature générale de la politique économique. Celui qui envisagera à ce point de vue la différence des méthodes d'élaboration de l'économie politique théorique et de l'économie politique pratique, y verra, non pas des différences essentielles, comme Menger, non pas une confusion criminelle de la théorie et de la pratique économiques, mais des différences dues à une élaboration graduelle.

Schmoller remarque qu'on ne serait pas fondé à réfuter en principe ce que dit Menger dans le second livre, où il expose plus en détail ses griefs généraux et ses idées. Il commence par concéder à l'école historique que les phénomènes économiques, comme l'argent par exemple, passent par certaines périodes de développement et de formes, que l'ouvrier, l'entrepreneur, les crises commerciales, parcourent certains stades (Stadien) nécessaires à connaître. Ainsi, chaque phénomène distinct est sujet à des changements individuels, et les institutions elles-mêmes se

[1] Schmoller aurait pu dire : l'histoire comparée, la statistique et la législation financières.

transforment dans le cours des décades et des siècles. Mais, dit Menger, il ne s'ensuit pas qu'on doive créer autant de théories économiques qu'il existe de degrés de développement. Ces différences n'ont pas plus d'importance pour l'économiste que celles de la structure du corps d'un nègre ou d'un malais pour un anatomiste. La science exacte, qui ne conteste pas les changements historiques, n'est pas tenue de les prendre en considération, parce que chaque nouvelle forme des phénomènes est pour elle un nouveau problème réclamant sa solution. Le développement historique élargit le cercle des études, mais ne touche pas à leur méthode. Plus loin, Menger énumère les erreurs des tendances pseudo-historiques qui, affublant la théorie non historique d'une doublure historique, prennent l'histoire de la littérature et de la dogmatique pour la théorie, et confondent en général l'expérience avec l'histoire, bien qu'à côté et au-dessus d'elle s'élève l'observation des phénomènes isolés de l'économie humaine; cette école assimile la philosophie de l'histoire et l'économie politique, et s'imagine trouver dans ce parallélisme le contenu principal de l'économie politique théorique.

Il y a beaucoup de vrai dans ces détails du second livre ; on peut convenir en partie des diverses erreurs de l'école historique, mais cela lui enlève-t-il ses titres : la compréhension plus profonde et l'enrichissement de la science entière ? Les concessions que fait Menger au commencement du second livre n'épuisent nullement les mérites de l'étude historique. Apparemment, Menger ne peut saisir la cause fondamentale de l'apparition de l'école historique et sa nécessité, car il lui manque pour cela l'organe approprié. Elle représente un retour à l'interprétation scientifique de la réalité, au lieu d'une série d'images brumeuses, abstraites, et dépourvues de toute réalité. Menger ne comprend pas non plus que les principaux phénomènes économiques sont si amples en espace et en durée qu'ils ne sont accessibles qu'à l'observation collective que fournissent l'histoire et la statistique. Cette opinion est inaccessible à Menger, car il envisage tout au

point de vue de l'économie individuelle, ne pense constamment qu'à l'échange, à la valeur, à la monnaie, et non aux organes et aux institutions économiques, qui forment le squelette de la vie économique nationale.

Menger retire la concession qu'il a faite à l'école historique, en faisant observer que l'économiste théoricien ne doit placer à la base de ses travaux que la situation économique la plus saillante, en un temps et en un lieu donnés. Ainsi il confesse qu'il s'est occupé, à l'exemple de tous les économistes doctrinaires d'autrefois, de la situation contemporaine de l'Europe occidentale — en partageant avec eux la grosse erreur de méthode de prendre l'économie politique contemporaine pour l'essence de l'économie politique en général. Il a remarqué avec raison que, vu les formes changeantes de la réalité, il est impossible d'inventer pour chacune d'elles des théories innombrables et variées; mais pourquoi ne pourrait-on pas expliquer les changements qui se produisent dans chaque état social à l'aide d'*une seule* théorie ? Pourquoi devrions-nous nous contenter uniquement de la forme contemporaine ? Menger admet que les économies politiques des diverses époques et des différents peuples ont entre elles les mêmes rapports que les différences anatomiques d'un Indogermain et d'un Malais. Mais cette comparaison est défectueuse, comme beaucoup d'autres empruntées à l'histoire naturelle, et prouve que l'auteur est peu versé dans la connaissance des faits économiques d'autres époques. On peut dire, continue Schmoller, que, par cet aveu, Menger renonce à la théorie, et devient lui-même un de ces savants qu'il traite avec hauteur, — un de ces descripteurs de formes locales et temporaires, qui ne s'intéressent que médiocrement à la nature générale de l'économie politique, alors même qu'ils s'imaginent en avoir tracé exactement l'image en la déduisant de principes finis et simples (éléments).

Dans le troisième livre, l'auteur parle des tentatives faites pour concourir à élucider les phénomènes sociaux, et cela en s'aidant des analogies qui existent entre les sociétés humaines et les orga-

mismes naturels, et principalement des travaux de Carey, Schæffle et Lilienfeld. Menger a été conduit à cette idée par sa manière d'envisager l'ensemble des phénomènes sociaux comme s'ils procédaient d'un organisme vivant, agissant conformément à un but déterminé, et présentant en dernière analyse des fonctions, qui s'accomplissent naturellement et inconsciemment. Mais il n'y a qu'une certaine partie des phénomènes sociaux qui présentent des analogies avec les organismes naturels. Tout au contraire, beaucoup de phénomènes sont le résultat du calcul humain, ou de l'entente. Et là même où l'analogie existe, elle est souvent incomplète. La corrélation concernant les actions réciproques n'a pas d'importance, car, selon les lois du raisonnement, on ne peut admettre la supposition que quelque chose puisse être en même temps action et cause. L'analogie concernant l'origine soi-disant organique de la structure sociale est encore plus déplacée; cette dernière est toujours le résultat de la volonté sociale ou des aspirations individuelles, avec leurs suites fortuites et occasionnelles. Sans doute le problème des sciences sociales théoriques consiste à rapporter l'importance et l'action des phénomènes sociaux particuliers à l'ensemble. Mais transporter par analogie dans l'économie politique les résultats des investigations physiologiques et anatomiques, c'est là une de ces absurdités que tout homme qui pense avec méthode trouvera indignes d'être réfutées sérieusement. L'analogie n'est utile que comme procédé d'exposition imagée (Darstellung), mais non pas comme méthode scientifique.

Voulant fournir une explication exacte des soi-disant formes sociales organiques (Socialgebilde), Menger prend pour exemple l'origine de la monnaie, qui semble contredire l'idée que l'intérêt privé imprime à la science sa direction. La difficulté de pratiquer l'échange en nature — telle est au fond l'explication de Menger — donne naissance tout d'abord à une marchandise de circulation facile sur les marchés et agréée par tout le monde, et de cette manière la monnaie surgit spontanément.

A cette explication « exacte » qui ne se distingue nullement par une nouveauté surprenante, se joignent plusieurs courtes études du même genre sur l'origine des groupements de population dans l'Etat. Leur origine n'est pas le résultat d'une entente, d'un contrat, d'une loi, ou de l'importance particulière attribuée par des individus à l'intérêt social, mais du désir de servir les intérêts privés.

Dans le quatrième livre, Menger nous apprend que cette opinion diffère de celle qui avait cours précédemment — de celle de Smith. Menger reproche à Smith et à ses disciples d'attribuer pragmatiquement trop de choses à une entente générale entre les hommes. Contrairement à cette tendance, il préfère voir dans les formes sociales un jeu des aspirations individuelles, qui conduisent inconsciemment à des produits sociaux généraux (Gesammtergebnisse). Il a raison, sans doute, en ce sens que l'organisation sociale est le résultat final des motifs psychiques individuels (Vorgänge). Mais la vie psychique individuelle ne tient pas toute entière dans le contraste entre les ententes et les aspirations égoïstes; cette vie se compose d'un nombre infini de sentiments et d'aspirations égoïstes ou sympathiques; les uns et les autres, par un accord conscient d'une part, et par une intention commune, sentie mais non raisonnée de l'autre, aboutissent aux résultats successifs, aux formes fixes, à la vie économique et sociale. Ici, selon Schmoller, s'accuse une lacune considérable dans les idées sociales et politiques de Menger, et dans le cercle de ses notions. Il paraît ne rien savoir, ou ne vouloir rien connaître des grands et récents progrès de la psychologie empirique et philosophique, de la philologie, de la philosophie du droit et de l'éthique, qui ont tant contribué à élucider ce qu'il y a de vague dans la vie psychique individuelle et dans les phénomènes psychiques des foules. Schmoller croit que la prise en considération de ces éléments a beaucoup élargi les études, et relevé le niveau scientifique, non seulement des problèmes sociaux compliqués, mais surtout des doctrines sur l'égoïsme, sur les aspira-

tions et les vertus économiques, sur les besoins humains, sur la formation de la valeur, sur l'offre et la demande. Par conséquent les questions relatives aux formes sociales qui se sont constituées par suite de l'entente, ou sous l'influence des aspirations dirigées par les intérêts privés en question, ne sont plus opportunes en rapport avec nos connaissances contemporaines (Erkenntniss). Schmoller ne veut pas entrer plus avant dans ce sujet, et remarque seulement que l'application des investigations philosophiques, faite par Schæffle dans son ouvrage : *Structure et vie du corps social*, devrait mettre en éveil les économistes, et les stimuler à ne pas renoncer à un secours de ce genre.

Le contenu du quatrième et dernier livre a trait à l'histoire de la littérature. Par des citations de Machiavel, de Bodin, de Bacon, de Platon, d'Aristote, de Sismondi et de Baumstark, Menger s'applique à prouver avant tout que l'idée fondamentale de l'école historique des économistes allemands est depuis longtemps connue dans les sciences politiques, et il ajoute que, depuis qu'on a commencé à écrire sur la politique, il a toujours été question de la théorie de la valeur relative des institutions politiques.

Plus loin, Menger cherche à prouver que l'école historique des économistes allemands n'a pas compris l'idée maîtresse de l'école historique des juristes, et que ce n'est que par suite d'un malentendu qu'elle se tient pour historique dans le sens de cette dernière. Savigny et Niebuhr ont été des disciples de Burke et ont envisagé le droit, à l'encontre du pragmatisme rationaliste, comme découlant de l'activité consciente de l'autorité suprême, comme le résultat d'une sagesse supérieure non réfléchie (als das unreflectierte Ergebniss einer höhern Weisheit), et il ne parle jamais de l'utilité relative des institutions juridiques. Appliquer leur théorie à l'économie politique serait ouvrir, selon Menger, un domaine illimité à l'activité fructueuse conçue dans le sens de Burke. Cette vive sympathie pour l'esprit national et mystique de Savigny, observe Schmoller, découle évidemment de la répulsion

manchesterienne pour l'activité consciente des organes collectifs de la société.

Si nous en croyons Menger, de même que le droit se crée de lui-même, l'économie politique, livrée à ses propres forces, apparait aussi comme le jeu des intérêts égoïstes, mais tombés d'accord entre eux. Schmoller trouve que ce domaine immense d'activité féconde a été assez cultivé, mais sans donner de fruits durables. Roscher n'a pas pris ces vues mystiques de l'école romantique pour point de départ dans ses études, et, comparativement à Savigny, ce fut déjà un progrès.

Au lieu de suivre cette voie, un grand nombre de médiocrités, selon Menger, comme Spittler, Luden, Pelitz, Weber, Wechter, se sont engagées dans la voie bornée de l'école historique, et ont de beaucoup rétrogradé du point de départ adopté par Bodin. Le vrai fondateur de l'école hérétique en économie politique, qui a son point de départ chez les historiens politiques déjà mentionnés, est Gervinus, dans son ouvrage critique sur la politique de Dalman, paru en 1836 ; il insiste pour qu'on fasse reposer la science de l'Etat sur la base de l'histoire universelle. A cette idée s'associa Roscher, et au lieu d'étudier l'histoire des différents peuples, à l'exemple de Savigny et d'Eichhorn, il compara l'histoire de tous les peuples d'après un manuel qui lui tomba sous la main. Ainsi Roscher réalisa ce que réclamaient Gervinus pour la politique, et Bodin pour la science de l'Etat. Mais, remarque Schmoller, on peut se demander à ce propos s'il convient de tenir une idée pour fausse, par ce seul motif que le fondateur de l'école a placé son but trop haut, et a trop vite aspiré à l'universalité.

Aux considérations sur Roscher, Menger, ainsi que le remarque Schmoller, ajoute encore quelques mots sur Hildebrand et Knies, qu'il comprend mal, à ce qu'il semble. Menger dit : Aucun écrivain avant Knies n'a développé avec tant de logique les principes méthodiques (Postulate) de la tendance réaliste en économie politique, et personne n'était plus éloigné que Knies de

comprendre le caractère original de la méthode *rigoureuse* dans les recherches théoriques sur les choses de nature économique, des lois exactes qui régissent les phénomènes de cet ordre, des lois de la vie économique nationale en général. Il est à peine croyable, ajoute Schmoller, qu'un tel arrêt ait frappé un homme qui n'a écrit aucune étude historico-économique de quelque étendue, qui, dans sa jeunesse, a défendu, il est vrai, la méthode historique, mais qui, dans ses années de maturité, dans ses ouvrages sur la monnaie et le crédit, ouvrages qui appartiennent aux meilleurs parmi tous ceux qu'a produits l'économie politique pure en Allemagne, a au fond abandonné cette méthode et travaillé plus ou moins dans la même direction abstraite que Menger.

Pour conclure, Schmoller demande la permission de dire quelques mots sur l'auteur, sans toucher à sa personnalité, ce que Menger lui-même, selon ses propres paroles, s'est interdit dans sa polémique avec ses adversaires les historiens. Menger, dit Schmoller, est un dialecticien subtil, un esprit logique, un savant au-dessus de la moyenne; mais il lui manque, d'une part l'instruction générale philosophique et historique, et de l'autre un vaste horizon qui lui permette de percevoir de toutes parts ce que fournissent l'expérience et la pensée (Erfahrungen und Vorstellungen). Dans beaucoup de faits de détail, avancés par lui contre l'école historique des économistes allemands, il a raison; quiconque s'occupe des questions qu'il a touchées lira ses travaux avec intérêt et profit; en un certain sens, ils présentent un symptôme réjouissant de la force d'expansion (Spannkraft) et de la variété des idées scientifiques qui distinguent la science de l'Etat dans l'Allemagne contemporaine. Menger ne sera certainement pas un rénovateur; il est plutôt un épigone, qui a passé seulement par l'école de la logique naturelle et scientifique de Mill, et qui s'appuie sur la doctrine économique ancienne. Il ne connaît en perfection que ce petit coin du grand édifice de notre science; là il a filé sa toile d'araignée fine et savante et il

prend ce coin pour tout l'édifice, en tout cas pour un de ses plus beaux et plus charmants salons. Je ne veux pas dire que ce coin n'ait pas droit à l'existence ; j'affirme seulement que de là Menger ne peut embrasser du regard tout l'édifice; je lui reproche, non pas de défendre son point de vue, mais de se promener dans les autres pièces de l'édifice avec la présomption exagérée d'un docteur, un bâton à la main, et de se croire le droit de donner sur les doigts de tout passant qui pense autrement que lui. Sans lui appliquer les orgueilleuses paroles de dédain qu'il applique lui-même aux incapables, — les historiens, qui, dans le sentiment de leur incapacité devant les grands problèmes des sciences spéciales, voudraient élever leur propre incapacité au niveau d'une mesure pour les efforts scientifiques (Leistungen),— il faut convenir que Menger est un phénomène considérable, mais tout à fait incomplet, et que les questions remuées par lui agiront grâce aux discussions qu'il a engagées, à la manière d'un ferment, en contribuant à éclaircir et à rectifier les notions reçues. Le dernier mot sur la valeur de sa méthode sera prononcé par ses ouvrages et par ceux de ses élèves ; on les connaîtra aux fruits qu'ils porteront.

Il faut ajouter à ces paroles de Schmoller, que ni Menger, ni ses disciples n'ont, semble-t-il, rien produit jusqu'ici de transcendant.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

Avant propos v
Notice biographique VII
Liste des ouvrages de Bunge XXXV
Au lecteur XXXIX

PREMIÈRE PARTIE

ESQUISSE HISTORIQUE DES DOCTRINES ÉCONOMIQUES 1

CHAPITRE I. Introduction 3
— II. L'antiquité classique. — Platon et Aristote . . 7
— III. La littérature économique des peuples modernes de l'Europe jusqu'à la moitié du XVIIIe s. 10
— IV. Le système mercantile. — Law 13
— V. Le système des Physiocrates. — Quesnay . . 18
— VI. Adam Smith et ses disciples 22
1. Adam Smith 22
2. Les disciples d'Adam Smith. — Malthus, Ricardo, Senior, Jean-Bapt. Say, et autres 30
— VII. Les adversaires d'Adam Smith 37
1. Sismondi 38
2. List 43
— VIII. La réaction contre l'école de la liberté industrielle de la part du socialisme et du communisme 47
— IX. Appréciation critique par les socialistes de l'ordre économique actuel et des bases sur lesquelles il est établi 51
— X. Aperçu général des bases du socialisme et du communisme et leur appréciation critique . 61
1. Les bases du socialisme et leur appréciation critique 61
2. Les bases générales du communisme, et leur appréciation critique 62

Pages

CHAPITRE XI. Les utopies et les systèmes sociaux 69
— A. Les utopies sociales 69
— B. Les systèmes sociaux 70
1. Saint-Simon, Bazard, Enfantin. 70
2. Fourier, Victor Considérant 75
3. Robert Owen 81
4. Louis Blanc. 86
5. Lassalle. 88
— XII. Le socialisme philosophique et critique 92
1. Rodbertus-Jagetzow. 92
2. Proudhon. 100
3. Carl Marx 109
A. L'essence de la théorie de Marx, exposée dans le premier livre de son ouvrage et interprétée par ses disciples 109
B. L'analyse de la théorie de Marx, contenue dans le premier livre du « Capital ». 117
C. Remarques critiques sur le second et le troisième livres du « Capital » 132
— XIII. Notice sur l'état actuel des doctrines sociales . 150
— XIV. La théorie de la liberté de l'industrie depuis les dernières années de la première moitié de ce siècle 154
I. Théorie de l'harmonie des intérêts 154
1. Carey. 155
2. Bastiat 159
II. Les adeptes de l'ancienne école de la liberté industrielle. Paul Leroy-Beaulieu 162
— XV. Le socialisme d'état et le socialisme de la chaire. Rau, Adolphe Wagner, Albert Schæffle . . . 164
— XVI. L'école historique en économie politique . . . 168
1. Roscher. 170
2. Stein 173
3. Bruno Hildebrand et Knies 174
— XVII. L'école progressive historico-statistique contemporaine en économie politique. — Tooke. Schmoller 175

DEUXIÈME PARTIE

LA THÉORIE DE L'HARMONIE DES INTÉRÊTS PRIVÉS 193

CHAPITRE I. Introduction 197
— II. Vues de Carey sur l'économie politique, sa méthode et ses applications à la vie. 212
— III. Caractéristique de la production, du capital et des revenus 218

Pages

CHAPITRE IV. De la valeur 224
— V. Théorie de la rente, ou du revenu net de la terre 235
— VI. Influence de l'extension de la culture des terres sur le salaire. 254
— VII. Influence de l'extension de la culture des terres sur le profit du capitaliste 264
— VIII. Comparaison de la valeur du capital foncier existant avec les dépenses faites pour le produire 271
— IX. Fluctuation des prix. 284
— X. Conclusions 293

TROISIÈME PARTIE

JOHN STUART MILL ENVISAGÉ COMME ÉCONOMISTE 303

CHAPITRE I. La méthode scientifique de Mill appliquée à l'économie politique 308
— II. Vue générale de Mill sur l'économie politique et sur son problème principal. 330
— III. La production 342
— IV. La répartition des richesses 356
— V. L'échange 376
1. La valeur. 376
2. La monnaie. 390
3. Le crédit et le papier-monnaie 392
4. Des rapports commerciaux internationaux 396
— VI. Influence du progrès social sur la production et la répartition 405
— VII. Influence du gouvernement. 412
1. Esquisses de la science des finances . . . 413
2. De l'activité économique du gouvernement, en tant qu'elle contribue au développement de la richesse et du bien-être 421
Conclusion. 432

QUATRIÈME PARTIE

MENGER JUGÉ PAR SCHMOLLER 435

Henry KÜNDIG, Libraire de l'Institut, Genève.

Tolstoï, comte Léon. Le patriotisme et le gouvernement. In-12. . 0 60

Volkonsky, prince Grég. Pour les Boers contre l'Impérialisme. Préface du comte Léon Tolstoï . . . . . 2 —

Thury, professeur à l'Université. La question sociale considérée dans son principe. Le point de vue religieux. In-8°. . . . . 1 —

Naville, Ernest. Questionnaire pour l'étude de la représentation proportionnelle. In-12 . . . . . 0 30

Brocher de la Fléchère, professeur à l'Université. La Femme et la science juridique. In-12 . . . . . 0 50

Favre, Edouard. Georges de Wyss à Genève. 1835-1837. In-12. . 1 50

— La Confédération des huit cantons. Etude historique de la Suisse au XIVe siècle. In-8°. . . . . 2 —

Ritter, Eug., professeur à l'Université. Victor Cherbuliez. Recherches généalogiques. In-8° . . . . . 1 —

Van Eys, W.-J. Bibliographie des Bibles et des Nouveaux Testaments en langue française des XVe et XVIe siècles. Ire partie : Bibles. In-8°. 10 —

— — IIme partie : Nouveaux Testaments . . . . sous presse — —

Galiffe, J.-B.-G. Les procès criminels intentés à Genève, en 1547, pour haute trahison, contre A. Perrin et L. Maigret. 1862 . . . . . 5 —

Gaullieur, E.-H. Etudes sur la typographie genevoise du XVe au XIXe siècle et sur les origines de l'imprimerie en Suisse. In-8° avec 3 planches . . . . . 6 —

Nicole, J., professeur à l'Université. Les Papyrus de Genève. Vol. I. Papyrus grecs, Actes et Lettres, fasc. 1 . . . . . 4 —

— Vol. I, fasc. 2. . . . . 15 —

— Λεοντος του Σοφου. Le Livre du Préfet ou l'Edit de l'empereur Léon Le Sage sur les corporations de Constantinople. Texte grec du Genevensis 23 publié pour la première fois. Avec une traduction latine, des notices exégétiques et critiques et les variantes du Genevensis 23 au texte de Julien d'Ascalon, in-4°, 102 p. . 6 —

— et **Charles Morel.** Archives militaires du Ier siècle. Texte inédit du Papyrus latin de Genève, N° 1, publié avec description, facsimilé et commentaires. In-folio, 2 planches en phototypie et 2 tableaux . . . . . 15 —

Michel Roset. Les Chroniques de Genève publiées d'après le manuscrit original par Henri Fazy, avec un portrait de Michel Roset. In-8°. 10 —

Fazy, Henri. Procédures et documents du XVIe siècle (1546-1547). In-4°. . . . . 7 —

*** Procès de Jacques Gruet. - Procès et démêlés à propos de la compétence disciplinaire du Consistoire (1546-1547); procès François Favre, François Perrin, etc., etc.

W. KÜNDIG & FILS. — GENÈVE.

3 2044 014 177 158

THE BORROWER WILL BE CHA
AN OVERDUE FEE IF THIS BOOK I
RETURNED TO THE LIBRARY ON OR
BEFORE THE LAST DATE STAMPED
BELOW. NON-RECEIPT OF OVERDUE
NOTICES DOES NOT EXEMPT THE
BORROWER FROM OVERDUE FEES.

WIDENER
AUG 7 1981
CANCELLED
AUG 16 1982

CANCELLED
JUN 6 - 1984
JUN 2 8 1984

WIDENER
MAR 25 1992
BOOK DUE

CANCELLED
BOOK DUE
OCT 29 1988
2803815